

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 106-107

Janvier-Février 1994

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

## Sommaire

- **Des parlementaires kurdes de Turquie reçus par le Président Mitterrand**
- **Turquie: Un bilan des violations des droits de l'homme en 1993**
- **L'Iran poursuit sa politique d'assassinats d'opposants à l'étranger**
- **Nouvelle rencontre turco-syro-iranienne**
- **A signaler**
- **Chronique de la guerre au Kurdistan de Turquie**
- **En bref, la revue de presse**

---

**L**e Président de la République française a reçu le vendredi 4 février une délégation parlementaire kurde formée de Mme.

Leyla Zana, députée DEP de Diyarbakir et MM. Sırrı Sakık et Ahmet Türk, respectivement députés DEP de Mus et de Mardin. Les parlementaires kurdes ont exposé au Président Mitterrand le sort de la population kurde en Turquie ainsi que les persécutions subies par leur parti dont 66 dirigeants nationaux et régionaux ont été assassinés en moins de deux ans par les

### **DES PARLEMENTAIRES KURDES DE TURQUIE REÇUS PAR LE PRÉSIDENT MITTERRAND**

services turcs. Le Parti de la Démocratie (DEP), qui prône le règlement de la question kurde par des moyens pacifiques, dans le cadre de la démocratie, de la Charte de Paris et des frontières existantes, est menacé d'interdiction par la Cour Constitutionnelle, interdiction qui entraînerait la déchéance de ses députés de leur mandat parle-

mentaire et pousserait la population à la recherche de solutions violentes pour la réalisation de ses aspirations. Le régime turc cherche d'ailleurs à priver plusieurs députés kurdes de leur immunité parlementaire, à les emprisonner et à les juger sans attendre la fin de la procédure engagée devant la Cour Constitutionnelle.

Les parlementaires kurdes ont expliqué au Président français qu'ils risquaient eux-mêmes la peine de mort pour des propos tenus à la tribune de l'Assemblée turque, lors des réunions électorales ou à l'étranger. La législation turque considère comme un crime passible de la peine capitale le simple fait de revendiquer, même pacifiquement, des droits spécifiques pour les 15 millions de Kurdes de Turquie. La délégation kurde a prié le président de la République d'user de toute son influence auprès de ses collègues occidentaux pour exercer des pressions sur la Turquie afin que celle-ci respecte ses engagements internationaux, en particulier la Convention européenne des droits de l'homme, qui garantit les libertés d'expression et de réunion, et la Charte de Paris qui stipule le respect des droits des minorités.

Poursuivant sa tournée d'information, la délégation kurde qu'a rejoint le député de Sırnak Orhan Dogan, s'est ensuite rendu à Strasbourg où elle a été longuement reçue par Mme. Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe. La Turquie est membre de cette institution dont elle viole ouvertement et gravement plusieurs dispositions de la Charte. Après avoir pris note des observations et des informations de députés kurdes, Mme. Lalumière a promis qu'elle discuterait de ce problème lors de sa prochaine visite à Ankara.

Le lendemain, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a reçu à Bruxelles les députés kurdes. Suivant depuis des années le problème kurde, M. De-

lors les a surtout interrogés sur les chances d'un dialogue kurdo-turc et d'une solution pacifique du conflit qui déchire le pays. Il a réitéré la position de l'Union européenne consistant à subordonner toute discussion éventuelle de l'adhésion de la Turquie à l'Union au respect par ce pays des normes universelles de la démocratie, des droits de l'homme et en particulier des droits de la population kurde à exprimer librement son identité. Il a promis que la Commission continuerait de

suivre de près le sort du peuple kurde en Turquie ainsi que celui de ses députés menacés.

C'est la première fois dans leur Histoire que les Kurdes de Turquie réalisent une telle percée diplomatique. La presse a consacré une large place à ces contacts de haut niveau. Les dirigeants turcs ont exprimé leur « *malaise* » et leur « *mécontentement* » et menacé de punir « *ceux qui dénigrent la Turquie à l'étranger* ».

## TURQUIE: UN BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN 1993

**L**a situation des droits de l'homme s'est considérablement dégradée en 1993 en Turquie, en particulier dans les provinces kurdes, constate le rapport annuel de l'Association turque des droits de l'homme, basée à Ankara. Selon ce rapport, rendu public début février, au cours de l'année écoulée 874 villages et hameaux kurdes ont été évacués et détruits par l'armée turque (Cf. liste p. 154), 3750 civils ont été tués, 1490 blessés dans les affrontements dans le Sud-Est (le Kurdistan turc). L'Association affirme que « *les attaques des forces de sécurité contre les groupes et les individus ont augmenté tout comme les morts extrajudiciaires (exécution sans jugement par les forces de sécurité) qui s'élèvent à 135* ». Par ailleurs, « *21 personnes sont décédées sous la torture et 29 autres ont disparu pendant leur détention* ».

510 civils ont été tués par des « tueurs mystérieux », une référence utilisée habituellement pour évoquer les assassinats politiques par des escadrons de la mort de la police. 6 journalistes dont 3 travaillant pour le quotidien pro-kurde *Özgür Gündem*, ainsi que 8 distributeurs de presse ont été assassinés.

En 1993, 51 journalistes ont été emprisonnés et dans la période de 1992-1993 260 journaux et revues ont été saisis. 33 livres ont été interdits, tous leurs exemplaires confisqués. Au total, des journalistes et des écrivains ont été condamnés à 231 ans de prison et à des amendes d'un montant de 21 milliards de livres turques (environ 14 millions de FF).

Toujours selon ce rapport, en 1993 quatre partis politiques ont été interdits: Le Parti Socialiste (SP), Le Parti populaire du Travail (HEP), le

Parti Socialiste turc (STP) et le Parti de la Liberté et de la Démocratie (ÖZDEP). Deux autres partis, le Parti de l'Unité socialiste (SBP) et le Parti de la Démocratie (DEP) font l'objet d'une procédure d'interdiction. 48 associations ont été interdites au cours de l'année écoulée.

Ce bilan accablant est confirmé et complété par des témoignages d'autres organisations notamment Amnesty International (voir pp. 70-73). Même le Département d'Etat américain, peu suspect d'hostilité envers la Turquie, souligne dans son rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le monde, qu'en 1993 «*en dépit des promesses de réforme du gouvernement turc. La torture et l'usage excessif de la force par des forces de sécurité a persisté (...). Des témoignages crédibles d'anciens détenues et de professionnels qui réhabilitent les victimes décrivent une variété de méthodes de torture: tuyaux d'eau à haute pression, chocs électriques, bastonnade des pieds et des parties génitales, suspension par les bras, privation du sommeil, tabassages systématiques, viols vaginaux et anaux par des matraques et des canons de fusils. Les autorités n'enquêtent pas sérieusement sur les allégations de tels abus et leurs auteurs sont rarement sanctionnés*». Le rapport affirme également que «*la révolte kurde a conduit les autorités à restreindre les libertés d'expression et d'association*» et «*aux disparitions*» et «*meurtres mystérieux*» qui «*apparaissent être politiquement motivés*».

Cette situation alarmante n'a pas encore suscité de réactions significatives de la communauté internationale. Cette anomalie ne cesse d'être dénoncée par les organisations de défense de droits de l'homme. Parlant le 14 janvier à Londres, devant le Royal Institute of International Affairs, Mme. Mitterrand a vivement dénoncé «*l'attitude intolérable des autorités turques vis-à-vis de la minorité kurde du pays*». «*Des villes et des villages sont détruits, la population est terrorisée et le processus s'accélère*» a-t-elle dit en regrettant que les informations sur ce qui se passe en Turquie «*n'arrivent pas à traverser le mur du silence*». Comment

la presse pourrait-elle s'exprimer librement quand sont assassinés les journalistes qui enquêtent sur les exactions de l'armée dans le Kurdistan, a demandé Mme. Mitterrand qui a lancé «*un cri d'alarme*» et appelé de ses vœux «*un sursaut de la communauté internationale pour régler le problème*».

Au cours de son séjour, Mme. Mitterrand a rencontré le secrétaire au Foreign Office M. Douglas Hurd et la secrétaire d'Etat à la Coopération, Mm. Lynda Chalker, avec qui elle a évoqué le sort du peuple kurde.

#### BILAN DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE EN 1993<sup>1</sup>

Villages kurdes détruits : .....	874
Exécutions sans jugement : .....	135
Morts sous la torture : .....	25
Disparitions pendant la garde à vue: .....	32
Assassinats anonymes par des tueurs «non identifiés» <sup>2</sup> : .....	510
Enfants tués : .....	33
Journalistes tués: .....	6
Distributeurs de presse tués: .....	8
Journalistes en prison: .....	57
Journaux et magazines saisis: .....	260
Peines infligées aux écrivains et journalistes : .....	231 ans
Partis politiques interdits pour délit d'opinion : .....	SP, HEP, STP, ÖZDEP.
Associations interdites pour délit d'opinion: .....	48

1- Bilan établi par l'Association des droits de l'homme de Turquie, avec des documents, des dates et des noms à l'appui.

2- Les intellectuels et dirigeants politiques kurdes pacifiques fournissent 95% des victimes de ces assassinats perpétrés par des Escadrons de la mort de la police politique turque. Les assassins n'étant ni poursuivis ni arrêtés, ces assassinats sont appelés routinièrement «anonymes».

## L'IRAN POURSUIT SA POLITIQUE D'ASSASSINAT D'OPPOSANTS À L'ÉTRANGER

**J**ouissant à ce jour d'une totale impunité pour ses actions terroristes à l'étranger, l'Iran poursuit, sans ambiguës, sa politique d'assassinat des opposants. Le 6 janvier, un militant kurde, Taha Kirmanj, membre d'une faction dissidente du PDK iranien a été tué dans la ville turque de Çorum où il résidait dans un camp de réfugiés. C'est le troisième Kurde iranien tué en l'espace de quelques mois en Turquie.

Le 25 août 1993, un autre réfugié kurde, Mohammed Ghadiri, était enlevé à son domicile de Kirsehir par des gens portant uniformes et plaques d'identification de la police. Deux jours après l'enlèvement, le Kurde iranien Bahrem Azersen était tué à Ankara. Le 30 août les restes mutilés de Ghadiri étaient trouvés sur la route Kirsehir-Ankara.

Le 20 décembre, la veille de la visite à Ankara du vice-président iranien Hassan Habibi, la Turquie a expulsé vers l'Iran quatre réfugiés iraniens dont on n'a plus de nouvelles. En contre-partie, l'Iran a promis de remettre à la Turquie des militants du PKK.

Victimes de ces marchandages et de la coopération policière turco-iranienne, les réfugiés iraniens en Turquie vivent dans l'insécurité permanente. Leurs appels aux institutions internationales sollicitant le respect de la Convention de Genève sur la protection des réfugiés sont restés vains.

Quelques jours après l'assassinat perpétré en Turquie, le 17 janvier, un autre Kurde iranien, citoyen suédois, Aboubakir Hedayeti, membre du PDK iranien, a été grièvement blessé par une lettre piégée adressée à sa femme et qu'il venait d'ouvrir. La police suédoise a indiqué que l'enveloppe contenant l'explosif, «proviendrait de l'ambassade d'Iran de Paris».

Celle-ci a bien sûr démenti, mais pour le Parti démocratique du Kurdistan iranien, dont 7 dirigeants ont été assassinés depuis 1989 par des tueurs au service de la République islamique,

*«il ne fait aucun doute que derrière cet acte, comme derrière des centaines d'autres commis ces 15 dernières années, se trouve le régime*

*terroriste de la République islamique d'Iran. Ainsi, malheureusement, la preuve est faite une fois encore: «l'attitude complaisante de l'Occident à l'égard du terrorisme d'Etat iranien ne peut qu'encourager ce dernier à poursuivre ses activités criminelles» souligne le PDKI.*

Complaisance ou raison d'Etat ? Alors que dans l'affaire de quatre dirigeants kurdes iraniens assassinés en septembre 1992 à Berlin l'enquête policière a apporté des preuves irréfutables de l'implication de l'Etat iranien, le gouvernement de Bonn a adopté un profil bas, allant jusqu'à recevoir Ali Fallahian, le chef des services de renseignements iraniens, commanditaire présumé de ce quadruple assassinat perpétré sur le sol allemand. L'Allemagne met apparemment plus d'empressement à garder ses bonnes relations économiques avec l'Iran et à obtenir la libération d'un ingénieur allemand détenu à Téhéran qu'à sanctionner les entreprises terroristes d'un Etat étranger sur son sol (Cf. pp.107-108, articles du *Figaro*).

C'est sans doute pour les mêmes raisons d'Etat et au nom de «l'intérêt national français» que de son côté la France, le 29 décembre, a finalement renvoyé à Téhéran deux Iraniens suspectés d'assassinat politique dont l'extradition était réclamée par la Suisse.

## NOUVELLE RENCONTRE TURCO-SYRO-IRANIENNE

**L**es ministres des Affaires Étrangères turc, syrien et iranien se sont rencontrés à nouveau le 5 février à Istanbul pour « discuter de problèmes régionaux et notamment de la situation en Irak ». A l'issue de la réunion Ankara, Téhéran et Damas ont « réaffirmé leur opposition catégorique à un éventuel démantèlement de l'Irak dans le souci de prévenir toute tentative de créer un Etat kurde indépendant dans le nord du pays ». La Turquie, l'Iran et la Syrie « s'opposent à tout effort visant à désintégrer l'Irak, sous n'importe quel prétexte » ont déclaré les ministres des Affaires étrangères de ces trois pays, MM. Hikmet Çetin, Ali Akbar Velayeti et Farouk El-Chareh, dans un communiqué conjoint, qui ajoute: « l'avenir de l'Irak doit être déterminé uniquement par la volonté libre de la population entière de l'Irak ». « Les déclarations et activités de certains groupes dans plusieurs pays occidentaux visant

*à encourager le séparatisme ne sont pas acceptables et doivent prendre fin »* dit encore ce communiqué sans citer les noms de ces groupes et pays.

Comme si tout cela n'était pas assez clair, au cours de la conférence de presse conjointe tenue à l'issue de la réunion, le ministre iranien Velayeti a déclaré que les trois pays accorderaient « un intérêt fondamental à la situation en Irak du Nord. Ses développements auront un impact sur la sécurité nationale des trois pays ».

L'émergence d'une entité kurde fédérée inquiète apparemment beaucoup ces trois Etats qui se réunissent tous les trois mois pour débattre des moyens de « conjurer le péril séparatiste kurde » et de faire échouer l'expérience démocratique des Kurdes irakiens afin qu'elle ne serve pas d'exemple à leurs propres populations kurdes.

## A SIGNALER

### • LE PARTI DE LA DÉMOCRATIE (DEP) SE RETIRE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE MARS.

Après la destruction de son siège national par un attentat à la bombe, perpétré le 18 février par la contre-guérilla turque, après les attaques contre ses permanences en province, l'enlèvement, l'arrestation et

parfois l'assassinat de ses candidats présumés pour les élections municipales du 28 mars, le DEP a décidé, le 25 février, de ne pas se présenter à ces élections afin de ne pas mettre en danger la vie de ses dirigeants et de ses militants. Cette décision a été prise au terme de 3 jours de délibérations de l'As-

semblée du parti où de nombreux intervenants ont évoqué en détail les agressions des unités spéciales de la contre-guérilla, des protecteurs de village et de la police contre les représentants du parti dans les provinces kurdes. Une liste de maires et d'élus locaux victimes de cette agression a été publiée pour expliquer ce retrait.

### • NOUVELLE INTERVENTION DE L'AVIATION TURQUE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN.

Le 28 janvier, l'aviation turque a lancé la plus importante opération jamais entreprise par son aviation contre un camp de réfugiés du PKK situé à plus de 400 km de la frontière turque. Selon l'état-major turc « 50 avions F-4 et F-16 ont participé à cette attaque contre le camp et tué plusieurs centaines de terroristes ». Ce bilan a été contesté par les autorités du Kurdistan irakien qui, après enquête, concluent à la mort de 7 Kurdes en Irak et de 9 habitants de villages kurdes de Nokan et Kanizand situés au Kurdistan iranien. Les raids turcs ont fait, au total, 45 blessés, dont 19 parmi la population civile kurde d'Iran. Téhéran a d'ailleurs vivement protesté contre la violation de son espace aérien et réclamé des réparations à la Turquie. A Bagdad, un responsable de l'ONU a affirmé, le 1er février, qu'un millier de familles kurdes irakiennes, soit 5000 à 6000 personnes, ont été déplacées à la suite du récent bombardement turc.

Ce raid spectaculaire intervient au moment où aux prises avec de graves difficultés économiques et politiques qui ont conduit à la dévaluation de 13,6% de la livre turque et suscité de troubles sociaux, le

gouvernement turc cherche à faire diversion sur le front de «*la lutte contre le terrorisme*» pour redorer, provisoirement et à grands frais, son blason. Le Premier ministre a également annoncé qu'en prévision de vastes opérations militaires du printemps toutes les permissions et libérations avaient été gé-

lées alliant rester de 3 à 5 mois de plus sous les drapeaux. C'est apparemment le seul expédient trouvé par l'état-major pour pallier les effets de 250.000 désertions reconnues par le ministre de la Défense, avouant implicitement que la guerre du Kurdistan n'est guère populaire auprès de la jeunesse.

contre un minibus, transportant des civils, Sait Bulut, Bedriye Bulut, Nihat Güney, une personne non-identifiée ont été tuées sur place, Fehmi Özek est mort à l'hôpital et 10 personnes ont été blessées.

---

5 janvier

A Diyarbakir lors d'une attaque contre le magasin Gülçerler Ticaret Hamza Duman est mort et 2 personnes, Bayram Yesil et M. Salih Gizli ont été blessées. On a rapporté que ce magasin avait déjà été attaqué avec des bombes par le PKK, faisant 3 blessés. Le même jour dans le village de Norse, dans la province de **Mus**, des protecteurs de village ont tiré à l'aveuglette. Un enfant, M. A., âgé de 8 ans a été gravement blessé.

---

## CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

---

2 janvier

A **Incecik**, un village de la sous-préfecture d'Elbistan, province de Kahramanmaras, des inconnus ont tiré à l'aveuglette sur un café. Une personne, Bekir Semen, a été tuée et 9 autres ont été blessées. Lors d'un contrôle d'identité effectué par des guérilleros du PKK à 4 km de **Maden** sur la route entre Diyarbakir-Maden 8 civils ont été abattus. Les victimes identifiées sont : Nahit Engene, directeur-adjoint du ministère de l'Education Nationale à Elazig, Süleyman Ulusoy, fonctionnaire en retraite, Necdet Dönmez, fonctionnaire au **TEK** (Etablissement d'Electricité de la Turquie), Orhan Turan, policier en civil à Sirnak, Yahya Bulut, instituteur, et Fevzi Çalis tandis qu'à **Diyarbakir** lors d'une attaque contre le pavillon de Lizbon vers 17 h 45, un ouvrier a été blessé. Le même jour dans un autre quartier 4 personnes ont été blessées lors d'un attentat à la bombe contre le journal *Diyarbakir Sözet* suite à une attaque du PKK contre deux panzers les forces turques ont tiré au canon sur le vil-

lage d'Engule situé de près du commissariat de Duru dans la province de Lice, un enfant âgé de 12 ans, B. A., est mort, également H. Mustafa Altintop âgé de 50 ans et F. A. âgé de 13 ans ont été blessés ; 9 maisons de ce village ont été détruites.

---

3 janvier

A **Erzurum**, dans le village de Çullu, l'imam Remzi Ates a été tué chez lui par la contre-guérilla turque. A **Midyat**, dans la province de Mardin, Abdulkерim Ergün (38 ans) a été tué par des inconnus. Le même jour des inconnus ont tiré sur la maison de Sinan Karaca, âgé de 51 ans et demeurant à **Kavurga**, un village de la sous-préfecture Viransehir, province d'Urfa. Il est mort à l'hôpital d'Urfa. Suite à une attaque du PKK, contre la gendarmerie d'Ergul située à la bifurcation entre la route de **Bingöl** et celle d'**Hani**, ayant fait 18 morts parmi les soldats turcs, les soldats ont tiré sur des véhicules civils pendant qu'ils effectuaient un contrôle d'identité. Lors de cette fusillade

---

6 janvier

A **Viransehir**, dans le quartier de Kavurga, Sinan Karga a été tué par des inconnus. A **Midyat**, province de Mardin, dans le quartier de Yenimahale; Abdulkерim Ergun a été tué par des inconnus. A **Karsiyaka**, dans la ville de Batman, H. Resat Kaya, âgé de 48 ans, a été assassiné. Le même jour Taha Kirmaç, Kurde d'Iran, membre du Comité Central du PDK-d'Iran a été tué par des inconnus à **Çorum**, en Anatolie Centrale. A **Adana**, lors d'une fusillade contre une boutique, deux personnes ont été tuées et deux autres blessées par des unités de contre guérilla turque. Des soldats se trouvant dans la brigade de chars ont tiré à l'aveuglette sur **Cizre** dans la province de Sirnak. Les tirs à l'arme lourde ont fait 3 morts, 6 blessés et 3 maisons ont été détruites. Les personnes décédées sont les suivantes : M. Emin



Katmis, sa femme, Mumine Katmis et leur enfant âgé de 1 ans, Ali Katmis. Les personnes blessées sont les suivantes : Mele Ismail Tetik, Buhe Tetik, âgé de 60 ans, Yusuf Tetik, Lokman Tetik et Osman Tetik.

7 janvier

Le PKK a attaqué une mine de charbon de **Sirnak** appartenant à l'Etat où avait été installée une brigade des unités spéciales. 15 membres des unités spéciales ont été tués et plusieurs blessés. Le même jour un camion a sauté sur une mine dans un chemin piégé. Lors de cet événement, 2 passagers, Cemal Ibur (28 ans) et Suphi Erdem (30 ans) ont été tués. Deux autres, Nasuh Deger et Ahmet, ont été blessés.

8 janvier

A **Batman**, dans le quartier de Çamilca, Sirin Rizgar, âgée de 60 ans et son fils A. Halim Rizgar, 12 ans, ont été assassinés par des unités de la contre-guérilla turque. Dans le quartier de Sehitlik à **Diyarbakir**, Cevdet Gündes, âgé de 37 ans, a été attaqué par des inconnus à son atelier de chaussures. Il est mort à l'hôpital.

10 janvier

Selon la presse turque, à **Mardin**, **Sirnak** et **Siirt**, au total 31 militants du PKK et des soldats turcs ont trouvé la mort dans des divers affrontements. Vers 8 h 00 du matin, Ahmet Ilyasoglu, directeur de la prison de **Batman**, de type E, a été assassiné, en allant à son travail.

11 janvier

A **Cizre**, dans le quartier de Cudi,

deux maisons ont été détruites, 5 personnes tuées et 2 autres blessées par l'armée turque. Vers 6 h 30, Isa Özer (37 ans), membre du syndicat *Pétrol-Is* et ingénieur de pétrole, a été assassiné en sortant de chez lui dans le quartier de Karsiyaka à **Batman**. Le même jour, vers 12h00, Firat Çağlar, âgé de 18 ans, a été assassiné dans le quartier de Dagkapi à **Diyarbakir**. Vers 16 h 30, Feyrusah Erin a été blessé par des tueurs âgés de 15 ans à 16 ans, près de son domicile à **Batman**. La victime est morte à l'hôpital. Le meurtre est attribué à la contre-guérilla kurde.

12 janvier

La ville de **Cizre** a été bombardée par l'aviation turque, causant la mort de deux enfants et 3 adultes. Vers 8 h 00 du matin Selahattin Bicin a été assassiné par des inconnus à 5 Nisan, un quartier de Bağlar, dans la banlieue de **Diyarbakir**. Le même jour vers midi, Ekrem X (son nom de famille n'a pas été identifié) a été tué à **Nusaybin** dans la province de Mardin. Au nord du Kurdistan, on a trouvé le corps de Binali Peker, maire du village de Kizilkaya, sous-préfecture d'**Horasan**, province d'Erzurum tandis qu'à **Batman** Abdurrahman Ata, Firat Soyvural et M. Serif Cokuz, élèves au Lycée *Yahya Kemal Beyatli* étaient tués par des inconnus à la sortie de leur école. L'atelier de photographie *Çağdas Fotograf Stüdyo*, et le magasin de couture, appartenant à Fevzi Turan, situés dans le centre commercial *Ekinciler*, Meydan, à **Batman** ont été incendiés. Le même jour l'émetteur de télévision de Batman a été saboté.

13 janvier

A **Bingol**, dans le village de Suveren, suite à une descente des soldats turcs, 3 militants du PKK ont été tués. A **Batman**, dans le quartier de Karsiyaka, deux civils ont été tués par des inconnus. Azad Önen (16 ans), élève de l'Ecole Primaire *Turgut Ozal*, a été assassiné dans la 78<sup>ème</sup> rue de l'arrondissement de Sehitlik de **Diyarbakir** par des inconnus armés. Le même jour, à la même heure, un élève au Lycée *Atatürk*, Berdan Kaya (17 ans), a été tué à l'arme blanche par des inconnus dans la 41<sup>ème</sup> rue de l'avenue Turistik à **Diyarbakir**.

14 janvier

A **Mardin**, en plein jour, un adolescent a été assassiné par des inconnus. Vers 9h00 on a tiré sur Mahmut Aslan âgé de 19 ans, dans la société "*Deniz Elektrik*" située dans l'arrondissement de Sehitlik de **Diyarbakir**. Il a été tué lors de cette agression. Le même jour une bombe a été lancée sur la maison d'Ali Karatoprak au village de Gündikê Mele (Balveren), province de **Sirnak**, tuant 3 personnes : Abdulkерim Karatoprak, Osman Iscan et un enfant et en blessant 8.

15 janvier

A **Semdinli**, province de Mardin, dans le village de Yaylacik, lors d'un affrontement entre les forces turques et le PKK, deux soldats et un militant du PKK ont été tués. A **Cizre**, 5 soldats turcs ont été tués lors d'une explosion d'une mine. A **Diyarbakir**, un berger, Veysi Bingol, 18 ans, a été fusillé par un soldat turc. Dans une prison à **Ma-**

**Iatya**, Mehmet Kanayaet et Ali Ihsan Kayman ont été tués dans leurs cellules. M. Metin Kaplan, a été tué dans un magasin d'électricité situé dans l'arrondissement de Sehitlik de **Diyarbakir**. Le même jour M. Bah Tasan (15 ans) et Ramazan Akbulut (24 ans) ont été attaqués par 4 individus armés dans la 29<sup>ème</sup> avenue de l'arrondissement de Hürriyet de **Batman**. Le premier est mort lors de l'attaque et le dernier est décédé à l'hôpital. L'événement majeur de la journée s'est passé près d'Istanbul où le corps de Behçet Cantürk, et celui de son chauffeur Recep Kuzucu ont été retrouvés près de Sapanca sur la route E-5. Behçet Cantürk, homme d'affaires originaire de Lice, avait été enlevé le 14 janvier, à Istanbul sur la route de Caddebostan, à une heure d'affluence, alors qu'il se rendait à bord de sa voiture blindée à son domicile situé à 500 mètres. Selon la presse, ils figurent en tête de la liste des 1250 hommes d'affaires kurdes nationalistes établie par le service de reinsegnement turc (MIT) et qui doivent être éliminés physiquement sur instruction du Premier ministre.

---

16 janvier

Le magasin d'Emin Avci, à **Hilvan** dans la province d'Urfa a été incendié par des protecteurs de village, au service de l'armée.

---

17 janvier

A **Diyarbakir**, Ahmet Anis, propriétaire d'un jardin de thé dans le quartier d'Urfa Kapi, a été tué par des inconnus. Le même jour vers 16h30 Semsettin Ural a été tué à **Nusaybin** dans la province de Mardin.

---

18 janvier

A **Diyarbakir**, vers 10h00, Süleyman Dün, âgé de 16 ans, apprenti dans une boucherie, a été tué avenue *Goçmenler*. Les forces de sécurité en collaboration avec des protecteurs de village liés à Kamil Atak, ont tiré à l'aveuglette blessant une fille âgée de 4 ans à **Cizre** dans la province de Sirnak.

---

19 janvier

A **Kulp**, dans le village de Çekirdek, Abdulhamit Isok, Hamit Isok, Hevine Isok, Gulistan Isok et un enfant de 3 ans Abdullah Isok ont été tués par l'explosion d'une bombe de l'armée turque. A **Dolayli**, un village de la sous-préfecture de Digor dans la province de Kars, on a appris que lors d'une descente d'un groupe armé, Hakki Baykiz, maire de village, a été fusillé et l'école du village incendiée.

---

21 janvier

A **Mardin** (Kiziltepe) la maison de Hikmet Urey a été incendiée et 3 personnes tuées lors d'affrontements entre la guérilla et l'armée turque. Giyassetin Ugur a été tué par des inconnus à **Batman** et Abdulbaki Türk a été tué à **Nusaybin** dans la province de Mardin. Dans le village d'Aglan (Ormancik), sous-préfecture de Savur, dans la province de **Mardin**, lors des affrontements entre des militants du PKK et des protecteurs de village, 20 personnes ont été tuées. Il s'agit de 11 protecteurs de village et de 9 femmes et enfants.

---

24 janvier

A **Cizre**, un policier et un militant du PKK ont trouvé la mort et 4 autres policiers blessés dans un accrochage avec les militants du

PKK. A **Mardin** dans les villages d'Ormancik et Akyurek, 15 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées suite à l'explosion d'une mine. Un véhicule de police a renversé un enfant de 8 ans, à Seyrantepe, un quartier de **Diyarbakir**. La victime, Ahmet Efe, est décédée.

---

25 janvier

A **Diyarbakir**, dans le quartier de Baglar, Muzaffer Altun, étudiant à l'université, a été tué par des inconnus. A **Silvan**, dans la province de Diyarbakir, des inconnus ont tiré à l'aveuglette sur un café. Deux personnes, ont été tuées: Hüsnü Türk, âgé de 65 ans, ouvrier retraité, et le policier municipal Veysel Kirtay.

---

26 janvier

A **Sirnak**, dans le village d'Eyvantepe, 3 protecteurs de village ont été tués et 7 autres blessés par des unités de la contre-guérilla turque. A **Diyarbakir**, suite à l'explosion d'une bombe, un enfant de 5 ans a été tué et 7 autres blessés. Au cours d'une opération de contrôle d'identité à la frontière entre la Turquie et l'Irak, 3 militants du PKK ont été tués par les soldats turcs.

---

27 janvier

A **Nusaybin**, province de Mardin, Fuat Tunç, 20 ans, a été assassiné par des inconnus.

---

28 janvier

Siddik Çumustas a été assassiné par la contre-guérilla à Hasana, un village de la sous-préfecture de Malazgirt dans la province de **Mus**.

---

29 janvier

Dans une zone montagneuse si-

tuée entre Elmalar et Çigli, deux villages de la province de **Kahramanmaraş**, un groupe armé a tiré sur les gens prétendant qu'ils chassaient. Deux personnes, Hasan Çamköprü et İsa Mamalak ont été tuées et 2 autres blessées. Il s'agit de: Seref Karaardıç et Ahmet Karaardıç.

30 janvier

Suite à un bombardement de l'aviation turque contre un camp du PKK à **Zeli**, (village du Kurdistan irakien) 9 personnes ont été tuées et 19 autres blessées. Mehmet Altuntas, âgé de 30 ans, a été tué et Masruk Kaya, a été blessé lors d'une attaque armée dans l'avenue *Gazi* de **Diyarbakir**. Le même jour Cevdet Ceylan a été tué par des inconnus.

31 janvier

A **Diyarbakir**, Dr. Seymus Akin, âgé de 28 ans et médecin à la Faculté de Médecine de l'Université de Dicle et sa femme, ont été agressés à Yanikkösk, un quartier de Baglar. Lors de cette agression S. Akin a été tué. Le même jour Sevkett Demircan et son frère, Hamit, ont été agressés à l'arme blanche par deux personnes non-identifiées à Fatihpasa, un quartier de **Diyarbakir**. S. DEMIRCAN a été tué et son frère Hamit blessé lors de cette agression. Toujours à **Diyarbakir** vers 13h40 Halit Pinar a été tué par des inconnus dans l'avenue Turistik.

1<sup>er</sup> février

A **Pazarcik**, 2 chasseurs ont été tués et deux autres blessés par des personnes non identifiées. A **Diyarbakir**, dans le quartier de Gazi, Mehmet Altintas a été tué et un

autre blessé par des unités de la contre-guérilla turque. Dans le quartier de Baglar à **Diyarbakir**, 3 personnes ont été tuées et 3 autres blessées par des inconnus. A **Igdir**, Faik Kizilay et Hüseyin Öden, ex-dirigeants du DEP d'Igdir ont été tués par des inconnus.

2 février

A **Igdir**, dans le village d'Ozdemir, deux militants du PKK ont trouvé la mort lors d'un affrontement avec l'armée turque. Mehmet Ayan et Fesih Kaya ont été tués par des inconnus à Diyarbakir. Le même jour des inconnus ont assassiné Hakim Toprak et sa soeur à Güçlükonak dans la province de **Sirnak**

3 février

A **Kiziltepe**, dans la province de Mardin, Mehmet Aksoy et M. Fatih Aydin ont été tués par la police turque.

4 février

A **Pazarcik**, dans le village d'Igenli, Mehmet Pelen et son fils Hasan Pelen ont été tués par l'armée turque. A **Diyarbakir**, Ömer Günes et Faruk Baran ont été assassinés par des inconnus.

6 février

A **Istanbul**, dans le quartier de Taskim, 2 militants du PKK ont été tués par l'explosion d'une bombe. A **Dersim** (Tunceli), Hanim Dogan a été tuée par des inconnus..

7 février

A **Erzurum**, dans le village d'Asagi Soleymez, suite à une descente des forces turques, deux enfants âgés de sept et un ans ont trouvé

la mort. A **Batman**, dans le village de Suleymanvizik, lors d'une opération entre la guérilla et les protecteurs de village, 12 soldats et 3 guérilleros ont trouvé la mort et 4 autres soldats ont été blessés. A **Bitlis**, dans le village de Guroymak, Abdullah Gencer, 35 ans et Seyfettin Zengin, 36 ans ont été tués par des inconnus.

8 février

A **Mus**, dans le village d'Agaçli, 5 militants du PKK ont trouvé la mort dans une opération contre l'armée turque. A **Batman**, **Silopi** et **Sirnak**, au total 38 soldats turcs ont trouvé la mort au cours des affrontements entre l'armée turque et les militants du PKK. A **Selçuklu**, dans la province de Konya, Yılmaz İnaç a été assassiné par des tueurs non-identifiés.

9 février

A **Mus**, dans le village d'Agilli, 4 militants du PKK ont été tués dans des affrontements avec l'armée. A Diyarbakir, Mehmet Sirin Akboga, membre du syndicat "TES-IS" a été tué par des inconnus.

13 février

A **Diyarbakir**, l'avocat Davut Ufuk a été tué dans son bureau et Ibrahim Zilan a été blessé par des inconnus. A **Tula**, l'explosion d'une bombe posée par les militants du PKK dans une gare a fait 5 tués et 24 blessés. A **Silopi**, au cours d'affrontements, 18 militants du PKK et un policier ont été tués. A **Viransehir**, Mehmet Yilmaz, gardien de quartier, retraité et Sevkett Direk, maire rural, ont été tués par des inconnus. A **Diyarbakir**, encore des inconnus ont assassiné Cavit Bitkin et Saki Meral.

14 février

A **Dersim**, 12 soldats et un militant du PKK ont trouvé la mort lors d'un accrochage avec l'armée turque.

16 février

A **Mardin**, dans le village de Kule, 8 personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements entre les protecteurs de village et les militants du PKK. A **Mardin** et **Sirnak**, dans des divers affrontements, 11 militants du PKK ont été tués par l'armée turque. A **Diyarbakir**, dans le quartier de Fatih Pasa, Cavit Biçkin a été tué par des unités de la contre-guérilla turque. A **Batman**, dans le quartier de Sirinevler, Ramazan Meral a été assassiné par la police turque. A **Diyarbakir**, des tueurs non-identifiés ont assassiné Hakan Yalçın et Recep Kutlay. A **Sason**, M. Nuri Ekinci, président du DEP a été tué par des inconnus.

17 février

A **Iğdir**, dans le village de Yukarı Topraki un bus a sauté sur une mine, Tevfik Dogru et İsa Dal ont été tués et 8 autres passagers blessés. A **Midyat**, Yasar Akgün a été tué par des inconnus. Le même jour Mehmet Pektas a été tué à **Diyarbakir**, toujours par des inconnus.

18 février

A **Silopi**, un enfant de 5 ans a trouvé la mort dans l'explosion d'une bombe; 3 autres personnes ont été tuées par l'armée turque. A **Sirnak**, Ali Kara a été tué et 2 autres personnes blessées par l'explosion d'une bombe posée par les protecteurs de village.

20 février

A **Külünçe**, dans la province d'Urfa,

Kemal Kiliç a été assassiné par des tueurs non-identifiés.

21 février

A **Diyarbakir**, Mehmet Aktas a été tué par des inconnus.

22 février

A **Cizre**, des inconnus ont tué İhsan Irgat, Ramazan Olgun et une institutrice.

23 février

A **Diyarbakir**, une personne a été assassinée et deux autres blessées par des inconnus.

24 février

A **Silvan**, près du village de Kocadag, deux militants du PKK ont été tués par les soldats turcs. A **Mus**, dans le village d'Eralan, dans une maison, 2 personnes ont été tuées par la police turque. A **Nusaybin**, province du Mardin, Nezir Acat a été tué par des inconnus. A **Diyarbakir**, dans le quartier du Bağlar, Celal Baldan a été tué par des tueurs non identifiés. Yakup Budak a été tué dans le village de **Bayirbagi**, sous préfecture de Digor, province de Kars. Le même jour à **Diyarbakir**, deux frères, Sonat et Ahmet Tekes, membres du DEP, ont été assassinés.

25 février

A **Tatvan**, province de Bitlis, 11 personnes ont été tuées par des militants du PKK. A **Ankara** des inconnus ont tué l'avocat Yusuf Ekinci, (le frère de Tarik Ziya Ekinci, Président de la Fondation des droits et des libertés kurdes et ex-député du *TIP*).

26 février

A **Tatvan**, Giyasettin Parlak a été tué par des inconnus. Le même jour des tueurs non-identifiés ont assassiné Yakup Biçak à **Diyarbakir**.

27 février

A **Nusaybin**, des inconnus ont tué Hasan Gümüş. Le même jour Cengiz Baskin a été assassiné par des tueurs non-identifiés à **Diyarbakir**. A **Batman**, Yakup Çakto a été tué par des inconnus.

### *villages évacués et détruits*

**1<sup>er</sup> janvier 1994**, les forces opérant à Kulp, dans la province de Diyarbakir, ont détruit les villages de **Geliyê Necika**, de **Nedera** (Alaca), de **Girnik**; district de Nedera (Alaca), de **Geliyê Hinê** et de **Pirej**. Le même jour les habitants d'**Avetax** et d'**Unsus**, 2 villages de la sous préfecture de **Tatvan**, dans la province de Bitlis, ont fui leurs villages à cause des tirs au canon continus et des pressions des forces turques.

**2 janvier**, les habitants de Cudi, un quartier de **Cizre**, dans la province de Sirnak, ont commencé à se déplacer vers d'autres quartiers de Cizre sous la pression des forces turques et des protecteurs de village à leurs services.

**6 janvier**, 200 personnes, dont des soldats, des membres des unités spéciales et des protecteurs de village, ont pour la deuxième fois donné l'assaut contre le village de **Girdikan** (Çevrimtepe), sous-pré-

\* - *TIP* : *Türkiye İşçi Partisi* (Parti ouvrier de Turquie). Fondé en 1961. Dissout en 1971 pour avoir parlé de l'existence du peuple kurde en Turquie.

fecture de Baykan dans la province de Siirt après un premier assaut le 29 décembre 1993. Ils ont incendié tous les pâturages du village et les maisons de Hasan Apak, d'Emir Tuncay, d'Ahmet Parlakuçep, d'Abdullah Tan, de Salih Tugrul et d'Abdurahman Tunus. 180 familles sur 200 ont émigré. Le même jour des villages ont été incendiés par des membres des unités spéciales et environ 1000 habitants de ces villages se sont exilés. Les villages concernés de la sous-préfecture de **Güçlükönak**, dans la province de Siirt sont les suivants : **Kerxwar** (Demirbogaz), **Banê Ezica**, **Gelosman** et **Goyina Kergon** ; dans celle d'Eruh, province de Siirt, les villages incendiés sont les suivants : **Sikeftiya** (Taskonak), **Deravit** (Peyamli) et **Meydana Sele**. De plus, au cours de ces opérations Hüsnü Yilmaz, un villageois de Sikeftiya (Taskonak), M. Sait Timurtas (25 ans), un villageois de Meydana Sele et Mumtaz Kaçar (25 ans), une villageoise de Banê Ezica ont été tués par les forces de sécurité.

**9 janvier**, à **Lice**, dans la province de Diyarbakir les forces de sécurité ont donné l'assaut aux villages de **Sise** (Yolçati), **Bamitne** (Kutlu) et **Derxust** (Dibek). Elles ont incendié au total 50 maisons. C'est la 3<sup>ème</sup> fois qu'elles incendient ces villages tandis que dans la sous-préfecture de **Nusaybin**, province de Mardin, les villages de **Bizgüre** (Güventepe), **Talat** (Degerli), **Serenkaya** (Pinarbasi), **Çale** (Çaliköy), **Çinatamuhe** (Büyükkardes), **Çinathuso** (Küçükkardes) et **Çabilgrave** (Kuyular) ont été incendiés et détruits par les forces turques.

**12 janvier**, au cours d'un assaut contre le village de **Atmaz** à Lice dans la province de Diyarbakir les soldats ont incendié 15 maisons.

**14 janvier**, les bombardements des hélicoptères de l'armée turque qui visaient le village de **Wanik**, sous-préfecture de **Tatvan**, dans la province de Bitlis, ont détruit totalement 45 maisons. Le village en question était déjà vidé et c'est pour cela qu'il n'y a pas eu de morts ni de blessés.

**16 janvier**, au cours du troisième assaut contre le village de **Ergül**, sous-préfecture de Lice, dans la province de Diyarbakir, les soldats ont incendié plusieurs maisons et une station d'essence se trouvant à la bifurcation de la route de Lice et de d'Hani.

**17 janvier**, au cours du troisième assaut contre le village de **Girdika** (Çerimtepe), sous-préfecture de Baykan, dans la province de Siirt, les soldats ont incendié des maisons qui étaient demeurées en bon état malgré 2 assauts précédents.

**19 janvier**, au cours d'un assaut contre le village de **Xirabsork**, sous-préfecture de Saray, dans la province de Van, les soldats du 6<sup>ème</sup> Escadron de Commando ont placé plusieurs villageois en garde à vue après avoir pillé 5 maisons.

**23 janvier**, les forces turques ont attaqué et incendié **Goma Berxo** et **Goma Heci Mihemed**, 2 hameaux de **Qerepingal**, sous-préfecture de **Varto**, dans la province de Mus.

**26 janvier**, vers 9 h 00, à **Lice** dans la province de Diyarbakir, les for-

ces de sécurité sous le commandement de la gendarmerie de Lice ont donné l'assaut à **Çelebi**, un district du village d'Acikli. Elles ont incendié certaines maisons de ce district. Alors que les villageois s'efforçaient d'éteindre le feu, des soldats et des protecteurs de village ont à nouveau donné l'assaut à ce district et incendié 5 maisons de plus.

#### *villages évacués et détruits en février 1994*

Dans la province de **Siirt** : **Salpan**, un village de la sous-préfecture d'Eruh et **Kaya** (Çirpili), un district du village Eynçirk, sous-préfecture d'Eruh, ont été évacués par les forces de sécurité. Sept maisons ont été brûlées par les forces turques dans le village de **Saltana** (Akdiken), sous-préfecture d'Eruh et 20 maisons, dont celle du maire, ont été incendiées par les forces turques dans le village de **Kezere**.

Dans la province de **Maras** : **Düzdag**, un village de la sous-préfecture de **Çaglayan**, **Kalecik**, hameau situé près de ce village et **Ramik** un hameau de **Hasanali**, sous-préfecture d'Elbistan, ont été détruits par les forces turques.

Dans la province de **Lice** : 18 maisons ont été incendiées par des protecteurs de village dans le village de **Misrif**.

Dans la province de **Mardin** : quatre maisons ont été brûlées par les forces de sécurité dans le village d'**Arhan** (Akçapinar), sous-préfecture de **Kiziltepe**.

Dans la province de **Bingöl** :

Hazersah a été évacué par les forces turques.

Dans la province de Diyarbakir : Hanoser, un village de la sous-préfecture de Bismil a été évacué par les forces turques qui ont également brûlé 50 maisons dans le village de Gerger (Sesveren), sous-préfecture de Kulp, et 6 maisons dans la sous-préfecture de Hani. Sur la route de Tatvan-Van : les villages de Çorsan, Sarxak, Insüs, Wanik, Ez et Avetax ont été évacués par les forces turques.

### **Morts sous la torture pendant la garde à vue et exécutions extrajudiciaires en février 1994**

A Güçlükonak, Hamit ELIK a été fusillé par des membres d'une unité spéciale lors de l'assaut du 1<sup>er</sup> février 1994. L'assaut a aussi fait 6 blessés dont 4 enfants.

A Cimikanli, un village Narli-Pazarcik dans la province de K.Maras, Hasan et Mahmut PELEN ont été fusillés par des membres de la sous-préfecture de d'une unité spéciale.

A Mazidagi, dans la province de Mardin, Mehmet, Ramazan et Ahmet EREK, leurs corps ont été retrouvés le 8 février 1994, avec chacun une balle dans la tête, alors qu'ils étaient en garde à vue.

A Siirt, Ömer ALEVCAN a été placé en garde à vue le 9 février 1994 et son cadavre a été rendu à sa famille le 18 février 1994. Son père est le candidat du DEP à la mairie de la commune d'Aydinlar.

A Narlidere, province d'Izmir, Abdulvahap ALTAN, le 10 février 1994, il a été tué pendant la garde à vue.

A Salihli, Nazli DURAK a été tuée au motif qu'elle n'avait pas respecté l'avertissement "Halte" de la police.

A Cizre, Abdullah UYSAL a été tué par les forces turques qui ont tiré à l'aveuglette.

A Vanik, un village de Bitlis, préfecture de Hizan, Cemile SANIK a été placée en garde à vue et corps a été retrouvé, la tête tranchée.

A Sirnak, le cord d'Abdullah YILMAZ,

a été retrouvé sur la route de Sirnak-Cizre.

A Urfa, Ömer AKPOLAT a été fusillé par des membres de l'unité spéciale. La victime était membre du comité exécutif du DEP de la ville.

A Cizre, Ramazan ELÇI a été placée en garde à vue et son corps a été retrouvé, avec une balle dans la tête.

## EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

KURDISTAN : Pierres de mémoire. — Hasankeyf, l'une des plus belles villes du Kurdistan, va-t-elle disparaître, engloutie par les eaux d'un barrage hydroélectrique ? — Ville-musée (*Science & Nature*, Janvier 1994), p.1-8.

UN MÉTIER POUR LES FEMMES CHEFS DE FAMILLE. Dans la partie du Kurdistan d'Irak non contrôlée par Bagdad, la vie est précaire. La surveillance des Alliés, vainqueurs de la guerre du Golfe n'empêche pas les incursions de l'armée irakienne, et la volonté de Téhéran d'en finir avec «ses» Kurdes. Dans ce pays, *ÉquLibre* tente de donner un métier aux femmes, veuves ou orphelines de guerre. (*Présence dans le monde*, Janvier 1994), p.10.

AGIR ICI : LES KURDES. La campagne n°21 d'Agir Ici, réseau de citoyens agissant pour un monde solidaire, vient d'être lancée. Son thème : les Kurdes. — SOUTIEN

AU PEUPLE KURDE (*Verts Europe*, 15-31 janvier, *Silence*, janvier 1994), p.11.

KURDISTAN : L'ARMÉE TURQUE PEUT MASSACRER TRANQUILLE. (*Le Peuple Breton*, janvier 1994), p.11.

LIVRES : Yousif Ephrem-Isa : *Parfums d'enfance à Sanate*. Un village chrétien au Kurdistan, 138 p. — MA VIE DE KURDE : Signe des temps. On réimprime «Ma vie de Kurde», de Nouredine Zaza. Un appel à la découverte du Kurdistan et de son peuple, le témoignage d'un grand écrivain (*Arabies; Liberté(s)*, janvier; *Peuple du Monde*, février 1994), p.12, 130.

UNE CAUSE À NE PAS OUBLIER : Familles kurdes sans toit dans le Kurdistan d'Irak. — UNE INDÉPENDANCE DE FACTO. (*Liberté*, n°30, janvier 1994), p.13-14.

PARIS SNOBE LA SUISSE ET

**EXPULSE DEUX PERSONNES RECHERCHÉES VERS L'IRAK.** La France, rejetant «dans l'intérêt national» une demande d'extradition suisse, a expulsé vers Téhéran deux Iraniens suspectés d'avoir joué un rôle dans l'assassinat en 1990 en Suisse d'un dirigeant de l'opposition. (*International Herald Tribune*, 31 décembre 1993-1-2 janvier 1994), p.14.

**LA FRANCE RENVOIE À TÉHÉRAN DEUX IRANIENS SUSPECTÉS D'ASSASSINAT POLITIQUE :** Invoquant son «intérêt national», la France a refusé d'extrader vers la Suisse deux Iraniens suspectés d'avoir participé à l'assassinat, en 1990, du frère de Massoud Radjavi, dirigeant des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime iranien. Les deux suspects ont été expulsés, mercredi 29 décembre, vers l'Iran. La Suisse va élever une protestation auprès du Quai d'Orsay. La «surprise» est d'autant plus grande que, selon le département fédéral de justice et police, Berne avait appris officiellement le 18 novembre dernier que l'extradition des deux hommes avait été approuvée. — **DES RELATIONS JAMAIS ASSAINIES ENTRE PARIS ET TÉHÉRAN** — La chronique sanglante du terrorisme pro-iranien en Europe. — **LES EXPULSIONS DES IRANIENS PAR LA FRANCE METTENT EN COLÈRE LA SUISSE.** (*Le monde*, 1<sup>er</sup> janvier; *International Herald Tribune*, 8-9 janvier, 1994), p.15-17, 41.

**NE SOMMES-NOUS PAS AUSSI UN PEUPLE ? LES KURDES DE TURQUIE CONTINUENT DE SE**

**BATTRE SEULS.** Le gouvernement affirme que la Turquie n'a pas de problème kurde mais seulement un problème de terrorisme. (*The Nation*, 3-10 janvier 1994), p.18-20.

**BELGIQUE-KURDES :** Cinq gendarmes blessés lors d'affrontements entre Kurdes et Turcs à Bruxelles. — **SCÈNES D'ÉMEUTES À BRUXELLES.** — Le ministre des Affaires Etrangères a reçu une délégation kurde. — Guerre de communiqués à Bruxelles. — **BATAILLE RANGÉE ENTRE TURCS ET KURDES.** (*A.F.P.*, 2 janvier ; *Est-Eclair*; *Sud Ouest*; *Dauphiné Libéré*, 3 janvier; *L'Humanité*, *Le Monde*, 4 janvier; *Le Monde*; *L'Humanité*, 5 janvier 1994), p.21, 24, 25, 30, 31.

**TOURISME :** LES «PAYS CHAUDS» DE LA MÉDITERRANÉE DÉSSERTÉS, Enlèvements en Turquie, attentats en Egypte : les touristes ont été pris pour cibles, en 1993, par plusieurs mouvements armés en Méditerranée orientale. (*Nice Matin*, 1<sup>er</sup> janvier 1994), p.21.

**ONU :** Un diplomate irakien d'origine kurde nommé conseiller spécial de M. Boutros-Ghali. (*A.F.P.*, 3 janvier ; *Le monde*, 5 janvier 1994), p.22, 28.

**TURQUIE-KURDES :** Deux rebelles kurdes tués à Diyarbakir. (*A.F.P.*, 3 janvier 1994), p.22.

**ÇILLER ET KARAYALÇIN CÉLÈBRENT LE NOUVEL AN À DIYARBAKIR POUR REMONTER LE MORAL.** Qu'a-t-elle donc prouvé Çiller à Diyarbakir ? (*Turkish Daily*

*News*, 3 janvier 1993), p.23-24.

**TURQUIE :** Dix personnes, 5 maquisards kurdes et 5 civils, ont été tuées depuis dimanche soir dans le Sud-Est anatolien dans des opérations de l'armée turque. (*A.F.P.*, 3 janvier 1994), p.24.

**DROIT D'ASILE :** ROJIN, JEUNE KURDE TRÈS SURVEILLÉE, Assigné à résidence dans les Deux-Sèvres et toujours menacée d'expulsion, la jeune femme a passé le réveillon du nouvel an avec ses amis du comité de soutien. (*L'Humanité*, 3 janvier 1994), p.25.

**A QUELQUE CHOSE, MALHEUR EST BON :** Le 11 août dernier, Robert Audoin, un des otages du PKK, retrouvait l'Anjou. Depuis il a beaucoup appris et réfléchi. (*La Nouvelle République du Centre Ouest*, 3 janvier 1994), p.26.

**LE CALME REVIENT LENTEMENT APRÈS DES AFFRONTEMENTS ENTRE DES TURCS ET LA POLICE BELGE.** Ankara blâme. (*Turkish Daily News*, 4 janvier 1994), p.27-28.

**BRUXELLES, ÇETIN TÉLÉPHONE À SON COLLÈGE BELGE WILLY CLAES** pour exprimer le malaise d'Ankara. (*Turkish Daily News*, 5 janvier 1994), p.29-30.

**ONU-IRAK :** Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont demandé à Bagdad de se conformer immédiatement à la résolution 688 de l'ONU sur les droits de l'homme en Irak. (*A.F.P.*, 5 janvier 1994); p.31.

BONN AVERTIT L'IRAN D'ISOLEMENT S'IL EXÉCUTE UN INGÉNIEUR ALLEMAND CONDAMNÉ A MORT POUR ESPIONNAGE EN FAVEUR D'ISRAËL. (*International Herald*, 6 janvier 1994), p.32.

TEHRAN TIMES: L'OUEST ESSAIE DE CRÉER UN NOUVEL ISRAËL DANS LE NORD DE L'IRAK. «Aujourd'hui la conspiration visant à démembrer le Kurdistan d'Irak apparaît comme un péril sérieux». Des sources affirment l'évacuation systématique de la ville de Cizre dans le Sud-Est. (*Turkish Daily News*, 6 janvier 1994), p.33-34.

BELGIQUE : LES «LOUPS GRIS» SUBVENTIONNÉS À BRUXELLES : Révélation après les incidents entre Turcs et Kurdes à Saint-Josse (Bruxelles) : l'exécutif régional de la communauté française subventionne les militants d'un parti d'extrême-droite turc. (*l'Humanité*, 6 janvier 1994), p.34.

QUATRE GRANDES PUISSANCES PROTESTENT CONTRE L'IRAK AU SUJET D'ABUS DES DROITS DE L'HOMME. Elles demandent que Bagdad cesse de maltraiter ses citoyens dans les marais du sud et dans les régions du nord. — AMNESTY AFFIRME QUE DES ENFANTS FONT FACE A TOUTE SORTE D'ABUS. — Un leader kurde iranien dissident tué en Turquie. L'assassinat est le troisième du genre depuis août. Les réfugiés iraniens craignent plus de meurtres, accusent le HCR et la Turquie de ne pas les protéger. — LA CRISE DU PKK AVEC LE GOUVERNEMENT BELGE SE POUR-

SUIT. (*Turkish Daily News*, 7 janvier), p.35-37.

FRANCE-TURQUIE : Un commissaire muté pour avoir transmis directement à la police turque une liste de Kurdes mis en examen en France. (*A.F.P.* 7 janvier 1994), p.37.

LA TURQUIE MOBILISÉE POUR LA RÉPRESSION DANS LE SUD-EST. Concentration massive de forces dans le sud-est troublé avec des troupes nouvelles déployées venant de l'Ouest. Des sources affirment que ces concentrations de troupes ne violent pas les limites de la convention sur les forces en Europe. — Un rapport secret de la gendarmerie révèle les inconséquences de l'armée dans le sud-est. — ÇILLER AFFIRME QUE L'ARMÉE A DEMANDÉ LE MAINTIEN SOUS LES DRAPEAUX DES CONSCRITS. (*Turkish Daily News*, 8 janvier 1994), P. 39-41.

TANSU ÇILLER: «NOUS VISONS UNE DÉMOCRATISATION POUR L'ENSEMBLE DE LA TURQUIE», un entretien avec le Premier ministre turc. — DISTINGUER LE PROBLÈME DU PKK ET CELUI DES KURDES. (*Le Monde*, 8 janvier 1994), p.42-43.

L'AFFAIRE DES DEUX IRANIENS «EXPULSÉS» VERS TÉHÉRAN : Berne et Washington critiquent sévèrement l'attitude de Paris. — Une lettre d'Ali Keshtagar, écrivain en exil. (*Le Monde*, 10 janvier 1994), p.43.

LA PLAIE KURDE : DES INCIDENTS ONT ÉCLATÉ AVEC LA

POPULATION D'ORIGINE TURQUE DANS LES VILLES CÔTIÈRES DE LA MÉDITERRANÉE. — La terreur au service du nationalisme : poussés par la répression vers le PKK, les Kurdes de Turquie manquent d'une voix modérée pour faire entendre leurs revendications. (*Le Monde*, 9 janvier 1994), p.44-45.

L'ALLEMAGNE SUSPEND UNE LIVRAISON DE MATÉRIEL MILITAIRE À LA TURQUIE. *Gamk*, 10 janvier 1994), p.46.

LES KURDES IRAKIENS CONDAMNENT UN TURC POUR LE MEURTRE DE DEUX JOURNALISTES BRITANNIQUES. — Çiller critique le gouvernement belge pour «sympathie pour le PKK». Le Premier ministre affirme qu'un pays prétendant être la capitale de l'Europe doit être exemplaire dans le combat contre le terrorisme. — LA NOUVELLE DISCUSSION ENTRE LA TURQUIE ET L'IRAK SUR LE PÉTROLE SE POURSUIT. (*Turkish Daily News*, 10 janvier 1994), p.46-47.

ÇILLER FAIT DES DÉCLARATIONS CONFUSES SUR LE TERRORISME, SELON LE PREMIER MINISTRE L'ARMÉE A LANCÉ UNE OPÉRATION EN SYRIE et que le maintien sous les drapeaux des conscrits n'a pas été décidé pour une fois, qu'il pourrait l'être à nouveau que le terrorisme sera terminé cet été et cet automne 1994. — SELON *AYDINLIK* ET *GÜNDEM*. Les soldats sont perturbés par l'extension de la durée du service militaire. — 41 personnes tuées dans des affrontements dans



le sud-est. — LA POLICE FAIT UNE DÉCENTE CONTRE LE HEZBOLLAH À DIYARBAKIR. (*Turkish Daily News*, 10 janvier 1994), p.48-49

ANKARA N'EST PAS INFORMÉ DES AFFIRMATIONS DE MILLIYETSUR «L'INCURSION EN SYRIE». (*Turkish Daily News*, 10 janvier 1994), p.50.

IRAK: Un Turc condamné à 26 ans de prison dans le Kurdistan irakien pour le meurtre de journalistes de la BBC. (*A.F.P.*, 8 janvier 1994), p.50.

41 PERSONNES, 31 REBELLES KURDES ET 10 SOLDATS, TUÉES EN TURQUIE. — Accrochages meurtriers avec les Kurdes en Anatolie (*Journal de l'île de la Réunion, L'Indépendant*, 10 janvier 1994), p.51.

ALLEMAGNE-IRAN : Le chef d'une délégation iranienne veut intervenir en faveur d'un Allemand condamné à mort dans son pays. (*A.F.P.*, 11 janvier 1994), p.51.

SOMMET DE L'OTAN: La CIA a averti les autorités turques de l'existence de «préparatifs d'attentat» à Bruxelles contre le Premier ministre turc, Mme. Tansu Çiller, avant son départ dimanche pour cette capitale où elle participe au sommet de l'OTAN, a affirmé lundi le quotidien populaire turc *Hürriyet*. (*A.F.P.*, 10 janvier 1994), p.52.

ANKARA SUGGÈRE «UNE OPÉRATION DE SAUVETAGE» POUR LE PÉTROLE IRAKIEN. La Turquie à l'Irak: Construisez la confiance

parmi les Kurdes. Les deux parties doivent consulter l'ONU si les efforts produisent des résultats. — (*Turkish Daily News*, 11 janvier), p.52-53.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN TURQUIE ATTEIGNENT \$ 682 MILLIONS AU COURS DES 9 PREMIERS MOIS DE 1993. — Çiller cherche la coopération sur le terrorisme. Elle demande à la Grande-Bretagne d'intensifier les mesures contre le PKK. — Un gardien de la prison de Batman a été tué. (*Turkish Daily News*, 11 janvier), p.53.

LES KURDES : Des Kurdes et des Turcs se sont affrontés à Bruxelles, poursuivant par ici le conflit meurtrier qui les oppose là-bas. Les Turcs veulent décider de tout dans leur pays. Les Kurdes, eux, voudraient régir leur territoire, dont la plus grande partie se trouve précisément en Turquie. (*Le Soir*, 11 janvier 1994), p.54.

TURQUIE : Au moins 25 rebelles kurdes tués dans un accrochage avec l'armée. (*A.F.P.*, 11 janvier 1994), p.55.

LES KURDES DE DREUX TOUJOURS EN PRISON : Huseyin et Ekram Yildirim sont à la Santé depuis le mois de novembre. Leur avocat œuvre en faveur de leur libération. (*République du Centre*, 11 janvier 1994), p. 55.

LES QUOTIDIENS *AYDINLIK* ET *GÜNDEM* AFFIRMENT QUE LES CONSCRITS DÉSERTEMENT. *Aydinlik* saisi par la Cour de Sûreté d'Etat d'Istanbul en raison de son

reportage sur la prolongation du service militaire. (*Turkish Daily News*, 12 janvier 1994), p.56.

AMNESTY: LES ENFANTS PRIS POUR CIBLES PAR LA TERREUR. «Aussi incroyable que cela soit, les enfants souffrent encore de toute sorte d'abus de droits de l'homme». — LES GRÈVES DE LA FAIM MASSIVES CONTINUENT DANS LES PRISONS TURQUES. 6000 prisonniers entament leur 40ème jour consécutif de grève. (*Turkish Daily News*, 12 janvier 1994), p.57-58.

L'IRAK PLANIFIE UNE NOUVELLE INDUSTRIE EN DÉFIANT LES SANCTIONS. Les dirigeants irakiens disent que leur future politique pétrolière se focalisera sur le traitement du pétrole brut dans le pays pour le vendre ensuite. (*Turkish Daily News*, 12 janvier 1994), p.58.

TURQUIE: DES COMMANDOS DE L'ARMÉE TURQUE ONT PÉNÉTRÉ D'AU MOINS CINQ KILOMÈTRES EN IRAK DU NORD, à la poursuite de rebelles kurdes auteurs d'une attaque contre un poste de gendarmerie à Çukurca. (*A.F.P.*, 12 janvier 1994), p. 59.

FRANCE-TURQUIE : Le MRAP demande des sanctions contre un commissaire ayant transmis une liste à la police turque. (*A.F.P.*, 12 janvier 1994), p. 59.

SUR LES KURDES, LA BELGIQUE ET LE PKK, LA RUSSIE, CHYPRE, L'IRAK... : — Le PKK en Belgique : aux dépens des Belges. Entretien avec Mme. Çiller. (*Le*

*Soir*, 12 janvier 1994), p. 60-61.

LA BELGIQUE N'INTERDIRA PAS LE PKK, a indiqué le Premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene à son homologue turc, Mme. Tansu Çiller. — Il lui a aussi conseillé de trouver une solution «politique» aux problèmes posés par l'importante minorité kurde vivant en Turquie. — LA BELGIQUE RÉSISTE AUX PRESSIONS. (*Le Soir*, 12 janvier; *Le Nouveau Politis*, 20 janvier 1994), p. 61, 96.

L'ARMÉE TURQUE A PÉNÉTRÉ EN IRAK À LA POURSUITE DE REBELLES KURDES — Le rédacteur en chef du quotidien pro-kurde *Özgür Gündem* a été arrêté. — INTERVENTION TURQUE DANS LE NORD DE L'IRAK. — (*Libération*, *Ouest France*, 13 janvier; *Le Petit Bleu du Lot et Garonne*, 12 janvier 1994), p.61.

LE DÉBAT MILITAIRE: L'ESCALADE DANS LE CONFLIT EST ATTENDUE DANS UN FUTUR PROCHE. (*Turkish Daily News*, 13 janvier 1994), p.62-63.

LES QUOTIDIENS A GRAND TIRAGE COUVRENT LE SOMMET DE L'OTAN AVEC DES TITRES SENSATIONNELS. *Sabah*. Le sommet de l'OTAN a révélé que la Grande-Bretagne et la France sont d'accord pour changer les frontières. *Hürriyet*. Çiller a demandé au président Clinton de traiter avec le PKK, le ministre des Affaires Etrangères Çetin frustré par la conduite de Çiller. (*Turkish Daily News*, 13 janvier 1994), p.64-65.

LE PARLEMENT DOIT ENQUÊ-

TER SUR «LES INCIDENTS DU SUD-EST». — Les troupes turques entrent dans le nord de l'Irak. Opération majeure en cours, le nombre de morts du PKK grimpe. (*Turkish Daily News*, 13 janvier 1994), p.65-66.

LE VICE-PREMIER MINISTRE KARAYALÇIN RENTRE DES ETATS-UNIS: «Washington attend de la Turquie de continuer sa démocratisation». (*Turkish Daily News*, 17 janvier 1994), p.66.

TURQUIE: Les violations des droits de l'Homme ont atteint un niveau «honteux» en 1993 en Turquie où au moins 676 personnes ont été tuées et 28 autres portées disparues à la suite de bavures, selon un rapport de l'Association turque des Droits de l'Homme (ATDH). (*A.F.P.*, 16 janvier 1994), p.67.

25 PERSONNES, 20 REBELLES KURDES ET CINQ SOLDATS, ont été tués dimanche lors d'incidents dans l'Est et le Sud-Est anatolien. (*A.F.P.*, 17 janvier 1994), p. 67.

KURDES : UN PEUPLE ENTRE LES ETATS. — LA LONGUE ERRANCE DU PEUPLE KURDE. — Soirée thématique: «Les Kurdes, un peuple entre les États». — LE DÉSESPOIR DES KURDES : PAR ALAIN DUGRAND : Éternels persécutés d'une histoire dominée par la course au pétrole, les Kurdes sont les jouets massacrés des reniements d'alliances dans cette région-poudrière. Sous l'oeil indifférent d'une Europe lassée de tant d'opacité. — UN CHANT POUR BEKO : L'HISTOIRE D'UN EXIL. (*La Vie*, *V.S.D.*, 13 janvier; *Le*

*Monde*, 17 janvier, *Charente Libre*, 18 janvier 1994), p.68-69.

TURQUIE : L'OPÉRATION DE SÉCURITÉ EST MASQUÉE PAR LE BLACK-OUT DE L'INFORMATION : Torture, «disparitions» et exécutions extrajudiciaires dans les provinces du sud-est. (*Amnesty International*, 14 janvier 1994), p.70, 71-73.

LES KURDES, UN PEUPLE ENTRE LES ÉTATS. (*L'Hebdo de l'Actualité Sociale*, 13 janvier 1994), p.73.

UNE FAMILLE KURDE RECONDUITE À LA FRONTIÈRE . (*Le Républicain Lorrain*, 13 janvier 1994), p.73.

SÉCURITÉ: MIEUX DANS LES VILLES, PEU D'AMÉLIORATION DANS LES ZONES RURALES. L'année dernière, comme cela a été le cas au cours de la décennie passée de guerre limitée dans le Sud-Est, les pires pertes ont été subies par les civils. Pris sous le feu croisé et victimes d'un nombre croissant d'attaques du PKK contre les villages dans la seconde moitié de 1993, un total de 1182 civils ont été tués et 1229 ont été blessés. — LES FORCES DE SÉCURITÉ TURQUES TUENT 37 MILITANTS DU PKK. (*Turkish Daily News*, 14 janvier 1994), p.74-77.

LE SOMMET D'IRAK DU NORD À ANKARA. (*Turkish Daily News*, 14 janvier 1994), p.78.

DES ATTENTATS À LA BOMBE ONT FAIT DEUX MORTS. (*Le Monde*, 17 janvier 1994), P.78.

MME MITTERRAND, A VIVEMENT DÉNONCÉ À LONDRES L'ATTITUDE «INTOLÉRABLE» DES AUTORITÉS TURQUES VIS-À-VIS DE LA MINORITÉ KURDE DU PAYS. MME MITTERRAND DÉFEND LES KURDES DE TURQUIE. (*A.F.P.*, 14 janvier; *Haute Marne Libérée; Ouest France*, 15 janvier 1994), p. 79, 81.

SE RENDRE AU TERRORISME. (*International Herald Tribune*, 15 janvier 1994), p.79.

UNE LISTE D'OPPOSANTS KURDES A ÉTÉ TRANSMISE À ANKARA, APRÈS LES INTERPELLATIONS DE MILITANTS DU PKK PAR LA POLICE FRANÇAISE. Les noms d'une vingtaine de militants kurdes interpellés à la mi-novembre par la police française se sont retrouvés, moins d'une semaine plus tard, entre les mains de la police turque. Cette liste d'opposants au régime d'Ankara, mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste par les juges d'instruction parisiens Roger Le Loire et Laurance Le Vert, présentait à l'évidence un caractère sensible. Elle a pourtant circulé, à une vitesse à la fois expresse et extraordinaire, entre la police judiciaire française et son homologue turque. (*Le Monde*, 14 janvier 1994), p.80.

DÉMOCRATIE À LA TURQUE : Ferda Çetin, rédacteur en chef adjoint du journal turc *Özgür Gündem*, raconte les treize jours de tortures qu'il a subies après son arrestation le 10 décembre dernier. — FRANCE : 19 KURDES À LIBÉRER. (*La Marseillaise, L'Humanité*, 14 janvier 1994), P.80.

TANSU ÇILLER : «SUR LA BOSNIE, L'OTAN AURAIT PU ÊTRE PLUS RAPIDE». Le chef du gouvernement d'Ankara pense pourtant que les décisions de Bruxelles représentent «un pas dans la bonne direction». Tansu Çiller est la première femme à devenir chef de gouvernement de la République turque. — «SI L'OBJECTIF EST D'ÉCARTER SADDAM HUSSEIN DU POUVOIR, L'EMBARGO CONTRE L'IRAK EST INEFFICACE». (*Le Figaro*, 14 janvier 1994), p. 82-83.

L'ARMÉE FUSTIGE UN PROGRAMME POPULAIRE DE TÉLÉVISION. «Le 32ème Jour» poursuivi pour avoir pris l'armée pour cible et encouragé l'insubordination. L'Union des journalistes anatoliens affirment qu'elle sera «tous jours du côté de l'armée». Les producteurs déclament que les allégations sont sans fondement, que les autorités devrait accepter la critique. (*Turkish Daily News*, 15 janvier 1994), p. 84.

LES MORTS DU PKK SE CHIFFRENT MAINTENANT À 41, À HAKKARI, L'OPÉRATION MILITAIRE CONTINUE. (*Turkish Daily News*, 15 janvier 1994), p. 84.

ANKARA SATISFAITE DU SOMMET CLINTON-ASSAD MAIS ATTEND DES RÉSULTATS. — Demirel demande la fin des sanctions contre l'Irak: «Je suis intéressé par le résultat. Peu m'importe quel est le bon moyen». — IRAK PROMET DE DÉFIER LA ZONE D'INTERDICTION DE SURVOL AÉRIEN. Bagdad commémore la guerre du Golfe par des protestations anti-

américaines. (*Turkish Daily News*, 18 janvier 1994), p. 85-86.

MAJOR NIE QU'IL ÉTAIT AU COURANT DE LA POLITIQUE DE VENTE D'ARMES À L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 18 janvier 1994), p. 86.

FRANCE-TURQUIE : UN COLLECTIF DE MULHOUSE DÉNONCE LE SUICIDE D'UN TURC EXPULSÉ DE FRANCE. (*A.F.P.*, 18 janvier 1994), p. 87.

SUÈDE : LE PDKI ACCUSE TÉHÉRAN DE L'ATTENTAT CONTRE UN SUÉDOIS D'ORIGINE IRANIENNE. — L'ambassade d'Iran dément être à l'origine d'un attentat à la lettre-piégée à Stockholm. (*A.F.P.*, 18 janvier 1994), p.87-88.

EXPO: LA GUERRE DES LÂCHES. Une exposition de photographies du 18 au 22 janvier à la maison des associations à Dieppe. — Chaque jour au Kurdistan irakien des mines anti-personnel continuent de tuer et mutiler à vie bergers et paysans kurdes. (*Information Dieppoises*, 18 janvier 1994), p. 88.

SUICIDE D'UN EXPULSÉ KURDE : Un Kurde qui avait participé à une grève de la faim à Mulhouse s'est suicidé à Istanbul trois jours après son expulsion. — UN KURDE DE MULHOUSE RETROUVÉ MORT À ISTANBUL. (*l'Alsace, Dernières Nouvelles d'Alsace*, 18 janvier 1994), p.89.

KURDES : LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME INTERPELLE  
ROSELYNE

BACHELOT. (*Le Courrier de l'Ouest*, 18 janvier 1994), p.89.

L'ARMÉE GARDIENNE DU KÉMALISME : Représentant 800 000 hommes, les militaires veulent «protéger la nation contre ses propres erreurs». — L'HÉRITAGE D'ATATÜRK. — L'encombrant «bébé kurde». (*L'Alsace*, 18 janvier 1994), p. 90.

UN ASSAD NOUVEAU ? LA PREUVE EST ATTENDUE. (*International Herald Tribune*, 19 janvier 1994), p. 91.

LA TURQUIE INVITÉE À «FAIRE SES DEVOIRS» EN MATIÈRE DE DÉMOCRATIE. — L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE ont déclaré leur volonté d'aider la Turquie à se rapprocher de l'Europe, à condition qu'elle accentue ses efforts sur le plan intérieur, notamment dans le domaine des Droits de l'Homme. — LA TURQUIE DOIT «FAIRE SES DEVOIRS» EN MATIÈRE DE DÉMOCRATIE. — L'Europe n'est pas prête à accorder un blanc-seing à la Turquie. C'est en substance le message qu'ont adressé à la Turquie l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui, tout en lui faisant part de leur volonté de l'aider à se rapprocher de l'Europe. (*A.F.P.*, 20 janvier; *Gamk*, 24 janvier 1994), p.91, 102.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU MAINTIEN LES SANCTIONS CONTRE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 20 janvier 1994), p.92.

ERKAN: 2000 TERRORISTES ONT ÉTÉ TUÉS EN 1993.— UN OFFICIEL TURC TUÉ DANS LE

NORD DE L'IRAK. Un officier turc et un Kurde d'Irak ont été blessés dans cette attaque, affirment les sources. (*Turkish Daily News*, 20 janvier 1994), p.92.

LA LIVRE TURQUE A ÉTÉ DÉVALUÉE DE 13,6%. Cédant à la pression du marché, après dix jours de turbulences financières, les autorités turques ont décidé de dévaluer la livre de 13,6% par rapport au dollar. La banque centrale, qui avait déjà relevé les taux d'intérêt pour tenter de contenir la ruée sur le dollar, a annoncé l'introduction d'une série de mesures pour soutenir la devise nationale. (*Le Monde*, 21 janvier; *Le Monde*, 29 janvier 1994), p. 92, 122.

AIDER LES DÉMOCRATES KURDES. (*Libération*, 20 janvier 1994), p.93.

AIDE AUX AGRICULTURES DU KURDISTAN. (*Le Lien Horticole*, 20 janvier 1994), p. 93.

AMNESTY INTERNATIONAL CRAINT POUR LA SÉCURITÉ DES RÉFUGIÉS ET DES DEMANDEURS D'ASILE IRANIENS ET IRAKIENS. (*Amnesty International*, 21 janvier 1994), p. 94-95.

«UNE TERRE HUMAINE» : CAMPAGNE POUR LES KURDES. (*Ouest France*, 20 janvier 1994), p. 96.

AIDER LA TURQUIE EST CRIMINEL. Haluk Gerger, économiste turc, a répondu à nos questions sur l'aggravation de la guerre au Kurdistan. (*l'Humanité*, 21 janvier 1994), p. 96.

14 REBELLES ET UN MILITAIRE TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.* 21 janvier 1994), p. 97.

LE MALHEUR D'UN PEUPLE : Il s'agit, évidemment, du peuple kurde dont la misère dépasse celle de tous les autres, un peuple soumis à une barbarie dépassant celle du haut Moyen Age, pire encore que ce qui opprime les Indiens d'Amérique un demi-millénaire après le débarquement de Christophe Colomb. (*République des Pyrénées*, 21 janvier 1994), p. 97.

AU «KURDISTAN» UN RÊVE PREND FORME. (*International Herald Tribune*, 22-23 janvier 1994), p. 98.

16 PERSONNES TUÉES PAR DES REBELLES KURDES EN ANATOLIE. (*A.F.P.*, 22 janvier 1994), p. 98.

ASSIGNATION À RÉSIDENCE D'UN RESPONSABLE DU COMITÉ DU KURDISTAN. (*A.F.P.*, 22 janvier 1994), p. 99.

LE «RESPONSABLE DU PKK POUR LE MONT ARARAT» AURAIT ÉTÉ TUÉ, selon l'Agence Anatolie. (*Gamk*, 22-13 janvier), p.99.

CINQ DÉPUTÉS KURDES SUR LA SELLETTE : Ankara exerce des pressions avant les élections municipales. — «La France doit respecter scrupuleusement le droit d'asile». — QUE LES DÉPUTÉS FRANÇAIS FORMENT UN GROUPE DE PRESSION. (*La Croix l'Événement*, 22 janvier 1994), p. 100.

DES KURDES IRAKIENS AFFIRMENT QUE DES ATROCITÉS ONT ÉTÉ COMMISES PAR L'UPK. Plus de 300 personnes auraient été tuées dans la répression dans le nord de l'Irak. — LE PKK TUE ENCORE DES FEMMES ET DES ENFANTS. (*Turkish Daily News*, 24 janvier 1994), p. 101.

A NOUVEAU L'ESCALADE EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 24 janvier 1994), p. 102.

ARRESTATION D'UN ÉMIGRÉ KURDE EN FRANCE. (*l'Humanité*, 24 janvier 1994), p. 102.

REMANIEMENT DANS LES SERVICES DE RENSEIGNEMENT TURCS (MIT). Deux chefs adjoints de renseignement sont mutés à l'étranger, deux directeurs devraient être déplacés. (*Turkish Daily News*, 26 janvier 1994), p. 103.

LES PARTIS POLITIQUES MAL A L'AISE DANS LE SUD-EST. A l'approche d'élections locales, les partis auraient des problèmes à trouver des candidats et à garantir leur sécurité. — ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME: 54 journalistes sont en prison en Turquie. (*Turkish Daily News*, 26 janvier 1994), p. 103-104.

LES TURCS ATTAQUENT UN CAMP KURDE. IL S'AGIT DU PLUS GRAND RAID DANS LE COMBAT CONTRE LES REBELLES. (*Denver Post*, 29 janvier 1994), p. 104.

SOUS LE REGARD D'ASSAD, SES ENNEMIES ATTENDENT. (*In-*

*ternational Herald Tribune*, 25 janvier 1994), p. 105.

DIX KURDES PROCHE DU PKK INTERPELLÉS À MARSEILLE seraient membre du réseau chargé de collecter les fonds pour le PKK sur Marseille et sa banlieue. (*A.F.P.*, 25 janvier 1994), p. 105.

PASQUA ASSIGNE UN OPPOSANT KURDE À RÉSIDENCE. Sous surveillance dans le Tarn, Azad Dere, réfugié politique dirigeant du comité du Kurdistan, s'insurge. — MESURE D'EXPULSION : UN RESPONSABLE DU COMITÉ DU KURDISTAN ASSIGNÉ À RÉSIDENCE DANS LE TARN. — Indignation d'un collectif d'association après l'assignation à résidence d'un Kurde. — PASQUA BAILLONE LES KURDES. — Pasqua s'acharne contre les Kurdes. Azad Dere, porte-parole en France de la lutte du peuple kurde, est assigné à résidence et menacé d'expulsion. (*Libération*, *Le Monde*, 25 janvier; *Rouge n°1574*, 27 janvier; *A.F.P.*, 28 janvier 1994), p. 106, 112, 113.

DES MILITANTS TURCS ET KURDES CONTRÔLÉS. (*Écho Républicain*, 25 janvier 1994), p. 106.

LES «OUBLIS» DES RG ALLEMANDS. Après l'assassinat de quatre Kurdes en 1992 à Berlin. L'ombre de Téhéran plane plus que jamais sur le procès fleuve de l'attentat, ouvert sur fond de secret d'Etat. — L'ASSASSINAT DE QUATRE KURDES À BERLIN, PROCÈS ET DIPLOMATIE : En marge de la comparution des terroristes présumés, Bonn et Téhéran discu-

tent notamment du sort d'un ingénieur allemand, condamné à mort et détenu en Iran. (*Le Figaro*, 24 janvier; *Le Figaro*, 25 janvier 1994), p. 107-108.

PATRICK DEVEDJIAN DEMANDE DES «ÉCLAIRCISSEMENTS» SUR LA LISTE D'OPPOSANTS KURDES DE TURQUIE. (*A.F.P.*, 22 janvier 1994), p. 108.

RUSSIE : 400 000 KURDES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE EN RUSSIE, selon un responsable kurde. — DES DIZAINES DE MILLIERS DE RÉFUGIÉS KURDES EN RUSSIE. (*A.F.P.*, 26 janvier; *Gamk*, 28 janvier 1994), p. 109, 117.

SEIZE PERSONNES, DONT 14 EMPLOYÉS ADMINISTRATIFS, ont été enlevées dans la région de Diyarbakir par des rebelles kurdes, a rapporté l'agence turque Anatolie. — LIBÉRATION DE 14 DES 16 PERSONNES ENLEVÉE PAR LE PKK. (*A.F.P.*, 26 janvier; *A.F.P.*, 27 janvier 1994), p. 109-110.

26 REBELLES KURDES TUÉS DANS DES OPÉRATIONS DE L'ARMÉE TURQUE. — DEUX JOURNALISTES ENLEVÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*; *Le Courrier Picard*, 27 janvier; *A.F.P.*, 29 janvier 1994), p. 100, 112.

LES BIZARRERIES DE L'ÉTAT DE DROIT. (*Libération*, 27 janvier 1994), p. 111.

RAID AÉRIEN TURC CONTRE UN CAMP DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 28 janvier 1994), p. 111.

UNE SOIRÉE POUR SOUTENIR LE PEUPLE KURDE. (*Le Dauphiné Libéré*, 27 janvier 1994), p.112.

UN MÉDECIN LAONNOIS AU KURDISTAN. Chirurgien à l'hôpital, le docteur Cristofari était parti pour trois semaines au Kurdistan. Mais une attaque des islamistes a brutalement interrompu sa mission. — Un pays qui n'existe pas. (*L'Union*, 27 janvier 1994), p. 114-115.

QUATRE SYMPATHISANTS PRÉSUMÉS DU PKK, de nationalité turque, ont été mis en examen des chefs d'extorsion de fonds et tentative d'extorsion et port d'arme. (*A.F.P.*, 28 janvier 1994), p.115.

TURQUIE: 132 BOMBES ONT ÉTÉ UTILISÉES lors d'une opération aérienne de l'aviation turque sur les camps de PKK, a déclaré un responsable militaire turc à Ankara. — OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES KURDES. (*A.F.P.*; *L'Humanité*, 28 janvier 1994), p.116.

TURQUIE : UN MORT DANS L'EXPLOSION D'UNE BOMBE à LA PRÉFECTURE DE DIYARBAKIR. (*Le Monde*, 29 janvier 1994), p. 116.

KURDES CONTRE TURCS À BRUXELLES : Les premiers jours de cette année, Bruxelles s'est réveillée avec une grosse migraine, pas seulement due aux réveillons. Dans les quartiers autour de la rue Royale, Turcs et Kurdes se sont violemment bagarrés. La gendarmerie et la police ont dû intervenir énergiquement. (*Tremplin*, 28 janvier 1994), p. 117.

NEUF PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ET 19 BLESSÉS DANS PLUSIEURS VILLAGES FRONTALIERS IRANIENS LORS DES RAIDSTURCS VISANT DES KURDES EN IRAK. — Bombardements turcs au Kurdistan. (*A.F.P.*; *L'Humanité*, 29 janvier 1994), p. 118, 121.

LE CAMP DE ZALEH DEVAIT ÊTRE FRAPPÉ. Le Premier ministre: C'est la plus importante opération de la décennie. — Le général Güres évoque une frappe possible sur la vallée de la Bekaa libanaise. — ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LE QUOTIDIEN (PRO-KURDE) ÖZGÜR GÜNDEM. — Un leader kurde interdit de Paris. (*Turkish Daily News*, 29 janvier 1994), p. 119-121.

L'AVIATION TURQUE PILONNE UN CAMP KURDE EN IRAK : L'offensive d'hier contre les séparatistes du Kurdistan à Zaleh est la plus vaste jamais lancée par Ankara. (*Libération*, 29 janvier 1994), p. 122.

UNE MISSION D'ENQUÊTE TURQUE PROCHAINEMENT EN IRAN APRÈS LE RAID AÉRIEN TURC. (*A.F.P.*, 30 janvier; *Le Quotidien*, 31 janvier 1994), P. 122, 123.

IRAN : 9 TUÉS DANS UN RAID TURC CONTRE LES KURDES D'IRAK. — UN RAID TURC CONTRE LES KURDES SUR SOL IRANIEN. (*L'Indépendant*, 30 janvier; *Info Matin*, 31 janvier 1994), p. 123.

L'AVOCAT DES KURDES COMPTE SUR UNE PROCHAINE LIBÉRATION. (*République du Centre*, 29 janvier 1994), p. 123.

MOSCOU ET ANKARA : LA COURSE à L'OLÉODUC. — La lutte est acharnée, entre la Turquie et la Russie pour contrôler le pétrole qui sera massivement exporté de la mer Caspienne vers la Méditerranée d'ici à l'an 2000. (*Hommes & Événements*, 29 janvier 1994), p. 124.

DANIELLE MITTERRAND: On peut être à la fois politicien et humain. (*Al-Hayat*, 28 janvier 1994), p.125.

LES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN. (*Al-Hayat*, 15 janvier 1994), p.126.

LA DEMANDE DES COMMISSIONS INTERNATIONALES POUR ENQUÊTER SUR LA SITUATION DES KURDES IRAKIENS. (*Asharq Al-Awsat*, 17 janvier 1994), p.126.

TURQUIE: DEUX JOURNALISTES DEVANT LA JUSTICE POUR «PROPAGANDE SÉPARATISTE». Deux producteurs, Ahmet Altan et Nese Duzel, d'une chaîne de télévision privée, «Kanal-6», ont comparu devant le tribunal de la sûreté d'Etat d'Istanbul pur «diffusion de la propagande séparatiste». (*A.F.P.*, 1<sup>er</sup> février 1994), p.127.

UN MILLIER DE FAMILLES KURDES IRAKIENNES, SOIT 5.000 À 6.000 PERSONNES, ont été déplacées à la suite du récent bombardement turc dans le nord de l'Irak. — SEPT COMBATTANTS ET 26 CIVILS KURDES ONT ÉTÉ TUÉS DANS UN BOMBARDEMENT TURC DANS LE NORD DE L'IRAK. — EXODE KURDE EN IRAK. Conséquence du bombarde-

ment turc. — DES MILLIERS DE KURDES IRAKIENS DÉPLACÉS APRÈS LES BOMBARDEMENTS TURCS. (*A.F.P.*, 1<sup>er</sup> février; *A.F.P.*, 2 février; *Le Nouveau Quotidien*, *Gamk*, 3 février 1994), p.127, 130, 131, 136.

KURDISTAN IRAKIEN: INDÉPENDANCE SOUS HAUTE PROTECTION. Enfin reconnu par la communauté internationale, le peuple kurde est indépendant... à l'image du Kurdistan irakien. Protégé par l'ONU, celui-ci vient en effet de vivre ses deux premières années de «relative indépendance». L'espoir renaît pour une partie des Kurdes qui tentent de reconstruire leur pays. (*Peuple du Monde*, Février 1994), p.128-131.

UN QUOTIDIEN IRANIEN QUALIFIE LA TURQUIE DE «TYRAN». LA TURQUIE SE DIT PRÊTE À COMPENSER LES PERTES DE L'IRAN. (*Turkish Daily News*, 2 février 1994), p.131.

LE RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN AFFIRME QUE LA TORTURE PERSISTE EN TURQUIE. «Les méthodes incluent le tabasage systématique, le viol vaginal et anal avec des matraques et les canons de fusils». La Turquie n'est pas satisfaite par ce rapport sur les droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 3 février 1994), p.132.

L'IRAN DIT QUE LES AVIONS TURCS ONT TUÉ DES IRANIENS PAR ERREUR. «C'était par erreur que le missile turc a atterri en Iran et 28 de nos citoyens sont devenus martyrs ou blessés». —

L'ÉMISSAIRE DE L'ONU FAIT FACE À LA CRITIQUE DE L'IRAK. la visite d'Ekeus suit les voyages à Bagdad des experts d'armements s'efforçant d'élaborer une base pour le démarrages des procédures de surveillance de l'ONU. — La Turquie admet que des Iraniens ont été tués dans le raid contre les Kurdes. Selon Téhéran 9 Iraniens (Kurdes) ont été tués, 19 blessés dans ce raid par des bombes à fragmentations. (*Turkish Daily News*, 3 février; *International Herald Tribune*, 4 février 1994), p.132-133, 138.

LE CHOIX DES ARMES. LES KURDES OBSTACLE À L'HOMOGÉNÉITÉ NATIONALE TURQUE. Si la Turquie est incapable de résoudre politiquement le problème kurde, c'est qu'il remet en cause les fondements même de son Etat-nation. Depuis le début du siècle et le génocide arménien, la purification ethnique est une constante des gouvernements turcs successifs. (*Les Nouvelles d'Arménie*, janvier 1994), p.134-135.

LE PRIX D'UN HÉLICOPTÈRE FRANÇAIS: Des milliers de vies kurdes ! (*Le Monde Libéraire*, 3 février 1994), p.136.

NUAGES SUR LA TURQUIE: A moins de deux mois d'élections municipales cruciales, la situation du Premier ministre semble sérieusement compromise. (*Le Monde*, 3 février 1994), p.137.

LE PRÉSIDENT FRANÇOIS MITTERRAND A REÇU à l'Élysée une délégation de parlementaires kurdes de Turquie, conduite par le

député Ahmet Türk et venue lui exposer les menaces qui pèsent sur les membres du Parti de la Démocratie (DEP). — DÉLÉGATION DE DÉPUTÉS KURDES À L'ÉLYSÉE. (*A.F.P.*, 4 février; *L'Humanité*, *Libération*, *La Marseillaise*; *Gamk*, 5 février; *Le Monde*, 6 février 1994), p.137, 138, 141, 142-143, 146.

LA DAME (ÇILLER) ET LA LIRE (TURQUE). (*The Economist*, 5 février 1994), p.138.

LE MINISTRE MENTESE AVERTIT L'EUROPE: Le PKK est impliqué dans le trafic de drogue. Le ministre de l'Intérieur Mentese affirme que le PKK finance ses activités terroristes avec le trafic de drogue en Europe. Le secrétaire d'Interpol confirme l'affirmation de Mentese. (*Turkish Daily News*, 5 février 1994), p.139.

LA TURQUIE ET LA SUISSE VISENT À RENOUER LEURS LIENS. «Nous serons heureux de voir un ambassadeur turc à Berne dans un futur proche». — IRAN VOIT LA COOPÉRATION RÉGIONALE COMME UN ANTIDOTE À L'INFLUENCE OCCIDENTALE. (*Turkish Daily News*, 5 février 1994), p.140.

LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE VONT DISCUTER DE L'IRAK. A part la question du nord de l'Irak le PKK et les eaux régionales figurent parmi les autres sujets attendus dans la discussion des trois pays. (*Turkish Daily News*, 5 février 1994), p.141.

ANKARA, TÉHÉРАН ET DAMAS

ONT RÉAFFIRMÉ LEUR OPPOSITION CATÉGORIQUE À UN ÉVENTUEL DÉMANTÈLEMENT DE L'IRAK, dans le souci de prévenir toute tentative de créer un Etat kurde indépendant dans le nord de ce pays. (*A.F.P.*, 5 février 1994), p.142.

APRÈS UNE LONGUE PROCÉDURE, HASSAN A ÉTÉ RENVOYÉ MANU MILITARI EN TURQUIE. Durant plusieurs années, un jeune Kurde a vécu ballotté entre l'espérance de vivre en Suisse et le désarroi que provoque une expulsion. Jeudi matin pourtant, la police est venue le chercher et l'a mis dans l'avion à destination d'Istanbul. — Une acte arbitraire. (*24 Heures*, 5-6 février 1994), p.143.

TURQUIE: UNE DIPLOMATIE HANDICAPÉE PAR LE CONFLIT AVEC LES KURDES. Les bouleversements géopolitiques liés à l'éclatement de l'URSS avaient suscité crainte et espoir. On revient à plus de réalisme. (*Le Monde*, 5 février 1994), p.144-145.

L'AVIATION TURQUE A EFFECTUÉ DES RAIDS AÉRIENS CONTRE des rebelles kurdes de Turquie dans la partie nord de l'Irak sous contrôle kurde irakien, a annoncé l'agence turque Anatolie citant des sources de la super préfecture d'état d'urgence à Diyarbakir. — NOUVEAU RAID AÉRIEN TURC CONTRE LES KURDES EN IRAK DU NORD. — Ankara frappe les Kurdes en Irak. — Bombardement turc au Kurdistan. (*A.F.P.*, 6 février; *Libération*, 7 février; *La Croix*, *L'Humanité*, *Le Monde*, 8 février 1994), p.145, 146, 149.

PENTAGONE: 400 MILLIONS DE DOLLARS POUR L'EX-URSS et 300 millions pour la maintien de la paix. (*A.F.P.*, 7 février 1994), p.146.

LE SOMMET MET L'EMPHASE SUR L'UNITÉ DE L'IRAK. Le ministre des Affaires étrangères turc souligne que la rencontre n'était dirigée contre aucun pays ou nation mais elle était motivée par le souci sur les développements en Irak. — ÇETIN DIT QUE LA SYRIE A RASSURÉ LA TURQUIE AU SUJET DU PKK. Faruk al-Shara offre à Ankara une coopération accrue sur la sécurité. les observateurs disent que l'opération de Zaleh a délivré «le message voulu». (*Turkish Daily News*, 7 février 1994), p.147-148.

UN DIRIGEANT DU DEP BLESSÉ DANS L'ATTAQUE DE CE WEEK-END. Murat Bolak, secrétaire général du DEP à été blessé par un homme armé non identifié qui est entré chez lui après minuit. (*Turkish Daily News*, 7 février 1994), p.149.

GUERRE TOTALE ET DÉSINFORMATION AU KURDISTAN TURC. — Si, comme l'affirment les autorités d'Ankara, il n'y a pas de problème kurde en Turquie, comment expliquer que depuis la création en 1923 de la République turque, celle-ci selon le président Demirel lui-même, eut à affronter et à écraser dans le sang 28 insurrections kurdes ? (*Libération*, 7 février 1994), p.150-151.

5 MILITANTS DU PKK TUÉS DANS DES AFFRONTEMENTS. Le propriétaire du journal (*Özgür Gündem*) interdit de sortie de Turquie. Kaya devait se rendre à une

réunion d'international Press Institute. (*Turkish Daily News*, 9 février 1994), p.151-152.

UN HAUT DIRIGEANT IRANIEN DIT QUE «L'AFFAIRE ZALEH» est close. Le sous-secrétaire adjoint des Affaires étrangères Burujerdi déclare à TDN que les allégations des relations aigres (entre la Turquie et l'Iran) sont sans fondements. — «1994 verra la fin du terrorisme et des problèmes économiques» déclare le Premier ministre Çiller. — LES AFFRONTEMENTS CONTINUENT A CIZRE, LA TENSION MONTE DANS LA FORTERESSE DU PKK AU MILIEU DE LA PROVOCATION. (*Turkish Daily News*, 9 février 1994), p.152.

RAPPORT DU L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME. En 1993 IL Y A EU PLUS DE TORTURE ET DE MORTS EN TURQUIE. Le nombre d'exécutions, de meurtres, de disparus, de morts sous la torture ou par des tueurs non identifiés et de journalistes détenus a accru durant l'année écoulée. 135 personnes sont tombées victimes de «meurtres extrajudiciaires», une tuée sous la torture, 29 «disparus» pendant la détention, 6 journalistes et 8 distributeur de journaux assassinés. — 874 VILLAGES ET HAMEAUX ÉVACUÉS L'ANNÉE DERNIÈRE. — La crise kurde de Turquie est une épine pour Çiller. (*Turkish Daily News*, 10 février 1994), p.153-155.

LES POURPARLERS ENTRE LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE: UN GASPILLAGE DE TEMPS ? (*Turkish Probe*, 10 février 1994), p.156.



L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 10 février 1994), p.157.

LE JUGE BRUGUIÈRE DÉCRYPTÉ LE MEURTRE DE CHAPOUR BAKHTIYAR. Le magistrat a transmis hier son dossier à la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris. Il vise trois Iraniens mis en examen et écroués en France et six autres en fuite. Et accuse les services secrets de Téhéran. (*Libération*, 8 février 1994), p.158-159.

LA TERREUR ATTEINT LE VILLAGE: Un berger de 16 ans, Isa Kargili, subit la torture. (*Turkish Daily News*, 11 février 1994), p.160-162.

LE PRÉSIDENT DU PARTI OUVRIER PERİNÇEK MONTRE UNE VIDÉO DU MASSACRE DE SIVAS. La vidéo révèle que la police avait pour instruction de ne pas intervenir. Le parti de la Prospérité serait l'instigateur du massacre. (*Turkish Daily News*, 11 février 1994), p.161-162.

L'IRAN PRIS DANS UNE CONTROVERSE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE. Téhéran cherche une issue à l'heure du 15<sup>ème</sup> anniversaire de la révolution islamique. — JOURNAL IRAKIEN: EKEUS (L'ÉMISSAIRE DE L'ONU) EST UN DIABLE ET UN MINABLE. (*Turkish Daily News*, 11 février 1994), p.162-164.

LONG MÉTRAGE: UN RÉALISATEUR OFFRE UN VRAI CHANT D'ESPOIR AU PEUPLE KURDE EN EXIL. «*Un chant pour Beko*» de Nizamettin Ariç est consacré aux

enfants de la guerre. Mention spéciale du jury et Prix des jeunes au Festival de Fribourg. Superbe et désarmant. — **TOURNER «UN CHANT POUR BEKO» N'A PAS ÉTÉ UNE MINCE AFFAIRE.** La douleur du peuple kurde a imposé à Nizamettin Ariç une œuvre manifeste. Mais en Arménie, l'accouchement du film n'a pas été une partie de plaisir. (*Le Courrier*, 14 février; *Le Courrier*, 19 février 1994), p.165-166.

DIX-NEUF REBELLES ET UN POLICIER ONT ÉTÉ TUÉS LORS d'un accrochage entre l'armée turque et les militants du PKK. — 20 morts dans les combats au Sud-Est. (*A.F.P.*, 12 février; *Le Monde*, 15 février 1994), p.166-172.

L'IRAN AFFIRME QU'IL N'Y A PAS DE PLACE POUR UN ÉTAT KURDE DANS LA RÉGION. (*Turkish Daily News*, 12 février 1994), p.167.

LES AMIS DU QUOTIDIEN PRO-KURDE *ÖZGÜR GÜNDEM* SE RASSEMBLENT AUJOURD'HUI À LONDRES. — La Turquie affirme que plus de 250 terroristes ont été tués en janvier. (*Turkish Daily News*, 12 février 1994), p.167.

LE TRIANGLE DE RAMADAN, NEWROZ ET ÉLECTIONS ET LA VILLE DE CIZRE EN ANATOLIE DU SUD-EST. (*Turkish Daily News*, 14 février 1994), p.168-169.

LA TURQUIE IMMOBILE. Première femme à diriger un gouvernement dans l'histoire de la Turquie, Tansu Çiller connaît ses premières difficultés. Sur le front économique, inflation, dévaluation et

échec des privatisations ont terni son image d'économiste moderne. La manière forte utilisée contre la guérilla des séparatistes kurdes n'a guère produit de résultats. Les islamistes devraient en profiter lors des élections municipales du 27 mars. — **LE DÉBAT POLITIQUE EST TENU DANS UN CADRE STRICT** — L'amère facture de Tansu Çiller. (*La Croix l'Événement*, 15 février 1994), p.1170-172.

LA RÉBELLION KURDE DE TURQUIE A ACCENTUÉ depuis début janvier ses actes de guérilla urbaine, notamment à Istanbul, après les revers essuyés sur le plan politique en Europe fin 1993 et les opérations d'envergure de l'armée turque dans son fief du Sud-Est anatolien. (*A.F.P.*, 15 février 1994), p.173.

L'ARMÉE VA POUSSER LA LOI ANTI-TERREUR EN DÉPIT DE LA QUERELLE ENTRE LES PARTENAIRES DE LA COALITION DYP-SHP. Le problème devrait dominer la prochaine réunion du Conseil national de sécurité. (*Turkish Daily News*, 16 février 1994), p.174.

LE PKK PORTE LA VIOLENCE A ISTANBUL AVEC 22 ATTAQUES. LE «FRONT» séparatiste ERNK participe au terrorisme. (*Turkish Daily News*, 15 février 1994), p.175.

PRÈS DE 500 REBELLES KURDES ONT ÉTÉ TUÉS LORS DU RAID DE L'AVIATION TURQUE LE 28 FÉVRIER SUR LE CAMP DE ZALEH dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 15 février 1994), p.175.

LA PEUR ALIMENTE L'EXODE CHRÉTIEN DU SUD-EST DE LA

TURQUIE: (*Turkish Daily News*, 15 février 1994), p.176.

DES PERSONNALITÉS DEMANDENT LA LIBÉRATION DES KURDES EMPRISONNÉS ET LA LEVÉE DE L'INTERDICTION DE LEURS ASSOCIATIONS. Plusieurs dizaines de personnalités dont Mgr. Jacques Gaillot, les artistes Maurice Béjart, Jean Ferrat, Costa Gavras, les scientifiques Jacques Testard, Théodore Monod, les écrivains Gilles Perrault, Antoine Spire, demandent dans une pétition la libération des Kurdes emprisonnés à la suite de la rafle policière du 18 novembre et la levée de l'interdiction des associations culturelles kurdes, a annoncé jeudi le collectif de soutien aux prisonniers kurdes au cours d'une conférence de presse. (*A.F.P.*, 10 février; *L'Humanité*, 11 février 1994), p.176, 180.

ATTENTAT CONTRE LE PARTI DÉMOCRATE. — Attentat contre un parti pro-kurde: revendication au nom du Djihad Islamique. (*Le Monde*, 20 février; *A.F.P.*, 19 février; *Gamk*, 21-22 février 1994), p.177, 187, 192.

11 DISPARUS, 10 MORTS SOUS LA TORTURE EN JANVIER. L'association des droits de l'homme affirme que les violations croissent rapidement. — MEURTRES MYSTÉRIEUX: JAMAIS ÉCLAIRÉS ET AUGMENTATION TOUJOURS EN NOMBRE. — Activités contre les civils. — VILLAGES ÉVACUÉS ET BRÛLÉS. (*Turkish Daily News*, 16 février 1994), p.177-180.

APOCALYPSE POUR LE MASSACRE KURDE. L'Armée turque dé-

truit des centaines de villages et des milliers de paysans sont forcés à quitter leurs régions. (*Eleftheropia*, 14 février 1994), p.181-182.

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A DÉMENTI que le général irakien Hussein Kamel al-Majid, gendre de Saddam Hussein, ait été hospitalisé à Paris. (*A.F.P.*, 16 février 1994), p.182.

AU NORD DE L'IRAK, LE KURDISTAN AUTONOME LUTTE POUR SA SURVIE. Depuis deux ans, le Kurdistan d'Irak vit dans une indépendance de fait à l'égard du gouvernement de Bagdad. Les rescapés de la tentative de génocide contre le peuple kurde tentée par Saddam Hussein dans le dernier quart de la guerre du Golfe se sont peu à peu réinstallés dans les ruines de leurs villes et villages. (*A.F.P.*, 16 février 1994), p.183-185.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 17 février 1994), p.186.

LES FORCES DE L'ORDRE ALLEMANDES ONT EMPÊCHÉ PLUS DE 1.500 KURDES À WIESBADEN de tenir un rassemblement interdit par la municipalité, a indiqué un port-parole de la police locale. (*A.F.P.*, 19 février 1994), p.187.

STOCKHOLM: LE PERSONNEL DU FERRY SUÉDO-ESTONIEN M/S ESTONIA A DÉCOUVERT 64 réfugiés d'origine kurde à l'intérieur d'un conteneur transporté de Tallinn à Stockholm. (*A.F.P.*, 20 février; *Midi Libre*; *Libération*, 21 février 1994), p.188, 193.

LA DIVISION DANS LE DEP S'ACCENTUE À LA SUITE DE LA CRISE DE DICLE ET L'ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LE SIÈGE DU PARTI. — Secrétaire générale du Conseil de l'Europe Catherine Lalumière en visite à Ankara. — MENTEUSE: PKK ET SES SUPPORTERS LÉGAUX SONT DANS L'IMPASSE AU SUJET DES ÉLECTIONS DU 27 MARS. — Juppé: La France est déterminée à s'opposer au terrorisme du PKK. — LES GROUPES KURDES D'IRAK SIGNENT UN ACCORD DE PAIX. (*Turkish Daily News*, 21 février 1994), p.189-190.

LA MISSION DE DICLE: FERMETURE DU PARTI DE LA DÉMOCRATIE. Beaucoup le considèrent comme un traître au peuple kurde. (*Turkish Daily News*, 21 février 1994), p.191-192.

SADDAM EST RESPONSABLE. (*International Herald Tribune*, 17 février 1994), p.192.

TURQUIE: LA MENACE DU PKK. (*La Croix*, 22 février 1994), p.193.

LE PKK ORGANISE UNE CONFÉRENCE KURDE À MOSCOU. — LE PKK CHERCHERAIT L'ALLIANCE RUSSE. — La rencontre est considérée comme un premier pas vers l'établissement des relations russo-kurdes. — Ankara craint que Moscou ne tende la main aux indépendantistes kurdes. (*Turkish Daily News*, 22 février; *Le Nouveau Quotidien*, 23 février 1994), p.193,

LALUMIÈRE DEMANDE LE SOUTIEN D'ANKARA POUR SA RÉÉLECTION. — Fonctionnaires: ne votez pas pour le gouvernement.

L'Irak cherche le retour de ses avions d'Iran. (*Turkish Daily News*, 22 février 1994), p.194-198.

**ATTENTAT CONTRE UNE BANQUE TURQUE À STRASBOURG:** jugement de deux Kurdes le 23 mars prochain. (*A.F.P.*, 22 février 1994), p.198.

**AU KURDISTAN, UNE SALE GUERRE QUI N'OSE PAS DIRE SON NOM.** Non loin de l'ex-Yougoslavie déchirée, aux portes de l'Europe, un autre conflit sanglant mériterait l'attention des Occidentaux: la guerre turco-kurde. Rappel historique d'une indifférence coupable. (*Le Nouveau Quotidien*, 22 février 1994), p.199.

**LE PKK ATTAQUE ENCORE UNE FOIS LE PIPELINE IRAKIEN.** (*Turkish Daily News*, 25 février 1994), p.199.

**LE PREMIER MINISTRE ÇILLER: LE LEADER DU DEP DICLE EST UN TRAITRE. — LE PKK N'AURA PAS D'ABRI AU PARLEMENT.** — Le DEP se réunit aujourd'hui pour débattre des élections locales et de Hatip Dicle.— **ANKARA INTERROGE LA RUSSIE SUR LA CONFÉRENCE KURDE.** — L'ambassadeur russe Albert Chernishev convoqué au ministère des Affaires Étrangères. — La réunion de Moscou s'ouvre avec un drapeau du PKK et un discours du leader du PKK Ocalan. — Le vice-premier ministre Karayalçin avertit d'une menace de coup d'Etat. Il est évident que quelqu'un se prépare à nouveau à interrompre la démocratie en Turquie. — **L'ARMÉE DÉFINIT LA CRISE DU SUD-EST COMME UNE «GUERRE DE**

**BASSE INTENSITÉ»:** Le PKK attaque trois tankers de pétrole dans le sud-est de la Turquie. (*Turkish Daily News*, 23 février 1994), p.200-202.

**DIKER: NOMMEZ GÜRES MINISTRE DE LA DÉFENSE:** «Le meilleur moyen de permettre aux gouvernements civils de superviser les activités des Forces armées est de transférer la responsabilité des Forces armées au ministère de la Défense. (*Turkish Daily News*, 25 février 1994), p.202.

**LES BOMBES QUE LE DEP AIMERAIT HAÏR. — TURQUIE ET MOYEN-ORIENT: OTAGES DU PKK ? — LA RENCONTRE DES KURDES IRAKIENS.** (*Turkish Probe*, 24 février 1994), p.203-208.

**L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME.** (*Turkish Probe*, 24 février 1994), p.209.

**TURQUIE: LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE LA PRESSE SE PAIE EN MORTS.** Le Centre Europe-tiers monde et Reporters sans frontières dénoncent la répression contre la presse en Turquie. (*Le Courrier*, 25 février 1994), p.210.

**POUR SORTIR LES KURDES D'IRAK DE LEUR DÉSESPOIR,** Gilberte Favre Zaza lance un appel à la solidarité. — Oublié, le peuple kurde que Saddam Hussein a tenté d'exterminer pense ses plaies et survit misérablement. (*24 Heures*, 25 février 1994), p.211.

**TURQUIE: LA MULTIPLICATION DES ATTENTATS ALOURDIT LE CLIMAT POLITIQUE.** Alors que

s'ouvre la campagne pour les élections municipales du 27 mars, la multiplication des attentats dans les grandes villes pèse sur le climat politique de la Turquie. (*Le Monde*, 25 février 1994), p.212.

**LA TURQUIE AFFRONTÉ L'ARMÉNIE AU SUJET DU PKK. — LE DYP AJOURNE LA DÉCISION SUR L'IMMUNITÉ DES DÉPUTÉS DU DEP AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS. — L'ALLEMAGNE DIT QU'IL N'Y A PAS DE MASSACRE EN TURQUIE.** (*Turkish Daily News*, 24 février 1994), p.212-213.

**ÖCALAN AFFIRME QUE LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE SONT PARTIE PRENANTE DANS «LA GUERRE DU SUD-EST».** Selon *Al-Hayat*. Le ministère russe des Affaires Étrangères met l'emphase sur une «solution politique». Un expert russe des affaires kurdes encourage des relations meilleures entre le PKK et les Kurdes irakiens. Demirel trouve insatisfaisantes les explications de l'ambassadeur Chernishev. (*Turkish Daily News*, 24 février 1994), p.214.

**LE PARTI DE LA DÉMOCRATIE SE RETIRE DES ÉLECTIONS LOCALES:** Tous les regards se tournent vers le PKK. La décision du DEP place le PKK contre l'Etat dans le sud-est de la Turquie. (*Turkish Daily News*, 28 février 1994), p.214-215.

**LE PARTI DE LA DÉMOCRATIE BOYCOTTE LES ÉLECTIONS LOCALES. — L'ONU SE HEURTE À L'OBSTACLE DE LA DESTRUCTION DES ARMES CHIMIQUES D'IRAK.** (*Turkish Daily News*, 26 février 1994), p.215-216.

# Revue de Presse



SCIENCE &  
**nature**  
JANVIER 1994

# KURDISTAN



## *Pierres de mémoire*

*Hasankeyf, l'une des plus belles villes du Kurdistan,  
va-t-elle disparaître, engloutie par les eaux d'un barrage hydro-électrique ?*

*Texte et photos : Philippe Revelli*

# KURDISTAN

*Equilibre*

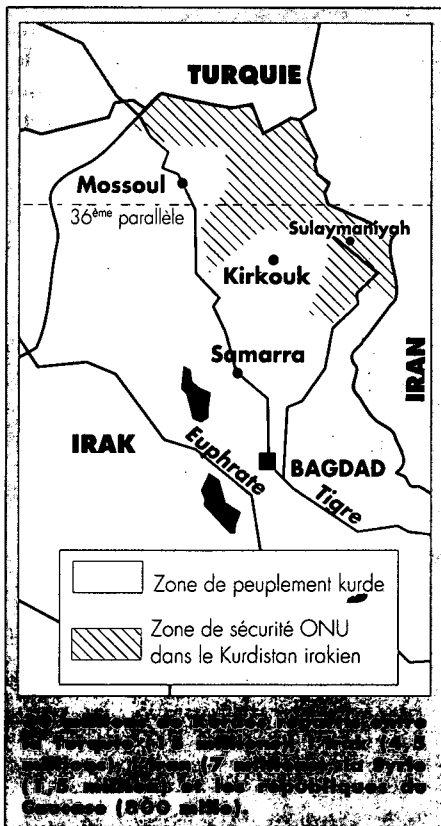
## Un métier pour les femmes chefs de famille

**A**u Kurdistan voilà un an qu'Equilibre se préoccupe des femmes de "l'Anfall". L'Anfall c'est le nom de la politique de destruction massive des villes et villages de la montagne kurde, menée entre 1974 et 1990 par Saddam Hussein. Pendant 16 ans, 4 600 bourgades et cités ont été bombardées, rasées, dynamitées par l'armée. Leurs habitants se sont vus déplacés dans des "collective towns" faciles à surveiller, posées au milieu de nulle part, et où les Kurdes étaient laissés sans activité. Au cours de cette période tragique de l'histoire du peuple kurde, des milliers, peut-être des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont disparu. De nombreuses femmes se sont retrouvées chefs de famille.

### Un métier pour les veuves

Sans ressources, sans métier, et souvent sans instruction, les veuves et les orphelins de l'Anfall connaissent les difficultés de la survie quotidienne. De notre rencontre avec Nazaneene, la dynamique et souriante responsable de L'Union des Femmes Kurdes pour le gouvernorat de Sulaymaniyah, est né un programme de formation. A partir de décembre 1992, une centaine de femmes ont été initiées à la broderie, au tissage des tapis, à la fabrication des jouets (peluches et poupées), et des fleurs artificielles dont les Kurdes sont friands. L'apprentissage de ces techniques artisanales a été accompagné de séances d'alphabétisation et de cours de santé publique où les problèmes de la grossesse, les maladies infantiles, l'hygiène ont été passés en revue, grâce aux brochures de l'UNICEF, bailleur de fonds du cycle de formation. Une information sur les droits des enfants a aussi été dispensée. Nazaneene et les responsables de l'UFK ont eu pour tâche de recruter les bénéficiaires de la formation et les enseignants, des artisans et des professeurs, tous Kurdes. Quatre vingt trois femmes ont suivi les cours pendant lesquels elles ont reçu 150 dinars par mois, l'équivalent de la moitié d'un salaire. De quoi faire bouillir la marmite. Dans la foulée de la

*Dans la partie du Kurdistan d'Irak non contrôlée par Bagdad, la vie est précaire. La surveillance des alliés, vainqueurs de la guerre du Golfe n'empêche pas les incursions de l'armée irakienne, et la volonté de Téhéran d'en finir avec "ses" Kurdes. Dans ce pays, Equilibre tente de donner un métier aux femmes, veuves ou orphelines de guerre.*



De nombreuses femmes sont devenues chefs de famille à la suite de "l'Anfall"

formation, un atelier de production et une boutique se sont créés à Sulaymaniyah. Ils assurent leurs revenus à une trentaine de femmes. Le succès de l'opération nous a conduit à la renouveler en septembre 1993, à Kossinjac cette fois, où 90 victimes de l'Anfall, toujours recrutées sur des critères sociaux ont entamé leur apprentissage, grâce au financement de Christian Aids. Si le partenaire kurde est encore une fois l'UFK, Sophie, l'expatriée en charge du programme essaye d'élargir l'accès du programme aux femmes d'autres organisations, et en particulier aux Kurdes iraniennes, réfugiées au Kurdistan d'Irak.

### Donner un poids social aux femmes kurdes

Ces opérations offrent un autre avantage que de permettre la survie des femmes. Apprendre à lire et écrire aux femmes, dans un pays où les valeurs viriles et guerrières sont exaltées transforme petit à petit la société.

Le noyau des militantes kurdes qui a eu accès à l'instruction s'en réjouit. Et Sophie rêve d'un programme d'alphabétisation pour 600 femmes de Chamchamal, un village où Equilibre a mis en place des cantines scolaires ■

PRESENCE DANS LE MONDE — JANVIER 1994



*Dans un grandiose projet d'aménagement du fleuve Tigre, le gouvernement turc envisage d'engloutir Hasankeyf. Cette ville-musée, dont les murs et les hommes témoignent du riche passé du Kurdistan, devrait être sacrifiée sur l'autel du nécessaire développement de l'Anatolie... mais aussi de la lutte contre le séparatisme kurde.*

**E**n ce temps-là, rapportent les vieux qui lézardent dans la cour de la mosquée, le seigneur Hasan habitait le château, là-haut, sur la falaise. Son nid d'aigle, qui surplombait le fleuve, abritait de célèbres écuries. Certains jours de fête, le maître des lieux enfourchait l'un de ses destriers et se mesurait aux meilleurs cavaliers, qu'il distançait toujours. Mais un puissant roi prit ombrage de cet encombrant vassal, et le condamna à mort. Dans l'enceinte même du château, quelques minutes avant son exécution, l'infortuné Hasan demanda au bourreau d'exaucer son dernier souhait : "Laisse-moi chevaucher mon étalon royal." La selle à peine mise en place, Hasan grimpa sur le fougueux pur-sang, tous deux s'élancèrent aussitôt au-dessus des murailles, et, d'un même élan, franchirent abîme et fleuve, avant de disparaître au grand galop, sous l'œil stupéfait du tortionnaire. Après cet exploit, le nom d'Hasan survécut, puisqu'on lui accola le qualificatif d'heureux (keyf), pour former *Hasankeyf*, terme qui, depuis, désigne notre ville."

*Les anciens racontent avec passion l'épopée d'Hasan, fondateur légendaire de leur ville.*

La petite cité compte aujourd'hui 5 000 âmes. Bâtie au bord des flots boueux du Tigre, elle se blottit au pied d'une haute falaise qui, au soleil couchant, baigne dans des reflets d'or. Hasankeyf appartient à ce morceau de terre kurde que le traité de Lausanne, en 1923, attribua à l'État turc, et où la pierre conserve la mémoire d'un peuple. Dans les murs et les cavernes de la région, s'épanouirent en effet de grandes civilisations, qui déposèrent, l'une après l'autre, des traces de leur passage. Pourtant, ce paysage exceptionnel, plusieurs fois millénaire, est aujourd'hui menacé. La ville a survécu aux ravages des hordes mongoles, mais elle pourrait bien être définitivement engloutie sous les eaux du Tigre. En effet, dans le cadre du Grand projet anatolien, destiné à développer la région, devrait être érigé le barrage, très contesté, d'Ilusu, à quelques kilomètres en aval d'Hasankeyf.

### *Nouvelles valeurs*

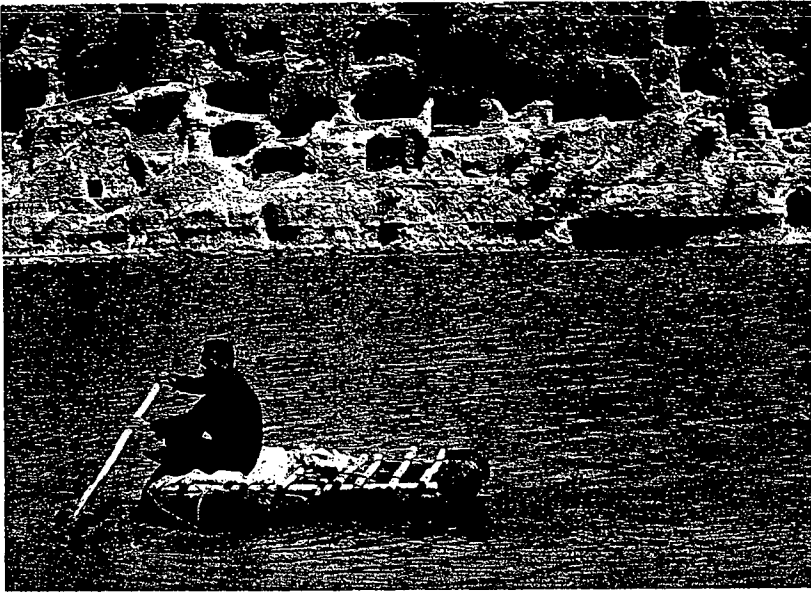
**E**n attendant, le village a déjà commencé sa modernisation. Un viaduc permet désormais à la route asphaltée d'enjamber le Tigre, à quelques centaines de mètres en aval des vestiges du vieux pont médiéval. La télévision, l'automobile, le téléphone... et l'armée turque marquent aussi de leur présence une société kurde dont, ces dernières années, la structure féodale a été profondément ébranlée. L'exode rural (provoqué autant par la mécanisation de l'agriculture que par les exactions des militaires gouvernementaux) et le discours socialisant des indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont entamé la toute-puissance des aghas, les seigneurs locaux. L'émancipation des femmes, consécutive à leur participation à la lutte armée, a quelque peu rogné le pouvoir des hommes.

Enfin, l'émigration massive, vers les villes de l'ouest de la Turquie ou vers l'Europe, introduit, en retour, de nouvelles valeurs. Pourtant, malgré ces bouleversements, les habitants

*Nous en sommes à la science des retrouvailles à chaque chapitre  
Rail, asphalté, chaussée, macadam  
Mon chemin escarpé, mon sentier  
Le Taurus, l'Anti-Taurus et l'Euphrate rebelle  
Les plaines de tabac, de coton et de blé, les rizières  
De tout son long mon pays est sous la neige.*

*Il y en a aussi qui se battent par des temps pareils  
Pieds et mains glacés, fournaise au cœur  
L'espoir, plein de colère et de peine  
L'espoir, plein d'honneur jusqu'à la garde  
Prend le maquis sous la neige.*

*A. Arif*



*La terre qui tourne est pleine de haine pour nous,  
Notre destin est noir, notre cœur blessé,  
Il ne nous reste comme asile que le coin du foyer.*

*Dors mon amour, dors, lo ! lo !  
Sans biens ni bien-être, ni repos,  
Le malheur nous a pillés,  
La douleur d'exil est dure,  
Dors mon amour, dors, lo ! lo !*

*Berceuse (anonyme)*



dans ces pierres. Où irions-nous d'ailleurs ? A Diyarbakir, plusieurs familles s'entassent déjà dans une seule pièce, et bienheureux encore celui qui trouve à mendier. Nous n'avons rien d'autre que cette terre, et nos seules mains pour la travailler."

Décidé sans consultation préalable des populations locales, kurdes à plus de 90%, le Grand projet anatolien (GAP) ne fait pas dans la dentelle : d'ici à l'an 2010-2015, 22 barrages et 17 centrales hydro-électriques devraient être construits sur les cours du Tigre et de l'Euphrate. Pour un coût total estimé à près de 200 milliards de nos francs, la Turquie deviendra exportatrice d'énergie, et les surfaces irriguées s'accroîtront de 1,7 million d'hectares, qui, à leur tour, seront utilisés pour des cultures d'exportation.

Une autoroute, longée par une voie de chemin de fer, reliera prochainement Adana et Diyarbakir, et des infrastructures industrielles se mettront peu à peu en place.

L'argumentation officielle insiste sur le nécessaire développement de l'Anatolie du Sud-Est, le revenu annuel moyen par tête y étant quatre fois moindre que dans le reste de la Turquie. Cependant, rétorque Remzi Kartal, député

#### Bibliographie :

- La question kurde, sous la direction d'E. Picard, éd. Complexe, 1991.
- Le Monde diplomatique, octobre 1993.
- Anthologie de la poésie populaire kurde G. Chaliand, éd. Stock, coll. Islamies 1980.
- Quelques titres de Yachar Kemal (né à Osmanige, près d'Adana en 1922) :  
Mémed le mince (1955) ;  
Mémed le faucon (1969) ;  
Terre de fer, ciel de cuivre (1963) ;  
Meurtre au marché des forgerons ((1973) ;  
Le retour de Mémed le mince (1984).

On doit à Yilmaz Güney (1937-84) quelques films remarquables : L'espoir (1970) ; L'ami ((1974) ; Le troupeau (1978) ; Yol (1982) ; Le mur (1983) ; dont certains conçus en prison.

kurde au parlement d'Ankara : "Encore une fois, ce sont les grands centres industriels de l'Ouest du pays qui absorberont l'énergie produite au Kurdistan. Les investissements nécessaires à une agriculture mécanisée, faisant appel à des semences et à des intrants chimiques importés, rendront celle-ci inaccessible aux petits paysans kurdes, qui s'en trouveront davantage encore marginalisés."

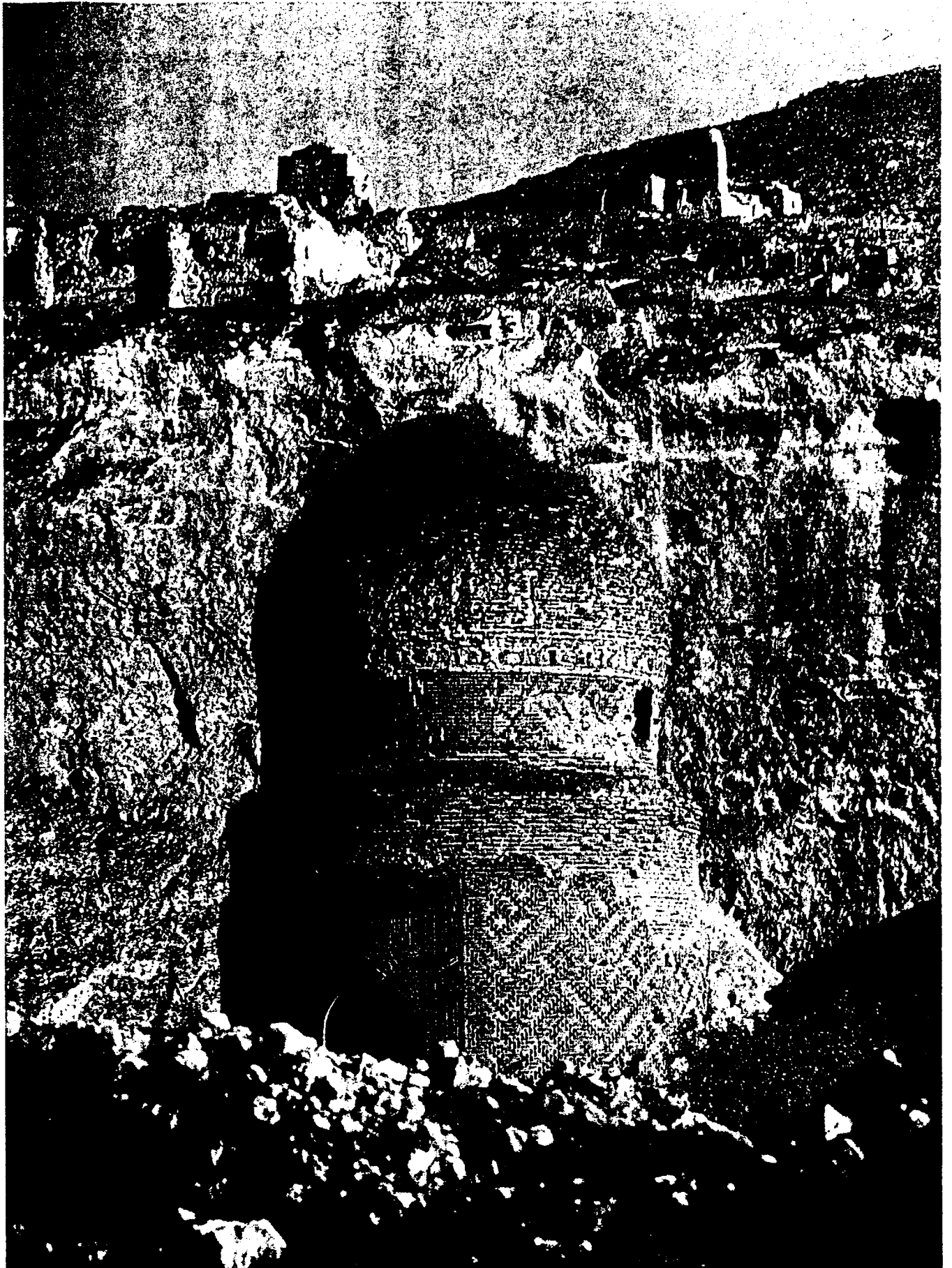
Les objectifs poursuivis par le pouvoir turc ne sont d'ailleurs pas seulement économiques. La modernisation vise aussi à contrôler les populations kurdes, le gouvernement espérant que, accaparées par les emplois agricoles ou industriels tant attendus, elles n'auront guère le temps de soutenir les rebelles du PKK. "Un réseau serré de voies de communication, expliquait le journaliste Christian Chesnot, dans un récent article du *Monde diplomatique*, peut aussi servir à faciliter le déplacement des forces de sécurité, tandis que la maîtrise de l'approvisionnement en eau de l'agriculture locale représente un puissant levier d'encadrement des paysans entre les mains des autorités."

#### La menace du Tigre

La mise en service d'une première tranche du projet, autour du barrage Atatürk, sur l'Euphrate, a déjà provoqué la destruction de 116 villages et l'exode de 55 000 personnes. La construction du barrage d'Illusu, en aval d'Hasankeyf, entraînerait, outre l'abandon d'une centaine de villages situés en amont, l'anéantissement d'un site historique exceptionnel, aux yeux non seulement des Kurdes mais aussi de nombreux spécialistes. Même le gouvernement turc navigue d'une contradiction à l'autre : d'un côté, le ministre de la Culture affirme que la ville est dénuée de tout intérêt historique, ce que réfutent plusieurs missions d'experts venus sur place dans les années 80 ; d'un autre, son administration refuse de délivrer tout permis de construire, sous prétexte de préserver... un site archéologique.

Dans la région, du notable au berger, du hodja (dignitaire religieux) à l'instituteur, l'opposition au projet de barrage est unanime. Des intellectuels, des artistes se mobilisent à Ankara pour défendre, aux côtés des Kurdes, le site d'Hasankeyf et, en 1992, des députés du parti des Verts au Parlement européen ont manifesté leurs inquiétudes face aux menaces qui pèsent sur ce que l'on doit considérer comme un patrimoine de l'humanité. "Tu vois, dit le vieux Ramazan, la main tendue vers l'antique porte des Serpents, l'eau engloutirait tout ça... La vie d'un barrage est éphémère, le béton se dégrade vite, tandis que la pierre d'Hasankeyf se pare, avec les siècles, d'une patine qui l'ennoblit." □







### *Vivre dans une caverne*

**L**a campagne kurde se dépeuple rapidement. Quand l'armée turque a détruit son village, Elif a tout abandonné : maison, potager, troupeau. Depuis, réfugiée à Hasankeyf avec ses sept enfants, elle habite une caverne creusée dans la falaise. À l'intérieur de cette série d'alvéoles rocheux, règne une ombre fraîche et reposante, qui contraste avec l'éblouissante blancheur de la paroi extérieure. La patine des ans et l'absence d'angle droit confèrent à la pierre un aspect presque moelleux. Des kilims usés jonchent le sol et, dans un coin, s'entassent les matelas que l'on étale le soir pour toute la famille. Le chômage endémique au Kurdistan a obligé le mari d'Elif à trouver un emploi à Adana, en territoire turc, à plus de 600 kilomètres d'Hasankeyf. Les difficultés de l'heure rendent Elif nostalgique, et elle ne peut s'empêcher d'évoquer les cérémonies qui accompagnèrent son mariage : "La coutume veut que le fiancé guette l'arrivée de sa promise

*Deux ou trois mois durant, les hommes se relaient pour garder le troupeau familial.*

\* sorte de hautbois

posté sur le toit de sa maison et, au passage du cortège, bombarde les invités à coups de pommes. Pour ma part, j'ai brisé devant sa porte une cruche de terre emplies de piécettes et de fruits secs sur lesquels se sont précipités les gamins... La noce s'est prolongée plusieurs jours au son du tambour et du zurna\*, chargés de faire tourbillonner les danseurs." Soupir. Elif rassemble sa progéniture, et tout le monde descend vers le fleuve pour y puiser de l'eau. Du minaret, au sommet duquel un couple de cigognes a bâti son nid, parvient, nasillard et traînant, l'appel à la prière.

### *Réactions enflammées*

**D**ans la cour de la mosquée, le Grand projet anatolien et ses conséquences sur Hasankeyf suscitent des réactions enflammées. "Nous ne voulons pas quitter notre ville, nous ne voulons pas de ce barrage. L'histoire des Kurdes, notre histoire, est écrite



## Ville-musée

Dès le Xe millénaire avant notre ère, plusieurs centaines de grottes d'Hasankeyf abritent une population de chasseurs-cueilleurs qui, peu à peu, se sédentarise. Inclus dans l'aire mésopotamienne, berceau des civilisations méditerranéennes, le site devient très tôt un important centre régional. Au Moyen Âge, le géographe Ibn-Havkal décrit avec minutie le château d'Hisn Keyfa, ainsi que les quartiers haut et bas de la ville, vestiges de civilisations préislamiques proches de celles d'Irak et de Syrie. Entre le Ville et le XIIIe siècle, Hasankeyf devient un important

foyer culturel musulman, avec ses deux mosquées et son école coranique réputée. Malgré les méfaits des cavaliers de Tamerlan, qui, au XIVe siècle, brûlent la ville, et jettent dans le Tigre les milliers de livres que contenait la bibliothèque, Hasankeyf présente encore d'incalculables trésors architecturaux. On peut aussi, à côté du château, admirer des vestiges de la ville haute, le mausolée de Zeyrel Bey, le pont de Kalintilar, de facture seldjoukide, et dont il ne reste que les piles, et, dit-on, une église byzantine dissimulée dans l'une des innombrables grottes des montagnes environnantes.

*L'exil est une flamme impétueuse  
Qui a saisi mon âme sans l'étreindre  
Et tout le temps, la souffrance et les larmes*

*Oh main invisible de l'exil*

*J'ai peur, si éloigné de toi  
Et m'enfoncé en terre gelée  
Plongeant dans la gueule des serpents  
Et des sauvages animaux*

*Oh main invisible de l'exil*

*Chant kurde (anonyme)*



d'Hasankeyf veulent demeurer fidèles à une vie quotidienne enracinée dans une terre rocailleuse, rythmée par les crues du fleuve et le lent déplacement des troupeaux.

## L'allure d'un grand oiseau

Dans la cour de sa maison en pierres sèches, Tefik cultive quelques plants de tomate, concombres, salades, et des bouquets de menthe odorante. Sur le toit, où toute la famille passe les nuits d'été à la recherche d'un peu de fraîcheur, sèchent des pâtes de bouse, qui brûlent en dégageant plus de fumée que de chaleur. Ce matin, Tefik et Nouri partent relever les filets qu'ils ont tendus en travers du courant. Leur radeau, constitué, comme tant d'autres sur le Tigre, d'un caillebotis fixé sur deux chambres à air de camion, témoigne des capacités d'adaptation de la population. Pour de nombreuses familles d'Hasankeyf, pêche et cultures potagères couvrent l'essentiel des besoins alimentaires de la maisonnée.

À la terrasse du salon de thé, les hommes, désœuvrés, bavardent interminablement, assis sur des tabourets bas. Mehmed, quant à lui, est parti mener le troupeau familial dans la montagne proche, où, deux ou trois mois durant, moutons et chèvres erreront, à la recherche d'herbe tendre. En attendant le relais d'autres hommes de la famille, Mehmed patientera, abrité du vent glacial par une épaisse houppelande de feutre brut, dont les épaules relevées lui donnent l'allure d'un grand oiseau. Après la tonte, la laine sera vendue à Hasankeyf, où elle servira à la confection des vêtements, au bourrage des matelas et au tissage des kilims, tapis dont motifs et couleurs indiquent les origines. Mais aujourd'hui, à côté des échoppes de l'épicier, du tailleur et du barbier, qui fait aussi office de rebouteux, ne subsistent plus qu'une dizaine des quelque cinquante ateliers de tisserands d'autrefois.

## Les Kurdes de Turquie

Entre 20 et 25 millions de Kurdes, dont 12 millions dans la patrie de l'écrivain Yachar Kemal, peuplent un territoire qui s'étend sur l'Irak, la Syrie, l'Iran et la Turquie. Des communautés kurdes vivent également dans le Caucase, en Asie centrale, tandis que la diaspora kurde en Europe est estimée à 600 000 personnes. Descendants de populations pastorales établies depuis plusieurs millénaires dans la région, les Kurdes s'expriment dans une langue d'origine indo-européenne, qui se rattache au groupe Nord-Ouest des langues iraniennes. S'ils pratiquent majoritairement la religion musulmane sunnite, ils comptent également des chiïtes, des alévis, ainsi que des groupes yézidis et chrétiens.

### Querelles de clan

Depuis des siècles, les Kurdes ont été victimes des ambitions des Empires perse et ottoman, puis des grandes puissances occidentales. En 1514, lors de la bataille, victorieuse, de Tchaldyran, les chefs kurdes se rangent aux côtés du sultan Sélim le Terrible contre les Perses. En échange de leur engagement, un statut d'indépendance est accordé aux seigneuries kurdes, moyennant la reconnaissance de l'autorité de la Sublime Porte et l'envoi de contingents de spahis (cavaliers) pour les armées du sultan. Jusqu'au début du XIXe siècle, les beys kurdes jouissent ainsi, dans leurs fiefs, d'un pouvoir de type féodal. Au XIXe siècle, ce sont leurs descendants qui, soucieux de préserver leurs privilèges face aux exigences croissantes de l'Empire, se soulèvent et réclament la création d'un Kurdistan réellement indépendant. Mais les rivalités et les querelles de

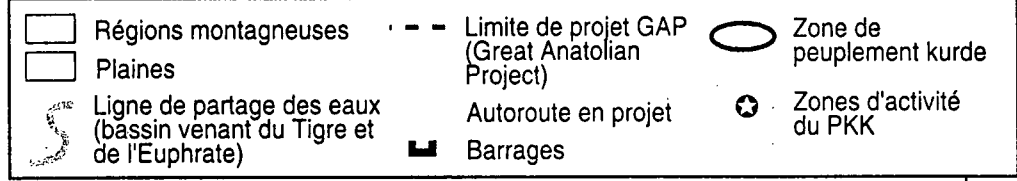
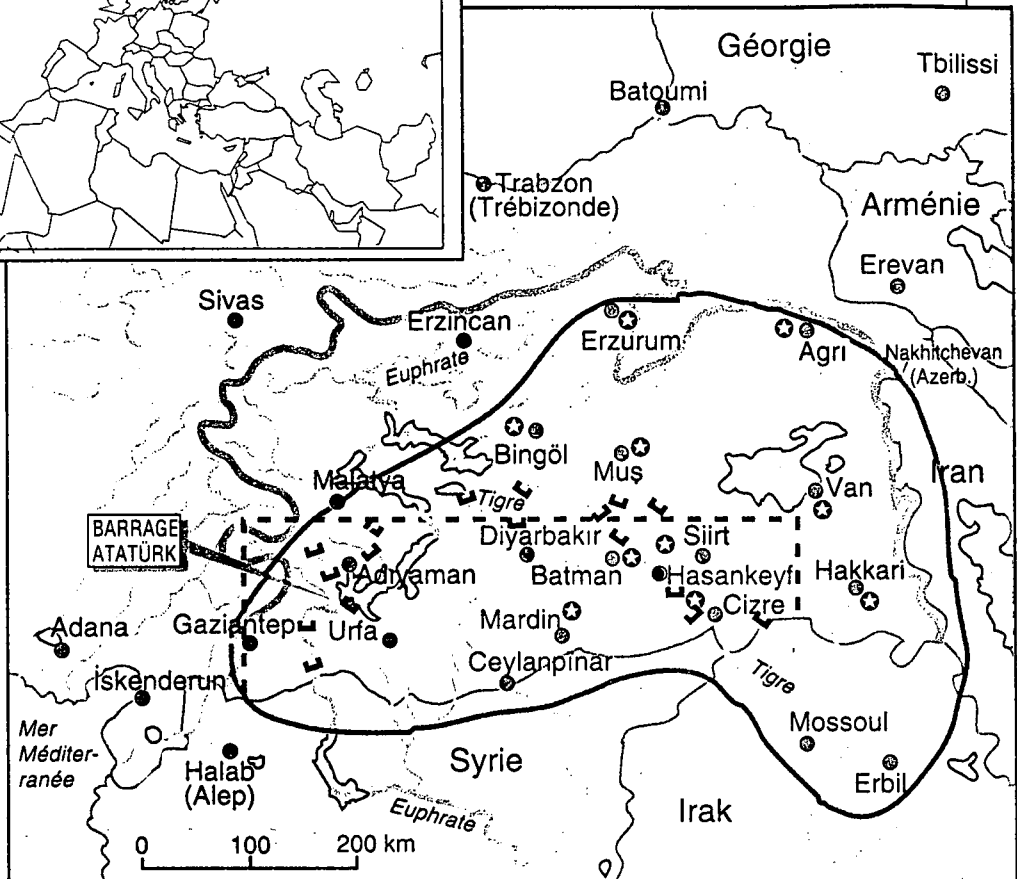
clans conduisent à l'échec de ces insurrections.

### La guerre s'intensifie

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'Empire ottoman s'effondre. De ses ruines, va naître, sous l'impulsion de Mustafa Kemal Atatürk, la Turquie moderne, qui accueille ses frontières actuelles lors du traité de Lausanne (24 juillet 1923). Entre-temps, les nations alliées ont supervisé le découpage du Moyen-Orient, et le territoire kurde se trouve partagé entre plusieurs États (principalement Turquie, Iran, Irak), et soumis à des régimes poli-

tiques distincts. En Turquie, le nationalisme rigide des kémalistes se traduit par la négation pure et simple de l'existence du peuple kurde. Face aux humiliations et à la répression, le mouvement se radicalise et, en 1977, naît le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui opte pour la lutte armée en 1984. L'argumentation marxiste-léniniste des rebelles place cependant au premier plan les revendications indépendantistes et identitaires. Les gouvernements qui se sont succédé à Ankara ont toujours rejeté les offres de négociations présentées par le PKK, et donné carte blanche à l'armée : villages bombardés et brûlés, popu-

lations forcées à l'exil, journalistes assassinés. La Turquie, membre de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), et qui aspire à rejoindre la Communauté européenne, bénéficie d'une mansuétude certaine des gouvernements occidentaux. Ceux-ci détournent pudiquement les yeux sur les exactions commises par l'armée turque, alors même qu'ils dénoncent avec véhémence, notamment depuis la fin de la guerre du Golfe, les atrocités perpétrées contre les Kurdes d'Irak. Aujourd'hui, non seulement, la guerre se poursuit dans le Kurdistan de Turquie, mais elle tend à s'intensifier.



Le territoire kurde, écartelé entre plusieurs États.

D. Sonnet, d'après le Monde Diplomatique

December 1993 / January 1994

**CENTRE TO CENTRE**

Newsletter of the Writers in Prison  
Committee of International FEN

**KURDISTAN IRAKIEN : SOLIDARITÉ NÉCESSAIRE**

Le ministre de l'éducation du Kurdistan irakien, Nasih Gefur Ramadan, s'est rendu au siège du SE pour expliquer la situation de son pays et demander une aide.

Le Kurdistan irakien manque de tout et pourtant le pays est riche de ressources naturelles. En deux ans, il pourrait être autosuffisant. Mais l'embargo qui frappe l'Irak l'affecte de la même manière. Il interdit la coopération technique sans laquelle l'économie est paralysée.

Son budget est un budget de survie. Impossible de collecter l'impôt : la plupart des citoyens sont sans emploi. Sa seule ressource, mais aléatoire, ce sont les droits de douane sur le transit. Dans ces conditions, la priorité nationale absolue reconnue à l'éducation prend un aspect très relatif.

L'école primaire est obligatoire et gratuite. L'enseignement se fait en kurde, mais aussi dans les langues minoritaires (turkoman, arabe, araméen). Les enseignants perçoivent un salaire mensuel de 280 à 300 dinars, soit 5 à 7 dollars.

Aucune aide des gouvernements ni des instances internationales officielles n'intervient pour l'éducation. Le ministre demande du papier et de l'encre pour pouvoir imprimer les manuels que pédagogues et éditeurs locaux ont conçus. Il souhaite aussi des four-

nitures scolaires de toute nature.

Sans rien promettre qu'il ne pourrait tenir, le Syndicat s'est engagé à entreprendre des démarches pour susciter des contributions et organiser leur acheminement.

**Carte d'identité**

*Le Kurdistan irakien 75 000 km2, 3 500 000 habitants fait partie de l'Irak. C'est un État régional qui ne revendique pas l'indépendance, mais affirme, contre le pouvoir central, une autonomie d'existence.*

*Il est né d'un abandon du gouvernement central qui a retiré ses fonctionnaires et d'une volonté de reconnaissance identitaire face à l'oppression que subissaient les Kurdes d'Irak. Les élections du 19 mai 1992, contrôlées par des observateurs internationaux, lui ont donné une légitimité. Les pluralismes, politique et ethnique, sont reconnus. La liberté d'expression et le droit syndical existent. Un gouvernement d'union est en place depuis le 4 juillet 1992.*

*Il est soutenu par l'ensemble des mouvements kurdes (à l'exception du PKK), reconnu par l'UNICEF, mais pas par l'ONU car ce n'est pas un État national. Il est protégé par les démocraties qui apportent une aide humanitaire d'urgence, mais rien de plus ; toléré par la Turquie qui lui laisse libre circulation sur son territoire.*

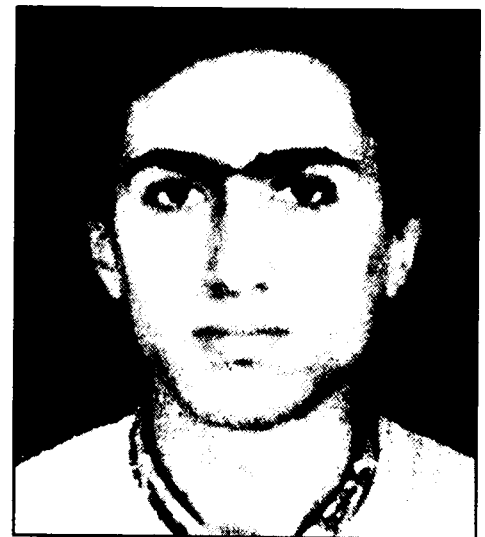
Nasih Gefur Ramadan au siège du SE à Paris



**FOCUS ON:  
Torture**

On 26 November, a British trade union delegation and two Kurdish women journalists were arrested in a burnt-out village in southeastern Turkey. The two Kurds were separated from the delegation at a detention centre and thrown against a wall. Kurdish villagers, reportedly in the pay of the Turkish army, were then called out one by one by an army officer and approached the women, hurling insults at them and saying they were 'bad Kurds'. Later, the women, Necmiye Arsanoglu and Nalan Alici of 'Ozgur Gundem' newspaper, were reportedly taken blindfolded and freezing cold to a vehicle full of other prisoners. They were thrown onto the floor and other detainees piled on top of them.

On arrival at a Diyarbakir detention centre, Nalan was reportedly subjected to intense psychological terror and told that she would be executed. Necmiye, who is just 20 years old, was allegedly told to sign a statement. She still had her blindfold on and asked for it to be removed before she signed anything. An officer pulled off her blindfold, but put his hand over the statement. When she eventually managed to push the man's hand away, she read that the statement said 'I confess to being a member of the PKK [armed Kurdish resistance]'. She refused to sign it and was badly beaten and threatened. The two women were then driven outside the city, dumped on the road and told that if they turned around they would be shot.



Ferhat Tepe, a journalist for 'Ozgur Gundem' newspaper in Turkey, was killed in early August 1993 after reportedly being tortured

Necmiye has since been rearrested in the wake of the mass raid on 'Ozgur Gundem' in mid-December. Over 100 journalists were arrested around International Human Rights Day and many are feared to have been tortured.

In many countries, 'confessions' form the sole basis of evidence against prisoners and allegations that detainees have been subjected to torture to extract these 'confessions' are not investigated. This encourages the perpetuation of the system of torture since those who use it are allowed to do so with impunity. Drs Adnan Beuransyah, a journalist for 'Serambi

Indonesia' in Aceh, was sentenced to eight years in prison in March 1991 on accusation of being a member of the Aceh Merdeka (Free Aceh) guerrilla movement. Part of the evidence against him appears to be his 'confession' which he later claimed was extracted under torture. These allegations were never investigated and Beuransyah's sentence was increased by one year on appeal.

Torture may not just be physical. In Sudan, for example, many dissidents are subjected to both physical and psychological torture in the unofficial detention centres or 'ghost houses'. One writer, who had to have his leg amputated after he was forced to stand in a bucket of ice for long periods, described the psychological humiliation, such as being forced to make animal noises, as worse than the physical torture. Some dissidents are kept for short periods in the centres, released and rearrested a few weeks later. Others are detained for longer periods, such as journalist Ali Ahmed Hamdan who has been held since May 1992. The government denies the existence of 'ghost houses'.

The WiPC appeals to governments to investigate allegations of torture, to punish those responsible and to order retrials, particularly where confessions form the main basis of the prosecution case.

WiPC Newsletter.

Compiled by Sara Whyatt and Mandy Garner.

Design & Layout by Iceni - 0787 227561

Printed by Aldgate Press - 071 247 3015

Non Violence Actualité - Janvier 1994

## Kurdes : une campagne urgente

L'association Agir Ici et un groupe d'organisations (dont la Fondation France Libertés, la Cimade, le MAN, Terres des Hommes, Peuples Solidaires...) lancent une campagne en soutien au peuple kurde. Objectifs précis : d'une part

la constitution d'un groupe d'étude sur la question kurde à l'Assemblée Nationale, et d'autre part, que la France exige de la Turquie qu'elle n'utilise pas les vingt hélicoptères Puma qu'elle s'est engagée à lui vendre le 8 octobre dernier. En cas de refus turc, Agir Ici demande au gouvernement de renoncer à cette vente au nom du respect des droits de l'Homme. Une campagne urgente : Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris. Tél : (16-1) 40 35 07 00.

NOUVEL AFRIQUE ASIE - Janvier 1994

HUMEUR

## LES KURDES DE NULLE PART

Lors de la Tempête du désert, les croisés du droit, justiciers du nouvel ordre international, faisaient feu de tout bois pour justifier leur expédition punitive contre l'Irak. Qui mieux que les Kurdes - nation de 25 millions d'âmes, sans Etat, soumise à la répression implacable des quatre pays qui se la partagent (Turquie, Iran, Irak et Syrie) - pouvait leur fournir la couverture morale idéale dont ils avaient besoin pour justifier *a posteriori* leur guerre pour le pétrole ? A peine les armes s'étaient-elles tuées que George Bush adressait publiquement des appels au soulèvement de la population kurde en Irak, lui promettant secours et assistance. Il pensait ainsi faire d'une pierre deux coups : achever le régime irakien et se présenter comme le sauveur du peuple kurde. Croyant aux promesses de Bush, les Kurdes sont passés aux actes, parvenant à contrôler la totalité du Kurdistan. L'armée irakienne, ressaisie, réussit toutefois à mater cette rébellion dans l'œuf. Dans leur déroute, les combattants kurdes entraînent avec eux des centaines de milliers de réfugiés vers la Turquie et l'Iran.

Sous la pression de l'opinion publique, les coalisés occidentaux durent revenir, mais cette fois-ci dans le Nord de l'Irak, pour réparer les dégâts provoqués par leurs appels inconsidérés. Ce fut l'époque peu glorieuse de l'ingérence humanitaire, des soldats du service après-vente des interventions coloniales *new look*.

Aujourd'hui, les Kurdes irakiens vivent en semi-indépendance. Ils ne sont pas pour autant plus libres ni plus heureux. Soumis à l'implacable blocus onusien, au même titre que l'ensemble de la population irakienne, ils souffrent également de la rupture des relations avec la métropole, Bagdad. Ils sont réduits à vivre de l'assistance humanitaire internationale, sans aucune perspective.

Plus grave encore, la Turquie, alliée stratégique de l'Occident, mène en toute impunité une guerre implacable contre ses "citoyens" Kurdes. Des milliers d'entre eux continuent de périr sous le feu de l'armée turque sans que la conscience internationale s'en émeuve.

L'Iran islamiste, que tout sépare de la Turquie "laïque", vient de signer un pacte avec celle-ci pour pourchasser les Kurdes.

L'Allemagne et la France, à leur tour, viennent de découvrir que les militants du PKK sont des terroristes et des racketteurs et ont ordonné leur mise hors-la-loi.

S'il est vrai que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, la naïveté des dirigeants kurdes, voire leur crime, est d'avoir cru au mythe du nouvel ordre international. ■

MAJED NEHMÉ

## AGIR ICI : LES KURDES

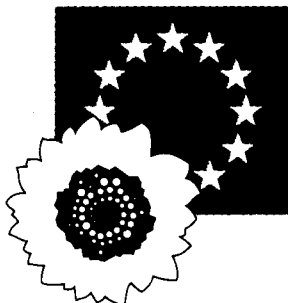
*La campagne n°21 d'Agir Ici, réseau de citoyens agissant pour un monde solidaire, vient d'être lancée. Son thème : les Kurdes.*

En 1991, l'opinion publique française s'est émue des conditions dans lesquelles la population kurde du nord de l'Irak, incitée à se révolter contre le régime de Saddam Hussein puis abandonnée par la communauté internationale, s'est enfuie vers la Turquie et l'Iran. Un vaste élan de solidarité a amené les autorités des pays occidentaux à protéger cette population et garantir son retour en Irak. Depuis l'avenir des Kurdes reste très incertain. Malgré la présence militaire des Nations Unies, l'Iran et l'Irak mènent des offensives contre les Kurdes à l'intérieur même de la zone «protégée».

Le premier objectif de cette campagne est la constitution d'un groupe d'étude parlementaire sur la question kurde, le second concerne la livraison prochaine à la Turquie de vingt hélicoptères SuperPuma. En effet, il existe un risque élevé que ceux-ci soient utilisés contre la population civile kurde. C'est pourquoi Agir Ici demande que la France exige que soit appliquée une clause de non utilisation de ces armes contre la population civile. En cas de refus par les autorités turques, la France devra alors s'interdire de livrer ces hélicoptères. Il faut savoir que l'Allemagne a déjà exigé cette clause.

Si vous souhaitez participer activement à cette opération, écrivez à votre député et au premier Ministre sur les cartes postales éditées par Agir Ici.

*Agir Ici : 14 passage Dubail, 75010 Paris.*



## SILENCE- JAVNIER 1994

### SOUTIEN AU PEUPLE KURDE

Alors que Pasqua, avec ses méthodes de cow-boy, fait des descentes dans les milieux kurdes, huit associations (Agir Ici, France Libertés, Maison du monde d'Evry, Comité national de solidarité avec le peuple kurde, Cimade, Terre des Hommes, Peuples solidaires, FIDH) mènent une campagne de sensibilisation sur la situation dramatique que vivent les quelque 30 millions de Kurdes dispersés en Iran, Irak, Turquie et Syrie. Cette campagne qui durera jusqu'à fin janvier a deux objectifs :

obtenir la création d'un groupe d'études parlementaire chargé de suivre la situation politique, économique et des droits de l'Homme dans ces différents pays, et, dans le cadre d'un contrat de livraison par la France à la Turquie de vingt hélicoptères Super Puma, l'exigence de la part de la France que ces armes ne seront pas utilisées contre la population civile. Cette campagne se fait sous forme de 2 cartes postales et un document de 8 pages explicatifs est disponible. Le lot est vendu 6 F jusqu'à 9 exemplaires, 4,50 F au-delà. A commander à : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.

## Kurdistan

### L'armée turque peut massacrer tranquille

Le 13 décembre, Max Siméoni a déposé devant le Parlement européen, au nom du groupe Arc-en-ciel, une proposition de résolution sur "les arrestations de Kurdes en France et l'intensification de la répression anti-Kurde en Turquie". Tout en reconnaissant que certaines méthodes pratiquées au nom de la lutte de libération au Kurdistan parmi la communauté kurde réfugiée en Europe, telles que l'extorsion de fonds, les règlements de comptes politiques et les attentats, n'étaient pas acceptables, Max Siméoni a dénoncé le caractère spectaculaire et systématique des arrestations opérées en France (111 personnes interpellées le 18 novembre, puis 115 le 22 novembre, dont des femmes et leurs enfants).

Ces rafles policières ont jeté le discrédit sur toute une communauté. Surtout elles ont été interprétées par les autorités et l'armée turques comme un encouragement à réprimer encore plus durement la population kurde et ses représentants légitimes comme en témoignent plusieurs événements récents : l'arrestation, le 23 novembre, du vice-président du Parti démocratique (DEP), parti pro-Kurde, qui compte 17 députés au Parlement de Turquie et est menacé d'interdiction ; l'arrestation, le 10 décembre, de 120 journalistes et collaborateurs du journal "Ozgur Gundem" ; l'arrestation de

16 avocats du barreau de Diyarbakir, la capitale du Kurdistan de Turquie.

A l'initiative du groupe Arc-en-ciel, quatre autres groupes parlementaires (socialistes, libéraux, Verts et communistes) avaient accepté de signer une résolution commune. Mathématiquement une majorité était assurée. Mais au moment du vote de nombreuses voix socialistes et libérales ont fait défaut. Aucun texte n'a pu être adopté. Même la demande d'intervention de l'Union européenne auprès des autorités turques pour obtenir l'annulation de l'ordre d'exécution de Seyfettin Uzundil, prisonnier politique, a été rejetée par une majorité de deux voix.

Au terme de la procédure de vote, Max Siméoni s'est indigné : "En rejetant toutes les propositions de résolution d'urgence qui dénonçaient les cas les plus récents de violation des droits de l'homme en Turquie, le Parlement européen a adressé un message clair au régime d'Ankara et à son armée : "Vous pouvez continuer les massacres au Kurdistan avec les armes que nous vous vendons, nous vous couvrons".

Deux jours plus tard un raid de l'aviation turque sur le territoire du Kurdistan d'Irak faisait 200 victimes.

**Christian GUYONVARCH**

Arabes- JANVIER 1994

**PROBLÈME KURDE**

● **YOUSIF Ephrem-Isa** : *Parfums d'enfance à Sanate. Un village chrétien au Kurdistan irakien*. Ed. L'Harmattan, 138 p.

Mémoires d'un minoritaire parmi les minoritaires. Le narrateur, sans aucune prétention littéraire, nous décrit le milieu où il a passé son enfance.

● **ZAZA Nouredine** : *Ma vie de Kurde*. Ed. Labor et Fides, Diffusion Le Cerf, 260 p., 125 FF.

Réédition d'un ouvrage publié en 1982. Zaza, leader politique kurde mort en 1988, raconte son parcours d'homme et d'écrivain qui a éprouvé dans sa chair le prix de son engagement de kurde.



l'arche n° 436 - Janvier 1994

● Le quatrième Prix de la Mémoire (créé par Eva Weil en 1989, et dont la présidence d'honneur est assurée par Mme Mitterrand) a été remis le 29 novembre au Palais de Chaillot. Les Lauréats sont : l'ADHOC (Association pour les Droits de l'homme et le développement au Cambodge), l'Union des peintres du Kurdistan irakien, et le film *Latcho Drom* pour le peuple Rom.

**NOUREDDINE ZAZA**

**Ma vie de Kurde**

*Signe des temps.  
On réimprime "Ma vie de Kurde",  
de Nouredine Zaza.  
Un appel à la découverte  
du Kurdistan et de son  
peuple, le témoignage  
d'un grand écrivain.*

La réédition de cet ouvrage prend toute sa signification avec la nouvelle actualité de la question kurde (voir l'article de Gilberte Favre-Zaza, page 3). *Ma vie de Kurde* est le témoignage d'un écrivain d'une grande humanité, un récit empreint de tendresse et d'humour. Un ouvrage important pour tous ceux qui cherchent à en savoir davantage sur les Kurdes, leur culture, leur histoire. Une lecture captivante qui nous emmène du Kurdistan de Turquie — lieu de naissance de l'auteur — en Syrie, en Irak, au Liban. Nouredine Zaza y a connu la prison, la torture. Et pourtant, malgré la répression brutale, les persécutions, malgré la «fougue incroyable» avec laquelle l'un de ses bourreaux s'acharna contre lui en le frappant à l'aide d'un fouet des «Mabahess», fait de nerfs de bœuf, il n'a jamais éprouvé de ressentiment envers ses oppresseurs.

On ne peut qu'admirer l'engagement de Nouredine Zaza, son immense courage à défendre la cause de son peuple, trop souvent oublié par le reste du monde.

*Véronique de Tribolet*

Nouredine Zaza, *Ma vie de Kurde*, Genève : Labor et Fides, 1993 (260 pages)





LES KURDES EN 1994

Familles kurdes sans toit  
dans le Kurdistan d'Irak

# Une cause à ne pas oublier



**E**stimés entre 25 et 30 millions, les Kurdes, qui sont d'ethnie indo-européenne — comme les Persans, les Pach-tous et les Arméniens — formeraient, s'ils étaient indépendants, l'Etat le plus puissant du Moyen-Orient. Depuis la fin de l'Empire ottoman, les Kurdes sont déchirés politiquement entre la Turquie (15 millions), l'Iran (7 millions), l'Irak (4,5 millions) et la Syrie (1,5 million). Jusqu'à ce jour, ils ont toujours été manipulés par les Etats qui les dominent, ainsi que par les grandes puissances mondiales. Ils continuent d'ailleurs de l'être, même si certaines choses ont changé, dans le sens positif, après la guerre du Golfe, mais exclusivement pour les Kurdes d'Irak.

Pour la première fois dans l'histoire du Moyen-Orient, les Kurdes d'Irak jouissent d'une indépendance de facto, puisqu'à la fin de la guerre du Golfe une zone de sécurité fut installée

par les Alliés au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, au Kurdistan d'Irak. Aujourd'hui, 65% environ du territoire kurde échappe au contrôle de Bagdad. Suite à l'échec des négociations avec Bagdad et au retrait des fonctionnaires irakiens, les Kurdes profitèrent du vide administratif pour organiser des élections qui amenèrent à la formation d'un Parlement puis d'un gouvernement. Les responsables kurdes héritèrent d'un pays dévasté par la guerre et par les noires années de l'Anfal (ou solution finale du régime de Bagdad). Mais voilà dix-huit mois qu'ils s'administrent eux-mêmes sous la protection des forces aériennes stationnées en Turquie, tout près de la frontière.

## **Irak : une indépendance de facto**

Effrayé par le développement

de cette expérience démocratique, le gouvernement de Bagdad a tout fait pour provoquer son échec : coupures d'électricité, attentats à la voiture piégée (dirigés contre des membres de mouvements humanitaires, notamment la présidente de *France-Libertés*, Mme Mitterand, et combien d'autres...), assassinats de parlementaires kurdes...

En outre, depuis octobre 1992, les Kurdes souffrent d'un double embargo : celui qui frappe l'Irak et celui que leur impose Bagdad.

Si les Kurdes d'Irak sont heureux d'être maîtres chez eux, ils sont néanmoins confrontés à des problèmes économiques assez graves qui nécessitent la solidarité des mouvements humanitaires.

Le gouvernement kurde d'Irak n'a pas été reconnu par Bagdad ni par la communauté internationale. Et comme les régimes dictatoriaux du

Moyen-Orient craignent plus que tout le risque de contagion du virus démocratique, d'Ankara à Téhéran et de Damas à d'autres capitales arabes, ils s'emploient tous, chacun à leur manière, à provoquer la fin de l'expérience indépendantiste et démocratique en cours au Kurdistan d'Irak.

### Iran : l'impasse

Après avoir décapité le Parti démocratique du Kurdistan par des assassinats perpétrés en Autriche et en Allemagne, les autorités iraniennes continuent de nier l'identité kurde au nom de "l'égalité islamique". L'autonomie des Kurdes d'Iran et leurs droits culturels sont ainsi renvoyés aux calendes grecques. Le kurde n'est toujours pas enseigné dans les écoles d'Iran. Le Kurdistan reste la région la plus arriérée du pays. Quant aux responsables politiques du Kurdistan d'Iran, ils sont actuellement réfugiés chez leurs frères d'Irak, ce qui a conduit le gouvernement iranien à bombarder les villages frontaliers.

### Syrie : l'arabisation continue

Officiellement, la langue kurde

est toujours interdite en Syrie, ainsi que toutes les activités culturelles et politiques kurdes. Les citoyens kurdes de Syrie continuent à être traités comme des citoyens de seconde zone et sont souvent privés des droits nationaux.

Actuellement, une centaine de membres du Parti démocratique de Syrie croupissent dans les prisons syriennes, où la torture est quotidienne.

Le régime baasiste de Damas prône les mêmes valeurs que celles de Bagdad : le panarabisme, qui implique la négation et l'assimilation des non Arabes et en particulier la persécution des Kurdes.

### Turquie : le langage de l'armée

Que dire, à l'issue de cette brève synthèse sur la situation actuelle des Kurdes, à propos de la Turquie, que le monde ne sache déjà ?

Cette année 1993 aura été celle de l'escalade de la violence. Sous prétexte d'éradiquer le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les militaires turcs ont pris le parti de faire souffrir tout un peuple. Déportations, destructions de villages, assassinats d'intellectuels

font partie du quotidien au Kurdistan de Turquie, par ailleurs la région la plus sous-développée de Turquie, car ainsi l'ont voulu ses autorités, depuis Mustafa Kemal.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Mme Tansu Ciler, les effectifs des Forces spéciales turques installées au Kurdistan ont doublé...

Interdit officiellement depuis la création de la République turque, le kurde n'est toujours pas enseigné dans les écoles du Kurdistan, alors qu'il est étudié dans les universités européennes et américaines ! Les Kurdes n'ont toujours pas droit, ainsi que nous le rappelait l'écrivain kurde Yachar Kemal, dans une récente émission télévisée, à une radio et à une télévision kurdes.

C'est peu dire que l'amorce de dialogue, entamée par M. Turgut Ozal, s'est retrouvée bloquée et que c'est à un véritable retour en arrière que l'on assiste depuis un an, avec le règne de la loi martiale et la seule logique de la violence.

Force est de constater que le sourire de Mme Ciler n'est que le paravent d'une armée turque toute-puissante.

*Gilberte Faure-Zaza*

## Paris Snubs Swiss, Expels 2 to Iran

*The Associated Press*

PARIS — France has expelled to Tehran two Iranians suspected of a role in the 1990 killing in Switzerland of an opposition figure, rejecting a Swiss extradition request "in the national interest," the prime minister's office said Thursday.

The two suspects, Mohsen Sharif Esfahani, 37, and Ahmad Taheri, 32, were expelled Wednesday night, said the official, speaking on condition of anonymity.

Switzerland has been seeking the extradition of both men for the April 24, 1990, killing of Kazem Rajavi, the brother of Massoud Rajavi, leader of the Mujahidin Khalq, the leading Iranian opposition group.

The two were arrested in Paris in November 1992 at the request of Swiss officials. A Paris court gave a

favorable opinion on the extradition request in February, but the affair was stalled.

The office of Prime Minister Edouard Balladur said in a statement that French authorities decided against the extradition request "for reasons linked to the national interest." It added that no further comment would be made.

Swiss diplomats protested to the French Foreign Ministry on Thursday night, and Bern was expected to lodge a formal protest on Friday.

France and Iran have had rocky relations since the 1979 Iranian revolution, breaking then repairing ties on several occasions.

The darkest period was in 1986, when a series of Paris bombings carried out by an Iranian-backed network killed 13 people.

Iran is known to be angry at France's recent decision to allow Massoud Rajavi's wife to reside in France. She had previously been living in Iraq.

Switzerland and France have cooperated in extradition cases involving Iranians in recent years. On Aug. 27, 1991, Switzerland turned over to France Ali Vakili Rad, an Iranian suspected of taking part in the assassination of Shahpur Bakhtiar, the former prime minister of Iran. In May 1992, Switzerland extradited another Iranian to France, Zeyal Sarhadj.

A 1957 European convention on extradition obliges France and Switzerland to cooperate in such matters.

DECEMBER 31, 1993-JANUARY 1-2, 1994

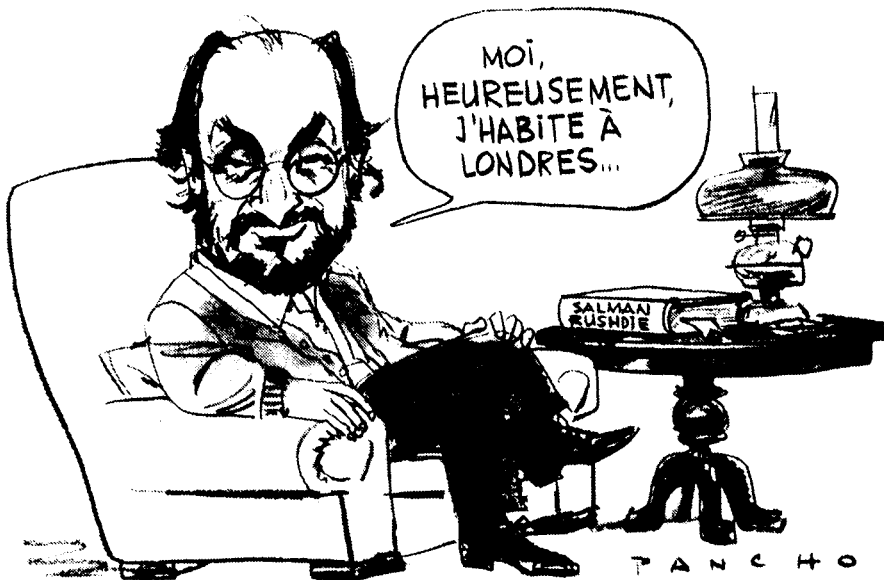
INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Refusant la demande d'extradition présentée par la Suisse

# La France renvoie à Téhéran deux Iraniens suspectés d'assassinat politique

Le Monde  
1<sup>er</sup> JANVIER 1994

*Invoquant son « intérêt national », la France a refusé d'extrader vers la Suisse deux Iraniens suspectés d'avoir participé à l'assassinat, en 1990, du frère de Massoud Radjavi, dirigeant des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime iranien. Les deux suspects ont été expulsés, mercredi 29 décembre, vers l'Iran. La Suisse va élever une protestation auprès du Quai d'Orsay. La « surprise » est d'autant plus grande que, selon le département fédéral de justice et police, Berne avait appris officiellement le 18 novembre dernier que l'extradition des deux hommes avait été approuvée.*



## « Intérêt national »

**P**OUR annoncer des décisions impopulaires ou embarrassantes, les gouvernants ont la fâcheuse habitude de choisir les périodes de vacances, notamment celles des fêtes de fin d'année, lorsque l'attention de l'opinion publique et de la classe politique est supposée quelque peu distraite.

Publié tard dans la soirée de jeudi 30 décembre, le communiqué de Matignon révélant que les deux Iraniens recherchés en Suisse pour un assassinat politique ne seront pas remis aux autorités helvétiques - on apprendra peu après qu'ils ont été purement et simplement renvoyés chez eux - traduit un embarras manifeste. Evoquant seulement « des raisons liées à l'intérêt national », il avertit qu'

« aucun commentaire supplémentaire ne sera fait sur cette affaire ».

**C**ERTES un gouvernement démocratique peut revendiquer une marge de manœuvre et de secret afin de défendre l'« intérêt national ». Mais la raison d'Etat a des limites, surtout quand cet intérêt n'est pas très clair et quand il y va de la réputation nationale. Car la France, donne la pénible impression d'avoir préféré satisfaire l'Iran plutôt que la Suisse par crainte de représailles.

On connaît depuis longtemps les méthodes du régime islamiste de Téhéran qui ne rechigne pas à recourir directement ou indirectement au terrorisme, en particulier pour se débarrasser de ceux qui s'opposent à une « révolution » ne connaissant pas de frontières. Il ne fait guère de doute que les deux Iraniens accusés en Suisse d'avoir liquidé un opposant notoire agissaient pour le

compte des dirigeants de Téhéran. Comme les auteurs de l'assassinat, en France, de Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre du Chah.

**E**N novembre, la presse iranienne avait vivement dénoncé le séjour en France de la femme du chef des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition armé au régime islamique, ainsi que la venue à Strasbourg de Salman Rushdie. Et deux attentats commis à Téhéran devant l'ambassade de France et les bureaux d'Air France ressemblaient fort à l'un de ces avertissements dont l'Iran des ayatollahs est coutumier.

La protection des citoyens français, qui n'ont pas oublié la sanglante vague d'attentats en 1986 dans leur pays, est bien sûr à considérer. Une tension avec l'Iran est sans doute beaucoup plus dangereuse qu'avec la Suisse. Mais de là à se déconsidérer... Donner le sentiment de céder devant la menace du terrorisme n'est certainement pas le meilleur moyen de le combattre.

■ **TERRORISME.** L'ombre des attentats qui ont visé des opposants iraniens en France, mais aussi dans d'autres pays, a toujours pesé sur les relations entre la France et l'Iran. Celles-ci n'ont jamais été totalement assainies, même après le rétablissement des relations diplomatiques en 1988.

■ **TENSION.** Les relations entre Paris et Téhéran ont connu une nouvelle tension en novembre à la suite de l'arrivée en France de l'épouse de Massoud Radjavi, chef de l'organisation des Moudjahidines du peuple, principal mouvement d'opposition au régime iranien.

Deux Iraniens, réclamés par la Suisse pour l'assassinat d'un opposant iranien, ont été expulsés, mercredi soir 29 décembre, vers Téhéran, a indiqué jeudi l'hôtel Matignon.

Dans un bref communiqué publié peu auparavant, les services du premier ministre avaient indiqué que, « pour des raisons liées à l'intérêt national », les autorités françaises avaient « pris la décision de ne pas extraditer » vers la Suisse Mohsen Sharif Esfahani et Ahmad Taheri.

Ils sont tous deux soupçonnés par la justice suisse d'avoir participé à l'assassinat, le 24 avril 1990, à Coppet près de Genève, de Kazem Radjavi, frère de Massoud Radjavi, chef des Moudjahidines du peuple.

Kazem Radjavi avait été le premier ambassadeur de la République islamique d'Iran auprès des Nations unies en 1980. L'année suivante, il avait démissionné pour protester contre la politique de l'ayatollah Khomeiny et était depuis réfugié en Suisse.

Principal mouvement d'opposition au régime de Téhéran, basé en Irak, les Moudjahidines ont déploré la décision française. Dans un communiqué, Massoud Radjavi a exprimé sa « vive protestation » auprès du ministère des affaires étrangères, estimant que la décision de Paris était « une très grande concession aux mollahs au pouvoir en Iran ».

Le chargé d'affaires de l'ambassade de

Suisse à Paris a protesté jeudi auprès du Quai d'Orsay « contre l'inobservation de la Convention européenne d'extradition », a rapporté l'agence de presse suisse ATS. Dans un communiqué repris par l'ATS, le département fédéral de justice et police (DFJP) a fait savoir qu'une note de protestation formelle suivrait vendredi.

Selon le DFJP, Berne avait appris officiellement le 18 novembre dernier que l'extradition des deux hommes avait été approuvée.

Mais elle ne s'est pas concrétisée. La cour d'appel de Paris avait donné le 10 février dernier un avis favorable à l'extradition des deux Iraniens.

## Des relations jamais assainies entre Paris et Téhéran

La politique des gouvernements socialistes français envers l'Iran a souvent été marquée par une certaine singularité, comparée à celle de certains de leurs partenaires européens et surtout des Etats-Unis. C'était de la « sollicitude » pour les uns, imputable essentiellement à l'ancien ministre des affaires étrangères Roland Dumas, de la « rationalité » pour d'autres, dans la mesure où des intérêts importants étaient en jeu, notamment le règlement d'un important contentieux financier.

Le gouvernement de M. Balladur, a-t-on toujours affirmé au Quai d'Orsay, entendait être plus prudent - après tout l'affaire Eurodif est réglée et les contrats d'affaires marchent cahin-caha avec l'Iran - et s'en tenir strictement aux décisions des Douze, la dernière instruction en date à ce sujet prise par la Communauté remontant à septembre dernier. Les Douze avaient alors exprimé de « sérieuses préoccupations quant à certains aspects du comportement iranien », notamment concernant les droits de l'homme, le problème des armes de destruction massive, l'absence d'« approche constructive » à l'égard du processus de paix au Proche-Orient et l'attitude de Téhéran face au terrorisme. Et la Communauté avait prôné un « dialogue critique » avec l'Iran.

Que s'est-il passé depuis, quel « intérêt national » de la France

s'agissait-il de défendre ? Le refus de Paris d'extrader Mohsen Sharif Esfahani et Ahmed Taheri vers la Suisse et leur renvoi à Téhéran a été signifié quelques jours seulement après l'interpellation en France d'un membre présumé des services secrets iraniens, Mojtabi Mashady, mis en examen pour complicité dans l'assassinat d'un opposant iranien, Cyrus Elahi, dirigeant du Front de la liberté de l'Iran.

A la mi-novembre les responsables iraniens s'étaient déchaînés contre l'arrivée, selon eux récente en France, de Myriam Radjavi, l'épouse du chef des Moudjahidines du peuple - principal mouvement d'opposition armée au régime de Téhéran - et de « plus de 230 » membres de cette organisation. Les Moudjahidines, qui avaient été expulsés de France en 1986, par le gouvernement de M. Chirac, et qui s'étaient repliés sur l'Irak, affirment pour leur part que M<sup>me</sup> Radjavi, détentrice d'une carte de réfugiée en règle, délivrée en 1983 et renouvelée en 1991 - ce qui est confirmé par le Quai d'Orsay - a toujours effectué des séjours en France.

L'ire du régime iranien était davantage suscitée, estiment les Moudjahidines, par l'élection récente de M<sup>me</sup> Radjavi par le Conseil national de la résistance iranienne comme « future présidente de la République iranienne ». Selon un porte-parole des Moudjahidines,

M<sup>me</sup> Radjavi était toujours, vendredi 31 décembre, en France « où elle réside ».

Quoi qu'il en soit des affirmations des uns et des autres, le gouvernement iranien avait formulé des menaces à peine voilées : les relations entre Paris et Téhéran risquent de connaître un « sérieux coup » si cette affaire n'est pas réglée « dans les semaines qui viennent », avait averti Mohamed-Javad Laridjani, vice-président de l'influente commission des affaires étrangères du Parlement. « Il serait sage pour la France d'y réfléchir sérieusement. » L'affaire avait en tout cas été à l'origine de deux attentats dirigés contre l'ambassade de France et les locaux d'Air France dans la capitale iranienne. Bien qu'ils aient été revendiqués par un correspondant affirmant parler au nom du « Hezbollah du Sud de Téhéran » - le Hezbollah est l'organisation des militants islamistes les plus durs du régime - le gouvernement en avait imputé la responsabilité aux Moudjahidines, qui avaient démenti. Les autorités iraniennes avaient ensuite affirmé qu'elles avaient déjoué un autre « grand attentat à la bombe dans un centre français » à Téhéran « afin de tuer des Français ». L'agence Irna avait précisé que les cibles visées étaient l'ambassade et le bureau de l'Agence France-Presse.

Cette tension est intervenue alors que le climat des relations entre l'Iran et la France était relativement « normal ». Les chefs de la diplomatie des deux pays, Alain Juppé et Ali Akbar Velayati, avaient eu un « entretien franc et direct » (entendre : sans complaisance, dans le lexique du Quai d'Orsay) et, à l'occasion, de hauts fonctionnaires des deux ministères se rencontraient à Paris ou Téhéran.

L'enquête sur l'assassinat, en août 1991, dans la banlieue de Paris, de l'ex-premier ministre iranien Chapour Bakhtiar avait bien entraîné, en février dernier, une perquisition au bureau de la radio-télévision iranienne, et le juge Jean-Louis Bruguière avait bien lancé, en avril dernier, deux nouveaux mandats d'arrêt contre des Iraniens dont un, Choordieh Chirazi Nejad, passe pour être un membre important des services secrets de Téhéran. Mais l'affaire n'avait pas fait de vagues, pas plus que l'extradition par la Suisse vers la France d'un ressortissant iranien, Zeyala Sarhadi, soupçonné lui aussi d'avoir trempé dans l'assassinat de Bakhtiar.

Mais cet assassinat, plus encore que la fatwa qui condamne à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, avait empêché une réconciliation totale entre Paris et Téhéran, malgré le rétablissement des relations diplomatiques en 1988 et le règlement du contentieux d'Eurodif. Une visite pourtant prévue, mais dont la date n'avait pas été fixée, du président Mitterrand en Iran n'a jamais pu avoir lieu.

MOUNA NAÏM

## La chronique sanglante du terrorisme pro-iranien en Europe

Plusieurs affaires de terrorisme commises sur le territoire français ont affecté les relations franco-iraniennes depuis une dizaine d'années. Ces affaires, dans lesquelles se sont trouvés impliqués des citoyens iraniens, des militant se réclamant du régime de Téhéran et parfois même des fonctionnaires de la République islamique, ont notamment visé des opposants au régime instauré en février 1979 par l'imam Khomeiny.

Le premier visé fut l'ancien premier ministre du chah d'Iran, Chapour Bakhtiar, réfugié en France. Le 18 juin 1980, un commando pro-iranien tente de l'assassiner à son domicile, à Neuilly. La tentative échoue, mais deux personnes sont tuées : une voisine de M. Bakhtiar et un policier. Le chef du commando, Anis Naccache, un Libanais sunnite âgé de trente-deux ans, est arrêté avec ses deux complices et sera condamné, en mars 1982, à la réclusion à perpétuité.

Le jour de cette tentative d'assassinat, un communiqué des gardiens de la Révolution, diffusé par Radio-Téhéran, annonce cet « acte révolutionnaire » commis contre « le traître Bakhtiar ». Un acte qui fait suite à la décision prise le 23 septembre 1979 par un tribunal islamique.

L'incarcération d'Anis Naccache, que l'on dit proche d'Ahmad Khomeiny, le fils de l'imam, va rapidement alourdir le contentieux entre Paris (promu au rang de « petit Satan ») et Téhéran. En vue d'obtenir la libération du Libanais, l'Iran multiplie discrètement les démarches diplomatiques auprès de Paris. Mais surtout, des actions violentes sont entreprises parallèlement par des mouvements révolutionnaires pro-iraniens. Chacun tente, à sa façon, de faire céder le gouvernement français.

Commencée en 1984 avec le détournement d'un appareil d'Air France, l'escalade va se poursuivre, de février à septembre 1986, par une vague d'attentats terroristes qui ensanglantent Paris. Ils sont revendiqués par un Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) qui réclame la libération de Naccache et d'un autre terroriste incarcéré en France, Ibrahim Abdallah, le chef des Fractions armées révolution-

naires libanaises (FAKL). Dans un premier temps, les attentats sont attribués au seul « clan Abdallah », mais en mars et avril 1987, la DST interpelle les membres d'un réseau pro-iranien qui semble avoir joué un rôle logistique essentiel dans cette sanglante série, notamment en fournissant les explosifs.

D'autres expertises permettront bientôt de préciser l'implication de la « filière iranienne ». Et d'aggraver du même coup, le contentieux franco-iranien. En effet, les enquêteurs français sont convaincus que Wahid Gorji, un « interprète » iranien employé à l'ambassade de Téhéran à Paris, a joué un rôle dans ces attentats et demandent son audition par un juge d'instruction. Après un long bras de fer et une audition de pure forme, M. Gorji sera expulsé, le 29 novembre 1987. Parallèlement, le consul de France à Téhéran, Paul Torri, et deux otages français au Liban, Jean-Louis Normandin et Roger Aukue, retrouveront la liberté. En mai 1988, la police pensait avoir identifié le principal poseur de bombes de septembre 1986. Il s'agissait d'un jeune libanais, Habib Haidam militant du mouvement pro-iranien Hezbollah.

Finalement, Anis Naccache sera libéré, le 27 juillet 1990, après bien des tractations diplomatiques, bien des marchandages (au sujet du sort des otages français au Liban) et bien des polémiques franco-françaises entre la gauche et la droite. Un an plus tard, Chapour Bakhtiar était assassiné.

Onze ans après la tentative manquée de Neuilly, les tueurs de Chapour Bakhtiar n'ont pas raté leur cible. Le 6 août 1991, l'ancien premier ministre du Chah tombait sous les coups de couteaux d'un groupe de trois visiteurs iraniens qu'il recevait dans son pavillon de Suresnes (Hauts-de-Seine) pourtant placé sous haute protection policière. Le cadavre de M. Bakhtiar n'avait été découvert qu'avec plus de trente-six heures de retard et ce délai avait été mis à profit par les assassins pour filer à l'étranger.

### L'assassinat de Chapour Bakhtiar

Faisant preuve d'un amateu-

risme certain, les tueurs avaient semblé semer des indices tout au long de leur fuite. Mais la police française n'avait pas réussi à « remonter » le retard initial et les fuyards avaient pu s'échapper. L'un des assassins présumés, Ali Rad Vakili, avait cependant été interpellé à Genève, le 23 août, errant dans la ville et dormant dans des parcs.

La coopération franco-helvétique s'était alors bien passée : Ali Rad Vakili avait rapidement été transféré en France où il se trouve sous mandat de dépôt, depuis le 27 août 1991, dans une prison française. Les deux autres membres du trio meurtrier, Mohammed Azadi et Farqdoum Ahmadi Boyer, sont toujours en fuite. Inculpé pour avoir aidé les deux iraniens venus de Téhéran - Vakili et Azadi - à obtenir des visas, Massoud Hendi, ex-directeur du bureau de la télévision iranienne à Paris, a lui été interpellé dans l'Hexagone et est écroué dans une prison française.

En France et en Europe, une série d'assassinats d'opposants iraniens avait précédé celui de Chapour Bakhtiar. Le 18 avril 1991 à Paris, le financier Abdel Rahman Boroumand, réfugié politique en France depuis dix ans et trésorier de Bakhtiar, avait été assassiné de neuf coups de couteau dans le hall de son immeuble. Six mois plus tôt, le 23 octobre 1990, Cyrus Elahi, l'un des fondateurs du mouvement de résistance Organisation de la liberté de l'Iran, avait été tué par balles à l'entrée de l'immeuble parisien.

Outre l'assassinat de Kazem Radjavi en Suisse, le 24 avril 1990, la chronique sanglante a aussi retenu celui du docteur Abdel Rahman Ghassemlou, le 13 juillet 1989 à Vienne (Autriche). Secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran, il conduisait alors des pourparlers de paix avec des émissaires du président du Parlement iranien de l'époque, Hachemi Rafsanjani. Bien que fortement suspect, un officier des pasdarans nommé Mohammed Sahraoudy, muni d'un passeport diplomatique iranien, qui avait été retrouvé blessé à côté du corps de Ghassemlou, avait pu regagner Téhéran sans être inquiété par la justice autrichienne. D'autres opposants ira-

niens, dont un militant d'extrême gauche retrouvé assassiné le 12 juillet 1987, avaient auparavant été supprimés en Autriche. Pour revenir à Paris, on peut encore signaler l'assassinat, le 7 février 1984, de l'ancien général Ali Ghulam Oveissy, ex-gouverneur militaire de Téhéran, et de son frère, qui étaient réfugiés en France depuis la chute du chah. Pratiquement à chaque assassinat, le régime de Téhéran a été désigné par les opposants iraniens réfugiés à l'étranger comme étant le commanditaire des crimes. Qu'ils aient été commis en France ou dans d'autres pays européens, la quasi-totalité de ces crimes sont pourtant restés impunis. Par absence de volonté politique, manque de preuves ou prudence diplomatique ? Précédemment, le 20 décembre, le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière avait cependant écroué un agent présumé des services secrets de Téhéran, Motjaba Mashaadi, pour « complicité d'assassinat en relation avec une entreprise terroriste » dans l'enquête concernant le docteur Cyrus Elahi. Ce Français d'origine iranienne était écroué en même temps que l'un de ses proches, un Iranien nommé Hosien Yazdan-Seta, inculpé pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » : les deux hommes effectuaient des « repérages » sur des opposants iraniens vivant à Paris et sur un membre de la famille de l'ex-chah.

**TURQUIE : M<sup>me</sup> Ciller à Diyarbakir pour la nuit du Nouvel An.** - Le premier ministre turc, Tansu Ciller, devait se rendre, vendredi 31 décembre, à Diyarbakir, principale ville du sud-est anatolien à majorité kurde, pour la nuit du Nouvel An, à l'eff de « soutenir » les forces de l'ordre turques dans leur lutte contre la rébellion armée kurde et de montrer sa proximité avec la population locale. M<sup>me</sup> Ciller a maintenu ses projets en dépit d'un attentat à la bombe revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a fait vingt-trois blessés dont quatre graves, mercredi, sur le campus d'une université où doit précisément se rendre M<sup>me</sup> Ciller. Le PKK exige maintenant le boycottage du système d'enseignement turc par la population dans tout le sud-est du pays. - (Corresp.)

## ARTICLES.

■ 'ARE WE NOT PEOPLE, TOO?'

Turkey's Kurds  
Fight On Alone

ALIZA MARCUS

In southeast Turkey, where a war is raging between separatist Kurdish guerrillas and the Turkish Army, the village of Caglayan is struggling to stay alive. Last year, Turkish soldiers—apparently angered by the villagers' refusal to join the Kurdish militia, which the government has organized to fight against the guerrillas—burned down a third of the stately two-story homes and told Caglayan's some 600 residents to move out. Most people fled, selling their animals and cramming in with relatives and friends in the nearby tumbledown city of Cizre.

About twenty families stayed behind in this village of lush gardens and clear streams (Caglayan means "waterfall" in Turkish), living amid the collapsed stone houses and charred buildings. They have no electricity, no school, and every night the army shells the village from bases high up in the mountains. "We have to sleep here, in this tunnel," an elderly man told me as he carefully stepped over an unexploded tank shell. "When the shooting gets really bad, we run and hide in the mountains."

The man's wife and children now live in Cizre, but this past summer the whole family returned to Caglayan to pick the ripe figs, walnuts, and green and purple grapes that grow in tangles along the sides of the dirt path leading to the village. "I am worried that we could be killed," he said, pointing to a hole in the roof of his house, the result of a mortar fired the night before. "But we have no work in Cizre, no money. If we stay there we will starve. This is our home, and the army can never make us leave it."

In many other villages in the southeast the people have given up. The Turkish Human Rights Association says that at least 729 villages have been forcibly emptied by soldiers since late 1991. These evacuations (reminiscent of Iraqi President Saddam Hussein's destruction of more than 4,000 Kurdish villages in northern Iraq from the mid-1970s through 1991) have been stepped up over the past few months, the military having grown increasingly frustrated with its inability to stem attacks by—and support for—guerrillas from the Kurdish Workers Party (P.K.K.).

"The soldiers can't find the guerrillas, so instead they shoot us," said a 15-year-old boy from Yamac—separated from Caglayan by a stretch of mountains—as we walked through his village one morning last September. Soldiers guarding a radio tower on a mountaintop overlooking the village often open fire at night, he said. He showed me wheat fields black from wayward shells and mud-brick houses pockmarked with bullet holes.

*Aliza Marcus is a journalist who specializes on Turkey.*

"We have to leave," the boy explained while his family loaded bedding and dishes on the back of a tractor. "The soldiers were here a few days ago, and they told us to move out or else they would come back, burn our homes and kill us." The boy's brother is with the guerrillas (training in Lebanon, he whispered proudly), and the boy was thinking of joining him. "There is no life here, and at least with the guerrillas, I will have a chance to defend myself."

It has been nine years since the P.K.K. started battling the Turkish Army for control of the southeast, which is home to about half the country's estimated 12 million Kurds. In the intervening years, the P.K.K. has grown from a band of 300 fighters to a well-organized and well-trained group of at least 10,000 men and women. Although the guerrillas are outmanned and outgunned—Ankara has a force of about 180,000 in the region, backed by extensive military hardware—the P.K.K. effectively controls much of the high ground.

### *The U.S.-backed government claims Turkey has no Kurdish problem, only a terrorism problem.*

As the war has picked up so has U.S. and European backing for the Turkish government and its military. The tanks that patrol the dusty roads are from Germany. The Cobra helicopter gunships that patrol the skies come from the United States. The weapons are not cheap, but Ankara can afford the war in part because of U.S. aid: more than \$400 million a year, making Turkey the third-largest recipient of U.S. largesse, after Israel and Egypt. The United States also gives or sells Ankara hundreds of millions of dollars in high-tech weaponry, on top of the military hardware Turkey buys directly from U.S. military contractors. In December of 1992 Turkey struck a \$1.1 billion deal to buy and produce ninety-five Sikorsky Black Hawk helicopters, which the P.K.K. will have trouble shooting down. American support has not wavered with a change in the White House.

Turkey has long been uncomfortable with the presence of Kurds, who make up about 26 percent of the population. Since the founding of the republic in 1923, successive governments have tried to wipe out Kurdish nationalism through a combination of force and forcible persuasion. Shortly after the 1991 Gulf War, with international attention briefly focused on the plight of the Iraqi Kurds (who had flooded into Turkey to escape Saddam Hussein's postwar offensive), Ankara relaxed its ban on the Kurdish language. But it remains illegal to use Kurdish on television or radio, in schools, or to say anything the government does not like. People who write books about Kurdish history generally end up on trial, facing long prison sentences and hefty fines for disseminating "separatist propaganda."

Now the application of force has reached a new mark. The fighting has left more than 10,500 dead on all sides. Exact mil-

January 3/10, 1994

The Nation.

9

itary breakdowns are impossible to determine, according to human rights officials, because soldiers who shoot civilians often later claim the dead were armed guerrillas. Among civilians the reports of human rights abuses by the security forces range from the burning of villages to the torture of detainees and worse.

"I don't know where to begin," said M. Ali Dincer, a lawyer who heads the Turkish Human Rights Association's office in Cizre, a city swollen with refugees. "There are so many things we are scared of. We are scared for our lives, for our families. The soldiers come and shoot us, and there is nothing we can do. I can't even speak out. Cizre is a small place, and I can easily be killed." Last August soldiers opened fire on Dincer's office, compelling him to work out of his home.

Over the past two years Kurdish activists in the region have been assassinated. Among the people killed—estimates exceed 530—were three officials from the Human Rights Association, fifty-three members of the pro-Kurdish Democracy Party, a Kurdish parliamentarian and at least thirteen journalists (mainly from pro-Kurdish papers). Ankara denies that its military is behind the killings, but the choice of victims—and the fact that many have been taken away by men claiming to be police or soldiers—raises doubts about those denials.

"In such situations, people start believing that there is no way to gain rights except through an armed struggle," explained Remzi Kartal, one of the seventeen Kurdish activists in Parliament. When Kartal and the others were elected deputies in late 1991, there was widespread hope that Kurdish complaints would finally be heard. Then-President Turgut Ozal, who as Prime Minister had set up much of the repressive apparatus in the southeast, had begun slowly to encourage discussion of Kurdish issues. His Prime Minister, Suleyman Demirel, had come to office that same year with promises to respect "the Kurdish reality." But from the start of the Kurdish parliamentarians' terms, they were ostracized, shouted down and even physically attacked when they tried to speak in Parliament.

Pressure to isolate the deputies has increased since Tansu Ciller, Turkey's first female Prime Minister, came to power in June 1993 amid much national and international fanfare. Two months earlier Ozal had died, and Demirel had taken his place, opening the way for Ciller, who had served as an economics minister in the Demirel government. Ciller started off with what appeared to be good intentions, suggesting that Parliament debate the question of allowing Kurdish television and radio broadcasts. But she did not take into account Demirel's hard-line shift, nor the military's strength. Chastised by Demirel and top generals time and again, she backed down from many conciliatory statements in favor of the military's line: briefly stated, no "concessions" to Kurdish demands.

Now Ciller affects a harsh rhetoric that claims Turkey has no Kurdish problem, only a terrorism problem. Her economic aid package for the long-ignored southeast envisions things like a soccer stadium in Sirnak (the town was virtually destroyed by the military in August 1992) and livestock credits for farmers (most grazing land has been put off-limits by the army). Ciller has also suggested widening the anti-terrorism law. Already the law defines terrorism so broadly that anyone call-

ing for almost any reform can be accused; Ciller's proposal would restrain news coverage of the southeast and make it even easier for people to be charged with "separatism."

Indeed, the government seems intent on closing off all democratic paths for discussion of Kurdish demands. Last July the People's Labor Party, the legal Kurdish party, whose representatives sit in Parliament, was banned (it later reappeared as the Democracy Party). In September a deputy investigating the spate of mysterious murders in the southeast was assassinated. In November the pro-Kurdish paper *Ozgur Gundem* was ordered shut down for four weeks for publishing the views of the P.K.K. Now the prosecutor in Ankara is trying to strip the remaining Kurdish deputies of their immunity. This would allow the state to try the deputies for treason, which can carry the death sentence.

Yasar Kaya, former chairman of the Democracy Party, who in October was imprisoned for two years for making pro-separatist speeches, told me: "I say that peace is possible between Turks and Kurds. But the Turkish state has no viable program. It keeps saying it can solve the Kurdish question by military means. Turkey has a history of using denial and oppression to deal with its Kurds. We need constitutional guarantees to protect Kurdish identity."

Kurdish activists hoped that President Clinton would use Prime Minister Ciller's state visit to Washington in October to urge Ankara to recognize Kurdish demands for cultural and political freedoms. Kurds note that while Washington works hard to protect the Kurds in northern Iraq—enforcing a "no-fly" zone as part of Operation Provide Comfort to deter another attack by Saddam Hussein—it pays little attention to their brethren across the border. In fact, some believe Ankara struck a deal with Washington back in 1991, promising to continue to lend its air bases for Operation Provide Comfort in



ILLUSTRATIONS BY D.B. JOHNSON

exchange for a U.S. pledge to look the other way on Turkey's treatment of its own Kurds.

But in October Clinton took no steps to address the imbalance. Turkey's Kurds should not have been surprised. As a secular Muslim state, Turkey is seen by the United States as a counter to feared Iranian influence in the mainly Muslim Central Asian nations that broke off from the old Soviet Union. In addition, Ankara's cooperation has been crucial to maintaining the U.N. economic embargo against Iraq. Prior to the Gulf War much Iraqi oil was shipped through Turkey, and Washington is mindful of recent remarks by Ciller (later denied) that she would like the embargo lifted.

*'If the bloodshed continues, I am afraid it will put an end to the will to live together.'*

While Clinton referred vaguely to Turkey's need to respect human rights, he quickly added that the country faces a real problem with terrorism. Ciller may not have got everything she wanted—among other things, aid to make up Turkey's losses from the embargo—but she must have been pleased to come away unrebuked. And maybe she got more. Clinton did suggest that the United States would offer greater "cooperation" with Turkey in its fight against "terror." Turkish newspapers speculated that this means the C.I.A. will supply Ankara with satellite photos to help the military spot P.K.K. bases.

Some European countries have been as accommodating, mixing soft criticism with steadfast support. In November, Germany banned the P.K.K. and its associated offices after Kurds launched their second attack in six months against Turkish missions and businesses in Europe. France detained more than 100 Kurdish activists and outlawed two P.K.K.-backed groups. This may please the Turks, but it is likely to radicalize the P.K.K. further. During the past year, the guerrillas stepped up their attacks against seaside resorts on Turkey's western coast and kidnapped close to twenty foreigners traveling in the southeast. (Ankara estimates it lost about \$1 billion this year in tourism revenue.) The guerrillas may now decide to start hitting more foreign interests inside and even outside Turkey.

## THE NATION ASSOCIATES

Nation Associates are committed supporters of *The Nation* who donate what they can annually to help keep *The Nation* a strong, independent voice. Associates receive "The Nation Associate" newsletter, announcements of special events and discounts on selected books. We invite you to join The Nation Associates and support *The Nation*.

For information: Peggy Randall, 72 Fifth Avenue, New York, NY 10011, (212) 242-8400. Make checks payable to "Nation Associates."

By all accounts, the conflict is now Turkey's number one domestic concern. Harsh state policies are being met by harsh P.K.K. responses. The guerrillas have consolidated their strength in the region. They have warned journalists who work for Turkish papers to close shop or be killed. Kurdish officials from Turkish parties were told to resign their posts. After a two-year lull, P.K.K. killings of civilians—mainly the wives and children of the government-organized Kurdish militia—are on the rise again. Turkish teachers are also frequently targeted.

Despite the heightening danger, Ankara seems to have no interest in negotiating. Although the P.K.K. is no bastion of democracy (Stalin is one of the guerrillas' heroes), a number of the group's demands are similar to those made by anti-P.K.K. Kurds and Turkish human rights activists. For starters, the P.K.K. wants the state of emergency in the southeast lifted, the Kurdish militia disbanded, cultural freedoms insured and people allowed back into their villages. Then the P.K.K. wants a referendum, in which Kurds could decide whether they wish to live together with Turks. Ultimately, the P.K.K. would like to see a socialist Kurdish state, but like other national liberation movements, it may be willing (or forced) to settle for much less.

"It is not possible to finish off the P.K.K. militarily," observed Kartal, the Kurdish parliamentarian. "I have told people that the state can pour oil and gasoline all over everything in the southeast and burn it all up. And for a while, this may seem like a solution. But Kurds who live in western Turkey may turn around and burn down that part of the country and then there will be nothing for either Kurds or Turks. We must ask the Kurds themselves what they want, and provide an atmosphere where people are free to express their opinions. I believe it is still possible to create a situation where Kurds could live with pride and honor and equality with Turks. But if the bloodshed continues, I am afraid it will put an end to that will to live together."

That will is already being severely tested. As tension in the country rises, Kurds in western Turkey are coming under attack. Many Kurds who went west after their villages were burned complain of being denied housing and jobs. Funeral services for Turkish soldiers killed by the P.K.K. are turning into mass demonstrations against Kurds. Some believe the Turkish government is deliberately inflaming passions against the Kurds, hoping to strengthen support for its harsh policies.

Turkey thinks it can destroy the P.K.K. through a combination of military actions and legal decrees. But the P.K.K. is more than a guerrilla organization; it is a reaction against seventy years of oppression. And the government's fight against the guerrillas has turned into a fight against the Kurdish nation and against human rights. For many Kurds, the only question is how much more blood will flow before the Turkish government realizes it cannot deny a people its identity.

"Are we not people too?" a young man in Cizre asked as he lifted his shirt to show me the marks left after he was "questioned" by the police. "They treat us like we are not from the same country. If that's what they want, then maybe we should have our own state." □



FRA0061 4 I 0208 BEL /AFP-SX02

Belgique-Kurdes

Cinq gendarmes blessés lors d'affrontements entre Kurdes et Turcs à Bruxelles

BRUXELLES, 2 jan (AFP) - Cinq gendarmes belges ont été légèrement blessés samedi soir à Bruxelles au cours d'incidents qui ont opposé des membres de la communauté turque à un groupe de manifestants kurdes venus d'Allemagne, a-t-on appris dimanche de source policière.

Un groupe de 150 à 200 Kurdes qui avaient participé à une marche de protestation contre la politique du gouvernement turc entre Cologne et Bruxelles s'étaient réunis samedi soir dans une salle louée à une association flamande privée à Saint Josse, une des dix neuf communes de l'agglomération bruxelloise où vit une importante communauté turque.

Plusieurs centaines de Turcs se sont alors rassemblés devant le bâtiment pour réclamer leur départ et le retrait du drapeau kurde déployé sur la façade de l'édifice.

Les forces de l'ordre belges ont été contraintes d'utiliser une auto-pompe pour disperser les manifestants et évacuer les Kurdes vers une autre commune. Cinq gendarmes ont été légèrement blessés au cours des affrontements.

Le calme a été rétabli peu après minuit, mais les forces de l'ordre sont demeurées sur place pour prévenir tout nouvel incident.

csg/jcc

AFP 021148 JAN 94

*Est Eclair — 3 janvier 1994*

### Belgique : cinq gendarmes blessés lors d'affrontements entre Kurdes et Turcs à Bruxelles

Cinq gendarmes belges ont été légèrement blessés samedi soir à Bruxelles au cours d'incidents qui ont opposé des membres de la communauté turque à un groupe de manifestants kurdes venus d'Allemagne, a-t-on appris dimanche de source policière.

Un groupe de 150 à 200 Kurdes qui avaient participé à une marche de protestation contre la politique du gouvernement turc entre Cologne et Bruxelles s'étaient réunis samedi soir dans une salle louée à une association flamande privée à Saint Josse, une des dix neuf communes de l'agglomération bruxelloise où vit une importante communauté turque.

Plusieurs centaines de Turcs se sont alors rassemblés devant le bâtiment pour réclamer leur départ et le retrait du drapeau kurde déployé sur la façade de l'édifice.

Les forces de l'ordre belges ont été contraintes d'utiliser une auto-pompe pour disperser les manifestants et évacuer les Kurdes vers une autre commune. Cinq gendarmes ont été légèrement blessés au cours des affrontements.

Le calme a été rétabli peu après minuit, mais les forces de l'ordre sont demeurées sur place pour prévenir tout nouvel incident.

*Nice Matin — 1<sup>er</sup> janvier 1994*

## TOURISME

# Les « pays chauds » de la Méditerranée désertés

**Enlèvements en Turquie, attentats en Egypte : les touristes ont été pris pour cibles, en 1993, par plusieurs mouvements armés en Méditerranée orientale.**

« Ça ne pouvait pas être pire », estimait la semaine dernière Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, en expliquant que la violence politique était la principale raison de la fermeture de plusieurs villages du Club, notamment en Egypte et en Turquie.

Lundi dernier encore, un autocar a été visé par une bombe au Caire. Huit touristes autrichiens et huit Egyptiens ont été blessés.

Depuis le début des attaques d'islamistes contre des autocars de touristes ou des bateaux de croisière sur le Nil en octobre 1992, trois étrangers ont été tués et 36 autres blessés.

Ces attentats ont porté un coup très dur à l'industrie du tourisme, principale source de devises de l'Egypte, qui rapporte environ trois milliards de dollars par an.

Selon les chiffres officiels, 3,2 millions de touristes ont visité l'Egypte en 1992 mais leur nombre est tombé à 2,3 millions au cours des 11 premiers mois de cette année. —

La Turquie, elle, pâtit de la lutte armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui, dès l'été dernier, avait mis en garde les touristes en soutenant que l'argent qu'ils fournissent à Ankara servait à la répression des séparatistes kurdes.

Selon des responsables du tourisme, la Turquie a perdu environ un milliard de dollars. Quant à l'Algérie, elle a cessé d'attirer les touristes...

### Davantage de touristes en Israël

En revanche, en Israël, les visiteurs sont venus plus nombreux cette année, surtout depuis la signature en septembre de l'accord de paix avec l'O.L.P. Leur nombre a augmenté de 8% en novembre 1993 par rapport à novembre 1992, mois au cours duquel 159 700 touristes avaient été enregistrés.

FRA0061 4 I 0208 BEL /AFP-SX02

Belgique-Kurdes

Cinq gendarmes blessés lors d'affrontements entre Kurdes et Turcs à Bruxelles

BRUXELLES, 2 jan (AFP) - Cinq gendarmes belges ont été légèrement blessés samedi soir à Bruxelles au cours d'incidents qui ont opposé des membres de la communauté turque à un groupe de manifestants kurdes venus d'Allemagne, a-t-on appris dimanche de source policière.

Un groupe de 150 à 200 Kurdes qui avaient participé à une marche de protestation contre la politique du gouvernement turc entre Cologne et Bruxelles s'étaient réunis samedi soir dans une salle louée à une association flamande privée à Saint Josse, une des dix neuf communes de l'agglomération bruxelloise où vit une importante communauté turque.

Plusieurs centaines de Turcs se sont alors rassemblés devant le bâtiment pour réclamer leur départ et le retrait du drapeau kurde déployé sur la façade de l'édifice.

Les forces de l'ordre belges ont été contraintes d'utiliser une auto-pompe pour disperser les manifestants et évacuer les Kurdes vers une autre commune. Cinq gendarmes ont été légèrement blessés au cours des affrontements.

Le calme a été rétabli peu après minuit, mais les forces de l'ordre sont demeurées sur place pour prévenir tout nouvel incident.

csg/jcc

AFP 021148 JAN 94

*Est Eclair — 3 janvier 1994*

### Belgique : cinq gendarmes blessés lors d'affrontements entre Kurdes et Turcs à Bruxelles

Cinq gendarmes belges ont été légèrement blessés samedi soir à Bruxelles au cours d'incidents qui ont opposé des membres de la communauté turque à un groupe de manifestants kurdes venus d'Allemagne, a-t-on appris dimanche de source policière.

Un groupe de 150 à 200 Kurdes qui avaient participé à une marche de protestation contre la politique du gouvernement turc entre Cologne et Bruxelles s'étaient réunis samedi soir dans une salle louée à une association flamande privée à Saint Josse, une des dix neuf communes de l'agglomération bruxelloise où vit une importante communauté turque.

Plusieurs centaines de Turcs se sont alors rassemblés devant le bâtiment pour réclamer leur départ et le retrait du drapeau kurde déployé sur la façade de l'édifice.

Les forces de l'ordre belges ont été contraintes d'utiliser une auto-pompe pour disperser les manifestants et évacuer les Kurdes vers une autre commune. Cinq gendarmes ont été légèrement blessés au cours des affrontements.

Le calme a été rétabli peu après minuit, mais les forces de l'ordre sont demeurées sur place pour prévenir tout nouvel incident.

*Nice Matin — 1<sup>er</sup> janvier 1994*

## TOURISME

# Les « pays chauds » de la Méditerranée désertés

**Enlèvements en Turquie, attentats en Egypte : les touristes ont été pris pour cibles, en 1993, par plusieurs mouvements armés en Méditerranée orientale.**

« Ça ne pouvait pas être pire », estimait la semaine dernière Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée, en expliquant que la violence politique était la principale raison de la fermeture de plusieurs villages du Club, notamment en Egypte et en Turquie.

Lundi dernier encore, un autocar a été visé par une bombe au Caire. Huit touristes autrichiens et huit Egyptiens ont été blessés.

Depuis le début des attaques d'islamistes contre des autocars de touristes ou des bateaux de croisière sur le Nil en octobre 1992, trois étrangers ont été tués et 36 autres blessés.

Ces attentats ont porté un coup très dur à l'industrie du tourisme, principale source de devises de l'Egypte, qui rapporte environ trois milliards de dollars par an.

Selon les chiffres officiels, 3,2 millions de touristes ont visité l'Egypte en 1992 mais leur nombre est tombé à 2,3 millions au cours des 11 premiers mois de cette année. —

La Turquie, elle, pâtit de la lutte armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui, dès l'été dernier, avait mis en garde les touristes en soutenant que l'argent qu'ils fournissent à Ankara servait à la répression des séparatistes kurdes.

Selon des responsables du tourisme, la Turquie a perdu environ un milliard de dollars. Quant à l'Algérie, elle a cessé d'attirer les touristes...

### Davantage de touristes en Israël

En revanche, en Israël, les visiteurs sont venus plus nombreux cette année, surtout depuis la signature en septembre de l'accord de paix avec l'O.L.P. Leur nombre a augmenté de 8% en novembre 1993 par rapport à novembre 1992, mois au cours duquel 159 700 touristes avaient été enregistrés.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0321 4 I 0204 USA /AFP-AL64

ONU

Un diplomate irakien nommé conseiller spécial de M. Boutros-Ghali

NEW YORK (Nations Unies), 3 jan (AFP) - Un diplomate irakien, M. Ismat Kittani, a été nommé conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, a annoncé lundi un porte-parole de ce dernier à New York.

M. Kittani, 64 ans, qui fut envoyé spécial de l'ONU en Somalie puis au Tadjikistan, aura le titre de Secrétaire général adjoint des Nations Unies. Il devrait suivre plus particulièrement les affaires asiatiques et de l'ex-URSS, a indiqué M. Ahmad Fawzi, porte-parole de M. Boutros-Ghali.

M. Kittani suivra également de près les activités de l'Assemblée générale de l'ONU, dont il fut président en 1981.

Ancien haut fonctionnaire irakien, d'origine kurde, M. Kittani connaît bien le système des Nations Unies, où il a été notamment chef de cabinet de l'ancien Secrétaire général Kurt Waldheim.

Deux autres conseillers spéciaux travaillent au cabinet de M. Boutros-Ghali: M. Chinmaya Gharekhan (Inde), qui suit les questions du Moyen-Orient et d'Europe, ainsi que celles liées au Conseil de sécurité, et M. Alvaro de Soto (Pérou), qui suit les affaires sud-américaines et celles liées à la presse.

ras/pk/bm

AFP 031902 JAN 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0094 4 I 0249 TUR /AFP-VM66

Turquie-Kurdes

Deux rebelles kurdes tués à Diyarbakir

ANKARA, 3 jan (AFP) - Deux rebelles kurdes auteurs de deux attentats à la bombe contre une boîte de nuit et le bureau d'un quotidien local dimanche soir à Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est anatolien à majorité kurde, ont été tués par la police, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir.

L'attentat contre la boîte de nuit, qui n'a pas fait de victimes, a été perpétré par des "membres de l'organisation séparatiste illégale" (le Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan, PKK), affirme un communiqué de cette super-préfecture, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Les assaillants ont ensuite jeté deux grenades contre le bureau du quotidien local Diyarbakir Soz, situé dans un autre quartier, avant de mitrailler les locaux, blessant légèrement quatre personnes dont deux policiers chargés de la protection du bâtiment.

Les forces de l'ordre ont aussitôt lancé une opération dans la ville au cours de laquelle deux rebelles kurdes, dont une femme, ont été tués et une autre femme a été arrêtée en possession d'une grenade. Cette dernière personne serait impliquée dans un attentat commis en 1992 contre le maire de Diyarbakir, M. Turgut Atalay, selon la super-préfecture.

Par ailleurs, un villageois a été tué et dix autres blessés lors d'une attaque rebelle nocturne contre le café du village d'Incecik dans la province de Kahramanmaraş (sud-est), a rapporté l'agence Anatolie.

CE/hc/bm/br

AFP 031012 JAN 94

turkish daily news  
January 3, 1993

# Çiller & Karayalçın celebrate New Year in Diyarbakır, boost morale

*Turkish Daily News*

**ANKARA-**The coalition leaders' New Year's eve with residents and security forces in Diyarbakır, was an attempt to boost morale after months of fighting in this neighborhood. It was an important event which revealed the significance attached to the southeastern question.

However, according to political observers, although it was a beneficial and timely visit, the party leaders had managed to address only a small group of people due to certain problems they encountered.

On Friday, True Path Party (DYP) Chairman and Prime Minister Tansu Çiller, Social Democrat People's Party (SHP) Chairman Murat Karayalçın, Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş, ministers from both parties, deputies, commanders of the three armed forces, some civil servants and journalists flew to Diyarbakır to spend New Year's eve there.

Due to fog, the aircraft departed Ankara's Esenboğa Airport after a three hour delay. For that reason Çiller and Karayalçın delivered their speeches in Diyarbakır in the dark, a situation that created uneasiness among the security forces. The fact that the 200-person delegation that accompanied Çiller, Karayalçın and Güreş arrived at Diyarbakır airport after a four hour delay has led to various speculations. But no matter what the reason for the delay was, it was a fact that it resulted in a smaller crowd to welcome the politicians and to listen to their speeches.

Çiller and Karayalçın saluted the people hand in hand. It was Karayalçın who addressed the people first. He appeared excited as he listed the investments which the government was considering making in Diyarbakır. In his speech, Karayalçın mainly focused on

the themes of unity and integrity. Afterwards, Gen. Güreş reportedly congratulated him on such a sensational and exciting speech.

There were more posters of Karayalçın than of Çiller in the square. Upon Karayalçın's behest, the SHP Diyarbakır provincial administrators removed them.

Çiller also promised to boost economic investment in southeastern Turkey. She said that the government would make \$246 million in investments in 1994, concentrating on industrial and housing projects. But she said the improvements depended in large part on an end to the Kurdish separatist movement. Affection was the main theme of Çiller's address. "The state is like a tent over us and sometimes a soup on our table. It will be always be with you, with all of its affection," she said.

Reportedly it was the first time that Çiller was moderate about PKK militants when she called them deluded young men in the mountains.

In his column, Fehmi Kuru of Zaman daily said Çiller's message mainly concerned the people living in other parts of Turkey. He stressed that the people living in the region of southeastern Anatolia were also the citizens of the Turkish Republic. He also said that there was no need to state that Turkey was a whole and that they should strive to maintain their unity and integrity.

According to the posters they had put up in the streets, the people in Diyarbakır wanted the bloodshed to come to a halt, economic conditions to be improved and the state to show its concern for them.

"What is important is not to come here on New Year or holidays, but not to forget us throughout the whole year or years," an in-

habitant told reporters.

With their visit, Çiller, Karayalçın and Güreş not only boosted the morale of the people of Diyarbakır but they also had the opportunity for three-way discussions on current problems. During the New Year's Eve dinner, the three had a long conversation about terrorism, the situation in the southeast, and the forthcoming local elections. While Çiller and Karayalçın were talking about anti-terrorism, Güreş reportedly interrupted their speech and urged them to reach an agreement about the anti-terrorism draft bill as soon as possible.

Çiller was in a happy mood. With her, apart from Karayalçın and Güreş, was her husband, Özer Çiller, and 13 cabinet ministers. The plane taking the group back to Ankara in the small hours, had a mechanical problem, but even this did not ruin Çiller's mood. One of the airplane's engines failed due to the gas pedal freezing but the Airbus completed the trip with the single remaining engine.

Çiller spent the evening at a party on the Dicle University campus where PKK bomb attacks injured 16 people on Wednesday. The Lice part of the visit was cancelled at the last minute amid reports that the PKK had sent suicide teams to Diyarbakır and Lice to have the leaders assassinated.

Çiller was offered baklava which had on it a map of Turkey reading "Turkey is an indivisible entity," and asked for a slice. She did not take a piece from Turkey, but from Syria instead.

The members of the folk group who played during the New Year's Eve celebrations had been ordered to shave off their moustaches since the prime minister did not like them.

## So what did Çiller prove in Diyarbakır?



İlinur Çevik

**EDITORIAL**

*Incredible sufferings these brave people are subjected to.*

*So trying to make a point or even challenging the Kurdish militants by spending New Year's eve in Diyarbakır is a rather futile gesture if it is done in the form Prime Minister Tansu Çiller chose on Friday.*

*She took most of her cabinet ministers and leading commanders, as well as a crowd of journalists, to Diyarbakır. She addressed a rally dominated by security personnel (according to my dear columnist friend Fehmi Kuru they numbered around 800) and ultranationalist militants transported into the city by her supporters. Classic slogans were chanted, like "Tell us to die and we*

*will die for you (Çiller)" and "Nationalist prime minister!" Anyone who knows anything about Diyarbakır and its people would also know that the locals would never ever chant such slogans.*

*After this "address to the people," Çiller held a press conference where she came under bitter fire from local journalists who asked her about some of the "realities" of the region like the villages that are being destroyed by "you know who." In the final phase of her Diyarbakır schedule Çiller attended a New Year's eve dinner on the university campus where she again hosted her cabinet colleagues, commanders, journalists and some state*

**T**he southeastern provincial capital of Diyarbakır is a part of our land and it will always remain so.

Members of the Turkish cabinet should make frequent visits to Diyarbakır, and to selected provinces in the southeastern region, and mingle with the local people to see for themselves the real situation in the region and the

officials. As always the people of Diyarbakir were absent.

Such a visit to southeastern Turkey can only be meaningful if a leader mingles with the people, shares their joys and sorrows and listens to their problems. On the other hand, an address to a handpicked crowd at a rally, a meaningless press conference and a dinner can hardly give the message to the people of the region that we care for them or even that we are actually issuing a challenge to the separatist terrorists.

Why didn't Çiller visit a humble home in

Diyarbakir, or in any settlement in the region, and spend the evening with the local people?

A Turkish prime minister, or any other state official, should be able to go to Diyarbakir or any other city or township in southeastern Turkey at any time of the year and should not have to be put in the intimidating position that they have to be protected by a huge army of security personnel. Whatever happened to the prime minister's visit to the township of Lice which was devastated by separatist violence recently?

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0225 4 I 0202 TUR /AFP-XL25

Turquie-Kurdes

Dix personnes tuées dans le Sud-est anatolien

ANKARA, 3 jan (AFP) - Dix personnes, 5 maquisards kurdes et 5 civils, ont été tuées depuis dimanche soir dans le Sud-est anatolien dans des opérations de l'armée turque et des attaques rebelles, portant à 21 le nombre de tués dans cette région à majorité kurde depuis le 1er janvier, a-t-on appris lundi à Ankara.

Cinq civils ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi au cours d'une attaque au lance-roquettes de rebelles kurdes contre le village de Dikbogaz dans la province de Siirt (sud-est), a rapporté l'agence turque Anatolie.

L'attaque a également fait trois blessés parmi les miliciens pro-gouvernementaux qui défendaient le village contre les maquisards.

Les cinq civils ont trouvé la mort lorsque leur maison a été touchée par une roquette tirée par des rebelles, selon la même source.

Par ailleurs, cinq rebelles kurdes ont été abattus lors d'opérations militaires dans la même zone et dans la région de Dargecit, province de Mardin à la frontière avec la Syrie, a annoncé la super-préfecture de Diyarbakir, responsable de la lutte contre la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

CE/mb/bm

AFP 031641 JAN 94

Sud Ouest — 3 janvier 1994

#### ■ BELGIQUE

Plus de cinquante jeunes munis de couteaux, de battes de base-ball et de cocktails Molotov ont été arrêtés hier soir à Bruxelles, où des affrontements ont opposé les forces de l'ordre à des Turcs protestant contre des manifestations kurdes.

C'est la deuxième soirée consécutive de troubles dans le quartier turc de Saint-Josse. Les forces de l'ordre, équipées d'un canon à eau, se tenaient prêtes à intervenir de nouveau la nuit dernière.

Le Dauphiné Libéré— 3 janvier 1994

#### Turcs contre Kurde

BRUXELLES. Cinq gendarmes belges ont été légèrement blessés à Bruxelles, au cours d'incident qui ont opposé des membres de communauté turque à des manifestants kurdes venus d'Allemagne. 150 à 200 Kurdes avaient participé à une marche protestation contre la politique gouvernement turc, entre Colog et Bruxelles. Les forces de l'ordre ont été contraintes d'utiliser un auto-pompe pour disperser les manifestants et évacuer les Kur vers une autre commune.

L'Humanité — 3 janvier 1994

Droit d'asile

# Rojin, jeune Kurde très surveillée

**Assignée à résidence dans les Deux-Sèvres et toujours menacée d'expulsion, la jeune femme a passé le réveillon du nouvel an avec ses amis du comité de soutien.**

De notre envoyée spéciale.

« **B**ONNE année Rojin et vive la liberté ! » C'est par ces mots que ses amis ont salué pour le Jour de l'An la jeune Kurde, assignée à résidence dans les Deux-Sèvres depuis le 19 novembre sur ordre de Charles Pasqua. Les amis de Rojin, c'est le comité de soutien qui grossit de semaine en semaine et a déjà recueilli près de cinq cents signatures.

Pour fêter l'année nouvelle, il avait organisé, samedi, un repas amical dans une grande maison en pleine campagne. Pour l'occasion, Rojin avait revêtu la robe de fête des femmes kurdes : étincelante, toute pailletée de rose et tombant jusqu'aux pieds. Heureuse d'être ainsi entourée, toute émue, elle passa à son poignet un bracelet d'argent, cadeau de nouvel an du comité. Sur l'une des faces

on a gravé son nom et sur l'autre « Vive la liberté ». Elle a également reçu un cadeau du maire de Niort, Bernard Bellec : une radio pour se sentir moins seule et écouter ses cassettes de musique kurde.

En ce début d'année, Rojin est habitée de sentiments contradictoires. Elle est triste d'être coupée des siens mais la surveillance policière étouffante qu'elle connaissait depuis son arrestation le 18 novembre a été, depuis, allégée. Les quatre policiers qui ne la quittaient pas d'une semelle, sont partis mercredi dernier. Et quelques jours avant, sa résidence avait été transférée de Saint-Pardoux à Refannes, où l'Hôtel du commerce qui l'abrite désormais offre davantage d'espace et de commodités. Mais Rojin n'en est pas plus libre pour autant. Ses possibilités de mouvement sont limitées au canton et elle est étroitement surveillée par la gendarmerie de Menigoute, qui s'informe de tous ses déplacements et multiplie les rondes de contrôle. Samedi, par exemple, avant d'aller déjeuner avec elle, j'ai accompagné Rojin à Menigoute, où elle a dû signer sa feuille de présence. Le gendarme a pris note de son programme de la journée et du nom des

personnes qui l'accompagnaient...

Grave question pour Rojin et ses amis : le départ des RG est-il un bon signe ou un piège ? Avant de partir, ils lui ont dit que l'arrêté d'expulsion qui pesait sur elle était levé. Depuis, Rojin essaie d'en obtenir une confirmation écrite. En vain. Le député UDF, M. Maurisset, a bien dit la semaine dernière à une délégation du comité qu'il se faisait fort d'obtenir cette preuve écrite auprès du cabinet du ministre de l'Intérieur. Mais jusqu'ici rien n'est venu. Et il n'y a pas eu non plus de réponse aux lettres adressées par Rojin à tous les parlementaires du département. Deux députés UDF, une socialiste (Ségolène Royal), deux sénateurs de droite et un député européen PS, Michel Hervé.

Une attitude qui met un peu mal à l'aise les militants socialistes, membres du comité de soutien à Rojin. Gérard Doray, secrétaire de la section PS de Niort et aviculteur de son état, le reconnaît : « Pour nous, dit-il, il y a bien sûr l'aspect humain mais au-delà, la défense de valeurs qui sont les nôtres et parmi lesquelles le soutien au peuple en recherche d'identité. »

Pour tous les membres du comité, l'approche du 12 janvier est ressentie avec appréhension, à cause de la visite officielle que doit faire en France le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Tanju Ciller. « Le gouvernement français ne va-t-il pas être tenté de lui faire plaisir et de sacrifier Rojin et peut-être d'autres réfugiés kurdes ? », de-

mande Francis Vacker, secrétaire du comité de soutien, et communiste. Nous devons être vigilants. » Il annonce une demande d'audience auprès de Charles Pasqua pour les prochains jours.

Pour Chantal Mathieu, qui représente les Verts, « la démocratie et la liberté sont bafouées dans ce pays ». Dénonçant les ventes d'armes à la Turquie, elle ajoute : « Cela intéresse tout le monde, qu'on soit de gauche ou de droite. C'est ce qui est intéressant dans notre soutien à Rojin : autour d'elle se réunissent des gens de tous bords luttant pour une même cause. »

Rojin ne dira pas le contraire, qui a trouvé ici une deuxième famille chaque jour élargie. Ainsi a-t-elle passé le réveillon du 31 avec une cinquantaine de jeunes du Mouvement de la jeunesse rurale chrétienne qui l'ont invitée à leur soirée dansante. Rojin n'en est pas surprise : il y a déjà parmi ses amis plusieurs chrétiens et même des curés. Celui de Saint-Pardoux lui a rendu visite plusieurs fois et Roger Godet, responsable diocésain des migrants, est aujourd'hui parmi ceux qui l'entourent.

« Jamais je ne vous oublierai », dit-elle à ses nouveaux amis qui lui font un peu oublier sa déception à l'égard d'une France en laquelle elle croyait tant et dont elle a le sentiment que le gouvernement l'a trahie.

FRANÇOISE  
GERMAIN-ROBIN

## Scènes d'émeutes à Bruxelles

De notre correspondant particulier.

**L**E problème kurde est une mèche d'amadou. Deux quartiers de Bruxelles, Schaerbeek et Saint-Josse, ont vécu une nuit d'émeutes. Samedi, cent cinquante Kurdes venus de Bonn et participant à une « marche de la liberté » se sont réunis dans une salle louée à Saint-Josse, commune où les Turcs sont nombreux. Plusieurs centaines d'entre eux se sont rassemblés devant le bâtiment, exigeant le départ des Kurdes et le retrait du drapeau kurde dé-

ployé sur la façade. La gendarmerie intervint pour évacuer les Kurdes. Ce qui donna lieu à des affrontements violents avec les contre-manifestants turcs. Un policier et cinq gendarmes ont été blessés, dont un hospitalisé.

« Ils ont brûlé un drapeau turc et menacé de s'en prendre à nos cafés et à nos maisons », clame-t-on côté turc. Côté kurde, on accuse le consulat de Turquie d'avoir lâché les « loups gris » (extrême droite turque). Si le bourgmestre de Saint-Josse, Guy Cudell, parle de « provocation » de la part

des Kurdes pour avoir organisé une manifestation en plein « quartier turc », le ministre de l'Intérieur, Louis Tobback, pointe du doigt les contre-manifestants turcs : « Quand je vois les rapports de gendarmerie (...), on me confirme de toutes parts qu'il y a eu une forte présence des « loups gris ». »

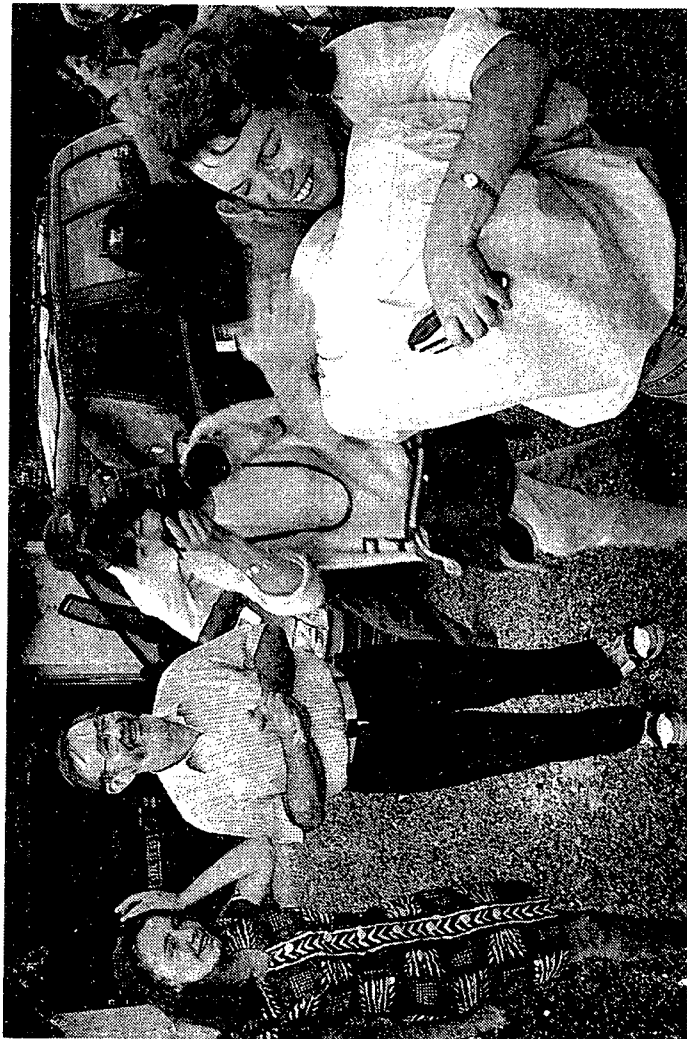
Dimanche soir, le foyer d'agitation était ravivé par des bandes de jeunes Turcs masqués et armés qui saccagèrent une pâtisserie kurde déjà mise à mal la veille. Cinquante mineurs ont été interpellés. Nombre de voitures ont été endommagées, des magasins mis à sac, des vitrines réduites en miettes.

PIERRE-ANDRE CHANZY

La Nouvelle République du Centre Ouest — 3 janvier 1994

# “ A quelque chose, malheur est bon ”

**Le 11 aout dernier, Robert Audoin, un des otages du PKK, retrouvait l'Anjou. Depuis il a beaucoup appris et réfléchi.**



C'était le 11 aout dernier, les retrouvailles de Mme Josette Audoin et de son fils Ludovic, sous les yeux de Robert Audoin.

**L**E 11 aout dernier, en fin d'après-midi, c'était la fête à Saint-Martin-du-Fouilloux, l'heure des retrouvailles pour la famille Audoin. Robert Audoin et son épouse Josette retrouvaient, dans leur maison, leur fils Ludovic, leurs parents et beaux-parents.

C'était l'épilogue heureux, après dix-huit jours d'angoisse d'abord, d'attente ensuite. Dix-huit jours durant lesquels Robert Audoin, inspecteur de l'Education nationale, et son ami également angevin Fernand Haron, avaient été deux des quatre Français retenus en otage dans l'ouest de la Turquie, par des membres du PKK.

Depuis, presque cinq mois ont passé, et nous avons demandé à Robert Audoin ce que cette « aventure » avait changé dans sa vie :

« J'ai retrouvé mon cadre de vie, repris mon activité, mais j'ai été amené à réfléchir à des tas de questions, à m'informer sur des problèmes sur lesquels auparavant, comme pour la majorité des gens, j'étais mal informé. A quelque chose, malheur est bon. J'ai lu des ouvrages sur la question kurde, et je suis allé à l'Institut culturel kurde, où j'ai été très bien reçu.

Il y a un problème kurde en Turquie, et on peut regretter qu'il soit popularisé par une fraction extrémiste dont je ne partage pas la doctrine marxiste et n'approuve pas les méthodes, et il ne faut pas

croire que j'ai été « retourné ». Mais je suis arrivé à l'analyse que les Kurdes modernes sont éliminés, famines, de même que depuis la disparition du précédent président de la république, tout semble se passer entre le PKK et l'armée, les politiques n'ayant eux non plus, pas droit au chapitre.

A travers les entre-fillets dans la presse nationale ou régionale en France, ce sont des nouvelles alarmantes qui nous parviennent avec d'une part, des attentats et d'autre part, la répression qui indique une situation dramatique, et font craindre que cette radicalisation jette par désespoir une partie de la jeunesse dans les bras du PKK.

Je pense que la communauté internationale et en particulier la C.E.E. devraient faire pression pour soutenir l'expérience démocratique, qui se poursuit actuellement, sous protection internationale dans le Kurdistan irakien, et s'en inspirer pour aider à résoudre de manière raisonnable par des interlocuteurs modérés, ce problème kurde qui se pose en Turquie.

Si la démarche entreprise par des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, auprès des parlementaires français pour la création d'un groupe de réflexion sur les problèmes kurdes aboutissait, ce serait un premier pas encourageant.

Pour l'année nouvelle, je voudrais faire le vœu que l'on n'oublie pas les Kurdes, dont l'immense majorité ne peut être assimilés au PKK. »

Propos recueillis par Bernard VIT.

## Brussels violence

# Calm returns slowly after clashes between Turks, Belgian police

## 63 Turkish demonstrators arrested in new incidents, most of them later released

TDN with wire services

**BRUSSELS-** Tension in the Turkish quarters in Brussels partially abated after two successive nights of violence between resident Turks and Kurdish separatists who had come into the country from Germany, Anatolia news agency reported on Monday. Belgian police on Sunday detained up to 63 Turks following the second night of violent protests against the visit of Kurdish activists in Brussels.

Anatolia reported that many Kurdish businesses in the Belgian capital had started displaying Turkish flags on their premises. This was assumed to be a precaution to avert attacks against their businesses.

About 500 Turks protested outside the police headquarters of the Saint-Josse neighborhood of Brussels against the presence of Kurdish "freedom marchers" in the city. Fighting reportedly broke out when police wanted to disperse them.

The reduction in tension on Monday was said to be due to the softening of their position by Belgian police. Turkish representatives said that the police had overreacted on Saturday night, thus aggravating an already tense situation. Belgian police sources have disputed this, saying they only started using water cannons after groups of Turkish demonstrators had started throwing stones at the town hall where the Kurdish demonstrators were.

Also instrumental in the improvement of the atmosphere, was the announcement by Belgian authorities that the majority of those arrested would be released, Anatolia said.

Eleven people were hurt on Saturday night, when police used a water cannon to break up fighting

between Kurdish and Turkish immigrants.

The fighting had rapidly deteriorated into a conflict between the police and Turkish demonstrators.

"One molotov cocktail was thrown tonight. We intervened with riot police and they dispersed. Youths smashed the windows of Kurdish shops and we think they will come back," a police spokesman told Reuters at the scene of Sunday's clashes. Police chief Jo De Cuyper said that about 160 officers were on hand and they had arrested at least 50 youths. "There were about 500 all together at one time, but they split up into smaller groups."

The number of those arrested was later revised upwards to 63. Of the 63, six were arrested while the others were released following a brief detention.

On Saturday, hundreds of Turkish immigrants besieged a meeting of Kurdish activists in Saint-Josse, where many of the Turkish immigrants in Brussels live. Six policeman and five civilians were injured, none seriously.

Some 200 Kurds had arrived from the German city of Cologne on Saturday to protest against the Turkish government's policies towards the Kurds.

After demonstrating in front of the headquarters of the European Union, the Kurds gathered in the Saint-Josse area which is home to many of the approximately 20,000 Turks living in the Belgian capital.

After a Kurdish flag was raised outside the meeting hall, Turkish youths gathered outside and demanded the Kurds leave, news reports said.

The local mayor ordered the flag removed and tried to calm the crowd, but police intervened after a group of some 400 Turks began stoning the building.

Turks also attacked a cafe and shops which they claimed are used by the radical Kurdish Workers' Party (PKK), which is fighting for the independence of Turkish Kurdistan. The Kurds were then escorted to a sports hall in another part of Brussels, where they remained on Sunday.

"The choice of the area (to hold the meeting) was not deliberate," claimed Timur Sayan, a member of the Union of Intellectual Patriots of Kurdistan which organized the march, when answering questions for Reuters at the sports hall. "The Turks tried to discredit our march.

We had no intention of causing problems for the Belgian people," Sayan added.

Spokesmen for the Turks dispute this, saying that a demonstration planned for a predominantly Turkish area of the city smacked of a clear attempt at provocation.

They argue that Kurdish militants had planned the whole confrontation very carefully to attract media attention. This appeared to be confirmed by Sayan who said their aim was to "sensitize public awareness" to their cause.

A statement from the Turkish embassy, issued through the national news agency Belga, said the clashes on Saturday were started after provocation by "militant members of the PKK". Banners placed around the hall by the demonstrators said: "Stop military aid to Turkey.

End illegality of Kurdistan Workers' Party (PKK)."

Germany banned the PKK and affiliated groups in November, saying they used violence to achieve their aims and were a domestic threat.

The mayor of Saint-Josse admitted later in a radio interview that the decision to allow Saturday night's meeting in a Turkish area had been a "gigantic mistake."

In its statement, the Turkish embassy also called on the Turkish community to "keep its cool" and not to give in to possible provocations.

On Sunday a Turkish cultural center in the eastern Belgian village of Waterschei was attacked by people throwing stones, Belga stated. No injuries were reported.

## Ankara blames Brussels

### Çetin phones Belgian counterpart Willy Claes to express Ankara's discomfort

Turkish Daily News

**ANKARA-** Turkey issued a warning to Brussels on Monday, blaming the Belgian authorities for acting in such a way as to cause clashes between the Belgian police and resident Turks.

Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin personally expressed Turkey's discomfort over the Belgian attitude, to his Belgian counterpart Willy Claes.

Çetin said that Turkey was particularly disturbed by the remarks of the Belgian minister of the interior Louis Tobback.

Claes, in turn, told Çetin that demonstrators would be extradited -- which flatly contradicted what Tobback had said. "We consider the PKK a terrorist organization," Claes told Çetin, "We will not tolerate their activities."

The Belgian foreign minister also noted that Tobback's remarks were not accurately recorded in the press.

Meanwhile, the deputy undersecretary at the Foreign Ministry, Unal Unsal, summoned the Bel-

gian charges d'affaires, Victor Wei, yesterday morning.

Ankara's severely-worded demarche to Belgium occurred following a clash between resident Turks and the Belgian police after a PKK demonstration in Brussels. The Turks tried to prevent the demonstration when they saw a Kurdish flag draped over the balcony of the City Hall.

Turkey also requested "official information" on the remarks of Tobback, who was quoted by the Anatolia news agency as saying that Turks were responsible for the events. Tobback, who promised "the Belgian state's protection for the Kurdish demonstrators," also noted that "he had lost all patience with the Turks."

"(Tobback's) remarks, as reported in the press, point to an unac-



ceptable attitude that places responsibility for the events on the Turks," according to a statement from the Foreign Ministry.

Diplomatic sources said that Turkey had also declared that it was "unacceptable" for Belgian officials to be holding talks with the PKK activists.

The statement, which outlined the Turkish stance on the issue, highlighted the following points:

■ The resident Turks in Belgium were "rightfully" enraged by the provocation of PKK sympathizers in Brussels' Saint Josse district. Their understandable anger was only calmed by the efforts of the Turkish Embassy and Consulate officials, as well as Turkish teachers and clergy, who have succeeded in containing the events before further escalation.

■ The Belgian authorities, who allowed PKK sympathizers to demonstrate in a predominantly Turkish district without

considering the sentiments of the Turks, are doubtless responsible for the events.

■ Belgian authorities, who have not adopted the same attitude as Germany and France (who have outlawed the PKK), have caused PKK activities to spill over into their territory. The prevention of the activities of this terrorist group is, after all, a necessity for international law.

■ We hope that Belgian officials will abide by the country's international obligations and act in accordance with the spirit of Turco-Belgian relations.

#### Tobback angers Turks

The statement issued by the Turkish Foreign Ministry provided an indirect reply to Tobback's remarks. The Belgian minister of the interior was quoted as saying that Belgium had no in-

tention of outlawing the PKK and that "he saw no reason for it." He said that he would be holding talks with some of the PKK demonstrators.

The minister said that while the Kurdish demonstrators will be under the protection of the Belgian government, the Turks "would not be allowed to hold demonstrations and rallies."

In a statement particularly aggravating to the Turks, he said, "The Turks' reaction did not simply arise by itself but was pre-planned."

Meanwhile, Guy Cudell, the mayor of the Saint Josse district in Brussels, admitted that the Turks were "provoked" by PKK demonstrators.

Cudell, who is one of the leading figures of the Socialist Party, said that allowing an anti-Turkish demonstration in the middle of a district populated mainly by Turks was "scandalous." The mayor had talked to the Turks personally at the beginning of the events, and made sure that the PKK demonstrators would be removed from the district.

# Baykal: People still suffering in Southeast

*'Government unaware of villages being evacuated by force or people fleeing their homes'*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Republican People's Party Chairman Deniz Baykal said Monday that the people of southeastern Turkey are suffering serious problems and stressed that the state forces are still unable to properly secure the borders against terrorist infiltration.

Baykal, speaking at a party meeting after returning from a three-day tour of southeastern Turkey, said that despite the denials of the authorities, villages were being evacuated and people forced to leave their homes.

Baykal said the local people left their villages either because of lack of security, or because they were forced out of their settlements by security forces. "Government officials deny that villages are being evacuated by force, yet we witnessed the opposite and we saw the bitter truth when we

visited the region and travelled to the village of Üzümlü.

The government also has to learn the bitter truth. People have left their homes. There is not a single living thing left in the village of Üzümlü. Half of the villagers have gone to villages in northern Iraq and the other half to nearby settlements. The people were in very bad shape. These are the first-class citizens of the Turkish Republic. The problem is not an economic one. It is a problem concerning democracy and politics. We cannot cover up the truth just because these people are silent."

Baykal said that while the Turkish state extended a helping hand to people immigrating to Turkey, it did not do the same for those people who had been driven from their homes.

Baykal also criticized the visit of Prime Minis-

ter Tansu Çiller and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın to Diyarbakır on New Year's Eve. He said it was an empty gesture as the people of the region did not participate in these celebrations. "They could have celebrated the New Year in Ankara at the Officer's Club and nothing would have changed," he said.

The CHP leader said his studies in southeastern Turkey showed that the security forces had still not been able to secure the borders to prevent infiltrations.

He said there was a lack of coordination among security units and a lack of proper aerial support for the security forces. He also said that they were still unable to use the latest technology for night operations. He said the security of the borders in the region should be handed over to the Armed Forces.

Le Monde • Mercredi 5 janvier 1994

**ONU : un irakien nommé secrétaire général adjoint.** - Un diplomate irakien, Ismat Kittani, a été nommé conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a-t-on annoncé lundi 3 janvier à New-York. M. Kittani, âgé de soixante-quatre ans, qui a été envoyé spécial de l'ONU en Somalie puis au Tadjiki-

kistan, aura le titre de secrétaire général adjoint des Nations unies. Il devrait suivre plus particulièrement les affaires asiatiques et de l'ex-URSS. Ancien haut fonctionnaire irakien, d'origine kurde, M. Kittani connaît bien l'appareil des Nations unies. Il avait été notamment chef de cabinet d'un ancien secrétaire général, Kurt Waldheim. - (AFP)

# Iran continues its goodwill mission between Turkey and Syria

*FM Velayeti's adviser visits Ankara after Damascus, bringing message to Foreign Minister Çetin*

By Adnan Çağlayan

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The advisor to the Iranian foreign minister was in Ankara last week. Diplomatic sources said his visit was in the nature of a "goodwill initiative" to iron out difference between Turkey and Syria prior to tripartite talks between the three countries. The visiting official, Muhammad Qazim Hansari, advisor to Iranian FM Ali Akbar Velayeti recently had talks in Damascus. According to the sources, Hansari brought a written message from Velayeti to his Turkish counterpart Hikmet Çetin.

The message is said to contain Tehran's suggestions on solutions to regional problems.

Hansari reportedly also handed a similar message to Syrian Foreign Minister Farouq Al-Shara last week in Damascus. "Tehran has launched a diplomatic initiative aimed at establishing extensive regional cooperation between neighboring countries, especially on the question of northern Iraq," one source told the TDN.

"Within the framework of this initia-

tive, Iran embarked on shuttle diplomacy between Ankara and Damascus before the tripartite talks are held between Turkey, Syria and Iran in Istanbul in the second week of February," he added. Sources say

the main problems between Ankara and Damascus at the present time are the issues of border security, which is important for Turkey, and the utilization of regional waters that Syria lays stress on.

This has been the main reason stalling the tripartite talks, which were originally planned for late November.

Damascus has been trying to link the two issues in negotiation with Ankara. But Turkey refuses to accept such a linkage, arguing that the two issues are completely separate and unrelated subjects.

Iran has been trying to convince Turkey to end the multinational Operation Provide Comfort deployed in southeast Anatolia in 1991 to protect northern Iraqi Kurds, in the first instance against Iraqi forces loyal to Saddam Hussein.

It has expressed support for a possible "regional formula" to replace the multina-

tional force. At present, U.S., British and French fighter aircraft patrol the U.N. imposed no-fly zone north of the 36th parallel in Iraq.

Iran's traditional sensitivity towards western countries is a touchy problem in Turco-Iranian relations. Iran has also felt isolated because of the current improvements in ties between Syria and the West within the context of the Middle East peace process.

Tehran is attaching great importance to the tripartite talks, first held in January 1993, with the aim of reiterating the three countries' support for the territorial integrity of Iraq and their opposition to any suggestion that an independent Kurdistan be established in the region.

All three countries have their own Kurdish minorities and are concerned at a spillover separatist effect in the event that a Kurdish state is established on their borders.

According to diplomatic circles, the three countries will restate their positions on this point if the tripartite talks are eventually held as planned.

# Demonstrators to leave Belgium today

*Tobback: Kurdish demonstrators to leave Belgium, but no action will be taken against them*

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Belgium announced that the Kurdish demonstrators who had triggered last weekend's clashes in Brussels would leave the country today, Anatolia news agency reported on Tuesday. The minister of the interior, Louis Tobback, who had said earlier that the Kurdish demonstrators were under the protection of Belgium, said that they had promised to leave the country on Wednesday.

However, he added that "they will meet with no problems before their departure."

Tobback had earlier blamed the Turkish nationalist right-wing Grey Wolves for instigating the violence, and warned them "not to export this dirty war to Belgian territory."

The small group representing the demonstrators also met with the Belgian foreign minister, Willy Claes, late Monday. Claes told them that his country would not be the stage for clashes between groups of foreigners, and condemned the violence that flared up in

Brussels between Kurds and Turks.

The meeting, requested by the Kurds, follows two nights of clashes in the narrow streets of Brussels' Turkish quarter, where local Turks protested at the arrival of 150 activists of the Kurdistan Workers' Party (PKK) on a "freedom march" from Germany.

"Claes expressed his understanding of the Kurdish problem but condemned all use of force in political struggles," according to a statement from the Foreign Ministry.

"He explicitly declared that Belgium, with its tradition of hospitality towards political refugees, refused to become the theatre for violent confrontations between groups of foreigners," it added.

Claes had spoken with Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, and met Turkey's ambassador to Belgium on Monday, but the statement gave no details.

The ministry made no comment in regard to Turkish accusations that Belgium was to blame for the violence in

Brussels. But the

Turkish Ambassador to Belgium said that Claes had told him, in an interview on Belgium's VTM television network, that the meeting of the Kurds on Saturday had not been authorized. He had reported back to Ankara on his meeting with Claes and insisted that there had not been any real differences between the two countries.

**Çetin briefs Parliament**

Foreign Minister Hikmet Çetin, meanwhile, addressed the parliament on the events in Belgium.

"What has happened in Belgium is not a Turco-Kurdish clash," Çetin said. "It is a clash between the Turks and the militants of the separatist organization."

Çetin called on the European states to "take adequate measures" against the terrorist organizations and added that the issue would be discussed when he and Prime Minister Tansu Çiller went to Brussels for a NATO summit on Jan. 10.

# Inflation soars to 71.1 %

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's annual (cumulative) consumer price inflation rose from a

year-end 66 percent in 1992 to 71.1 percent in 1993, official figures revealed on Tuesday.

The coalition government's original inflation target, as specified in the 1993 budget proposal, was 47 percent, only 24.1 percentage points below the actual rate.

The State Institute of Statistics (DIE) disclosed that in December, consumer and wholesale prices soared by 3.6 percent and 2.9 percent, respectively.

Annual consumer price inflation in 1993 appeared to be exactly the same as at year-end 1991 (71.1 percent).

"The coalition government has eventually brought the inflation rate back to where they first had it," said one journalist. "The two-year journey has not helped at all as regards rapid price inflation."

The year-end rate is the highest since last

August when consumer prices soared by an annual 71.2 percent. It is the year's third highest, the top being 73.1 percent in July, according to the DIE figures.

Annual wholesale price inflation was 60.3 percent in 1993, compared with 61.4 percent in 1992 and 59.2 percent in 1991. Economists agree that rapidly widening deficits in the public sector and loosening monetary controls fueled inflation throughout 1993.

The economy's PSBR/GNP ratio, a critical indicator of the public sector borrowing requirement, is expected to hover around 16 percent at year-end 1993.

The private sector contributed more to growing prices than did the public sector during 1993.

The private sector inflation rate (on a wholesale basis) was 62.5 percent, compared to 55.2 percent in the public sector.

## Sakik denies brother prepared to surrender

Turkish Daily News

ANKARA- Kurdish-based Democracy Party (DEP) Deputy Sırrı Sakık denied on Tuesday a press report claiming that his brother Şemdin Sakık, a Central Committee member of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), intended to surrender to Turkish authorities.

Sakık, in a telephone interview with the TDN, said he had not heard from his brother over the past 10 years. "But we have suffered much," he said. "Our villages have been wiped off the map, our people have been killed." Sakık said that had he had the chance, he would have liked to have met up with his brother abroad and learned his views. "Because we have assumed a

very heavy burden for him," he said. Şemdin Sakık is the leader of the PKK forces in the Muş, Bingöl and Bitlis area, and is said to have differences with PKK Secretary General Abdullah Öcalan.

Hürriyet newspaper, which has a record of bogus reports on the PKK, claimed Monday that Sakık was preparing to defect and that his brother, Sırrı, would act as intermediary. "I don't know what the state aims to accomplish with such reports," Sırrı Sakık said. "What I do know is that they are trying to force us off the democratic platform."

Sakık explained that he had always defended peaceful means, and that he would continue making use of his democratic rights.

Le Monde— 5 janvier 1994

### BÉLGIQUE

## Le ministre des affaires étrangères a reçu une délégation kurde

Le ministre belge des affaires étrangères, Willy Claes, a reçu, lundi 3 janvier, une délégation de manifestants kurdes partis le 23 décembre de Bonn pour une marche de «soutien à la lutte du peuple kurde». Leur arrivée dans la capitale belge a été à l'origine d'affrontements, samedi et dimanche soir, avec la communauté turque de Saint-Josse, une commune de l'agglomération bruxelloise, qui ont fait quinze blessés dont cinq gendarmes belges (le Monde du 4 janvier). Selon son porte-parole, M. Claes a «exprimé sa compréhension pour la problématique kurde» lors de son entretien avec les membres de la délégation, tout en «condamnant

*tout usage de la force comme moyen dans la lutte politique». Le ministre belge de l'intérieur, Louis Tobback, a fermement condamné l'«essai d'exporter cette sale guerre en territoire belge» et a dénoncé la présence parmi les manifestants turcs de sympathisants des Loups gris, mouvement turc d'extrême droite. De son côté, le ministre turc des affaires étrangères estime que la responsabilité des incidents incombe «aux autorités belges, qui n'ont pas suivi l'exemple de l'Allemagne pour interdire le PKK, et qui ont autorisé le PKK à manifester dans un quartier où résident de nombreux Turcs». - (AFP.)*

L'Humanité— 5 janvier 1994

## Guerre de communiqués à Bruxelles

Les Belges ne sont pas contents des Turcs, les Turcs sont mécontents des Belges. Le ministre des Affaires étrangères belge, Willy Claes, a reçu une délégation de manifestants kurdes. Il les a assurés de sa «compréhension pour la problématique kurde», tandis que le ministre de l'Intérieur, Louis Tobback, a condamné l'«essai d'importer cette sale guerre en territoire belge». Réponse du berger turc à la bergère belge : les autorités belges sont responsables des incidents survenus à Bruxelles parce qu'elles «n'ont pas suivi l'exemple de l'Allemagne pour interdire le PKK (et l'ont) autorisé à manifester dans un quartier où résident de nombreux Turcs.» Lorsque le premier ministre turc, M<sup>me</sup> Ciller, viendra en Belgique, le climat risque d'être froid.

FRA0582 4 I 0363 USA /AFP-NB53

ONU-Irak

Démarche commune de Washington, Paris, Londres et Moscou auprès de l'Irak

NEW YORK (Nations Unies), 5 jan (AFP) — Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont demandé mercredi à Bagdad de se conformer immédiatement à la résolution 688 de l'ONU sur les droits de l'Homme en Irak et d'"arrêter sa campagne de répression et d'intimidation" contre les civils dans les marais du sud, dans le nord et à travers le pays.

Cette demande est formulée dans un texte des quatre membres permanents du Conseil de sécurité remis lors d'une démarche commune auprès de l'ambassadeur d'Irak à l'ONU, M. Nizar Hamdoun, qui a rejeté ces nouvelles accusations, a indiqué un diplomate occidental.

Selon un communiqué, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont demandé au régime du président Saddam Hussein:

- de se conformer immédiatement aux obligations de la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations Unies,

- d'arrêter sa campagne de répression et d'intimidation dans les marais du sud et à travers l'Irak.

- de rétablir l'électricité dans le Gouvernorat de Dohuk.

- d'interrompre les efforts en vue de modifier l'équilibre écologique des marais du sud.

- de cesser toutes actions qui entraînent des restrictions dans l'accès de la population à la nourriture, aux médicaments et aux autres produits humanitaires.

- de mettre fin à son embargo économique interne contre le nord de l'Irak, où vivent des Kurdes.

- de coopérer totalement avec les agences d'aide des Nations Unies pour qu'elles puissent remplir leur mandat humanitaire.

- de permettre le déploiement d'observateurs des droits de l'homme à travers l'Irak, comme l'a récemment demandé le Rapporteur spécial de l'ONU sur l'Irak, M. Max Van Der Stoel (Pays-Bas), auteur d'un rapport qui a motivé la démarche des "Quatre" auprès de M. Hamdoun, dit le communiqué.

Cette démarche a été entreprise alors que Bagdad espère obtenir cette année la levée de l'embargo pétrolier décrété il y a plus de trois ans par les Nations Unies. C'est dans cette perspective que Bagdad a récemment accepté le contrôle à long terme de ses programmes d'armement.

ras/chb

AFP 052339 JAN 94

**BELGIQUE**

LE MONDE— 4 janvier 1994

**Bataille rangée entre Turcs et Kurdes****BRUXELLES***de notre correspondant*

De violents accrochages ont opposé, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 janvier, plusieurs centaines de Turcs et de Kurdes dans un quartier du centre de Bruxelles, Saint-Josse, peuplé en majorité d'émigrés turcs.

Ces derniers ont ressenti comme une provocation le rassemblement, dans un local privé du quartier, de quelque deux cents Kurdes partis de Bonn pour une marche de protestation qui devait se terminer cette semaine par un défilé devant le Parlement européen. Les émigrés turcs ont donné l'assaut lorsque les Kurdes ont hissé un drapeau sur le

bâtiment dans lequel ils se trouvaient. Au cours des affrontements qui ont suivi, plusieurs personnes ont été légèrement blessées, dont cinq policiers, et des commerces ont été saccagés. Dimanche soir, les forces de l'ordre se sont de nouveau opposées violemment à de jeunes Turcs, munis de couteaux, de battes de base-ball et de cocktails Molotov. La police a procédé à une cinquantaine d'arrestations.

Certains responsables locaux regrettent que cette réunion ait eu lieu en un endroit de la ville où elle pouvait passer pour une provocation. Mais le ministre de l'intérieur, Louis Tobback estime que la contre-manifestation n'était pas spontanée et qu'il y

avait des « lous gris » (extrémistes turcs) parmi les protestataires très organisés et décidés à en découdre. De son côté, l'ambassade de Turquie a lancé un appel au calme tout en affirmant que cela était « à mettre au compte des provocations du PKK ».

Après l'intervention de la police, les Kurdes ont été transférés dans un centre d'hébergement où ils ont commencé une « grève de la faim illimitée ». Ils semblent décidés à profiter de l'écho donné par les médias belges pour faire entendre leur voix de façon plus spectaculaire que devant le Parlement européen. Des défilés kurdes devant le siège du conseil des ministres européens et celui de la Commission ont déjà eu lieu à plusieurs reprises dans l'indifférence quasi générale.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE (Reuter.)

**TURQUIE : attentat du PKK.** — Le séparatisme kurde a fait ses premières victimes de l'année avec la mort de neuf personnes, dont deux policiers, tuées par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Turquie, ont affirmé, dimanche 2 janvier, les autorités de la région. Des militants du PKK ont arrêté, samedi soir, deux autocars sur la route qui relie Diyarbakir à Elazig. Ils ont fait sortir huit personnes qu'ils ont abattues dans un champ, a-t-on ajouté de même source. Lors d'une autre opération, des militants du PKK ont ouvert le feu sur une voiture de police qui patrouillait, samedi soir, dans les rues d'Igdir, dans l'est de la Turquie. Un policier a été tué et un autre blessé. —

# Bonn Warns Iran of Isolation if It Executes Convicted Spy

Compiled by Our Staff From Dispatches

BONN — The German government on Wednesday warned Iran of further isolation from the West if Tehran carried out a death sentence against a German engineer convicted of spying for Iraq.

Iran's prosecutor-general, Abolfazl Musavi Tabrizi, said Wednesday in Tehran that "the case of German engineer Helmut Szimkus has been finalized by the highest court of Iran, and he was sentenced to death on charges of spying."

The German government said it had requested a pardon from Iran and was making it clear to Tehran that it would not be happy if the sentence were carried out.

"Germany is the only Western industrialized nation that hasn't isolated Iran, and they are perfectly aware that it would not be in their interests to carry out this sentence," said Martin Erdmann, a Foreign Ministry spokesman.

Asked whether Germany took a position on whether Mr. Szimkus was guilty of espionage, Mr. Erdmann said, "We have no proof one way or the other."

Iran has been accused of using charges against foreigners to exert pressure on foreign countries holding its agents or officials.

The case is the second within a week in which a government in Western Europe had to face legal complications in dealing with the Islamic fundamentalist government in Tehran.

Last week, France decided to send back to Tehran two Iranians wanted in Switzerland on suspicion of murder, instead of handing them over to the Swiss authorities.

In his first public comment, Prime Minister Edouard Balladur said on Tuesday only that he had served France's interests.

"This is a decision I believe suited the nation's interests," he said. "I ask to be trusted on this point."

The death sentence against Mr. Szimkus comes amid strained relations between Germany and Iran over Tehran's alleged involvement in the assassination of Iranian Kurdish dissidents in Germany.

Mr. Szimkus was arrested in 1988. According to the radical Tehran newspaper Salam, Mr. Szimkus is a mechanical engineer who first went to Iran in 1980.

Salam asserted that the German used a secret radio to transmit intelligence to the Iraqi military in the southern port of Basra and helped locate targets for Iraqi missiles during the 1980-88 war.

It said he later left Iran, then returned to live in Isfahan, in the central part of the country. He was arrested when he tried to leave in 1988.

Mr. Tabrizi said that Ayatollah Sayed Ali Khomeini, Iran's spiritual leader, had the authority to pardon Mr. Szimkus. Mr. Tabrizi did not announce a date for carrying out the death sentence.

In another case affecting Iran-Germany relations, five men — an Iranian and four pro-Iranian Lebanese Shiite Muslims — went on trial last month in Berlin, charged with the 1992 assassination of the Kurdish leader Sadiq Sarafkindi and three colleagues in a Berlin restaurant.

The Iranian defendant, Kazem Darabi, has been identified by German authorities as an intelligence agent for the Tehran regime.

Iran's intelligence minister, Ali Fallahian, widely believed by Western security agencies to have been behind many of the killings, made an unpublicized visit to Bonn in October, apparently seeking to prevent Mr. Darabi's trial.

German federal prosecutors sought to arrest Mr. Fallahian when his presence in Bonn became known but were blocked by the German government.

Before the Berlin trial opened, a German businessman held in Iran on spying charges was released but not allowed to leave Iran.

Gerhard Bachmann, 56, was given permission to resume work for his employer, a heavy equipment company, but had to stay in Iran because of the possibility of further charges being brought against him.

In the French case, the two Iranians were suspected of involvement in the assassination of an Iranian dissident leader, Kazem Rajavi, near Geneva in 1990.

The authorities in Switzerland had demanded the men's extradition. But French officials decided against extradition. The move was widely seen by European observers to be a response to fears of renewed terrorist actions.

(AP, Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 6, 1994

LE NOUVEAU POLITIS — 6 janvier 1994

## Turquie Liberté pour Sarp Kuray

Il est peu de bonnes nouvelles, et elles sont d'autant plus précieuses. Nous relations l'affaire de Sarp Kuray (*Politis*, n° 265), militant turc de la liberté, artiste, qui passait en procès le 28 décembre. Un curieux procès en fait, puisque l'inculpation pour activités contre l'Etat, alors qu'il était en exil, ne requiert que deux peines : la mort ou l'acquiescement. Le tribunal spécial d'Istanbul, saisi non sur le fond, mais sur sa mise en liberté (ou non) s'est prononcé pour sa libération immédiate. Joie et bonheur de sa famille, de tous ces amis, artistes, écri-

vains, et anonymes venus le soutenir. Le fond de l'accusation demeure, mais une première étape est franchie. « *Et la justice turque est imprévisible* », disent les avocats. L'affaire peut traîner encore des années, d'autant que le contexte politique est particulièrement agité. Les élections législatives ont lieu en mars ; le gouvernement s'acharne sur les Kurdes, tous et toujours accusés d'être du PKK. A Istanbul et à Elazig (dans l'est du pays), la police vient d'arrêter rédacteur en chef, employés et journalistes du quotidien (en langue turque mais kurde) Ozgur Gundem. F. G.

turkish daily news — January 6, 1994

## *Tehran Times: West trying to create a new Israel in N. Iraq*

### 'Today, the conspiracy to dismember Iraq's Kurdistan stands out as a serious peril'

*Anatolia/Associated Press*

NICOSIA- A prominent Iranian newspaper Wednesday claimed the West had helped the dominant Kurdish faction in northern Iraq to suppress a rebellion by fundamentalist militants.

The Tehran Times, whose editorials routinely reflect the foreign policy of President Hashemi Rafsanjani, called for a meeting of the Iranian, Turkish and Syrian foreign ministers to counter Western efforts at fomenting "ethnic nationalism" among the Kurds.

"Today, the conspiracy to dismember Iraq's Kurdistan stands out as a serious peril," the Tehran Times said.

"Therefore, providing moral, political, or material support to these groups by Turkey and Syria cannot be justified, and in this regard convening of an extraordinary meeting of the foreign ministers of Iran, Turkey, and Syria is called for at this time."

The newspaper alleged Western powers

were trying to create "a new Israel" in the oil-rich Kurdish region of northern Iraq to undermine Islamic unity.

"To reach this goal, the West is manipulating the weakest link in the area's security chain, namely the Kurds," the English-language daily said.

The editorial was a response to recent fighting in northern Iraq in which the dominant Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, claimed it had crushed a rebellion by the guerrillas of a smaller Muslim fundamentalist group.

No casualty estimates were available from what appeared to have been weeks of clashes.

PUK leader Jalal Talabani has accused Iran of supporting the fundamentalist Islamic Movement in Iraqi Kurdistan in an effort to undermine the stability of the Kurdish "safe haven."

The enclave was set up in northern Iraq in the aftermath of the 1991 Gulf War.

At the time Iraqi forces were seeking

retribution for a failed Kurdish uprising.

Warplanes from Britain, France and the United States continue to provide air cover with a "no-fly zone" to keep out Iraqi aircraft.

"Taking advantage of the post-Persian Gulf war conditions, the West strives to promote 'ethnic nationalism' aimed at paving the way for the dismemberment of the regional countries," the Tehran Times said.

It accused Talabani of carrying out the Western "plot." The Iranian government has been openly critical of Western efforts to protect the Kurdish zone, which has become a de-facto state with its own administrative bodies.

The safe haven has served as an inspiration to Iranian 6.5 million Kurds who also want autonomy in Iran.

Last July, Iran mounted a cross-border raid into Iraq to strike at Kurdish rebel bases.

## *Sources claim systematic evacuation of the southeastern town of Cizre*

### Residents of 400 houses in town reportedly forced out

*Turkish Daily News*

ANKARA/DIYARBAKIR- Local sources claim that state-controlled paramilitary village guards in the southeastern town of Cizre, have started evacuating civilians from a crowded district in a bid to curb Kurdistan Workers' Party (PKK) activities there. Villagers arriving in the southeastern provincial capital of Diyarbakir on Tuesday, said that 400 houses in the Cizre district of Dicle had already been evacuated at gunpoint. They said the remaining 600 houses in the same district were also being evacuated.

Local officials in Diyarbakir said they had not heard of the development but would look into claims. Villagers, who refused to be identified for fear of retaliation, said they too had applied to local officials but were given no explanation. The village guards, they said, were brought to Cizre from the villages of Silopi and had settled down in a nearby neighborhood. The Cizre district has come to be known as a PKK stronghold.

Villagers claim that their lives are threatened and that they are forced to listen to the guards. The fate of the evacuated houses is not yet known.

## Ankara: Iraqi Constitution contains autonomy for Kurds

*Turkish Daily News*

ANKARA- The Iraqi Constitution contains provisions which give Kurds the right to have autonomy, Foreign Ministry acting spokesman Ferhat Ataman said Wednesday.

Ataman said during his weekly press conference that Iraq had indeed given autonomy to the Kurds in 1975.

"Turkey's policy toward Iraq is clearly defined, and it respects the territorial integrity of the country. Turkey has no intention of intervening in Iraq's internal affairs. We believe that the future of the Iraq

administrative system will be determined by the free will of the Iraqi people," Ataman said. The spokesman's explanation followed press reports from two mass circulation dailies that Ankara was going to launch efforts on behalf of autonomy for Iraqi Kurds.

Ataman's statement on Ankara's position proceeds the two-day visit, in mid-January, of Iraqi Foreign Ministry Undersecretary Dr. Riyad al-Kaysi.

"The main topic of the talks will be removing the Turco-Iraqi oil from the twin

Yumurtalik-Kirkuk pipeline," Ataman said. "We will stress it is important that Iraq abides by the U.N. sanctions."

Turkey has claimed that the oil, which has not been removed since 1990 when Turkey closed the pipeline in abidance with U.N. sanctions, is beginning to damage the pipes. Within this framework, Ankara has sought agreement from Iraq, the United Nations and the United States for "pumping out the old oil and replacing it with new oil."

However, the present argument revolves on how the oil removed would be used. Half of it will be taken by Turkey. But it is unclear whether the other half would be taken by the United Nations as compensation or used to meet Iraq's humanitarian needs.

### Belgique

## Les « loups gris » subventionnés à Bruxelles

**Révélation après les incidents entre Turcs et Kurdes à Saint-Josse (Bruxelles) : l'exécutif régional de la communauté française subventionne des militants d'un parti d'extrême droite turc.**

De notre correspondant particulier.

LES émeutes qui ont eu lieu samedi et dimanche soir dans la commune de Saint-Josse à Bruxelles ont mis la pagaille... au sein « des » gouvernements belges. Au pluriel, car ce sont le gouvernement national et l'exécutif de la communauté française (régional) qui se fusillent à bout portant de communiqués. Cette dernière histoire belge confine au tragi-comique. Les « loups gris », organisation violente d'extrême droite turque, sont subventionnés par la « communauté française », sous couvert d'une « Association culturelle



Bruxelles, dimanche soir. La police belge a procédé à des dizaines d'arrestations de Kurdes et de Turcs.

turque ». Les membres de celle-ci ne faisant d'ailleurs nullement mystère de leur appartenance. Le but de l'association est, officiellement, de promouvoir « la formation et l'intégration » sous forme d'une « école de devoirs ». Comme la mission semblait imparfaitement réalisée, les

subsidés, depuis un an, ont été réduits de moitié : de 30.000 francs, ils sont tombés à 15.000 francs, ce qui n'est pas énorme, mais la somme importe moins que le principe.

Lorsque Louis Tobback, le ministre de l'Intérieur, a appris la chose, il s'est dit médusé. Sur

### *l'Humanité*

6 janvier 1994

le ton de l'humour, il a ajouté : « Le gouvernement national ne ferait pas des choses pareilles... ».

Au-delà du « surréalisme » de cette péripétie, il y a la gravité du fait. Les « loups gris » étaient présents en Allemagne à Solingen, incitant au « feu de joie » qui provoqua la mort de cinq personnes (femmes et enfants). L'autre jour, à Bruxelles, selon la gendarmerie, il y aurait eu en plus des « loups gris » des hommes des services spéciaux turcs (le MIT). Ceux-là se seraient contentés d'observer, contrairement à des diplomates turcs qui, lors de l'attaque conduite contre les Kurdes, selon les moments, auraient entraîné ou calmé les manifestants. Manifestants que des imams turcs auraient persuadés de se rendre sur les lieux.

La presse turque se déchaine contre la Belgique. « Hurriyet » n'hésite pas à titrer : « Le ministre belge (celui de l'Intérieur) parle avec la bouche du PKK. » Quant à « Tercüman » (droite), il ne fait pas dans la dentelle et parle de « la grande honte de la Belgique ».

Nul doute qu'entre les deux ministres de l'Intérieur, le belge Louis Tobback, et le français Charles Pasqua, les journaux turcs ont leur favori... P.-A. C.

turkish daily news, January 7, 1994

## Human rights

# Four big powers protest to Iraq over rights abuses

### Demand that Baghdad stop mistreating its citizens in the southern marshes and in the northern Kurdish areas

*Reuters*

UNITED NATIONS- The United States, Britain, France and Russia protested to Iraq over what they called widespread human rights violations, indiscriminate bombardments of civilians and arbitrary killings.

In a statement, they said they told Iraq's U.N. ambassador Nizar Hamdoun that Security Council resolution 688, adopted shortly after the 1991 Gulf War, demanded that Iraq stop mistreating its citizens in the southern marshes and in the northern Kurdish areas.

They also cited a U.N. human rights report late last year of Iraq's mass mistreatment of Marsh Arabs in the south, whose settlements had been attacked and whose livelihood had been threatened by diverting food and water.

The four protested over the lack of "judicial control over security forces who are responsible for human rights violations and the failure of the security forces to distinguish between innocent civilians and armed insurgents."

They demanded Iraqi leader Saddam Hussein allow human rights monitors in the south and stop harassing and intimidating U.N. and other international relief agencies.

They also called attention to a 1989 document they said laid out in considerable detail a military operation directed against the Marsh Arabs, many of whom are Shiite Muslims and have fled to neighboring Iran.

In response, Hamdoun was reported to have denied that U.N. agencies were harassed, blamed groups from Iran for infiltrating the marshes and said the draining of rivers there was to improve the quality of life.

Hamdoun, participants said, also reported the Kurds were fighting each other and had refused to collect rations.

Washington wants to use resolution 688 as a requirement for lifting oil sanctions against Iraq but the meeting did not make this linkage, a U.S. official said.

France and China for months have opposed the American position, saying that a Gulf War cease-fire resolution 687 linked a lifting of the oil embargo only to fulfilling demands on scrapping weapons of mass destruction. Britain and Russia also are known to be uncomfortable with the U.S. view. All five states are permanent Security Council members with veto power. China did not join the protest.

The statement by the four nations also rebuked Iraq for its refusal to sell a limited quantity of oil as the Security Council authorized to ameliorate widespread suffering.

Iraq, after protracted negotiations last year, dropped attempts to sell a one-time \$1.6 billion in oil to pay for its humanitarian supplies and other U.N. costs.

Instead Baghdad began to move toward compliance on weapons demands in the hope of getting the embargo lifted entirely. Iraq has been under stringent trade sanctions since it invaded Kuwait in August 1990.

### Saddam says Gulf rulers bribe to keep sanctions

Meanwhile in Baghdad, Saddam Hussein accused Gulf Arab rulers of paying bribes to maintain U.N. trade sanctions on Iraq. "Some treacherous rulers in the region...are spending what money is left to them as bribes here and there to obstruct the growing trend towards lifting the unjust blockade," Saddam said in an address marking the Iraqi army's 73rd anniversary. "These rulers have lost their honor and will lose the last of their ill-gotten wealth without being able to foil Iraq's steadfastness and its ability to march forward over the debris of the blockade walls," Saddam added.

Saddam did not mention any country by name. He urged the Iraqis to show self-reliance in their uphill battle against the U.N. embargo which has blocked Iraq's lifeblood oil exports. "We are confident that steadfastness...and the continuation of construction and innovation represent the only deliverance from...the unjust blockade," he added.

Saddam made no mention of United Nations resolution passed during the 1990-91 conflict over Kuwait which Iraq has to comply before sanctions are eased or lifted.

"As Iraqis and as free Arabs, we want to enjoy in the world of today the dignified position which we deserve," Saddam said.

He called for more hard work to "defeat the unjust blockade and to prove to our enemies and that this embargo is to no avail."

Saddam said the Iraqi army was a bastion of nationalism and pan-Arabism in spite of attempts by foreign powers to turn it "against the people, the homeland and the nation."

# Amnesty says children face every kind of rights abuse

*Reuters*

LONDON- Children suffer torture, rape and death in many countries despite the introduction four years ago of a United Nations Convention on the Rights of the Child, Amnesty International said on Friday.

"Children are still suffering every kind of human rights abuse. Youth offers no protection from the death squads, the state rapists and assassins, the torturers or the executioners," the London-based human rights watchdog said in a statement. Amnesty said children were killed, mistreated or tortured to get at their parents, or because they belonged to the wrong ethnic

group or sometimes simply because they were a nuisance. In a handful of countries including Iraq, Bangladesh and the United States, juvenile offenders can legally be sentenced to death. In others, such as Bosnia and China, teenage girls are among the disappeared and those held in jail for taking part in political demonstrations.

Some 149 countries have ratified the U.N. Convention on the Rights of the Child since it was drawn up in November 1989 and more than 20 have said they intend to do so. But Amnesty said some signatory governments were allowing violations to continue.

It said that in 1991 some 2,800 children were

murdered in Colombia, many of them street children seen as socially undesirable. Last year, notices appeared across Bogota inviting street children and other "criminals" to their own funerals. Amnesty said that last year it had to call on its members around the world more than 50 times to take action on behalf of children or young people at risk from state forces which should have been protecting them. "Children need special protection -- that is explicitly recognized by the U.N. and by governments around the world. When are governments going to start giving them that protection? We urge all governments to make it soon," Amnesty said.



turkish daily news, January 7, 1994

# Dissident Iranian Kurdish leader killed in Turkey

## Assassination is third killing since August Iranian refugees fear more murders, accuse UNHCR and Turkey of not protecting them

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

ANKARA- Leading dissident, Iranian-Kurdish activist Taha Kirmench was shot and killed on Tuesday, allegedly by agents of Tehran's secret intelligence agency SAVAMA, members of the Iranian Refugee Council reported on Thursday. The report was later confirmed by UNHCR officials in Ankara.

The killing this week is thought to be the latest in a series of murders of prominent Iranian-Kurdish activists in Turkey. Turkish officials are playing down the developments which have claimed the lives of three immigrants so far and have led to widespread fear among Turkey's large Iranian refugee population. Iranian dissidents continue to blame the SAVAMA for the assassinations.

Kirmench was shot dead in the central Anatolian city of Çorum where he was residing under compulsory residence orders. An official for the United Nations High Commission for Refugees (UNHCR) in Ankara said Kirmench was a recognized refugee registered with them.

A spokesperson for the Iranian Refugees Council, still not legally recognized by Turkey, said Kirmench was the third immigrant TO HAVE BEEN shot dead since the end of August. UNHCR officials acknowledged that of the two other victims, Mohammed Ghadiri was also a recognized refugee, whereas Bahrem Azersen's recognition was pending.

Council Secretary Bahar, herself an Iranian Kurd, said on Thursday that all three victims were members of the Revolutionary Leadership (Rahbariya Inkilabi) faction of the Democratic Kurdistan Party of Iran (KDP-I).

Kirmench, killed in Çorum, was identified as a leader of the group.

According to the Council, Ghadiri was killed in the city of Kırşehir, while Azersen was killed in Ankara. Police, who confirmed the serial killings, refused to elaborate. The Iranian dissident community in Ankara claims, however, that Kirmench's assassin has been caught in Çorum.

Ghadiri was first abducted from his house on Aug. 25, 1993, by his assassins who wore police uniforms and carried police identification, the Iranians claim.

Two days after the kidnapping, Azersen was killed in Ankara. On Aug. 30, Ghadiri's tortured remains were found on the Kırşehir-Ankara highway.

According to Bahar, Kirmench knew two months in advance that he would be assassinated and had applied to the UNHCR in December, asking for protection to save his life. "He received no help and continued to live in Çorum," Bahar said. Ardeshir, another Iranian refugee whose recognition is pending, said Turkish police had raided the Iranian Refugee Council's main office last October and closed it down. "It is becoming more and more difficult to defend the rights of refugees in Turkey," he explained. Allegedly, police teams last weekend detained refugees gathering to apply in front of the UNHCR office in Ankara.

"The Iranians they detained were later released, but the Iraqis were deported back to Iraq," Ardeshir said.

UNHCR sources noted, meanwhile, that four other foreigners had recently been deported from Turkey but none of them were recognized refugees.

On Dec. 20, a day before Iranian Deputy President Hasan Habibi arrived in Turkey on an official visit, Turkey deported four Iranian dissidents to that country. The dissidents, who have not been heard from since then, were identified as Hasan Zanjani, Farhad Chaigani, Hasan Mehreban and his wife. All of them were seeking refugee status in Turkey.

"We know that once we are recognized as refugees, Iranian agents can kill us," Ardeshir explained. "But while we wait here for refugee status, the Turks send us back and then we face imprisonment, torture and humili-

ation and, finally, execution." On Dec. 2, Turkey and Iran ended security talks in Ankara by concluding a memorandum of understanding, laying down the guidelines for "cooperation against terrorism by both countries."

Official sources said then that the memorandum was specifically aimed at curbing the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) on the Iranian side and the activities of the Democratic Kurdistan Party of Iran on the Turkish side.

A highlight of the accord was an agreement by both sides to send observers to follow each others' "search and destroy" operations against terrorist bases.

In the past, Iranian diplomats and agents have been accused of the abduction of Iranian dissidents and in at least one publicized case, are known to have been caught while attempting to smuggle out a kidnapped opponent in the trunk of their car. Iranian refugees claim that since the signing of the accord between Deputy Undersecretary for the Ministry of the Interior Rıza Akdemir and Iranian Director General for Security Affairs Golam Huseyin Bolandiyani, they have become a target for new security operations.

Last week, there was a massive crackdown on illegal immigrants in the Ismetpasa district of Ankara. On Wednesday, a day after the killing of Kirmench, police raided 25 houses in the Dikmen, Sokollu and Öveçler districts of the Turkish capital where they caught 50 Iranians residing as illegal aliens.

Officials said all of them were deported since their Turkish resident permit visas had expired. There was no information on what happened to them after they were given over to Iranian authorities.

"We are afraid of both sides," Ardeshir says. "We are afraid of Iran and Turkey. Since the killings started, we have been ordered to go to the security center every day to sign in and inform them of our whereabouts."

Azersen, who was killed in Ankara last August, was still waiting for refugee status nine months after his application to the UNHCR, giving his killers ample time to catch up with him. Some refugees claim they have to wait for up to 30 months before they receive visas from a third country and that even when they get these, Turkish authorities refuse to grant them exit visas.

Nadir, another Iranian-Kurdish refugee and an activist for the Commission, claims there has been a sudden increase in house raids since Turkey and Iran decided to cooperate against terrorism.

But, says Ardeshir, a majority of the Iranians in Turkey are not terrorists. "We are people persecuted only for our views." Ardeshir is an Iranian writer who was imprisoned by the regime for eight months on charges of publishing two banned books preaching democracy. He is now awaiting refugee status for himself, his wife and child, all of whom are in Ankara. Technically, Iranian dissidents in Turkey receive official identification papers, which are valid for only three months and must be extended every three months thereafter. Refugees complain, though, that at times this extension is refused and many are deported back to their country where they are imprisoned.

They allege that even those given UNHCR recognition can be deported if their Turkish authorization expires. The Iranian community in Turkey fears both the secret activities of the SAVAMA and a change in Turkey's attitude following the accord reached between Ankara and Tehran.

# 'PKK crisis' with Belgian government lingers on

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The diplomatic crisis between Turkey and Belgium following clashes between Turkish demonstrators and Belgian police last week is lingering on, with both sides continuing to accuse each other through official leaks to the press. Turkey's ambassador to Brussels, Yıldırım Keskin, visited the Belgian Foreign Ministry to protest leaks from the Belgian side accusing his embassy personnel of provoking the Turkish demonstrators, the Anatolia news agency reported on Wednesday. Violence broke out over the weekend when angry Turkish demonstrators tried to prevent an anti-Turkish demonstration by Kurdish sympathizers

of the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is outlawed in Turkey.

The Kurds had travelled from Cologne in Germany and were authorized by Belgian authorities to stage their demonstration in a district of Brussels where at least 10,000 Turkish immigrants live and work.

Anatolia said Belgian Minister for the Interior Louis Tobback was being blamed for the leaks concerning allegations about the Turkish Embassy staff.

It added that this had led to an increase in the tension between the two countries and said Ambassador Keskin had told officials from the Belgi-

an Foreign Ministry that the reactions of the members of the Turkish community, which he characterized as "fully justified," were completely their own.

Anatolia also claimed that this whole incident had led to serious differences of opinion among members of the Belgian Cabinet and cited Interior Minister Tobback as representing one side to the dispute with Foreign Minister Willy Claes representing the other side.

The agency said that Tobback was coming under fire from members of his own Cabinet for making inflammatory statements about Turkey and the Turks and for disregarding Claes' statements aimed at calming the situation.

Anatolia also referred to claims that security officials attached to Tobback's ministry were also criticizing the minister who is seen as a "radical leftist" in Belgium, according to the agency.

It pointed to allegations that Tobback, who had changed the head of the security forces last year, did not look favorably on this organization.

Anatolia also reported that three opposition parties in Belgium were preparing to send a motion to Parliament next week, asking for the banning of the PKK.

It said the Walloon Liberal Party, the Flemish Liberal Party, and the Flemish Bloc were pointing as the violence over the weekend as a reason for the ban.

Although Germany has banned the PKK and France has seriously restricted its activities, Belgian officials have said there are no plans to ban the organization in Belgium.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0512 4 GI 0151 EXT /AFP-AT98  
France-Turquie

Un commissaire muté pour avoir transmis directement à la police turque une liste de kurdes mis en examen en France

PARIS, 7 Jan (AFP) - Un commissaire de la 6ème division de la Direction centrale de la Police Judiciaire (chargée de la lutte anti-terroriste) a été muté au SRPJ de Versailles pour avoir transmis directement à ses homologues turcs une liste d'opposants kurdes interpellés en France, apprend-on vendredi de sources concordantes.

La liste désignait les 24 Kurdes mis en examen après l'opération de police du 18 décembre mais non la totalité des 106 personnes interpellées à cette occasion.

Une telle transmission relève d'une pratique régulière, remarque-t-on de mêmes sources, mais il a été reproché au fonctionnaire de ne pas être passé par l'intermédiaire d'Interpol.

La mutation de ce commissaire est effective depuis la fin du mois de décembre dernier.

Sic/mc

AFP 072044 JAN 94

turkish daily news

Saturday, January 8, 1994

# Parliamentary Commission report says citizens should definitely be distinguished from terrorists in Southeast

*The report suggests that it will be essential to gradually narrow the area under emergency rule depending on the success achieved in the fight against terrorism and to abolish the office of the emergency rule governor*

TDN Parliament Bureau

ANKARA- A report prepared by the Parliamentary Southeast Research Commission has stressed that citizens and terrorists should be distinguished from one another while struggling against terrorism in Turkey's Eastern and Southeastern Anatolia regions and that utmost care should be shown about the life and property of the people there.

The report suggests that it will be essential to gradually narrow the area under emergency rule depending on the success achieved in the fight against terrorism and to abolish the office of the emergency rule governor.

It points out that the solution to many problems will be easier if the terrorists in the mountains surrender to the security forces and if the guns are silenced.

It continues that grounds for an amnesty which is to be established at some future time will make an atmosphere of love and peace dominant throughout the country.

The commission, which has been working on the report since July 1993, has made on-the-spot inspections in Diyarbakır, Siirt, Batman, Mardin, Şırnak, Cizre, Midyat, Van, Hakkari and Yüksekova.

It consists of the representatives of the parties which have groups in Parliament and is led by True Path Party (DYP) Balıkesir Deputy Omer Lütfü Çoşkun. The commission is expected to present the report to the Office of

the Parliament Speaker in the coming days.

The Social Democrat Populist Party (SHP) and the Republican People's Party (CHP) members of the commission; namely, SHP Hakkari Deputy Esat Canan and CHP Istanbul Deputy Algan Hacaloglu may put their dissenting opinions in the report.

The report, which mentions in general the situation of the citizens who have suffered damage in order to prevent the security forces from being criticized directly, does not contain the word "Kurd."

In its proposals for the resolution of the matter, the report gives emphasis to economic and social issues.

It does not, however, mention Kurdish identity or Kurdish culture. Instead, it points out that the cultural assets in the region should be meticulously and deeply explored and that necessary measures should be taken for them to be seen as a part of our cultural richness. It notes that the commission members consider it essential for those cultural assets to be studied in departments to be set up in universities.

Pointing out that it is the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which constitutes the source of terrorism in the region, the report notes that the illegal organization has been continuing its externally-backed armed struggle in order to distance the power and the support of the state from the citizens.

Stressing that "majority of the peo-

ple" in the region do not support terrorism, the report notes that with its actions, the PKK affects large groups of people and thus aims to draw the local people and the security forces into a violent confrontation.

The report emphasizes that applications which are solely based on violence will not help solve the matter. It notes that during some operations carried out by the security forces, the life and property security of the people in the region are endangered "even if this happens unintentionally."

Noting that there are problems in the functioning of the judiciary in the region, the report states that custody periods are extended because interrogations are carried out separately at the police and gendarmerie stations. It points out that this harms the principle of equity and thus causes human rights violations. It stresses that measures should be taken to stop practices which may lead to allegations of torture. Regarding the unsolved murders, the report notes that such murders are committed by the outlawed PKK and the Hizbullah organizations. It urges a speedy determination of the perpetrators of those crimes.

The report goes on to say that the number of posts for paid village guards has increased from 5,744 to 40,000 and that there are still 10,000 more people who have applied for these positions. It suggests that the system should be shifted towards projects for the devel-

opment of the region as terrorism is brought under control.

Emphasizing that the state should pay compensation to the people who have suffered damage during the incidents in the region, the report notes that compensation has not yet been paid completely to the people in Çukurca and Şırnak. It also notes that the same problem exists in Hakkari and Yüksekova.

It suggests that necessary changes should be made in the laws in order to allow those who have been living outside of Turkey as political refugees to return home provided that their legal situation permits this.

The report stresses that it is a wrong approach to see the deficiency in investments and services to the region as an excuse for the existence of terrorism and that such an approach will adversely affect the development in the region. Noting that the 1994 Fiscal Year Budget has allocated 5 percent of the gross national income to anti-terrorism, the report says that this is the highest amount ever allocated to a single item and that it is five times more than the amount of money allocated to the Southeast Anatolia Project (GAP). The report continues that the personnel in state offices should not consider the region as a place of exile. It says that qualified people who are knowledgeable about the area should be assigned there.

Pointing out that terrorism's most

important weapons are fear and intimidation, the report notes that necessary measures should be taken to replace the people's fear with confidence in the state. It suggests that the media should focus on the theme of solidarity and make broadcasts reinforcing national and moral feelings.

The report lists the following complaints and demands made by the people during the on-the-spot-inspection of the commission:

- That they cannot attend their relatives' funerals;
- That they hold their traditional wedding ceremonies in a state of fear and that a pistol being fired during those weddings causes the security forces to search the area and people react adversely to this;
- That their animals die since they cannot take them to meadows for grazing;
- That they cannot prepare for the winter and cannot cut and bring wood to their houses;
- That calls for morning, evening and night prayers cannot be made from the mosques because there is no one to make the call; neither is there anyone to attend the prayer at those times;
- That the PKK tax the people in the region according to their income, that they are forced to allow their sons to be recruited as soldiers for the terrorist organization and that they are asked to pay money if they refuse the PKK's demand for recruitment;
- That 4,131 schools have been closed because of terrorism;
- That people cannot obtain coal due to the closure of the Şırnak and Si-lopi coal mines.
- That the vacant positions in state health offices and in some other state offices are not being filled by the government.

turkish daily news, January 8, 1994

# Turkey mobilized for Southeast crackdown

**Military says freezing of army discharges aims to preserve trained soldiers to combat terrorism**  
**Massive forces buildup reported in troubled Southeast with new troops deployed from western Turkey**  
**Sources argue upcoming buildup of troops does not violate CFE treaty limits**

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The government's recent decision to freeze all army discharges for three to five months is a move towards national mobilization to crush the Kurdish separatist campaign in the Southeast, military sources said on Friday.

Prime Minister Tansu Çiller, under fire from her own party for making a move which would lose the party electoral support, said the decision was taken at the request of the Chief of Staff. She said, "The issue was put in front of us at the National Security Council as an absolute demand."

Military sources told the Turkish Daily News that had the decision, which was dated Dec. 20 and revealed on Thursday, not been taken, at least 40,000 soldiers would have been discharged in the Southeast region next March.

They said that the next three months were crucial for Turkey, which needed all the trained commandos it had to fight the separatists.

Observers believe the decision is designed to increase the manpower of the Turkish Armed Forces at an accelerated rate, with new conscripts to be added to those not being discharged. Officials said, however, that the extension of military service would not violate Turkey's responsibilities under the Treaty on the Reduction of Conventional Forces in Europe

(CFE). They said that had this country managed to reach the ceiling of 530,000 troops that the CFE required, such a decision would not have been taken.

One official openly said that Turkey could not even reach this level, let alone exceed it.

A senior military source, who asked not to be identified, explained that Turkey, under normal conditions, had nine divisions in the troubled Southeast region, meaning some 90,000 to 95,000 troops.

"But we now have around 160,000 troops there. If they were discharged, some 40,000 trained soldiers would have left service. It is not easy to train commando fighters," he said. He added, however, that among the discharged were soldiers other than commandos but said, "It was impossible to say the others were operationally useless, and let them leave while we kept only the commandos."

Another officer explained that the most difficult thing was to train commando soldiers which were a vital part of Turkey's campaign against the guerrillas. "The decision was taken because it was required," he said. "Now there is the time and there are the conditions to put more trained personnel in the region." In Ankara, a military officer disclosed that a decision had already been taken to send a

majority of Turkey's fresh conscripts to the Southeast. Some 11,000 people, including 2,000 security personnel, have been killed in ten years of a guerrilla war waged in ten provinces of southeastern Turkey by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and branded by Turkish commanders as a "low intensity war."

A four-star retired army general, based in Istanbul, likened the recent development to what happened in Turkey during World War I. "Then we needed troops and we increased the number of divisions to 52," he recalled.

The cabinet decision, announced by military sources on Thursday, comes amid a massive buildup of forces in the Southeast.

Sources said there were military preparations throughout the region and that new armoured personnel carriers, tanks, attack helicopters, armoured vehicles and warplanes had been deployed. The Turkish Southeast is currently excluded from scope of the CFE.

Unconfirmed reports have it that gendarmerie depots are so loaded that newly deployed equipment, including Russian-made BTR-80 armoured vehicles were now being stocked at depots of the Land Forces Command.

A senior general told the TDN that "trained units from everywhere around Turkey are being sent there, even from Istanbul."

Political observers believe a major crackdown, about which there has been considerable speculation in recent months, is about to begin and may coincide with the local elections

that are due to be held on March 27. Ankara is concerned that the PKK, which has popular backing in the region, may turn the election into a de facto referendum of support.

According to the cabinet decision, which was taken without consultation with the Parliament National Defense Commission, discharges of 72/4 and 73/1 conscripts have been frozen for four months, 235 period short-term soldiers for three months and 231 and 233 period non-commissioned officers, 231, 232, 233 and 234 period health-class non-commissioned officers for five months.

# Secret Gendarmerie report reveals military inadequacies in Southeast

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A report prepared by Gendarmerie inspection teams says gendarmerie forces currently stationed in the Southeast suffer from a number of problems relating to personnel deployment, intelligence, operations, training and logistics.

On Friday, the mass circulation daily *Hurriyet* published excerpts from the secret report, which also lists proposals to overcome the military deficiencies the inspection teams witnessed during their tours of Southeastern provinces.

*Hurriyet* said an inspection team comprising three high-ranking gendarmerie officers had concluded, after investigations in Diyarbakir and Bingol provinces, that high-ranking

non-commissioned officers had been stationed at relatively safe, central locations whereas personnel lower down the ladder had been sent to faraway stations prone to terrorist attacks.

"At certain stations, the number of personnel is severely inadequate. The transportation of personnel demobilized or on leave poses grave difficulties," the report says.

It adds military personnel stationed at certain posts are unable to communicate with their relatives. "While too much is expected of low-ranking unit commanders, it is clear that such personnel lack the necessary experience and training to cope with the conditions prevalent there and assume an indifferent stance towards incidents developing in their areas," complains the gendarmerie report.

Referring to high-ranking officers posted at central headquarters, it says they suffer from a lack of adequate knowledge as to the problems encountered in the region.

As to intelligence activity in the Southeast, the report warns that because the communications of those stations defending themselves against attacks are cut off, prerequisite intelligence is lacking. It complains that search operations are limited, that thanks to a lack of control over rural areas, attacks on stations are belatedly heard of, and that not enough importance is attached to secrecy in intelligence activity.

Referring to security operations in the troubled Southeast, the gendarmerie report discloses that a large number of units refuse to conduct operations on the grounds that they lack sufficient manpower and wait for external help from other units to start operations. "The training of personnel responsible for the use of support weaponry is inadequate. Those units lacking backing by support weaponry are useless, especially in forest areas," it says. "Gendarmerie's commando units are not used properly.

They are scattered about to protect highways and military posts. Furthermore, owing to a lack of proper training on the part of station commanders, soldiers get neither adequate training nor enough rest at stations where security is inadequate," it says, "There are military posts where not even a generator is to be found."

The report adds that spare parts for combat equipment is another serious problem. "In certain towns, neither armored vehicles nor support weaponry, nor first aid equipment and personnel can be found."

Members of the inspection teams also list their solution offers to the problems experienced by gendarmerie forces on active duty in the Southeast.

"Measures should be taken to inculcate an awareness of responsibility in personnel. High-ranking senior personnel should be posted to critically positioned stations.

Reinforcements are necessary in stations lacking adequate personnel. Mobile telephones should be allocated. Officers stationed at the central headquarters should be sent to stations on a rotating basis to familiarize them with problems," the report advises.

Referring to intelligence work, it advises station personnel to engage in dialogue with the locals and demands station commanders be accorded the authority to use intelligence funds.

The report says every unit should jointly conduct operations with other units and demands additional armored vehicles, spare parts, and other equipment, thermal cameras, and support weaponry be sent to the area, also urging the immediate delivery of generators to stations which lack them.

Compulsory military service is 15 months for privates and 12 months for non-commissioned officers. With the freezing of discharges, all will be in uniform during the spring months during which Chief of Staff Gen. Dogan Gures has promised publicly "to crush terrorism completely." Gures's term in office, extended last year for 12 months, ends on Aug. 30 and it is believed he aims at solving the terrorism problem before then.

On Friday, a Chief of Staff official said the order would hold until "necessary arrangements could be made," without elaborating. Political sources in Parliament said this indicated that Turkey would be working on a new compulsory service regulation with extended terms and was buying time with this order.

But, observers say, Prime Minister Tansu Çiller's coalition government may face problems in dealing with such an extension. On Friday, at her True Path Party's General Executive Board meeting, Çiller was accused of taking the decision even without consulting with the Parliament National Defense Commission. She explained that the decision was taken in accordance with a demand by the Chief of Staff.

Military officers have been arguing for some time that Turkey is faced with a personnel problem with regard to its compulsory service. Recently, more and more newspaper advertisements have been inviting Turkish youths to join the armed forces. Defence Minister Mehmet Gölhan declared last month that Turkey had 250,000 draft dodgers and was to take measures to fill the gap.

Chief of Staff spokesman, Col. Doğu Silahçıoğlu, warned that those dodging military service, by various methods, "will certainly be punished the way they deserve and will live with this disgrace for the rest of their lives."

"Those who should really be sorry for what is happening are the families of the people who will do anything to avoid the struggle and thereby have lost their principal values," he had said.

## Çiller says military demanded freezing of discharges

Prime Minister: It was placed in front of us as an 'absolute must' at the National Security Council  
Parliamentary National Defense Commission chairman Baki Tuğ says he read the news in the papers

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Prime Minister Tansu Çiller, under fire from her own party's executives for a Cabinet decision freezing the discharge of army conscripts for three to five months, said Friday the decision was made following a request from the chief of staff.

Çiller was heavily criticized by members of the ruling True Path Party (DYP) General Executive Board for failing even to consult with the parliamentary National Defense Commission (MSK) before passing the Dec. 20-dated Cabinet decision.

Pointing out that the decision was the result

of a demand from the chief of staff, Çiller said: "There was a need. The country needed this. It was a mistake to reduce the military service period from 18 to 15 months."

Çiller said Turkey faced problems in recruiting the soldiers that it required and added, "We made this decision because in this period, there is a great demand for trained soldiers." Speaking later in the day with representatives of professional organizations, Çiller said 1994 would be "a year of struggle against terrorism."

The prime minister said, "In order to prevent a decrease in the number of people needed to

carry out this struggle, military service has been extended by three months for one time only." She added that the Cabinet decision was taken as the result of "an absolute demand" which was put to the government both at the National Security Council and by security forces.

Observers noted that aware of the reaction of relatives of conscript soldiers, both Çiller and other government ministers preferred to describe the extension as one of only three months, without referring to the freezing of discharges for four to five months for some conscripts.

Hundreds of people called newspapers and

television channels on Friday to express their feelings about an extension which, they argued, was increasing the threat to their relatives' lives, especially those fighting in the Southeast.

Baki Tug, one of the DYP's hard-liners and chairman of the MSK, demanded at Friday morning's party executive board meeting that Çiller explain "why such important decisions are being hidden from us."

Tug said he too had heard of the extension of

military service from the media.

The DYP's Manisa Deputy Tefvik Diker, also a member of the MSK, said in his speech that the Cabinet decision would lose votes for the party.

"We have already lost the families of soldiers who will be discharged three months late. The elections are ahead of us and most of the families with children serving in the Southeast are concerned.

This will reflect negatively on the elections."

Diker said. He added, "we also want to know the reasons for this decision."

During the executive meeting, DYP's Köksal Toptan said no one in the party should mention winning the March 27 local elections after this. Toptan said: "It was our party which promised to decrease the term of (compulsory) military service.

The defense minister of that time, Nevzat Ayaz, announced that military service would be decreased to 12 months, and he is now a minister as well."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JANUARY 8-9, 1994

# Expulsions Of Iranians By France Anger Swiss

By Robert L. Kroon

International Herald Tribune

GENEVA — Swiss officials on Friday described as "wholly inadequate" France's explanation for its decision to expel to Tehran two Iranians wanted on murder charges in Switzerland.

In an unusually vehement reaction, the Swiss justice minister, Arnold Koller, expressed "anger and disappointment" at France's decision to send the suspects, Mohsen Sharif Esfahani and Ahmed Taheri, home "despite a formal promise of extradition to Switzerland."

The two Iranians, arrested at Bern's request in Paris in 1992, were wanted by Switzerland for the 1990 murder in Geneva of an Iranian dissident, Kazem Rajavi. Mr. Rajavi was the brother of Massoud Rajavi, who heads the Iranian opposition group Mujahidin Khalq, which is based in Iraq.

Rejecting French arguments that the expulsions were made in its "national interest," Mr. Koller told the Swiss newspaper *Nouveau Quotidien* that this explanation "came as a regrettable surprise, is totally inadequate and undermines

the credibility of the European Convention for the repression of terrorism."

"I hope that other states will not follow the French example," he said. "This case must remain the exception, or the fight against terrorism will be compromised."

Mr. Koller noted that Switzerland had acceded to French requests for the extradition of Iranian nationals suspected of killing a former Iranian prime minister, Shahpour Bakhtiar, "despite threats from Tehran." He hinted that in the latest action, the French had made the expulsions out of fear of Iranian reprisals.

"Despite certain risks for its officials and population," he said, "I believe a state of law should confront terrorists and bring them to justice.

This is a very regrettable matter

and I was very surprised and angry when I was informed of the French government decision."

## ■ No Pressure, France Says

Foreign Minister Alain Juppé of France denied that the government had given in to pressure when it sent home the two Iranian suspects, Reuters reported Friday.

But, like other members of the government, he refused to explain why Prime Minister Edouard Balladur discounted Switzerland's extradition request and released the two from prison.

In Washington, the State Department weighed in on the dispute, saying that the United States did not understand France's decision and was seeking an explanation.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse —A.F.P.

FRA0146 4 I 0229 TUR /AFP-GD64

Turquie-Kurdes

41 personnes, 31 rebelles kurdes et 10 soldats, tuées en Turquie

ANKARA, 9 jan (AFP) - 41 personnes, 31 rebelles kurdes et 10 soldats turcs, ont été tuées lors d'accrochages entre les forces de l'ordre turques et les rebelles depuis 6 janvier dans le sud-est anatolien, a annoncé dimanche la super-préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir.

Seize maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au total ont été tués lors d'opérations de grande envergure menées dans les régions de Mardin, Sirnak et Siirt depuis jeudi dernier, selon un communiqué de la super-préfecture qui coordonne la lutte contre le PKK. Un lieutenant turc a été également tué au cours de ces opérations, indique-t-on.

Neuf soldats turcs au total ont été tués par les rebelles kurdes ayant attaqué dans la nuit de samedi trois postes de la gendarmerie turque à Sariziyafet, Maden (sous-préfecture de Sirnak) et Pervari (sous-préfecture de Siirt), a-t-on appris de même source. 15 rebelles kurdes ont été "saisis morts" par les forces de l'ordre qui ont riposté, selon la même source.

Plus de 10.750 personnes (militaires, policiers, rebelles, civils) ont été tuées en neuf ans de rébellion armée de PKK contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon une compilation de l'AFP à partir des chiffres officiels.

KG/jm/mfo

AFP 091346 JAN 94

Le Monde — 8 janvier 1994

Un entretien avec le premier ministre turc

## Tansu Ciller : « Nous visons une démocratisation pour l'ensemble de la Turquie »

Depuis son entrée en fonction en juillet 1993, Tansu Ciller, quarante-sept ans, la première femme à accéder en Turquie au poste de premier ministre, s'est surtout attachée à affermir sa position à la tête de son gouvernement de coalition, composé du Parti de la juste voie (DYP) et du Parti populaire social-démocrate (SHP). Du fait de la répression implacable contre les indépendantistes kurdes du PKK dans le sud-est du pays et à l'étranger, la Turquie apparaît, dans la région, comme un pays dont la stabilité pourrait être menacée. C'est cette impression que M<sup>me</sup> Ciller s'est efforcée de dissiper en recevant des représentants de la presse occidentale (1), le 5 janvier, dans sa résidence d'Ankara.

### ANKARA

de nos envoyés spéciaux

« Les dernières élections en Russie se sont traduites par une percée du courant ultranationaliste de M. Jirinovski. Il a tenu, vis-à-vis de votre pays, des propos provocateurs. Cela vous inquiète-t-il ?

— Bien évidemment, il y a des choses qui sont en train de changer en Russie, et ce processus va continuer. Un mouvement réactionnaire existe dans l'ancienne Union soviétique, probablement causé par la situation économique et politique de la Russie. Quoi que puisse en penser Boris Eltsine, un thème est revenu maintenant à la surface, celui du retour vers les anciennes frontières, se traduisant par une attitude nationaliste vis-à-vis des Républiques ayant acquis leur indépendance.

» En ce qui concerne la Communauté des Etats indépendants (CEI), je pense que la Russie cherche à faire pression sur les Etats indépendants en les forçant à signer des accords militaires bilatéraux qui ont pour conséquence de les isoler du reste du monde. Par exemple, de qui cherchent-ils à protéger l'Azerbaïdjan ? De l'Arménie ou bien des pays de l'OTAN, comme les Etats-Unis ou la Tur-

quie ? Il y a en Russie une tendance à vouloir s'ériger en seul protecteur de cette région contre le reste du monde et particulièrement de l'Europe. La Turquie, nous l'avons toujours affirmé, souhaite coexister et coopérer avec la Russie. Lorsque j'étais à Moscou, c'est ce que j'ai dit à Boris Eltsine, tout en soulignant que nous avons des affinités culturelles avec ces pays (turcophones, NDLR) qui sont devenus indépendants.

### Si les Arméniens arrivent à Bakou...

— Quelle forme pourrait prendre cette coopération ?

— Nous savons bien que ces pays sont destinés à avoir d'étroites relations avec la Russie, mais nous voulons aussi entrer dans le jeu. Et pourquoi pas sous la forme d'une coopération triangulaire au lieu d'une concurrence ? En ce qui nous concerne, nous avons accordé des crédits de l'ordre de 1,5 à 2 milliards de dollars aux pays de cette région, y compris l'Arménie à qui, lorsque j'étais responsable de l'économie, nous avons donné du blé et des médicaments.

» En comparaison, le G7 a donné entre 4 et 5 milliards de dollars de crédit à la seule Russie. Cela montre notre engagement dans le maintien de la stabilité dans cette partie du monde. Nous ne sommes pas tentés de recréer le vieil empire ottoman, ni de revenir à nos anciennes frontières. Ce que nous cherchons, c'est avant tout la coopération économique.

— Cela signifie-t-il que vous ne vous engagerez jamais militairement dans la région, même si les Arméniens arrivent à Bakou ?

— Non, je n'ai jamais dit cela. Nous observons de très près, au jour le jour, ce qui se passe, parce que cela nous concerne. Je l'ai aussi dit à Boris Eltsine :

« nous estimons que les Arméniens doivent se retirer des territoires conquis. Lorsque des agressions se sont produites dans un passé récent, la Turquie s'est montrée conséquente : quand le Koweït a été agressé, nous étions là pour protester, bien que nous ayons une frontière avec l'Irak. Pour la



Bosnie, nous nous sommes engagés, et j'ai l'intention de m'y rendre bientôt pour attirer l'attention du monde sur le fait qu'une fois de plus, en Europe, on assiste à un massacre incompatible avec les droits de l'homme. En Somalie aussi, nous étions là.

— La Turquie est-elle prête à l'union douanière (2) avec l'Union européenne en 1995 ?

— Oh oui ! Nous y allons très vite. Cela nous coûte cher et fait peser un lourd fardeau sur notre économie. En dépit de cela, nous persistons à poursuivre cet objectif. La Turquie est l'un des pays les plus ouverts, particulièrement vers l'Europe de l'Est. Cela doit être reconnu par nos amis en Europe et dans l'Union européenne et nous devons poursuivre les négociations dans ce domaine. Il n'y a pas d'autre pays qui ait fait ce pas de lui-même, sans recevoir aucune aide. Si vous regardez ce qu'ont obtenu l'Espagne, le Portugal, la Grèce, ce n'est pas comparable. Il faut qu'il soit reconnu que la

Turquie, qui se trouve à l'intersection du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, est essentielle pour la stabilité du continent européen.

— Un des obstacles à votre entrée dans l'Union européenne reste la question chypriote. Y aura-t-il du changement sur ce point ?

— Avant tout, je tiens à affirmer que nous n'avons rien à gagner au blocage de la situation à Chypre. Nous sommes pour une solution acceptée par toutes les parties et nous voulons y contribuer. Remarquez que je n'ai jamais utilisé ce problème dans nos débats de politique intérieure comme j'aurais pu le faire.

— Pensez-vous que l'arrivée d'un nouveau gouvernement en Chypre du Nord aidera à la solution du problème ? Etes-vous prêts à restituer une partie du territoire conquis pour y arriver ?

— Nous sommes plus ouverts à la paix que nous ne l'avons jamais été. J'aimerais voir une attitude similaire du côté grec. La restitution de territoires n'est pas la question principale. Il est essentiel que les deux communautés s'entendent sur une solution durable. Pour y parvenir, beaucoup de choses peuvent être faites. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas les mains liées.

— Pensez-vous que la présidence grecque de l'Union européenne va vous gêner dans les six prochains mois ?

— C'est un point mineur. L'essentiel est que les autres pays de l'Union européenne voient notre vitalité et considèrent un rapprochement avec la Turquie comme facteur de profit pour chacun.

### Distinguer le problème du PPK et celui des Kurdes

— On a pu assister ces derniers mois à une aggravation du conflit entre les forces gouvernementales et les séparatistes kurdes. Comment jugez-vous l'attitude des pays européens sur cette question ?

— Nous avons toujours dit que, selon le principe des vases communicants, si des organisations sont déclarées illégales

dans un pays, en Allemagne par exemple, le terrorisme se transporterait dans un autre. Le Royaume-Uni, la France et même les Pays-Bas, où aucune organisation [kurde] n'a jamais été interdite, en ont pris conscience. Je pense qu'il est grand temps de nous attaquer à ce problème. Nous partageons les mêmes valeurs : la démocratie, la protection des droits de l'homme et nous devons nous soutenir mutuellement. Il ne faut pas mélanger le problème du PKK avec celui des Kurdes vivant en Turquie ou ailleurs dans le monde. En 1993, deux mille personnes ont été tuées en Turquie. La grande majorité d'entre elles étaient des Kurdes tués par le PKK. Nous essayons de protéger nos citoyens, quelle que soit leur origine.

- **N'y a-t-il pour vous qu'une solution militaire au problème du PKK ?**

- J'ai passé le Nouvel An dans le Sud-Est anatolien. Dans les rues, aux balcons, l'attitude de la population à mon égard était la même que dans n'importe quelle autre ville du pays : il y avait de grandes marques d'affection pour ma personne dans une atmosphère détendue. Voilà la situation. Les gens ont peur du PKK et ils veulent que l'Etat turc protège leur vie et leur assure du travail. Ce que nous investissons dans cette région est onze fois plus élevé que ce que nous en retirons.

» Nous croyons au processus de démocratisation et nous allons faire des pas importants dans cette direction. Ce n'est pas, notez-le bien, une concession au PKK. La démocratie a déjà fait un long chemin dans ce pays depuis les années 40. Nous allons continuer. Nous visons une démocratisation, non seulement pour cette région, mais pour l'ensemble de la Turquie.

» Je souligne qu'il n'existe pas de minorité dans ce pays : tout le monde a le droit de vote, peut être élu au Parlement, quelques-uns des plus importants membres de mon gouvernement sont kurdes et lorsque j'en ai nommés, je ne me suis même pas posé la question de leur origine».

Propos recueillis par  
**NICOLE POFF**  
et **LUC ROSENZWEIG**

(1) *The Independent* (Londres), *le Monde*, *De Standaard* (Bruxelles)

(2) Le principe de la suppression en 1993 des barrières douanières entre la Turquie et l'Union européenne a été adopté. Des négociations sont en cours entre Ankara et Bruxelles pour régler cette question dans le détail.

## L'affaire des deux Iraniens « expulsés » vers Téhéran

### Berne et Washington critiquent sévèrement l'attitude de Paris

Alors que le gouvernement français continue de se réfugier derrière la « raison d'Etat », son refus d'extrader deux Iraniens vers la Suisse - où ils sont soupçonnés de l'assassinat d'un opposant au régime de Téhéran - et sa décision de les « expulser » vers l'Iran (*le Monde* du 1<sup>er</sup> janvier) continuent de soulever de vives protestations.

Dans un entretien publié, vendredi 7 janvier, par un journal de Lausanne, *le Nouveau Quotidien*, le ministre suisse de la justice, Arnold Koller, a reproché à Paris d'avoir affaibli la lutte contre le terrorisme international. La décision des autorités françaises a constitué une « surprise totale », a dit M. Koller : « Nous n'avons absolument rien su avant le 29 décembre, et il n'y a eu aucune concertation. »

M. Koller juge l'attitude de Paris « très regrettable ». « Les instruments juridiques européens sont bons, a-t-il fait valoir, mais il faut les appliquer. C'est une question de solidarité entre les Etats dans leur lutte contre le terrorisme. » « Il ne faut pas céder aux terroristes. C'est la seule manière d'agir, sinon ce sont eux qui l'emportent. Mon souci est que cette affaire ne fasse pas école ni que d'autres Etats suivent

l'exemple de la France », a encore déclaré M. Koller. Il a admis que l'« intérêt national » invoqué par la France pouvait parfois être justifié, « par exemple, une menace de grande ampleur, impossible à stopper et qui mette en danger la vie de beaucoup de gens ». « Mais, a-t-il ajouté, j'insiste : mon credo est qu'il faut tenir tête aux terroristes. »

De son côté, le département d'Etat américain, dans un communiqué, a déclaré : « Nous ne comprenons pas la décision » de Paris. Le département d'Etat a fait savoir qu'il avait demandé « des éclaircissements à ce sujet au gouvernement français ». « Les Etats-Unis pensent que la loi doit s'appliquer aux terroristes », souligne le communiqué.

A Paris, le ministre des affaires étrangères a déclaré, vendredi, à Europe 1, que « tout a été dit sur cette affaire ». « Nous n'avons cédé à personne. La détermination du gouvernement de faire en sorte que la France ne soit pas la base arrière du terrorisme international ne fait aucun doute », a encore dit Alain Juppé, avant d'ajouter que « lutter contre le terrorisme, cela ne consiste pas à garder sur le territoire national ceux qui organisent le terrorisme ». - (AFP, Reuter.)

## Une lettre d'Ali Keshtgar, écrivain en exil

Nous avons reçu d'un écrivain iranien, Ali Keshtgar, opposant vivant en exil en France, une lettre dont nous publions les extraits suivants :

« (...) La France a cédé face au chantage du terrorisme international, de sorte que le régime islamique pourra impunément poursuivre ses actions meurtrières. En tant qu'opposant exilé en France, ou tout simplement en tant qu'homme désireux de liberté, comment puis-je réagir à cette nouvelle, sinon par une douloureuse colère et une envie de crier « Honte à la France ! ».

Quel « intérêt national » nécessite de remettre en cause l'indépendance de la justice inhérente à la démocratie même ? Quel « intérêt national » nécessite que la République s'éloigne des prin-

cipes démocratiques de la Révolution de 1789 pour collaborer avec les dirigeants de la révolution islamique ? Ahmed Taheri et Mohsen Sharif Esfahani sont libérés aujourd'hui pour que demain d'autres opposants politiques iraniens, ceux qui espéraient trouver refuge en Europe, soient plus honteusement encore assassinés dans quelque rue de Paris, Vienne, Genève, ou Berlin, pour qu'ils soient, en un mot, sacrifiés à l'« intérêt national » des uns et des autres.

(...) Vivons-nous dans un monde assez absurde pour laisser se vérifier les prédictions grotesques des mollahs qui veulent envahir le monde par le fanatisme et la corruption ? »



# La plaie kurde

Des incidents ont éclaté avec la population d'origine turque dans les villes côtières de la Méditerranée

Le Monde

• Samedi 9 janvier 1993 •

## ALANYA

de notre envoyé spécial

**E**TENDUE le long d'un golfe sur la côte sud de la Turquie, Alanya ressemble à tant d'autres stations balnéaires du pourtour de la Méditerranée. Seules la distinguent sa mosquée, flanquée de son minaret, au milieu des cubes de béton blanc qui continuent de pousser comme des champignons, ou de rares maisons de bois à l'architecture traditionnelle, avec leurs balcons en surplomb des façades.

La ville est entrée dans la somnolence de l'arrière-saison, avec ses magasins sans badauds, ses rues trop larges pour les seuls habitants, ses alignements d'immeubles vides, son office du tourisme déserté. Depuis plusieurs années, de nombreux Kurdes, fuyant la misère et la violence du Sud-Est, ont émigré vers l'Ouest, dans les villes de la côte comme Alanya ou Antalya, célèbre station balnéaire distante de 150 kilomètres, sur la « Riviera turque », où le tourisme permet de trouver des emplois, mais où leur arrivée a aussi créé des tensions.

### Les menaces du maire

C'est dans ce contexte qu'Alanya, à l'automne de l'année dernière, a été rattrapée par la guerre. Le 29 octobre, jour de la fête nationale, plusieurs milliers de personnes assistaient aux funérailles du premier soldat originaire de la ville tué dans les affrontements du Sud-Est avec les séparatistes kurdes. Pendant la cérémonie, des incidents ont éclaté.

Que s'est-il vraiment passé ? Les versions diffèrent sensiblement. Il semble que deux personnes, venues, selon le maire, M. Cengiz Aydogan, de Van, à 1000 kilomètres plus à l'est, ont crié des slogans que la foule a jugés irrespectueux envers le défunt. Les deux perturbateurs ont été pris à partie et n'ont échappé au lynchage que grâce à l'intervention de la police. Mais les incidents ne se sont pas arrêtés là. Des boutiques tenues par des Kurdes ont été attaquées, parfois brûlées. Le tout sous les yeux de quelques touristes.

Depuis, à en croire le maire, membre du DYP, le parti du premier ministre, le calme est revenu. Selon lui, la bonne entente qui prévalait entre les différentes communautés a été retrouvée. Mais M. Aydogan, souriant et accueillant, qui semble très peiné de ces

incidents, se fait soudain menaçant envers d'éventuels fauteurs de troubles : « *Mon premier devoir, dit-il, est de maintenir la paix.* » Alanya, qui représente à elle seule 20 % des capacités d'accueil touristique du pays et passe en été de quelques dizaines de milliers d'habitants à « un million en comptant la banlieue », dit-il avec fierté – vit des vacances. C'est pourquoi, avec l'aide de la police et de l'armée s'il le faut, le maire fera expulser sans faiblesse de sa ville tous ceux qui menaceraient l'essor de ce tourisme miraculeux.

Bien sûr, M. Aydogan précise que sa menace vaut pour toute communauté, quelle qu'elle soit. Tout comme le premier ministre, M. Aydogan refuse de reconnaître l'existence d'un problème kurde spécifique : les Kurdes sont des citoyens turcs comme les autres. Et pour prouver ses bonnes intentions, il embrasse, dans un geste théâtral, notre traducteur, qu'il sait kurde. Quant à la responsabilité des incidents, il évoque de mystérieuses « *forces extérieures* » qui voudraient du mal à la Turquie. Le responsable local du parti d'extrême droite MCP, Mehmet Mutlu, affirme, lui, que tous les malheurs du pays viennent de « *l'impérialisme* » occidental, la France étant « *la première* » à vouloir déstabiliser la Turquie.

Deux semaines après notre venue, un responsable du HEP, parti kurde soupçonné de sympathies pour le PKK, était assassiné à Antalya, ce qui a entraîné, en représailles, une attaque sanglante contre la police (le Monde du 10 décembre), dans cette localité célèbre au-delà des frontières de la Turquie, que d'aucuns comparent à Nice ou Menton. Ce climat explique les précautions dont s'étaient entourés les militants du HEP d'Alanya pour nous rencontrer : deux hommes sautant en voltige dans la voiture qui fera des tours et des détours, afin de semer le présumé véhicule suiveur de la police, avant d'arriver dans un appartement où six familles, par précaution, habitaient ensemble depuis vingt jours.

### Des accusations contre l'armée

Selon ces militants du HEP, les incidents et les attaques contre des Kurdes ont continué bien après les affrontements du 29 octobre, dont ils accusent tous les autres partis politiques d'être collectivement responsables. A les en croire, le but est de les chasser de la ville. A

l'échelon national, ils accusent l'armée – et non le pouvoir civil – de vouloir renvoyer tous les Kurdes dans le Sud-Est afin de les exterminer.

Malgré l'exagération manifeste nourrie des sentiments nationalistes des deux côtés, il apparaît évident que la vie à Alanya n'est pas aussi sereine que l'affirme le maire. Diverses localités de Turquie, y compris dans une ville de l'importance d'Izmir, sont le théâtre d'incidents dont le scénario est souvent le même qu'à Alanya : des échauffourées se produisent pendant des funérailles de soldats tués dans le Sud-Est. La presse a rapporté des attaques de jeunes gens contre des Kurdes, en particulier contre le HEP, à Fethiyé, sur la côte méditerranéenne, à Turgutlu, sur la côte de la mer Égée.

Dans les deux cas, il ne s'agissait pas d'actions spontanées. M. Celik Hüsyin, qui n'est pas kurde, mais appartient à l'opposition de gauche de la région d'Antalya, donne l'exemple de la petite ville de Serik, également sur la côte méditerranéenne, où, après des incidents remontant à deux ans, les Kurdes ont été expulsés de la ville.

Ces tensions sont alimentées par la multiplication d'accrochages meurtriers qui, selon un bilan établi à la fin de 1992 par le quotidien *Cumhuriyet*, ont fait, dans les six derniers mois, soixante et un morts, dont douze membres de forces de sécurité dans trois villes de la côte méditerranéenne : à Adana, dans le port de Mersin – où, selon certaines informations, le PKK contrôlerait les docks – et à Antalya. Ces affrontements pourraient-ils provoquer une fracture irréversible entre Turcs et Kurdes ?

Même si un diplomate occidental juge « *compréhensibles* » les réactions, encore « *isolées* » dit-il, de la population turque qu'exaspèrent les pertes subies par l'armée dans les combats avec le PKK, Sami Kohen, éditorialiste au quotidien *Milliyet*, note que l'aggravation des combats dans le Sud-Est « *commence à provoquer un sentiment nationaliste d'hostilité anti-kurde* ». S'ils se poursuivaient, ces incidents pourraient déboucher sur un affrontement généralisé avec les Kurdes qui, par centaines de milliers, peuplent les banlieues et les bidonvilles autour d'Istanbul et d'Ankara. On n'en est certes pas là. Mais un homme d'affaires d'Istanbul confie : « *C'est l'une des plaies les plus dangereuses, qui peut s'envenimer et se répandre sur tout le corps.* »

J. L. A.

# La terreur au service du nationalisme

*Poussés par la répression vers le PKK, les Kurdes de Turquie manquent d'une voix modérée pour faire entendre leurs revendications*

ISTANBUL

de notre correspondante

**L**E Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est-il un mouvement de libération défendant les droits légitimes des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie ou simplement, comme l'affirment les autorités turques et certains gouvernements occidentaux, une organisation terroriste aux méthodes brutales et extrémistes ?

Pour mieux comprendre le PKK, il faut remonter à ses origines dans les années 70, la période troublée au cours de laquelle près de 5 000 personnes ont trouvé la mort en Turquie, victimes des combats entre la gauche et la droite ou des rivalités entre plusieurs dizaines de factions d'extrême gauche.

Abdullah Ocalan, dirigeant autocratique du PKK depuis sa fondation (1), était alors étudiant à la faculté des sciences politiques d'Ankara et membre du mouvement de la Jeunesse révolutionnaire (Devrimci Genç). « Je me souviens d'avoir été arrêté au cours d'une rafle avec plusieurs dizaines d'autres militants de gauche ; Abdullah Ocalan était parmi eux, raconte un ancien maoïste. Personne ne le prenait au sérieux, pour nous il n'était qu'un rustre. »

Cette difficulté à s'imposer dans les milieux intellectuels a peut-être poussé Abdullah Ocalan, ou Apo, né à la fin des années 40 dans une famille pauvre de la province de Sanliurfa, à se démarquer de l'extrême gauche turque, qui appuyait uniquement les revendications des Kurdes dans le cadre de « solutions révolutionnaires » s'appliquant à l'ensemble du pays, pour embrasser la cause du nationalisme kurde, fortement teinté de marxisme-léninisme. Le mouvement séparatiste kurde n'est pas

né dans les montagnes du Sud-Est anatolien, où il est le mieux implanté actuellement, mais à Ankara, où, dès 1974, eurent lieu les premières réunions de ce qui allait devenir le PKK. Ce n'est cependant que vers la fin des années 70 que les « Apoïstes » – comme on disait à l'époque – commencèrent à faire parler d'eux en se lançant dans la propagande armée au sud-est du pays, éliminant au passage des organisations rivales.

Le 15 août 1984, date de deux attaques ayant causé la mort d'un officier et d'un soldat dans les provinces de Siirt et Hakkari, est généralement considéré comme le véritable début de la lutte armée du PKK. Depuis lors, les affrontements se sont poursuivis, de plus en plus fréquents, entraînant la mort de plus de 5 600 personnes, dont près de 2 000 en 1992, une année particulièrement meurtrière.

## Le refuge des deshérités

Le gouvernement turc attribue la transformation du PKK de petit groupuscule marxiste en une organisation puissante menaçant l'unité de l'Etat turc à l'assistance de gouvernements étrangers tels que la Syrie – où Ocalan et ses collègues se sont installés après le coup d'Etat de septembre 1980, – l'Irak et l'Iran, ainsi qu'au soutien financier des réseaux de Kurdes exilés en Europe, ce qui lui permet d'affirmer que le séparatisme kurde est un problème extérieur à la Turquie.

La politique répressive de l'Etat turc a également contribué largement à pousser les habitants du Sud-Est anatolien – paysans deshérités pour la plupart, exploités dans une société tribale et féodale et laissés-pour-compte du boom économique des années 80 – dans

le camp du PKK. Sans espoir d'un avenir meilleur, harassés quotidiennement par les forces de sécurité qui semblent voir en chaque Kurde, armé ou non, un ennemi potentiel, de nombreux jeunes, garçons ou filles, choisissent de « partir vers les montagnes » pour rejoindre les rangs du PKK.

## Le soutien syrien

L'idéologie du PKK, mal définie, n'a finalement qu'une importance secondaire. Le marxisme, parfois additionné d'une dose d'islam, qui semble la constante de la politique d'Apo n'est pas ce qui attire les jeunes recrues à la recherche d'un avenir meilleur. L'établissement d'un Etat kurde indépendant semble le but ultime du PKK, même si la position de son dirigeant fluctue entre l'idée d'une fédération avec la Turquie et la libération de la totalité du territoire kurde, aujourd'hui divisé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Irak.

En novembre 1991, lors d'un entretien avec Ismet İmset, journaliste turc auteur d'un récent ouvrage, *PKK : rapport sur la violence terroriste en Turquie*, Ocalan admettait que les massacres de civils – femmes et enfants de « collaborateurs », instituteurs turcs – avaient été une erreur et affirmait que son parti avait rejeté ces méthodes. Pourtant, les attaques contre les miliciens pro-gouvernementaux et leurs familles ont repris de plus belle en 1992.

Ces actions meurtrières, qui ternissent l'image des Kurdes à l'étranger, ainsi que la pression de la Turquie et l'influence grandissante du PKK auprès de la population du nord de l'Irak ont poussé les Kurdes irakiens à utiliser la force pour déloger les militants séparatistes de leurs bases dans cette région. « Ils nous ont trahis.

*Nous les avons aidés pendant quatre ans, mais ils ont dévoilé nos secrets à Saddam Hussein, »* déclarait Masoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, à la BBC.

La présence de nombreux Syriens – près d'un tiers – parmi les 1 500 à 2 000 militants du PKK qui ont été forcés de quitter leurs bases à la frontière turco-irakienne en novembre après la signature d'un accord entre leur organisation et les Kurdes irakiens prouve que le PKK dispose d'un important soutien populaire non seulement au sud-est de la Turquie, mais également au sein de la minorité kurde de Syrie.

En huit ans, le PKK s'est imposé comme le principal représentant de la communauté kurde de Turquie et un des facteurs majeurs qui ont forcé les autorités turques à se pencher sur leur problème. Mais ses méthodes meurtrières sont également un obstacle de taille à l'établissement d'un dialogue entre les Kurdes et Ankara, qui ne veut pas avoir l'air de céder à la pression du terrorisme.

Le gouvernement turc n'a pas su exploiter ce moment de faiblesse du PKK pour tenter de reconquérir la population du Sud-Est. Coïncidant avec l'oppression de l'Etat turc et l'extrémisme du PKK, les Kurdes de Turquie sont toujours privés d'une voix modérée.

NICOLE POPE

(1) En exil depuis 1980, Abdullah Ocalan continue de diriger son organisation à distance et d'une main de fer, sans tolérer les dissensions. Loin de s'avouer vaincu, il annonce d'ores et déjà une année « de lutte, partout ». Son but en 1993 : attaquer les régions touristiques en priorité, afin d'« assécher les ressources financières de l'Etat turc ».



10 JANVIER 1994

# L'Allemagne suspend une livraison de matériel militaire à la Turquie

L'Allemagne a mis à exécution sa menace de suspendre une livraison de matériel militaire à la Turquie prévue en avril, dans la crainte d'une utilisation de ce matériel contre la rébellion kurde. Avant de poursuivre ses livraisons, le gouvernement allemand souhaite vérifier des témoignages faisant état de l'emploi contre les rebelles kurdes d'armes fournies par l'Allemagne.

Bonn a pris cette décision à la suite de réactions des milieux de l'opposition social-démocrate notamment, dénonçant l'utilisation de ces armes faite par les forces turques. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, avait annoncé dernièrement l'éventualité de suspendre à nouveau les livraisons d'armes allemandes à la Turquie. "Nous allons sans doute devoir à nouveau réfléchir à l'opportunité de poursuivre les livraisons d'armes" avait déclaré le chef de la diplomatie allemande dans une intervention publique.

Le responsable de politique étrangère du parti social-démocrate (SPD), Karsten Voigt, avait affirmé mardi qu'il avait reçu "des indications claires" selon lesquelles les forces turques font usage des armes alle-

mandes contre les groupes armés du PKK. Faisant écho à diverses organisations allemandes de défense des droits de l'homme, le groupe social démocrate au "Bundesrat" avait déjà saisi le parlement fédéral le mois dernier au sujet de l'utilisation des armes allemandes contre les Kurdes, qui avait par ailleurs fait l'objet d'importantes manifestations dans différentes villes allemandes.

M.Kinkel, qui attendait "des preuves concrètes" pour réagir, a néanmoins envoyé une lettre à son homologue turc, Hikmet Cetin, pour lui demander de se pencher rapidement sur la question. Le chef de la diplomatie allemande a manifestement choisi de ne pas attendre ces "preuves", afin d'éviter à son gouvernement un nouveau "scandale". La question est en effet d'autant plus sensible qu'elle avait coûté le fauteuil du ministre allemand de la Défense en 1992, quand des révélations avaient fait état de l'usage par les forces turques dans des opérations contre les Kurdes d'armes puisées dans les stocks militaires de l'ex-RDA et livrées à Ankara par l'Allemagne. L'Allemagne avait temporairement suspendu en mars 1992, ses livraisons d'armes, au risque d'un

refroidissement des relations turco-allemandes. Le gouvernement avait repris ses livraisons en juin 1992, tout en subordonnant la poursuite à l'engagement formulé par Ankara, de ne pas se servir de ces armes à des fins militaires ou répressives et d'en restreindre strictement l'utilisation au cadre de l'OTAN.

A Ankara, le gouvernement turc a démenti jeudi l'utilisation d'armes allemandes contre les rebelles kurdes dans le sud-est anatolien.

La prochaine livraison allemande, en date du 15 avril, suspendue par les autorités de Bonn, ne contenait cependant pas d'armes. La décision a été prise à la suite d'un accord entre la chancellerie, le ministère de la Défense et des Affaires étrangères. Selon un décompte gouvernemental, l'Allemagne a livré depuis 1990 du matériel militaire pour un total d'environ 1,5 milliard de DM (environ 5 milliards de Francs), fournissant en particulier 100 chars d'assaut de type "Léopard I" de fabrication allemande et 30 avions de combat "Phantom".

Il est vrai que les menaces allemandes sont d'autant moins redoutées par Ankara que la concurrence est féroce. La France ne s'indigne par exemple pas outre mesure de l'utilisation par les forces turques dans des raids contre les Kurdes des hélicoptères qu'elle leur a vendus, sans compter la Russie, dont les prix défiant toute concurrence ont déjà trouvé preneurs en Turquie.

turkish daily news, January 10, 1994

## Iraqi Kurds sentence Turk for journalist's murder

Reuters

ANKARA- An Iraqi Kurdish court sentenced a Turkish Kurd to 26 years in jail for the murders of two British journalists in northern Iraq in 1991, a Turkish newspaper said on Sunday.

The court in the northern Iraqi town of Irbil found Hasim Ciftci guilty of killing BBC reporters Nick Della Casa and Charles Maxwell whom he guided in northern Iraq, *Hürriyet* daily said. It did not say when the sentence was passed. Della Casa's journalist wife Rosanna, third member of the team, is still missing but her death was not proved

because her body has never been found.

Ciftci has admitted to killing the two men but has said he did not kill Rosanna Della Casa whom he let go.

The journalists were reporting from the area in March 1991 at a time of upheaval in northern Iraq as 500,000 Kurds fleeing attacks of the Iraqi army had flocked to the Turkish border.

Ciftci was given 20 years for the murders and six years for stealing the journalists' money and cameras, *Hürriyet* said. Iraqi Kurdish officials based in Ankara were not available for comment.

In Ankara, police rounded up 80 Iraqi Kurds who had entered Turkey illegally, the Anatolian news agency said.

It said women and children were among the Kurds who had no passports. They would be deported to northern Iraq, it quoted police officials as saying.

The Iraqi Kurds were detained in a series of recent searches on houses in Ankara where they were staying.

Groups of illegal Iraqi Kurdish entrants frequently attempt to cross into Greece from Turkey with the idea of going to other European countries.

## Çiller criticizes Belgian govt for 'PKK sympathy'

PM says a country pretending to be the capital of Europe has to be exemplary in combatting terrorism

*Turkish Daily News*

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller has characterized the understanding of the Belgian government for supporters of the PKK as "saddening," and maintains that the stance adopted by Brussels amounts to support for terrorism.

In an interview with the Belgian Flemish daily "De Standard," Çiller said there was a need for international cooperation against terrorism, and added, "I fail to understand why Brussels does not see the need for such cooperation."

She was referring to the recent tension between the two countries following the rioting of Turkish immigrants after Belgian authorities allowed PKK supporters from Germany to demonstrate in a predominantly Turkish district of Brussels. Çiller called on the Belgian government to follow the lead of Germany and France, and to ban the activities of the PKK and all its branch organizations in Belgium.

She added that a country pretending to be the capital of Europe had to be exemplary in the fight against terrorism. Arguing that Turkey was a democratic country sharing the basic principles of Europe, supporting human rights and the fight against terrorism, Çiller said that everyone in Turkey enjoyed equal rights and that there was no discrimination on the basis of ethnicity.

"I was in the Southeast on New Year's Eve. While there I talked to the man on the street, to the citizens. What I heard on the streets, from houses and balconies was the same as what people in other parts of Turkey are saying. The people in the Southeast are afraid of the PKK," Çiller said.

She added that what people in the Southeast wanted from the government was security to be provided and jobs to be created for them.

"Because of this we will continue with our heightened investments in the region. For every Turkish Lira that is invested in other parts of Turkey, we will invest 11 in the Southeast," Çiller added.

Responding to a question on whether it is possible to start a dialogue with the PKK, or to make some concessions to alleviate the problem in the Southeast, Çiller said her government supported the further democratization of the region. "We do not see this as a concession to the PKK. The reason why we are doing this is because it will be useful for the region.

A significant amount of progress has been made in this respect. Some of the members of my cabinet are of Kurdish origin.

They attend very secret meetings and study the most secret files. Be-



Prime Minister Tansu Çiller

sides, they are in key positions.

"When people are taken on for a job no one looks at their ethnic origin. The important thing is the country's unity, its security, and for democracy to operate in every part of the country. I want my citizens to enjoy the same rights and to receive the same protection," Çiller added.

Çiller indicated that Turkey had been fighting against not only PKK violence but also its narcotics and arms smuggling activities. She said, "How fortunate it is that many countries in the world have now begun to see the truth."

## Turkey and Iraq discussion on crude oil continues

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey and Iraq continued talks on Sunday regarding the future of the 9.5 million tons of crude oil in the Yumurtalık- Kirkuk pipeline which has been closed since 1990 because of the Gulf Crisis.

The talks were chaired by Iraqi Foreign Ministry Undersecretary Riyadh Al-Qaysi and his Turkish counterpart Ozdem Sanberk. Al-Qaysi arrived in Ankara on Friday and the talks started on the following day.

"Turkey attaches great importance to the future of the Kirkuk-Yumurtalık pipeline which is an important investment undertaking for the two countries," Sanberk said in his announcement to the press after the first round of talks. Sanberk stressed that Turkey

had been trying to find a solution to the problem of drawing oil from the pipeline while remaining within the framework of the U.N. Security Council resolutions.

"Oil has started to damage the pipeline. We have to empty the pipeline at once," Sanberk cautioned.

Sanberk, also characterized the first round of talks with the Iraqi officials as "fruitful."

"During the talks, we discussed bilateral relations and common issues and problems," Al-Qaysi said for his part.

Iraqi and Turkish technical committees continued talks on Sunday.

Foreign Minister Hikmet Çetin said earlier that he thought an accord should be reached on the emptying of the pipeline at once. "Primarily, the issue is what is to be done with Iraq's share of crude oil after the

pipeline is emptied," he said.

Ankara is free to use its share of the trapped oil, but the U.N. sanctions committee would have to approve the disposal of any Iraqi-owned crude.

Ankara suggests that half of the Iraqi oil in the pipeline would cover Iraq's debts to Turkey, and the other half should be allocated to Turkey in return for exports of Turkish goods and services to Iraq.

Ankara urges Iraq to comply with U.N. demands to scrap its weapons of mass destruction so that the oil and trade embargo on Baghdad can be lifted.

U.N. Secretary General Boutros-Ghali is urging Iraq to accept a U.N. offer to sell \$1.6 billion worth of oil under supervision, a proposal Iraq rejects as infringement upon its sovereignty.

## Çiller makes confusing statements on terrorism

*According to PM, Army launched operation into Syria and it did not  
Military discharges frozen just this once but may be frozen again  
Terrorism to end both in summer and fall of 1994*

By Kemal Balci

Turkish Daily News

ANKARA- The latest statement made by Prime Minister Tansu Çiller on terrorism and security have once again confused minds. According to the prime minister, the Turkish armed forces has indeed launched a cross-border operation into Syrian territory. but it would be wrong to qualify it as a cross-border operation. She says the governmental decision to freeze all Army discharges was taken just for this once but adds that the efforts are currently under way at the National Security Council (MGK) and Defense Ministry to extend it if need be. Furthermore, according to Çiller, terrorist activity in the Southeast will cease to be a problem both in the summer of 1994 and the fall. Previous statements, however, said terrorism would be eradicated in the winter at the latest.

Statements made by Çiller to reporters Saturday on a plane bound for the Southern province of Adana, where Çiller was to attend a mass rally, clashed with those made by other state officials.

Answering reporters' questions about whether press reports that a cross-border operation had been launched into Syria were true, Çiller said "Some slipping into other territory might occur." Yet she was prompt to add, "This should not be exaggerated as an operation into Syria."

Her statement only added to the uncertainty over whether such an operation had been started.

Answering another question on whether the governmental decision to freeze all Army discharges would be extended, Çiller maintained her ambiguous attitude. "Originally, 554,000 soldiers were needed. We were 110,000 short of that number. (With the decision) We have 97 percent of what we ordinarily need. Why did this happen? First, compulsory military service was decreased from 18 months to 15. Yet the fight against terrorism in the Southeast is continuing at full speed," Çiller said, "Every year, in January, Feb-

ruary, and March, terrorist activity decreases (thanks to winter) only to escalate later on. This vicious circle shall not be repeated this year. That's why we made the decision. They told me at the MGK meeting. Then I realized that we needed experienced personnel to defeat terrorism and that therefore we had to extend military service.

"Our sons will serve for three more months. What counts is that we should finish terrorism off in 1994. We will never let the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) pull itself together. A three-month decision to freeze discharges was taken during the Motherland Party (ANAP) government as well when no determined struggle against terrorism was waged. This decision is not something extraordinary, but there is a very important reason for its implementation. We did this to defeat terrorism," she argued.

Answering a reporter's question on whether the decision would be extended for another term, Çiller said: "Extensive studies are under way at the MGK and the Defense Ministry. But I think we will manage to deal with (terrorism) with this single one. (The decision) will not be extended again."

Referring to dates when terrorist activity will end, Çiller uttered statements conflicting with those made by other state officials. Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and Defense Minister Mehmet Gölhan have both claimed that PKK terrorism will be finished at the end of winter at the latest whereas Çiller said it would end both in the summer and in the fall of 1994. "The public demands that we wipe out terrorism. Take whatever you want, soldiers, taxes, but finish it, they say. This has been a vicious circle for the past decade. In the summer and fall of 1994, we will eradicate the problem of terrorism from Turkey's agenda," the prime minister promised.

She further claimed that inflation and unemployment were two other problems that would be wiped out in 1994.

## Aydınlık, Gündem: Soldiers disturbed over service extension

**Mainstream press reacts mildly  
to military service extension**

Turkish Daily News

ANKARA- The government's surprise announcement freezing all army discharges has met with varied reaction from the Turkish press. While big-selling dailies have, on the whole, stuck to their run-of-the mill, cautious style of reporting, left-leaning dailies have directed harsh criticism against the decision.

Prodded by the military, the Turkish government on Thursday froze all army discharges for three to five months because the fight against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is expected to escalate in southeastern Turkey in spring.

Nearly 200,000 troops, paramilitary police, commandos and village militiamen are engaged in the fight against the terrorists. The Cabinet decision covers privates and reserve officers, with retirements also halted.

Prime Minister Tansu Çiller on Friday admitted the decision was taken following an "absolute demand" by military circles. She came under severe criticism from the senior members of her own True Path Party (DYP) for failing to consult with Parliament's National Defense Commission (MSK) before the decision was reached by the cabinet.

### Press reaction to the decision

All Turkish dailies on Friday came out with front page banners, disclosing that all army discharges had been frozen by the government.

"The decision was kept secret," mass circulation Hürriyet said. "The Cabinet decision was taken as far back as Dec. 20, 1993. However it was classified top secret. It was approved at summit meetings at the Presidential Palace and the Chief of Staff's Headquarters on Tuesday."

Sabah, another mass circulation paper, said the decision was the most vital part of a package of measures to ensure voters' security in the Southeast in the upcoming nationwide local elections of March 27.

"Another factor was the latest developments in Russia and Greece," it said. "The inimical foreign policy of Greece towards Turkey has definitely played a role."

Cumhuriyet said the Cabinet decision dated Dec. 20 had not been made public, in an attempt to prevent "panic" in the Turkish military.

Leftist daily Aydınlık's banner read "Greatest operation of the decade."

"The military is on the verge of a major operation in the Southeast. Sources close to the Chief of Staff's headquarters say a gigantic pincer movement is in the offing. Military equipment is being sent to the region on an unprecedented scale," it said.

On Saturday, mainstream Turkish papers opted for a subdued tone on the governmental decision.

Hürriyet quoted Prime Minister Çiller as saying that another decision to further freeze discharges would not be taken, and that the Cabinet had decided on the measure following demands by the National Security Council and the Chief of Staff's headquarters.

It also reported that the public was reacting angrily to the decision. "Hundreds of phone calls by citizens protesting the decision jammed our switchboards," it said. "They demand that the government immediately withdraw it."

Hürriyet also quoted the leaders of the main opposition Motherland Party (ANAP) and of the Republican People's Party (CHP) as criticizing the decision.

As part of a front page attack on the failure of the Turkish political system to come up with solutions to society's problems, Sabah said the public had been denied information on the Cabinet decision to freeze the discharges.

"Such negative developments help create feelings of unease and dejection among the masses," it said.

Sabah said DYP members, who learned of the decision from reporters, had lashed out at Çiller for her failure to inform her own party.

In his column titled "Who is ruling Turkey?" Sabah's Cengiz Çandar argued that the present government was doomed to collapse before the end of 1994.

"If the rumor (that the military demanded that the government make the decision) is true, then it is a shame for the government, and especially for the Social Democrat People's Party (SHP) which keeps bragging about the significance it attaches to basic freedoms and rights and democratization," wrote Çandar.

"But if it was not the military that urged the government to make such a decision, then this means that this government has become a handicap to Turkey.... Early polls have to purge the country in 1994," he concluded.

Cumhuriyet quoted ANAP's Eyüp Asik as saying the governmental decision was a "preparation for the declaration of martial law." Aydınlik's front page banner read "Soldiers are crying."

"Soldiers and their families are reacting angrily to the decision," it said. "Soldiers at the Ankara Cartography Command broke up chairs. Large numbers of families phoned the DYP and SHP headquarters protesting against the decision and demanding its immediate withdrawal. The ministers signed the decision without even reading it," Aydınlik claimed, adding a group of soldiers in Istanbul had told the Aydınlik reporter that they were going to desert.

It also quoted a soldier stationed in the eastern province of Erzurum as saying that the decision was "worse than death." "I cannot perform my duties properly," he said.

Pro-Kurdish daily Özgür Gündem said that the public reaction was one of anger.

It quoted pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Deputy Chairman Remzi Kartal as saying that the decision was indicative of the state's determination to insist on its militarist approach to the Kurdish problem.

On Sunday, Hürriyet said Defense Minister Mehmet Golan's statement that the decision could be repeated by force of circumstances conflicted with the prime minister's assurance that it was "only for this once."

It added that the Chief of Staff's headquarters had verified the rumors that the military had demanded the freezing of all discharges.

"It was communicated to the government as an urgent and important demand," Hürriyet was quoting a written statement signed by Chief of Staff Secretary General Gen. Hursit Tolon.

Aydınlik claimed that privates were not convinced by any of the excuses voiced by the government and that their first reaction had been to "slow down their pace." "Privates stationed at Erzurum's Askale Fourth Armored Brigade have decided to slow the pace of their daily chores. And they are going to make their superiors pay attention," Aydınlik said. "A private at Istanbul's 26th Armored Brigade tried to commit suicide. Privates say 1994 will be the year of desertions. Their families are worried."

Özgür Gündem on Sunday claimed soldiers at Gercus station in Batman province had fired shots and shelled the outskirts of the town in protest at the news.

It said a commando stationed in Batman province had reportedly committed suicide after he had heard of the decision. The daily further claimed that President Suleyman Demirel had himself reacted angrily.

"Demirel is reported to have discussed the issue with the DYP deputies that he maintains close relations with," Aydınlik said.

"He is also said to have ordered them to use this particular decision as a weapon against Çiller."

## 41 killed in Southeast clashes

ANKARA- At least 31 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and 10 soldiers were killed in three days of clashes between the separatists and government troops in southeastern Turkey, officials said on Sunday. A statement issued by the Emergency Law governor's office announced the continuation of a massive operation launched between the areas of Dargeçit in Mardin, Güçlükonak in Şırnak, and the Ormanardı village of Siirt.

The statement said that in these three areas, a total of 16 terrorists had been "captured dead, along with the weapons," and a lieutenant had also been killed. In a clash in the Sarziyaret district of Şırnak, and during a separatist attack on the Okçular gendarmerie station in Pervari, Siirt, 15 terrorists were "caught dead," the statement said. It added that a number of machine guns, four rockets and 14 grenades had been confiscated, and nine soldiers were killed.

## Police bust Hezbollah in Diyarbakır

*Turkish Daily News*

ANKARA- Police in the southeastern provincial capital of Diyarbakır have caught 19 alleged members of the pro-Islamic Hezbollah organization, a statement issued this weekend said. A statement from the Emergency Law Governor's office said that the detentions meant that a total of 33 "unsolved crimes" in the region had been solved. But a Diyarbakır State Security Court released nine of the suspects.

The suspects are accused of killing 14 people and wounding 17 others. Among the victims of the group was pro-Kurdish Özgür Gündem reporter Burhan Karadeniz who was paralyzed in a gun attack and is

currently under medical treatment in Germany.

The Anatolian news agency had reported on Saturday that Karadeniz was caught in Diyarbakır along with ten other alleged militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK) but "revised" its report after Gündem published the mistake on its front page. Officials said a machine gun and 11 pistols had been confiscated in the Hezbollah operation.

Until late last year, State of Emergency and government officials denied that the Hezbollah existed in Turkey, but later started acting against the organization, recognizing its existence after accusations that security forces were behind the unsolved murders.

# Ankara uninformed of Milliyet's claim on 'incursion into Syria'

*Turkish Daily News*

ANKARA- A report in the Turkish daily Milliyet this weekend that a military offensive against Kurdish separatists had spread into Syria to strike at suspected guerrilla bases was met with surprise by Ankara officials.

Foreign Minister Hikmet Çetin said on Sunday that "there is no information which I have received on this issue." A senior security official reached by telephone said that although operations were continuing in Turkish territory, he had heard of no cross-border operation yet.

The minister of the interior, Nahit Menteşe, was quoted by the Milliyet newspaper on Saturday as saying that Syria was supporting Turkey's fight against the Kurdish guerrillas, who have waged a nearly 10-year battle for autonomy.

But Menteşe would only say that troops were conducting operations on the Turkish side of the Syrian border, near the town of Suruç. Milliyet claimed that helicopters carried soldiers into Syria, and on Sunday quoted Prime Minister Tansu Çiller "confirming" the report.

Çiller told journalists while travelling to Adana that there was "nothing to exaggerate" and although the border could be crossed from time to time, "this should not be regarded as an operation in Syria."

On Sunday, Milliyet said in another front page report that Çiller had confirmed its previous report.

"The possibility of a cross-border operation is always there," she was quoted as saying. "From time to time the cross-border forays take place over our eastern border. This is a requirement born out of the job at hand. We continue doing whatever is needed to resolve the terrorism problem. Cross-border operations have been, and will continue to be, on the agenda."

During the flight to Adana, Çiller also told journalists, "this is the time for Turkey's neighbors to display their friendship."

Turkish troops had in the past crossed into northern Iraq in pursuit of Kurdish guerrillas, but there have been no operations in Syria.

Milliyet's front page report said that Syrian authorities were informed about the operation. Özgür Gündem, a pro-Kurdish newspaper which has been accused of supporting Kurdish demands, said on Sunday that the Milliyet story was completely bogus and that there was not even a security operation on the Turkish side of the border. Gündem is famous for its immediate reports on Turkish operations launched against separatist camps. Turkey and Syria share a border 877 kilometers (526 miles) long, which has been used in the past for major smuggling activi-

ties. However, following a series of physical barriers put up on the Turkish side of the border, infiltration of Kurdish militants into Turkey through Syria is known to have become limited.

In 1987, Ankara and Damascus signed a security protocol to cope with terrorism, and the new coalition government has signed new protocols to implement the decision.

Turkey has been pressuring Syria to extradite the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, who is known to have a house in Damascus and Latakia. The talks between the two countries over this issue have recently intensified.

The minister of the interior, Nahit Menteşe, is to travel to Syria this month, together with the Turkish chief of police, and he has said he will table Ankara's concerns with regard to terrorism.

In a weekend interview, Menteşe was quoted by a Turkish newspaper as saying that if he spotted Öcalan in Syria, he would bring him back.

Hurriyet quoted Menteşe as saying that the PKK leader, Abdullah "Apo" Öcalan, who is hard to track down since he is constantly on the move, has been in Damascus for four days, and that the Syrian authorities are keeping him incommunicado. Menteşe said that he will be travelling to Syria in a week. He will also make an on-the-spot study of the situation in the Bekaa Valley. "If I see Apo, I will bring him back to Turkey, have no doubts about that," he reportedly told the journalist.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

## Irak-Kurdes-GB

Un Turc condamné à 26 ans de prison dans le Kurdistan irakien pour le meurtre de journalistes de la BBC

ERBIL (Irak), 8 jan (AFP) - Un guide turc a été condamné samedi à vingt-six ans de prison à Erbil, dans la zone du nord de l'Irak sous contrôle kurde, pour le meurtre en 1991 de deux journalistes britanniques free-lance de la BBC, a-t-on appris de source judiciaire.

La cour criminelle d'Erbil a reconnu coupable Hachim Jirki, 22 ans, des meurtres de Charles Maxwell et Nick della Casa qu'il aidait à traverser la frontière entre l'Irak et la Turquie pour faire des reportages sur l'insurrection kurde dans le nord de l'Irak en mars 1991.

La cour n'a en revanche pas retenu de charge contre Jirki pour le meurtre de la jeune épouse de della Casa, Rossana, dont le corps n'a jamais été retrouvé, alors que les cadavres des deux hommes avaient été découverts près de la frontière six mois plus tard.

Jirki a été condamné à vingt ans de prison pour les meurtres et six ans pour le vol d'appareils photos et d'argent.

Le guide s'était rendu au printemps dernier à la police kurde locale selon laquelle il a reconnu avoir tué ces trois journalistes car ils ne lui avaient pas donné suffisamment d'argent. Il a passé dix mois en prison à Erbil, siège du "parlement kurde" formé des principaux mouvements de l'opposition kurde au régime de Saddam Hussein.

La mère de Rosanna, Mme Marygold Curling, qui assistait au procès, a estimé que vingt ans de prison constituait un verdict "modéré pour meurtre".

Selon le lois en vigueur au Kurdistan - les mêmes qu'en Irak -, le jeune homme avait pu être condamné à mort si la cour n'avait pas pris en considération son âge (19 ans) au moment des faits.

Un co-accusé a été condamné à six ans de prison pour "vol qualifié".

*Journal de l'Ile de la Réunion - 10 janvier 1994***41 personnes, 31 rebelles kurdes et 10 soldats, tués en Turquie**

41 personnes, 31 rebelles kurdes et 10 soldats turcs, ont été tués lors d'accrochages entre les forces de l'ordre turques et les rebelles depuis 6 janvier dans le sud-est anatolien, a annoncé dimanche la super-préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir.

Seize maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au total ont été tués lors d'opérations de grande envergure menées dans les régions de Mardin, Sirnak et Siirt depuis jeudi dernier, selon un communiqué de la super-préfecture qui coordonne la lutte contre le PKK. Un lieutenant turc a été également tué au cours de ces opérations,

indique-t-on. Neuf soldats turcs au total ont été tués par les rebelles kurdes ayant attaqué dans la nuit de samedi trois postes de la gendarmerie turque à Sariziyafet, Maden (sous-préfecture de Sirnak) et Pervari (sous-préfecture de Siirt), a-t-on appris de même source. 15 rebelles kurdes ont été "saisis morts" par les forces de l'ordre qui ont riposté, selon la même source. Plus de 10.750 personnes (militaires, policiers, rebelles, civils) ont été tués en neuf ans de rébellion armée de PKK contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon une compilation de l'AFP à partir des chiffres officiels •

*L'Indépendant- 10 janvier 1994***Turquie : accrochages meurtriers avec les Kurdes en Anatolie**

ANKARA. — 41 personnes, 31 rebelles kurdes et 10 soldats turcs, ont été tués lors d'accrochages entre les forces de l'ordre turques et les rebelles depuis 6 janvier dans le sud-est anatolien.

Seize maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) au total ont été tués lors d'opérations de grande envergure menées dans les régions de Mardin, Sirnak et Siirt depuis jeudi dernier. Un lieutenant turc a été également tué au cours de ces opérations, indique-t-on.

Neuf soldats turcs au total ont été tués par les rebelles kurdes ayant attaqué dans la nuit de samedi trois postes de la gendarmerie turque à Sariziyafet, Maden et Pervari.

Plus de 10.750 personnes (militaires, policiers, rebelles, civils) ont été tués en neuf ans de rébellion armée de PKK contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon une compilation de l'AFP à partir des chiffres officiels.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0405 4 I 0314 RFA /AFP-SR49

Allemagne-Iran

Le chef d'une délégation iranienne veut intervenir en faveur d'un Allemand condamné à mort dans son pays

BONN, 11 jan (AFP) - Le chef d'une délégation de trois parlementaires iraniens en visite à Bonn, M. Mohammad-Javad Laridjani, a assuré mardi les

dirigeants allemands qu'il interviendrait en faveur d'un Allemand condamné à mort en Iran, M. Helmut Szimkus, ont indiqué des responsables allemands.

M. Laridjani, considéré comme l'un des proches conseillers du président iranien Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani, a donné cette assurance au président de la chambre basse du parlement allemand, Mme Rita Suessmuth, et à un secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères, M. Dieter Kastrup.

Le gouvernement allemand a déjà adressé une demande formelle de grâce pour M. Szimkus, 59 ans, condamné pour espionnage au profit de l'Irak, et détenu depuis quatre ans en Iran. Le pouvoir judiciaire iranien avait laissé entendre que M. Szimkus pouvait être grâcié par le guide de la République, Ali Khaménei.

De source informée allemande, on indique que le gouvernement de Bonn détient des informations selon lesquelles M. Szimkus sera grâcié prochainement.

Le cas de M. Szimkus ne sera en aucun cas lié à un arrangement au sujet du "procès du Mykonos" à Berlin, où sont jugés un Iranien et quatre Libanais accusés d'avoir assassiné quatre dirigeants de l'opposition kurde iranienne en septembre 1992 dans un restaurant de ce nom dans la capitale allemande, a ajouté cette source.

Des rumeurs ont circulé selon lesquelles l'Iran a condamné à mort M. Szimkus pour obtenir des concessions de l'Allemagne dans ce procès.

Le parquet fédéral a publiquement accusé les services secrets iraniens d'avoir commandité l'assassinat de ces dirigeants kurdes, ce que Téhéran a toujours démenti.

L'Allemagne est le premier partenaire économique de l'Iran.

jlp/ms

AFP 111742 JAN 94



FRA0237 4 I 0222 TUR /AFP-KL97

OTAN-sommet-Turquie

La CIA aurait averti la Turquie d'un plan d'attentat à Bruxelles contre Mme Ciller

ANKARA, 10 jan (AFP) — La CIA a averti les autorités turques de l'existence de "préparatifs d'attentat" à Bruxelles contre le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, avant son départ dimanche pour cette capitale où elle participe au sommet de l'OTAN, a affirmé lundi le quotidien populaire turc Hurriyet.

Aucune confirmation ou démenti officiel n'a pu être obtenu lundi à Ankara sur cette information de Hurriyet, datée de Bruxelles, qui affirme également qu'un important dispositif de sécurité a été mis en place en Belgique pour Mme Ciller.

Selon le journal qui ne cite pas de sources, l'agence de renseignements américaine a informé les autorités turques et la police belge d'un "plan d'attentat" élaboré par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, et le départ de Mme Ciller pour la capitale belge a été retardé de deux heures.

Le 1er janvier, des incidents avaient opposé un groupe de manifestants kurdes pro-PKK venu d'Allemagne et des membres de la communauté turque à Saint Josse, une des 19 communes de l'agglomération bruxelloise, où vivent une trentaine de milliers de Turcs, faisant 15 blessés dont cinq gendarmes belges.

CE-HC/mo/ac

AFP 101330 JAN 94

turkish daily news

Tuesday, January 11, 1994.

## Ankara suggests 'rescue operation' for Iraqi oil

Turkey to Iraq: Build confidence among the Kurds  
Two sides to consult UN if efforts bear results

Turkish Daily News

ANKARA- During two days of talks between the undersecretaries of the Turkish and Iraqi Foreign Ministries, Ankara suggested that the two sides work on a "rescue operation" for Iraqi oil and both countries' officials decided to continue the ongoing dialogue on the question of the Yumurtalik-Kirkuk pipeline.

Turkish Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk told the Anatolia news agency after the talks that if, as a result of current efforts, a certain consensus could be reached, "we could take the matter of emptying the pipeline to the United Nations." "We have discussed how to counter, within U.N. resolutions, the damages caused by the pipeline's inactivity," Sanberk said, stressing that the talks would continue, if necessary, between Turkey's state-run pipeline company Botas and Iraqi officials. However, Foreign Ministry sources

noted that such technical talks had been going on for some time and it was still too early to seek a conclusion from the recent talks in Ankara. Sanberk's Iraqi counterpart Riyadh al-Qaysi emphasized this point by refusing to elaborate on the meeting other than by saying that he was "pleased with the talks."

"It was not mental calisthenics, we took up what might be termed as concrete steps," al-Qaysi was quoted as saying after the first day of talks in Ankara.

The most significant stumbling block for Ankara's project to drain an estimated 9.2 million barrels of oil trapped inside the pipeline, appeared to be the Iraqi-owned portion of the oil. Approximately 5.7 million barrels of the trapped oil belong to Iraq while only 3.5 million barrels are owed to Turkey. U.N. Secretary-General Boutros Boutros-Ghali is urging Iraq to

accept a one-time U.N. offer to sell \$1.6 billion worth of its oil under supervision, a proposal Iraq rejects as an infringement of its sovereignty.

Ankara has suggested that Turkey take the full quantity of the drained oil, using half to help cover Iraq's debts to Turkey and the other half for humanitarian aid to Iraq.

"I think this view is the one that will be accepted," Foreign Minister Hikmet Çetin said of the suggested plan as he announced the visit of al-Qaysi.

Turkey has promised to support the lifting of the U.N. embargo on Iraq if Baghdad complies with the U.N. Security Council resolutions on scrapping weapons of mass destruction and resolving the Kuwaiti-Iraqi border issue.

### Kurdish question

Al-Qaysi and Sanberk also discussed northern Iraq, where a de facto Kurdish government rules under protection of an allied force stationed in Turkey against attacks by Baghdad, a Turkish official said.

According to a diplomatic source, Turkey once again emphasized the importance it attributed to the territorial integrity of Iraq and called on Baghdad to "open a dialogue with northern Iraqi leaders, especially Barzani."

Kurdistan Democrat Party leader Masoud Barzani has warmed up to Ankara and is currently at war with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which since 1984 has been waging a terrorist campaign against Turkey.

According to sources, Ankara stressed that Iraq had to "build confidence among the people in northern Iraq and embrace them."

The Iraqi side was told that it was Baghdad's own policies that provided the justification for extending the mandate of

the coalition forces. Turkish officials also stressed that the creation of a separate Kurdish state in the region would never be tolerated by Ankara.

However, al-Qaysi reportedly refrained from providing a

concrete response to these issues.

The two sides also exchanged information on the upcoming tripartite talks between Iranian, Syrian and Turkish foreign ministers, which is scheduled for Feb. 8.

## Foreign investment reaches \$682 million in first 9 months of '93

*Turkish Daily News*

ANKARA- The foreign investment flow into the country has amounted to \$682 million in the January-September period of 1993, Anatolia news agency reported, quoting figures from the Treasury Undersecretariat.

Foreign capital investments which were authorized by the Treasury have increased radically and reached almost \$1 billion in the last month of 1993. December 1993 witnessed a 244 percent increase in foreign investment permissions when compared to the

same month in 1992.

The Treasury authorized foreign capital investments in the country worth \$977.6 million in December 1993 alone, while the value of total permissions in 1993 reached up to \$2.27 billion.

This amount totaled only \$1.81 billion for all of 1992. However, only \$682 million of foreign investments actually entered the country in the first nine months of last year, according to Treasury data, just a portion of the \$1.11 billion granted in Treasury permissions during the same period.

The Treasury data revealed that Italy ranked first in terms of capital investment permissions in 1993.

Last year the Treasury approved Italian investments worth \$419.2 million. U.S. investment permissions totaled just below Italy's with \$399.6 million, followed by Japan and France with \$237 million and \$222.5 million in authorized investments respectively. During the 1980-1993 period, while the Treasury had authorized foreign capital investments of over \$12.48 billion, only \$6.4 billion of foreign capital actually flowed into the country.

## Çiller seeks cooperation on terrorism

### Asks Britain to step up measures against the PKK

*Turkish Daily News*

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller, determined to present terrorism as an issue to the NATO summit, said in her speech Monday in Brussels that cooperation against terrorism was necessary among the allies.

"Terrorism is a threat against democracy and human rights," Çiller told NATO members' heads of state. "Those who support it fall victims to it sooner or later. Thus, cooperation against terrorism is necessary among the allies."

"The territorial integrity of each NATO member is sacred for us," Çiller continued, "We expect the same from our allies." She also brought up the issue of terrorism in her meeting with British Prime Minister John Major Monday morning in the Belgian capital. Çiller called on London to take tougher measures against

PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) activities in Britain.

Çiller, providing a detailed account of PKK activities in the Middle East and Europe, said Turkey was "closely monitoring" the steps Britain was taking against the PKK. She reportedly asked Major to extend those measures. "I have asked Britain to use its influence in the Middle East against terrorism," Çiller said. "I have observed that the British attitude toward terrorism, particularly in the Middle East, is similar to ours." Major, in turn, said Britain had taken the necessary precau-

tions against the organization and was particularly aware of the PKK's drug trafficking.

Major also thanked Çiller for extending the mandate of Operation Provide Comfort for another six months, the Anatolia news agency reported.

Çiller replied that the decision had been made by Parliament after an extensive debate. "The force (whose airborne units are stationed in Turkey to protect the Kurds from the Iraqi government) is a means, not an end," Çiller was quoted as saying. She stressed to Major the importance of maintaining Iraqi territorial integrity.

The Turkish PM said that Major had also invited her to Britain.

"I did not find him too determined on carrying out an air operation in Bosnia-Herzegovina," she said.

Diplomatic sources said that, during the NATO meeting, Çiller supported President Bill Clinton's proposal to include the words "use of force if necessary" in the final document.

Çiller said in her speech in the summit that Tur-

key, an associate member of the Western European Union, should be a full member.

She also noted that Russia should respect the sovereignty of its neighbors. "The independence of the countries of the former Soviet Union should be strengthened by the international community," Çiller said.

#### Brief meeting with Clinton

Çiller also held a brief meeting with U.S. President Bill Clinton but was due to meet him for more extensive talks later in the course of the summit. The two leaders left the first sitting of NATO together. "President Clinton asked me what I thought about the flourishing of Turco-U.S. relations and I expressed my pleasure. However, I said there were a few things to be discussed and he responded that he knew what they were and we would tackle these before dinner," Çiller told the Anatolia news agency. "I offered him my condolences on the death of his mother," Çiller said. "We also swapped memories of Brussels because it appeared that we had both been in the city as students."

## Batman prison warden killed

*Turkish Daily News*

ANKARA- Ahmet İlyasoğlu, 42, the warden of the Batman high security prison, was killed by two unidentified gunmen on Monday.

Justice Minister Seyfi Oktay said in a statement following the incident that there was a big increase in the number of detainees and convicts who were incarcerated on charges of terrorist crimes. Oktay emphasized that the number of detainees and convicts who were imprisoned for terrorism increased from 900 to 6,000 within

the past two years. He extended his condolences to İlyasoğlu's wife.

In the Cizre town of Şırnak, three terrorists were killed in a clash with the security forces. Also five inhabitants lost their lives when a mortar launched by the terrorists hit their house.

In a separate development on Monday, police arrested 44 individuals on the grounds that they were members of a separatist organization. They are also accused of killing two people.

# Les Kurdes

**Des Kurdes et des Turcs se sont affrontés à Bruxelles, poursuivant par ici le conflit meurtrier qui les oppose là-bas. Les Turcs veulent décider de tout dans leur pays. Les Kurdes, eux, voudraient régir leur territoire, dont la plus grande partie se trouve précisément en Turquie.**

INTERNATIONAL

**L**e Kurdistan est une région montagneuse de quelque 530.000 km<sup>2</sup> (17 fois la Belgique) où vivent en majorité des habitants à l'histoire commune : les **Kurdes**, descendants de tribus indo-européennes installées là il y a 2.500 ans. La région fut conquise par les Arabes au premier siècle et les Kurdes convertis à l'islam. En 1639, le Kurdistan fut partagé entre les Ottomans (Turcs) et les Perses. Il s'étend aujourd'hui dans une zone chevauchant essentiellement les frontières de quatre Etats : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Plus de 20 millions de Kurdes,

musulmans sunnites pour la plupart, y vivent et revendiquent le droit de se gouverner eux-mêmes.

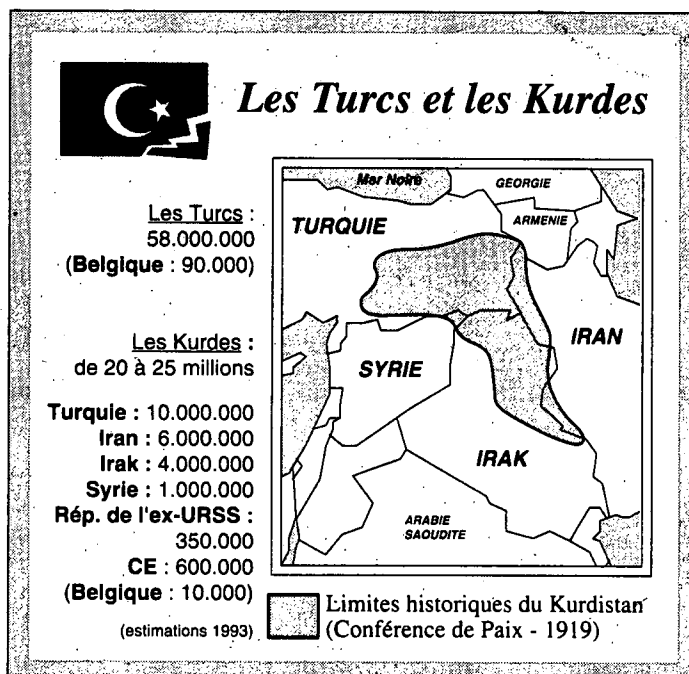
- A la chute de l'empire ottoman, la Conférence de Paix (1919) tient compte du souhait des nationalistes kurdes et propose un Kurdistan indépendant. Mais le redressement de la **Turquie** et les convoitises étrangères sur le **pétrole** (le Kurdistan en est riche) empêcheront l'application de la mesure et la naissance d'un Etat kurde. Les frontières de la nouvelle Turquie, fixées en 1923, englobent la plus grande partie du Kurdistan. Le gouvernement turc interdit l'usage de la langue kurde et déporte des nationalistes. Le président Atatürk décide qu'on appellera désormais les Kurdes les « Turcs montagnards ». Il fait face à seize révoltes en quinze ans !

- Les Kurdes ont organisé la résistance dans chacun des quatre pays que couvre

le Kurdistan. Mais des **discordes** importantes éclatent entre ces différents groupes d'action soucieux, chacun de leur côté, d'obtenir reconnaissance et responsabilités dans leurs pays respectifs. Les Kurdes apparaissent divisés entre eux, même si tous espèrent à plus ou moins long terme la création d'un **Etat kurde** indépendant. Les quatre pays, eux, ont noué des alliances différentes au gré du temps. Parfois ils se sont alliés pour combattre tous les Kurdes. Parfois ils ont soutenu, alors qu'ils luttaient contre les Kurdes chez eux, ceux du pays voisin dans le but de déstabiliser celui-ci.

- En **Irak**, l'autonomie accordée aux Kurdes en 1974 provoque néanmoins, parce qu'elle est jugée insatisfaisante, une courte guerre que les Kurdes perdent. Guerre qui reprendra de plus belle dans les années 1980, à l'occasion du conflit Iran-Irak. Après la guerre du Golfe, l'ONU a instauré une **zone de protection** au nord de l'Irak. Une assemblée générale a été élue, un gouvernement fédéral proclamé. La Turquie soutient cette région désormais isolée de l'Irak.

- En **Turquie**, un groupe de parlementaires kurdes a été formé après les élections de 1991, mais sur le terrain la **guerre** entre l'armée et le **PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan)**, entamée en 1984, continue. Les tentatives de négociations pour que les Kurdes puissent mieux participer à la vie politique turque ont échoué. Les attaques meurtrières de l'armée turque contre la région kurde et les répliques de la guérilla kurde (des soldats turcs ont été exécutés, des touristes étrangers pris en otage) relancent régulièrement le conflit.



**ETAT (n.m.) :**

C'est un ensemble politique constitué d'une population, d'un territoire délimité par des frontières et d'un pouvoir propre qui est admis par les autres. Les Kurdes n'ont pas ce pouvoir propre. Ils n'ont donc pas d'Etat.

FRA0453 4 I 0230 TUR /AFP-TA27

Turquie-Kurdes

Au moins 25 rebelles kurdes tués dans un accrochage avec l'armée

ANKARA, 11 jan (AFP) — Au moins 25 rebelles kurdes ont été tués lundi dans un accrochage avec l'armée turque sur les hauteurs de Beytussebab (province de Hakkari) non loin de la frontière turco-irakienne, rapporte mardi l'agence turque Anatolie.

Des commandos de l'armée soutenus par des hélicoptères Cobra et Sikorsky ont entouré un groupe de rebelles kurdes qui tentaient d'attaquer un poste de la gendarmerie, selon l'agence semi-officielle.

L'opération, qui a fait également un mort dans les rangs des commandos, a eu lieu à environ 3.000 mètres d'altitude et se poursuivait mardi soir dans cette zone couverte de six mètres de neige, où se seraient réfugiés quelque 80 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon Anatolie.

L'armée turque a également entrepris samedi dernier une opération aéro-terrestre de grande envergure près du mont Ararat, à la frontière turco-arménienne, rapporte également Anatolie qui ne donne pas de bilan.

Au moins 101 personnes (19 civils, 14 membres des forces de l'ordre et 68 rebelles) ont été tuées depuis le début de l'année dans des incidents dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde. Ce chiffre porte à au moins 10.789 le nombre des victimes depuis le début de la rébellion kurde en août 1984.

République du Centre - 11 janvier 1994

## Les Kurdes de Dreux toujours en prison

Husseyin et Ekram Yildirim sont à la Santé depuis le mois de novembre. Leur avocat œuvre en faveur de leur libération.

DREUX. — On a beaucoup parlé de la faiblesse des preuves utilisées contre Moussa Kraouche pour tenter de faire de lui un activiste du Front islamique du salut (FIS) en France. On a moins parlé du dossier des Kurdes interpellés, le 19 novembre au petit matin, dans le cadre d'une rafle nationale touchant les milieux proches du Parti des travailleurs kurdes (PKK). Et pourtant ! Sur une centaine de personnes interpellées ce matin-là, dix-huit sont encore emprisonnées et trois assignées à résidence.

Parmi les détenus : Husseyin et Ekram Yildirim. Le président de l'association culturelle et sportive de Dreux (Dersim) et son neveu, ne sont toujours pas revenus à Dreux. Les deux hommes sont encore détenus à la prison de la Santé à Paris. « Husseyin Yildirim doit être interrogé. Il est inculpé d'association de malfaiteurs en liaison avec une organisation terroriste. C'est très lourd. Nous faisons des demandes de liberté pour lui et les dix-sept autres

détenus. Les dossiers à charge sont quasiment vides », s'insurge Jean-Jacques de Félice.

L'avocat des deux Drouais, par ailleurs vice-président de la Ligue des droits de l'Homme, est d'autant plus inquiet pour Ekram Yildirim, que ce dernier réside illégalement en France depuis trois ans. « Cela signifie qu'à sa libération, il est menacé d'une expulsion. Une reconduite à la frontière de la Turquie mettrait sa vie en danger. » Pour autant, l'avocat ne désespère pas. Il a de son côté, la faiblesse du dossier d'accusation et une partie de l'opinion publique mobilisée dans les comités de soutien.

A Dreux, on se souvient que les membres de l'association sportive et culturelle ont toujours nié avoir des liens actifs avec le PKK et que le collectif Dreux-Egalité avait organisé une manifestation pour demander la libération de Husseyin Yildirim et son neveu.

L'association Dersim n'a pas refait de manifestation depuis le mois de novembre mais continue

à se préoccuper du sort de son président. « Nous avons pu rencontrer le sous-préfet à la suite de la manifestation mais la rencontre n'a pas donné lieu à un résultat concret en faveur de nos amis, même si nous avons pu lui expliquer que Husseyin Yildirim vivait depuis quinze ans à Dreux en respectant les lois françaises. Nous restons en contact avec des associations comme Dreux-Egalité et le MRAP. Ekram lui-même n'a rien à se reprocher : soit-il est militant du PKK et l'Office français pour les réfugiés et les apatrides (OFPPA) doit lui accorder l'asile politique soit on ne lui accorde pas ce statut et dans ce cas, il ne peut être soupçonné d'activisme politique », explique-t-on au siège de l'association en évoquant également le sort de l'épouse de Husseyin Yildirim et de ses trois enfants.

« Les enfants ont beaucoup de mal à comprendre que leur père soit toujours en prison et qu'il n'ait pas passé Noël et le jour de l'An avec eux. Pour la femme de M.

Yildirim, la situation matérielle n'est pas facile. Heureusement, elle a un travail à mi-temps et notre association la soutient et l'aide dans la mesure de nos moyens. »

Valérie BEAUDOIN.



Husseyin Yildirim, président de l'association kurde de Dreux.

Wednesday, January 12, 1994

turkish daily news

# Aydinlik and Gundem claim privates are deserting

## Aydinlik seized by Istanbul DGM for report on freezing of army discharges

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's radical leftist daily Aydinlik and pro-Kurdish Ozgur Gundem have reacted angrily to the government's surprise announcement, last Thursday, to freeze all army discharges for three to five months.

They have also used it as an opportunity to point out alleged unrest among low-ranking soldiers, claiming that a number of privates have started deserting.

In reaction to Aydinlik reports on the issue, the Istanbul State Security Court (DGM) ordered police to seize copies of the paper dated Jan. 8.

"Soldiers are crying," ran Aydinlik's front page headline last Saturday.

"Soldiers and their families are reacting angrily to the decision," Aydinlik said. "Soldiers stationed at the Ankara Cartography Division Command smashed chairs. Large numbers of families phoned the DYP and SHP (coalition partners True Path Party and Social Democrat People's Party) headquarters protesting against the decision and demanding its immediate cancellation.

The ministers signed the decision without even reading it," Aydinlik claimed, adding that a group of soldiers in Istanbul had told a reporter that they were going to desert. On the same day, Ozgur Gundem said that public reaction to the decision was one of anger, quoting pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Deputy Chairman Remzi Kartal as saying that the decision was indicative of the state's insistence on a military solution to the Kurdish problem.

On Sunday, Aydinlik claimed that some privates were suspicious of the excuses offered by the government and that they were "slowing down their pace."

"Privates stationed at Erzurum's Aşkale Fourth Armored Brigade have decided to slow the pace of their daily chores. And they are going to make their superiors take notice," Aydinlik said. "A private at Istanbul's 26th Armored Brigade tried to commit suicide. Privates

headline on Monday.

It claimed a total of 73 privates had deserted so far. According to Gundem, 200 privates at Tekirdag's Besiktepe protested the decision by staging a sit-in.

"As angry reaction to the decision grows, desertions are beginning to increase. Privates have been issued empty cartridges as a precautionary measure to prevent them from shooting their superiors.

Meanwhile, soldiers currently stationed at Bolu's Commando Brigade refuse to be posted to Kurdistan (Gundem's referral to the Southeast)," it said. On Tuesday, Aydinlik said, "In May discharges were frozen for 4 months, too."

It quoted Defense Minister Mehmet Gollhan as saying "The freezing of discharges for four months covers discharges for the months of February and May. So those that would have been discharged in May will have to serve another four months."

Aydinlik went on further to say that Best FM, a private radio station, had told listeners that 10 families had sent telegrams to the chief of staff's headquarters protesting against the decision.

It also quoted Turkey's Human Rights Association (IHD) chairman Akın Birdal as criticizing the decision.

"Ramiz Balta, a private in Rize province, tried to commit suicide but was dissuaded by his superiors and was later beaten black and blue by a major. In another development, 70 privates deserted their barracks in Ankara," it added.

Ozgur Gundem claimed that two privates had deserted in Adana, taking their weapons and ammunition with them, adding that three privates had committed suicide after they heard of the decision. The daily also quoted a statement by the IHD's Istanbul office saying the decision proved that the massacring of civilians would continue.

**Gündem**  
Özgür Gündem  
1988-1994

**Aydinlik**  
Aydinlik  
1988-1994

say 1994 will be the year of desertions. Their families are worried," Aydinlik added.

Ozgur Gundem on Sunday claimed soldiers at German station in Batman province shelled and fired at the outskirts of the town in protest.

It said a commando stationed in Batman province had reportedly committed suicide after he had heard of the decision. The daily further claimed that President Süleyman Demirel had himself reacted angrily.

"Demirel has reportedly discussed the issue with the DYP deputies that he maintains close relations with," Aydinlik said.

"He is also said to have ordered them to use this particular decision as a weapon against Çiller." Then on Monday, both dailies alleged that privates had started deserting. "Sixty privates at Demizli's 11th Brigade have deserted. Some of them climbed over the barbed-wire fence. Some left on leave and never returned," it said.

"There were three more suicides committed as well as three more desertions in Istanbul," Aydinlik added. The daily also quoted Yüksel Atatuç, mother of a private, as calling on all parents with sons in the military form a united front against the decision.

"During the Motherland Party (ANAP) government, discharges were frozen due to the Gulf War. Now, they have locked our sons inside the barracks forcing them to fight against the Kurdish people," she said.

"Desertions start in the Army," read Ozgur Gundem's

# Amnesty: Children targeted for terror

*'Incredible as it sounds, children are still suffering every kind of human rights abuse'*

By State agents

*Turkish Daily News*

ANKARA- Four years after the United Nations drew up the Convention of the Rights of the Child, children are still being targeted for terrifying human rights violations, Amnesty International said in a report released this month. And though the Convention has met with a positive response from governments around the world -- no fewer than 149 countries are party to it and 20 more have signed -- some of those very same governments are still violating the most basic human rights of their children.

"Incredible as it sounds, children are still suffering every kind of human rights abuse," said the international human rights organization. "Youth offers no protection from the death squads, the state rapists and assassins, the torturers or the executioners.

"Last year, we had to call on our members around the world more than 50 times to take urgent action on behalf of children or young people we knew to be at risk -- at risk from the state forces which should have been there to protect them." China is a signatory to the U.N. Convention on the Rights of the Child -- but that didn't protect 16-year-old Tenzin Dekyong, a novice nun in Tibet. She was arrested in March 1993, while she was demonstrating against Chinese rule, and reportedly beaten. She is still in prison, and Amnesty International considers her a prisoner of conscience.

In other cases, children are forced to go against their parents, to make them confess or perhaps to stop opposing the government. In other cases, children are singled out because they are seen as a threat in themselves, sometimes just by belonging to the wrong ethnic groups or living in the wrong place. And sometimes, children are slaughtered simply because they are thought to be a nuisance -- a tragedy seen again and again amid the children living in the streets of Brazil and Colombia, for example.

In Bogoto in Colombia last summer, notices appeared all over

the city centre inviting street children and other "criminals" to their own funerals. Dozens appeared overnight -- and their grim message was by no means an empty threat.

"Death squads" are operating in Colombia, their mission being to rid the streets of the "socially undesirable" homeless children -- what is more, there is evidence that these "death squads" are predominantly made up of members of the police force.

Street children often turn to petty crime in order to survive, so local businesses view them as a liability. Businessmen support the "death squads" in their so-called cleanup operations -- often a euphemism for massacres. In 1991 alone, some 2,800 children were murdered in Colombia.

And appalling as this is, it is far from unusual. Amnesty International is currently in the middle of a major international campaign against political killings and "disappearances" around the world, in which children, tragically, are often the victims. Among the cases highlighted is that of "Mirsada", a teenage Muslim girl in Bosnia-Herzegovina, who was detained with her sister and others, taken by Serbian forces and held at a notorious former hotel, where they were raped. The other girls were released -- "Mirsada" was never seen again.

And while in some countries, children are killed by state security forces acting outside the law, in a handful of countries, human rights violations against children are part of the legal system. For example in countries such as Iraq, Bangladesh, Pakistan and the United States, juvenile offenders can be sentenced to death.

In the United States, for example, teenagers are still sentenced to death for crimes they committed when they were perhaps as young as 15 years old. Last year alone, four juvenile offenders were executed in the United States, more than in any other country known to Amnesty International. Two states, Georgia and

## Massive hunger strikes continue in Turkish prisons

600 inmates enter 40th consecutive day of strike

*Turkish Daily News*

ANKARA- - A wave of hunger strikes staged by extremist inmates at several Turkish prisons has entered its 40th consecutive day today. Meanwhile, relatives of the inmates have entered their 7th day of their supporting fast.

Human rights circles told the Turkish Daily News on Tuesday that the prisoners on hunger strike were mainly from the outlawed Revolutionary Left (Dev-Sol), Turkish Revolutionary Communist Party (TDKP), Turkish Peasants-Workers' Liberation Army (TIKKO) and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) organizations.

The hunger strikes are continuing at the Sağmacılar, Kayseri, Yozgat, Çankırı, Nevşehir, Erzurum and Ankara prisons.

The inmates are said to be demanding that male and female prisoners, who are in prison on similar charges, gain the right to meet with each other at least once a week.

Other demands include the abolition of disciplinary measures against hunger strikers and the right of inmates on medical diets to be permitted to provide their own food from outside.

About 40 relatives of the inmates are currently residing at Human Rights Association (IHD) headquarters in Ankara where they will remain throughout the duration of their own hunger strike, which they are conducting in solidarity with the inmates.

In a written statement they have accused the Ministry of Justice of failing to keep its promises.

The statement mentioned that the prisoners' relatives had held meetings with several senior ministry officials who had promised that Ankara would meet their demands.

IHD Secretary General Hüsnü Öndül in a separate statement, called on ministry officials to find "urgent solutions" to the problems, recalling that inmates had died in past hunger strikes.

"Solve the problems before there are any new deaths," Öndül said.

Justice Ministry officials refused to reply to TDN questions on the issue, but there were new claims on Tuesday that orders being issued by the ministry were not being followed by prison authorities.

The prisoners' demands are said to be for rights that were actually granted last year but never implemented.

turkish daily news Wednesday, January 12, 1994

Missouri, executed juvenile offenders for the first time in over 30 years.

The other two executions took place in Texas, where at least 10 juvenile offenders are on death row -- almost all of them black or from other ethnic minorities.

The majority of juvenile offenders that are sentenced to death in the United States, come from acutely deprived backgrounds, many suffered gross

physical or sexual abuse as children, were of below average intelligence or suffered mental illness or brain damage. A disturbing number had inadequate legal representation at their trials.

"Yet, despite all of this, and contrary to international standards and treaties, at least 29 juvenile offenders remain under sentence of death in the United States," said Amnesty International.

"Once again, we see the callous-

ness of a nation state that will kill its own children.

"Children need special protection -- that is explicitly recognized by the United Nations and by governments around the world.

When are governments going to start giving them that protection?"

"We urge all governments to make it soon, and save children from the jailers, the hit men, the torturers and the executioners as soon as possible."

## Iraq plans new industry in defiance of sanctions

*Iraqi officials say their future oil policy will focus on treating crude oil inside the country and then selling it abroad*

Reuters

**BAGHDAD-** Iraq will build a new industry based on oil products in defiance of United Nations sanctions that are trying to choke the economy, Baghdad newspapers reported on Tuesday. Industry and Minerals Minister General Hussein Kamel Hassan sent a telegram to President Saddam Hussein on the opening on Monday of a huge petrochemicals plant at Beiji.

"This strategic project...has opened new horizons and it is indeed an axe in the hands of brilliant Iraqis to shatter the embargo and teach the enemies a good lesson which will make them repent for their crazy sanctions," the telegram read. "The implementation of this strategic project means the taming of crude and its by-products," Hassan said.

Iraqi officials say their future oil policy will focus on treating crude oil inside the country and then selling it abroad. The Iraqis have repaired their Gulf War-damaged refineries and say they already have more refining products than they need. Iraq's oil exports are currently choked by U.N. sanctions. But state and private companies are exporting unknown quantities to rebel Kurds in the north and Iran.

The U.N. sanctions committee allows Jordan to import small quantities of Iraqi crude and a fleet of Jordanian tankers is busy day and night carrying Iraqi oil over a 2,000-km (1,240-mile) land route.

Hassan is also supervisor of Iraq's Military Industrial Authority which he said was behind the post-Gulf War industrial reconstruction.

"There are many refineries in Iraq. The Military Industrial Authority modified and produced a great number.

They are more than what (we) need. We shall use these refineries and their products for the benefits of the people," he said.

Newspapers quoted him as saying many factories were under construction. "All of them will basically rely on our refineries' products," he said.

Some of the factories would be useful for military industrialization, Hassan said. He did not elaborate. Hassan told reporters when inaugurating the petrochemical plant that Iraq no longer needed foreign

companies and said the longer the embargo remained in place the less Iraq would need Western technology.

Hassan opened the plant at Beiji, where Iraq has a sprawling oil refining complex 200 km (120 miles) north of Baghdad. The new facility will produce carbon black, used mainly to make tires and paints.

The refining complex at Beiji is Iraq's largest and was bombed heavily in the Gulf War over Iraq's invasion of Kuwait.

The Iraqis say the complex is back to pre-Gulf War production levels. The war debris is piled in an open space. Hassan said Iraq was currently producing more agricultural fertilizers than it needed.

"As for pesticides, we have set up a new company...we will totally be self-sufficient and never import from America and France," he said.

### UN group reports gunshot fired at convoy outside Iraqi capital

Meanwhile at the United Nations, U.N. officials said that a single gunshot was fired last week above a convoy carrying U.N. chemical weapons experts on the outskirts of Baghdad. A statement by the U.N. Special Commission monitoring Iraq's military industries said the incident took place

in heavy traffic on a three-lane highway. No one was injured. U.N. officials protested, and Iraqi authorities promised to investigate the report.

The U.N. statement said a shot was fired by the driver of a Mercedes-Benz that was trying to overtake the eight-car U.N. convoy. After passing the rear car, the Mercedes pulled alongside the next vehicle, an ambulance.

The driver rolled down his window and brandished a pistol at the occupants of the vehicle, which had clear U.N. markings. The driver then fired one shot over the ambulance.

The incident lasted just seconds and U.N. personnel noted the license number of the Mercedes.

The convoy was travelling from Baghdad to Muthanna, a chemical weapons storage site, to continue destruction of banned mustard and nerve agents.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0169 4 I 0279 TUR /AFP-WK41

Turquie-Kurdes

Opération des forces turques contre le PKK en Irak du nord

ANKARA, 12 jan (AFP) - Des commandos de l'armée turque ont pénétré d'au moins cinq kilomètres en Irak du nord, à la poursuite de rebelles kurdes auteurs d'une attaque mardi soir contre un poste de gendarmerie à Cukurca (sud-est), qui a fait 15 morts (13 rebelles et 2 soldats), a rapporté mercredi l'agence turque Anatolie.

Les 13 maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'une contre-attaque de la gendarmerie de cette petite ville de la sous-préfecture de Hakkari, proche de la frontière de la Turquie avec l'Irak et l'Iran. Les deux gendarmes avaient été tués lors de l'attaque du PKK, a-t-on précisé de même source.

L'opération du commando turc se poursuivait mercredi en Irak du nord, a-t-on ajouté.

Une opération aéro-terrestre déclenchée lundi contre un groupe de rebelles sur les hauteurs de Beytussebab (province de Hakkari) se poursuivait également mercredi, selon Anatolie. Un groupe d'environ 130 rebelles a été encerclé après que 25 autres eurent été tués lundi dans un accrochage avec l'armée turque. Cet accrochage avait fait également un mort dans les rangs de l'armée, selon la même source.

Deux autres rebelles du PKK ont été tués par les forces de l'ordre dans la région de Hilvan (sud-est, province d'Urfa), selon l'agence.

Au moins 10.800 personnes (militaires, policiers, rebelles et civils) ont été tuées, selon une compilation effectuée par l'AFP à partir des chiffres officiels depuis 1984, date à laquelle le PKK est entré en rébellion armée contre Ankara dans le sud-est anatolien à majorité kurde.

KG-HC/mfm

AFP 121149 JAN 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0503 4 GI 0164 FRA /AFP-BY54

France-Turquie

Kurdes: le MRAP demande des sanctions contre un commissaire ayant transmis une liste à la police turque

PARIS, 12 jan (AFP) - Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a demandé mercredi dans un communiqué que "soit sanctionné" un policier qui avait communiqué à ses homologues turcs une liste d'opposants kurdes interpellés en France.

Le MRAP dénonce vivement la "délation" et proteste contre "ces pratiques interpolices qui se veulent au-dessus des droits des réfugiés".

De sources concordantes, on a appris que ce policier, un commissaire de la 6e division de la Direction centrale de la Police Judiciaire (chargée de la lutte anti-terroriste), avait été "détaché pour emploi" au SRPJ de Versailles à la fin décembre pour avoir transmis directement à ses homologues turcs une liste de 24 opposants kurdes mis en examen par la justice, parmi les 106 militants ou sympathisants kurdes interpellés en France le 18 novembre.

dbe/ms

AFP 121942 JAN 94



## Sur les Kurdes, la Belgique et le PKK, la Russie, Chypre, l'Irak...

■ Croyez-vous qu'il existe une solution militaire au problème kurde en Turquie ?

□ Il n'y a pas de solution militaire. Il y a une solution qui doit venir de l'application du droit. Nous ne faisons rien que vous ne feriez vous-mêmes dans votre pays. Des gens sont massacrés en Turquie. Le PKK est un groupe séparatiste qui doit être distingué de la population kurde. Celle-ci vit dans l'ensemble de la Turquie, pas seulement dans le Sud-Est anatolien.

Nous avons vingt-cinq groupes ethniques, très mélangés, à travers tout le pays. Mais les séparatistes du PKK, eux, tuent les Kurdes eux-mêmes. C'est pourquoi cette population en a peur et les soutient. La loi doit protéger cette population, où qu'elle soit. Les Kurdes et les Turcs cohabitent dans l'armée, au Parlement; ils font les lois ensemble et les appliquent ensemble contre ce groupe séparatiste.

■ En mars dernier, le PKK a proposé un cessez-le-feu. Pourquoi le gouvernement turc n'a-t-il pas saisi cette occasion et ne recherche-t-il pas une solution politique, à la manière du gouvernement britannique avec l'IRA ?

□ C'est quoi une solution politique ? Est-ce abandonner une partie de votre pays ? Vous n'avez pas le droit de faire cela. Des gens vivent là et ne veulent pas que leur maison, leur terre soient abandonnées à l'incertitude. Quant au cessez-le-feu demandé par le PKK, ce fut exactement ce que nous avions pensé : un moyen de se retirer momentanément, de se refaire, d'obtenir une aide logistique. Vers mai, début juin, ils ont recommencé leurs massacres de toutes parts. Nous savions que cela allait se passer ainsi.

■ Ne pensez-vous pas que l'application des principes de la CSCE concernant les minorités à la population kurde pourrait faciliter une solution politique ?

□ Nous n'avons pas une minorité. La Turquie est un mélange de vingt-cinq groupes ethniques. Nous n'avons pas de citoyens de second ordre, ni de minorités, ni de citoyens de premier rang. Vous, Belges, que souhaitez-vous ? Vous voulez pouvoir vous déplacer où vous voulez, parler votre langue, être électeur, devenir ministre, mener les affaires que vous voulez. Chacun peut faire tout cela dans mon pays. Si c'était cela que voulait le PKK, il y aurait une solution.

■ Pourquoi des émissions de radio en kurde sont-elles interdites en Turquie ?

□ Nous n'avons même pas de loi-cadre régissant les émissions de radio ou de télévision. Nous avons plus de chaînes que vous n'en avez ici en Europe.

■ Voulez-vous dire que ces émissions en kurde sont interdites pour des raisons techniques et non politiques ?

□ Ce que je veux dire, c'est que nous avons en Turquie toutes les libertés que

## Tansu Ciller



Premier ministre turc

vous, en Europe, n'avez pas et ne donnez pas aux Turcs qui travaillent ici. Vous massacrez nos travailleurs. Le savez-vous ?

Quand vous posez cette question, vous devriez vous interroger sur les raisons pour lesquelles vous ne défendez pas les droits humains et une solution politique pour les travailleurs turcs en Europe. Vous ne devriez pas avoir deux poids deux mesures. Quant à nous, nous sommes beaucoup plus cohérents. Nous avons résisté à l'agression en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, nous avons encore des soldats en Somalie. C'est l'Europe qui a deux poids deux mesures, qui a un fondamentalisme. Il est temps qu'elle se regarde elle-même.

## Le PKK en Belgique : aux dépens des Belges

■ Vous venez de rencontrer le Premier ministre belge. Que pensez-vous de son refus d'interdire le PKK en Belgique ?

□ Le PKK est un groupe terroriste. Ce n'est pas le problème de la Turquie s'il peut opérer en Belgique. Il va troubler l'ordre et le calme aux dépens des citoyens belges et rester là pour un bon moment. Il est impliqué dans le trafic de la drogue et des armes. Et vous aurez tout cela en Belgique. Ce n'est pas ce que la Turquie souhaite; mais j'indique simplement les problèmes qui vont apparaître chez vous. Le Premier ministre a laissé apparaître sa préoccupation à cet égard. Il a indiqué qu'il y veillerait de près et que le gouvernement belge prendrait les dispositions nécessaires.

■ Que répondez-vous au ministre de l'Inté-

rieur belge qui a désigné la présence de « loups gris », ces nationalistes d'extrême droite turcs, lors des incidents des 1<sup>er</sup> et 2 janvier à Bruxelles, ainsi que celle de membres des services diplomatiques turcs ?

□ A l'évidence, nous ne soutenons pas cela. C'est la première fois que de tels incidents se produisent en Belgique alors que des travailleurs turcs vivent ici depuis des années. C'est dû au fait que cette action était tellement injuste. Au fait que le PKK est un groupe terroriste qui tue sans légitimité. Les Turcs vivant ici ont simplement réagi contre cela.

## Russie : les réformes et les risques

■ Votre pays se trouve aux frontières de l'ex-URSS. Que pensez-vous de l'attitude des Russes dans ce qu'ils appellent leur « proche voisinage » ?

□ Nous soutenons le développement des réformes en Russie. J'ai été en Russie il y a quelques mois et j'ai dit au Premier ministre Tchernomyrdine et au président Eltsine que la Turquie est en faveur d'une coopération, non d'une compétition, dans les régions qui sont devenues des pays indépendants.

Nous voulons agir avec la Russie, soutenir les réformes et la démocratisation. Mais d'autre part, nous ne pouvons pas ne pas voir qu'il y a un retour du nationalisme et des conflits ethniques dans cette partie du monde. Nous avons le sentiment que ce regain de nationalisme a le soutien de la population, quoi que le président Eltsine puisse avoir en tête. Ce nationalisme ne signifie pas nécessairement une volonté d'en revenir au communisme. Ils veulent plutôt la stabilité, la sécurité, le bon vieux temps, ils attendent trop et trop vite des changements en cours et ils ne l'obtiennent pas. C'est pourquoi il y a une réaction. Ce que nous devons faire, c'est soutenir les réformes, mais également calculer les risques.

■ Pensez-vous qu'il y a une menace expansionniste de la part des Russes ?

□ Ils veulent des accords militaires bilatéraux avec tous les pays de la Communauté des Etats indépendants. L'Azerbaïdjan est le dernier en date. Ils veulent, disent-ils, protéger l'Azerbaïdjan par un accord militaire bilatéral et ils veulent le faire seuls.

Contre qui ? Contre les Alliés ? Contre la Turquie ou contre quoi ? Pourquoi simplement un accord militaire ? Pourquoi pas un accord mutuel qui comprendrait aussi bien l'Europe comme observateur pour contrôler l'agression arménienne ? Ce n'est pas la bonne attitude.

■ Vous devez rencontrer MM. Delors et Brittan à la Commission européenne. Qu'allez-vous leur dire à propos de Chypre ?

□ Que nous voulons une solution à Chypre, que nous avons tout à gagner d'une solution. Les deux communautés doivent s'asseoir et parler. Nous soutenons les mesures de rétablissement de la confiance et tout ce qui pourrait contribuer à une solu-

LE SOIR - 12 janvier 1994

## Dehaene refuse d'interdire le PKK

La Belgique n'interdira pas le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement marxiste indépendant), a indiqué mardi le Premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, à son homologue turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller.

Il lui a aussi conseillé de trouver une solution « politique » aux problèmes posés par l'importante minorité kurde vivant en Turquie.

Les deux chefs de gouvernement ont eu mardi matin un entretien d'une vingtaine de minutes en marge du sommet de l'Otan à Bruxelles. Cette rencontre, qui intervenait à la demande de la Turquie, faisait suite aux incidents survenus les 1<sup>er</sup> et 2 janvier derniers à Saint-Josse-ten-Noode et à Schaerbeek entre ressortissants turcs et forces de l'ordre à la suite d'une manifestation d'intellectuels kurdes.

M. Dehaene a expliqué à la presse que M<sup>me</sup> Ciller lui avait demandé d'interdire le PKK en tant qu'organisation en Belgique, comme l'ont déjà fait la France et l'Allemagne. Tout en soulignant que le gouvernement belge condamnait « sans réserve » les actions terroristes menées par le PKK, le Premier ministre a indiqué à son homologue turque que Bruxelles n'était pas convaincu qu'une interdiction de ce mouvement était la meilleure façon de tenir les choses sous contrôle.

Ce point de vue — la non-interdiction du PKK — est partagé par d'autres pays européens, a ajouté M. Dehaene, notant que les services de sécurité belges travaillaient en très proche collaboration avec leurs homologues des autres pays de l'Union européenne pour échanger des informations (sur ce mouvement).

Notre souci est de maintenir la cohabitation pacifique entre Turcs, Kurdes et la population belge, a-t-il ajouté.

Selon lui, M<sup>me</sup> Ciller a également reconnu que le maintien de l'ordre en Belgique était de la seule responsabilité des autorités belges, tout en expliquant les problèmes posés en Turquie par les activités terroristes du PKK.

Au cours cet entretien, nous avons pu éclaircir un certain nombre de malentendus à la suite des incidents de la semaine dernière, a encore indiqué le Premier ministre belge. Nous nous sommes quittés dans les meilleurs termes, a-t-il dit.

Il a ajouté qu'il avait donné certains conseils à M<sup>me</sup> Ciller sur la façon d'aborder le problème de la minorité kurde en Turquie. J'ai souligné que d'après nous une solution politique et négociée à ce problème est de loin la meilleure, comme nous avons toujours essayé de le faire en Belgique, a affirmé M. Dehaene.

M<sup>me</sup> Ciller a reconnu que la diversité culturelle pouvait être une richesse pour un pays, a conclu le Premier ministre belge. (B.)

tion durable. Le seul problème est de savoir si les Grecs auront la même attitude. Contrairement à ce qui se fait d'habitude, je ne me suis pas servi de la question grecque à des fins de politique intérieure pendant ma campagne électorale et jusqu'ici, je n'ai pas répondu à toutes les déclarations agressives venant du côté grec. Une attitude de bon voisinage est de loin plus constructive. Par contre, la question chypriote a été utilisée en Grèce dans la campagne de Papandréou et au cours des derniers mois. Mais je garde espoir. Bien que nous ne soyons pas directement impliqués dans la négociation, nous donnerons tout le soutien que nous pourrions pour aboutir à une situation praticable et durable.

■ Etes-vous sur le point de normaliser vos relations avec l'Irak ?

□ Nous fûmes les premiers à nous opposer à l'invasion du Koweït. L'oléoduc que nous avons construit avec l'Irak est encore fermé. Personne n'a souffert comme nous de l'embargo. Mais il est temps de réexaminer la question de l'embargo à la lumière de ce que nous voulons obtenir. La Turquie n'agira pas seule. Nous voulons continuer à coopérer avec nos alliés et examiner avec eux où conduit l'embargo. S'il s'agit d'écarter Saddam Hussein, cela ne marche pas. Celui-ci gagne en popularité dans son pays et à travers le Proche-Orient et c'est la population qui souffre de l'embargo. Celui-ci ne mène pas à ce pourquoi il a été établi.

Propos recueillis par  
PIERRE LEFÈVRE

Libération - 13 janvier 1994

**IRAK. L'armée turque a pénétré en Irak à la poursuite de rebelles kurdes.** Des commandos sont intervenus dans le nord-irakien, à plus de 5 km au-delà de la frontière, après l'attaque d'un poste de gendarmerie à Cukurca, mardi soir, par les irrédentistes du Parti des travailleurs du Kurdistan. Une opération qui a fait 15 morts (13 rebelles et 2 soldats).

**TURQUIE. Le rédacteur en chef du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem a été arrêté** hier à Istanbul pour « propagande séparatiste par voie de publication ». Kemal Sahin est accusé d'avoir « violé la loi sur la lutte contre le terrorisme » dans des articles qu'il a écrits dans son journal entre le 25 décembre et le 8 janvier.

Ouest France - 13 janvier 1994

### Intervention turque dans le nord de l'Irak

Des commandos de l'armée turque sont intervenus dans le nord de l'Irak, mardi soir, poursuivant des rebelles kurdes qui avaient attaqué un poste de gendarmerie à Cukurca. Deux gendarmes ont été tués lors de l'attaque des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'opération turque en Irak, qui se poursuivait hier, a fait une douzaine de victimes.

Le Petit Bleu du Lot et Garonne - 12 janvier 1994

### TURQUIE

#### Kurdes armés

■ Au moins vingt-cinq rebelles kurdes ont été tués lundi dans un accrochage avec l'armée turque sur les hauteurs de Beytussebab (province de Hakkari) non loin de la frontière turco-irakienne.

Des commandos de l'armée soutenus par des hélicoptères Cobra et Sikorsky ont entouré un groupe de rebelles kurdes qui tentaient d'attaquer un poste de la gendarmerie.

L'opération, qui a fait également un mort dans les rangs des commandos, a eu lieu à environ 3 000 mètres d'altitude et se poursuivait hier soir dans cette zone couverte de six mètres de neige, où se seraient réfugiés quelque quatre-vingts rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), selon Anatolie.

# The military debate: escalation in conflict expected in the near future

*Turkish Daily News*

ANKARA- Looking back at Turkey's agenda of the past weeks, any observer would spot only one phrase bobbing up and down: the military.

First there was an accusation against draft dodgers. Then talk of new measures. Next came television programs on how well the families of the martyred were treated by the state. And, surprise, surprise, Turkey had to welcome a decision to freeze all army discharges for at least three months. The latest chapter in the story seems to be a motion in Parliament demanding that some control be exerted over a tax-exempt army enterprise which has been spreading its influence after each and every coup.

These days, Ankara's agenda is full of a lot of rumors -- and warnings at that.

There is word of great people in great seats talking privately within the family. Telling tales of how for four decades they have served the country. Complaining of political vacuums which need to be filled. How much the country and nation is in need of them and how difficult it would be to leave their crucial positions at a time of massive crisis and when Turkey's risks and the threats to her position are on the increase. The warning is that such people may do much to stay put, and that any criticism of them could be taken as a reason for judgement "when the time comes."

This is a message. One which has been delivered and heard.

★★★

According to Güreş, who heads a constitutional body whose existence is based solely on the sacrifices of the devoted tax payers, there are circles using the argument that "the army is not taboo," to undermine the armed forces.

According to Yekta Güngör Özden, the chief judge of the Constitutional Court, "the army is not taboo." The obvious question is who would know better in Turkey, a country run by a constitution, than the head of the Constitutional Court?

Days after Güreş' hard-hitting speeches on how dearly the army wanted to stay out of politics, how some circles were harping on about the fact that the army was not a taboo subject, and how there were plots against the command center of the armed forces, Turkey decided to freeze discharges of military personnel. Little could be said against such a decision, with so much talk around town.

★★★

Two week's ago, the Mehmetcik Vakfi, a foundation to care for soldiers and their fam-

ilies, broadcast a program in which it showed families of the martyred. All businessmen and individuals were invited to donate. After all, these children are indeed dying for their country. Those wounded deserve more care and better treatment. Those who have been martyred need their families to be cared for. And so on.

The program showed a youngish woman in a headband, explaining the good treatment she was getting. As a widow of a martyred soldier, she was getting approximately 100 dollars every three months (about 35 dollars a month) as compensation.

★★★

On Dec. 20, under pressure from the Chief of Staff, the government faced the task of taking the "absolute decision" to extend military service. It froze the discharge of conscripts. Then the bureaucracy started to work. Orders were written and distributed.

All the time, not a single government official wanted to take the responsibility. All the time the ministers remained silent. No one wanted to take the burden of having to announce such a decision which would suddenly affect the life of about 540,000 soldiers and their families. Some two to three million human beings.

★★★

Recently there have been reports that there is an increase in desertion from the army. The left-wing press especially, such as the daily *Aydınlık* and the pro-Kurdish *Özgür Gündem*, are playing the issue up. *Aydınlık* is a newspaper which claims to be devoted to labor and human rights. *Özgür Gündem* is known by all. The Turkish Daily News, on the other hand, is a newspaper known for its objective and precise reporting. Thus, claims penned by *Aydınlık* and *Özgür Gündem* have been included in TDN reports as "claims." But, when questioned on the TDN, *Aydınlık* and *Özgür Gündem* reports on Tuesday, Chief of Staff spokesman Col. Doğu Silahçıoğlu makes a statement. "It means that the sources of bogus news have been activated as part of a concerted plan," he boldly says.

Turkey shall indeed see who has the real plan and who is truly caring for the country. Turkey shall see these very soon for those with their plans will not be able to wait too long. The storm is brewing.

★★★

On Wednesday, the TDN checked with the proper authorities on the conditions of those serving the Turkish Armed Forces. We wanted to know how the recent extension of

military service is to affect their lives -- what, for instance, the tens of thousands of soldiers whose service period have been extended will get in return.

And the results...

The monthly salary paid to a Turkish private --and this is for real-- is still 37,000 Turkish Liras. In other words, a Turkish private gets approximately 2 dollars and a quarter every month for protecting his country, risking his life on an hourly basis. The monthly salary for a Turkish corporal is 57,000 liras and the salary for a sergeant is 75,000 liras.

A three month extension per soldier costs Turkey only about 111,000 liras in all. This excludes the accommodation and food which, naturally enough, are free.

For 111,000 liras in today's Turkey (three months wages for a soldier), one can make many choices. In the three months, one could make two taxi trips in the city (and short ones at that), or buy six packs of Marlboro cigarettes, or even get two bottles of Raki.

## ANALYSIS

But, obviously soldiers neither need taxi trips, nor to smoke Marlboro or drink Raki. But with the 111,000 for three months, they can't even buy a ticket for the Ankara-Istanbul bus.

★★★

On Jan. 3, 1961 -- only seven months after the 1960 military intervention -- the Turkish Armed Forces created a new institution. Its name is OYAK, standing for Army Mutual Assistance Establishment (or fund).

OYAK was founded according to law number 205 and has flourished incredibly rapidly over the past three decades, expanding more and more after each coup. 1971 was another turning point for OYAK as was 1980.

Today, OYAK employs a labor force of approximately 25,000 and is listed among the largest 500 companies in Turkey. It is also a shareholder in eight major companies.

OYAK's current annual turnover is reported at 5 billion dollars or seventy-five trillion liras. It is active in the automotive sector, the cement industry, Turkey's petrochemical industry, the food sector, electronics, agricultural chemicals, service industries and banking. In the last days of 1993, OYAK, acting along with its smaller shareholding Turkish investors, bought a huge share of the Turk-Boston Bank.

Some claim that with this move, the Turkish army is the second army in the world, af-

ter that of Guatemala, to own a bank. All the time, OYAK's aims were clearly cited in its articles of foundation, of which one is clearly important: "In order for members of the armed forces, who constitute a great mass, to be forced into mutual assistance and solidarity with the aim of guaranteeing a better future for themselves..."

★★★

Turkish commissioned officers and petty-officers are members of OYAK. But the non-commissioned officers, who every month pay OYAK contribution money, are not. They join the army, get a salary, pay their share, which is five percent of their whole salary, and are discharged. In return, they get none of the OYAK benefits enjoyed by their superiors.

Petty-officers, who also pay OYAK part of their salaries, number around 80,000 members of this fund-turned-enterprise. But there is not a single petty-officer in OYAK's management. Soldiers are not members of OYAK which has clearly become a substantial economic force in Turkey.

★★★

And, privates, who die every day for their country, only get two dollars and a quarter every month for their services. Talking to an ex-general who has had much say on post-coup developments last week, the TDN found him complaining bitterly. "In our time," he says, "people would see military service as a step towards manhood. Youngsters would be sent off as conscripts with parades and ceremonies."

"Now the situation is different."

★★★

One of the chief characteristics of OYAK is that its membership is made up of officers from the Turkish Armed Forces, and technically it is a mutual-assistance fund. Officers, whether they like it or not, pay 10 percent of their salaries to this institution.

But OYAK does not like to share. It does not share its income with the soldiers which are the mainstay of the Turkish armed forces. It does not share with the non-commissioned officers and it does not share with the "state" either.

The annual turnover of this "corporation," some 75 trillion liras in total, is tax-exempt. In other words, OYAK does not pay tax on its commercial activities.

★★★

There are strong laws and regulations which protect the interests and immunity of the armed forces in Turkey. Thus any criti-

cism of this "taboo area," is regarded only as a deliberate plot to lower the morale of the armed forces. The Turkish armed forces, however, is made up of Turkish youngsters. Youngsters who are there not for the two dollars and a quarter they earn every month but for the honor of it. They are not there as "professionals," looking at the job as an opportunity to get a good salary and other benefits. Nor are they there to become shareholders in a great economic enterprise. They are there to serve their country.

Defending their rights is thus to defend the principle rights of the Turkish army. Because these people are human beings, with families to care for and jobs to keep. And these people are owed an explanation if they are to be asked to risk their lives for even longer periods. Some explanation must be given.

★★★

Once the decision on freezing military discharges was revealed, there arrived a "leak" of information to the Turkish press. A leak that, along with this order, all retirement and resignations from the armed forces had been frozen as well. Later, it was formally announced that this was not true. But the word was out and the denial had little meaning. For it was made public that something of that sort could happen. The Turkish public is thus prepared.

★★★

For instance, with the clashes in southeast Turkey intensifying, Ankara could decide to upgrade the legal dimension of the problem and adopt decisions for national mobilization, extending the Emergency Rule throughout Turkey and even declaring Martial Law or wartime conditions.

If and when this happens, then all "retirement and resignations" from the armed forces could be stopped "until a second order." Or indefinitely.

Thus, expectations for retirement in August of some high level commanders would also be shelved.

This would, in other words, be the result of an escalation in tension. And not if the tension is diffused.

★★★

And just some footnotes, again without comment:

1.Gen. Doğan Güreş, the Chief of Staff commander, will hold his office up to the end of August. In fact in August this year there will be a major change in the top echelons of the Turkish military.

2.The government last year extended Gen.

Doğan Güreş's term of office for a whole year according to a decree issued with the authority of the cabinet.

3.The Constitutional Court, entrusted with the duty of making sure that everything works in harmony with the 1982 constitution, abolished the authority by which Güreş term had been extended.

4.Because the necessary application with regard to Güreş was not made on time, despite the court ruling that the reappointment was unconstitutional, the chief of staff remained in situ.

★★★

Turkey is on a head-on collision course with Kurdish separatists in the Southeast and there is an immense buildup of troops and weaponry in the region these days.

Some 40,000 troops out of the current 160,000 in the region will not be discharged. Additional forces will be sent there and the manpower will increase dramatically.

A military official said this week that the reason for freezing military discharges was because troops could not be transferred to the region from other parts of the country and because a professionally trained force was needed.

Newspapers reported on Wednesday that in a recent clash with the PKK in the remote province of Şırnak, two soldiers attached to the Turkish navy were killed. They were based in İzmir with the Naval Forces Command.

They were martyred in Şırnak. Again Sabah's Zülfü Livaneli reported the same day the plight of 700 teachers who were recruited by the army.

In November 1993, they were invited to join the army as privates but in the "teaching class," to aid educational schemes. Their service terms were two months only. Thus, leaving behind installment payments and in their own words, "houses in a sorry state," they joined.

They joined for two months and they have now been told that they are to serve for 15 months. But this was not all. They joined the army as teachers.

And all aged between 28 to 35 among the 700 were taken aside and told they were going to become commandos.

They are now to serve 15 months and serve as commando soldiers fighting in the Southeast. This alone shows how desperate the situation has become and how many lives it is affecting.

The next stage is probably to be an escalation along with a freezing of all resignations and retirements for officers. But no what yet knows what will come after that...

## Big-selling dailies cover NATO summit with sensational banners

*Sabah: NATO summit revealed Britain and France agreed to change borders in Mideast to set up Kurdish state*  
*Milliyet: Papandreu blackmailed Turkey on Cyprus issue, Turkish Army put on alert along border with Greece*  
*Hürriyet: Çiller asked President Bill Clinton to deal with PKK, FM Çetin frustrated by PM Çiller's conduct*

By Ruhican Tul

Turkish Daily News

ANKARA- Although NATO leaders hailed their summit that ended Tuesday a resounding success, mainstream Turkish dailies, which sent armies of journalists to Brussels to report on the summit, do not share a similar opinion -- staying faithful to the motto that good, readable news must necessarily be sensational even if it is lacking in substance.

### Sabah unearths designs for Kurdish state

"Kurdish-state trap set for Turkey," raged Sabah's banner on Wednesday. "The NATO summit revealed that Britain and France had agreed to change international borders in the Middle East and pressured U.S. President Bill Clinton to agree that an independent Kurdish state should be established in northern Iraq," the mass circulation daily claimed.

Sabah also reported a 20-minute meeting between Prime Minister Tansu Çiller and President Clinton, quoting Çiller as saying that although she could not reveal the contents, the meeting was of "vital importance for Turkey."

"Yet," Sabah added, "it has been learned that she cautioned Clinton that if borders were tampered with in the Middle East, the West would lose Turkey's support and that radical Islam would threaten Europe.

"The West has united against terrorism. The same thing should happen in the Middle East. You should exert your influence over Syria in this regard," Sabah said Çiller had told Clinton. "When I pierced the foggy Brussels air, I came across a horrifying trap," wrote Sabah's Fatih Çekirge. "The West is playing with a map of the Middle East. One marks northern Iraq, the other doodles on Lebanon. It is as if oil-producing areas are being assigned new borders."

"This Euro-Christian Club, acting in collusion with Russia, and led by Britain's Prime Minister John Major and French President Francois Mitterrand, are biting at the borders in the Middle East. This frightening trap was unearthed at the NATO summit," he claimed.

"To cope with this, one needs do some diplomatic maneuvering. And that was what Çiller did, holding a meeting unprecedented during NATO summits. Up in a room in Val Duchesse Castle, she

talked to Clinton for 20 minutes. They were alone," he said. "This move is to be applauded. For the meeting was held at such a critical time."

Then Çekirge revealed that although Çiller had refused to say anything else on the contents of the meeting except that it was of vital significance for Turkey, he had, through indirect sources, established that Çiller had warned against the tampering of Mideast borders and had asked for U.S. support in Turkey's fight against terrorism.

On the other hand, Güneri Civaoglu, another Sabah columnist, maintained that, following her meeting with Clinton, Çiller had met Çekirge and Milliyet columnist Yalçın Doğan and told them of the contents of her conversation "on condition that they would not be published or broadcast, though," he wrote. "Yet I sense that Çiller is trying to change scenarios suffused by ominous designs on Turkey, authored by friend and foe alike," Civaoglu added.

In a rare piece of self-criticism, however, Sabah's Cengiz Çandar, known for his dislike of policies pursued by the Çiller government, opted for a stance diametrically opposed to his fellow columnists, referring to press headlines such as "Çiller impact on NATO summit" as "mere propaganda made by Turks for Turks.

"As has been the case always, we've been acting together to form a false public opinion (as to the developments)," he complained.

"To me, the article concerning the Final Communique on cooperation against terrorism -- attached especial importance by Çiller -- is not as important as it has been made out to be," he added.

"For it was mentioned in previous communiqués and there already exists a consensus in the international community on cooperation against international terrorism. It remains to be seen whether the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) will be affected by it," Çandar wrote.

### Milliyet claims Greek PM tried to blackmail Turkey

On Wednesday, Milliyet's headline said "Blackmail on Cyprus." The spot added that Greek Prime Minister Papandreu had "put the island on the agenda in return for the Aegean" and that Turk-

ish troops had been put on alert along the border.

Milliyet's continuation of its report on page 16, said Foreign Minister Hikmet Çetin had warned Papandreu against provocative action against Turkey.

But then it quoted Çetin as saying there would surely arise no problems between Greece and Turkey regarding Greece's oil exploration in the Aegean since it was conducting such research within its own territorial waters.

The paper added that Papandreu had told Çetin that relations between the two countries would surely improve with a solution to the Cyprus issue.

It further quoted Çetin as saying he believed agreements on economic cooperation between the two countries were ready to be signed.

Further down in the story, the paper said Prime Minister Çiller had disclosed that Greece had refrained from bringing up the Cyprus issue during the NATO summit and that she had invited Papandreu to Turkey.

The dichotomy between Milliyet's headline and the rest of its story, too obvious to miss, goes to show that mainstream Turkish newspapers tend to publish sensational front-page items whose main bodies lack hard facts to back the claims mentioned in them.

Milliyet's claim that the Turkish Army units stationed along the border with Greece had been put on alert has not been substantiated by military officials either.

The daily itself admitted, further down in the report, that military officials had merely said that, "The Turkish Armed Forces were at all times ready for anything."

### Hürriyet: Çiller asked Clinton to deal with PKK

A front page headline in Hürriyet said Çiller had met with President Clinton to ask him to use his influence over Syrian authorities at an upcoming meeting with Syrian President Hafiz al-Assad. This with the aim of cutting off Syrian support to the PKK, fighting for an independent state in the Turkish Southeast. It added that the prime minister had also asked President Clinton to keep Syria on the United States' list of countries that back terrorism.

Hürriyet also claimed that Çiller had

asked for Clinton's assistance for Turkey's full membership to the European Union and Western European Union.

The daily then argued that Foreign Minister Hikmet Çetin was rather frustrated by Çiller's conduct during the NATO summit. "Çetin appeared rather

tense and disturbed throughout the summit. Çiller's failure to inform the Foreign Ministry staff present at the summit of her meetings with foreign leaders, chief among them President Clinton, is said to have been the reason why," it said.

"Another cause of concern for the For-

eign Ministry was that Çiller's appointments were organized by prime ministerial aides, and not by the Foreign Ministry," it added.

Then Hürriyet admitted that "Çetin has rejected such reports as baseless."

## Parliament to investigate 'Southeast incidents'

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The Turkish Parliament has decided to investigate incidents in Southeast Turkey and to create a special commission for the task.

The decision was taken on Tuesday night at the general assembly meeting during which 12 separate parliamentary investigative motions were debated.

In the meeting, the coalition's junior partner Social Democrat Peoples Party (SHP) group said that a solution to the Southeast problem could not be found with military methods alone and declared that a "Kurdish problem" existed in Turkey. But the country's Interior Minister, a member of the coalition's senior partner True Path Party (DYP), insisted that neither a Kurdish nor ethnic problem existed in this country. According to Tuesday's decision, the new investigating commission is to be made up of 11 members and will work for a period of three months. The commission will then prepare a report. During the debate, Interior Minister Nahit Mentese told Parliament that there was "no Kurdish problem and no ethnic problem in Turkey. There is only terrorism." Mentese also appealed to parliamentarians from the Kurdish-based Democracy Party (DEP) to denounce the terrorists and condemn those who were killing even two-year-old children.

The minister argued that the reason the separatists killed civilians was the setback they had received from security forces. "They are trying to say, 'We are still here,' with these activities," he said.

Main opposition Motherland Party spokesman Mehmet Keçeciler said, meanwhile, that the government had to show a united front against terrorism. Keçeciler also challenged the Interior Minister and said that although he denied it, a total of 738 villages had been forcefully evacuated in southeast Turkey and that the villagers had not been compen-

sated. He also called on the government to investigate "unsolved murder cases" which were building up in the region.

SHP Erzincan deputy Ali İbrahim Tutu, expressing the views of his parliamentary group, argued against Mentese as well and said, "I certainly do not agree with those who say there is no Kurdish problem in Turkey." He went on to say that all the peoples of Turkey had to live together in harmony and warned that the problems could not be solved by denying the existence of the Kurds. "This will only fan Turkish-Kurdish clashes," he said, warning that Turkey could become another Bosnia-Herzegovina. Speaking on behalf of his own parliamentary group, DYP deputy Nevzat Ercan said that although it was the members of the terrorist group who were killing people, the state was being blamed. He said Turkey's enemies "from seventy years ago" were now surfacing in the form of terrorists.

Tuesday's debate started after 12 separate parliamentary investigative motions on recent incidents in the east and southeast regions were put on Parliament's agenda.

**These motions were:**

■ That submitted by Democracy Party (DEP) Şırnak Deputy Selim Sadak and nine other DEP deputies on the perpetrators of incidents in Cizre and Nusaybin during Nevroz celebrations.

■ That submitted by DEP Diyarbakir Deputy Sedat Yurttaş and nine other DEP deputies on claims that civilians were murdered in the town of Savur and the villages of Yazır and Taşlık, in the province of Mardin, on the pretext that terrorists had been killed.

■ That submitted by DEP Mus Deputy Muzaffer Demir and nine other DEP deputies on claims that five civilians were murdered by National Intelli-

gence Organizations (MIT) personnel around the village of Muratgören in the province of Mus.

■ That submitted by Welfare Party (RP) Bingöl Deputy Kazım Ataoğlu and 20 other RP deputies on the killing of 35 people, 33 of them unarmed soldiers, on the Elazığ-Bingöl highway.

■ That submitted by RP Bayburt Deputy Bahattin Elçi and 13 other RP deputies demanding the unearthing of those accountable for the raid on the village of Başbağlar in Erzincan.

■ That submitted by Republican People's Party (CHP) Istanbul Deputy Algan Hacaloğlu and nine other CHP deputies on claims that the truth about certain incidents had been distorted.

■ That submitted by CHP Ankara Deputy Uluç Gürkan and nine other CHP deputies on the incident on the Bingöl-Elazığ highway in which 35 people, 33 of them unarmed soldiers, were murdered.

■ That submitted by CHP Ankara Deputy Uluz Gürkan and nine other CHP deputies on the raid on Başbağlar.

■ That submitted by Motherland Party (ANAP) Deputy Erzincan Deputy Yıldırım Akbulut and 10 other ANAP deputies on the same incident.

■ That submitted by DEP Diyarbakir Deputy Hatip Dicle and nine other DEP deputies on the fire in the town of Diyadin in the province of Ağrı.

■ That submitted by DEP Diyarbakir Deputy Sedat Yurttaş and 10 other DEP deputies on the claims relating to the incidents in the town of Lice in Diyarbakir that occurred following the assassination of Maj-Gen. Bahtiyar Aydın.

■ That submitted by the RP deputy Lütfü Esengün and 11 other RP deputies on the murder of 38 people in the villages of Çat and Yavi in the province of Erzurum and the village of Çiçekli near Pasinler in the same province.

## Turkish troops cross into N. Iraq

### Major operation under way, PKK death toll escalates

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Having launched a major operation against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Turkish troops on Tuesday crossed five kilometers into northern Iraq in hot pursuit of the militants.

Official sources said the cross-border attack was part of an operation which started near Kato mountain in Hakkari province and that the PKK death toll was escalating.

On Wednesday officials said 13 terrorists who attacked the Pirinçeken border station at Çukurca on Tuesday night were killed and troops were pursuing remaining members of the group in Kurdish-controlled Iraqi territory.

Iraqi Kurdish sources said the operation was of a limited nature and should not be exaggerated. They also said that Turkish forces were hitting precise targets were which not close to civilian settlements. Eighteen more separatists were killed in clashes near Hakkari.

During the weekend, 31 PKK militants and 10 soldiers were killed in clashes between government troops and separatists in Hakkari, Şırnak and Siirt.

On Tuesday, Turkish warplanes started to bomb mountains near the Iraqi border used by the PKK as a hideout, killing at least 25 militants.

Paratroopers later landed and searched the area near the village of Geçitli. Sources said jet fighters also

launched attacks against PKK bases on Mt. Ararat. Artillery positioned on the slopes were shelling the mountain.

On Wednesday, the Anatolia news agency reported that the separatists had killed a Turkish battalion commander. Major Mahmut Şahin and another soldier died in a clash with PKK fighters in Bingöl province, the agency said.

Troops operating as high as 3,000 metres (9,800 feet) on snow-swept Kato mountain in Hakkari province and supported by Cobra helicopters had surrounded a group of 130 militants, it added.

Turkey last week disclosed the freezing of all army discharges for periods from three to five months and officials said this move aimed at keeping a constant professional force in the troubled region during the crack-down.

Interior Minister Mehmet Gölhan said winter operations on the terrorists would continue but indicated that the main assault would be delivered in spring.

On Tuesday night, the Turkish Parliament passed a decision to set up a special 11-man commission to investigate developments in the southeast region and to find a solution to the chronic problem.

Even at this meeting, however, the two ruling coalition partners disagreed.

While the True Path Party (DYP) deputies argued there was no "Kurdish or ethnic problem" in Turkey, a spokesman for the junior coalition partner Social Democrat Peoples Party (SHP) group said a Kurdish problem existed and that until the Kurdish identity was recognized, a solution to the crisis could not be found.

Over 11,000 people have been killed in the ten-year-old armed campaign launched by the PKK for Kurdish self-rule in the Turkish southeast, where only one third of the country's Kurdish origin population lives.

Turkey has an estimated 12 million citizens of Kurdish origin.

turkish daily news, January 17, 1994

*Karayalçın returns from US:*

## 'Washington expects Turkey to continue its democratization'

By Uğur Akıncı

*Turkish Daily News*

ISTANBUL/WASHINGTON- Deputy Prime Minister Murat Karayalçın returned from his five-day visit to the United States assured that Washington fully understood the distinction between the Kurdish issue and terrorism.

"They also realize that Turkey contributes towards stability in the Middle East," he told reporters at a press conference in Istanbul's Ataturk Airport. But he noted that Washington was "carefully monitoring the process of democratization in Turkey and expected it to continue steadily."

Karayalçın, who answered the questions of the press at the airport, said the Social Democrat People's Party (SHP) would reach a final decision on the candidates it nominated for mayor at the party assembly on Jan 23.

### Speech at Carnegie

Karayalçın complained about the existing legal structure in Turkey during a stopover at the Carnegie Endowment in Washington D.C. on the second day of his unofficial visit to the United States. He was introduced by Ambassador Morton Abramowitz of the Carnegie Endowment to a select audience that included such dignitaries as Ambassador Nüzhet Kandemir, Gen. Alexander Haig, Ambassador Ljubica Acevska of Macedonia, Ambassador Dilja of Albania, plus various high-ranking officials from the U.S. State Department. Karayalçın -- speaking as a social democrat -- stated that the standard of human rights and democracy in Turkey was not high enough.

"We social democrats of Turkey believe that the standard of human rights and democracy in Turkey are unsatisfactory," Karayalçın said. "We believe that a lot measures must taken in order for Turkey to become a truly democratic country, one with a strong commitment to human rights. In spite of the fact that my party is in coalition government, we are nonetheless suffering excessively

due to the inadequacy of the existing legal structure," he continued.

"Last week a scholar was penalized by the courts because of a book that he has written. He is an associate professor at one of the universities in Turkey. It is very upsetting for myself and my friends to witness this event. This is not so much because of the ruling of the judges but because of Article 8 of the Counter-Terrorism law," he said.

Karayalçın went on to say that the 49th and 50th governments of Turkey have nevertheless made some progress on the legal front. As an example he referred the recent changes in the penal code in December 1993. "It is an important achievement," he said.

Karayalçın has also criticised the 1982 Constitution and said that it must change if Turkey is to become a fully democratic country. Among the measures necessary for democratization to occur he mentioned the new rights to be given to local authorities. He said that "training, health services, traffic police" would be delegated to municipalities. Karayalçın warned that the "Kurdish issue" and PKK terrorism should not be confused. He revealed that the Turkish state was currently spending a whopping 6% of its GNP to combat the PKK. "The PKK will be fought and defeated," he stated resolutely. In order to demonstrate the SHP's sympathy for the Kurdish cultural rights, Karayalçın read some of the resolutions made at the SHP's most recent party congress. If the SHP were in power it would recognize "the Turkish citizens of Kurdish origin," their freedom to establish a Kurdish Institute, to broadcast (radio and TV) in Kurdish, the freedom to give their children any name they chose, to use Kurdish names for villages, etc. But, Karayalçın emphasized that all that could be done within the existing national borders of the Turkish state. He also emphasized that Turkish was the official language of Turkey and said that this could not be negotiated.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0155 4 I 0256 TUR /AFP-UR02

Turquie-violence

L'Association turque des Droits de l'Homme fait état de 676 morts en 1993

ANKARA, 16 jan (AFP) - Les violations des droits de l'Homme ont atteint un niveau "honteux" en 1993 en Turquie où au moins 676 personnes ont été tuées et 28 autres portées disparues à la suite de bavures, selon un rapport de l'Association turque des Droits de l'Homme (ATDH) parvenu dimanche à l'AFP.

524 personnes, dont 6 journalistes, ont été tuées dans des actes perpétrés -- notamment dans l'Est et le Sud-Est anatolien -- "par des inconnus" selon la définition de la police, indique le rapport.

135 personnes ont été tuées lors d'événements que le rapport qualifie "d'exécutions arbitraires" par les forces de l'ordre. Il s'agit d'opérations policières à la suite de dénonciations dans les grandes métropoles comme Istanbul où les forces de l'ordre sont accusées "de tuer sans jugement", selon l'ATDH.

17 autres personnes ont péri sous la torture, ajoute l'ATDH.

Enfin, 28 personnes sont portées disparues après avoir été placées en garde à vue. Les forces de l'ordre affirment ignorer le sort de ces personnes qui, selon elles, ont "disparu" après leur libération, indique aussi le rapport.

Le texte précise que 51 journalistes sont toujours détenus, quatre partis politiques ont été interdits et deux font l'objet de poursuites judiciaires comme le Parti pro-kurde de la Démocratie (PD, 17 sièges sur 450 au parlement), 260 livres et 33 journaux ont été interdits pour "atteinte à l'intégrité de l'Etat".

YM/hc/bm/br

AFP 161317 JAN 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0171 4 I 0191 TUR /AFP-AM55

Turquie-Kurdes

25 morts dans des incidents en Anatolie

ANKARA, 17 jan (AFP) - Vingt-cinq personnes, 20 rebelles kurdes et cinq soldats, ont été tuées dimanche lors d'incidents dans l'est et le sud-est anatoliens entre forces de l'ordre et indépendantistes kurdes, apprend-on lundi de sources officielles.

Vingt rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués près d'Igdir alors qu'ils essayaient de franchir la frontière turco-irakienne vers l'Iran, selon la préfecture de cette petite ville près de l'intersection des frontières turque, arménienne, et iranienne.

Par ailleurs cinq soldats ont été tués et un colonel grièvement blessé à Cizre, près de la frontière turco-irakienne, dans l'explosion de leur véhicule de patrouille qui a roulé sur une mine, selon des sources militaires régionales.

Quelque 200 personnes (civils, rebelles, forces de l'ordre) ont été tuées depuis le 1er janvier dans cette région à majorité kurde lors d'incidents similaires qui ont fait au total quelque 10.900 morts en neuf ans et demi de lutte armée du PKK contre le pouvoir central d'Ankara.

YM/PHT/br

AFP 171135 JAN 94



Charente Libre - 18 janvier 1994

## ■ Kurdes Un peuple entre les Etats

Arte, 21h45 ■

On parle rarement des Kurdes, plus souvent de la « question kurde ». Car ce peuple à part entière, pris en étau par les Etats voisins depuis des lustres, ne fait la Une des journaux qu'en cas de drame.

Pendant la Guerre du Golfe, gazés par les Irakiens, les Kurdes furent un moment secourus par un Occident culpabilisé. Depuis, il sont retombés dans l'oubli ou peu s'en faut...

Ce soir, Arte consacre une grande soirée thématique à ce peuple, qui permet de mieux comprendre les racines historiques de la question kurde, et de découvrir le quotidien terroriste des Kurdes en France, en Allemagne et en Turquie...

Du point de vue diplomatique, le Kurdistan n'existe pas. Il n'est pas un Etat en soi, mais correspond à une identité de race sur un territoire plus ou moins défini de montagnes et de hauts plateaux, répartis entre cinq pays : URSS (300.000 personnes), Turquie (10 à 12 millions), Syrie (800.000), Iran (6 à 7 millions) et Irak (3 à 4 millions).

Aujourd'hui, le Kurdistan est aujourd'hui divisé en deux, le Kurdistan « libre » (côté turc) et le Kurdistan

irakien. Aussi absurde que cela puisse paraître, c'est aujourd'hui Bagdad qui continue de gérer la question kurde ! Il n'est pas impossible, dans ces conditions, que de nouveaux massacres se produisent dans l'avenir...

Saddam Hussein a remplacé la guerre militaire par la guerre économique. Pour leur ôter le peu d'autonomie qui leur reste, il a fermé toutes les pompes à essence du Kurdistan, qui ne distribuent du carburant qu'aux Arabes.

Bagdad est le seul maître de décider où et comment « loger » les Kurdes et quelles organisations pourront ou non intervenir. Bagdad a interdit récemment à l'ONU de s'installer à Kirkouk...

Effrayée, mal informée, et surtout vulnérable, la population kurde lance aux alliés des appels poignants pour qu'on ne les oublie pas.

Pourtant, partout au Kurdistan, la haine dépasse la peur : « Hussein, c'est la maladie. Comment ne pas

avoir peur de la maladie ? ». Dans le nord de l'Irak, la révolte gronde : des dizaines de milliers de « peshmergas », combattants kurdes, ont repris les armes.

Mais leur combat ressemble à une guerre de la fourmi contre l'éléphant. Depuis 70 ans, les Kurdes revendiquent leur identité en vain. Ils ont trop perdu déjà pour désarmer maintenant. Aujourd'hui, le sort du Kurdistan n'est plus une affaire humanitaire mais politique...

LA VIE - 13 janvier 1994

### ■ ARTE 21.45 **LA LONGUE ERRANCE DU PEUPLE KURDE**

*Les Kurdes : un peuple entre les Etats.* Si la télévision était une auberge, cette enseignante n'inciterait peut-être pas le voyageur à descendre de sa monture. Il faudrait pourtant, ce soir, franchir sans hésiter le seuil de cette excellente maison, Arte, où l'on a choisi depuis longtemps de nourrir la pensée plutôt que l'estomac. On y ren-

contrerait par exemple Nizamettin Ariç, un réalisateur kurde de trente-six ans, exilé en Allemagne. Son film, d'inspiration autobiographique, s'intitule *Un chant pour Beko*, et résume le drame d'un peuple de vingt millions de fuyitifs dispersés sur cinq Etats (la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'ex-Union soviétique).

Cette œuvre d'ombre et de lumière, où les mots rares et justes s'incrustent dans le silence avec une force inouïe, raconte une errance à travers le Kurdistan, en pleine guerre Iran-Irak (1988). C'est terriblement beau et poétique, terriblement dramatique et poignant. Ariç, par exemple, ne nous montre pas les avions iraniens ou irakiens qui déchirent le ciel. Mais les dessins que des enfants, après les bombardements, tracent sur les parois d'une grotte. Ce film admirable est diffusé à 23.15, dans le cadre d'une soirée thématique qui retracera également l'histoire de ces « nomades du monde ». (22.05). P.P.



Clandestins, ils ont choisi la lutte armée en Turquie.

Maître/Sigga-Images

V.S.D. — 13 JANVIER 1994

**21.45 SOIRÉE THÉMATIQUE :  
LES KURDES**  
Un peuple entre les Etats. 9981147

**21.48 LA SPIRALE  
DE LA VIOLENCE**  
La guerre au Kurdistan. 516296

**22.05 TRAHI ET VENDU**  
Le peuple kurde  
et les grandes puissances. 1256147

**23.05 RENCONTRE** 2116215

**23.15 UN CHANT POUR BEKO**  
Voir encadré. 5843760

### **23h15 UN CHANT POUR BEKO**

**Film kurde** de Nizamettin Ariç. (1992). Durée : 1h40. En VO. Drame. Avec Nizamettin Ariç (Beko), Bezara Arsen (Ziné), Lusika Hesen (Zeyno)...

L'histoire : Beko vit dans la partie turque du Kurdistan. Il se fait

arrêter par les militaires, à la place de son frère en fuite. Il échappe à ses geôliers et part à la recherche de son cadet...

*En grande partie autobiographique, le premier film en langue kurde. Distingué dans de nombreux festivals...*



Soirée thématique : "Les Kurdes, un peuple entre les Etats" - 21h45 - Arte

# Le désespoir des Kurdes

PAR ALAIN DUGRAND

*Eternels persécutés d'une histoire dominée par la course au pétrole, les Kurdes sont les jouets massacrés des reniements d'alliances des Etats de cette région-poudrière.*

*Sous l'œil indifférent d'une Europe lassée de tant d'opacité*



Photo Patrick O'Donnell/Spa Press

Ils attendent depuis quatre-vingts ans un Kurdistan autonome

**K**irkouk, 1879. Il est autrichien et géologue. Quand il découvre de fabuleuses nappes pétrolifères, Emil Tietze n'imagine pas quel imbroglio va naître de sa trouvaille. Les Anglais, alléchés, ne parviennent pas à circonvier le sultan ottoman. Ce sont les Allemands, concessionnaires du chemin de fer de Bagdad, qui raflent la mise. Alors, les Britanniques éconduits courent vers l'Iran, où, en 1907, des gerbes d'or noir élaboussent les ingénieurs de la British Petroleum.

Mossoul et Kirkouk deviennent les perles de la City. Bonnes affaires. Entre 1912 et 1914, les majors naissantes fondent la Turkish Petroleum Cie (50 % à l'Anglo-Persian Oil Cie, 25 % à la Shell et autant à la Deutsche Bank [\*]). Un peu plus tard surgissaient enfin, par le traité de Sévres, le démembrement de l'Empire ottoman et le partage de l'eldorado. Français - avec Georges Picot -, anglais - avec Mark Sykes -, les diplomates isolent les terres arabes de l'empire turc. Vient le

temps des mandats de Mésopotamie et de Syrie. L'époque, aussi, des promesses fallacieuses aux cheikhs kurdes : Mossoul contre un statut spécial. Créer un Kurdistan autonome, voilà une bonne idée... Quatre-vingts ans plus tard, les promesses sont restées vaines. Douze millions de Kurdes vivent sous l'oppression turque, 6 en Iran, 4 en Irak, 1 million en Syrie. Et pour parfaire la mosaïque, 300 000 Kurdes sont implantés au Caucase, en Asie centrale, quelques dizaines de milliers à Beyrouth et 600 000 sont réfugiés en Europe. Le chagrin des Kurdes. Une Bosnie octogénaire, née des rivalités entre puissances. Un peuple éclaté, meurtri. Tragédie sans fin, comme un titre de film.

Les Kurdes ? Ça va, ça vient. La génération du baby-boom entendit pour la première fois parler des Kurdes par de Gaulle, l'empêcheur de tourner en rond. C'était en 1963, quand le parti Baas s'empara du pouvoir en Syrie. Mustafa Barzani, fondateur du Parti démocratique du Kurdistan (PKK, 1946), rentra d'un long exil en Union soviétique en 1958. Des coïncidences de dates, une longue traversée du désert avaient dû frapper l'homme du 13 mai. Depuis, les Kurdes sont les jouets massacrés des reniements d'alliances qui, au gré de l'histoire, déchirent les Etats de la région. Ça va, ça vient, les Kurdes. En 1988, Saddam Hussein gaze avec son matériel allemand les populations villageoises d'Halabaja et Zakho. Quelques milliers de morts. Télévisées. A l'issue de la guerre du Golfe, les Kurdes émeuvent le monde. La saga humanitaire fait la une, en direct, en 1991. Saddam, dans le rôle du salaud, massacre les villes kurdes insurgées. Deux millions de Kurdes sur les sentiers de l'exode... Un million en Iran, 200 000 en Turquie et 800 000 qui campent dans les glaces montagneuses de la frontière turquo-irakienne. En août de la même année, l'aviation turque assaille les bases du PKK, en Irak, avec l'aval des organisations kurdes irakiennes... C'est qu'ils sont compliqués, les Kurdes, avec leurs myriades de traditions, de partis et d'options. Et leurs alliances contrecarrent souvent l'illogisme des puissances. Les Kurdes agacent. La géopolitique pétrolière porte ce peuple à bout. Le PKK, expression d'un marxisme-léninisme chaotique, n'escompte plus les solutions d'autonomie sans cesse remises en question par les dictatures qui s'assurent la maîtrise des richesses fossiles de l'espace kurde. Reste alors la violence terroriste. Désespérée, cruelle. Contre la guerre de décimation que mène la Turquie, en bonne élève antidémocratique du bloc occidental. Et l'on meurt. Sous la torture. Dans d'effroyables répressions contre les populations civiles. Et les opinions occidentales ? Lasses de tant d'opacité, elles n'énoncent même plus la dramatique question : que faire ?

A. D.

(\*) « La Question kurde », par Elisabeth Picard, Editions Complexe.

## Paris change de camp

**D**e Gaulle soutenait les Kurdes. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Durant des décennies, Paris maintint la ligne. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Balladur, la position française s'est inversée. En mai dernier, c'est un François Mitterrand bien solitaire qui rencontre les deux principaux dirigeants kurdes, Jalal Talabani et Massoud Barzani. Un rendez-vous élyséen en l'absence d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères. Aucun membre du gouvernement n'éprouve alors le désir de rencontrer les leaders, pas même le ministre à l'Action humanitaire et aux Droits de l'Homme,



Massoud Barzani

Lucette Michaux-Chevry. Fin décembre, Charles Pasqua lance une rafle à Paris et en province contre des Kurdes accusés d'« association de malfaiteurs en liaison avec une organisation terroriste ». Cible : les compagnons de route du PKK en France. Aucun attentat n'est à imputer au débit de ce parti, la police ne découvre ni armes ni explosifs, seulement du matériel de propagande. Le 1<sup>er</sup> octobre à Ankara, François Léotard, chargé de la Défense, négociait la vente de vingt hélicoptères Cougar de fabrication franco-allemande. La Turquie est membre de plein droit de l'OTAN. Une force de stabilité dans la région...

A. D.

AMNESTY INTERNATIONAL  
4 rue de la Pierre Levée  
75011 Paris

NEWS 11/07/94  
EUR 44/WU 01/94  
14 janvier 1994

SF 94.M.008

**EXTERNE**  
*Informations complémentaires*

**TURQUIE**

**L'opération de sécurité est masquée par le black-out de l'information.  
Torture, "disparitions" et exécutions extrajudiciaires  
dans les provinces du sud-est**

Amnesty International est profondément préoccupée par le fait que les mesures introduites en novembre 1993 par les autorités turques contribuent aux événements tragiques qui se déroulent actuellement dans le pays. Le 4 novembre 1993, le Premier ministre Tansu Çiller a annoncé à la radio-télévision turque (TRT) une série de mesures comportant l'intensification des opérations de sécurité en vue de porter un coup fatal au séparatisme kurde, ainsi qu'une campagne de propagande tant « à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ».

Selon certaines sources, les provinces du sud-est de la Turquie à majorité kurde sont la cible des efforts conjugués des autorités, de la police et des forces armées, ainsi que des procureurs et des tribunaux pour écraser le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit, et toutes les manifestations du séparatisme kurde.

Ces opérations, d'une sauvagerie sans précédent, semblent avoir été programmées en prévision des élections locales qui doivent se dérouler le 27 mars. Le Parti démocratique (DEP), pro-kurde, pourrait obtenir de nouveaux succès électoraux. Bon nombre des objectifs poursuivis par ce parti étant similaires à ceux du PKK, il est probable que les autorités craignent qu'un vote massif en faveur des candidats du DEP ne soit perçu comme une adhésion populaire aux idées du PKK.

L'élément militaire de l'offensive comprend des raids de sécurité contre des communautés qui refusent de participer au système des protecteurs de village, une force paramilitaire armée et financée par le gouvernement pour lutter contre les guérilleros du PKK. Les villageois ne rejoignent pas volontiers cette milice, craignant d'être la cible des attaques du PKK. Un tel refus implique toutefois que le village est fréquemment soumis à des raids de sécurité. De très nombreux éléments tendent à prouver que ces raids s'accompagnent de violations flagrantes des droits fondamentaux de la population essentiellement kurde de cette région.

Le Premier ministre a réclamé un renforcement important des équipes spéciales, une unité extrêmement mobile liée à la police et dotée d'un armement lourd. Les membres des équipes spéciales reçoivent un entraînement au combat corps à corps avec les guérilleros. Ils participent également aux opérations contre les villages, le plus souvent le visage masqué, et ils se seraient rendus coupables de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires. Le Premier ministre a précisé que les nouvelles recrues des équipes spéciales seraient entraînées à des méthodes proches de celles employées par la guérilla. Pourtant, comme Amnesty International l'a signalé par le passé, les guérilleros du PKK se livrent parfois à des atrocités. Les premiers renforts sont entrés en action au début du mois de janvier.

Au cours des raids, les habitants des villages sont généralement rassemblés et font l'objet de menaces et d'insultes. Leurs biens sont détruits, leur bétail massacré, et ils sont souvent torturés. Les hommes, et dans certains cas les femmes et les enfants, sont contraints de rester debout ou allongés sur le sol, souvent par une température glaciale, pendant la fouille des habitations. Il semble qu'il soit devenu courant ces derniers mois d'incendier la plupart, voire la totalité des maisons, ce qui équivaut à une expulsion forcée des villageois. De nombreuses informations ont également fait état d'exécutions extrajudiciaires et de "disparitions".

L'opération qui se déroule depuis le 6 janvier dans la région située à l'ouest d'Eruh (province de Siirt) est typique : à la suite d'affrontements entre les forces de sécurité et la guérilla, des membres de la gendarmerie et des équipes spéciales accompagnés de protecteurs de village ont investi les villages de Taskonak, Demirbogaz, Geliosman, Çetinkaya, Çelik et Payamli. Selon des villageois qui ont pris contact avec Amnesty International, Hizni Yilmaz, le frère du chef de village de Taskonak, a été appréhendé dans une grotte où il avait trouvé refuge, et sommairement abattu ; son corps a ensuite été jeté dans une maison en flammes. Mumtaz Kaçar, membre d'un groupe de nomades qui faisaient paître leurs troupeaux dans le district de Taskonak, aurait été tué alors qu'elle tentait d'intervenir pour empêcher les gendarmes de massacrer ses animaux. Mehmet Sait Timurtas, un berger de la région, a également trouvé la mort dans les mêmes circonstances.

Des "disparitions" sont fréquemment signalées dans le cadre de telles opérations. C'est ainsi qu'à la suite d'un raid mené le 23 novembre dans le village d'Agilli (dont le nom kurde est Birik), non loin de Bismil (province de Diyarbakir), 16 villageois ont été arrêtés et emmenés au poste de gendarmerie pour y être interrogés. Personne n'a revu Üzeyir Kurt et les autorités nient qu'il soit détenu. Ahmet Çakici aurait "disparu" après avoir été arrêté le 8 novembre 1993 au cours d'une opération menée contre le village de Çitlibahçe, situé à proximité de Hazro (province de Diyarbakir). Huseyin Ugurlu, un père de huit enfants originaire de la ville d'Altinova, non loin de Mus, a été sauvagement battu par des gendarmes en présence de plusieurs dizaines d'habitants de la ville ; cet homme a

ensuite été emmené aux fins d'interrogatoire, le 18 novembre 1993. Les efforts déployés par sa famille pour le retrouver sont restés vains, et on craint qu'il ne soit mort sous la torture.

Le gouvernement ne cesse de s'en prendre à la presse qui rapporte de telles atrocités. Les journalistes sont victimes de torture, d'emprisonnement et de poursuites pénales, et les journaux sont saisis. *Özgür Gündem* (Programme libre) est pratiquement le seul journal à dénoncer sans relâche les violations des droits fondamentaux commises dans les provinces du sud-est de la Turquie placées sous état d'urgence. Depuis la création de cette publication, il y a dix-huit mois, six des journalistes qui y travaillaient ont été tués dans des circonstances laissant à penser que les forces de sécurité étaient complices de leur assassinat. Une journaliste a par ailleurs "disparu" à Istanbul. En décembre et en janvier, la cour de sûreté de l'État d'Istanbul a prononcé des arrêts ordonnant la fermeture temporaire d'*Özgür Gündem* au motif que ce journal avait publié de « la propagande séparatiste ». Cette décision doit être confirmée par la Cour d'appel. Toute personne qui prône le séparatisme, même sans préconiser la violence, est passible de poursuites aux termes de l'article 8 de la Loi antiterroriste, et encourt une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement.

Plusieurs dizaines d'employés d'*Özgür Gündem* ont été arrêtés au mois de décembre. Fahri Ferda Çetin, le directeur général de la publication, affirme avoir été suspendu par les bras pendant sa détention au secret au siège de la police d'Istanbul. Il ajoute que les policiers lui ont infligé des décharges électriques sur les organes sexuels et sur les pieds, qu'ils lui ont écrasé les testicules et l'ont aspergé d'eau glaciale. Haci Çetinkaya, correspondant du journal à Adana, affirme avoir subi les mêmes sévices. Dix employés d'*Özgür Gündem* à Diyarbakir ont de nouveau été arrêtés le 12 janvier. Parmi eux figurait Necmiye Aslanoglu qui a affirmé qu'au cours de sa détention en novembre, elle avait été déshabillée et frappée. Les policiers l'auraient tirée par les cheveux et suspendue par les bras, et lui auraient infligé des décharges électriques sur le nombril et les orteils.

La campagne de propagande semble également avoir pour objectif d'entraver l'action des avocats et des militants des droits de l'homme. Seize avocats ont été arrêtés en novembre et détenus au secret pendant quatre semaines au siège de la gendarmerie de Diyarbakir, où ils ont été interrogés. Meral Danis Bestas, secrétaire de la section de Diyarbakir de l'Association turque pour la défense des droits de l'homme, a affirmé avoir été giflée et frappée à coups de pied au cours des interrogatoires. Elle aurait en outre fait l'objet d'insultes à caractère sexuel, été déshabillée et aspergée d'eau glaciale. Tahir Elçi, un avocat de Cizre qui a assisté à maintes reprises des villageois qui avaient déposé des plaintes pour violations des droits de l'homme, a également été arrêté. Il a affirmé que les policiers l'avaient menacé de mort s'il continuait à dénoncer les violations des droits fondamentaux et à effectuer des recherches sur les expulsions de villageois et les "disparitions". Cet homme affirme qu'il a été déshabillé et qu'on lui a écrasé les testicules

pendant sa garde à vue au siège de la police de Cizre, puis au siège de la gendarmerie de Diyarbakir ; un autre avocat était présent lorsque Tahir Elçi a été aspergé d'eau froide pendant plusieurs heures. Sept de ces avocats ont été arrêtés pour avoir aidé le PKK et avoir été trouvés en possession de publications interdites. Amnesty International, qui enquête sur les circonstances de leur interpellation, estime que le véritable motif de leur incarcération pourrait être leur activité en tant qu'avocats et leur action en faveur des droits de l'homme.

De nombreux militants des droits de l'homme ont quitté le sud-est de la Turquie en raison de l'intimidation et des menaces constantes ainsi que des homicides dont ont été victimes des responsables et des membres de l'Association turque pour la défense des droits de l'homme. Une seule des 13 sections de l'association dans la région est en mesure de fonctionner normalement.

Amnesty International craint que les mesures draconiennes prises dans le cadre de la campagne de propagande lancée par les autorités turques ne visent à imposer un black-out total sur les informations provenant de la région placée sous état d'urgence, afin que les forces de sécurité puissent mener leurs activités sans être soumises à la surveillance des avocats, des journalistes et des militants des droits de l'homme.

Nizamettin Aric



Arte

ARTE, 21H45 - 0H50

## Les Kurdes, un peuple entre les États

Écartelés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'ex-URSS, les Kurdes ont tenu l'affiche quelque temps durant la guerre du Golfe. Depuis, la chape de silence est retombée, l'aide humanitaire s'est entichée d'autres causes, la Somalie ou l'ex-Yougoslavie. Le drame de ce peuple rejeté de partout, dont la langue est interdite en Turquie, persécuté par Khomeiny, gazé par Saddam Hussein perdure pourtant mais l'Occident n'en a cure, Schwarzkopf et ses valets galonnés repartis dans leurs foyers. « Plus les hommes dans le monde en sauront sur nous, plus nous aurons de l'espoir » affirme le metteur en scène de *Un chant pour Beko*, le premier film en langue kurde qui ponctue cette soirée. L'espoir de survivre, c'est ce qui reste quand on a tout enduré.

Soirée thématique conçue par Ute Casper.

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN-13 janvier 1994

## Une famille kurde reconduite à la frontière

**FORBACH.** — C'est dans la nuit de lundi à mardi, au péage de l'autoroute de Saint-Avold que les fonctionnaires de la Police des Ais et des Frontières, ont intercepté un véhicule. A son bord, outre deux ressortissants allemands, se trouvait une famille turque de six personnes. Ces dernières ne possédaient ni passeport, ni visa. D'origine kurde, ils avaient demandé l'asile politique en Allemagne qui le leur avait refusé, avant de les mettre en demeure de quitter le territoire. Aussi, ils avaient décidé de tenter leur

chance de ce côté de la frontière. Mais l'actuelle réglementation en matière de droit d'asile est formelle : si une demande de droit d'asile a été refusée par un pays démocratique, elle ne peut être réexaminée en France.

Auteurs d'une entrée irrégulière sur le territoire français, les Kurdes ont donc été reconduits à la frontière par la PAF de Forbach et pris en charge par la police allemande. Quant aux deux passeurs, ils ont vu leur véhicule confisqué et feront l'objet d'une convocation devant le tribunal.

turkish daily news - January 14, 1994

# Security: Better in the cities, little improvement in rural areas

*The worst casualties last year, as it has been for the past decade of limited war in the Southeast, were suffered by civilians once again. Trapped in the cross fire, and victims of the increased number of PKK attacks on villages in the second half of 1993, a total of 1,182 civilians were killed, and 1,229 were wounded*

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

ANKARA- Terrorism continued to dominate Turkey's agenda in 1993, as in the previous year, with the exception of the Turkish security forces' major success in the fight against urban based armed Marxist movements.

Entering the year with a massive crack-down on the outlawed Revolutionary Left (Dev-Sol) organization, Turkey appears to have reduced this movement to a disunited group of urban-dwelling young extremists.

Apart from Dev-Sol, Turkey was also successful in its operations against radical Islamic terrorist movements, taking measures for the first time against a group identifying itself as the Hezbollah, or the Party of God.

As for the Kurdistan Workers' Party (PKK), it continued to rock the Turkish capital throughout the year with an immense increase in activities, and once again began staging attacks on Kurdish civilians. The PKK's influence on domestic political affairs increased daily, and according to official reports, its activities at least doubled in comparison with 1992. Separatist violence in the Southeast was on such a large scale that even President Süleyman Demirel, in his year-end speech, decreased the figure of previously announced casualties.

## Breakdown

According to figures provided by the Ministry of the Interior, a total of 3,832 incidents were recorded in the 10 provinces under Emergency Rule from Jan. 1 to Dec. 17, 1993.

In these incidents, 602 security personnel were killed and 1,190 others, including Temporary Village Guards (GKK) were wounded. As for the PKK, official statistics showed that a total of 1,668 militants had been killed, 489 were captured, and 235 militants reportedly surrendered.

The worst casualties, as it has been for the past decade of limited war in the Southeast, were suffered by civilians once again.

Trapped in the cross fire, and victims of the increased number of PKK attacks on villages in the second half of 1993, a total of 1,182 civilians were killed last year, and 1,229 were wounded.

Of those killed, 135 were women and 150 were children. A total of 161 women and 94 children were among the wounded. In security operations launched as of Jan. 1, 2,695 machine guns, 1,318 guns, 466,007 bullets, 164 rocket launchers, 1,480 rockets, 1,907 grenades, 2 anti-aircraft guns and 2,183 anti-aircraft rockets were seized.

Despite continuous operations throughout the year and repeated statements by security officials that "the backbone of the terrorists" had been broken, there was no indication that the PKK actually suffered serious losses in 1993.

The most revealing incident on the subject of separatist violence last year was the unilateral cease-fire declared by the PKK on March 17.

The foundations of the cease-fire were laid a month in advance, and senior officials in the Turkish capital had been warned of what to expect. Nevertheless, the declaration, made by PKK leader Abdullah Öcalan, took Ankara by surprise. Following his press conference in the Syrian-controlled Bekaa valley, Öcalan said the cease-fire would go into effect as of March 20 and attached a one-month deadline to it.

When the news reached Ankara, it created confusion in official circles. The issue was raised at a secret Cabinet meeting and in Parliament. Everyone started to debate whether the PKK leader was sincere.

No one seemed to care that time was being wasted with this debate and that this was an opportunity for Turkey to take the initiative. The PKK had declared it would put an end to the activities planned for the period of time in question but warned that it

would fight if attacked... Turkish operations naturally continued.

Öcalan was waiting for Ankara to take steps in the way of reforms but instead got a demand for all PKK militants to surrender, along with their weapons. Meanwhile, PKK casualties in the mountains increased.

The PKK leader was under immense pressure from within his own ranks to break the cease-fire. They complained that the operations against the organization were claiming more casualties than in a time of war, and demanded to return to active fighting.

The death of President Turgut Özal on April 17 was a turning point in many ways in Turkey, but most importantly it was the end of all hope for a peaceful settlement to Turkey's Kurdish problem.

On May 25, 33 unarmed soldiers being transferred from the region were slain in a terrorist attack near Bingöl. On June 8, Öcalan announced the end of the cease-fire and threatened to escalate activities throughout Turkey. He also put tourism centers among the priority targets of the organization. This was immediately followed by attacks on civilians. In July, 32 people, including women and children, were ruthlessly killed in a village of Erzincan. In October, nine people including seven children were burned to death in a village guard's house. The same month, a PKK land mine claimed the lives of 26 people including five women and nine children. Again in October, the PKK raided a hamlet in Siirt and gunned down 33 people, a majority of them women and children. They were killed in the front yard of a mosque. In another attack, the militants machine-gunned 14 children and eight women.

PKK publications boldly branded all of those killed, including even the infants, as village guards.

Perhaps there were only two benefits from the cease-fire. First, it demonstrated to the PKK, people and security personnel what could happen once the fighting was over. Secondly, Turkey celebrated the March 21 Kurdish New Year of Nevroz in peace. In 1992, more than 100 people had been killed in the violence during the Nevroz celebrations, and it was a relief for everyone that nothing dramatic happened in 1993.

But the relief was short-lived. Year-end figures for last year showed there had been a 100 percent increase in the number of separatist incidents and a twofold escalation in the number of civilians killed, compared with the previous year.

In the past 10 years, more than 11,000 people, including separatist militants, village guards, civilians and security personnel, have fallen victim to this wave of violence. Having escalated its activities against what it branded Turkish targets and "collaborators," the PKK went a step further and aimed at spreading its activities into continental Europe, in the summer of 1993.

On the morning of June 24, the Turkish Consulate in Munich was raided by PKK sympathizers and 19 people in the building were taken hostage. Similar attacks were staged against Turkish consulates and other Turkish targets in Marseilles, Copenhagen, Bern and London.

The following day, the PKK's front organization ERNK issued a statement threatening all tourists travelling to Turkey. On June 27, a tourism center in the southern Mediterranean resort city of Antalya was bombed, and 28 people, including a number of foreigners, were wounded. Later, there was another bombing in Kuşadası, a resort town on the Aegean coast. The PKK's two aims for 1993 were to slow down Turkey's tourist industry and to intimidate local villagers in the Southeast from joining the paramilitary village guards.

Thus, aside from the threats and bombings — accompanied by violent protests in Europe — it also targeted foreigners travelling to the troubled region. In the summer of 1993, the PKK kidnapped a total of 16 foreign tourists, releasing them only after they had been held in the mountains for some time. On the one hand, it targeted civilian Kurds, and, on the other, it increased attacks on foreigners. At about the same time Interpol received information that the organization was earning some \$400 million annually from drug trafficking and by extorting money from Kurdish and Turkish businessmen in Europe. Worst for Europe was the fact that the violence in Turkey had finally spilled over to the continent and that European civilians were now also targets.

As a result, the patience of Europe ran out.

The first to take action was Italy, where a PKK spokesman was detained. His release, however, encouraged the organization, spurring them on to new activities. In the autumn there was a renewed wave of PKK violence in Europe.

But just when the PKK was planning a new campaign on Turkish targets in November, it received a blow. An operation launched in France spilled over to Germany and other European countries fell in line. Even if not fully destroyed, the PKK's Euro-operations were crippled. Millions of dollars worth of narcotics and extorted money had been locked away and many militants had their covers blown.

The PKK in Europe was no longer the welcomed representative of the Kurds. Instead, it was regarded by the majority as a terrorist organization involved in illegal drug trafficking. Similar to the developments in Europe, Turkey's drive for support from neighboring countries in the region also seemed to produce results. There were

indications from Syria and Iran that they too would cooperate against terrorism.

A new security protocol was signed in 1993, and Ankara was guaranteed that there was a chance these protocols would be implemented.

Despite these developments, however, the PKK also expanded. Immense human rights violations committed in the Southeast in the government's campaign against terrorism only served to further strengthen the PKK, and as a result, it gained more sympathy in the region.

The PKK entered the new year with preparations to launch a sort of a "diplomatic drive" to counter that of Turkey. It started to put this plan into action in the United

States, by renting an apartment on Embassy Row. Another apartment block was bought by the PKK in Moscow, efforts in London entered a new phase, and there were attempts to expand in Yerevan as well as in Rome.

Forced back in France and Germany, most of the PKK cadres moved over to nearby Belgium, where the organization was not outlawed.

In short, by the end of 1993 it seemed that in spite of the loss of so many lives, Turkey's insistence on finding only military solutions to the problem, and the constant denial of the existence of the "Kurdish problem," led both sides back to square one.

#### Kurdistan Workers' Party (PKK)

aka: Kurdistan işçi Partisi (Turkish)  
Partiya Karkeren Kurdistan (Kurdish)

#### Description:

Marxist-Leninist rural based armed secessionist group composed of Turkish Kurds and established in the late 1970s. Seeks to set up a Marxist Kurdish state in southeastern Turkey, where one-third of Turkey's Kurdish-origin population lives. Finances its activities through smuggling, extortion, robberies and foreign aid.

#### Leadership:

Mainly in the form of a sole leadership under founder Abdullah Öcalan (alias: Apo, Ali Firat, Abu Ali, Amca). A makeshift Central Committee exists although it varies in number depending on conditions. Cemil Bayik (alias: Cuma) is the Military Council chairman and senior aide to Öcalan. Other leaders consist of regional commanders based in the Turkish Southeast and representatives in Europe. A Central Committee member, Dilan, is in charge of activities in the United States. Kani Yılmaz (alias: Faysal Dumlayıcı), Ali Sapan and Akif Hasan are in charge of activities for Europe. Mustafa Karasu, based in Europe, is in charge of PKK affiliated organizations and media. Osman Öcalan (alias: Ferhat) is in charge of PKK operations in Iran, Iraq and Armenia.

#### Covert Organizations:

Kurdistan Peoples' Liberation Army (ARGK-Ateşe Rizgariye Gele Kurdistan), founded October 1986.  
Kurdistan National Liberation Front (ERNK-Eniye Rizgariye Nevata Kurdistan), founded March 1985.  
Kurdistan Intelligence Network (Tev-Sal), founded in 1989. Kurdistan National Assembly (KUM), founded in 1982.

Made up of numerous sub-organizations such as The Patriotic Youth Union (YXWK), Patriotic Women Union (YJWK), Patriotic Workers Union (YKWK), Patriotic Religious Men's Union (YDWK) and the Patriotic Artists Union (YRWK). Also has central, provincial, regional and district military committees which are in charge of City, District and Village committees. Main organization is the Peoples' Militia, which has its own police and judicial branches.

#### Methods:

Sabotage, ambush, assassination, open clashes and massacre of Kurdish civilians.

#### Activities:

Primary targets are Turkish government forces and para-military local "village guards" in southeastern Turkey. It has a legend of civilian massacres in the form of raids on villages which side with state forces. Recently, has become increasingly active in Western Europe against Turkish targets and rival Kurdish groups. In 1986, attacked NATO targets in Mardin. In the summers of 1991, 1992 and 1993, the PKK carried out a spate of kidnappings of Westerners; all were released unharmed. It has started attacks on Turkish newspapers and journalists. The PKK has also conducted bombings in tourism centers to divert foreign tourists from Turkey.

#### Strength:

8,000-10,000 full-time fighters, plus 35,000 active supporters and 375,000 sympathizers, mainly in the Southeast.

#### Location/Area of Operations:

Iran, Syria, Lebanon, northern Iraq and Armenia. Operates in Turkey and Western Europe; training facilities in Lebanon, Kurdish-controlled Iraq, Iran and Armenia.

#### External Aid:

Receives aid and safe haven from Syria, Iran, Iraq, Armenia and Iraqi Kurds. Also receives support from certain European organizations.



## Hezbollah

One of the major changes in Turkey's security policy was observed earlier in the year when Ankara turned back on its previous statements and formally recognized a second threat in the southeast region.

The name of this threat was Hezbollah, or the Party of God, although there is still substantial argument that this group in Turkey has no relationship with its namesake organization based in Lebanon.

In 1992, "Hezbollah" was blamed by local Kurds for over 100 unsolved murders in the Southeast. At the end of that year, both Emergency Law Governor Ünal Erkan and then Interior Minister İsmet Sezgin had

denied any knowledge of such an organization.

However, when claims surfaced that security forces may actually be behind this group that was killing Kurdish activists and journalists, Ankara suddenly recognized Hezbollah in 1993. On Jan. 24, journalist-writer Uğur Mumcu was killed in a car bomb explosion in Ankara while on the 28th of that same month there was an assassination attempt on Turkish-Jewish businessman Jak Kamhi in Istanbul.

Following these two incidents, Ankara decided to move against radical Islamic activists.

On Feb. 4, Sezgin announced the results of the first operation and said that police had arrested 19 members of a radical Islamic group with suspected Iranian links.

The same month, limited police operations against so-called Hezbollah activists in the Southeast resumed.

At various times throughout the year, statements were made regarding major crackdowns on Hezbollah. However, local complaints coming from the Southeast claimed that those caught were actually members of a separate radical Islamic group that was vehemently opposed to others using the Hezbollah title for death squad activities.

The Hezbollah case, though it witnessed a change in official Turkish attitudes, is still as murky as it was when Turkey closed its doors on 1992.

## The Dev-Sol

Perhaps the only true success in the field of combating terrorism was recorded in early 1993 with the subsequent and unreserved blows delivered to the outlawed Revolutionary Left (Dev-Sol) organization.

The year began after various successes had already been achieved against Dev-Sol in 1992, and although this Marxist regime carried on with some limited activities, it faced a harsh crackdown.

Dev-Sol activists "disappeared" after having been placed under detention and, in most cases, raids on alleged safehouses resulted in the deaths of all those inside.

The word "extrajudicial killings" was thus written into Turkish jargon as well as into international human rights reports on Turkey.

But the gains compared to the losses were much more valuable for the police.

Dev-Sol leadership was itself divided between activists Bedri Yağan and Dursun Karataş and in the first half of the year the two factions went at each others throats.

Yağan and his close aides were killed by the Karataş group after having been suspected of providing the police with information on Dev-Sol activities. In Ankara and Istanbul, Dev-Sol received so great a blow that it had to finish off the year as an organization with only several dozen armed men, most of them not professionals.

Entering 1994, Dev-Sol found itself in a situation far worse than that after the 1980 military takeover — having been captured in an internal war on the one hand and confronted by problems in adapting — or accepting — the new world order on the other.

It was as if Dev-Sol was a compensation for what could not be accomplished with the PKK, an effort that had public backing.

## Other highlights

On the scene of domestic security, the most important highlights were obviously a series of killings in Turkey. The killings attributed to death squads in the Southeast continued. So did the "extrajudicial killings" in larger cities. Most important of all, however, was the Jan. 24 car-bomb explosion which killed Uğur Mumcu and which turned his funeral later into a national

### Revolutionary Left (Dev-Sol)

aka: THKP-C/Devrimci Sol, Devrimci Sol Silahlı Devrimci Birlikler (SDB)

#### Description:

Formed in 1978 as a splinter faction of the Revolutionary Path (Dev-Yol, Devrimci Yol) movement based on the Turkish People's Liberation Party/Front (THKP-C Türkiye Halk Kurtuluş Partisi-Cephesi). Espouses a Marxist ideology, intensely xenophobic and virtually anti-U.S. and anti-NATO. Seeks to activate the Turkish proletariat and unify them to stage a national "anti-imperialist" and "anti-oligarchic" revolution. Finances its activities chiefly through armed robberies and extortion.

#### Leadership:

Organization leadership is in form of a nucleus wrapped around Dursun Karataş. At least 20 leaders have been killed in the past years through Turkish crackdowns and internal strife. Karataş' main opponent, Bedri Yağan, was assassinated last year. Extremely tight cell structure prevents continuous updating of details on leadership.

#### Covert Organizations:

Aside from a Central Committee, Dev-Sol has special units referred to as the Silahlı Devrimci Birlikler (SDB), which carry out high-level military operations. The SDB's, which are directly attached to the C.C., have side-arms which are referred to as "Teams to Counter Fascism." Each and every province where the Dev-Sol is active has a Provincial Committee, which is attached to its relative Regional Committee, and there are district, town and village committees. Under each and every committee, there are exclusive armed cells which operate mostly unknown to each other to maintain operational safety. In the schools, be they secondary or university, Dev-Sol has local committees mainly in the form of student spokesmen or members of student associations. In the districts, the situation is similar but under a veil of secrecy. Greater mass activities are known to be conducted under the cover of semi-legal and legal human rights and professional associations.

#### Methods:

Inspired by Latin American terror organizations, this group has been carrying out armed attacks, robberies and assassinations.

#### Activities:

Primary targets for Dev-Sol are U.S., Turkish and NATO targets. It has concentrated attacks against current and retired security and military officials. Methods of attacks are handgun and machine gun assassinations and bombings. As of 1991, the organization resumed attacks on foreign interests and has killed at least two U.S. and a British businessman. It has attempted to murder a U.S. Air Force officer and has carried out dozen of bombing activities against Western diplomatic, commercial and cultural facilities.

#### Strength:

Several hundred members, several dozen armed militants. Has weakened in strength specifically in 1993 through internal strife and Turkish crackdowns. Has lost many of its leaders.

#### Location/Area of Operations:

Carries out attacks in Turkey — primarily in Istanbul. Is active mainly among university, secondary education and unemployed youth in industrialized cities. Uses slum districts for organizing. Main activities zones are Istanbul, Ankara, Izmir and Adana. Has fund-raising operations in Europe.

#### External Aid:

Has received training support from radical Palestinian groups and from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Has had relations with German Red Army Faction (RAF) and certain Green parties in Europe.

movement in support of secularism. After Mumcu, the second major death was that of Gendarmerie Forces Commander Gen. Eşref Bitlis, who died in what officials said was "a plane accident" on Feb. 17.

Bitlis was armed with plans for a massive crackdown in the Southeast when he died under highly controversial circumstances. At the end of the year, one of Bitlis's chief aides, Ret. Major Ahmet Cem Ersever, was killed. In the same week, three of his intelligence operatives were also found dead.

There is still no clue with regard to any of these cases. Another highlight of 1993 was clearly the social polarization in Turkey which led to immense security risks.

On one hand, PKK activities in the Southeast led to increased polarization between the Turks and Kurds. Turkish anger towards the Kurds grew and according to year-end poll results, about 70 percent of the population even accepted to go to war with the Kurds.

There were small incidents in which Kurds were attacked and greater ones in which the PKK and Kurds were condemned by masses marching through the streets of larger cities. Mumcu's death led to a new wave of polarization between the radical Islamists and staunch supporters of Turkish secularism, expressed on the streets in the form of pro-secular slogans and oaths to defend secular order until death.

The worse case of polarization, however, was witnessed on July 2, in the city of Sivas. A speech on religion by author and journalist Aziz Nesin sparked off furor among thousands of religious men, and a crowd marched through the city after which they set aflame a hotel which hosted Alawi activists and poets. Thirty-five people died that day in Sivas, raising new differences and enmity between the country's Alawi and Sunni population.

Still, officials managed to diffuse most of the crisis, and although there is still fear that the Turkish-Kurdish and Sunni-Alawi polarization could grow, Turkey entered 1994 more confident about this issue.

## Politics

On the political scene, there were three major incidents related to security issues in 1993. The first was the deci-

sion of the new Tansu Çiller-led government to create a special task force to counter the terrorists. This was dubbed "special army" by the Turkish public, although it is to be only a 10,000 strong force of voluntary men and women who will live like the terrorists and fight like the terrorists in the Southeast. In Çiller's words, these can be resembled to "bugs which eat bugs."

The second development was a Cabinet decision made under pressure from the military on Dec. 20 to freeze all Army discharges for periods ranging from three to five months. Turkey entered 1994 in an attempt to increase the length of military service, and the decision is expected to be announced shortly. The third security-related incident on the political scene was the developments related to the pro-Kurdish Democracy Party (DEP).

These three are expected to shed light on what happens in the security scene in the future.

In 1993, the DEP faced great problems but brought on new ones through its insistent refusal to condemn the killing of children and innocent civilians in the Southeast. National reaction is strong, and polls show that a majority of the Turks hold the DEP partially responsible for what is happening.

The DEP enters the new year now under a new and radical leadership. DEP Chairman and Deputy Hatip Dicle is said to have close links with PKK leader Abdullah Öcalan, and even those within the party who do not agree with PKK policies will be under its shadow.

At the end of 1993, the Constitutional Court launched a case to close the DEP, and if this happens, the parliamentary status of its 17 deputies will automatically end. This will start a process of trials in which all of the deputies are expected to face prosecutors' demands for death sentences.

One view is that the DEP should be closed down and that this will end the crisis in Parliament. Another view is that if the DEP is closed down, this will only strengthen the PKK, which has been arguing for some time that Turkey does not tolerate legal activities and that the only outlet is armed struggle. In 1993, one DEP deputy was killed by gunmen in Batman. Since 1991, however, about 50 activists associated with the DEP have been assassinated.

Concern is thus growing that with the developments as they are, violence will be boosted to higher levels this year.

## Conclusion

At the end of 1993, Turkey entered the new year with only one major security issue on its agenda: the PKK. The Dev-Sol had been partially tackled with. The Hezbollah was an element which could easily be controlled. And, the Turkish Revolutionary Workers-Peasants Army (TIKKO) was under attack by the separatists in its headquarters of Tunceli.

The name of the problem was thus the PKK. Ankara entered 1994 refusing to recognize that a Kurdish problem existed and still insisting that the problem was of terrorist origin only. The only solution to terrorism was thus the use of state forces. The PKK, meanwhile, entered 1994 as a totally different organization than it was a year ago.

It now faces an international isolation and has had its own internal problems. There have been top-level divisions in the movement, and Öcalan's sole control is said to have been replaced now by a functioning Central Committee. Although he still passes the final decisions, he no longer makes every decision on his own.

It is seen, however, that despite the blows it received in 1993, the PKK is opting to enter the new year as a stronger organization — still counting on policy mistakes which help in the recruitment for this Marxist movement.

The new targets are based on more violence and to boost the number of fighters by at least threefold. In the coming months, the main target of the movement is to create — even if on a temporary basis — liberated zones in the Southeast and attempt local uprisings.

Whichever way it goes, 1994 is to be the most crucial year for the PKK — mainly because it will be a year of increased violence.

It will also be a crucial year for Ankara which will have to do whatever it can to avoid a Turkish-Kurdish or Sunni-Alawi conflict.

# Turkish security forces kill 37 PKK militants

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish forces have killed 37 more separatist Kurdish militants in battles in the mountains of southeast Turkey, security officials reported on Thursday. The State of Emergency regional governor's office in Diyarbakır said troops had killed 18 Kurdistan Workers Party (PKK) terrorists since Monday in Bingöl province.

A Turkish battalion commander and a soldier were killed there in clashes on Wednesday. Anatolian news agency said on Thursday helicopter gunships had destroyed two hill-top PKK headquarters during the Bingöl fighting. Troops also captured and destroyed training centres, shelters and stores of food and ammunition used by the terrorists, it said. A statement from the governor's of-

fice said troops killed 19 more PKK militants on Wednesday on the snow-mantled slopes of Kato mountain, in the eastern province of Hakkari, where 18 terrorists were killed in clashes earlier in the week. More than 11,000 people have been killed in Turkey since the PKK launched its violent campaign for self-rule in 1984. At least 84 soldiers, civilians and terrorists have died this week.

# FROM THE COLUMNS

## Northern Iraq summit in Ankara

From an article dated Jan. 13 by HÜRRİYET's Ertuğrul Özkök: A major step will be taken next month on the issue of northern Iraq. The foreign ministers of Turkey, Iran and Syria have decided to meet in Ankara on Feb. 7, to discuss the northern Iraq issue.

This is a highly significant development because Syrian Foreign Minister Faruq Al Sharaa had been adamantly refusing to take part in such a meeting.

In the end, Iran managed to convince Syria. Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayeti paid an unexpected visit to Damascus late last month. From there he went on to Ankara for talks with the Turkish foreign minister.

The decision of these countries to hold three-way talks comes at a time when the leading Western powers are displaying a greater interest in northern Iraq.

Persuading the Syrian foreign minister to take part in the meeting was not an easy task. When he arrived in Ankara, Velayeti brought a message from Al Sharaa, stating that Syria wanted Turkey to begin talks on the water issue immediately.

The report on the water issue presented by Deputy Prime Minister Murat Karayalçın to Prime Minister Tansu Çiller had an explosive effect. Çiller is about to make a vitally important political decision.

The report clearly showed that Turkey is keeping the promises made to Syria. Last month, Turkey supplied Syria with water at the rate of 680 cubic meters per second. On average, in the last three months it has supplied Syria with 640 cubic meters of water per second. In other words, Turkey is releasing into Syria water at a rate far exceeding the promised 500 cubic meters per second.

Yet, this fact does not change the conclusion Karayalçın reached in his report. Interviewed in Washington by Sedat Ergin, Karayalçın expounded on this issue, saying: "We do not think that it would be possible to discuss the water issue in a climate of continuing terrorism. For this, warmer relations with Syria will have to evolve."

In other words, Karayalçın makes a water agreement "conditional."

No one can fail to recognize that Turkey has made positive gestures towards its neighbors. But this does not mean that Turkey will fail to protect its national interests. Northern Iraq is a serious issue concerning the common interests of Iran, Syria and Turkey.

These countries must resolve the problems between them as soon as possible, so that they may be able to focus on this issue.

According to the officials in Ankara, the final decision regarding the water issue will be made by Çiller herself.

That is to say that no final decision has yet been reached. Therefore, Çiller's decision on the water issue may be hinged upon whether an agreement is reached on the common problems of these countries.

Meanwhile, Çiller continues to conduct foreign policy using personal couriers. Security Director General Mehmet Ağar will be leaving for Tehran in a few days. There is a strong possibility that the chief advisor of the Prime Ministry, Volkan Vural, will also be a member of the Turkish delegation in Tehran. These are two people in whom Çiller has great confidence. Turco-Iranian relations have been making progress. The sides exchange positive gestures behind the scenes, indicative of their mutual goodwill.

For example, the Security General Directorate has received information through unofficial channels that the German authorities are expected to extradite Cemalettin Kaplan. This fundamentalist movement leader has been causing problems for the Turkish government in Germany. German authorities are said to have discreetly asked Iranian officials if they would be prepared to accept Kaplan. Under normal circumstances Iran would have promptly accepted.

However, the Iranian government did not act that way. Instead Tehran sent the message: "We do not want to disrupt our relations with Turkey. We would not do that unless the Turkish government agrees to it."

This gesture on the part of Iran has created a positive mood in Ankara. Besides, closer cooperation between these two countries has already begun in regard to the monitoring of certain terrorist organizations and the possibility of joint action.

Turkey must maintain good relations with its neighbors. The country cannot possibly wage a diplomatic war on several fronts at the same time. If Çiller upholds Karayalçın's report and decides that talks with Syria are out of the question at this stage, this will create new problems for Foreign Minister Hikmet Çetin.

## TURQUIE

### Des attentats à la bombe ont fait deux morts

Deux personnes ont été tuées et une quinzaine d'autres ont été blessées, vendredi 14 janvier, dans des explosions survenues à bord de quatre autocars assurant des liaisons interurbaines en Turquie, dans une distance comprise entre 70 kilomètres et 225 kilomètres autour d'Ankara. Ces attentats n'avaient pas été revendus samedi dans la matinée. Les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aussi bien que les révolutionnaires d'extrême gauche de Dev Sol ont récemment intensifié leurs activités.

Mais il est à noter aussi que les bus appartenaient à la même compagnie. Ce type d'attentat constitue une nouveauté dans les violences enregistrées depuis plusieurs années en Turquie.

### Le cri d'alarme de M<sup>me</sup> Mitterrand

Par ailleurs, dans un discours prononcé vendredi à Londres devant le Royal Institute of International Affairs, Danielle Mitterrand, qui s'exprimait en tant que présidente de la fondation France-Libertés, a lancé un cri d'alarme sur la situation dans le sud-est anatolien à majorité kurde de la Turquie. « Des villes et des villages sont détruits, la population est terrorisée, et le processus s'accélère », a-t-elle dit en regrettant que les informations « n'arrivent pas à traverser le mur du silence ».

Décrivant le séjour qu'elle a effectué dans cette région en 1989, elle a déclaré : « La mesure de l'intolérable m'a semblé atteinte dans un pays qui veut donner l'image d'une démocratie laïque, tolérante et ouverte sur l'Europe. » Elle a proposé « le rassemblement à Paris ou ailleurs de parlementaires turcs de toutes opinions et de parlementaires européens », dont les échanges pourraient permettre de « puiser les éléments d'une possible négociation autour d'un médiateur désigné d'un commun accord ». M<sup>me</sup> Mitterrand a également évoqué la situation « dramatique » des minorités kurdes en Irak, en Iran et en Syrie, et souhaité « un sursaut » de la communauté internationale.

Sur le terrain, l'agence turque semi-officielle Anatolie a indiqué qu'au moins quarante et un rebelles kurdes ont trouvé la mort ces cinq derniers jours dans une opération lancée par les commandos spécialisés de l'armée, appuyés par de l'aviation et des hélicoptères, autour du mont Kato. - (AFP, AP, Reuter, UPI.)

FRA0403 4 I 0338 GRB /AFP-NU86

GB-France-Kurdes

Mme Mitterrand dénonce l'attitude "intolérable" d'Ankara

LONDRES, 14 jan (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, a vivement dénoncé vendredi à Londres l'attitude "intolérable" des autorités turques vis-à-vis de la minorité kurde du pays.

Dans un discours devant le prestigieux "Royal Institute of International Affairs", Mme Mitterrand, qui s'exprimait en tant que présidente de la fondation France-Libertés, a lancé un cri d'alarme sur la situation au Kurdistan turc.

"Des villes et des villages sont détruits, la population est terrorisée, et le processus s'accélère", a-t-elle dit en regrettant que les informations sur ce qui se passe en Turquie "n'arrivent pas à traverser le mur du silence".

Elle a assuré que l'armée "interdit" au Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, "de se rendre sur les lieux d'un massacre ou de la destruction d'une ville".

Décrivant le séjour qu'elle a effectué dans cette région en 1989, elle a déclaré: "la mesure de l'intolérable m'a semblé atteinte dans un pays qui veut donner l'image d'une démocratie laïque, tolérante et ouverte sur l'Europe".

"Comment la presse pourrait-elle s'exprimer librement quand sont assassinés les journalistes qui enquêtent sur les exactions de l'armée dans le Kurdistan", a demandé Mme Mitterrand.

Elle a proposé "le rassemblement à Paris ou ailleurs de parlementaires turcs de toutes opinions et de parlementaires européens", dont les échanges pourraient permettre de "puiser les éléments d'une possible négociation autour d'un médiateur désigné d'un commun accord".

Mme Mitterrand a également évoqué la situation "dramatique" des minorités kurdes en Irak, en Iran et en Syrie, et souhaité "un sursaut" de la communauté internationale pour régler le problème.

Arrivée jeudi à Londres pour une visite de 48 heures, Mme Mitterrand a rencontré durant son séjour le secrétaire au Foreign Office Douglas Hurd et la secrétaire d'Etat à la Coopération Lynda Chalker, avec qui elle a évoqué le sort des populations kurdes.

phv/dch/mfo

AFP 141735 JAN 94

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE- January 15-16, 1994

## Surrendering to Terrorism

When governments speak of "reasons of state," look for a squalid act that offends common decency. France will not explain why it brushed off a Swiss extradition request and released two Iranians wanted in Switzerland for the murder of an Iranian dissident. According to the right-of-center government of Prime Minister Édouard Balladur, the reasons are "linked to the national interest." When the Clinton administration protested this breach of anti-terrorism policy, the French interior minister, Charles Pasqua, refused to respond because "I am not an employee of President Clinton."

One has to sympathize with Mr. Pasqua, since the likely explanations for France's action are embarrassing. The possibilities are (1) that France has violated the European Charter on extradition to secure a market in Iran for its high-tech exports; (2) that it has yielded to Iranian threats of terrorism, and (3) that the Balladur government, with an ear to anti-immigrant sentiment, places less value on human life if the victim is a non-European, like

the Iranian dissident who was slain in Geneva.

France's release of the suspects in that killing is especially deplorable since their trial was expected to yield new clues about scores of murderous assaults in Germany, Greece, Austria, Turkey, Italy, Norway, Japan and six other countries. Fortunately, Mr. Pasqua and his prime minister do not speak for all of France. "Appearing to cave in to the threat of terrorism," *Le Monde* editorialized, "is certainly not the best way to fight it." The opposition Socialist Party has assailed the Balladur government's "deplorable inconsistency."

Yet the Socialists practiced the same appeasement in 1990, when President François Mitterrand pardoned an assailant who a decade earlier tried to murder former a Iranian prime minister, Shahpur Bakhtiar. A year later Mr. Bakhtiar's throat was cut. Two Iranian suspects were arrested in Switzerland and extradited to France. A trial is supposed to take place this year — if Mr. Pasqua does not discover reasons to free those Iranians as well.

— THE NEW YORK TIMES.

Après les interpellations de militants du PKK  
par la police française

## Une liste d'opposants kurdes a été transmise à Ankara

Les noms d'une vingtaine de militants kurdes interpellés à la mi-novembre par la police française se sont retrouvés, moins d'une semaine plus tard, entre les mains de la police turque. Cette liste d'opposants au régime d'Ankara, mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste par les juges d'instruction parisiens Roger Le Loire et Laurence Le Vert, présentait à l'évidence un caractère sensible. Elle a pourtant circulé, à une vitesse à la fois expresse et extraordinaire, entre la police judiciaire française et son homologue turque.

Le 18 novembre, l'opération baptisée « Rouge-Rose » dans la police française et dirigée contre les soutiens du PKK dans l'Hexagone s'était soldée par l'arrestation d'une centaine de Kurdes. Mis en cause pour des actions de

racket commises contre des membres de leur communauté installés en France, afin de financer la guérilla du PKK en Turquie, vingt d'entre eux avaient été écroués.

Ankara avait aussitôt demandé à la justice française, par le biais d'Interpol-OIPC (l'Office international de police criminelle, chargé des échanges d'informations judiciaires entre les polices des pays membres), de lui transmettre la liste de ces personnes. D'ordinaire, une telle procédure prend plusieurs semaines, le temps que les motifs fondant la demande soient jaugés par les autorités du pays auquel est transmise la requête d'entraide judiciaire.

Tout ira, cette fois, très vite. Il est vrai qu'il y a aussi urgence pour la justice française : dès le 21 novembre, le juge Le Vert a demandé par commission rogatoire aux enquêteurs de vérifier l'identité de trois ou quatre des

interpellés. Une telle procédure, fréquente dans ce genre de dossier, impliquait donc déjà de s'adresser aux autorités turques pour des vérifications d'état-civil sur l'identité (présumée) de certains interpellés. Mais, deux jours plus tard, c'est une liste nettement plus fournie qui sera communiquée.

Le 23 novembre, un commissaire spécialisé dans la lutte antiterroriste au sein de la sixième division de la police judiciaire française se rend en effet à une réunion prévue de longue date au siège lyonnais d'Interpol. Il doit intervenir sur un dossier devenu de forte actualité : le mouvement kurde. Après avoir attentivement écouté l'exposé, l'officier de liaison turc représentant son pays à Interpol fait état de la demande relative à la liste de noms qui a été adressée par Ankara à l'OIPC.

Si la liste est alors directement remise par le commissaire français à son homologue turc, les conditions de cette transmission — avec ou sans l'aval des autorités de tutelle? — restent obscures. Car le commissaire a cherché à contacter le juge d'instruction Le Loire, sa hiérarchie à la police judiciaire, ainsi que le bureau

français d'Interpol. Il aurait ainsi obtenu un « feu vert » pour transmettre la liste. Ces points devront toutefois être éclaircis par l'enquête qui a été confiée à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, la « police des polices »).

Quoi qu'il en soit, il ne fait pas de doute que la liste a été remise hors des règles fixées à Interpol : la procédure écrite de transmission des documents, par le truchement des bureaux représentant les Etats concernés à l'OIPC, n'a pas été respectée. Fin décembre, le commissaire mis en cause avait rejoint, à sa demande et dans l'attente d'une mutation vers ce service, le SRPJ de Versailles.

Dénonçant des « pratiques interpolices qui se veulent au-dessus des droits des réfugiés », le Mouvement contre le racisme et, pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a de son côté, mercredi 12 janvier, réclamé des sanctions. Le ministre de l'intérieur Charles Pasqua s'était, lui, soucie aussitôt après l'opération « Rouge-Rose » des risques encourus par les Kurdes interpellés en s'engageant à ce qu'aucun d'entre eux ne soit expulsé vers la Turquie.

ÉRICH INCIYAN

# Démocratie à la turque

LA MARSEILLAISE

14 janvier 1994

Ferda Cetin, rédacteur en chef adjoint du journal turc *Ozgür Gundem*, raconte les treize jours de tortures qu'il a subi après son arrestation le 10 décembre dernier.

**L**e rendez-vous du 24 décembre avait été reporté au dernier moment. Ferda Cetin, encore trop affaibli n'avait pu venir. Le lendemain, je le retrouvais au siège du journal, amaigri, flottant dans son pantalon, toujours choqué.

Il raconte: "J'ai été arrêté avec les 120 personnes du journal. Tous, nous avons été interrogés. Le journal a été fermé. La police a perquisitionné, embarqué nos archives qui n'ont toujours pas été resti-

tuées. Depuis, la majeure partie du personnel a été relâchée, sauf quatre personnes.

Le premier jour les policiers voulaient que j'avoue être membre du PKK, que le journal avait des liens avec ce mouvement kurde. On me disait: "Si tu n'ies, cela va mal aller pour toi. Vous avez fait de la propagande séparatiste et c'est illégal."

Mais demande Ferda, qu'est-ce que la propagande séparatiste? "Ils m'accusaient aussi

d'être allé dans la Plaine de la Bekaa, ce qui est faux".

Il poursuit son récit: "Le deuxième jour, ils ont employé la manière forte: la torture. On m'a accroché les bras derrière le dos, entouré les poignets de mousse afin qu'il n'y ait pas de traces visibles, passé un morceau de bois entre les bras et suspendu de la sorte. Les policiers répétaient: "Admets nos accusations ou tu resteras comme ça, en l'air." Au bout de plusieurs heures, je sentais mes

épaules s'arracher, je transpirais. Un policier contrôlait mon coeur. On m'aspergeait d'eau froide.

Le troisième jour, suspendu à nouveau, la police a employé l'électricité. On m'a branché un fil électrique sur le pied droit et sur les testicules et envoyé le courant pendant plusieurs minutes. Pendant ce temps, j'étais toujours aspergé d'eau froide. Le quatrième jour, il ne s'est rien passé. Le cinquième jour, ils ont recom-

mené. Et cela pendant 13 jours. A la fin, je ne pouvais plus boire seul. C'est un autre prisonnier qui m'a aidé."

Les autres membres du journal ont été frappés. Mentap Gürbiz a été complètement déshabillée et menacée de viol. Gurbetelli Ersz, emprisonnée, torturée, est menacée de quatre ans d'emprisonnement. Gurbet, lui, a été projeté contre le mur de sa cellule, tête en avant.

Qui a dit que la Turquie était un pays démocratique?

## Démocratie à la turque

**Ferda Cetin, rédacteur en chef adjoint du journal turc « Ozgür Gundem », raconte les treize jours de tortures qu'il a subies après son arrestation, le 10 décembre dernier.**

Correspondance particulière.

**L**E rendez-vous du 24 décembre avait été reporté au dernier moment. Ferda Cetin, encore trop affaibli, n'avait pu venir. Le lendemain, je le retrouvais au siège du journal, amaigri, flottant dans son pantalon, toujours choqué.

Il raconte : « J'ai été arrêté avec les 120 personnes du journal. Tous, nous avons été interrogés. Le journal a été fermé. La police a perquisitionné, embarqué nos archives qui n'ont toujours pas été restituées. Depuis, la majeure partie du personnel a été relâchée, sauf quatre personnes.

Le premier jour, les policiers voulaient que j'avoue être membre du PKK, que le journal avait des liens avec ce mouvement kurde. On me disait : « Si tu nies, cela va mal aller pour toi. Vous avez fait de la propagande séparatiste et c'est illégal. »



Ferda Cetin.

Mais, demande Ferda, qu'est-ce que la propagande séparatiste ? « Ils m'accusaient aussi d'être allé dans la plaine de la Bekaa (1), ce qui est faux. »

Il poursuit son récit : « Le deuxième jour, ils ont employé la manière forte : la torture. On m'a accroché les bras derrière le dos, entouré les poignets de mousse, afin qu'il n'y ait pas de traces visibles, passé un morceau de bois entre les bras et suspendu de la sorte. Les policiers répétaient : « Admets nos accusations ou tu resteras comme ça, en l'air. » Au bout de plusieurs heures, je sentais mes épaules s'arracher, je transpirais. Un policier contrôlait mon cœur. On m'aspergeait d'eau froide.

## France : 19 Kurdes à libérer

**L**E comité de soutien de Canteleu (Seine-Maritime) pour la libération de la jeune Kurde Rojine Ayaz, toujours assignée à résidence dans les Deux-Sèvres, donnait hier une conférence de presse. Regroupant 18 organisations, il a déjà recueilli plus de 400 signatures et s'est fixé comme objectif d'en totaliser un millier pour les porter en délégation au ministère de l'Intérieur. Il vient d'éditer une carte postale qui sera largement diffusée dans cette région où la jeune Rojine a grandi, puisque ses parents habitent Canteleu.

Dans les Deux-Sèvres, les amis de Rojine continuent aussi leurs activités pour obtenir la libération de la jeune fille : leur souhait le plus cher

serait qu'elle soit libre le jour de ses vingt ans, le 28 janvier. Lundi dernier, le Comité de soutien a décidé d'adresser une nouvelle demande de libération au ministre de l'Intérieur, assortie d'une demande d'audience. Pour la première fois, le député UDF de la circonscription, M. Morisset, était représenté à cette réunion par son attaché parlementaire.

Les membres du Comité ont également décidé de parrainer chacun l'un des 17 Kurdes emprisonnés à Fleury-Mérogis depuis la rafle, ainsi qu'un autre Kurde, Mustapha Kieza, vingt-six ans, assigné à résidence depuis le 2 décembre à Sainte-Maure-de-Touraine et lui aussi sous le coup d'un arrêté d'expulsion.

Le troisième jour, suspendu à nouveau, la police a employé l'électricité. On m'a branché un fil électrique sur le pied droit et sur les testicules et envoyé le courant pendant plusieurs minutes. Pendant ce temps, j'étais toujours aspergé d'eau froide. Le quatrième jour, il ne s'est rien passé. Le cinquième jour, ils ont recommencé. Et cela pendant treize jours. A la fin, je ne pouvais plus boire seul. C'est un autre prisonnier qui m'a aidé. »

Les autres membres du journal ont été frappés. Mentan

Gürbiz a été complètement déshabillée et menacée de viol. Gurbetelli Ersöz, emprisonnée, torturée, est menacée de quatre ans d'emprisonnement. Gurbet, lui, a été projeté contre le mur de sa cellule, tête en avant.

Qui a dit que la Turquie était un pays démocratique ?

MARCEL BOIXIERE

(1) C'est dans cette plaine, située au Liban sous contrôle de l'armée syrienne, que le Parti des travailleurs du Kurdistan avait, jusqu'à une date récente, ses camps d'entraînement.

HAUTE MARNE LIBÉRÉE — 15 janvier 1994

### Mme Mitterrand défend les Kurdes de Turquie

Mme Danielle Mitterrand, a vivement dénoncé hier à Londres l'attitude « intolérable » des autorités turques vis-à-vis de la minorité kurde du pays. « Des villes et des villages sont détruits, la population est terrorisée, et le processus s'accélère », a-t-elle dit. Décrivant le séjour qu'elle a effectué dans cette région en 1989, elle a déclaré : « la mesure de l'intolérable m'a semblé atteinte dans un pays qui veut donner l'image d'une démocratie laïque, tolérante et ouverte sur l'Europe ».

OUEST FRANCE — 15 janvier 1994

### Kurdes : Danielle Mitterrand contre Ankara

Reçue à Londres par le Royal Institute, la présidente de la fondation France-Libertés, Danielle Mitterrand, a dénoncé « l'attitude intolérable » des autorités turques contre la minorité kurde. « La population est terrorisée, les villages détruits, les journalistes qui enquêtent assassinés ». Elle demande que des parlementaires turcs et européens désignent d'un commun accord un médiateur.

# Tansu Ciller : « Sur la Bosnie, l'Otan aurait pu être plus rapide »

*Le chef du gouvernement d'Ankara pense pourtant que les décisions de Bruxelles représentent « un pas dans la bonne direction ».*

Tansu Ciller est la première femme à devenir chef de gouvernement de la République turque. La mort, en avril dernier, du président Turgut Ozal, l'homme qui bouscula les vieux carcans kémalistes, et l'élection de Suleyman Demirel à la tête de l'État ont donné son bâton de maréchal à cette économiste de 46 ans qui a pris ses fonctions en juillet dernier. Ronde et blonde, souriante et déterminée, Tansu Ciller connaît son premier test populaire, fin mars, à l'occasion des élections municipales. L'épreuve s'annonce rude.

**LE FIGARO.** - Les Turcs accusent les Occidentaux de laisser tomber les Musulmans bosniaques. Les résultats du récent sommet de l'Otan vous aideront-ils à

l'Otan n'a-t-il pas accru le risque de voir la Turquie « musulmane » tenue à l'écart de la « forteresse chrétienne » ?

- Le danger existe toujours.

## PROPOS RECUEILLIS A BRUXELLES PAR CLAUDE LORIEUX

**apaiser la colère de vos concitoyens ?**

**Tansu CILLER.** - L'important n'est pas de savoir si les résultats du Sommet atlantique peuvent nous satisfaire, moi ou mon opinion publique. L'important, c'est que le texte adopté à Bruxelles prévoit que le nécessaire sera fait pour libérer Tuzla et pour garantir l'arrivée à destination de l'aide humanitaire. C'est un pas dans la bonne direction. Mais la formulation aurait pu être plus précise.

**- Qu'auriez-vous souhaité de plus ?**

- Que le Sommet atlantique dise : « *Voici ce que nous voulons faire* », au lieu d'annoncer que l'Otan examinera des mesures qui devraient permettre d'atteindre l'objectif fixé. On aurait pu être plus rapide, plus précis, plus concret.

**- Vous avez mis en garde les Européens contre la constitution d'une « forteresse chrétienne », dont la Turquie laïque serait exclue parce que musulmane ! Les ex-démocraties populaires d'Europe de l'Est se lleront tôt ou tard à l'Union européenne. Le « Partenariat pour la paix » du président Clinton permettra à ces mêmes pays, qui sont tous « chrétiens », de s'associer progressivement à l'Alliance atlantique. Le Sommet de**

mais il n'a pas été renforcé. Prenons le cas de l'UEO, l'Union de l'Europe occidentale. N'ayant pas encore adhéré à la CEE, la Turquie ne peut pas être membre de plein droit de l'UEO. C'est en train d'évoluer. En effet, les pays de l'Europe de l'Est font des démarches pour entrer dans l'UEO. Il faut que le statut de la Turquie au sein de l'UEO soit rehaussé. Nos démarches en ce sens ont reçu un accueil sympathique. Nous devrions obtenir un statut très proche de celui de membre de plein droit, un statut supérieur à celui réservé aux nouveaux membres qui viendront de l'Est. Si, donc, le danger que vous évoquiez existe, il est loin d'avoir augmenté.

**- La Grèce assume la présidence de la CEE pour six mois. Son ministre des Affaires européennes, Theodoros Pangalos, accuse les Turcs de « traîner leurs bottes souillées de sang sur les tapis européens ». La présidence grecque ne risque-t-elle pas d'offrir une excuse commode aux autres pays membres qui renâclent à accueillir la Turquie dans la CEE ?**

- L'important n'est pas ce que dit et ce que fait la Grèce, mais ce que pensent les autres gouvernements de la CEE. Un retour en arrière s'impose ! En 1963, la Turquie signe avec le



Tansu Ciller : première femme à devenir chef du gouvernement de la République turque.. (Photo Boulat/Sipa Press.)

*« Si l'objectif est d'écartier Saddam Hussein du pouvoir, l'embargo contre l'Irak est inefficace »*

Marché commun un accord d'association. En 1987, elle demande à devenir membre à part entière. En novembre 1993, les Douze prennent acte du fait que la Turquie a commencé à réduire les droits de douane sur les importations en provenance de la CEE. Depuis, il y a eu accord sur un programme de travail pour réaliser en 1995 l'union douanière Turquie-CEE.

**- Y parviendrez vous ?**

- Oui. Et nous serons le premier pays à supprimer les droits de douane avec la Communauté sans en être membre. Cette performance nous coûte très cher. Les revenus douaniers de l'État baissent, et nos industries résistent moins bien à la concurrence. Dans le même temps, nous aidons l'Europe en pleine récession ! Nos importations en prove-

nance de la CEE ont augmenté de 28 %.

- Vous avez rencontré Édouard Balladur en marge du sommet de l'Otan. La France s'est-elle engagée à faciliter l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne qui, depuis la ratification du traité de Maastricht, a pris la suite de la CEE ?

- M. Balladur nous a assuré qu'il examinerait le dossier turc et qu'il ferait ce qu'il pourrait.

- Et la Russie ? En Azerbaïdjan, Aliiev, l'homme de Moscou, a remplacé Elcibey, l'homme d'Ankara. Chevardnadze a ramené la Géorgie dans le giron de la CEI. Votre projet d'oléoduc entre Bakou et votre côte méditerranéenne est menacé par un projet russe. Les héritiers de l'empire des tsars et de l'empire ottoman sont à nouveau rivaux dans le Caucase !

- La Turquie n'ambitionne pas de retourner aux frontières de l'empire...

- Mais la Russie en rêve peut-être ?

- On assiste à une poussée de nationalisme en Russie. C'était inévitable. La glasnost - démocratisation de la société russe - est allée plus vite que la perestroïka - restructuration de l'économie. Les gens en ont assez d'attendre. Ils voudraient voir revenir le « bon vieux temps », ce qui ne signifie pas forcément le communisme. Cette poussée nationaliste n'a rien à voir avec ce que veut faire le président Eltsine. Mais il faut surveiller ce phénomène.

- Le ton est donc à la méfiance...

- J'étais à Moscou il y a deux mois. J'ai dit aux Russes que nous devrions coopérer dans les régions mitoyennes comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et les autres pays du sud de l'ex-URSS. Nous leur avons accordé des crédits de près de deux milliards de dol-

lars. Nous avons envoyé de la nourriture et des médicaments à la Russie. Mais l'évidence s'impose. Les choses sont allées si vite que les Russes sont parfois obsédés par leur passé. Quant à nous, nous sommes fiers de notre histoire. Mais nous regardons de l'avant.

- La Turquie est le premier État occidental à avoir rouvert l'an dernier son ambassade à Bagdad qui, comme les autres, était fermée depuis l'invasion du Koweït. Souhaitez-vous la levée de l'embargo sur le commerce avec l'Irak ?

- Nous sommes contre toutes les agressions. Dès l'invasion du Koweït, nous avons rompu avec l'Irak. Nos soldats sont présents en Somalie. Nous sommes contre l'agression en Bosnie, contre l'agression en Azerbaïdjan. Nous sommes cohérents. Mais nous sommes le seul pays occidental qui ait une frontière commune avec l'Irak. Aucun des Douze ne souffre de l'embargo contre l'Irak. Nous, si. L'oléoduc que nous avons construit avec les irakiens s'érode. Il est probable qu'il ne pourra plus jamais servir. D'ailleurs, l'Irak s'y refuserait. Par colère.

- Conclusion ?

- J'en tire trois. Un : si nous nous retrouvions dans la même situation qu'en août 1990, lors de l'invasion du Koweït, nous serions encore le premier pays à se dresser contre l'Irak. Deux : nous sommes aussi le pays qui souffre le plus de l'embargo. La communauté internationale devrait admettre que nous avons droit à des compensations. Trois : le peuple irakien souffre de l'embargo commercial. Pas Saddam ! Si l'objectif est d'écarter Saddam Hussein du pouvoir, l'embargo est inefficace. Les alliés doivent donc réexaminer ensemble la situation et décider, ensemble, de la conduite à suivre. La Turquie ne fera pas cavalier seul.

- Avez-vous plaidé auprès des pays amis pour une levée de l'embargo commercial contre l'Irak ?

- J'explique la situation...

- Les réponses sont-elles encourageantes ?

- Aucune décision dans ce domaine n'est gratuite. Nous sommes alliés. Nous avons réagi ensemble à l'invasion. Mais aujourd'hui nous sommes confrontés à un autre problème. Nous devons l'étudier ensemble, et il faut continuer à en parler jusqu'à ce qu'on trouve la bonne solution.

- La population kurde qui vit dans le sud-est de la Turquie est prise en tenaille entre les séparatistes du PKK - qui pratiquent le terrorisme - et l'armée turque, qui ne la ménage pas. Voyez-vous une solution politique à ce drame ?

- Quelque 2 000 personnes ont été tuées dans le Sud-Est en 1993 : 700 militaires ou policiers et 1 300 civils. La majorité d'entre eux ont été abattus par le PKK. Il faut poser le problème correctement. Il y a des Kurdes dans tout le pays, pas seulement dans le sud-est de l'Anatolie. Tous sont libres de se déplacer et de vivre où bon leur semble. Plusieurs de mes ministres les plus importants sont d'origine kurde.

- Et le PKK ?

- Le PKK tue des Kurdes. Il veut amputer mon pays. Je ne vois pas de solution politique. D'autant que les gens du PKK ne réclament pas davantage de démocratie. Pas du tout. Sinon ils n'auraient pas donné l'ordre aux journalistes de quitter la région. Il s'agit uniquement d'une organisation terroriste.

- Pour ramener la paix dans leur pays, bien des gouvernements ont dû traiter avec les « terroristes ». De Gaulle a négocié avec Ben Bella, De Klerk avec Mandela, Rabin avec Arafat, et

John Major parle à l'IRA. Alors pourquoi pas vous ?

- La cause des terroristes du PKK n'est pas une cause juste. Mais même si elle l'était, elle ne leur donnerait pas le droit de tuer des innocents comme ils le font. Cela, personne ne peut le défendre. Je ne vais pas non plus les inviter à négocier, et leur dire : « Alors, il paraît que vous voulez un morceau de mon pays ? Parfait. Prenez-le et filez ! » La population de ces régions ne l'accepterait pas.

- Que peuvent espérer les « modérés » ? Ceux qui ne sont ni terroristes ni indépendantistes, ni même sans doute autonomistes, mais qui souhaitent vivre plus librement leur identité kurde...

- La Turquie compte 25 communautés ethniques. C'est sa richesse. Chacun parle sa langue, peut se faire élire, devenir ministre, voire premier ministre. Mais personne ne doit s'y tromper. Il y a une chose que je ne ferai pas. Je ne donnerai jamais à certains de mes concitoyens, ou à certaines régions, des droits que d'autres citoyens et d'autres régions n'ont pas. La Turquie a fait de grands progrès sur la voie de la démocratie. C'est ainsi que, dès l'insurrection, un Turc arrêté pour crime peut avoir l'assistance de son avocat. Je crois à la démocratie. C'est pour cela que les gens ont voté pour moi. C'était un vote pour les droits de l'homme, pour l'occidentalisation, pour la laïcité de l'État, contre le fondamentalisme. Nous allons accroître les pouvoirs des municipalités et permettre ainsi aux citoyens de participer davantage au processus de prise de décision. Je suis d'accord sur tout cela. Mais je ne ferai de concessions ni aux terroristes, ni à un groupe de citoyens, ni à une région en particulier. Ce que je veux, c'est davantage de démocratie pour le pays tout entier.

C. L.

**Un chant pour Beko ■ ARTE, 23 h 15.**

Film kurde de Nizamettin Ariç (1992) (v. o. sous-titrée, 100 min).

En 1988, pendant les persécutions des troupes de Saddam Hussein, un Kurde s'enfuit à travers le Kurdistan jusqu'à un camp de réfugiés organisé par les Allemands. Œuvre tragique sur le mauvais sort qui oblige les Kurdes à être des fugitifs. Pour la défense des droits de l'homme. Film inédit.

J. S.

*L'histoire d'un exil*

Placé à la fin de la soirée thématique

consacrée au peuple kurde, ce long métrage est comme le dernier volet logique, une sorte de mise en fiction de tous les documents qui le précèdent. Une vraie perle, car ce témoignage « de l'intérieur » vaut aussi par la qualité de son écriture. Nizamettin Ariç, son réalisateur, est un Kurde de trente-six ans, exilé en Allemagne depuis 1981. Chanteur et musicien célèbre en Turquie, comédien à ses heures, empêché de travailler et de créer dans sa langue, il a fui la répression policière. Préférant s'expatrier pour mieux combattre avec ses propres armes. Et faire connaître au monde la situation d'un

peuple « trahi et vendu », qui rêve depuis longtemps d'une identité nationale retrouvée.

Le film, réalisé en langue kurde, donc l'un des premiers sinon le premier du genre, raconte justement l'histoire d'un exil. Beko, arrêté dans son village de Turquie, fausse compagnie à ses gardiens et part à la recherche de son frère jusqu'en Allemagne, via la Syrie puis l'Irak, alors en pleine guerre avec l'Iran. Un périple qui permet au cinéaste d'exprimer avec une sensibilité toute retenue la détresse et l'espoir de son peuple.

J.-L. M.



# Military blasts popular television news program

*'32nd Day' investigated for targeting army, encouraging insubordination  
Anatolian Journalists Union says it will 'always side with the army'  
Producers say allegations baseless, all authorities should take criticism*

turkish daily news  
January 15, 1994

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's Chief of Staff office which last month opened a case against two journalists resulting in their brief arrest, said on Friday a new investigation of a popular television news program had been started.

The statement came after a senior military commander on Friday lashed out at the 32 Gün (32nd Day) program for allegedly encouraging armed forces personnel to insubordination. Without directly naming the 32nd Day program which was broadcast on the private Show Television, the statement by Chief of Staff General Secretary Gen. Hürşit Tolun referred to interviews with soldiers on the freezing of army discharges, screened on television "on the night of Jan. 10."

Tolun accused the program of deliberately attempting to arouse popular contempt for compulsory military service.

The program's producers later said in their written statement that the allegations were baseless and that authorities in democratic regimes should be able to take criticism. "Our investigation, and the information obtained from privates, have revealed that, as if a previous arrangement had been made, some personnel on leave were approached and made to utter statements arguing against the current practice [of freezing discharges] and to create feelings antagonistic to military service among people and conscripts," went Gen. Tolun's statement, as reported by the Anatolia news agency. Despite repeated requests by the TDN, the Chief of Staff's office failed to provide a copy of the original statement. Defense Ministry officials said, meanwhile, they had nothing to do with Tolun's remarks and that they reflected only the views of the army.

Tolun's statement read: "Under the pretext that public information was being disseminated, an atmosphere was created conducive to compelling the Turkish Soldier, known for his patriotism, personal sacrifice and discipline, to commit an act diametrically opposed to the traditions and hierarchical structure of the Turkish armed forces."

A further accusation was that "with the broadcast of the said program, in addition to attempts to communicate to the public a message that certain privates are against the decision, they were encouraged to fail to comply with the law, the regulations and their superiors, which is far worse."

Tolun also argued that "despite such adverse counter-propaganda, the Turkish Armed Forces, which derives its power from the supreme Turkish nation and acts on its orders, is continuing with its training and preparations against the possibility of a war, confident in the knowledge that it will do whatever is required in times of war or peace."

The senior commander, speaking on behalf of the Chief of Staff's office, which in recent weeks has been increasingly involved in domestic issues, revealed that he had felt compelled to issue Friday's statement following demands by individuals and military personnel offended by the programme.

A separate report from Anatolia implied that the statement was also backed by the Anatolian Press Union (ABB) which sent a message to the Chief of Staff's office complaining of "remarks made against the Turkish Armed Forces." The ABB said in its message that it would "always be on the side of the armed forces," and branded those voicing criticism as "people without patriotism."

As expected, the Chief of Staff's office welcomed ABB chairman Lütfü Akcan's message and noted that it was "very meaningful." Friday's accusations surfaced after 32nd Day screened interviews with off-duty but uniformed privates complaining of a recent cabinet decision to freeze army discharges for three to five months.

The program, said the producers, was designed only to show public reaction to the decision, already reflected in newspaper headlines.

"Because of this," the 32nd Day statement read, "the news item ended with the remark that despite everything, our soldiers are saying that the greatest soldiers of all are our own."

The program's statement also noted that

Gen. Tolun's remarks did not reflect the truth and that no one had been forced to speak out against military service in the said report. It added, however, that "even to consider that 'the Mehmetcik [Turkish soldier] who has gone down in history for patriotism and discipline' would make a certain statement under pressure from, or with the encouragement of, any reporter is to belittle his courage and strength."

Legal sources said Friday that if the Chief of Staff investigation yields any significant results, producers of the 32nd Day program may face a military tribunal for committing a "military crime."

Chief of Staff spokesman Col. Doğu Silahçıoğlu said, "Once the investigation is over, whatever is necessary will be done." Last month, acting on orders reportedly issued by Chief of Staff Gen. Doğan Güreş, a military prosecutor in Ankara launched a case against two other television journalists for screening a program on draft dodgers.

The case led to a widespread debate on Turkish democracy and civilian control. But the military still insists that since the "crime" is one which falls within military jurisdiction, they have the authority to put the suspects on trial.

Erhan Akyıldız, a producer for the private TV channel HBB, and Ali Tevfik Berber, reporter for the popular television news program "Antenna," were detained but later released to face their first hearing on Jan. 25.

Observers say the two recent incidents, along with frequent statements by Gen. Doğan Güreş on national issues, indicate an increased dominance of the Turkish military in Turkish affairs. Güreş recently warned Turks against debating military issues, and said there were circles with hidden intentions which were "hiding behind the argument that the army is not taboo" in order to attack military commanders.

The chief judge at Turkey's Constitutional Court, Yekta Güngör Özden, was first to challenge the remarks and said in a recent interview with the TDN that "the army is not taboo."

## PKK deaths now 41 in Hakkari, military operation continues

*Turkish Daily News*

ANKARA- The number of outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants killed in the six-day-old operation by security forces on Mount Kato in Hakkari province has risen to 41, the Anatolia news agency said Friday.

"The operation on Mount Kato being conducted by teams of the Hakkari Commando Division is nearly complete," it said.

"The operation has spilled over to the Altındağlar area where the presence of a large group of PKK terrorists was detected."

"PKK positions are being bombed by Skorsky and Cobra helicopters and shelled by artillery," it said.

"Meanwhile, an operation launched following a PKK attempt to raid the Pirinçeken gendarmerie border post in Hakkari province is continuing.

Fighter planes are bombing PKK targets," Anatolia added.

In another development, security forces killed two PKK militants in Diyarbakır's Silvan town and arrested 27 of them in various towns in Diyarbakır province.

In a separate development in the Thracian province of Edirne, unidentified robbers stole TL 4 billion from a bank late Thursday night.

turkish daily news, January 18, 1994

# Ankara pleased but waiting for results

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Turkish diplomatic sources said they were pleased with the results of the summit between US President Bill Clinton and his Syrian counterpart Hafez al-Assad, but added that "concrete results were yet to be seen."

Turkish diplomatic sources were particularly pleased with the fact that Clinton mentioned the illegal Kurdistan Workers' Party

(PKK) in his meeting with Assad.

They said this was a sign that Washington "acknowledged the danger posed by Kurdish terrorism."

Prime Minister Tansu Çiller had mentioned the issue to Clinton personally during the two leaders' meeting in Brussels in last week's NATO summit.

"The meeting is an important development," Foreign Minister Hikmet Çetin said

last night.

"It is noteworthy that the issue of the PKK has also been discussed among terrorist groups, particularly in a meeting at presidential level" Çetin, who was in Geneva for a Bosnian contact group meeting, said.

"We have to watch the developments following the meeting, to see whether they are implemented," a Foreign Ministry official said.

## Demirel urges end to sanctions on Iraq

*'I'm interested in the result. I don't mind which way is right'*

By Alistair Lyon

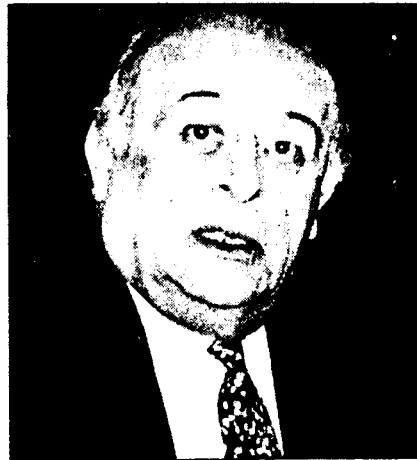
*Reuters*

**ANKARA-** Turkish President Süleyman Demirel called on Monday for the lifting of U.N. sanctions against Iraq, saying the Iraqi people had suffered enough.

"In my opinion, sanctions are to be lifted," he told Reuters in an interview on the third anniversary of the outbreak of the Gulf War.

"The people on the street in Iraq suffered too much from the sanctions. Turkey also suffered a lot from the sanctions, (losing) millions of dollars," he said.

"Iraq should do something to (be) part of the international community again under the request of the United Nations," Demirel said he was not concerned about whether Iraq fulfilled all U.N. resolutions before sanctions were lifted. "I'm interested in the result. I don't mind which way is right," he said. Iraq's return to the world community would be in the interests of Turkey and "many people in the Middle East". Turkey joined the coalition formed against Iraq after its 1990 invasion of Kuwait. It cut the vital Iraqi oil artery and later let Western warplanes bomb Iraq from Turkish bases. Demirel acknowledged that the Western allies, particularly the United States, remained reluctant to lift sanctions. Ankara, he said, had made no progress in persuading the United Nations to allow the cleansing of Iraqi oil export pipelines



President Süleyman Demirel

across Turkish territory, idle since August 1990. Earlier this month Turkish and Iraqi officials held what Hayrettin Uzun, head of Turkey's pipeline company Botaş, described on Monday as very constructive talks on the issue. He told a news conference that 7.5 million of the 12 million barrels of crude inside the pipeline were in Turkish territory. Turkey had already paid for 3.5 million barrels of it. Turkey wants to pump out the oil and refill the 986-km (616-mile) long twin pipelines, running from Iraq's Kirkuk oil fields to terminals on Turkey's Mediterranean coast. "The most important point here is whether the

U.N. would see this as a violation of the embargo or not," Uzan said. The pipelines can carry 1.2 million barrels per day, more than half of Iraq's oil exports before the Gulf crisis. Uzan said Botaş had lost \$1.2 billion as a result of the closure of the pipelines.

"An investment of over \$2 billion is now idle," he said. "Turkey participated in the Gulf War actively on the side of the allies. But I think the embargo has also been imposed on us." The U.N. Security Council has offered to let Iraq sell up to \$1.6 billion worth of oil over six months to pay for approved imports of food and medical items and make war reparations. Iraq has refused, saying the offer violates its sovereignty. Demirel said the foreign ministers of Turkey, Iran and Syria would reiterate concern for Iraq's territorial integrity when they meet in Istanbul on February 8.

"Our interest is in keeping Iraq intact. The territorial integrity of Iraq is very important. If it is broken down there will be great problems in this part of the world," he said. The three foreign ministers have held two earlier meetings on Iraq, ignoring objections from Baghdad and from Kurds in northern Iraq that they are interfering in Iraqi affairs. Iran, Syria and Turkey, which each have large Kurdish minorities of their own, are determined to prevent the emergence of an independent Kurdish state in northern Iraq.

# Iraq vows to defy the no-fly zones

## Baghdad recalls the Gulf War with anti-US protests

Reuters

BAGHDAD- President Saddam Hussein said his country would not remain idle towards the imposition of no-fly zones by U.S., British and French planes over northern and southern parts of Iraq.

In a defiant speech marking the third anniversary of the Gulf War over Kuwait, Saddam said he was running out of patience on the situation in Kurdish rebel north and over the continued U.N. embargo on Iraq.

"We shall not leave our people in northern Iraq or stand hands-folded toward the perpetuation of the blockade and the violation of the sanctity and sovereignty of our air space in southern Iraq," he said in a speech televised live. His remarks marked a departure from Baghdad's earlier stance not

to try to defy the administration of U.S. President Bill Clinton. When Clinton took office a year ago, Iraq hoped to see a new chapter of relations start with the United States.

The Iraqi leader did not say what measures he had in mind but Baghdad repeatedly defied the no-fly zones under former U.S. President George Bush.

Iraq's anti-aircraft defenses fired at the Western planes. The United States, Britain and France retaliated by aerial and missile bombing.

Saddam, dressed in his uniform of field marshal, said: "We have maintained patience over the continued embargo imposed on us by the will of the Evils and also maintained patience over the continued flying of their planes in south Iraq and preventing our planes from flying south of the 32nd Parallel." He added: "We had also maintained patience toward continued plundering in north Iraq and in the life of our people to the north of the 36th Parallel... We shall not relinquish our people in northern Iraq."

The Kurds, under Western protection, have set up their regional government and Parliament in the north, away from Baghdad's authority.

Western planes patrol a zone in the north to protect them from attacks by Iraqi army. They also guard another zone in the south to shield dissident Shiites from air attacks by Baghdad. Saddam urged the West to forsake illusions on taming Iraq and called on the Western leaders to learn from what he termed past lessons.

"We repeat to all evil masters and subordinates that they should not be illusioned and miscalculate and to learn from the lesson of the past and absorb their meanings," Saddam said. The speech was Saddam's toughest to-

wards the West in about a year.

"They should remember that the will of the Almighty is stronger than theirs and than the will of their devils, and that the fate of criminals is an eye for an eye and a tooth for a tooth."

He also lashed out at the United States, saying the world's only superpower was on the precipice of "immoral degradation." The Iraqi leader promised his people, suffering from widespread deprivation under U.N. trade sanctions, that he will not "stand hands-folded toward the perpetuation of the blockade."

The road to victory is short, Saddam told his hard-hit nation, promising that "Your great feast is near."

### Iraq recalls Gulf War with anti-US protests

Meanwhile, several thousand Iraqis marched through Baghdad on Monday shouting anti-American slogans and declaring loyalty to Saddam Hussein on the third anniversary of the outbreak of the Gulf War.

"Whether Clinton and (Saudi Arabia's King) Fahd like or not, Saddam is staying in power for ever," they chanted, waving their fists and calling for revenge.

Iraq's Youth Federation brought in members from around the country, including Kurds wearing traditional baggy trousers who danced in circles around pipers and drummers and told reporters they came from the rebel provinces of Dahouk, Erbil and Sulaimaniya.

# Major Denies He Knew of Arms-to-Iraq Policy

By Eugene Robinson

Washington Post Service

LONDON — Prime Minister John Major told a special inquiry Monday that despite holding key cabinet posts under his predecessor, Margaret Thatcher, he was unaware that officials in Lady Thatcher's government had relaxed guidelines covering arms-related sales to Iraq.

Not even when he served a brief stint as foreign secretary in 1989, Mr. Major testified, was he told that the guidelines had been altered to let British companies sell equipment to Iraq that later was used to make shells, missiles and other weapons.

"Neither at that stage nor later was I involved in the formulation of the guidelines, consideration of the guidelines, amending the guidelines or the interpretation of the guidelines," Mr. Major said.

The prime minister's remarks came in an appearance before Lord Justice Richard Scott, who is conducting a wide-ranging public inquiry into Britain's arms-to-Iraq scandal. It was believed to be the first time a sitting British prime minister had been questioned by such a panel.

Mr. Major himself ordered the investigation after it was disclosed more than a year ago that Britain had secretly relaxed its stance toward equipment sales to Iraq in the late 1980s. That decision ultimately aided the Iraqi arms buildup for the invasion of Kuwait. The policy shift, which was kept from Parliament, is detailed in scores of documents unearthed by the investigation. Top officials, including Lady Thatcher, have denied being informed.

Mr. Major joined the chorus on Monday, telling Lord Justice Scott that the guidelines on sales to Iraq were designed to be flexible and that interpretation was left to lower-ranking officials.

The decision to allow British companies to sell to Iraq more "dual-use" equipment, such as sophisticated machine tools that might have both civilian and military use, was made in 1988, documents indicate.

But Mr. Major told Lord Justice Scott he had no idea the guidelines had been altered until November 1992, after the government's attempt to prosecute three British businessmen for violating the guidelines had collapsed. During the trial of the three executives of Matrix Churchill it was revealed that government officials knew all along that the "dual-use" equipment the machine-tool company had sold to Iraq was destined for arms factories.

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0416 4 GI 0207 FRA /AFP-JM92

France-Turquie

Un collectif de Mulhouse dénonce le suicide d'un Turc expulsé de France

MULHOUSE, 18 jan (AFP) - Un ressortissant turc, expulsé de France début janvier après avoir vu sa demande d'asile politique rejetée, s'est suicidé, à Istanbul, quelques jours après avoir été renvoyé en Turquie, a affirmé, mardi, le Collectif mulhousien de défense des étrangers (CMDE), qui regroupe diverses associations humanitaires et de défense des droits de l'Homme.

Les responsables du CMDE ont cité une lettre écrite par Ali Ibis pour expliquer son geste et publiée par un journal turc.

M. Ibis, d'origine kurde et âgé de 30 ans, était arrivé en France en juin 1989, s'installant à Mulhouse (Haut-Rhin) et déposant une demande d'asile. Celle-ci avait été rejetée et il avait participé au mouvement de grève de la faim des déboutés du droit d'asile début 1992.

Sous le coup d'une injonction de quitter le territoire français, M. Ibis était néanmoins resté clandestinement en France. Arrêté en novembre dernier, il était condamné, à Strasbourg, à deux mois de prison pour séjour irrégulier et à être expulsé.

Renvoyé en Turquie, le 6 janvier, il s'est suicidé par noyade, le 9 janvier, selon les informations du CMDE.

so/pre/mst

AFP 181751 JAN 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0410 4 I 0246 FRA /AFP-JK13

Suède-Iran-Kurdes

Le PDKI accuse Téhéran de l'attentat contre un Suédois d'origine iranienne

PARIS, 18 jan (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) a accusé mardi le régime de Téhéran d'être à l'origine de l'attentat lundi à Stockholm contre un Suédois d'origine iranienne, affirmant que ce dernier appartenait à son comité en Suède.

Selon des sources policières à Stockholm, un Suédois d'origine iranienne dont l'identité n'a pas été révélée, avait été sérieusement blessé lundi par une lettre piégée adressée à sa femme et qu'il venait d'ouvrir.

La police suédoise avait indiqué que l'enveloppe contenant l'explosif, dont on ignore l'origine et le contenu exact, "proviendrait" de l'ambassade d'Iran à Paris.

Dans un communiqué de son bureau des relations internationales parvenu à Paris, le PDKI a précisé que la victime s'appelle Aboubakir (Kamuran) Hedayati, estimant qu'il "ne fait aucun doute que derrière cet acte, comme derrière des centaines d'autres commis ces 15 dernières années, se trouve le régime terroriste de la République islamique d'Iran".

"Ainsi, malheureusement, la preuve est faite une fois encore: l'attitude complaisante de l'Occident à l'égard du terrorisme d'Etat iranien ne peut qu'encourager ce dernier à poursuivre ses activités criminelles", a ajouté le PDKI.

Il demande aux autorités suédoises "de poursuivre les auteurs de ce crime odieux qui ne sont autres que le régime des mollahs au pouvoir en Iran".

mj/eb

AFP 181743 JAN 94

FRA0491 4 I 0206 FRA /AFP-KH53

Iran-Suède

L'ambassade d'Iran dément être à l'origine d'un attentat à la lettre-piégée à Stockholm

Paris, 18 jan (AFP) — L'ambassade d'Iran à Paris a démenti mardi être à l'origine d'un attentat à la lettre piégée commis lundi à Stockholm contre un suédois d'origine iranienne membre du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI).

Le démenti de l'ambassade de la République Islamique d'Iran réfutait une accusation portée dans la journée par le PDKI selon lequel l'attentat était imputable "au régime de Téhéran", tandis que de source policière suédoise on indiquait que l'enveloppe contenant l'explosif aurait eu pour provenance l'ambassade d'Iran à Paris.

"Toute personne intelligente peut se rendre compte de la futilité de cette information : est-il imaginable que l'expéditeur d'un colis piégé fasse figurer son adresse sur celui-ci", a déclaré le porte-parole de l'ambassade dans un communiqué.

Pour le PDKI au contraire, "il ne faisait aucun doute que derrière l'attentat de Stockholm (dont il identifiait la victime comme répondant au nom d'Aboubakir Hedayati) se trouvait le régime terroriste de la République Islamique d'Iran, comme derrière des centaines d'autres commis ces quinze dernières années".

pc/jl

AFP 181925 JAN 94

## INFORMATINS DIEPPOISES — 18 janvier 1994

EXPO

Du 18 au 22 janvier maison des associations à Dieppe

## La guerre des lâches



*Atteinte aux jambes par une mine anti-personnel, cette fillette est handicapée à vie...*

**C**haque jour au Kurdistan irakien, placé sous la protection des Nations Unies, des mines anti-personnel continuent de tuer et mutiler à vie bergers et paysans Kurdes. Largement fabriquées et fournies par des producteurs euro-

péens, ces armes de la Guerre des Lâches empêchent les gestes simples de la vie : aller chercher du bois pour se chauffer, de l'eau pour s'alimenter, cultiver la terre, faire paître les animaux et pour les enfants jouer autour de leurs maisons. Depuis la

fin de la guerre, 10.000 Kurdes ont été gravement mutilés et, au moins, autant sont morts des suites de leurs blessures.

Il y a le Kurdistan mais aussi l'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, le Mozambique, la Somalie et une vingtaine d'autres pays du monde où sévit cette Guerre des lâches. Handicap International - dont on connaît l'action dans le monde à partir des régions et Dieppe, grâce à un militant actif comme Alain Levêque - est informée depuis longtemps sur ce problème. Handicap lance une campagne internationale pour que les Nations Unies et les gouvernements fassent cesser cette horreur. Et à Dieppe à la maison des associations - ancienne école de musique rue Notre Dame - à partir de mardi et jusqu'au 22 janvier - se tiendra une exposition de photographies qui doit faire prendre conscience de la "sauvagerie aveugle" de ces engins qui tuent et mutilent sans distinction. Le docteur Chabasse co-directeur d'Handicap International sera présent à 18 h ce mardi et présentera cet appel humanitaire.

L'Alsace - 18 janvier 1994

## Suicide d'un expulsé kurde

*Un Kurde qui avait participé à une grève de la faim à Mulhouse s'est suicidé à Istanbul trois jours après son expulsion.*

Le Collectif mulhousien de défense des étrangers, qui regroupe de nombreuses associations humanitaires, souligne dans un communiqué « le désespoir » auquel était acculé la victime, Ali Ibis, 30 ans, de nationalité turque, qui était marié et père d'un enfant à Mulhouse : « Il était arrivé en France en juin 1989 comme demandeur d'asile à la suite de son engagement aux côtés de la minorité kurde de son pays.

Mais les faits attestés à l'appui de sa demande n'ont jamais été reconnus par les autorités françaises ». Tous les recours ayant été rejetés, il avait participé à la grève de la faim menée en février-mars 1992 à Mulhouse. Il avait accepté de mettre un terme à cette action de protestation après la promesse faite par les autorités préfectorales d'examiner sa situation à titre humanitaire, puis avait été hospitalisé en ur-

gence. Le 2 avril suivant, la préfecture de Colmar lui avait cependant enjoint de quitter le territoire, ce que Ali Ibis avait refusé, restant clandestinement en France pendant un an et demi. Arrêté et condamné le 18 novembre dernier, en procédure de comparution immédiate par le tribunal correctionnel de Strasbourg, à deux mois de prison pour refus de se soumettre à un arrêté d'expulsion, il avait fait l'objet le 6 janvier d'un rapatriement

forcé en Turquie, par avion depuis Strasbourg. Le 9 janvier, il s'est jeté dans l'eau depuis un pont d'Istanbul en laissant deux lettres. Dans l'une, publiée par le journal turc « Tercüman », on peut lire « J'aime le monde... Je n'ai jamais fait de mal à personne ».

Le Collectif mulhousien de défense des étrangers indique que le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua avait pourtant demandé en novembre dernier de ne pas mettre à exécution les arrêtés de reconduite à la frontière sans accord de l'administration centrale. Ce document précisait qu'il était exclu de reconduire en Turquie les ressortissants d'origine kurde.

J.-M.S.

Dernières Nouvelles d'Alsace — 18 janvier 1994

Expulsé le 6 janvier

## Un Kurde de Mulhouse retrouvé mort à Istanbul

Le collectif mulhousien de défense des étrangers (CMDE) a annoncé hier qu'un demandeur d'asile turc d'origine kurde, Ali Ibis, 30 ans, qui séjournait depuis 1989 à Mulhouse et avait été expulsé par voie administrative le 6 janvier dernier après rejet définitif de sa demande par la préfecture de Colmar, a été retrouvé mort, dans l'après-midi du 9 janvier, au pied d'un pont d'Istanbul.

Selon le journal turc « Tercüman », les policiers turcs, qui ont conclu à un suicide, ont trouvé sur le mort deux lettres rédigées en français et en turc. « Je ne suis pas un trafiquant d'héroïne (...). J'aime le monde, j'aime tous les gens », y écrivait-il notamment.

### Grève de la faim

Selon le CMDE, Ali Ibis avait quitté la Turquie pour des raisons politiques. Dans une lettre adressée à l'OFPRA motivant sa demande d'asile, Ali Ibis avait expliqué être recherché par les autorités turques et avoir déjà effectué deux mois de prison en Turquie pour avoir distribué des tracts favorables à la cause nationale kurde.

En mars 1992, à Mulhouse, Ali Ibis avait dû être hospitali-

sé suite à une grève de la faim effectué en compagnie d'autres Kurdes. Une injonction de quitter le territoire français lui avait été notifiée le 2 avril suivant et un arrêté de reconduite à la frontière avait été pris à son encontre le 1er octobre 93. Arrêté le 17 novembre, il avait refusé le 18 novembre d'embarquer dans l'avion qui devait le ramener en Turquie et été condamné par le tribunal correctionnel de Strasbourg à deux mois de prison pour séjour irrégulier. Ali Ibis avait finalement accepté de prendre l'avion le 6 janvier.

### Instruction

En novembre 93, lors de l'opération conduite en France contre le PKK, un autre Kurde, Ali Yuçel, avait été expulsé par la préfecture de Seine-Maritime vers la Turquie. Le ministre de l'Intérieur avait alors demandé aux préfetures de ne pas expulser de Kurdes vers la Turquie. Le service de presse de la préfecture de Colmar a indiqué hier que cette instruction, datée du 20 novembre, n'avait couru que pour une durée de quinze jours.

G. G.

Le Courrier de l'Ouest - 18 janvier 1993

### Kurdes : la Ligue des droits de l'homme interpelle Roselyne Bachelot

ANGERS. — Relayant une campagne nationale intitulée « Agir ici », la Ligue des droits de l'homme de Maine-et-Loire a récemment écrit au député angevin Roselyne Bachelot, président du groupe d'amitié parlementaire France-Irak, pour l'interpeller sur la cause du peuple kurde.

Dénonçant la répression qui sévit en Turquie et « qui précipite de nombreux Kurdes dans les bras du PKK dont l'action est condamnable », ce courrier met aussi en cause « la vaste opération dans les milieux kurdes (organisée par le gouvernement français) pour prévenir et réprimer des actes terroristes ». Opération qui « entretient l'amalgame entre une communauté et une minorité activiste » (employant les termes comme) « complaisance », à propos des ventes d'armes (hélicoptères), la LDH demande à Roselyne Bachelot d'agir pour obtenir : « la constitution d'un groupe d'étude parlementaire sur la question kurde », et « l'exigence par la France, à l'image de l'Allemagne, d'une clause de non-utilisation des armes livrées contre la population civile ».

L'ALSACE - 18 janvier 1994

# L'armée gardienne du kémalisme

Représentant 800 000 hommes, les militaires veulent  
« protéger la nation contre ses propres erreurs »

ISTANBUL

de notre correspondante

L'ARRESTATION, fin 1993, par les autorités militaires de deux reporters de la chaîne de télévision privée HBB - maintenant libérés mais qui devraient comparaître devant le tribunal de l'état-major - a suscité une forte émotion en Turquie : la presse turque a fréquemment des démêlés avec les autorités judiciaires civiles, mais l'intervention directe de l'armée est inhabituelle. Ali Tevfik Berber et Erhan Akyildiz, en vertu d'un article du code militaire, sont accusés d'avoir « incité la population à rejeter le service militaire » en diffusant les propos d'objecteurs de conscience au cours de l'émission « Antenne ».

Cette inculpation met en lumière, une fois de plus, l'influence de l'armée sur la société civile. Treize ans après le coup d'Etat de 1980 - le troisième en vingt ans - et dix ans après leur retour dans les casernes, les militaires peuvent encore, grâce à une Constitution et, à un code pénal qui leur donnent des pouvoirs presque illimités, imposer leur volonté. Les généraux siègent avec les responsables du gouvernement au Conseil national de sécurité, où sont prises les décisions majeures de la politique turque.

L'armée, le « pilier de la nation », exerçait une influence sur les affaires de l'Etat bien avant l'ère républicaine. La philosophie même de l'empire ottoman était fondée sur la conquête, d'où la nécessité d'une armée forte. Lorsque les janissaires renversaient leurs chaudières en signe de protestation, le sultan était contraint de prendre leurs demandes en considération, faute de quoi il risquait d'être déchu. Bon nombre de projets de réformes ont ainsi dû être abandonnés.

## L'héritage d'Atatürk

La tradition militaire s'est perpétuée avec la fondation de la République : « Atatürk a créé la Turquie moderne avec l'armée », explique le journaliste Mehmet Ali Birand, auteur d'un livre sur les forces armées intitulé *Chemises d'acier*. Atatürk était lui-même un général, et ses successeurs à la tête de l'Etat, jusqu'à l'arrivée de Turgut Ozal en 1989, avaient tous un passé militaire.

Bien que sous-équipées, les forces armées de Turquie -

deuxième puissance de l'OTAN en effectifs - occupent aujourd'hui encore, avec leurs 800 000 hommes, une place à part dans la société. La mission de l'armée, telle qu'elle la perçoit, est de protéger la nation de ses propres erreurs : pour elle, la population est ignorante, les politiciens guidés par des intérêts égoïstes. « Les militaires vivent dans un monde à part, plein de démons et de dangers », explique M. Birand. La formation des jeunes officiers vise à leur inculquer l'idée de leur supériorité sur le reste de la population - une supériorité qui leur vient du fait qu'ils sont les véritables héritiers de la pensée d'Atatürk. Des petites villes de garnison jusqu'à Istanbul, l'armée est une importante puissance économique. Partout dans le pays, les officiers ont accès à des hôpitaux militaires, des hôtels et des camps de vacances bien situés. Le fonds de pension de l'armée, Oyak, est, par exemple, l'actionnaire principal de Renault en Turquie.

## L'encombrant « bébé kurde »

Mais les temps ont changé. La nation rurale de 13 millions d'âmes qu'avait fondée Atatürk en 1923 est devenue un pays moderne de 60 millions d'habitants, dont plus de la moitié vivent dans les villes. Après la restauration du pouvoir civil et durant la seconde partie des années 80, l'influence de l'armée semblait sur le déclin, mais la recrudescence des attaques du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), qui, pour les militaires, menace l'intégrité territoriale du pays, lui a insufflé une vie nouvelle. Les plans de réduction des forces armées, dévoilés l'an dernier, ont été abandonnés.

« Les militaires ont hérité du problème kurde. Je ne pense pas que ce sont eux qui ont voulu le prendre en main. Les civils, voyant que le problème était complexe, ont « jeté le bébé » kurde sur les genoux des militaires », estime Mehmet Ali Birand. La répression de la rébellion kurde est désormais fermement entre leurs mains. Après la mort mystérieuse du général Bahattin Aydin, en octobre dans la ville de Lice, la presse avait mentionné le désir de Tansu Ciller de visiter la région. Elle avait cependant été dissuadée par les militaires, « pour des raisons de sécurité », de se rendre dans la ville où,

selon le rapport de l'ANAP, le principal parti d'opposition, près de 400 maisons auraient été détruites.

Pour les Kurdes du Sud-Est anatolien, les forces de sécurité représentent la face effrayante de l'Etat turc. Pour une grande partie de la population turque, qui craint la partition du pays, et pour les pays occidentaux qui voient l'armée comme le dernier bastion face à la montée de l'islam, les militaires demeurent les « sauveurs » de la nation. Mais le rôle des militaires dans la société civile semble remis en question de plus en plus fréquemment. Le ministre de la défense, Mehmet Gülhan, a avoué récemment que 250 000 personnes ont omis de se présenter pour leur service militaire.

La rigidité des solutions proposées par les militaires, qui adhèrent encore strictement aux principes d'Atatürk, ne semble plus appropriée aux problèmes d'aujourd'hui. La répression et l'usage de la force n'ont fait qu'aggraver la crise kurde. L'islam a fait un retour en force dans l'ensemble du pays, et l'idée d'une Turquie peuplée de Turcs uniquement ne correspond plus à la réalité multiethnique.

Certains officiers en sont conscients. L'existence du PKK, que le chef d'état-major, le général Dogan Güres, promet d'anéantir militairement depuis de longs mois, pourrait porter un coup à leur crédibilité et à leur position dans la société. Cette vulnérabilité nouvelle est peut-être à l'origine du durcissement perceptible au cours de ces derniers mois.

La Turquie, entourée de voisins hostiles, croit avoir besoin d'une armée puissante. Mais pour que cette force puisse exercer un rôle plus traditionnel de protection nationale, soumise aux ordres du gouvernement, il faut tout d'abord que les hommes politiques se mettent d'accord pour amender la Constitution, « pour que le Conseil national de sécurité n'ait plus un statut plus élevé que celui du gouvernement », observe un éditorial du quotidien *Sabah*, en protestant contre les lois qui permettent à l'armée d'emprisonner les journalistes. « Curieusement, ajoute le journal, les politiciens civils semblent faire de leur mieux pour éviter de faire leur devoir démocratique et éliminer ces clauses. »

NICOLE POPE

# New Assad? The Proof Is Awaited

By Daniel Pipes

**P**HILADELPHIA — After their marathon meeting in Geneva on Sunday, Bill Clinton was asked if he felt that Hafez Assad had made a firm commitment to normalize relations with Israel. Without hesitation, President Clinton replied, "The short answer is 'yes.'"

Well, maybe.

President Assad's record suggests that it is wise to be skeptical about his intentions. As in the bad old days when he was a Soviet client, he still engages in aggressive activities, aimed mostly at Israel, Turkey, Lebanon and the United States. They include:

- Building up Syrian unconventional military capabilities. Damascus now has thousands of chemical warheads, appears to be on the verge of putting anthrax agents into weapons

and is starting nuclear research. Its Scud-C missiles from North Korea can reach most of Israel's population.

- Getting more involved in the drug trade. Top officials participate in trafficking drugs to the West, according to a 1992 congressional report.

- Sponsoring Lebanese and Palestinian groups that attack Israelis, as well as Palestinians who favor Yasser Arafat, and sponsoring the Kurdish Workers Party (PKK), a Marxist group, in its assaults on Turkey.

- Nurturing an alliance with Iran. So close is this bond that the Syrians have distributed counterfeit U.S. currency produced in Iran, according to a report by the House Republican Research Committee.

In short, Mr. Assad's policies have made Syria a rogue state along with Libya, Iraq and Iran. He represses his own people with a harshness second only to Saddam Hussein's.

But while Washington puts pressure on the other rogue states by working to isolate them, it woos Syria. Rather than isolating the regime, it has tried for years to bring Syria into the "family of nations."

American diplomats hold out small bait to encourage cooperation; last month, for example, Syria was allowed to acquire American-made jets. Secretaries of state and other dignitaries

travel to Damascus, and now four U.S. presidents have met with Mr. Assad. American companies operate in Syria almost without restrictions.

Mr. Assad has avoided the harsh treatment dealt to Moammar Gadhafi, Saddam Hussein and Iran's mullahs because he is smarter. He makes gestures at the right time and plays complicated double games. He keeps diplomatic links open and accommodates when necessary. For example, he has benefited simply by joining the peace process. This permitted him to devour Lebanon in 1991 without a peep from Washington.

A few months ago, when Turkey protested against Syrian support of Kurdish terrorism, the Syrians replied with seeming indignation: How can you raise such an issue while we're engaged in the peace process with Israel?

What if Mr. Assad, who said on Sunday that "in honor we shall make peace" with Israel, comes through?

Then the Arab-Israeli conflict will be nearly over. While Israel will have to leave the Golan Heights, it will have an opportunity to establish stringent safeguards.

And if Mr. Assad's words in Geneva don't add up to much?

If Washington wants real improvements in Syrian behavior, it will have

to stop coddling him and confront him with a stark choice: "You're either with us or against us."

Forced to choose sides, if he wholeheartedly travels the American route he would have to close down the anti-Turkish terrorist groups, kick out rejectionist Palestinians, disarm the fundamentalist groups in Lebanon, stop drug trafficking operations and end the military buildup.

If he went down the Iranian path, he would find himself on a collision course with America.

He would probably ask himself this question: Which route better assures me and my coreligionist Alawites of continuing to dominate Syrian politics? While the Iranian route would suit his temperament, the American route would hold out more promise.

The American policy of approaching Mr. Assad with great patience and gentle words has produced little more than agreeable promises. If it wants real change, Washington may have to adopt the sort of tough policy that this canny despot understands.

*The writer, director of the Middle East Council, a research organization, and author of "Greater Syria" and "Damascus Courts the West," contributed this comment to The New York Times.*

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence

FRA0487.4 I 0255 TUR /AFP-WY95

Turquie-Allemagne-GB

La Turquie invitée à "faire ses devoirs" en matière de démocratie

ANKARA, 20 jan (AFP) — L'Allemagne et la Grande-Bretagne ont déclaré jeudi leur volonté d'aider la Turquie à se rapprocher de l'Europe, à condition qu'elle accentue ses efforts sur le plan intérieur, notamment dans le domaine des Droits de l'Homme.

Réunis à Ankara avec leur homologue turc Hikmet Cetin pour des consultations politiques sur les développements dans la région et les futurs liens de la Turquie avec l'Union européenne, les chefs des diplomaties allemande et britannique Klaus Kinkel et Douglas Hurd ont souligné l'importance de l'amélioration de la démocratie en Turquie.

"Nous voulons aider la Turquie à se rapprocher davantage de l'Europe. Quant à la Turquie, elle doit faire ses devoirs", a déclaré M. Kinkel lors d'une conférence de presse conjointe avec ses deux homologues. "Nous avons fait cette remarque en tant qu'ami", a-t-il souligné.

M. Hurd a réaffirmé la "sensibilité de l'Europe" à la situation dans le sud-est anatolien. En accord avec M. Kinkel, il a affirmé l'importance d'une lutte "contre le terrorisme dans le cadre de la loi et le respect de la démocratie".

La Turquie frappe à la porte de l'Union européenne depuis 1987 mais son adhésion suscite des réticences --et pas seulement en Grèce, son rival de toujours-- principalement à cause des nombreux excès enregistrés dans le cadre de la lutte contre la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est.

YM/chb

AFP 201854 JAN 94



turkish daily news - January 20, 1994

# UN Council keeps sanctions on Iraq

## Washington predicts long haul

Reuters

**UNITED NATIONS-** The Security Council maintained stringent trade sanctions against Iraq as Baghdad entered what could be the last phase of its arms destruction program.

Council President Karel Kovanda of the Czech Republic said members felt the "necessary conditions" did not exist for a modification of the sanctions regime established in a 1991 Gulf War cease-fire resolution.

But U.S. Ambassador Madeleine Albright signalled Washington's future policy by telling reporters she wanted a new U.N. arms monitoring program to be in operation 6-12 months before considering whether to lift the oil embargo, which is tied to weapons destruction. The program has not begun functioning yet.

"We are watching for a general pattern of behaviour," she said. "We want to see how the monitoring regime is set up and then (observe) a track record of 6 to 12 months. We are concerned that how can we trust them or have confidence in them if they don't live up to the other Council resolutions." Iraq, whose population is suffering from a shortage of food and medicine, has been under sanctions since its invasion of Kuwait in August 1990.

Iraq and the U.N. Special Commission (UNSCOM), in charge of dismantling Baghdad's weapons of mass destruction, are embarking this year on a major long-term monitoring program to make sure Iraq does not re-acquire nuclear, chemical, biological and ballistic weapons or materials.

Rolf Ekeus, chairman of UNSCOM, said he would be visiting Baghdad around February 2 to discuss "overall political developments" toward lifting the embargo. He also has estimated at least six months for the monitoring program. He said Iraq this month had moved swiftly toward

cooperating with UNSCOM and had sent thousands of pages of documents on the long-term monitoring program.

The 1991 sanctions resolution tied lifting Iraq's oil exports, its economic lifeline, to complying with weapons requirements. Other demands, such as recognition of Kuwait, are tied to sanctions on sending goods to Iraq.

But the United States has already given notice that recognizing Kuwait would be linked to lifting the oil embargo as well as honouring human rights, a demand not included in the cease-fire resolution but subsequent ones.

So far the tough U.S. position has not received much support from key members of the Council.

# Erkan: 2,000 terrorists killed in 1993

Turkish Daily News

**ANKARA-** Emergency Law Regional Governor Unal Erkan said on Wednesday that security forces had killed 2,000 terrorists in 1993 and that 14,000 of their supporters had also been arrested.

Erkan, attending a meeting for governors from the emergency law region, said that last year's struggle against terrorism had inflicted "irreparable damage" on the terrorists. He said that 1,000 terrorists had been captured alive.

According to Erkan, Turkey seized a total of 5,000 guns and rifles in the past year and that 500,000 bullets had also been confiscated. He pointed out

that 244 terrorists had surrendered to security forces.

Referring to activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the region, Erkan said that this organization had killed a total of 1,300 civilians during the year. Of these, he said, 138 were women and 152 were children and a total of 1,297 citizens were also wounded.

Erkan noted that 1994 had started off with the killing of 150 more terrorists and promised to achieve success against terrorism this year. He also appealed to members of the PKK saying that if they did not surrender, they would be faced with total destruction.

# Turkish official killed in N. Iraq

## Sources say officer, Iraqi Kurd are wounded in attack

Turkish Daily News

**ANKARA-** A Turkish liaison official based in northern Iraq was shot dead by unidentified gunmen on Tuesday in an attack during which an unidentified Turkish officer was severely injured, Iraqi Kurdish sources said Wednesday.

The Kurds identified the assassinated official as Can Cemal, who headed the Turkish Coordination Committee in the region. They could not identify the wounded officer but said Cemal's Kurdish translator was also dead. Another Kurdish bodyguard of the official was wounded and has been hospitalized.

Turkish Foreign Ministry officials said

they had heard of the news but could not confirm the incident. Neither the ministry nor the Red Crescent was aware of Cemal.

Sources said he may have been attached to Turkish gendarmerie intelligence which has several liaison officers in the Kurdish-controlled region.

Kurdish sources said the killing took place near the city of Irbil and that three of Cemal's bodyguards, all of them peshmerges, were also killed.

The Kurdish administration suspects Iraqi agents may be behind the assassination. On Wednesday, a helicopter was reportedly sent to northern Iraq to pick up and carry back Cemal's body.

18 Le Monde • Vendredi 21 janvier 1994 •

## ÉTRANGER

### La livre turque a perdu 12 % de sa valeur

Un vent de panique souffle sur les milieux financiers en Turquie, où la monnaie nationale, la livre turque, a chuté de façon spectaculaire, perdant en une semaine 12 % de sa valeur par rapport au dollar. Mercredi 19 janvier, la livre a clôturé à 18 500 livres contre 1 dollar. La crise a été déclenchée par les deux agences internationales de notation financière, Moody's et Standard and Poor's, qui ont abaissé les notes accordées aux dettes turques. Ce manque de confiance, motivé par des indicateurs économiques préoccupants, a entraîné une ruée sur le dollar.

Le sous-secrétaire au Trésor, Osman Unsal, a tenté de calmer les esprits. « Ceci est pure spéculation. Nous n'avons aucun

problème de devises, a-t-il déclaré. Avec 18 milliards de dollars, nos réserves internationales sont plus élevées que jamais. » Malgré une économie dynamique (7 % de taux de croissance annuelle), la Turquie souffre d'une très forte hausse des prix (70 % par an), d'un déficit budgétaire abyssal (l'équivalent de 16 % du PNB) et d'une envolée de la dette extérieure. Malgré ses efforts, M<sup>me</sup> Ciller, le premier ministre, une économiste de formation, n'est pas parvenue à accroître suffisamment les revenus pour boucher les trous d'un secteur public hypertrophié tout en finançant la lutte contre les séparatistes kurdes, qui risquent d'absorber un cinquième du budget de l'État en 1994.

M. Komili, le président du patronat turc, a demandé un programme d'austérité, mais, à l'approche des élections municipales, prévues en mars, la capacité d'action du gouvernement risque d'être limitée. - (Corresp.)

Libération - 20 janvier 1994

**MARC KRAVETZ**

## Aider les démocrates kurdes

La dernière fois qu'on a entendu parler des Kurdes, c'était à propos de la rafle lancée par les services de M. Pasqua contre les sympathisants du PKK (ou supposés tels) en France, grâce à quoi notre pays avait échappé à une grave menace terroriste. C'était en vérité une sorte de mascarade, et les suites, s'il y en a, il faudra les chercher en Turquie, un commissaire de police français ayant eu la délicatesse de transmettre les noms et les adresses des «suspects» à ses collègues d'Ankara. Ce qui peut advenir du coup aux familles et aux proches vivant au pays n'est évidemment pas du ressort de la police française.

Pourquoi en reparler aujourd'hui? Tout simplement parce qu'en Turquie la situation ne cesse d'empirer et que, contrairement à l'idée complotisamment répandue sous nos climats, elle ne se résume pas à l'escalade de la violence entre l'armée turque et le PKK, selon le cycle infernal et universellement éprouvé du terrorisme et de la répression. Pour en savoir plus, il suffit d'écouter ce qu'ont à dire les parlementaires kurdes de Turquie qui effectuent une tournée en Europe et se trouvaient en France ces jours-ci.

Cette délégation est composée de députés du DEP, le «Parti de la démocratie», le plus influent dans les régions kurdes de Turquie, qui compte 17 membres au Parlement d'Ankara. En fait ils étaient 18 après les dernières élections mais l'un d'entre eux a été assassiné en septembre, comme du reste 66 di-

rigeants et militants de ce parti.

Le DEP est aujourd'hui en grand péril. Une procédure constitutionnelle est en cours qui devrait conduire à son interdiction, ce qui aurait pour conséquence la déchéance automatique des 17 membres du Parlement représentant ce parti. Sans attendre les conclusions de cette procédure, qui pourraient intervenir dans plusieurs mois, la commission légale et constitutionnelle du Parlement a d'ores et déjà procédé à la levée de l'immunité parlementaire de 5 des 17 députés du DEP au nom de l'article 125 du code pénal turc, qui prévoit la peine de mort pour le crime de «séparatisme».

Mais attention, le séparatisme selon la loi turque n'a rien à voir avec la revendication de l'indépendance. Le crime existe dès lors qu'un quidam ose prétendre qu'il pourrait y avoir une population autre que turque en Turquie.

C'est ce qui est arrivé précisément au député de Mardin, Ahmet Turk, membre de la délégation, l'un des cinq dont l'immunité a été levée au titre de l'article 125. Il fait l'objet de quatre chefs d'inculpation, tous relatifs à des propos tenus en public, à Ankara ou à Washington, et dans lesquels le parlementaire évoquait la situation des Kurdes de Turquie avec des formulations aussi subversives que par exemple: «Les peuples turc et kurde sont frères» ou bien «les enfants kurdes devraient avoir le droit d'étudier dans leur

propre langue.» Cela suffit à faire de M. Ahmet Turk un député en sursis et un futur accusé passible de la peine de mort.

Mais M. Turk n'a pas fait le voyage en Europe pour se plaindre. Avec ses collègues, il essaie de convaincre les partis politiques, les associations humanitaires, les parlements ou les gouvernements européens d'envoyer des observateurs en Turquie à l'occasion des élections municipales qui doivent se tenir en mars. L'enjeu est considérable. Si les élections sont régulières, le DEP a de fortes chances d'emporter nombre de municipalités dans le Kurdistan de Turquie. Or, le DEP préconise une solution politique à la question kurdo-turque, ce que refusent primo l'armée turque, à laquelle le président du conseil turc, M<sup>me</sup> Tansu Ciller, a donné tout le pouvoir dans les régions troublées – en particulier pour contrôler les opérations électorales –, secundo le PKK qui n'y trouverait pas forcément son compte et préconise le refus de vote. On pourrait donc en conclure que, dans l'intérêt non seulement de la population kurde mais aussi de la partie turque et de l'image démocratique que la Turquie entend donner au monde, il serait de bonne politique et conforme à une certaine idée de la morale internationale de répondre positivement à la demande des parlementaires kurdo-turcs. On pourrait même y voir un moyen efficace de lutter contre les tentations terroristes en s'attaquant aux racines du mal.

Pour le moment il n'y a pas de réponse. Mais au moins on ne pourra pas dire que la question n'a pas été posée.

LE LIEN HORTICOLE

20 janvier 1994

## ■ Aide aux agriculteurs du Kurdistan

L'Association Aide aux agriculteurs du Kurdistan d'Irak (La Martinière - 50450 Hambye) qui a réalisé deux projets en 1993, à savoir, réalisation d'une pépinière à Dohuk, grâce à des dons de 70.000 jeunes plants (pommiers, poiriers, pêcheurs), distribution de 45 kg de semences (choux, carottes, aubergines, oignons, poireaux, laitue) offertes par des sociétés productrices de graines, recherche pour ses nouvelles actions...

- Graines et jeunes plants : pommiers, poiriers, pruniers, pêcheurs.
- Semences : lentilles, pois chiche, pomme de terre, coton, tournesol, tomate, pastèque, haricot vert, concombre, fève, oignons, courgette, radis, carotte, aubergine, navet, melon, haricot blanc, betterave, chou, chou-fleur, sésame, poivron, lentille noire, riz et orge, blé, luzerne (aliment pour le bétail).
- Engrais : phosphates (engrais simple, engrais composés).
- Produits phytosanitaires : fongicides, insecticides, herbicides.
- Produits vétérinaires : antibiotiques, médicaments gastro-intestinaux, médicaments respiratoires, vitamines, hormones, vermifuges, vaccins (peste, variole, brucellose, fièvre aphteuse et charbonneuse, etc.), besoins pour les inséminations artificielles (gants de fouille, etc.) et instruments (ciseaux, seringues, stérilisateurs, microscopes, etc.).
- Matériel pour un centre d'apiculture ; équipements et instruments pour les apiculteurs, matériel pour la ruche.
- Besoins pour un élevage de poules pondeuses : poussins d'un jour, aliment, médicaments et vaccins, antibiotique, etc.
- Matériel agricole usagé.
- L'université de Soulaïmaniyah recherche pour sa Station expérimentale 2 stations de pompage, des tracteurs, charrues, pulvérisateurs, pesticides et citernes.

**AMNESTY INTERNATIONAL**

4, rue de la Pierre Levée  
75011 Paris

NEWS11/12/94  
EUR 44/WU 03/94  
21 janvier 1994

SF 94.M.024

**EXTERNE**  
*Informations hebdomadaires*

**TURQUIE.**

**Amnesty International craint pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile iraniens et irakiens**

Amnesty International est préoccupée par des informations récentes qui font état d'une dégradation de la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile iraniens et irakiens en Turquie.

Ces dernières semaines, les autorités turques ont expulsé des demandeurs d'asile iraniens dont les dossiers étaient en cours d'examen par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Un réfugié iranien a par ailleurs été tué dans des circonstances qui portent à croire que des agents iraniens ont pu participer à son exécution. Il s'agit du troisième opposant politique iranien tué en Turquie depuis la mi-93. Un certain nombre d'irakiens ont également été refoulés récemment vers le nord de l'Irak ; certains d'entre eux, reconnus comme réfugiés par le HCR, étaient en instance de réinstallation dans des pays tiers.

Au début du mois de janvier, deux demandeurs d'asile iraniens qui avaient sollicité la protection du HCR en Turquie, ont été emmenés à la frontière iranienne par la police des frontières turque, et expulsés. Les demandeurs d'asile iraniens ne sont pas en sécurité en Turquie, et ils sont harcelés par les autorités de ce pays : ils risquent notamment d'être incarcérés et menacés de reconduite à la frontière iranienne. Au cours des deux dernières années, plusieurs Iraniens, dont certains avaient été reconnus comme réfugiés par le HCR, ont été rapatriés en Iran contre leur gré ou ont failli l'être.

Il y a une quinzaine de jours, un réfugié iranien a été tué en Turquie dans des circonstances qui laissent à penser qu'il a pu être exécuté par des agents du gouvernement iranien. Le 4 janvier, Taha Kermanj, un dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (commandement révolutionnaire), a été abattu non loin de son domicile à Çorum. Cet homme avait fui le nord de l'Irak au début de 1993 pour se réfugier en Turquie après avoir, semble-t-il, été menacé de mort par des agents du gouvernement iranien. Reconnu comme réfugié par le HCR, il était en instance de réinstallation dans un pays tiers.

Les craintes pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile iraniens se sont renforcées en 1992, lorsque les gouvernements turc et iranien ont signé un protocole relatif à la sécurité de leur frontière commune et aux activités des groupes d'opposition. Amnesty International craint qu'en vertu de ce protocole, la Turquie ne refuse sa protection à des Iraniens risquant d'être victimes de violations des droits de l'homme dans leur pays. L'Organisation avait exprimé son inquiétude aux autorités turques au moment de la signature du protocole.

Ces dernières semaines, un grand nombre d'Irakiens – 200 selon certaines sources – parmi lesquels figuraient des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus comme tels par le HCR, ont été rassemblés par les autorités turques au motif qu'il s'agissait d'immigrants « clandestins » et refoulés vers l'Irak. Le gouvernement turc considère que, le nord de l'Irak étant contrôlé par les autorités kurdes, tous les réfugiés irakiens peuvent y être renvoyés en toute sécurité. Un certain nombre d'assassinats politiques ont toutefois été commis dans cette région en 1993. Un dirigeant du Parti communiste des travailleurs irakiens figure au nombre des victimes. Plusieurs membres de mouvements politiques de gauche actifs dans le nord de l'Irak se sont réfugiés en Turquie depuis quelques mois, et ont été reconnus comme réfugiés par le HCR.

Amnesty International a écrit à plusieurs reprises, notamment à la fin de décembre 1993, aux ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères turcs pour exprimer sa préoccupation quant aux expulsions de réfugiés. Elle a demandé aux autorités turques de prendre des mesures fermes pour empêcher toute nouvelle expulsion de réfugiés et de demandeurs d'asile dont le cas est en cours d'examen par le HCR, ou qui risquent d'être victimes de violations graves de leurs droits fondamentaux s'ils sont renvoyés dans leur pays d'origine contre leur gré. Le principe internationalement reconnu de non-refoulement, énoncé dans la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, interdit le refoulement de réfugiés vers un pays dans lequel ils risquent d'être victimes de violations des droits de l'homme. Ce principe de droit est reconnu par la communauté internationale comme s'appliquant à tous les États, qu'ils soient ou non partie à la Convention de 1951. Le Comité exécutif du HCR, dont la Turquie est membre, a adopté plusieurs conclusions qui rappellent que le principe fondamental de non-refoulement doit être scrupuleusement respecté en toutes circonstances.

Amnesty International craint que ces événements ne démontrent clairement que la Turquie ne peut actuellement en aucun cas être considérée comme un pays sûr pour les demandeurs d'asile en provenance d'Iran ou d'Irak. Cette situation suscite une profonde inquiétude quant à la protection des demandeurs d'asile en Turquie.

Ouest France - 20 janvier 1994

**« Une terre humaine » : campagne pour les Kurdes**

Le collectif sarthois d'associations de solidarité internationale « Une terre humaine » s'associe à l'action du mouvement « Agir ici » en faveur des Kurdes. Il s'agit d'une campagne de cartes postales à envoyer aux élus, avant la fin janvier, avec deux objectifs : obtenir la création d'un groupe d'études parlementaire sur la question kurde ; demander au

gouvernement qu'il ne livre à la Turquie les vingt hélicoptères prévus qu'à la condition que ce pays s'engage à ne pas utiliser ces armes contre la population civile kurde. Précisions et cartes aux adresses suivantes : André Jallot, 23, rue Van-Vooren, 72000 Le Mans, tél. 43 23 32 29 ; Françoise Simon, la Maison-Neuve, 72210 La Suze, tél. 43 77 32 21.

**Kurdes : la Belgique résiste aux pressions**

La guerre qui déchire le Kurdistan turc vient de faire une apparition remarquée... en Belgique. Une réunion de cent cinquante intellectuels kurdes, dans une salle située dans le quartier turc de Bruxelles, provoquait un week-end d'émeutes au début du mois de janvier. Les autorités belges ont exprimé des doutes sur le caractère « spontané » des incidents qui auraient été attisés — sinon provoqués — par les « Loups Gris », organisation d'extrême droite turque qui a aussi des liens avec l'ambassade. Ces incidents ont donné à la réunion des Kurdes un écho inespéré : contacts avec la presse et avec le monde politique belge, reportages dans les médias... la population belge découvrait à la fois l'oppression économique et culturelle des Kurdes de Turquie, l'existence d'une lutte armée menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la politique de « terre brûlée » pratiquée par l'armée turque, mais aussi la présence des « Loups Gris » en Belgique. Et l'on apprenait avec stupéfaction que la façade culturelle de cette organisation était subsidiée par les pouvoirs publics jusqu'à l'année dernière... Profitant du sommet de l'Otan de Bruxelles, M<sup>me</sup> Ciller, Premier ministre turc, a demandé à son homologue belge d'interdire le PKK, comme la France et l'Allemagne l'ont déjà fait. M. Dehaene a poliment refusé, tout en conseillant à sa collègue de chercher une solution politique au problème kurde, et d'appliquer les principes internationaux de respect des minorités. C'était exprimé avec diplomatie, mais un parlementaire social-chrétien a été beaucoup plus direct, en déclarant à la télévision : « Si mon peuple était traité comme le sont les Kurdes, moi aussi je prendrais les armes ».

L'Humanité - 21 janvier 1994

**Aider la Turquie est criminel**

**H**ALUK GERGER, économiste turc, a répondu à nos questions sur l'aggravation de la guerre au Kurdistan.

**Comment jugez-vous la situation actuelle ?**

Elle s'aggrave. La torture est en progression constante, les meurtres par des « équipes spéciales » et les disparitions également. Tout cela est dénoncé par

les associations des droits de l'homme.

**Que pensez-vous de la chasse aux Kurdes en Europe, notamment en France ?**

Le gouvernement Français est en partie responsable de ce dont je viens de parler. En fournissant des armes au gouvernement turc, il encourage la répression. Ce serait mieux de ne rien faire, ce serait plus respectueux pour nous.

● **A L'OCCASION de l'attentat perpétré le 17 janvier dernier, à Stockholm, au domicile de M. Aboubakir (Kamuran) Hedayati, personnalité connue pour son appartenance au Comité du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde tient à témoigner sa solidarité à la communauté kurde et, au-delà, à l'ensemble des forces démocratiques iraniennes victimes d'une brutale et sanglante répression.**

Il tient également à dénoncer vigoureusement les méthodes barbares employées ou encouragées par les autorités iraniennes contre ses opposants. Pour la seule ville de Paris, pas moins de neuf opposants ont été assassinés entre 1979 et 1992, sans compter les nombreuses victimes non iraniennes se trouvant sur les lieux. Il estime que toute complaisance à l'égard du régime dictatorial iranien est inadmissible et lourde de conséquences pour le présent et pour l'avenir.

Dans cet esprit, le Comité de défense tient à rappeler au gouvernement français son devoir de protection et, éventuellement, d'assistance aux opposants au pouvoir de Téhéran qui ont été contraints de s'exiler dans notre pays.

**Le PKK est-il une organisation terroriste ?**

Selon moi, le PKK n'est pas une organisation terroriste, c'est un parti politique. D'ailleurs, il veut des élections sur l'avenir du Kurdistan, ce qui est une solution pacifique. Le peuple kurde voudra-t-il le fédéralisme ? C'est à lui de se prononcer. Pourquoi le gouvernement a-t-il peur de demander l'avis du peuple kurde ? Les Kurdes sont une très vieille société paysanne, qui vivait sous la répression. Leur prise de conscience s'est accélérée : ils ont revendiqué le droit de parler leur langue et découvert qu'ils possèdent une identité nationale et des droits. Il les revendiquent et cela a entraîné la répression que l'on connaît aujourd'hui. Si on ne fait rien, c'est à un véritable génocide que l'on assistera.

**En un an, j'ai l'impression que cela s'est déjà aggravé...**

Oui, car le gouvernement sait qu'il a peu de temps pour éradiquer le PKK. Il profite de l'aide des pays européens et du fait que la communauté internationale ferme les yeux sur la répression. Mais cela n'aura qu'un

temps. La guerre menée est bien une guerre entre le peuple kurde et l'état turc. La violence est terrible. L'armée va dans les villages et les détruit sous n'importe quel prétexte. Le PKK est comme un poisson dans l'eau. Si vous voulez tuer le poisson, vous devez retirer l'eau du bocal. C'est le sens de la répression. Mais le gouvernement ne peut ni gagner la guerre ni supprimer le soulèvement. Il peut seulement aggraver le bain de sang et prolonger la guerre avec l'aide de pays comme la France.

**Comment réagit la population turque ?**

La société turque n'est pas politisée. Elle est assez militariste, voire chauvine. La guerre heurte le sentiment national turc. Jusqu'à présent, il n'y a pas trop de ressentiment anti-kurde. Mais le gouvernement a du mal à payer l'effort de guerre. C'est pourquoi nous espérons que l'aide à la guerre de pays comme la France cessera, afin que prévale une solution pacifique.

Propos recueillis par  
**MARCEL BOIXIERE**

FRA0245 4 I 0186 TUR /AFP-CQ56

Turquie-Kurdes

14 rebelles et un militaire tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 21 jan (AFP) - Quatorze rebelles et un militaire ont été tués mercredi lors de combats dans le sud-est anatolien entre forces de l'ordre turques et maquisards kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a annoncé vendredi la préfecture de Diyarbakir.

Treize rebelles kurdes ont été abattus mercredi lors d'un accrochage dans la région de Hizan, province de Bitlis (sud-est), par les forces turques, indique un communiqué de cette préfecture chargée de la coordination de la lutte contre le PKK.

Un soldat turc a trouvé la mort lors de cet accrochage. Un autre militant armé kurde a été tué dans la région d'Elazig, indique le document.

Par ailleurs, le "responsable du PKK pour le mont Ararat" (est, près de la frontière avec l'Arménie) a été tué lors d'une opération militaire jeudi près du village d'Alican dans la zone frontalière, a rapporté vendredi l'agence turque Anatolie.

Le bilan annoncé vendredi par la préfecture de Diyarbakir porte à 218 le nombre de tués en janvier.

CE/hc/dfg/br

AFP 211329 JAN 94

République des Pyrénées  
21 janvier 1994

# LEURS

GAD

## LE MALHEUR D'UN PEUPLE

Il s'agit, évidemment, du peuple kurde dont la misère dépasse celle de tous les autres, un peuple soumis à une **barbarie** dépassant celle du haut Moyen Age, pire encore que ce qui opprime les Indiens d'Amérique latine un demi-millénaire après le débarquement de Christophe Colomb.

Situons-nous d'abord. Le Kurdistan est situé à l'un des carrefours du monde. C'est un immense plateau coupé de montagnes, grand comme la France où, quelques siècles avant J.-C., leurs ancêtres, les Mèdes, se retiraient pour échapper à l'invasion mongole.

Unité de race donc et quasi-unanimité de religion: musulmans sunnites à 80%. Une langue bien à eux le Kurmandji parlé par les deux-tiers des habitants.

Combien sont-ils? Chiffre imprécis car ils sont répartis et dispersés: Turquie 12 millions; Iran, 6,6 millions; Irak, 4 millions; URSS, Liban et Occident, 2 millions, soit un total de **25 millions environ**. Rassemblés ils se placeraient dans le premier tiers des Etats du monde.

Ils ont, en surplus, une chance devenue malchance. En 1879, le géologue autrichien Tiertze découvre à Kirkous (Irak) un **gisement de pétrole**, puis les

Anglais en trouvent un autre et les grands trusts se partagent l'or noir (Turkish Petroleum, British Petroleum, Anglo-Persian Oil, Shell). L'économie efface la politique et surtout la justice.

Et pourtant, profitant de ces bonnes intentions qui suivent les guerres, les diplomates du **Traité de Sévres** (1920) isolent les terres arabes de l'empire turc, créent les mandats anglo-français sur la Mésopotamie et la Syrie et, moyennant le pétrole de Messoul, on promet au cheikhs kurdes la **création d'un Kurdistan autonome**...

Soixante-quinze ans après c'est contre cette autonomie que des Etats politiquement différents mais tous autoritaires se battent. Les Kurdes sont les victimes des alliances comme de leurs reniements. Ils ont le choix entre se soumettre et partir. On estime à 600.000 ceux qui se sont réfugiés en Europe... Combien d'autres campent dans les monts inhospitaliers des zones frontalières. Un parti révolutionnaire, le PKK

(Marxiste d'inspiration) mène la lutte par les seuls moyens du terrorisme. **En Irak comme en Turquie la répression est cruelle.**

Que peut-on espérer? Dans l'état actuel des choses, pas de solution réalisable. Mais il ne faut pas oublier que le problème de la paix au Moyen Orient n'est pas seulement celui de la Palestine. Un jour ou l'autre, sous la pression des grandes puissances ou en dehors d'elles, on envisagera **« un nouvel équilibre du Moyen Orient »**. Il faudra penser que les Kurdes ont un droit à l'**existence préalable**. Il ne sera pas facile à obtenir car tous les Etats concernés ont des prétentions territoriales et, bien d'autres, des intérêts liés au pétrole. Mais qui sait si, un jour, les USA, d'une part, la Russie stabilisée, de l'autre, n'auront pas en commun une volonté d'assurer la paix des trois continents.

Il ne faut pas que les Kurdes renoncent à l'espoir, la justice exige leur liberté.

GAD

# In 'Kurdistan,' a Dream Takes Shape

By John Darnton

New York Times Service

ARBIL, Iraq — High in the treeless plateaus and snow-capped mountains of northern Iraq, Kurds are rebuilding their devastated towns and villages and drawing them together into a de facto state that stops just short of nationhood.

Almost three years after they rose up in the wake of the Gulf War and were crushed by the forces of President Saddam Hussein, close to 4 million Kurds live an autonomous, but precarious, existence.

They are dependent on \$145 million in annual emergency aid through the United Nations. Their lives are shielded by U.S., British and French planes that fly daily over a protected zone north of the 36th parallel to keep Iraqi troops at bay. And they are beset by internal strains and divisions, including a fundamentalist Islamic movement said to be sponsored by Iran.

Neighbors on all sides, including Syria, Turkey and Iran, feel threatened by their own Kurdish minorities, and so a strong independent Kurdish state whose borders are internationally recognized is a long way from reality.

Still, the nascent quasi-state of "Kurdistan," a dream of the Kurdish people for 75 years, is inexorably taking shape.

The Iraqi Kurds have an elected parliament evenly divided between two rival parties. They have kept 24 hospitals and smaller clinics running, despite shortages of drugs and spare parts for machines. They have a court system, a police force, and a 36,000-strong army formed from an uneasy merger of the two main groups of guerrilla fighters.

They run nearly 1,500 primary and secondary schools and have added a second and a third university. Some instruction is in the once-forbidden Kurdish language.

"We are proud of our achievements so far, but we still live under mortal threat from the Iraqi troops," Massoud Barzani, the 47-year-old tribal leader and head of the Kurdish Democratic Party, said in a recent interview.

He listed the Kurds' problems. There is the "double embargo," meaning the international sanctions imposed against Iraq and within that an internal embargo by Baghdad to undermine the Kurds' economy. In addition there is "the terrorist campaign launched against us by Baghdad" and the shelling from the Iraqi lines, where tens of thousands of troops are encamped within sight, and shelling from Iran, which is aimed at Iranian Kurds inside Iraq.

"Also," he said, "we suffer from regional tensions and a worsening economic situation and living standards, which threaten our stability."

But somehow the Kurds' quasi-state keeps on going. Already, it has lasted longer than the only state the Kurds have ever had, the Mahabad Republic in Iran after World War II, which survived for 11 months.

"Two years ago there were regions with no sign of life," Mr. Barzani said. "Now there are thriving villages."

He goes to great lengths to insist that "Kurdistan" is not a secessionist state. Rather, the goal, at least for now, is to create a truly autonomous region within a federation, and to work for the overthrow of Mr. Saddam and the installation of a democracy in Baghdad.

"We recognize the territorial integrity of Iraq," he said.

Emblems of nationalist sentiment are played down. True, the portraits of Mr. Saddam have been taken down and replaced by murals of guerrilla martyrs. But Kurdish flags do not fly over buildings. There is no Kurdish currency or passport stamp. Many Iraqi laws are still in place.

There is a sense of play-acting to this, however. Everyone knows that the elaborate show of limited aspirations is intended to assuage the fears of neighboring countries, which have Kurdish populations of their own and fear insurrection.

The Kurds, who number about 20 million, are clustered mainly in the border areas of northern Iraq,

Syria, southeastern Turkey and western Iran. Their resistance to outside domination is legendary.

For the Iraqi Kurds, Turkey is the lifeline. It has the only connection with the outside world, a road that winds through the plains and foothills of southeastern Turkey and crosses the Iraqi border at Habur. Virtually every other land route into the region is closed.

Turkey, which has 10 million Kurds, is struggling to quash a Kurdish independence movement that is waging a campaign of violence.

To keep their own region alive, the Iraqi Kurds have been cooper-

ating with Turkish forces to expel Turkish Kurds from camps from the mountainous border area, a move that disturbs some of them since it sets Kurd against Kurd.

"We have to be realistic," said Hoshyar Zebari, spokesman for the Kurdish Democratic Party. "We are totally dependent on one route from Turkey. We have to search out the middle ground. That's why we seek a balance between Kurdish rights and autonomy and the territorial integrity of Iraq."

But in discussions with many Kurds, that balance drops away.

"What do I want for Kurdistan?" said Jwan Rshad, a 21-year-old student at the University of Salahaddin. "Simple: Independence."

The Kurdish region in Iraq is a breathtaking juxtaposition of sharp mountains and rounded rolling hills, brown and green, thrust high into the sky. The towns and cities are bustling. Narrow streets are crowded with honking cars.

But the scars from Iraq's response to the 1991 uprising and from an earlier decade of suppression by Baghdad can be seen everywhere. More than 4,000 villages and hamlets have been destroyed.

INTERNATIONAL

HERALD TRIBUNE,

SATURDAY-SUNDAY,

JANUARY 22-23, 1994

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0110 4 I 0125 TUR /AFP-GY41

Turquie-Kurdes

16 personnes tuées par des rebelles kurdes en Anatolie

ANKARA, 22 jan (AFP) — 16 personnes dont 12 femmes et enfants ont été tuées vendredi soir dans la province de Mardin (sud-est) par des rebelles kurdes de Turquie, a annoncé samedi la chaîne de télévision turque TRT1.

Des "terroristes" (dénomination officielle pour désigner les maquisards kurdes du Parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan, PKK) ont mitraillé un groupe de personnes dans le hameau d'Ormançik, près de la sous-préfecture de Savur dans la province de Mardin, à la frontière avec la Syrie, selon la même source.

12 femmes et enfants ainsi que 4 "protecteurs de village" (miliciens pro-gouvernementaux) ont été tués, selon la TRT1.

ce/nev/br

AFP 220938 JAN 94

FRA0344 4 GI 0342 FRA /AFP-IY35

France-Kurdes

Assignation à résidence d'un responsable du Comité du Kurdistan

PARIS, 22 jan (AFP)- Azad Dere, un Kurde responsable du Comité du Kurdistan en France, a été interpellé jeudi à Paris et assigné à résidence dans un hôtel de la petite commune de Saint-Juéry (Tarn), a-t-on appris samedi auprès du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples).

Azad Dere faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion, signé par le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua le 30 décembre, a-t-on indiqué de source autorisée.

Selon le militant kurde, joint par téléphone par l'AFP, il a été interpellé jeudi par des policiers des Renseignements généraux de la Préfecture de police, alors qu'en compagnie d'une délégation kurde venue de Turquie à qui il servait d'interprète, il se rendait au Comité d'informations du Kurdistan, rue Lafayette à Paris.

"Mes activités en France sont parfaitement légales, j'ai une carte de séjour valable jusqu'en 2003", s'est insurgé Azad Dere, qui estime que son arrestation a été opérée sur pression des autorités d'Ankara.

Selon lui, les policiers l'ont assigné à résidence "en attendant de trouver un pays acceptant de l'accueillir après son expulsion de France".

Le 18 novembre, une vaste opération de police avait été dirigée contre les milieux kurdes soupçonnés d'appartenir au PKK (Parti des travailleurs kurdes, en lutte armée contre Ankara) et plusieurs dizaines de personnes avaient été interpellées. A cette date, Azad Dere, selon ses déclarations, assistait à une session du Parlement européen à Strasbourg et était passé à travers les mailles du filet.

16 Kurdes, interpellés lors de cette rafle, sont toujours en détention dans les prisons de Fleury-Mérogis et de la Santé et trois autres sont, eux aussi, toujours assignés à résidence en province.

Dans un communiqué, le MRAP, "demande la libération immédiate d'Azad Dere, met en garde contre toute mesure d'expulsion à son encontre et s'indigne de ce nouvel acte de complicité (avec Ankara) qui déshonore la France".

pf/eb

AFP 221846 JAN 94

gamk - 22-23 janvier 1994

## Le "responsable du PKK pour le Mont Ararat" aurait été tué, selon l'Agence Anatolie

Les affrontements entre rebelles kurdes et armée turque, dont le champ d'action avait été longtemps limité au sud-est anatolien, se rapprochent sensiblement depuis un peu plus d'un an des frontières turco-arméno-iraniennes. Un facteur géographique qui alimente bien évidemment les spéculations turques sur l'aide apportée aux rebelles du PKK par une Arménie qui serait à la fois leur sanctuaire, leur base arrière et leur camp d'entraînement - le conflit du Karabagh-, et qui permet par ailleurs à Ankara de maintenir dans cette zone stratégiquement sensible, un très

important dispositif militaire, toujours sur le pied de guerre, tout en justifiant son blocus de l'Arménie, les voies de communication vers Erévan passant par une région placée sous état d'urgence et déclarée zone de guerre. Dernièrement, de violents combats avaient opposé les soldats turcs aux rebelles kurdes, réfugiés sur le Mont Ararat. Selon l'agence turque Anatolie, le "responsable du PKK pour le Mont Ararat" aurait été tué jeudi lors d'une opération militaire près du village d'Alican, dans la zone frontalière avec l'Arménie.

Par ailleurs, quatorze combattants kurdes et un militaire turc auraient été tués mercredi lors de combats dans le sud-est anatolien, lors d'accrochages dans les régions de Bitlis et d'Elazik. Un dernier bilan, établi vendredi par la Préfecture de Diyarbakir, chargée de la coordination de la lutte contre le PKK, portait à 218 le nombre de tués depuis le début du mois de janvier.



## Ankara exerce des pressions avant les élections municipales

Cinq députés d'origine kurde sont en mauvaise posture en Turquie. Il y a une vingtaine de jours, la commission judiciaire de l'Assemblée nationale, à Ankara, a voté la levée de leur immunité parlementaire. Pour être exécutive, la résolution devra être adoptée en séance plénière par le Parlement. Ils seront alors passibles de la peine capitale.

Ahmed Türk, Hatip Dicle, Leyla Zana, Mahmud Alinak et

Orhan Dogan sont accusés d'avoir violé l'article 125 du Code pénal qui punit les « atteintes graves à l'intégrité territoriale de la patrie et à l'unité de la nation ». « On me reproche d'affirmer la réalité kurde dans le pays et de demander une solution démocratique aux revendications de mon peuple », explique Ahmed Türk, un grand propriétaire terrien originaire de Mardin, au sud-est de la Turquie, de passage à Paris.

Les cinq députés appartiennent au Parti de la démocratie (DEP) qui compte 17 élus à l'Assemblée nationale, tous kurdes, et qui a repris le flambeau du HEP, une formation dissoute en 1993 pour son militantisme prokurde. Le DEP a décidé de

participer aux élections municipales qui se dérouleront le 27 mars prochain en Turquie. A cette occasion, les autorités ont enjoint aux principaux partis turcs, qui se livreront une bataille sévère dans le reste du pays, de s'unir dans un front anti-DEP dans le Sud-Est où la population est majoritairement kurde.

La menace qui pèse sur Ahmed Türk et ses collègues est à replacer dans ce contexte électoral. Le DEP et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), guérilla sécessionniste qui exerce une forte influence sur certains députés kurdes, ont fait du scrutin municipal un test de leur implantation dans les provinces à population

kurde. Ankara n'est pas dupe et a pris l'offensive. « Le pouvoir a décidé qu'il n'y aura pas de bureau de vote dans chaque village, obligeant les habitants à se déplacer là où les milices gouvernementales sont plus fortes, s'indigne Ahmed Türk. Des soldats seront en outre présents dans tous les bureaux de vote. »

Le DEP demande l'envoi d'observateurs internationaux pour surveiller le scrutin. Jeudi, les ministres des affaires étrangères britanniques et allemand, en visite à Ankara, ont invité la Turquie à lutter contre le terrorisme « dans le respect de la démocratie ».

Jean-Christophe PLOQUIN

## « La France doit respecter scrupuleusement le droit d'asile »

### INTERVIEW

Patrick Devedjian

Député RPR

Avec plusieurs députés de la majorité et de l'opposition, vous demandez la création, à l'Assemblée nationale, d'un groupe d'étude consacré à la question kurde (1). Pourquoi ?

Patrick Devedjian : Comment expliquer que les Palestiniens, qui sont 4 millions, puissent disposer d'un État, et pas les Kurdes, qui sont 25 millions ? Les Kurdes constituent aussi un peuple. Ils ont leur langue, leur histoire, leur culture et leurs traditions. Il est impossible de le nier. Petit à petit, la communauté internationale doit s'habituer à ce que les Kurdes soient écoutés et considérés dans leur identité.

- Pourtant, la France a interpellé, en novembre dernier, une vingtaine de militants kurdes.

- Je reconnais aux militants kurdes le droit d'agir, mais pacifiquement. Ils doivent respecter la neutralité de l'État français et ne pas nuire à ce dernier. C'est une obligation qui s'impose à tous les réfugiés politiques. À l'inverse, il est indispen-



Paris. Le 19 novembre 1993, les Kurdes manifestaient devant Notre-Dame. (Photo Georges Bendrihem/AFP.)

sable que les démocraties respectent scrupuleusement le droit d'asile. Un commissaire de police français aurait, a-t-on dit, communiqué à la police turque une liste d'opposants kurdes vivant en France. Si cela est avéré, c'est profondément inacceptable et ce policier doit être puni. Je demande et j'attends des éclaircissements sur cette affaire.

- Que peuvent faire des députés français ?

- Le problème kurde est complexe. Il met en cause plusieurs États. La définition d'une autonomie kurde est délicate. Mais, notamment en Turquie, les Kurdes subissent une répression extrêmement sauvage. Une répression faite de tortures

et de massacres. Ces exactions, ces atteintes aux droits de l'homme doivent être condamnées par l'ONU, comme par les démocraties et leurs parlementaires.

La Turquie veut rentrer dans la Communauté européenne. Elle doit savoir qu'elle ne le peut que si elle est une démocratie. Or, elle ne l'est pas. La démocratie se mesure, entre autres, à l'attention portée aux minorités.

- Mais, à Paris, le bureau de l'Assemblée nationale ne veut pas d'un groupe d'études sur la question kurde.

- Moi, je persiste à demander la création d'un tel groupe. Et je dis au bureau de l'Assemblée qu'on doit faire pour les Kurdes

ce qui a été fait pour les Palestiniens.

- Condamnez-vous le fait que la France vende des hélicoptères militaires à la Turquie ?

- Il est normal que la France fasse ses affaires. Si elle ne le fait pas, d'autres États se chargeront de la remplacer. Il convient de ne pas sombrer dans l'angélisme.

Recueilli par Antoine FOUCHET

(1) Patrick Devedjian a ainsi répondu positivement à une campagne lancée, le 9 décembre dernier, par plusieurs organisations françaises, dont la Cimade et « Agir ici ». D'autres députés plaident pour un tel groupe : Michel Bouvard et Jean-Pierre Delalande (RPR) ; Pierre Hérisson, Michel Pelchat et Yves Rousset-Rouard (UDF) ; Julien Dray et Martin Malvy (PS) ; Gérard Saumade et Aloyse Warhouver (République et liberté) ; Alain Bocquet (PC).

« Que les députés français forment un groupe de pression »

turkish daily news - Monday, January 24, 1994

# Iraqi Kurds allege atrocities by PUK

*More than 300 people said to be killed in crackdown on Muslim activists in northern Iraq*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Iraqi Kurds claim that over 300 people have been killed in Kurdish-controlled northern Iraq, during a recent crackdown on Muslim activists by Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

A spokesman for the Iraqi Kurdish Patriots Gathering in Turkey issued a written statement on Thursday, saying that Talabani's forces had massacred members of the Islamic Movement and killed many civilians as well.

Describing the operation as "the most horrific and outrageous act against the civilian population of many towns," the spokesman, who asked to remain unidentified, said, "The crime of these people was not that they belonged to the Islamic Movement, but only that they were suspected of being religious, or that their sisters and wives covered their heads according to Islamic law."

Pointing out that such incidents were reminiscent of "the days spent under Saddam's oppressions, which were not too long ago."

The spokesman noted "the very same practices as those of Saddam's hack men were enforced upon innocent civilians and members of the Islamic Movement in places like Suaimaniya, Arbil, Kifri, Kalar, Rawanduz, Koysinjak, Chamchamal, Betwata and Tawela."

In a statement issued on behalf of the Iraqi Kurdish Patriots Gathering, it was stated that "Mosques were attacked and desecrated by PUK forces and the holy Koran was urinated upon. The rugs and carpets of the-

se premises were looted and shops and properties belonging to suspected members also became targets."

Iraqi Kurds said a special execution committee for the killing of prisoners and suspected members of the Islamic Movement was set up, and identified its members as Kosrat Resoul, the prime minister of Iraqi Kurdistan and leading PUK member; Hakim Qhadir, the deputy director of Security; Arsalan Bayiz, the director of PUK-Irbil Headquarters, and Safin Malla Qhara, the director of Security for Irbil.

All of those named were leading members of the PUK and had allegedly received their orders directly from Talabani. The Muslim Kurds also claimed that Jabar Farman, a minister for the armed forces, had ordered that prisoners of war be killed on the spot while he was leading the campaign against Islamic activists.

Muslim activists compared Farman to the "Ali Hassan Majid of Bagdad, who ordered chemical weapons to be used on Halabja in 1988 and is held responsible for the Anfal operations against the Kurds, as well as the massacres in Kuwait."

Noting that more than 300 had been killed in this new campaign, the Kurds gave a list of the PUK victims for various cities.

Those killed and the areas where they had fallen victim were identified as:

KIRFI: Dawoon Salman, Lukman Mohamad, Mulla Jalal Ali, Saeed Abas, Shirzad Ali, Hassan Rafar, Hshimj Mohamed, Nad-

him Mohamed, Abas Mohamed Aziz, Adnan Hakim, Mohamed Rahim, Goran Haydar Rostam, Nawzad Hama Khan, Kadhim Ali Sabah Jasim, Ibrahim Kakamand.

IRBIL: Taha Abdulbaqhi, Fathi Abdulwahid, Miryam Zrar Rasoul, Barzan Hasan Darwish, Murad Ismael, Hussien Ali Jarjis, Abdulhakim Abdulrahman, Dara Sheikh Mohamed, Sirwan Jawhar Qhadir, Hassan Saeed Mustafa, Muzzafar Ahmed Ibrahim, Simko Sabir, Mohamed Jawhar Abdu, Ahmed Abdullah, Abdulmejid Abdulrahman, Amanj Tahir Hassan, Hussien Ismaeel, Umid Omer Rasoul, Ahmed Assad, Nadim Sabri, Rahman Ibrahim Ahmed. BETWATA: Mulla Sharif, Mulla Hassan Babakir, Khidhir Kosari, Omer Sofiani, Mulla Woryia Karkuki, Haja Nabi, Ahmmed Babekir Barzan Koyi.

The Iraqi Kurdish statement claimed that "in these killings, the forces of Sheikh Jafar and Karim Khan were participants, along with elements of the PKK."

"These criminals have once again moved against their own people. Once with Saddam forces and now with Talabani's. We beg you to condemn these atrocities and sever your links with such an organization and its gangsters. We also ask you to send delegations to the area and investigate such claims so that they will not be merely allegations," a statement calling for international attention to the developments said.

## PKK again kills women and children

*Turkish Daily News*

ANKARA- Terrorism has once again taken the lives of women, children and village guards.

On Saturday evening, guerrillas of the outlawed PKK (Kurdistan Workers' Party) attacked the neighboring villages of Ormancik and Akyürek in Mardin province, the Anatolia news agency reported. Four village guards were killed during the attack. Afterwards, the guerrillas threw hand grenades and gas grenades in Ormancik, causing the deaths of 15 people, most of them women and children.

Eight people sustained injuries as a result of the attack and are receiving medical treatment in a Diyarbakir hospital. The regional emergency rule governor's office in Diyarbakir pointed out that two of the guerrillas who attacked the villages were killed by security forces. Security operations are continuing in the area, the office added.

President Süleyman Demirel and Prime Minister Tansu Çiller sent a message of condolence to Mardin Governor Ahmet Kayhan. The regional emergency rule governor, Ünal Erkan, pointed out that some of the children had had their throats cut by the guerrillas during the raid.

Referring to the attacks, Erkan said that some people were killed by hand grenades while others were poisoned. He added that they had determined the location of the guerrillas and would destroy these sites.

Meanwhile, one policeman was killed and four were injured when a group of PKK guerrillas opened fire on Saturday night on public buildings in the southeastern town of Cizre in Sınak, the regional emergency rule governor's office reported. The office added that one guerrilla was killed during the conflict and two others died during security operations. Thirty-four members of the PKK were captured by the security forces in the emergency rule area.

A third person, who was receiving medical treatment in an Ankara hospital following the Jan. 14 bomb explosion on an inter-city bus travelling to Samsun, died on Saturday morning.

# Escalation Again in Turkey

The bulletins never change much from Turkey's long-sputtering war with the Kurdish separatists, but some recent incidents suggest that the intensity level is rising. Kurdish forces recently killed a high-ranking army commander, the government has moved sharply against several news organizations and convicted one editor of "insulting the army," and the 1993 casualty rate was 4,180 people, 1,511 of them civilians — up from about 2,600 the year before and a hefty proportion of the total number, 10,400, killed in the war's nine years.

It is an ominous direction, not just for the obvious reasons why any large-scale escalation of an internal war is ominous (casualties, damage to the economy, continuing human rights depredations, increasing carryover terrorism in Europe by Kurdish groups protesting the Turkish military's strong-arm tactics) but also for a couple of additional reasons peculiar to Turkey. A major one, of keen interest in America and also to the various countries with wars flaring on Turkey's periphery, is the continuing bad effect on Turkish democracy.

Authorities in Ankara have long faced an awkward situation with the Kurdish Workers Party or PKK, which is classified by most governments (including America's) as a terrorist organization and one whose goal, an independent Kurdish state smack in the middle of a wildly unstable area, the Turkish government equates with the dismembering of its own country. But Ankara has also been consistently unable to deal with the rebels, and with the long-standing cultural suppression of Kurds that propels the support for them, without acting in ways that flagrantly break the human rights codes that Turkey has voluntarily signed.

The military government in the southeastern regions has been progressively tightened, and the prime minister, Tansu Ciller, takes a tough line that echoes the generals' but that has not thus far given any indication of solving the problem (nine years being a long test by any definition). That tough line, and the accompanying crackdowns on information about what is happening in the region, have sparked fierce domestic debate over the responsibilities of government and press under such conditions.

The military's visible role is always a sore spot in domestic politics for a country that has so often seen domestic instability end in military crackdowns. Mrs. Ciller's economic programs, badly needed, and the country's fiscal stability in general depend on her being able to keep the military drain on the economy and on the political consensus from getting out of hand. Local elections scheduled for March deserve close attention.

— THE WASHINGTON POST.

L'Humanité - 24 janvier 1994

## Arrestation d'un émigré kurde en France

La police française a arrêté jeudi Azad Dere, un responsable du Comité du Kurdistan en France. Il a été assigné à résidence dans un hôtel de Saint-Juéry (Tarn). Il est sous la menace d'un arrêté d'expulsion, pour « urgence immédiate », daté du 30 décembre dernier. « Mes activités sont parfaitement légales, j'ai une carte de séjour valable jusqu'en 2003 », a déclaré Azad Dere. Il a été interpellé alors qu'il accompagnait une délégation kurde de Turquie composée d'un député du DEP, le Parti démocratique légal, du maire de Kozluk et d'un journaliste d'« Özgür Gündem ». Cette délégation est venue en France pour informer sur la répression perpétrée par Ankara à contre le peuple kurde et demander l'aide des pays démocratiques et des organisations de défense des droits de l'homme. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) demande sa libération immédiate et « met en garde contre toute mesure d'expulsion et s'indigne de ce nouvel acte de complicité (avec Ankara) qui déshonore la France ».

gamk- 24-25 janvier 1994

## La Turquie doit "faire ses devoirs" en matière de démocratie

L'Europe n'est pas prête à accorder un blanc-seing à la Turquie. C'est en substance le message qu'ont adressé à la Turquie l'Allemagne et la Grande-Bretagne, qui, tout en lui faisant part de leur volonté de l'aider à se rapprocher de l'Europe, ont subordonné cette aide à ses efforts sur le plan intérieur, notamment dans le domaine des Droits de l'Homme.

Réunis à Ankara avec leur homologue turc Hikmet Cetin pour des consultations politiques sur les développements dans la région et les futurs liens de la Turquie avec l'Union européenne, les chefs des diplomaties allemande et britannique Klaus Kinkel et Douglas Hurd ont souligné l'importance de l'amélioration de la démocratie en Turquie.

"Nous voulons aider la Turquie à se rapprocher davantage de l'Europe. Quant à la Turquie, elle doit remplir ses devoirs", a déclaré M.Kinkel lors d'une conférence de presse conjointe avec ses deux homologues. "Nous avons fait cette remarque en tant qu'ami", a ajouté M.Kinkel, qui est d'autant plus habilité à le dire que son pays a accédé l'année dernière aux demandes

insistantes d'Ankara d'interdire le PKK en Allemagne.

M.Hurd a réaffirmé de son côté la "sensibilité de l'Europe" à la situation dans le sud-est anatolien. En accord avec M.Kinkel, il a affirmé l'importance d'une lutte "contre le terrorisme dans le cadre de la loi et le respect de la démocratie". Le chef du Foreign Office apportait ainsi pleine et entière satisfaction à Ankara, qui cherche à limiter la question kurde à la "lutte anti-terroriste".

Quant à l'adhésion de la Turquie à l'Europe, elle a été poliment "renvoyée aux calendes grecques", du moins pendant les six mois que va durer la présidence grecque de l'Union Européenne-assumée par Athènes depuis le 1er janvier-, dont la Turquie sait très bien qu'elle ne doit pas attendre une quelconque évolution concernant son dossier toujours en attente. La Turquie frappe à la porte de l'Union Européenne officiellement depuis 1987, mais son adhésion suscite des réticences, et pas seulement chez son rival grec, principalement à cause des nombreux excès et abus enregistrés dans le cadre de la lutte contre la rébellion armée du PKK dans le sud-est anatolien.

turkish daily news - January 25, 1994

# Reshuffle in MIT

*Two deputy chiefs  
of intelligence are  
transferred abroad  
Two directors expected  
to be removed soon*

*Turkish Daily News*

ANKARA- The two deputy chiefs of Turkey's National Intelligence Organization (MIT) were reassigned on Monday and will be serving this intelligence body abroad as of now. Sources said no new appointments had yet taken place to fill the seats of deputy MIT undersecretaries Emre Taner and Ertuğrul Güven. Gu-

ven was reassigned to a major European country whereas Taner will be serving in the Mediterranean region. Their new positions cannot be identified for security reasons. TDN sources said the reshuffle would continue and two of the organization's most senior department chiefs will soon be reappointed as well.

Intelligence sources said there was no change in the position of MIT undersecretary Sönmez Köksal. Köksal was appointed to his position last year after serving his country for years as a veteran diplomat, and there has been speculation since Prime Minister Tansu Çiller took office that he would be removed under pressure from hardliners from the military.

Köksal, Turkey's permanent representative at the Council of Europe and former ambassador to Baghdad, was the first civilian to be appointed as undersecretary of the MIT.

Last June, there were reports that hardline officials in the organization had arranged to undermine his position on the grounds that he represented moderation.

There was speculation that Çiller was prepared to start her reshuffle in MIT by replacing Köksal with an army officer. Many of the MIT's former employees are accustomed to strict military discipline. The organization's headquarters in the Yenimahalle district in Ankara is the second facility in the world where all intelligence operatives live together. The first such example was in the former Soviet Union,

where the State Security Service (KGB) literally controlled the entire daily life of its operatives.

The compound is surrounded by high walls and guarded closely by civilian and military officials armed with machine guns. One of the problems for Köksal since the day of his appointment has been the past role of the organization which he heads in the buildups to military coups.

Despite a law which says the MIT chief is attached to the prime minister and that the organization has no jurisdiction and is authorized only to gather intelligence and/or prevent others from doing the same on Turkey, this has not worked out in the past.

Coming from within the ranks of the military, previous MIT chiefs have always known where their priorities lay. Never have any of them informed the civilian management of military preparations to take over the country. The files

of all of their personnel have always been kept at the Chief of General Staff's office instead of the civilian administration. It is these files that affected their promotions and future appointments. But sources have said that, with Köksal, everything has started to change. Being a career diplomat, he spoke more freely. He always distanced himself from the mainframe military mentality. And, with his highly sophisticated behavior, he managed to work in full harmony with the civilian management.

turkish daily news - January 26 1994

# Political parties uneasy in Southeast as local polls near

*Parties reportedly face problems in finding candidates and in guaranteeing their safety*

*TDN Parliament Bureau*

ANKARA- Political parties, who have launched an intensive campaign for the March 27 local polls, are experiencing major problems in Turkey's southeastern provinces in their search for candidates.

Although party officials deny that there are any such problems, either in finding candidates or in guaranteeing a trouble free election, regional deputies point out that an atmosphere of intimidation and threat surrounds the campaign. While all other parties are fearful of the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) complain that their candidates and potential candidates are under pressure from the security forces.

Due to the PKK's threats against the newspapers and activities of parties other than the DEP, provincial and district organizations of these parties are maintaining a low profile. Officials concerned say that, after the initial choice of candidate, it is impossible to conduct a proper campaign. Parties are uneasy in the Southeast, particularly in Diyarbakır, Şırnak, Batman, Siirt and

İunceli. The senior coalition partner True Path Party (DYP) has announced its candidate for mayor of Diyarbakır -- the current deputy mayor, İnyet Yaka -- but the other parties have not made their selections.

Esat Kırathoğlu, DYP deputy chairman and responsible for party organization, insists that they have not had any problems in finding candidates.

He said that his party would be holding primaries in Mardin, and that they would decide on their candidates for the other provinces of the region in line with the suggestions to come from the various provincial and district organizations. He stressed that all the necessary measures to ensure peaceful elections would be taken by the government. The highest number of seats in the area in the 1991 elections was won by the SHP (the Social Democrat People's Party, currently the junior partner of the ruling coalition), but this party is now having difficulty in finding candidates for mayor. Their potential vote has also been hit by competition from current DEP deputies who had resigned from the SHP after the elections of three years ago.

One SHP deputy claimed that the DEP has recently been singling out the SHP for criticism and that if an election were held under existing conditions, his party would lose a substantial number of votes. According to him, the DYP's chances would be best in the rural areas, the Welfare Party (RP) would fare well in the cities and that the main opposition Motherland Party (ANAP) would be successful in certain specific localities. Şevket Kazan, the deputy chairman of the RP Parliamentary Group, said that previous PKK threats against his party had actually helped RP's chances. He claimed that they would win in all the cities of the region, especially in Diyarbakır, Van, Muş, Bitlis, Şanlıurfa and Mardin.

The campaign would have to be conducted largely on TV, he declared. Evening meetings in either teahouses or private houses were impossible. But the RP had no problem in finding candidates and had not been the victim of any direct pressure from the PKK or the Hezbollah to date.

ANAP Deputy Chairman Ersin Taranoğlu said that his party, too, had no problem in finding candidates and would

shortly be announcing all the names for the southeast region. It had already done so for Van, Muş, Mardin and Şanlıurfa. DEP Deputy Remzi Kartal claimed that his party was the strongest party in the region. Kartal said if the elections were held in a democratic manner, without intimidation, the DEP would cause a major upset. "None of the other parties will have a chance," he said.

But he also claimed that DEP's provincial and district organizations were under intense pressure and that people whose names were brought forward as potential candidates were the subject of threats. DEP candidates would be decided in line with the proposals from the party's district and provincial organizations, he said.

Kartal further claimed that the recent change in the Election Law, which required that there be fewer polling stations in outlying areas, would militate against the DEP.

Although the DEP does not face any difficulty in finding candidates in the southeast, it does have problems in other regions. It is reportedly emphasizing the importance of choosing candidates of Turkish origin for western provinces.

# Turks attack Kurdish camp

## Raid largest in fight with rebels

By Hugh Pope

Los Angeles Times

ISTANBUL, Turkey — More than 50 Turkish F-16 and F-4 warplanes blitzed a Kurdish rebel camp deep inside Iraq yesterday with a barrage of 500-pound to 2,000-pound bombs, the Turkish armed forces said.

The raid was the biggest in Turkey's 10-year struggle with the Kurdistan Workers Party, or PKK, a Marxist group whose aims include an independent state for the 20 million ethnic Kurds in the mountains straddling Turkey, Iran, Iraq and Syria.

"We will bring terrorism (Kurdish separatism) under control in 1994. This is a determined political decision," declared Prime Minister Tansu Ciller, who monitored progress of the raid on big screens at Turkish military headquarters.

## Human Rights Association :

# 54 journalists in prison

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Human Rights Association (IHD) has announced that 54 journalists and writers in this country are in prison for violating laws in their reports and books.

IHD Secretary-General Hüsnü Öndül said in a statement on the issue that all the inmates were imprisoned on the grounds that they had violated the Anti-Terrorism Law, and noted that "the crime of opinion cannot be accepted as a crime."

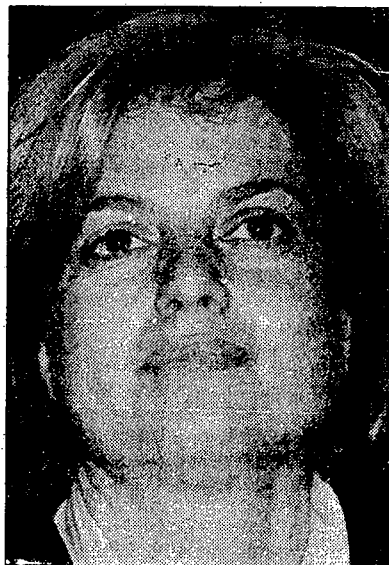
Öndül said his association would be in solidarity with the writers in prison, stressing that even if one writer in a country is imprisoned, there can be no talk of freedom there.

According to a recent report issued by the IHD, writers and journalists currently in prison in Turkey were listed as follows:

Osman Güneş (Emek Dünyası magazine), Hıdır Ateş (Odak magazine), Zana Sezen (Azadi newspaper), Ömer Ağin (writer), Tuncay Atmaca (Emek magazine), Hacay Yılmaz (Emek magazine), Hıdır Batusal (Özgür Gelecek magazine), Naile Tuncer (Devrimci Proleterya magazine), Erdoğan Yaşar Kopan (Devrimci Mücadele magazine), Kemal Bilget (Nevroz magazine), Edip Polat (writer), İsmail Beşikçi (writer), Günay Aslan (writer), Ergün Gümgüm (Hevdam newspaper), Fethiye Pekşen (Devrimci Çözüm magazine), Hikmet Çetin (Deng magazine), Mustafa Çubuk (Emek magazine), Kenan Kalyon (Toplumsal

Dayanışma magazine), Nabi Barut (Zagros publications), Süleyman Bakırman (Tavır magazine), Ahmet Zeko Okçuoğlu (writer), Gülperi Türüz (Alinteri newspaper), Hıdır Guyıldar (Gerçek magazine), Deniz Gezen (Mücadele magazine), Cemal Uç (Mücadele magazine), Hüseyin Solak (Mücadele magazine), Veysel Şahin (Mücadele magazine), Ahmet İbili (Mücadele magazine), Necati Önder (Mücadele magazine), Murat Kırsay (Mücadele magazine), Özcan Yıldız (Mücadele magazine), Gurbetelli Ersöz (Özgür Gündem), Ali Rıza Halis (Özgür Gündem), Serdar Karakoç (Özgür Gündem), Rıza Zingal (Özgür Gündem), Serdar Çaycıoğlu (Özgür Gündem), Namık Alkan (Özgür Gündem), Oğuzhan Ögrük (Özgür Gündem), Şadi Salık (Özgür Gündem), Nizamettin Karacığer (Özgür Gündem), Mehmet Şah Yıldız (Özgür Gündem), Hasan Özgün (Özgür Gündem), M.Sırrı Koç (Özgür Gündem), Cengiz Taş (Özgür Gündem), Mañaf Avcı (Özgür Gündem), Bülent Derik (Özgür Gündem), Özgür Aslan (Özgür Gündem), Gülay Çelik (Özgür Gündem), Ahmet Çaldıran (Özgür Gündem), Ercan Aslan (Özgür Gündem), Mustafa Yıldız, Kemal Şahin (Özgür Gündem), Erkan Aydın (Özgür Gündem) and Sabri Bölek (Özgür Gündem). These writers and journalists were reportedly incarcerated in the prisons of Elazığ, İstanbul, Adıyaman, Iğdır, Ankara, İzmit, Tunceli, Malatya, Bursa, İzmir, Diyarbakır, Erzurum, Urla and Muğla.

Denver Post - January 29, 1994



Denver Post file photo

**Ciller: Prime minister watched strike on large monitors.**

Armed Forces spokesman Col. Dogu Silahcioglu said he could not estimate casualties because the target area was covered to a height of 3,000 feet by a pall of black smoke from an exploding rebel ammunition dump. The Kurdish rebels insisted that the only dead were four Iraqi Kurds from a nearby village.

"We had expected such an attack and had taken precautions," said rebel spokesman Kani Yilmaz.

Iraqi Kurdish spokesman Hoshyar Zibari said two Iranian Kurds, probably smugglers, were killed, and two other civilians injured. At least nine badly wounded PKK guerrillas were taken to a hospital in a town several hours away by foot from the camp, he added.

# Under Assad's Gaze, His Enemies' Enemies Wait

By William E. Schmidt

*New York Times Service*

**DAMASCUS** — For all the talk of peace with Israel and a new and more open relationship with the West, this ancient capital remains a city of shadows and secrets, not only for Palestinian guerrilla organizations but also for both exiled Arab leaders and rebellious Kurds.

They work from offices on the side streets of Damascus, where silent men keep constant watch.

The Syrian capital is home to 10 hard-line Palestinian groups, most of them driven from Beirut about a decade ago, as well as to Kurdish nationalists and Baghdad intellectuals who oppose the Iraqi president, Saddam Hussein, and Shiite Muslims who are foes of the Saudi government.

For the last seven years, the capital has also provided refuge for Ali Nasser Mohammed Hassani, the former president of South Yemen, who fled to Damascus after he was deposed by hard-line Marxists in 1986, and who now often holds court at a restaurant in the city's fashionable Shaalan neighborhood.

To some in the West, tolerance by Damascus for guerrilla groups and political plotters with whom it is sympathetic is evidence that Syria is still supporting organizations that export violence.

It is this relationship that persuades Washington to keep Syria on its list of nations considered participants in state-supported terrorism and to enforce economic sanctions against the country.

But while those ties loom as a major obstacle to improved relations with Washington, diplomats in Damascus say President Hafez Assad is only doing what any shrewd Middle Eastern politician would do, given the constantly shifting Arab politics: offering refuge to the enemies of his enemies, if only because it allows him to keep a closer eye on them.

Syria's internal security forces closely monitor the activities of the array of resistance groups and guerrillas based in the country, from the Popular Union of Kurdistan to the Popular Front for the Liberation of Palestine.

"In recent months, the Syrians have effectively restrained these groups," a European diplomat

said, adding that Syria was restricting their activities to distributing information, including radio broadcasts, and organizing political discussions. They are not allowed to undertake any military activity on Syrian soil.

"But just by having them here, it also gives President Assad a strong card," the diplomat continued. "It gives him the ability to undermine anything he doesn't like."

Syria's future relationships with some of these groups, however, may be on the line as Washington presses Damascus to cut its ties with the hard-liners, especially groups like the Islamic Party of God or the radical Popular Front for the Liberation of Palestine, General Command. Both of them are continuing to carry out military operations against Israel in southern Lebanon and the occupied territories.

At the offices of the Democratic Front for the Liberation of Palestine, a basement warren of small rooms alongside a hairdressers' salon, Daoud Talhamy, the group's urbane spokesman, said it was wrong for the West to blame Syria because there are Palestinian

groups at war with Israel.

"The Palestinian opposition in Damascus, and other places, is part of the political map of the Palestinian people," Mr. Talhamy said. "To force Syria to close us down will have no effect on the struggle, because the real opposition comes from inside the territories themselves, not from an office in Damascus."

Rather than foment intrigues and plot the overthrow of their home governments, some of the Arab political exiles taking refuge in Damascus have recently engaged in what Syrian officials describe as constructive activities.

Sheikh Hassan Saghar, the exiled leader of Saudi Arabian Shiites opposed to the Riyadh government, has used his Damascus base to seek accommodation with the government of Prince Fahd.

In November, Mr. Hassani, the former leader of Southern Yemen, became involved, at the request of officials in Aden, in efforts to mediate growing political tension and violence in his former country, which unified with Yemen, its northern neighbor, in 1990.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0223 3 GI 0194 FRA /AFP-VD52

Police-Kurdes lead

Dix Kurdes interpellés à Marseille au cours d'une opération de police

MARSEILLE, 25 Jan (AFP) — Dix Kurdes, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interpellés mardi matin à Marseille, seraient membres d'un réseau chargé de collecter les fonds pour le PKK sur Marseille et sa banlieue, apprend-on de source sûre.

L'opération de police de mardi fait suite à l'interpellation, lundi à Marseille, d'un homme d'une trentaine d'années, chef présumé du réseau, précise-t-on de même source. Ces collectes de fonds, souligne-t-on encore, n'étaient pas toujours volontaires et donnaient souvent lieu à des extorsions de fonds avec violence.

L'opération de police a été menée par le SRPJ de Marseille en collaboration avec des enquêteurs de la 6-ème division de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), chargée de la lutte anti-terroriste. Les policiers agissaient sur commission rogatoire délivrée par le juge Leloir de Paris, spécialisé dans les affaires anti-terroristes.

On ignore encore le résultat des perquisitions. Les dix militants ont été placés en garde-à-vue à l'hôtel de police de Marseille.

JV/gbo/phb

AFP 251255 JAN 94

Libération - 25 janvier 1994

REFUGIE

## Pasqua assigne un opposant kurde à résidence

**Sous surveillance dans le Tarn, Azad Dered, réfugié politique dirigeant du Comité du Kurdistan, s'insurge.**

L'assignation à résidence devient la pratique préférée de l'administration de Charles Pasqua pour interrompre l'activité de certains groupes étrangers d'opposition établis sur le sol français. C'est ainsi que Saint-Juery, petite localité du Tarn, a vu arriver vendredi Azad Dere qui dirige, depuis son arrivée en France en 1992, le Comité du Kurdistan. Officiellement réfugié politique, possédant une carte de résidence de dix ans, Azad Dere n'avait pas été touché par l'opération de police dans les milieux kurdes soupçonnés d'appartenir au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan en guerre ouverte contre le régime turc. Mais le Comité du Kurdistan avait été dissous par Charles Pasqua, et l'adjointe d'Azad Dere, Gurbet Ayaz, 19

ans, assignée à résidence au lendemain de la rafle du 18 novembre.

Aidé par un comité de soutien composé de différentes associations des droits de l'homme, dont le Mrap, Azad Dere a mis sur pied un centre d'information du Kurdistan, «pour continuer, malgré le durcissement du gouvernement, à sensibiliser les Français à la question dramatique des Kurdes», déclare-t-il depuis le Tarn. La semaine dernière, en tant qu'interprète, il accompagnait une délégation de députés du Parti de la démocratie (DEP), le parti légal kurde le plus influent en Turquie. En visite à Paris, la délégation a été reçue à l'Assemblée nationale par Aymeri de Montesquiou, vice-président du groupe UDF ainsi que de la commis-

sion des Affaires étrangères. Elle s'est par ailleurs entretenue avec d'autres personnalités politiques, dont Jean-François Deniau et Julien Dray, et a également visité Libération.

Au ministère de l'Intérieur, on se contente d'indiquer qu'Azad Dere faisait déjà, depuis le 30 décembre dernier, l'objet d'un arrêté d'expulsion signé par Charles Pasqua. Selon un policier, «la DST, qui le considère comme un responsable des actions kurdes en Europe, voulait l'éloigner de ses contacts habituels». Le MRAP proteste contre la mesure administrative, «met en garde contre toute mesure d'expulsion à son encontre et s'indigne de ce nouvel acte de complicité (avec Ankara) qui déshonore la France». Dans le village des alentours d'Albi, Azad Dere lui aussi s'insurge: «Je ne vois rien d'illégal à servir d'interprète à des députés en visite officielle. Si Charles Pasqua refuse aux réfugiés kurdes jusqu'à la possibilité d'informer sur la situation en Turquie, qu'il l'annonce clairement.»

N.A.

Echo Républicain - 25 janvier 1994

La Tabellionne

## Des militants turcs et kurdes contrôlés

Trois militants du TKP-ML, parti communiste turc marxiste-léniniste, ont été contrôlés par les policiers dimanche après midi dans la cité de La Tabellionne. Les trois hommes (deux vivent à Dreux, l'autre en région parisienne) ont ensuite été conduits au commissariat de police puis relâchés le soir même puisque aucun fait délictueux n'a pu leur être imputé ni même reproché. Depuis la "grande rafle" opérée par les services de Charles Pasqua dans les milieux proches du PKK, parti d'extrême gauche Kurde, au mois de novembre dernier, les autorités ne relâchent pas en effet leur surveillance. Le drouais, Yldirim Huseyin, président de l'association culturelle Kurde Dersim, se trouve toujours en prison. Il a été mis en examen pour association de malfaiteurs. La justice repro-

che à ces militants d'avoir exercé des rackets sur des membres de leur communauté afin de recueillir des fonds qui aideraient à financer la lutte armée contre le régime d'Ankara. Des militants kurdes et turcs du parti TKP-ML qui ont procédé ce week-end à des collages d'affiches, sur la place de Verdun notamment, ont également procédé à la vente de programmes annonçant leur fête de dimanche à la Plaine (93). Les policiers se sont donc inquiétés de savoir si la vente des programmes auprès de la communauté turque et kurde de Vernouillet s'était faite sans pressions, ni insistance particulière. Les quelques familles interrogées ont répondu qu'elles avaient librement acheté ces programmes. D'autres déclarent avoir refusé sans pour autant subir des menaces.

LE MONDE - 25 janvier 1994

**MESURE D'EXPULSION : un responsable du Comité du Kurdistan assigné à résidence dans le Tarn.** - Azad Dere, l'un des responsables du Comité du Kurdistan, association dissoute par un décret du ministère de l'intérieur daté du 2 décembre 1993, a été interpellé jeudi 20 janvier par la police à Paris. Faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion signé le 30 décembre par le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, il a été assigné à résidence dans un hôtel de Saint-Juéry (Tarn). Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) s'est élevé contre toute mesure d'expulsion visant le militant kurde. Demandant «la libération immédiate d'Azad Dere», l'association s'est indignée «de ce nouvel acte de complicité [avec le régime d'Ankara] qui déshonore la France».

Après l'assassinat de quatre Kurdes en 1992 à Berlin

## ① Les « oublis » des RG allemands

*L'ombre de Téhéran plane plus que jamais sur le procès fleuve de l'attentat, ouvert sur fond de secrets d'Etat.*

BERLIN :

Jean-Paul PICAPER

Le 17 septembre 1992, le chef du parti kurde (DPK) d'Iran en exil, Sadegh Charafkandi, son représentant en Europe, Fattah Abdoli, et son délégué en Allemagne, Homayoun Ardan, ainsi que le secrétaire de Charafkandi, Nurallah Mohammadpur-Dekhordi, étaient mitraillés à bout portant dans le restaurant gréco-berlinois « Mykonos ». La mort brutale des quatre hommes, invités à l'époque en Allemagne par l'Internationale socialiste, fait toujours l'objet d'interrogations et d'une amorce de polémique.

Ainsi, selon des membres de la commission d'enquête du Parlement de Berlin, chargée d'élucider les dessous politiques de l'affaire en marge de l'instruction, les Kurdes ne seraient peut-être pas morts si les renseignements généraux berlinois avaient fait leur travail. En effet, l'organisateur présumé de l'attentat, l'Iranien Kazem Darabi, avait recruté ses quatre complices, les Libanais, Abbas Rhayel, Youssef Amin, Atallah Ayad et Mohammed Atris, alors que les autorités avaient relâché la surveillance dont il faisait l'objet depuis la fin des années 80. Elles jugeaient « inoffensif » celui qu'elles avaient d'abord classé « extrémiste » et « agent » de Téhéran.

## Incurie des autorités

Rapidement identifiés puis arrêtés, ces cinq hommes répondent aujourd'hui de cette action devant les assises de Berlin-Moabit (nos éditions du

10 novembre) où leur procès s'est ouvert le 28 octobre dernier. Les débats, qui pourraient durer encore plusieurs semaines, sont tout aussi difficiles que « sensibles ». Le secret d'Etat entrave en effet la progression de l'enquête. Lundi, une audition du collaborateur du chancelier Kohl chargé de la coordination des services de renseignement, le ministre d'Etat Bernd Schmidbauer, a laissé sur sa face la commission parlementaire.

Pour Renate Künast, député des Verts, le voile jeté sur l'affaire ne sert qu'à masquer l'incurie des autorités. La centrale des renseignements allemands, à Cologne, n'avait-elle pas adressé à sa filiale berlinoise, au début de l'année 1992, une dépêche recommandant de surveiller de plus près Darabi ?

Les collègues berlinois n'en avaient pas tenu compte. Négligence confirmée devant la commission par l'ancien chef des renseignements généraux berlinois, Peter Dupke : le téléphone de Darabi ne fut placé sur écoute que le 6 octobre 1992, après la mort des quatre Kurdes. Darabi, lui, jure « n'être pour rien dans toute cette affaire ». Il se prétend « injustement retenu en prison ».

N'y a-t-il que des innocents dans cette salle d'audience protégée par une cloison de deux mètres et une grille de quatre mètres de haut ? Le propriétaire du « Mykonos », cité à la barre des témoins, n'a pas reconnu les accusés. Il avait été grièvement blessé au foie et au rein par deux balles perdues. Mohamed Atris qui

avait promis de « dire la vérité », s'est contenté d'apprendre aux juges que, jamais de sa vie, il n'avait vu Darabi, qu'il avait contacté les trois autres « par hasard » et que, le jour de l'attentat, il se promenait avec sa petite amie, avant de rendre visite à son frère. Atris proteste : « Je n'ai jamais appartenu au Hezbollah et je n'ai jamais tenu une arme ». Néanmoins, il a fini par admettre qu'il avait remis le passeport de son frère à l'un de ses coaccusés.

Dans sa loge en verre blindé, à bonne distance de Darabi et Rhayel, le témoin à charge, Youssef Amin, est revenu sur ses aveux qui avaient permis l'arrestation des quatre autres prévenus. Peu après son arrestation, il déclarait que l'attentat avait été perpétré pour le compte de l'Iran. Il avait été chargé de faire le guet à l'entrée du restaurant, mais sans savoir qu'il s'agissait d'un assassinat. La radio berlinoise relate que des membres de la famille d'Amin auraient été « enlevés et maltraités » par le Hezbollah, au Liban. Source de cette information : l'ancien président iranien Abdul Hassan Bani-Sadr, exilé à Paris.

Jeudi, la perplexité des observateurs n'a fait que s'accroître avec les déclarations du juge Kubsch. Selon lui, les services de la DND – le contre-espionnage allemand – auraient remis à la police une note susceptible d'éclairer le quadruple meurtre du « Mykonos ». Or, ce document a tout bonnement disparu de la procédure.

En dépit des mystères et des contradictions, le procu-

reur est persuadé que les services secrets iraniens – la Vevak – ont commandité l'opération.

## Ambassadeur d'Iran

L'acte d'accusation se ré-écrivit en effet aux déclarations faites à la télévision iranienne par le ministre iranien, Ali Falahian, le 30 août 1992 sur la lutte des services secrets qu'il dirige contre des « groupuscules contre-révolutionnaires », parmi eux le parti kurde DPK auquel « nous avons infligé des coups sévères ». A l'époque, le prédécesseur de Charafkandi à la tête du parti kurde DPK, Abdel Rahman Ghassemlu, avait déjà été abattu à Vienne en juillet 1989.

Face à ces accusations pour le moins directes, l'ambassadeur d'Iran à Bonn, Seyed Hossein Mousavian nie que Téhéran ait trempé dans l'affaire. Darabi vivait depuis 15 ans en Allemagne, a souligné le diplomate dans une interview du magazine Stern, lequel mettait en cause son ambassade. « Pourquoi serions-nous fous au point d'organiser de telles sottises précisément dans le pays avec lequel nous entretenons de bonnes relations et qui, de plus, est notre principal partenaire commercial ? » Selon lui, Charafkandi a été tué par des nationalistes kurdes pour avoir convenu avec Téhéran, peu avant sa mort, qu'on ne fonderait pas un Etat kurde séparé en Iran.

J.-P. P.



## L'assassinat de quatre Kurdes à Berlin

## ② Procès et diplomatie

*En marge de la comparution des terroristes présumés, Bonn et Téhéran discutent notamment du sort d'un ingénieur allemand, condamné à mort et détenu en Iran.*

BERLIN :

Jean-Paul PICAPER

Peu après l'ouverture du procès de Berlin contre trois Libanais et un Iranien accusés d'avoir assassiné quatre personnalités du Parti kurde en exil (DKP), l'Iran avait fait un geste, libérant un homme d'affaires allemand Gerhard Bachmann, emprisonné à Téhéran le 9 octobre pour « contacts illégaux avec l'armée ».

Mais le régime des mollahs conserve une meilleure carte : l'ingénieur Helmut Szimkus, 59 ans, condamné à mort en 1992 pour « espionnage en faveur de l'Irak ». Le 13 mai 1993, le chancelier Kohl téléphonait à son sujet au président Rafsandjani. Le 14 janvier dernier, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, en parlait à Bonn avec le dirigeant iranien Mohamimed Djawad Laridjani. L'Allemagne aurait obtenu l'assurance que son ressortissant pourrait être gracié, voire relâché, bien que la Cour suprême de Téhéran eût confirmé la sentence de mort début janvier.

Apparemment, les tractations vont bon train. Fin avril 1993, Bonn recevait une délégation iranienne conduite par Hassan Rohani, vice-président du Parlement. Ce dernier

est membre du Conseil supérieur de la sécurité iranienne, qui décide du sort des opposants. Quatre jours après cette visite, les Allemands annonçaient la libération de l'un des deux terroristes chiites détenus à Francfort. Abbas Hamadé fut relâché effectivement en août 1993, après sept ans de détention. Les Américains s'opposent à la remise en liberté de son frère, Mohamad, qui a tué un « marine » lors du détournement d'un avion de la TWA.

« Pour des raisons humanitaires, je suis prêt à parler au diable », déclarait Bernd Schmidtbauer, questionné par le Parlement allemand. En juin 1992, il avait obtenu la libération des deux otages allemands du Liban. Plus récemment, M. Schmidtbauer a été pris à partie par les Britanniques qui l'accusaient d'avoir négocié avec le chef des services de renseignements iraniens, Ali Fallahian. Ce dernier est venu discuter à Bonn, début octobre, avec les services allemands et M. Schmidtbauer, ce qui constitue, aux yeux des Anglais, une entorse à la décision de la CEE prohibant le dialogue avec Téhéran tant que ne sera pas levée la condamnation à mort de l'écrivain Salman Rushdie. M. Schmidtbauer soutient que Fallahian n'a pas commandité

directement l'attentat contre les opposants kurdes.

## Enquête minutieuse

Affirmation contestable, selon l'éditeur de *Terrorisme/Extrémisme* (1), Matthias Mletzko, au vu du dossier achevé le 28 août 1993 par la « Soko Mykonos » (2) de la police. Cette enquête minutieuse précise que trois des accusés, Darabi, Rhayel et Amin, appartenaient au Hezbollah et se connaissaient depuis plusieurs années. Rhayel et Amin auraient été entraînés comme nageurs de combat. Darabi était, selon la police, membre des services secrets iraniens Vevak et des Pasdaran, les « gardiens de la révolution ».

Les inspecteurs avaient découvert, à trois kilomètres du restaurant Mykonos, la BMW qui servit à la fuite, après que Rhayel et probablement Amin eurent tiré 26 coups de feu sur les quatre dirigeants kurdes. Un troisième homme, un certain Shariff, en fuite, avait participé à l'attentat. Dans le véhicule, on trouva des cagoules et les deux armes, un pistolet-mitrailleur Uzi et un 7.65 espagnol Llama Especial. Ce revolver, sur lequel on a relevé les empreintes de Rhayel, avait été exporté à Téhéran par son fabricant en 1972, pour les

« Imperial Ground Forces » du chah.

Le laboratoire de la police a constaté que le silencieux provenait du même atelier que ceux saisis après les assassinats de deux anciens pilotes iraniens, Ali Mohammadi à Hambourg en 1987 et Bahman Javadi à Chypre en 1989. La BMW avait été achetée à Berlin sous un faux nom, quatre jours avant l'attentat, par un Libanais, Ali Dhakil Sabra. D'après l'enquête, Amin, Rhayel et Sabra étaient arrivés en Allemagne en décembre 1989, demandant l'asile politique. Leur chemin passait par Damas, Athènes et Budapest, où ils se séparèrent pour gagner l'Allemagne via l'Autriche.

Toujours selon les enquêteurs, Amin et Rhayel changèrent plusieurs fois de domicile. Ils furent arrêtés pour vol et pour usage de faux papiers, puis relâchés. Darabi les convoqua chez lui à Berlin, le 12 septembre 1992, puis à nouveau à une autre adresse, dans un foyer d'étudiants, avec Sabra, Sharif, Haidar et Mohamed, chargés de la logistique. Ces quatre derniers ont disparu, probablement au Liban, le dernier, Iranien, à Téhéran. Ils ne se souciaient guère d'effacer les indices, certains peut-être qu'une organisation influente se chargerait de les rapatrier.

J.-P. P.

FIN

(Lire également nos éditions d'hier)

(1) *Berliner Str. 109, D 14542 Werder/Havel.*

(2) *Soko* : abréviation de « Sonderkommission », commission spéciale.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0063 3 G 0449 /AFP-GN55  
AFP-MATIN-Actualité flt4

SAMEDI 22 JANVIER -

----PATRICK DEVEDJIAN DEMANDE DES "ECLAIRCISSEMENTS" SUR LA LISTE D'OPPOSANTS KURDES DE TURQUIE. +Le député RPR Patrick Devedjian demande, dans une interview publiée hier par le journal La Croix, des éclaircissements sur l'affaire de la liste d'opposants kurdes vivant en France et qui aurait été remise à la police turque. Le peuple kurde subit "une répression extrêmement sauvage", a-t-il en outre déclaré.

FRA0320 4 I 0393 RUS /AFP-EP32

Russie-réfugiés-Kurdes

400.000 Kurdes en situation irrégulière en Russie, selon un responsable Kurde

MOSCOU, 26 jan (AFP) - Quelque 400.000 Kurdes fuyant les "points chauds" de l'ex-URSS ou d'autres pays se trouvent actuellement en Russie en situation irrégulière, a assuré mercredi à l'AFP M. Tariel Broev, directeur général du Centre international de la culture kurde à Moscou.

Environ 80 % d'entre eux sont venus de l'Asie centrale et du Caucase, les autres - Irakiens et Iraniens - ont franchi clandestinement la frontière russo-azerbaïdjanaise dans l'espoir de pouvoir transiter via Moscou à destination d'un pays de l'Europe de l'ouest ou des Etats-Unis.

"Le plus grand problème de mes compatriotes, surtout les ressortissants de l'ex-URSS, réside dans le fait que ni le gouvernement russe, ni la représentation de l'ONU ne veulent les reconnaître en tant que réfugiés", affirme M. Broev.

Le bureau de ce responsable, situé dans deux grands appartements du centre de Moscou, est envahi depuis plusieurs mois par une centaine de familles kurdes sans abri. M. Broev est contraint de prendre en charge beaucoup de leurs problèmes, du travail temporaire pour les hommes à l'accouchement d'une des femmes dans l'escalier.

"La Russie ne remplit pas ses engagements en tant que signataire de la convention de Genève (sur les réfugiés) qu'elle a signée en 1992, car elle ne veut même pas procurer un logement temporaire aux réfugiés kurdes. La plupart d'entre eux habitent dans les gares et les stations de métro", ajoute-t-il.

"J'ai quitté mon pays parce que là-bas, pour les Kurdes, il n'y a plus ni travail, ni paix, ni vie normale", explique Djamal, journaliste, pour le moment sans abri, arrivé à Moscou du nord de l'Irak il y a trois mois.

Son rêve est d'aller s'installer aux Pays-Bas - parce que les Hollandais règlent tous les problèmes bureaucratiques et matériels relativement vite" - et récupérer ensuite sa femme et leurs cinq enfants.

"J'ai tiré au fusil toute ma vie et je ne veux pas que mes fils eux aussi prennent un jour les armes", ajoute-t-il.

Selon les statistiques du Centre culturel Kurde à Moscou, environ 2,5 millions Kurdes habitent sur l'ensemble du territoire de l'ex-URSS. Persécuté et dispersé en 1937 par Staline, le peuple kurde avait disparu des manuels d'histoire soviétique en 1972.

ik-mes/bs/mf

AFP 261541 JAN 94

FRA0223 4 I 0150 TUR /AFP-DM35

Turquie-Kurdes

Seize personnes enlevées par le PKK au sud-est anatolien

ANKARA, 26 jan (AFP) - Seize personnes, dont 14 employés administratifs, ont été enlevées dans la nuit de mardi à mercredi dans la région de Diyarbakir (sud-est) par des rebelles kurdes, a rapporté l'agence turque Anatolie.

Un groupe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont stoppé plusieurs véhicules près de Guçlu sur la route liant Diyarbakir à son sous-préfecture Lice.

Ces employés travaillaient dans diverses institutions officielles à Lice, a indiqué la même source.

Le PKK mène depuis 1984 une rébellion armée contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est et l'est anatolien à majorité kurde. Plus de 11.000 personnes (civils, rebelles, membres des forces de l'ordre) ont été tuées depuis cette date, selon une compilation de l'AFP à partir de chiffres officiels.

FRA0273 4 I 0154 TUR /AFP-KI06

Turquie-Kurdes

Libération de 14 des 16 personnes enlevées par le PKK

ANKARA, 27 jan (AFP) - 14 des 16 personnes, enlevées dans la nuit de mardi à mercredi dans la région de Diyarbakir (sud-est) par des maquisards du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont été libérées 24 heures après, a rapporté jeudi l'agence turque Anatolie.

Les libérations ont eu lieu à l'endroit même où s'étaient produits les enlèvements, près de Guclu, sur la route liant Diyarbakir à Lice. Les deux personnes encore détenues par le PKK sont des employés de la sous-préfecture de Lice, a précisé Anatolie.

Le PKK mène depuis 1984 une rébellion armée contre le gouvernement turc dans le sud-est et l'est du pays à majorité kurde. Plus de 11.000 personnes (membres des forces de l'ordre, rebelles et civils) ont été tuées depuis cette date, selon une compilation de l'AFP à partir des chiffres officiels.

kg/mt/br

AFP 271339 JAN 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

Turquie-Kurdes

26 rebelles kurdes tués dans des opérations de l'armée turque

ANKARA, 27 jan (AFP) - 26 rebelles kurdes ont été tués jeudi dans la province de Bingol (est de la Turquie) dans deux opérations de l'armée turque, a rapporté l'agence turque Anatolie.

18 militants d'un groupe d'une quarantaine de séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués près de Gozeltepe dans un accrochage avec les forces de l'ordre.

Huit autres rebelles ont été tués près de Solhan lors d'une opération de la gendarmerie turque, selon la même source.

Près de 11.000 personnes (civils, forces de l'ordre et rebelles) ont été tués dans cette région à majorité kurde depuis le début de la rébellion kurde en août 1984.

YM/bm

AFP 271633 JAN 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0240 4 IA 0145 TUR /AFP-WI01

Turquie-Kurdes

Deux journalistes enlevés dans le sud-est anatolien

ANKARA, 29 jan (AFP) - Deux correspondants de la chaîne de télévision privée turque TGRT, Kutlu Esendemir et Recep Ozturk, ont été enlevés dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a annoncé samedi un responsable de la TGRT.

Cet enlèvement a été attribué par ce responsable, Erdal Celebi, aux militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

Les deux correspondants se trouvaient depuis une semaine dans le sud-est anatolien pour préparer un programme télévisé.

Aucune nouvelle n'a été reçue de ces journalistes depuis mercredi après qu'il eurent quitté le poste de la gendarmerie de Sulak, dans la région de Sirkak, près de la frontière avec l'Irak, pour Guclukonak, dans la même région, selon M. Celebi.

CE/bw

AFP 291514 JAN 94

MARC KRAVETZ

## Les bizarreries de l'Etat de droit

La semaine dernière dans cette colonne, on faisait état de la visite d'une délégation parlementaire kurdo-turque. Le but de ce voyage était d'attirer l'attention de l'opinion européenne sur la situation tragique des Kurdes de Turquie, mais aussi de mobiliser des parlementaires, français notamment, en vue des élections municipales qui doivent se tenir en Turquie le 27 mars prochain. Ce scrutin, qui aujourd'hui se présente mal, pourrait être aussi, écrivait-on, l'occasion de montrer qu'il existait une alternative démocratique et politique à l'escalade de la violence et de la répression. Pourquoi y revenir cette semaine? Tout simplement parce que l'interprète de cette délégation, Azad Gere, un jeune Kurde réfugié en France, a été interpellé la semaine dernière puis, à l'issue de la garde à vue, assigné à résidence dans le Tam en attente d'être expulsé de notre pays. Terroriste dangereux attrapé en flagrant délit? Le ministère de l'Intérieur ne dit rien de tel. Il ne dit d'ailleurs rien du tout. Cela doit relever de l'«intérêt national» comme

dirait M. Ballardur quand il renvoie des Iraniens accusés de meurtre à la maison.

Un intérêt national qui en l'occurrence commande de plaire, il serait plus exact d'écrire de complaire, à Ankara. Car, sauf supplément d'information, la faute - le crime? - d'Azad Gere est d'avoir été membre d'une association - récemment dissoute - qui diffuse des informations sur la situation des Kurdes de Turquie. Serait-il, au moins, sympathisant du PKK? Le jeune homme s'en défend mais on n'est pas obligé de le croire. A-t-il commis un délit sur le territoire français? Oui si c'est un délit que de traduire des documents ou des propos, future de parlementaires, sur la situation des Kurdes en Turquie. C'est en coup cas la réponse effective des services de M. Pasqua. Grâce à quoi, sauf improbable sursaut, Azad Gere sera expulsé de France. Et la France en sera une fois de plus grandie.

Pourtant on n'a même pas trouvé chez M. Gere quelques uns de ces documents qui vous envoie un homme en prison, quitte à le relâcher quelques semaines plus tard

quand on découvre que les preuves tenues pour accablantes accablent surtout ceux qui les ont brandies.

Il s'agit bien sûr du cas de Moussa Kraouche dont il faut aussi reparler cette semaine. Pourquoi?

L'affaire Kraouche est devenu, par le miracle d'un rapport de l'Inspection générale de la police nationale, l'affaire Robert (Patrick), du nom de l'inspecteur de la PJ - division antiterroriste -, sans lequel il n'y aurait peut-être jamais eu d'affaire du tout. On sait que, depuis, l'inspecteur Robert a été muté et placardisé. Le rapport de l'IGPN, pourtant, n'accable pas Patrick Robert, son comportement, lit-on, ne peut être «stigmatisé», on lui reconnaît même le mérite d'avoir soulevé de vrais problèmes, d'en avoir informé sa hiérarchie (contrairement à ce qui avait été dit précédemment), on regrette même que celle-ci n'en ait pas tenu compte; mais on reproche néanmoins à Patrick Robert ses «méthodes et ses investigations». Bref, tout et son contraire. Comme si on voulait tout à la fois justifier la punition sans pour autant couvrir ce qui, en tout cas, ne peut plus l'être. Car, même s'il faut s'y reprendre à plusieurs fois

pour comprendre de quoi il s'agit, l'IGPN finit par admettre que parmi les documents saisis chez Kraouche, l'un d'entre eux sortait tout droit des archives de la DST. Bref il y a bien eu manipulation, et même si le rapport de la police des polices exclut l'«introduction malveillante», ce document plus deux autres dont on sait qu'ils avaient été photocopiés sur une machine de l'administration ont envoyé Moussa Kraouche pour deux mois au trou, et permis à M. Pasqua de triompher au soir du 9 novembre.

Bizarre, bizarre, bizarre, répondait Raymond Barre interrogé par Anne Sinclair sur l'«affaire». Les bizarreries du genre ne manquent pas en effet dans ce pays dont le ministre d'Etat ministre de l'Intérieur fait profession de «terroriser les terroristes». Et où, entre deux rafles, on libère deux vrais terroristes, Iraniens il est vrai. Et au nom de l'«intérêt national». Le même «intérêt national» qui vaut à Azad Gere d'être expulsé de France et qui autorise un commissaire de police français à livrer à ses collègues turcs la liste de tous les Kurdes interpellés durant la rafle de novembre. Et le plus bizarre est que tout cela se passe dans un Etat de droit.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0197 4 I 0184 TUR /AFP-PW50  
Turquie-Kurdes-Irak

Raid aérien turc contre un camp du PKK dans le Nord de l'Irak

ANKARA, 28 jan (AFP) - L'aviation turque a attaqué vendredi matin le camp de Zaleh, dans le Nord de l'Irak, situé à 110 km de la frontière entre les deux pays et qui abriterait 1.600 maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté l'agence semi-officielle turque Anatolie.

Des objectifs à l'intérieur du camp de Zaleh ont été "frappés" au cours de cette opération, qualifiée de "réussie" par les autorités militaires, a indiqué l'agence.

Le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, a été informée du déroulement de ce raid aérien vendredi lors d'une réunion au quartier général de l'état-major général des forces armées turques, a-t-on ajouté de même source.

Le camp de Zaleh abriterait les rebelles du PKK qui avaient été délogés des zones montagneuses du Nord de l'Irak à la frontière avec la Turquie au cours d'une offensive de l'armée turque en octobre-novembre 1992 contre les positions du PKK, en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara depuis 1984.

CE/bm/br

AFP 281123 JAN 94

FRA0198 4 GI 0173 FRA /AFP-PW87

France-Kurdes

Indignation d'un collectif d'association après l'assignation à résidence d'un Kurde

PARIS, 28 jan (AFP) - Le collectif d'associations soutenant les Kurdes emprisonnés en France s'est indigné, vendredi, de l'arrestation de Azad Dere, un Kurde de 23 ans, responsable du Comité du Kurdistan - dissout par le ministère de l'Intérieur -, assigné à résidence depuis une semaine à Albi.

Azad Dere "a servi d'interprète lors des rencontres entre des élus et personnalités françaises et une délégation kurde", souligne le collectif, au sein duquel figurent une trentaine d'associations anti-racistes, de défense des droits de l'homme et d'associations d'immigrés.

"Après avoir vendu des hélicoptères militaires au gouvernement turc, la France prend le relais, sur notre territoire, de la répression des ressortissants kurdes", déclare le collectif, qui demande la libération des Kurdes interpellés le 18 novembre, lors d'un coup de filet policier, et la levée de l'interdiction des associations culturelles kurdes.

jhl/jmg

AFP 281123 JAN 94

## Le Dauphiné Libéré — 27 janvier 1994

### Une soirée pour soutenir le peuple kurde

Une soirée de soutien à M. Celik, militant kurde emprisonné à Fleury-Mérogis, s'est déroulée samedi à la salle Romain-Rolland de la M.J.C. Village. Cette soirée, organisée par le comité de soutien des habitants de Saint-Martin-le-Vinoux à M. Celik, avec la participation, entre autres, du Centre d'Informations Inter-peuples, d'U.D.-C.G.T., de l'Appel des 250 et du Syndicat des avocats de France, fut l'occasion de rappeler la situation des Kurdes dans le monde et notamment en France avec l'emprisonnement depuis le 18 novembre d'une quinzaine de Kurdes.

Parmi eux se trouve Yusuf Celik, un habitant de Saint-Martin-le-Vinoux. Père de six enfants, cet homme est ouvrier dans une entreprise de Moirans. Depuis sa venue en France il y a vingt ans, il n'a jamais caché ses opinions politiques et son activité militante pacifiste en faveur de son peuple : les Kurdes de Turquie. Le

18 novembre dernier, M. Celik est arrêté avec une centaine d'autres Kurdes en France et "mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste". Aussitôt, ses voisins et amis constituent un comité de soutien pour obtenir sa libération.

Selon eux, "Yusuf Celik est bien un militant, mais il n'a jamais été un terroriste. Il est seulement victime d'un coup politique... Le dossier de M. Celik est d'ailleurs vide." Depuis son arrestation, Yusuf Celik a entamé une grève de la faim pour protester contre le fait de ne jamais avoir été confronté à un juge d'instruction.

Cette soirée a donc été l'occasion de faire le point sur le cas de Yusuf Celik tout en montrant que le dossier avance : le 26 janvier, M. Celik doit passer devant le tribunal. ■

## Le Courrier Picard

27 janvier 1994

### Enlèvements au Kurdistan

Seize personnes, dont 14 employés administratifs, ont été enlevées dans la nuit de mardi à mercredi en Anatolie (Turquie) par des rebelles kurdes, a rapporté l'agence turque Anatolie.

Ces employés travaillaient dans diverses institutions officielles.

Le PKK mène depuis 1984 une rébellion armée contre le pouvoir central d'Ankara dans le sud-est et l'est anatolien à majorité kurde.

# ● Pasqua baillonne les Kurdes

*Pasqua s'acharne contre les Kurdes. Azad Dere, porte-parole en France de la lutte du peuple kurde, est assigné à résidence et menacé d'expulsion.*

Les avocats des Kurdes emprisonnés après la rafle du 18 novembre avaient prévenu : la répression allait se poursuivre contre les responsables des associations kurdes. C'est maintenant au tour du porte-parole du Centre d'information du Kurdistan, Azad (Gulabi) Dere, d'être assigné à résidence, à Saint-Juery, dans le Tarn. Azad est aussi sous le coup d'un arrêté d'expulsion pris le 30 décembre par Pasqua. Le motif invoqué ? « *Au sein de ce mouvement, dont la dissolution a été prononcée (...), il est notamment responsable des relations extérieures et qu'à ce titre il entretient des contacts sur le territoire national avec des puissances étrangères (sic).* » Le reste est plus banal : accusations de violence et de terrorisme, donc « *l'expulsion de cet étranger constitue une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat, (...), urgence absolue.* »

Azad est un jeune homme (il fête son vingt-troisième anniversaire

dans dix jours), réfugié politique tout à fait en règle et disposant d'ailleurs d'un titre de séjour jusqu'en 2003, qui animait le Comité du Kurdistan, dissout par le Conseil des ministres le 1er décembre dernier. A ce titre, il est bien connu de nombreuses personnes et organisations qu'il rencontre régulièrement. D'ailleurs, au moment de son envoi forcé à Saint-Juery, il accompagnait une délégation de responsable kurdes (un député du parti DEP, le maire de la ville de Kozluk, un journaliste du quotidien *Ozgür Gundem*) de Turquie. Ceux-ci étaient venus expliquer ici la sale guerre que mène l'Etat turc contre leur peuple et les menaces qui pèsent sur le quotidien *Ozgür*, dont les journalistes sont régulièrement victimes d'attentats perpétrés par des « escadrons de la mort » que dénonce l'association Reporters sans frontières.

C'est cela que Pasqua fait payer à Azad, soumis à la même peine que d'autres porte-parole de la lutte

kurde : Rojin, une jeune fille de dix-huit ans, assignée à résidence depuis deux mois dans les Deux-Sèvres, et Hasan Salitkara, assigné à résidence chez lui, à Saint-Ouen. Rojin, Hasan, Azad passaient leur temps à expliquer, traduire, raconter la répression au Kurdistan, les bombardements, la guerre. Ils sont maintenant baillohnés, menacés d'expulsion.

L'Etat et la police française n'hésitent pas à placer en danger de mort ces militant(e)s et leur famille proche ou lointaine demeurant en Turquie, puisqu'il est maintenant prouvé que la liste des militants kurdes arrêtés lors de la rafle du 18 novembre, dite opération « *Rouge-Rose* » dans le jargon pasquaïen, a été transmise à la police. C'est une manifestation supplémentaire de cette collaboration avec le gouvernement turc et sa salle de guerre, qui se traduit aussi par la vente d'armes et notamment, d'avions de guerre et d'hélicoptères dont on sait le rôle qu'ils jouent dans les tueries au

Kurdistan. Tout se tient. Pasqua affirme sa sympathie pour le peuple kurde mais pourchasse impitoyablement ses représentants et emprisonne les militant(e)s qui se dressent contre la terreur de l'Etat turc. C'est contre cela que se mobilisent les associations et organisations qui ont lancé une campagne demandant la libération des emprisonnés et la levée des assignations à résidence, l'annulation de la dissolution des associations. Elles préparent des initiatives pendant la manifestation du 5 février et font circuler une pétition dans ce sens.

Il faut soutenir Azad et ces camarades !

A. R.

\* **Messages de protestation au ministère de l'Intérieur, place Beauveau 75800 Paris, avec double au MRAP, 89, rue Oberkampf 75011 Paris.**

Fax Azad : (16) 63 45 01 69

# Un médecin laonnois au Kurdistan

Chirurgien à l'hôpital, le docteur Cristofari était parti pour trois semaines au Kurdistan. Mais une attaque des Islamistes a brutalement interrompu sa mission. Témoignage



« La kalachnikov, c'est le stylo à bille local ».

**L**a mission humanitaire devait durer trois semaines. Elle s'est interrompue brutalement une dizaine de jours après avoir débuté. La ville de Ranya, au nord du Kurdistan irakien, est attaquée par les Islamistes qui veulent s'emparer du siège du Parti unifié kurde, le PUK. Les roquettes et les rafales de kalachnikov tuent une dizaine de personnes et font de nombreux blessés. Des blessés qui sont transportés à l'hôpital où travaille une équipe de Médecins du Monde composée d'un logisticien, d'un anesthésiste, de trois infirmiers et d'un chirurgien.

Ce chirurgien vient de Laon, où il vit depuis une quinzaine d'années. Il s'appelle Jean Cristofari. Après la bande de Gaza en 87, c'est sa seconde mission pour Médecins du monde. Une mission dont il se souviendra tout particulièrement. « L'attaque a débuté vers 10 heu-

res du matin. Les tirs ont duré pendant environ une heure. Nous avons opéré des blessés par balles jusqu'à 21 heures. Le lendemain

matin nous avons dû quitter la ville escortés par des soldats des Nations Unies, car la situation allait en s'aggravant. Nous n'avons pas revu avant de partir les malades opérés de ces derniers jours et surtout les blessés de la veille. Nous avons appris par la suite que les combats ont continué le jour de notre départ ainsi que le lendemain et que le deuxième opéré est mort ce même jour ».

## 53 interventions en dix jours

Et malgré les trente Peschmergas armés qui veillent sur leur sécurité, les « french doctors », comme on les appelle partout dans le monde, sont obligés de se reposer sur Soleymanié, où sont basées toutes les O.N.G. (organisa-

tions non gouvernementales). Puis c'est le retour vers la France. Un retour au goût amer. « En laissant nos malades sans surveillance, nous avons eu l'impression de les abandonner. Et ce départ nous a donné un sentiment d'inachevé. Nous étions venus pour travailler, aider ce peuple et nous avons eu l'impression de ne pas avoir tout donné ».

Un sentiment renforcé par l'importance du travail accompli par l'équipe de Médecins du monde jusqu'à l'attaque des Islamistes. Pas moins de cinquante-trois interventions en dix jours. C'est dire l'ampleur des besoins. Comme le démontre de façon dramatique la situation à Kirkouk. Kirkouk, un camp de réfugiés où les gens sont parqués comme des bêtes et où les enfants mutilés sont des illustrations vivantes de l'horreur de la guerre.

**« J'y retournerai »**

Une guerre à laquelle le docteur Cristofari ne voit pas trop de solutions, tant la réalité est confuse et les intérêts des protagonistes différents. Conséquence, la situation des organisations humanitaires est de plus en plus inconfortable. « Les ONG sont un peu la cible de Saddam Hussein, qui payent des gens 500 dollars pour tirer sur leurs représentants. L'Irak fait sauter les camions. La mission humanitaire

qui doit avoir lieu en mars est compromise ».

Alors, quel espoir pour cette région où « la kalachnikov est le stylo à bille local » ? Jean Cristofari l'ignore. Mais ce dont il est sûr, c'est que « si l'ONU s'en va, tout s'écroule ». Et parce qu'il a encore en lui ce sentiment d'inachevé, Jean Cristofari envisage de retourner au Kurdistan cet été.

**J-C Stasi**

## Un pays qui n'existe pas

Le Kurdistan, ça signifie le pays des Kurdes. Mais les Kurdes, justement n'ont pas de pays et c'est là leur drame. Ou plutôt ils en ont trop. Et pas un seul à eux. Ces vingt millions d'hommes et de femmes sont inégalement répartis sur cinq pays : la Turquie (8 millions), l'Iran (5 millions), l'Irak (3 millions), la Syrie (300 000) et l'ex-URSS (300 000).

Ce peuple est la plus grande ethnie sur la planète à laquelle ne soit reconnue ni l'indépendance territoriale, ni même l'autonomie culturelle et linguistique.

L'organisation Médecins du Monde est présente au Kurdistan depuis une dizaine d'années à la demande du PDKI, un parti toléré par l'Irak et à couteaux tirés avec l'Iran.

La guerre Irak-Iran oblige en 88 Médecins du monde à abandonner son premier hôpital construit au Kurdistan. En 91 Médecins du monde prend en charge la structure chirurgicale de l'hôpital de Ranya, endommagé et pillé pendant la guerre du Golfe. Avec l'aide de la communauté européenne et de l'Aide médicale internationale, Médecins du monde rend à nouveau le bloc chirurgical opératoire en 92.



« On est parti avec un sentiment d'inachevé ».

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0564 4 61 0160 FRA /AFP-TN09

Justice-Kurdes

Quatre sympathisants présumés du PKK mis en examen et écroués

Paris, 28 jan (AFP) - Quatre sympathisants présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), de nationalité turque, ont été mis en examen, vendredi, des chefs d'extorsion de fonds et tentative d'extorsion et port d'arme de la 6ème catégorie, infractions en relation avec une entreprise terroriste, et placés sous mandat de dépôt par M. Roger Le Loire, juge d'instruction au tribunal de Paris.

Il s'agit de Halil Altun, Ali Can, Hassan Yesilkaya et Kemal Kuru, ouvriers en bâtiment.

Ils sont soupçonnés d'avoir commis ou tenté de commettre des extorsions de fonds contre au moins trois ouvriers membres de la communauté kurde de Marseille. Deux des trois victimes présentent une incapacité temporaire de travail de 30 jours et trois mois.

Les victimes ont formellement reconnu les mis en examen, qui, pour leur part, nient les faits qui leur sont reprochés.

cb/chb

AFP 281939 JAN 94



A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0380 4 I 0371 TUR /AFP-RU78

Turquie-Kurdes lead

132 bombes utilisées au cours du raid sur le camp de Zaleh

ANKARA, 28 jan (AFP) - Cent trente-deux bombes ont été utilisées, vendredi matin, lors d'une opération aérienne de l'aviation turque sur le camp de Zaleh, en territoire irakien, qui abriterait près de 1.600 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a déclaré un responsable militaire turc à Ankara.

Des bombes à fragmentation dites CDU ont été utilisées contre la défense anti-aérienne des rebelles et des bombes ont été larguées sur les objectifs prédéfinis, a indiqué le général de l'armée de l'air turque Ali Unlu, au cours d'une réunion d'information.

Ces objectifs étaient des dépôts de munitions de l'armement lourd et léger, un emplacement de formation militaire, un polygone de tir, un atelier de fabrication d'explosifs, des tentes servant à l'abri aux "terroristes", une station de radio et des positions de la défense anti-aérienne, selon le même responsable.

L'opération a été déclenchée à partir de 8H10 locales (7h10 à Paris). Les objectifs ont été bombardés par 50 avions de combat (F-4 et F-16) qui ont attaqué les objectifs par formation de quatre et à quatre minutes d'intervalle, a ajouté le général Unlu.

Cinq hélicoptères, dont deux Sikorsky et deux Super Cobra, ont pris part à cette opération, transportant notamment des équipes médicales.

L'opération s'est terminée à 9h28 locales (8H28 à Paris) et la dernière photo aérienne des objectifs bombardés a été prise à 9H36 (8H36 à Paris). Tous les avions et hélicoptères ont regagné leur base et l'opération se poursuivra "si nécessaire", a indiqué le général Unlu.

L'opération de vendredi fait suite à une autre opération de l'aviation turque, effectuée il y a une semaine contre le camp de Khakourk, en territoire irakien, dans la zone des trois frontières entre la Turquie, l'Irak et l'Iran, a indiqué le général. Près de 200 rebelles du PKK sur 400 à 500 réfugiés à Khakourk, avaient été abattus, a-t-il affirmé.

Il s'agit de la première opération de l'aviation turque contre ce camp et de "la plus importante opération aérienne" au cours des dix dernières années contre les positions du PKK, selon les militaires.

CE/ah/mfo

AFP 281618 JAN 94

L'HUMANITÉ — 28 janvier 1994

## Offensive turque contre les Kurdes

● DEUX OPERATIONS lancées par l'armée turque dans la province de Bingöl (est) ont fait, jeudi soir, au moins 26 morts : 18 militants d'un groupe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués près de Gozeltepe dans un accrochage avec les forces de l'ordre ; 8 autres « rebelles » ont été tués près de Solhan lors d'une opération de la gendarmerie turque, selon l'agence turque Anatolie.

LE MONDE — 29 janvier 1994

**TURQUIE : un mort dans l'explosion d'une bombe à la préfecture de Diyarbakir.** - Un enfant a été tué et sept autres personnes blessées dans l'explosion d'une bombe, mardi 25 janvier dans l'immeuble qui abrite la préfecture de Diyarbakir, principale ville du Sud-Est anatolien de la Turquie à majorité kurde. La responsabilité de cet attentat a été revendiquée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). - (AFP, Reuter.)

TREMLIN — 28 janvier 1994

## Kurdes contre Turcs à Bruxelles

*Belgique - Kurdistan*

*Les premiers jours de cette année, Bruxelles s'est réveillée avec une grosse migraine, pas seulement due aux réveillons. Dans les quartiers autour de la Rue Royale, Turcs et Kurdes se sont violemment bagarrés. La gendarmerie et la police ont dû intervenir énergiquement.*



■ Des réfugiés kurdes dans un camp. Ils sont sans patrie. (Photo Belga)

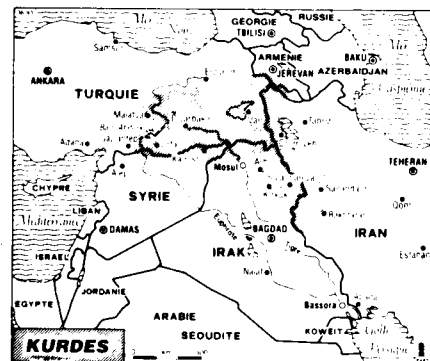
DES milliers "d'étrangers" vivent à Bruxelles. Pour certains, tout va bien. Mais ce sont surtout les gens originaires des pays du sud de la Médi-

terrannée qui ont des problèmes. Comme beaucoup de Belges sans emploi, les jeunes marocains ou turcs qui cherchent du travail ont encore plus de mal à en trouver. De plus, ils ont souvent des diplômes moins importants. Cette détresse explique en partie pourquoi ce sont les quartiers délabrés de la capitale, où vivent des "immigrés", qui connaissent le plus de problèmes. Mais ce jour de l'an, la situation était toute différente. À l'origine des émeutes, il y avait l'arrivée de manifestants kurdes. Ceux-ci avaient fait à pied le chemin de Bonn (la capitale allemande) à Bruxelles. Ils voulaient manifester contre la répression de leurs compatriotes en Turquie.

Les Kurdes forment un peuple établi au même endroit depuis des milliers d'années. Ils parlent une langue iranienne et pratiquent la religion islamique. Mais les Kurdes sont un peuple sans État. Par un concours de circonstances, le Kurdistan, la région où vivent les Kurdes, a été partagé entre la Turquie, l'I-

ran, l'Irak et la Syrie. Dans tous ces pays, les Kurdes forment une minorité\*. En soi, cela ne devrait pas poser de gros problèmes. Chez nous par exemple, environ 100.000 germanophones\* vivent près de la frontière allemande. Ils forment aussi une minorité, mais peuvent utiliser librement leur langue, ont leurs propres écoles et tribunaux, leur radio et même un petit parlement. Les Kurdes ont beaucoup moins de chance. Jusqu'il y a peu, l'État turc ne voulait même pas accepter leur existence. Ils étaient alors appelés "Turcs des Montagnes". Il leur était strictement interdit de parler leur langue en public, ni bien sûr à l'école ou à la radio. De telles discriminations déchaînent tôt ou tard des disputes. Et parfois la situation s'aggrave sérieusement. La violence engendre la violence. C'est ainsi que certaines régions de Turquie sont engagées dans une véritable guerre. Cette violence se répand parfois dans d'autres régions où Turcs et Kurdes vivent côte à côte, comme chez nous.

■ AXEL BUYSE



## Des dizaines de milliers de réfugiés kurdes en Russie

Quelque 400 000 Kurdes fuyant les "points chauds" de l'ex-URSS ou d'autres pays se trouvent actuellement en Russie en situation irrégulière, selon des indications fournies dernièrement par Tariel Broev, directeur général du Centre International de la Culture kurde à Moscou. Environ 80% d'entre eux seraient venus de l'Asie Centrale et du Caucase, les autres, Irakiens et Iraniens, ayant franchi clandestinement la frontière russo-azerbaïdjanaise dans l'espoir de pouvoir transiter via Moscou à

destination d'un pays de l'Europe occidentale. Mais une fois arrivés dans la capitale, ils se retrouvent tous logés à la même enseigne, c'est-à-dire condamnés à la plus grande précarité et à une absence de statut juridique à même de les protéger; aux yeux d'une législation russe qui les ignore en tant que Kurdes mais qui en revanche, à Moscou notamment, condamne à tour de bras pour délits de faciès les Caucasiens et autres méridionaux, ils ne sont pas des réfugiés, pas plus

28 JANVIER 1994

**КУУР**  
gsmk

d'ailleurs que pour la représentation de l'ONU. Des centaines de familles kurdes sans abris font le siège des bureaux de M. Broev dans le centre de Moscou, dans l'espoir qu'il puisse régler leurs problèmes. Mais le responsable kurde se plaint que "la Russie ne remplit pas ses engagements en tant que signataire de la Convention de Genève sur les réfugiés qu'elle a signée en 1992, car elle ne veut même pas procurer un logement temporaire aux réfugiés kurdes, qui habitent pour beaucoup d'entre eux, dans les gares et les stations de métro.

Selon les statistiques du Centre Culturel Kurde à Moscou, environ 2,5 millions de Kurdes habitent sur l'ensemble du territoire de l'ex-URSS.

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0205 4 I 0438 IRA /AFP-WB11

Iran-Turquie 2elead

Neuf tués et 19 blessés dans des villages frontaliers iraniens lors des raids turcs visant des kurdes en Irak

TEHERAN, 29 jan (AFP) - Neuf personnes ont été tuées et 19 blessées dans plusieurs villages frontaliers iraniens lors de raids aériens turcs vendredi contre une base en Irak des maquisards kurdes de Turquie, a annoncé samedi Radio-Téhéran.

L'Iran a exprimé sa "vive préoccupation" à la suite de cet "incident regrettable", et a "demandé des explications au gouvernement turc", a ajouté la radio officielle iranienne.

La radio n'a pas précisé la localisation exacte des villages qui ont été touchés, et qui se trouveraient, selon de bonnes sources, dans la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental.

Elle a indiqué que "des roquettes et bombes ont touché plusieurs villages iraniens frontaliers à la suite de la vaste opération de l'aviation turque dans le nord de l'Irak contre des positions d'opposants kurdes du PKK".

L'aviation turque avait mené vendredi le raid aérien le plus important des dix dernières années contre un camp de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans la région de Zaleh, dans le nord de Irak, à proximité de la frontière iranienne.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Alaeddine Bouroudjerdi a pris contact par téléphone avec le sous-secrétaire d'Etat adjoint turc aux Affaires étrangères Bilgin Unan auquel il a "exprimé la vive préoccupation de l'Iran devant cet incident regrettable et a demandé des explications du gouvernement turc", selon Radio-Téhéran.

M. Unan, selon la radio, a répondu que la Turquie était prête à "dépêcher rapidement une équipe en Iran pour participer à une enquête avec les Iraniens au sujet de cet incident", et que le gouvernement d'Ankara était "prêt à accepter les conclusions de cette enquête".

Le responsable turc a cependant souligné que "la Turquie n'autorise en aucune façon des opérations en territoire iranien", et que "l'opération militaire de vendredi avait été minutieusement calculée et effectuée spécifiquement contre le PKK en Irak", a ajouté Radio-Téhéran.

Cet incident survient alors que Téhéran et Ankara ont considérablement amélioré leurs relations depuis un an, développant notamment leur coopération en matière de sécurité pour lutter contre "le terrorisme séparatiste" du PKK.

Dans le passé, Ankara avait accusé à plusieurs reprises l'Iran de servir de base arrière pour les opérations du PKK dans l'est de la Turquie, qui ont fait plus de 10.000 morts depuis 1984. Téhéran a toujours démenti apporter le moindre soutien au PKK.

kd-lma/tp/br

AFP 291348 JAN 94

turkish daily news- January 29, 1994

## Analysis

# Zaleh had to be hit

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

ANKARA- On Friday, Turkish warplanes conducted what Prime Minister Tansu Çiller referred to as "the most important operation of the past 10 years" and bombed a major training camp of Kurdish separatists based on the Iran-Iraq border.

The operation, the deepest ever into Iraqi territory, came amid reports that the PKK was gearing up to launch a wave of attacks targeting Kurdish civilians in the Southeast. The Zaleh camp which was bombed and almost completely destroyed, was used by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) not only for training purposes but, as Iraqi Patriotic Union of Kurdistan leader Jalal Talabani also accepted, to conduct cross border operations into Turkey.

According to information the Turkish Daily News obtained during a November 1993 trip to the area, the PKK was not only using Zaleh for shelter, but was expanding its influence both inside Iran and in the Kurdish-controlled parts of Iraq close to the border.

Kurdistan Democratic Party (KDP) Chairman Masoud Barzani readily accepted when interviewed by the TDN in Zakho that it was a great mistake from the very beginning to allow the PKK to move into the area. Talabani said at about the same time that they had no other alternative.

The PKK's "transfer" to Zaleh came in 1992 with the October Turkish incursion into Iraq tightening the grip on this organization and with a makeshift surrender of the separatists to the Iraqi Kurds.

As Turkish officials boasted back in Ankara that some 4,000 casualties were recorded in successful land and air attacks, Iraqi Kurds were putting the number of PKK losses at about 180 at the most.

Instead of agreeing that the result of the incursion fell short of expectation, officials had electoral priorities and insisted that they had crushed the terrorists.

In reality, and as the TDN then reported at the cost of angering officials, hundreds of PKK militants were placed in trucks and buses, carried off to Kurdish-controlled Iraqi cities and from there, transported to Zaleh.

The only practical result of the Turkish operation then was to force

the PKK more than a hundred kilometers to the south of the Turkish border and make it more difficult for the separatists to reach back into southeastern Turkey.

But, despite agreements made with the Iraqi Kurds, the PKK was allowed to keep most of its weapons. Thus it gradually grew and, allowed initially to live exactly on the border region, expanded into Iran.

Soon, it even took control of the whole area to the extent of declaring this smugglers' route a "military zone" on behalf of its so-called popular liberation army ARGK. It moved a main guard post out onto the main road from Iran to northern Iraq and started to "tax" smugglers using this route. Moreover, it increased its influence among Iranian and Iraqi Kurds in the region and started even to infiltrate the PUK.

In November, only about a kilometer away from the Iranian border, the PKK flag could be seen across this post -- marking the organization's territory. Even Iraqi-Kurdish peshmergas feared to enter this zone.

"There is an army here," one PKK militant, armed with a Kalashnikov, had explained there. Even the sight of PKK militants forced the PUK peshmergas, highly professional "mountain soldiers," to hide their weapons!

About 2,000 militants were initially taken down to Zaleh which is over a hundred kilometers south of the Turkish border. "But they never once abided by the agreement," Barzani recently argued. "We were against the Zaleh plan from the very beginning. Now they have Iran right behind them and we have no control."

The PKK had turned into a big problem for the Iraqi Kurds as well since they truly lost control over its activities. It is still questionable, however, whether this was a mistake owed to coincidences or was somewhat intentional.

A slip of the tongue by PKK leader Abdullah Öcalan in a press conference earlier last year somewhat answered this question: "Thanks to them," he said with regard to the Iraqi Kurds, "we have no problems."

Until Talabani warned him in what sounded like Kurdish gibberish, Öcalan had already given the news that "a corridor has been opened to us and we are free to move."

The corridor was opened on the Iranian side of the border and it was easy enough for a number of militants to cross Iranian territory back into Turkey. Öcalan was blunt enough to confess this.

"Zaleh," said Barzani in November, "was a great mistake from the day the agreement (with the PKK) was signed."

According to this agreement, the PKK was promising to drop its weapons, had agreed to limit its activities to political ones and never to conduct attacks on Turkey from northern Iraq. "Now," added Talabani, "they are crossing into Turkey from Iran."

And either over the Iranian border, or crossing back into Iraq and then into Turkey, the PKK was attacking.

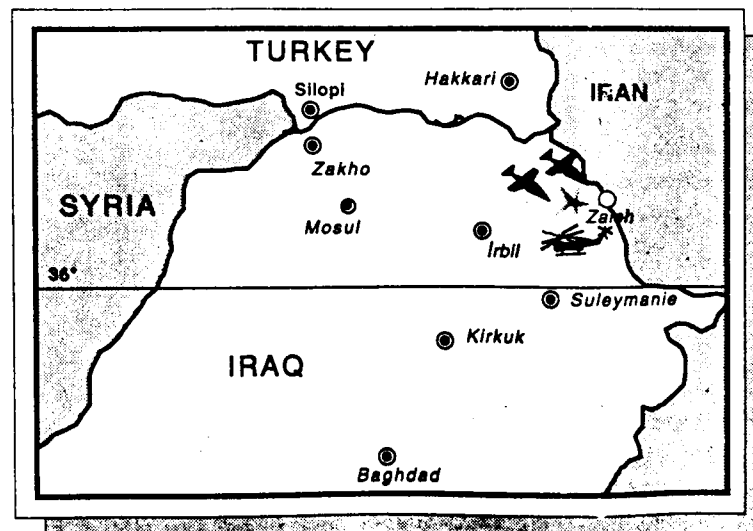
In 1993 alone, a total of 1,249 civilians were killed in these attacks and 1,389 civilians were wounded.

But why were the Iraqi Kurds, who have insistently stressed their friendship with Turkey, unable to do anything about this? Asked why they did not completely destroy the PKK but preferred instead to accept a surrender, Talabani's response was that "there was no other way."

What Barzani referred to as a great mistake is for Talabani a necessity. "We could not destroy them," he said. "When they were in Khakurk (the area where the borders of Iran, Turkey and Iraq meet) they had Iranian support. Iran gives them arms and ammunition. If we had tried to destroy the PKK, it could have fought with us for years and years."

Another reason Talabani cited was that Kurdish public opinion would not have accepted an outright attack on the Kurds. Finally, he said, the PKK had the power to stop traffic -- vital aid material -- from entering northern Iraq as it did during a self-styled embargo it imposed on this territory in the summer of 1992.

It was evident that to reach its goals, the PKK would refrain from doing nothing and could even



turkish daily news- January 29, 1994

go to the extent of blocking humanitarian aid for Kurdish civilians.

Although Talabani has argued that there were only about 1,000 militants remaining in Zaleh, PUK sources close to the camp have told the TDN that the camp, in the main, is made out of a total of 21 houses which contain some 120 militants at the most on the Iraqi side of the border. The remaining militants are normally on the move and/or in for training.

Ankara officials have frequently argued that the PKK's ability to move out of the region and cross into Turkey -- either from Iran or Iraq -- is against the terms of Turkey's own agreement with the Iraqi Kurds.

Despite these comments, there was no clear indication that Zaleh would be hit by Turkey at least before next spring. Not only is the camp over a hundred kilometers south of the border, but it is based in a rugged, mountainous region and partially in Iranian territory as well.

There was concern that such an attack would have to mean striking Iran as well.

But, as Çiller said on Friday, the decision was of a political nature. One with its consequences carefully considered and coming after extensive talks on security with officials from Iraq, Iran and

the Iraqi Kurdish government.

Turkey had given a warning that it would do what was necessary if others failed to do it.

Both of the Kurdish leaders in Iraq have been aware that the Zaleh issue is increasingly harming their relationship with Turkey, a lifeline for the Kurds of the region.

Once such an obstacle is removed, it is evident that such relations will be smoother -- if the Kurds do not make similar mistakes in the future.

What is not known exactly for the time being is truly how many PKK militants were in Zaleh and whether they were all part of the "fighting force." A number of female militants, approximately 250, are cited among Turkey's targets. But there are reports from the Kurdish side that there were some children and elderly as well, relatives of militants or banished people. Had the PKK used Zaleh in accordance with its protocol with the Kurds and had it refrained from military training and attacks, it would not have jeopardized these people. But, the PKK has little consideration for such "minor factors." Neither does it have the right to claim that innocents were killed. No, not the PKK which itself is systematically killing women and children!

As for the fate of the two PKK commanders in

Zaleh, (Ferhat) Osman Öcalan and the notorious radical leader (Mahir) Numan Ucar, these are not known yet. They may have escaped or died. Little does it matter.

The fact is, Zaleh had to be hit and Turkey has taken care not to harm any civilians in the area. There may have been some casualties from out of the ranks of the smugglers and/or border guards. But in dealing with the PKK and/or tolerating it, they knew of the risks.

Zaleh is terminated or will be soon, depending on the results of post-operation reconnaissance flights. This is an important advantage for Turkey. What is more important is that Ankara has clearly put its cards on the table and make it known to other countries in the region that it seriously determined this time to crush terrorism at whatever cost.

And, it has not gone unnoticed how Chief of Staff Gen. Doğan Güreş, in his morning meeting with Tansu Çiller, referred to Zaleh. "This is even closer to Turkey than the Bekaa Valley," he said.

Zaleh was bombed not because Turkey wanted this, but because it had turned into a serious risk for this country and those neighboring it. Zaleh was hit, because it had to be hit.

## *PM: This is the most important operation of the decade General Güreş implies possible strike on Bekaa Valley*

*Turkish Daily News*

ANKARA- More than 50 Turkish warplanes attacked a major camp used by Kurdish terrorists deep inside northern Iraq on Friday and reportedly destroyed major separatist targets in what Prime Minister Tansu Çiller described as "the most important operation of the past decade."

A total of 52 sorties were carried out on the Kurdistan Workers' Party's (PKK) base on the Iraq-Iran border some 110 kilometers (70 miles) south of the Turkish frontier.

Çiller said the base had sheltered and trained over 1,600 militants. A senior military official said that 2,000 pound general purpose bombs and CDU-type cluster bombs were used to destroy the camp's headquarters, its ammunition depots, huts, tents and land defense systems.

Chief of Staff of the Turkish Air Force Gen. Ali Güllü, said the operation, which started at 8:10 a.m. local time, was launched after massive intelligence had been obtained from the air and through different sources.

Çiller told journalists that satellite photographs were also available. This implied that Ankara may have cooperated with Washington on the issue.

Güllü said a total of 50 warplanes, a transportation plane and five helicopters had participated in the air strike. He explained that at 6:00 a.m. local time, two reconnaissance planes had taken off from Erhac airbase in southern Turkey and conducted a meteorological survey of the targeted area. At 7:00 a.m., they informed the base that the

weather was appropriate for an operation and 70 minutes later, the warplanes took off. "A total of 132 bombs of various types were dropped during the attack which took place from four flanks at four minute intervals," he said.

Çiller told reporters after the operation that it was launched as the result of a "political decision."

She added that the camp had contained 1,600 terrorists, including 300 women fighters and some PKK leaders. Independent sources said

Osman Öcalan, brother of the PKK leader Abdullah, may have also been at the camp at the time of the strike. While Çiller noted that the Zaleh camp had "replaced the Bekaa Valley," in reference to a PKK camp in Syrian-controlled Lebanon, Chief of Staff Gen. Doğan Güreş stressed that this target was even farther away from Turkey than Bekaa. Observers said this remark implied that Turkey was determined to strike the PKK wherever it was based in the region.

"This is a political decision which had to be taken because 1994 needs to be a significant year in the fight against terrorism," Çiller said on Friday.

A military source said dense black smoke had obstructed the flight of planes at 9,000 feet but did not elaborate on whether there would be another strike after the smoke dispersed. Asked whether the operations would continue, Çiller said they would be receiving an intelligence briefing on the results of Friday's strike.

Acting deputy Chief of Staff Gen. Atilla Tuzman noted that following the Gulf War, PKK separatists had settled in the Khakurk, Mezi, Shiri, Shinat and Haftanin areas to conduct attacks on Turkey.

He explained that following a Turkish incursion into Iraq in October 1992, hundreds of PKK militants were saved by Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani and taken to the Zaleh camp. Tuzman also said 200 terrorists had been

en killed in a separate operation on PKK targets in northern Iraq over the past week. He said Turkish jets had bombed a PKK camp in the Khakurk area where there were approximately 400-500 militants. Safeen Dizayee, a representative of the Kurdistan Democrat Party (KDP) in Ankara, said Turkish jets had on Thursday attacked another PKK base in the Shive area.

"We had already told them that from the time it was apparent that Zaleh camp had become a PKK base, it had also become a target for us," Dizayee

said.

Turkey and the Iraqi Kurds both want to prevent PKK militants from returning to the mountains on the Iraqi-Turkish border to launch attacks into Turkish territory.

Iraqi Kurds acknowledge there has been some PKK activity in northern Iraq since the joint offensive they mounted against the PKK with Turkish backing in 1992.

Using a corridor through Iran, the PKK conducts cross-border attacks into Turkish territory.

## Targets:

Zaleh camp, 21 buildings and PKK leadership HQ; Anti-aircraft and artillery defense systems and depots; Radio communications; headquarters; Areas of militants' tents and hideouts; Armed training area and political training school; Explosives production laboratory

## Operation:

1. Satellite and aerial photographs and land intelligence were gathered and verified.
2. A mockup of the camp was prepared in Ankara and the theoretical plan was drawn.
3. All pilots and operational elements were informed of their targets and the weapons they would use.

4. A dry-run with planes and helicopters was made in Turkey in an area geographically resembling Zaleh.

5. Prime Minister Tansu Çiller was invited for a "briefing" at the Chief of Staff's headquarters.

6. 06:00 am: Two reconnaissance planes took off from Erhaç to check the meteorological conditions in the area.

7. 07:00 am: Base is informed that the weather is okay and operation can proceed.

8. 08:10 am: 50 Turkish warplanes, a transportation plane and 5 helicopters leave for strike.

9. 09:28 am: Air strike comes to an end following 52 sorties and the dropping of 132 bombs.

10. 09:36 am: Reconnaissance planes photograph post-operation target to estimate damages.

# Özgür Gündem bombed

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** A bomb explosion damaged a pro-Kurdish newspaper office Thursday, but no injuries were reported, the Anatolia news agency said. The blast at the Özgür Gündem newspaper in downtown Ankara shattered the windows of the building and damaged office

doors. There were no immediate claims of responsibility.

Özgür Gündem reputedly is tied to the outlawed separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting for autonomy in southeastern Turkey since 1984. More than 10,000 people have been killed in the fighting.

# Kurdish leader banished from Paris

*Reuters*

**PARIS-** The head of the Kurdish Information Centre in Paris, Gulabi Azad Dere, said on Thursday he had been banished to a small village in southern France.

Dere told Reuters by telephone he was detained outside his office a week ago, taken to a hotel in Saint-Juery near Albi, and ordered not to move from the area until further notice.

Under French law, foreigners can be restricted to a specific area of the country if their activities are deemed a threat to public order.

Officials at the Interior Ministry and the regional government office were not immediately available for comment. France last November banned two Kurdish groups it said were front organisations for the Kurdistan Workers' Party (PKK) which fights for independence in southeastern Turkey.

French police also rounded up more than 100 Kurdish activists accused of planning terrorist actions.

Dere said 14 of those Kurds were still detained while a further eight were held in Marseille on Wednesday.

L'HUMANITÉ - 29 janvier 1994

## Informations

# Bombardements turcs au Kurdistan

Cinquante chasseurs-bombardiers et cinq hélicoptères turcs ont effectué hier matin le plus important raid aérien — « depuis dix ans », selon Ankara —, vendredi matin, contre un camp de Kurdes de Turquie, à Zaleh, en territoire irakien. Par vagues successives de quatre appareils, l'aviation turque a largué, selon un communiqué officiel, 132 bombes, parmi lesquelles des bombes à fragmentation, particulièrement meurtrières. Comme à son habitude, le régime de M<sup>me</sup> Ciller a affirmé que cette attaque était dirigée contre un camp abritant « 1.600 terroristes du PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan. Dans le communiqué de « victoire » d'Ankara, il est précisé que tous les avions et hélicoptères ont regagné leur base et l'opération se poursuivra « si nécessaire ». La semaine dernière, un autre raid avait fait 200 morts parmi les réfugiés kurdes turcs à Kharkouk, en territoire irakien.

TURQUIE

# L'aviation turque pilonne un camp kurde en Irak

**L'offensive d'hier contre les séparatistes du Kurdistan à Zaleh est la plus vaste jamais lancée par Ankara.**

L'armée turque a lancé hier la plus importante opération jamais entreprise par son aviation contre les rebelles séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), réfugiés à l'intérieur de l'Irak. Selon le général Ali Unlu, cité par les agences AFP et Reuter, pas moins de cinquante avions F-4 et F-16 ont participé à l'attaque qui a pris pour cible le camp de Zaleh, à plusieurs centaines de kilomètres de la frontière turque. Cent trente-deux bombes, certaines à fragmentation, ont été larguées par les avions sur le camp, a indiqué l'officier.

Les bombardiers ont attaqué leurs objectifs par formation de quatre appareils, chaque vague intervenant à quatre minutes d'intervalle. La semaine dernière, le camp de Khakourk, également en territoire irakien, avait déjà été attaqué. Près de 200 guérilleros du PKK sur 400 à 500 réfugiés à Khakourk, avaient alors été tués, selon le bilan du général Unlu.

Ces opérations interviennent à moins de deux mois des élections municipales qui risquent de s'avérer difficiles pour le parti au pouvoir, le parti de la Juste voie. La dévaluation de la lire turque, intervenue cette semaine,

en accroissant une inflation qui dépasse déjà 70%, a encore augmenté le mécontentement populaire au profit, semble-t-il, du parti de la Mère Patrie, du Parti républicain du peuple, voire des islamistes du parti de la Prospérité. « Ces raids permettent au pouvoir de faire croire à l'opinion qu'il a obtenu des résultats tangibles dans la lutte contre le PKK et d'en espérer un bénéfice électoral », estime un intellectuel kurde réfugié à Paris.

Dans les milieux kurdes, on souligne encore que l'armée turque dicte plus que jamais sa volonté au gouvernement de Tansu Ciller, alors que les opérations militaires sur le sol irakien semblent avoir atteint un niveau sans précédent. Elle a aussi obtenu que la Commission de la Constitution lève — par 36 voix contre quatre — l'immunité parlementaire des députés kurdes jugés favorables au PKK (sept d'entre eux seront jugés le 8 février). Enfin, les opérations de police lancées en France et en Allemagne contre le PKK ont été comprises par l'armée comme « un feu vert à l'accélération de la guerre » et « un encouragement donné par les pays occidentaux », ajoute-t-on de même source.

Jean-Pierre PERRIN

Pour la première fois depuis quatorze ans

## La livre turque a été dévaluée de 13,6 %

Cédant à la pression du marché, après dix jours de turbulences financières, les autorités turques ont décidé, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 janvier, de dévaluer la livre de 13,6 % par rapport au dollar. La banque centrale, qui avait déjà relevé les taux d'intérêt pour tenter de contenir la ruée sur le dollar, a annoncé l'introduction d'une série de mesures pour soutenir la devise nationale.

ISTANBUL

de notre correspondante

La crise monétaire avait débuté il y a dix jours, après la révision à la baisse de l'indice de risque de la Turquie par deux agences internationales de cotation financière. Ce manque de confiance, causé par des indicateurs économiques inquiétants, avait incité les spéculateurs à abandonner la livre turque au profit de devises fortes. Les décisions prises mercredi en fin de soirée par Tansu Ciller, le premier ministre, après huit heures de consultations, marquent un changement de direction important. Sa politique économique était jusqu'à présent basée sur un contrôle strict des taux d'intérêt pour réduire le coût — exorbitant — de ses emprunts et lutter contre l'inflation, qui dépasse 70 % par an.

Le contrecoup de la dévaluation a été ressenti à la Bourse d'Istanbul, où l'indice a chuté de façon spectaculaire dès l'ouverture. Dans les banques, les taux de change affichés en cours de journée témoignaient d'une certaine confusion. Deux banques importantes du secteur public, Ziraat Bankasi et Vakifbank, ont porté jeudi 27 janvier de 12 à 15 % leurs taux d'intérêt pour les dépôts à terme, tandis que les taux à un an sont passés de 74 à 88 %.

A Tahtakale, sur le marché parallèle des devises, les transactions se faisaient jeudi à des taux proches de celui fixé par la banque centrale et la livre semblait avoir retrouvé, temporairement peut-être, une certaine stabilité. « Ce qui devait arriver est arrivé », expliquait philosophiquement un des « dealers » qui, armés de téléphones portatifs, échangent chaque jour, des millions de dollars en plein air, dans cette rue du grand bazar d'Istanbul.

Le coût politique de cette crise financière qui a entraîné la première dévaluation de la livre turque en quatorze ans ne sera connu que le 27 mars, lorsque les électeurs se rendront aux urnes pour élire leurs municipalités. Une défaite du Parti de la juste voie de Mme Ciller porterait gravement atteinte à la crédibilité de son fragile gouvernement de coalition.

NICOLE POPE

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0176 4 I 0191 IRA /AFP-BR26

Iran-Turquie

Une mission d'enquête turque prochainement en Iran après le raid aérien turc

TEHERAN, 30 jan (AFP) — Une mission d'enquête turque de "haut niveau" est attendue "prochainement" en Iran pour visiter les deux villages frontaliers iraniens après le raid de l'aviation turque contre une base de rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, a annoncé l'agence officielle IRNA.

Citant le consul de Turquie à Droumiyeh, capitale de la province d'Azerbaïdjan occidental, où se trouvent les villages de Nokan et Kanizard touchés par les bombardements, IRNA indique que cette délégation doit notamment "évaluer les dommages et prendre les décisions nécessaires au paiement de compensations" aux victimes.

Selon Téhéran, neuf personnes ont été tuées et 19 autres blessées lors de ces bombardements que le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Cetin a affirmé être le résultat d'une erreur. Le raid mené vendredi par l'aviation turque, d'une ampleur sans précédent depuis dix ans, visait un camp du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK, séparatiste) dans le nord-est de l'Irak, à proximité de la frontière iranienne.

lma/hj/mfo

AFP, 301447 JAN 94

LE QUOTIDIEN DE PARIS  
31 janvier 1994

**Iran : mission d'enquête turque**

Une mission d'enquête turque de « haut niveau » est attendue « prochainement » en Iran pour visiter les deux villages frontaliers iraniens après le raid de l'aviation turque contre une base de rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, a annoncé l'agence officielle IRNA. Citant le consul de Turquie à Oroumïyeh, capitale de la province d'Azerbaïdjan occidental, où se trouvent les villages de Nokan et Kanizard touchés par les bombardements, IRNA indique que cette délégation doit notamment « évaluer les dommages et prendre les décisions nécessaires au paiement de compensations » aux victimes.

Selon Téhéran, neuf personnes ont été tuées et dix-neuf autres blessées lors de ces bombardements que le ministre turc des Affaires étrangères Hikmet Cetin a affirmé être le résultat d'une erreur.

L'INDÉPENDANT - 30 janvier 1994

**Iran : 9 tués dans un raid turc contre les Kurdes d'Irak**

TEHERAN. — Neuf personnes ont été tuées et 19 blessées dans plusieurs villages frontaliers iraniens lors de raids aériens turcs vendredi contre une base en Irak des maquisards kurdes de Turquie. L'Iran a exprimé sa vive préoccupation à la suite de cet « incident regrettable », et a demandé des explications au gouvernement turc. La radio n'a pas précisé la localisation exacte des villages qui ont été touchés, et qui se trouveraient, selon de bonnes sources, dans la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental. Elle a indiqué que « des roquettes et bombes ont touché plusieurs villages frontaliers à la suite de la vaste opération de l'aviation turque dans le nord de l'Irak contre des positions d'opposants kurdes du PKK ».

INFO MATIN - 31 janvier 1994



**Un raid turc contre les Kurdes sur sol iranien.**  
La Turquie va envoyer une commission en Iran pour enquêter sur la mort de neuf villageois iraniens tués dans des bombardements aériens turcs, selon l'agence iranienne Ima. Vendredi, un raid turc, d'une ampleur sans précédent, aurait touché par erreur deux villages iraniens, au lieu d'un camp kurde.

■ FAITS DIVERS

DREUX

**L'avocat des Kurdes compte sur une prochaine libération**

RÉPUBLIQUE DU CENTRE  
29 janvier 1994

DREUX. — Des interpellations de Kurdes à Marseille, l'assignation à résidence dans la région d'Albi de Azad Dere, président du comité du Kurdistan en France. La rafle orchestrée, le 18 novembre, par Charles Pasqua dans les milieux kurdes opposant au régime turc n'en finit pas de rebondir.

Pour les deux Kurdes de Dreux, interpellés en novembre et écroués depuis à la prison de la Santé à Paris, la situation avance

à pas de fourmi. Mais Jean-Jacques de Félice, leur avocat, affiche un certain optimisme. « Husseyin Yildirim a dû être interrogé, hier ou avant-hier, dans le cadre de l'instruction. Je pense que nous pouvons compter sur une libération prochaine. Quoiqu'il en soit, nous continuons à réclamer sa remise en liberté. » Le cas de Ekram Yildirim, le neveu du président de l'association sportive et culturelle kurde (Dersim), est compliqué par un pro-

blème de papiers d'identité. « Il y a un problème de papier à régler avec la préfecture. »

L'avocat se fonde sur la récente libération de trois Kurdes pour espérer obtenir celle de Husseyin et Ekram Yildirim, d'autant que depuis le début de cette affaire, il souligne la faiblesse des charges retenues contre les deux Kurdes. « Il y a eu également des mouvements de solidarité locaux qui se sont créés. C'est important, surtout pour le moral des deux

détenus », souligne Jean-Jacques de Félice. En effet, l'association Dersim s'est mobilisée, dès le premier matin, pour innocenter Husseyin Yildirim et son neveu. Elle a également reçu le soutien du Collectif Dreux-Egalité et du MRAP qui n'excluent pas de profiter de la manifestation du 5 février à Paris, pour rappeler leur solidarité avec la communauté kurde éprouvée par la guerre.

V. B.



**Pétrole** Entre Russie et Turquie la lutte est acharnée pour contrôler le pétrole qui sera massivement exporté de la mer Caspienne vers la Méditerranée d'ici à l'an 2000

# MOSCOU ET ANKARA : LA COURSE À L'OLÉODUC

C'est un combat feutré qui vaut son pesant de milliards de dollars : Turquie et Russie se disputent depuis plusieurs mois le passage d'un oléoduc stratégique. L'enjeu est le pétrole de la mer Caspienne, grand lac intérieur presque exclusivement soviétique que jusqu'à il y a peu (1), et dont les réserves, mal connues, font rêver les plus grandes compagnies pétrolières du monde.

La nouvelle République du Kazakhstan qui borde le nord-est de la mer, est déjà surnommée le « Koweït du XXI<sup>e</sup> siècle ». La firme française Total y a signé début décembre le plus gros contrat d'études sismiques jamais conclu, portant sur 103 000 km<sup>2</sup>.

Au Turkménistan voisin, le bassin du fleuve Amou Daria dispose de réserves qui le rangent au troisième rang mondial selon la revue *Oil and Gas*. En face, l'Azerbaïdjan recèle autant d'hydrocarbures que la mer du Nord. Un consortium de huit compagnies, dirigé par British Petroleum, a signé le 24 octobre avec Bakou un accord d'exploitation qui nécessitera

un investissement de 42 milliards de francs sur les champs sous-marins d'Azeri et Chirag.

L'une des clauses suspensives de l'accord prend toutefois une acuité croissante : le consortium veut pouvoir compter d'ici à deux ans sur un oléoduc permettant d'exporter le pétrole vers la mer Méditerranée. Or, malgré un protocole d'accord signé en mars entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, rien n'est acquis. Et pour cause : le pouvoir a changé de mains à Bakou où le nouvel homme fort, Gueïdar Aliev, a pris ses distances avec Ankara et renforcé les liens avec Moscou.

Le tracé initial prévoyait de relier Bakou au terminal turc de Yumurtalik, sur la Méditerranée, via l'Iran - évitant soigneusement l'Arménie. Un projet de 1 060 km et 8,4 milliards de francs qui rapporterait à terme 6 milliards de francs par an à la Turquie en droit de passage. La nouvelle donne en Azerbaïdjan a modifié ces projets.

Ankara doit en outre affronter le refus de Washington de voir un pipeline emprunter le

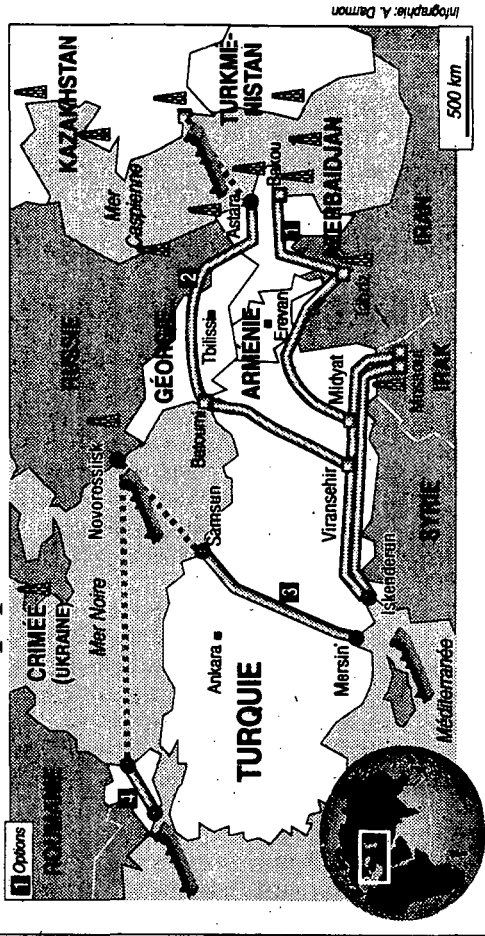
territoire iranien. Les compagnies pétrolières n'ignorent pas en outre que la guérilla sécessionniste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), très active au sud-est de la Turquie, s'oppose au passage de l'oléoduc. La guérilla s'en prend régulièrement à un pipeline déjà existant qui relie le nord de l'Irak à Yumurtalik.

Ankara a donc vu sa position s'affaiblir tandis que le retour en force de Moscou était concrétisé par le choix de la compagnie pétrolière russe Lukoil pour exploiter, avec son homologue azéri, un important champ d'hydrocarbures en mer Caspienne, Gunesli. Ce lot semblerait jusqu'à la devoir être attribué au consortium mené par British Petroleum.

## Les deux rivaux condamnés à s'entendre

La Russie tente à présent de pousser son avantage. Elle propose de transporter les hydrocarbures d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Turkménistan jusqu'à son port de Novorossiysk. De là, des tankers achèveraient le pétrole en Méditerranée.

Le pipeline de la discorde



terrannée. Coûteux, reconnaît un diplomate russe : il faudrait intégralement construire les équipements portuaires nécessaires.

Surtout, cette solution ne débarrasse pas Moscou de la pression turque. Les tankers, pour se rendre de la Caspienne à la Méditerranée, doivent passer par le Bosphore, sous contrôle turc. Le traité de Montreux de 1936 garantit certes la libre circulation des navires mais An-

kara met en avant les périls écologiques que la hausse brutale du trafic pétrolier pourrait provoquer. Par « précaution », la Turquie entend imposer des mesures de sécurité qui ralentiront nettement le trafic.

Moscou et Ankara n'ont en fait pas d'autre choix que de s'opposer - quitte à bloquer le dossier - ou de coopérer. L'un des compromis pourrait être d'acheminer les cargaisons chargées à Novorossiysk vers un

port turc de la mer Noire où elles seraient transbordées dans un oléoduc filant par voie terrestre vers la Méditerranée. Autre variante : le pétrole serait acheminé en Géorgie puis en Turquie. Douze tracés différents seraient en discussion.

**Jean-Christophe PLOQUIN**  
(Avec Maxime Jousine à Moscou et Claude Ortaç à Istanbul)

(1) En dehors des ex-Républiques soviétiques, seul l'Iran est riverain de la mer Caspienne.

تحدثت له «تيارات» عن أكراد تركيا والمسألة الكردية في عمومها

# دانيال ميتران: لكن السياسي يستطيع أن يكون إنساناً وسياسياً

الوقت نفسه يجب أن نحاول فهم لماذا بلجا هؤلاء إلى العنف، التمييز الوحيد الممكن هو أنه نتيجة للاجتماع بسبب تعذر إجراء حوار. لكن أكرر أنني أدين العنف والأرهاب.

● لماذا قررت العمل من أجل حقوق الأكراد التي تعتبر قضيتهم من أعقد القضايا بسبب الاعتبارات الجيوبوليتيكية الحية بها؟

- لم يكن لدي خيار في الأمر والقضية فرضت نفسها علي فرضاً بسبب رئيس بلدية ديار بكر، مهدي زانا، فقد اكتشفت أنه سجن عشر سنووات لأنه أراد التكلم باللغة الكردية. وتعاونت مع الرابطة الدولية لحقوق الإنسان لمساعدته وحاولنا إرسال محام يدرس قضيتهم. في ذلك الوقت لم تكن منظمة «حريات» تأسست بعد، بل كنت أعمل في منظمة أخرى كان اسمها «رابطة ٢١ حزيران» وذهبت لاحتشائي في أن هذا الرجل كان يمكن أن يقتل لجزيرة رغبته في التكلم بلغته. أردت أن أعرف المزيد عن الأكراد وقضيتهم فالتقيت شخصيات كردية في فرنسا وأوروبا، وقررت أن تدعم فكرة مركز ثقافي كردي، وهكذا تأسس المعهد الكردي في باريس.

ثم اكتشفت ما حدث في نهاية الثمانينات لأكراد العراق الذين في الآف منهم إلى تركيا حيث أقيمت لهم مخيمات، وذهبت لزيارتهم لتلبية لدعوتهم.

● كان ذلك في ١٩٨٩ وزيارتك خلفت لك مشاكل في تركيا وعموماً تعاملت مع الأكراد تحية اختيار على حياتك كما حدث عندما تعرضت في ١٩٩١ إلى محاولة اغتيال في كردستان العراق. كيف تعاملت مع هذه المعرصة للخطر، واكتني لا

اعتبر الأمر مهماً لأنني لو فعلت لاعتقل علي القيام بأي نشاط، أنني أشعر قلق أكبر على ناشطين في منظمة «حريات»، تعلمان في صورة دائمة في كردستان العراق.



السيدة ميتران مع ناجية من حلبجة قفزوا إلى تركيا في ١٩٨٩ (الحياة)

بتخذان على ما يبدو ابعاداً مخفية في هذه المنطقة، وتطابق المعلومات التي تسلمها من شهود العيان والمنظمات غير الحكومية عن أحوال حقوق الإنسان في المنطقة، وكاد لا يمر يوم من دون أن تصلنا معلومات جديدة تؤكد أن الأوضاع تزداد صعوبة.

● التركيز على حقوق الإنسان وفصلها عن السياسة أمر لا بد أن يكون صحيحاً، لأن الحكومات التي لا تحترم حقوق الإنسان تتصرف من منطلق سياسي، ما هي طبيعة المشاكل والصعوبات التي تواجهها في نشاطك وحملاتك من أجل حقوق الإنسان؟

- العمل من أجل حقوق الإنسان يمكن أن يكون سياسياً أيضاً. يجارس الفرد السياسة

الحقيقة من دون أن نخاض إلى أي جهة، واعتقد أن من الضروري جداً إرسال مراقبين إلى كردستان تكون مهمتهم كشف الحقيقة.

وبخصوصي، إن يكون هؤلاء برلمانيين وشخصيات معروفة لا يغير على موضوعيتهم لأن السلطات المعنية تعتبر المنظمات غير الحكومية العاملة في المنطقة منحاذاً، المهم أن نظرها أن ينقل هؤلاء الحقيقة كما يرونها ويسمعونها من السكان من دون أن يتخذوا أي موقف سياسي.

بعبارة أخرى نحن لا نروج لأي أفكار سياسية، بل نعتبر فقط عن قناعتنا بأن أي حل بالقوة ليس حلاً، وأن الحوار هو الطريق الصحيح لحل النزاعات.

● وهل تحدثت مع برلمانين؟ هل وجدت استجابة لدموتك إرسال مراقبين؟

- نعم، والاستجابة ايجابية في فرنسا والصحيح لحل النزاعات.

● وتحدثت مع برلمانين؟ هل وجدت تقديراً إرسال مراقبين إلى كردستان تركيا وبريطانيا.

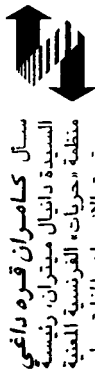
فقط أم ببقية الأجزاء أيضاً؟

- الاتجاه حالياً هو لإرسال مراقبين إلى تركيا، إن حقوق الإنسان تنتهك فيها وإن انتخايات محلية ستجري هناك في آذار (مارس) المقبل. نحن نعرف أن الأوضاع صعبة جداً في كردستان أيضاً، ولكن الحكومة هناك مستعدة ما يجعل مستحيلاً إرسال مراقبين.

أما العراق فقد أرسلنا إليه بعثات عدة ونعرف أن ماكس فان دير شتوبيل، مقرر الأمم المتحدة لحقوق الإنسان في العراق، قدم تقريراً عن الانتهاكات في هذا البلد.

● هل الانتهاكات التركية الدافع الوحيد لتنظيم هذه الحملة أم أنها عملية مستمرة؟

- الانتهاكات جزء من الحملة، ولكن تنظيمها كان ضرورياً لأن الوقت حال بالفعل لترويج فكرة الحوار، إذ العنف والتعذيب



سأل كامران قره داغي السيدة دانيال ميتران، رئيسة منظمة «حريات» الفرنسية المعنية بحقوق الإنسان، لماذا تورطت في الدفاع عن قضية معقدة

كما قضية الكردية؟ أجابت أنه لم يكن خياراً، فهي لم تكن تعرف شيئاً يذكر في الأكراد قبل أن تسمع في الثمانينات، بمهدي زانا، الرئيس السابق لبلدية ديار بكر، الذي أدهشها قضيتهم عندما علمت بأنه حكم علي بالسجن عشر سنووات لجرد أنه أراد التكلم بالكردية.

ومنذ ذلك الحين أصبح الأكراد يعتبرون زوجة الرئيس الفرنسي، «مدام ميتران» كما ينادونها، ناطقة باسمهم وهي صديقة كثيرين من زعمائهم وناضليهم وسلاطنتهم، ونصرتهم وحزنت، كما لو كانت فقت أحد أفراد عائلتها، على من سقط منهم في أرض المعركة أو اغتالته السلطات في الدول التي تضم أجزاء، من كردستان.

لكن أكراد تركيا، الذين ينتمي إليهم مهدي زانا، يظنون «حسبها» الأول، في ١٩٨٩ زارت كردستان تركيا للمرة الأولى وكادت تتسبب بإزمة بين باريس وأنقرة لاصرارها على وجود الأكراد في تركيا ومطالبتها باحترام حقوقهم الإنسانية، وهي تنظم في الوقت الحاضر حملة هدفها حمل المجتمع الدولي على إرسال مراقبين إلى تركيا.

● لكن لماذا تركيا؟

- لأن ما يجري في كردستان تركيا موجّهة حقيقية، لدينا فقط وجهة النظر الرسمية التي لا تجد السلطات صعوبة في التعبير عنها عبر منابر كثيرة، ولكن لدينا أيضاً أقانات شهود العيان من المنطقة الذين يقولون عكس ما تقول هذه السلطات، لذا نشعر أننا ملزمون أن نسمع إلى معرفة

ثم انتقلت مذام ميتيران الى إيران، الجمهورية الاسلامية التي تقوم عقيدتها على عدم الاعتراف بالقوميات ما يجيز لها ان تقم الاكراد وتحلل دماهم لاصرارهم على المطالبة بحقوق قومية. حتى ان الخميني اصدر فتوى بتحريم المطالبة بالحكم الذاتي للاكراد. ولم تخل حقيبة السيدة الفرنسية الاولى من امثلة عن سورية على رغم ان الموضوع الكردي فيها لا يثار الا قليلا. ولا تختلف سورية في الحقيقة كثيرا عن ايران وتركيا في تعاملها مع الحقوق الكردية، وهو تعامل يقوم على عدم الاعتراف بوجودهم اذنية مميزة. اكثر من هذا هناك ١٥٠ الف كردي سوري ترفض الدولة منحهم الجنسية السورية بمقتضى القانون الرقم ٩٢ الذي صدر في عام ١٩٢٣. وينص هذا القانون على ان جميع الاكراد «السوريين» الذين نزحوا اليها من تركيا لا يجوز منحهم الجنسية السورية لان ذلك يمكن ان يغير الطابع الديموغرافي لمنطقة الجزيرة.

وفي عام ١٩٦٣ بدأت سورية اقامة «الحزام العربي» حول الاكراد في منطقة الجزيرة واستمرت في الخطة حتى اوقفها الرئيس حافظ الاسد في عام ١٩٧٦. اما الاكراد في العراق فكفى مدام ميتيران ان تذكر كلمة «الانفال» حتى فهم مستمعوها ما تقصده. «الانفال» هي التسمية التي اطلقها صدام حسين على عمليات نفذها ابن عمه علي حين الجسد بالأسلحة الكيماوية على مدى ستة اشهر اسفرت عن اباده نحو ربع مليون كردي وتدمي البنية التحتية للمجتمع والريف الكرديين. امرأة شجاعة مدام ميتيران ان تنبئ قضية كفضية حقوق الاكراد ما يجعلها تواجه دفعة واحدة اهم اربع دول في المنطقة. كان الله في عونها.

كامران قره داغي

## حقوق الانسان في كردستان

■ دانيال ميتيران زوجة الرئيس الفرنسي بين قلة قليلة من دعاة حقوق الانسان في الغرب اختارت تكريس جزء رئيسي من عملها في اطار منظمة «حريات» الفرنسية الدفاع عن شعب تعتبر قضيتهم واحدة من اعقد اقساها في العامل بسبب ما يحطها من اعتبارات اقليمية ودولية وجيوبوليتيكية متشابكة.

وهي زارت لندن الاسبوع الماضي في اطار حملة جديدة تشنها نيابة عن «حريات» لحض المجتمع الدولي على الدفاع عن حقوق الاكراد ضد حكومات العراق وتركيا وايران وسورية. والتقت وزراء ونواب ودعاة حقوق الانسان وسياسيين وتحدثت الى خبراء ومعنيين بالوضع الكرديين عموما.

وكان السجل الذي عرضته على محدثيها حافلا بـ «الحقوق» التي لا يتمتع بها الاكراد في هذه البلدان الموزعين عليها ما جعل قضيتهم شانكة ومعقدة الى حد ان الكردي صار ينتفض كاللدوغ عندما يسأل هل انه يطمح الى توحيد الاجزاء الكردية ويسارع بنفي هذه التهمة الخطيرة قبل ان يتهم بالخيانة الوطنية والدعوة الى الانفصال وتقسيم المنطقة وجر ويلات لا تحصى عليها.

ولدى مدام ميتيران من الامثلة والادلة على انتهاكات حقوق الانسان الكردي ما يملأ مجلدات. وهي جمعت كثيرا منها بنفسها اثناء جولات قامت بها على كردستان في العراق وتركيا وايران. وهي فضلت هذه المرة، اثناء حديثها الى جمهور منتخب في المعهد الملكي للشؤون الدولية ان تبدأ بمثال عن شاعر كردي من تركيا.

في زيارتها الاولى لكردستان تركيا في عام ١٩٨٩ التقت في فندقها الشاعر الكردي المسن موسى عنتر الذي اعتادت السلطات التركية طوال سنوات ان تعتقله، بين يوم واخر، دون ان يعرف السبب ابدأ. وعندما تحدث اليها امسك بيدها وقال انه ممتن لها كثيرا لاستقبالها له لانه سيعرف للمرة الاولى في حياته لماذا سعتتله السلطات عندما يغادر الفندق.

موسى عنتر اغتيل العام الماضي في اسطنبول وكان عمره اقترب كثيرا من التسعين. ومنذ ذلك الحين اغتيل «في ظروف غامضة» عشرات النشطاء الاكراد في جنوب شرقي تركيا بينهم محمد سنفر النائب في البرلمان التركي ليضافوا الى عشرات آخرين سقطوا في السنوات الثلاث الاخيرة. ولم تستطع السلطات ان تعتقل ولو جانبيا واحدا حتى الآن.

15 janvier 1994



17 janvier 1994

## مطالبة بلجان دولية للتحقيق في أوضاع أكراد العراق

لندن: من عدنان حسين

وذلك في اطار حملة تقوم بها منظمة «فرنسا - حريات» التي تترأسها السيدة ميتيران للفت انتباه الرأي العام الدولي الى أوضاع الاكراد في عدد من البلاد. وعرضت دانيال ميتيران المعلومات المتوفرة لمنظمتها عن انتهاكات حقوق الانسان وعمليات القمع والظروف الاقتصادية والسياسية للاكراد، ودعت حكومات البلاد المعنية الى اقامة حوار مع الاكراد لحل مشاكلها معهم بالطرق السلمية. ووجهت نداء الى المجتمع الدولي والحكومات الديمقراطية لتقديم المساعدات الى الاكراد وتوفير الحماية لهم والضغط على حكوماتهم للتعاون معهم ووقف سياسات العنف، ضد.

واعتربت السيدة ميتيران ان الحل السلمي للمشاكل الاقليمية، وبينها المشكلة الكردية «هو امر مفيد ايضا للحد من ظاهرة الارهاب» في اوروبا والعالم.

واجرت السيدة ميتيران التي امضت في لندن يومين لقاءات مع وزير الخارجية البريطاني دوغلاس هيرد ووزير الدولة للشؤون الخارجية دوغلاس هوج واعضاء لجنة حقوق الانسان في البرلمان البريطاني لحثهم على مساندة الحملة التي تقوم بها منظمتها من اجل الاكراد.

حضت السيدة دانيال ميتيران عقيلة الرئيس الفرنسي منظمة الامم المتحدة على تشكيل لجان للتحقيق في اوضاع السكان في عدد من المناطق الكردية خاصة في ايران والعراق «حيث تتعرض حقوق الانسان والحقوق الثقافية الى اسوأ الانتهاكات»، واعتبرت ان تدخل المنظمة الدولية لضمان حقوق الانسان ووقف الحروب الاهلية «هو من المهام الرئيسية التي يتعين ان تضطلع بها في الوقت الراهن». ولاحظت ان الامم المتحدة، عندما انشئت عام 1945، حددت هدفها «بحفظ الامن والسلام الدوليين ومنع النزاعات العسكرية بين الدول والشعوب»، ولفتت الى ان المجتمع الدولي يعاني هذه الايام صراعات داخلية وحروب اهلية «بسبب تعرض الشعوب والاقليات الى القمع والاضطهاد من حكوماتها».

وكانت السيدة ميتيران تتحدث في ندوة نظمها لها المعهد الملكي للشؤون الخارجية، في لندن، وحضرها عدد من اعضاء مجلسي اللوردات والنواب وAsاتذة الجامعات والباحثين المهتمين بالقضية الكردية، اضافة الى عدد من الصحافيين.

ASHARQ AL-AWSAT

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0232 4 IA 0241 TUR /AFP-MJ87

Turquie-presse

Deux journalistes devant la justice pour "propagande séparatiste"

ISTANBUL (Turquie), 1er fév (AFP) - Deux producteurs d'une chaîne de télévision privée, "Kanal-6", ont comparu lundi devant le tribunal de la sûreté d'Etat d'Istanbul pour "diffusion de la propagande séparatiste", a-t-on appris mardi auprès de cette chaîne.

Producteurs et présentateurs d'une émission intitulée "Dynamite", homme et femme, Ahmet Altan et Nese Duzel, sont accusés de s'être livrés à la "propagande séparatiste" à l'occasion d'un débat télévisé entre islamistes et hommes de gauche, sur la question kurde. Deux séparatistes kurdes sont recherchés sur un mandat d'arrêt émis par ce même tribunal. Les deux journalistes sont passibles d'une peine de prison de 2 à 5 ans, en vertu de l'article 8 de la loi sur la "lutte contre le terrorisme".

Ahmet Altan et Nese Duzel ont rejeté ces accusations et souligné que "discuter la question kurde ne devrait pas être considéré comme un délit", selon la même source.

Le procès a été reporté au 22 mars.

Deux autres producteurs d'une autre chaîne privée, "HBB", sont toujours poursuivis par un tribunal militaire pour "diffusion d'opinions contre le service militaire". Ils avaient été placés en garde à vue du 14 au 19 décembre dernier avant d'être remis en liberté.

Au total, 51 journalistes sont toujours détenus en Turquie pour délits d'opinion, selon des sources bien informées.

KG/YM/bmk

AFP 011412 FEV 94

A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P. — Agence France Presse—A.F.P.

FRA0430 4 I 0173 IRK /AFP-OL56

Irak-Turquie-ONU

Plus de 5.000 Kurdes déplacés après le bombardement turc dans le nord de l'Irak, selon l'ONU

BAGDAD, 1er fév (AFP) - Un millier de familles kurdes irakiennes, soit 5.000 à 6.000 personnes, ont été déplacées à la suite du récent bombardement turc dans le nord de l'Irak, a indiqué mardi un responsable de l'ONU à Bagdad.

"Un millier de familles kurdes, soit quelque 5.000 à 6.000 personnes, ont dû abandonner leurs foyers et villages dans la région qui était la cible des bombardements" turcs, a déclaré à l'AFP Mohamed Zejjari, coordinateur des activités humanitaires de l'ONU à Bagdad.

Des représentants des Nations unies dans le nord de l'Irak "se sont rendus sur les lieux de rassemblement des Kurdes déplacés pour s'enquérir de leurs besoins", a ajouté M. Zejjari.

Vendredi, l'aviation turque avait mené une opération de grande envergure contre une base de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, Kurdes de Turquie séparatistes) dans la région de Zaleh, dans le nord de l'Irak.

fch/tm/hj/bmk

AFP 011808 FEV 94

**KURDISTAN IRAKIEN**

# Indépendance sous haute protection

*Enfin reconnu par la communauté internationale, le peuple kurde se met à rêver d'un pays libre, démocratique et indépendant... à l'image du Kurdistan irakien. Protégé par l'ONU, celui-ci vient en effet de vivre ses deux premières années de "relative indépendance". L'espoir renaît pour une partie des Kurdes qui tentent de reconstruire leur pays.*

**A**u sommet d'un chemin de terre escarpé, Jalal s'arrête pour indiquer où était, jadis, son village. J'ai peine à le croire lorsqu'il désigne quelques modestes pierres sur un vaste terrain plat. On ne peut pas trop s'en approcher, car, prévient-il, le terrain est miné. Comme des centaines d'autres, son village, situé dans la tristement célèbre région d'Halabja, a été "détruit par l'armée de Saddam Hussein". Revenir sur ces lieux quittés à la hâte plusieurs années plus tôt pour prendre le chemin de l'exode, est une épreuve terrible pour mon compagnon kurde. En contrebas, quelques hommes creusent la terre avec énergie. Le silence est de rigueur, les visages sont durs et marqués par les épreuves. Certains ont les larmes aux yeux. Ces hommes, amis de Jalal, creusent dans l'espoir de retrouver les restes des corps de leurs proches. L'un d'entre eux s'explique à

voix basse : "Lors du bombardement de notre village à l'arme chimique, en 1988, nous avons enterré rapidement nos morts, avant de prendre la fuite. Aujourd'hui nous revenons pour leur offrir une sépulture décente".

**LES KURDES N'OUBLIERONT PAS LES EXACTIONS SUBIES**

Un enchevêtrement de squelettes, une bonne vingtaine, apparaît soudain. Un hurlement brise le silence. Pas besoin d'interprète pour comprendre : cet homme qui crie sa détresse a reconnu les restes de sa femme. Il vient de l'identifier grâce aux bagues qu'elle portait aux doigts. L'émotion est trop forte pour cet homme brisé, que ses camarades doivent soutenir un moment. Plus tard, nous l'aidons à se rendre au cimetière des martyrs, qui vient de voir le jour, à quelques centaines de mètres de là. Le recueillement est profond.

"Nos morts sont notre mémoire, et jamais nous n'oublierons les horreurs commises par Saddam Hussein et Ali Hassan Al-Meguid, son cousin, surnommé 'le boucher du Kurdistan'. Un jour, nous espérons qu'ils comparaitront devant un tribunal international et seront condamnés pour crimes contre l'humanité." Avec Jalal, nous nous éloignons discrètement du village en marchant au milieu du sentier afin d'éviter les mines. Nous entendons encore les chants kurdes, entre-



coupés de pleurs, qui s'élèvent du cimetière.

Le long des routes, des gargottes se sont ouvertes. Certains villages se reconstruisent, patiemment, avec la population restante. Jawila, par exemple, ne compte aujourd'hui que quelques centaines d'habitants sur les douze mille qui y vivaient autrefois. Ces villages n'ont pas d'électricité et l'eau fait souvent défaut. "Le vrai problème, précise Jalal, ce sont les mines qui sont partout. Chaque jour nous entendons une explosion. Parfois, ce n'est qu'une chèvre, mais il arrive que ce soit l'un de nous..." Tous les chemins sont bordés de barbelés supportant d'innombrables pancartes "danger de mort : mines" avec l'effigie d'une tête de mort.

**UNE PAIX ENCORE BIEN PRECAIRE**

Beaucoup de Kurdes préfèrent vivre sous les tentes de l'ONU, même si la promiscuité est difficilement supportable. D'autres rejoignent les banlieues des grandes villes. Dans ces bidonvilles, ils ne risquent pas de sauter sur une mine et bénéficient de l'aide des Organisations non gouvernementales, nombreuses au Kurdistan. Grâce à elles on ne meurt pas de faim au Kurdistan et on ne constate que très peu de maladies liées à la malnutrition. Presque deux ans après avoir accédé à





**De 1974 à 1990, 300 000 Kurdes ont été massacrés en Irak. Veuves et orphelins sont réfugiés, souvent dans leur propre pays.**

**En bas : Le peuple n'est pas près d'oublier les horreurs commises par Saddam Hussein et craint le départ de l'ONU qui garantit sa sécurité.**

Il entreprend avant tout "de garantir la démocratie au Kurdistan".

La rivalité historique qui oppose Massoud Barzani et Jalal Talabani empêche l'émergence d'une vraie politique à long terme pour combattre Saddam Hussein. Elle explique aussi, en partie, pourquoi le soulèvement tant attendu des Kurdes n'a pas eu lieu.

### DES RIVALITES POLITIQUES HISTORIQUES

Depuis les élections de mai 1992, le Kurdistan irakien a un parlement et un gouvernement indépendants, au sein de la zone de protection kurde située au nord du 36<sup>e</sup> parallèle et surveillée par l'ONU. Mais, même si les *Peshmergas* (combattants kurdes) ont des chefs communs, la cohabitation entre les deux grands partis politiques reste pour le moins difficile. Par ailleurs, les minorités yazidies et assyriennes, qui vivent en territoires kurdes, se plaignent de la politique menée par les leaders kurdes à leur encontre. Celles-ci se disent "oubliées et victimes de l'histoire". Une épine dans l'épine...

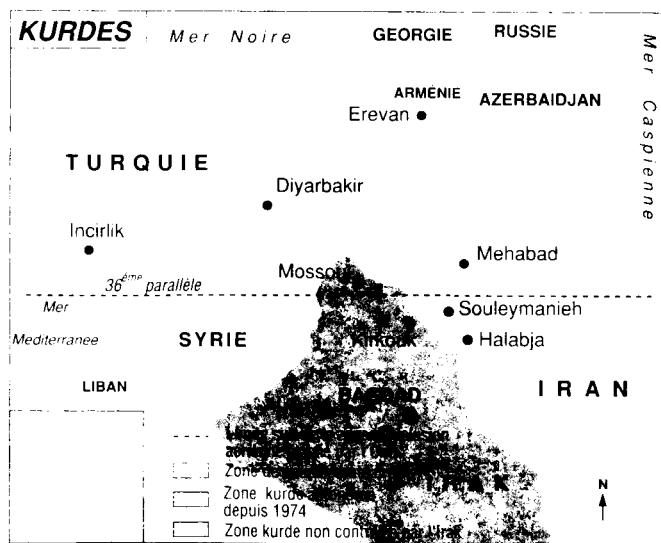
Texte et Photos Nicolas Jallot

(\*) Le PKD et l'UPK sont les deux grands partis kurdes. Pour la première fois de leur histoire, les Kurdes ont élu démocratiquement en mai 1992 un parlement à parité égale entre Barzani et Talabani.

l'indépendance, les Kurdes d'Irak ne se sentent manifestement pas assez en sécurité pour reconstruire massivement leurs foyers et leurs villages. La plupart restent pessimistes quant aux chances d'une paix durable. "Mon baluchon est toujours prêt, précise Hamed. Nous nous attendons tous à reprendre le chemin de l'exode... Saddam 'veille' sur nous jour et nuit." L'armée iranienne constitue aussi une grave menace. Elle a mené des attaques en territoire kurde

irakien à plusieurs reprises. Pas plus que Bagdad, Téhéran n'a accepté la création d'un Kurdistan politiquement autonome. Beaucoup de Kurdes pensent que la paix actuelle est précaire. Ils craignent surtout que Saddam Hussein ne revienne à la charge... "Il profitera du retrait des Nations unies", disent-ils avec angoisse. Selon Massoud Barzani, leader du parti démocratique kurde (PKD)\*, "une lutte armée contre le régime de Saddam Hussein s'impose". Il a d'ailleurs officiellement demandé aux alliés de l'aide et des armes pour pouvoir, le cas échéant, affronter l'armée irakienne. Jalal Talabani, le président de l'union patriotique du Kurdistan (UPK) n'envisage pas cette hypothèse.

## Un peuple éclaté et indésirable



Carte N JACQUES

Descendants de tribus indo-européennes qui s'étaient installées dans la région, il y a 2 500 ans, les Kurdes se sont marginalisés par leur culture dès cette époque. Hormis un âge d'or (du XVI<sup>e</sup> au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) ils ont été dominés par les Perses, les Arabes, les Grecs, les Romains et les Turcs.

Aujourd'hui, les Kurdes sont 25 millions : 12 en Turquie, 8 en Iran, 4 en Irak, 1 en Syrie. La diaspora kurde d'Europe est estimée à 650 000 personnes. Musulmans, les Kurdes sont sunnites à 75 % environ. Près de 10 % sont chrétiens.

De 1974 à 1990, 300 000 Kurdes ont été massacrés par l'armée irakienne qui a détruit, rasé ou dynamité plus de 5 000 villages. Au sommet de l'horreur, le bombardement à l'arme chimique de la ville d'Halabja, en mars 1988, a causé près de 10 000 morts. Des blessés ont été amenés vers une destination inconnue. On ne les a jamais revus.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, le Kurdistan irakien, au nord du 36<sup>e</sup> parallèle est protégé par les forces de l'ONU. L'armée irakienne est interdite de pénétration sur ce territoire survolé - depuis Incirlik (en Turquie) - plusieurs fois par jour par les avions américains, anglais et français. N. J.

PEUPLE DU MONDE

Février 1994

MA VIE DE KURDE NOUREDINE ZARA



Ce récit autobiographique relate la grande aventure humaine de Nouredine Zara, écrivain et leader politique kurde.

Aux souvenirs vivants d'une enfance merveilleuse dans le Kurdistan de l'empire ottoman succèdent vite, avec l'arrivée de Mustapha Kemal à la tête de la Turquie, ceux des premiers signes de violence et de persécution envers le peuple kurde. Orphelin à dix ans, il se réfugie en Syrie et s'éveille au nationalisme kurde. Arrêté, emprisonné, torturé à plusieurs reprises en Syrie, en Irak, en Turquie et même à Beyrouth, il vivra le plus souvent clandestinement auprès des différentes communautés kurdes du Moyen-Orient. Un témoignage riche et vivant qui introduit mieux que n'importe quel traité à la question kurde. **Claude Ganneval**

(Ed. Labor et Fides, 260 pages, 125 FF)

L'EVEIL DE LA HAUTE LOIRE — 2 février 1994

LES KURDES EXISTENT : PARLONS-EN

On nous communique :

Le peuple kurde vit une tragédie, dont nous ne pouvons nous désintéresser, ne serait-ce que parce que nous y jouons un rôle sans toujours le savoir. Neuf associations \* — dont deux existent au Puy — ont décidé de s'unir pour faire savoir un peu plus ce qui se passe et pour que l'influence de notre pays soit positive.

En Turquie, les violences faites au peuple kurde ont engendré une guérilla sanglante. Depuis des années, la répression par l'armée et l'action violente du PTK (Parti des travailleurs du Kurdistan) s'alimentent réciproquement. Devant l'impasse actuelle, les associations soulignent l'urgence d'une solution pacifique et politique de la question kurde. Cette solution passe par une révolution de la Turquie dans le domaine des Droits de l'homme et par l'ouverture d'un dialogue avec les représentants élus et des personnalités de la société civile kurde, dont la vie ne doit plus être menacée par des « escadrons de la mort ».

Quelques faits peuvent donner une idée de ce qui se vit là-bas.

- 900 villages kurdes ont été vidés de leur population par l'armée. Ces personnes se réfugient où elles le peuvent, là où d'autres Kurdes ont déjà fui, dans les grandes villes turques, en Allemagne (où se trouvent 400.000 Kurdes), en France (où il y en a 75.000).

- En refusant toute revendication kurde, même culturelle, le gouvernement turc étouffe les voix des modérés et pousse à la radicalisation. Par exemple, le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat a requis la peine de mort contre les 17 députés du Parti de la démocratie, simplement parce que ceux-ci ont demandé que l'identité kurde soit reconnue au sein des institutions turques.

- Le quotidien « Günden » fait des reportages courageux sur ce qui se passe. En 17 mois de parution, il a été saisi 250 fois ; 9 de ses journalistes et 11 de ses collaborateurs ont été assassinés.

Nous souhaitons que la France use de son influence pour que les droits de l'homme soient respectés dans les pays où vivent les trente millions de Kurdes et que des solutions soient recherchées pour garantir la paix civile dans cette région. Nous souhaitons la création d'un groupe d'étude parlementaire à vocation internationale sur la question kurde.

Par ailleurs la France vient de signer un contrat de vente de vingt hélicoptères avec l'armée turque. Nous souhaitons, qu'à l'image de la décision prise par le chancelier Kohl, la France exige que soit introduite une clause de non-utilisation de ces armes contre la population civile en Turquie. En cas de refus de la part des autorités turques, nous demandons que la France renonce à cette exportation au nom de la protection des populations civiles et des Droits de l'homme.

Les personnes qui souhaitent soutenir cette initiative, par l'envoi de lettres aux parlementaires et au Premier ministre, peuvent s'adresser à : Ligue des droits de l'homme, B.P. 14, 43001 Le Puy, tél. 71.05.62.64 ; CIMADE, 63, avenue Foch, bâtiment F, 43000 Le Puy, tél. 71.09.10.77.

\* Agir ici : Ligue des Droits de l'homme — Agir ensemble pour les droits de l'homme — Fondation France-Libertés — Terre des hommes France — Cimade — Maison du monde — Peuples solidaires — Comité national solidarité aux Kurdes — Fédération internationale des ligues des Droits de l'homme.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P.

FRA0185 4 I 0219 /AFP-RY53

Grèce-Turquie-Kurdes

7 morts et 26 blessés dans le bombardement turc en Irak, selon les Kurdes

ATHENES, 2 fév (AFP) - Sept combattants et 26 civils kurdes ont été tués dans un bombardement turc dans le nord de l'Irak le 28 janvier, a affirmé mercredi à Athènes le Front de libération de Kurdistan (ERNK), branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Dans un communiqué, l'ERNK a d'autre part affirmé que 50 villages kurdes avaient été incendiés depuis le début de l'année en Turquie.

L'aviation turque avait mené le 28 janvier une opération de grande envergure contre une base du PKK, Kurdes de Turquie dans la région de Zalah.

L'ERNK a accusé la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis de soutenir les opérations turques.

Selon l'ONU, entre 5.000 et 6.000 personnes ont été déplacées à la suite de ce bombardement.

L'Iran a indiqué que 9 personnes avaient été tuées et 19 autres blessées dans deux villages iraniens frontaliers lors de l'opération turque. Téhéran a estimé qu'il s'agissait d'une erreur des forces turques.

Une partie du nord de l'Irak échappe au contrôle de Bagdad et est administrée par les Kurdes depuis l'échec de leur insurrection contre le gouvernement irakien au lendemain de la guerre du Golfe (janvier-février 1991).

RS/jcc

AFP 021149 FEV 94

## Iranian newspaper brands Turkey 'bully'

Reuters

NICOSIA- Iranian newspapers branded Turkey a regional bully after cross-border air raids against rebel Kurds which hit Iranian border villages. Turkey "imagines it could, under protection of the West, be bully in the region neglecting that regional instability is damaging to all countries," an editorial in Abar newspaper said.

The Iran government told Turkey on Monday it must apologize for the raids near the Iraq-Iran border which it said killed nine Iranian villagers and wounded 19.

"A formal apology by Turkey, and payment of compensation to the victims of Friday's bombardment is the least the Iranian people expect from Ankara," IRNA quoted Deputy For-

eign Minister Alaeddin Boroujerdi as telling Turkish Ambassador Korkmaz Haktanir in Tehran.

Turkey on Saturday denied its warplanes had killed Iranian citizens.

Several Iranian newspapers carried anti-Turkish editorials on Monday. They published interviews with the wounded and photographs of them being treated at hospital.

Abrar said "Turkish military planners definitely were aware that harm may come to Iranian villagers...so it seems that Ankara only cares about its interests, overlooking good neighborly relations".

IRNA earlier said Haktanir expressed regret on behalf of Ankara and assured officials that camps of the Kurdistan Workers Party (PKK) were the

target of the operation.

The air raid involved more than 50 planes and appeared to be one of the biggest ever mounted by the Turkish air force against the PKK, which uses northern Iraq as a base for guerrilla operations.

The Tehran Times newspaper said Iran, Turkey and Iraq should work for a peaceful solution to conflicts with their Kurdish minorities.

"The Kurdish problem is becoming increasingly dangerous for the entire region...(and its) main victims are Moslem Kurdish civilians," the English-language daily said in an editorial. It said Turkey could not solve its Kurdish problem "by sending 50, or even 500 fighter bombers to massacre the Kurds".

## Turkey ready to compensate Iran's losses

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey is prepared to compensate Iran's losses due to the air raid on the PKK's main training camp in Zaleh, which took place last Friday, Diplomatic sources told the TDN on Tuesday.

According to Tehran's claims, nine Iranians were killed and 19 were wounded in border villages near the city of Sardast during the raid.

A Turkish fact-finding mission is now in Iran. According to one source: "They visited the hospitals in Urumiyeh to see the wounded Iranians, and then travelled to border area. In their report, which will be ready in a couple

of days, they say that Turkey will take the necessary steps."

Meanwhile, the Iranian press, especially the more radical newspapers, has launched a campaign against Turkey which is supported by radical political factions, a senior diplomatic source in Tehran told the TDN in a telephone interview.

According to him, the Iranian government wanted to bring the issue to an end by demanding compensation and a formal apology from Turkey. But radicals insisted on claiming that the raid was aimed at Iran. "Turkey has to be very careful, especially since these days mark the 15th anniversary

of the Islamic Revolution, and the Iranian people very sensitive on the issue," he cautioned. Turkey and Iran had signed several cooperation accords, mainly in the field of economics, during the first visit of the Iranian vice president, Hasan Habibi, in December 1993. Both countries had expressed their intention to strengthen bilateral relations.

The visit was regarded as a diplomatic success for Turkey and Iran, and observers claimed that a climate of confidence had developed between the two neighboring countries. The Iranian press also applauded the improvements.

### Exode kurde en Irak

Conséquence du bombardement turc.

Un millier de familles kurdes irakiennes, soit 5000 à 6000 personnes, ont été déplacées à la suite du récent bombardement turc dans le nord de l'Irak, a indiqué hier un responsable de l'ONU à Bagdad. Des représentants des Na-

tions unies se sont rendus sur les lieux de rassemblement des déplacés pour s'enquérir de leurs besoins.

Vendredi, l'aviation turque avait mené une opération de grande envergure contre une base de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, Kurdes de Turquie séparatistes) dans la région de Zaleh, dans le nord de l'Irak.

Une partie du nord de l'Irak est administrée par les Kurdes depuis leur insurrection contre le gouvernement irakien au lendemain de la guerre du Golfe.

AFP



turkish daily news- February 3, 1994

# US State Department report says torture persists in Turkey

'Methods include systematic beatings & vaginal, anal rape with truncheons and gun barrels'

*The Associated Press*

WASHINGTON- Despite pledges of reform by the Turkish government, torture and excessive use of force by the security forces persisted in 1993, the U.S. State Department reported Tuesday.

"Turkey's primary human rights problems in 1993 continued to be the torture of people in police custody during periods of incommunicado detention and interrogation," the annual world human rights survey said.

It said that security forces used excessive force against noncombatants in the southeastern provinces "where the government continued to face terrorist violence from the separatist insurgency of the Kurdistan Workers' Party (PKK)." The report also said the Kurdish uprising led to authorities restricting freedom of expression and association and to "disappearances and 'mystery killings' that appear to be politically motivated."

The State Department accused the Kurdish rebels and Islamic extremists of terrorist acts.

"Actions by both Turkish authorities and the PKK contributed to the overall deterioration of the human rights situation," the report said.

It said the government of Turkey's first woman prime minister Tansu Çiller, acknowledging international concern, promised "to establish a state of law based on respect for human rights and put an end to use of torture by security forces."

"Despite these pledges, incidents of torture and excessive force by security personnel persisted throughout 1993." The report said that "credible reports from former detainees and professionals who rehabilitate victims" described a variety of methods of torture:

High pressure water hoses, electric shocks, beating of the feet and genitalia, hanging by the arms, sleep deprivation, systematic beatings and vaginal and anal rape with truncheons and gun barrels. "Authorities do not consistently investigate allegations of such abuses, and perpetrators are rarely sanctioned," the report said.

## Turkey not satisfied by HR report

*Turkish Daily News*

ANKARA - Turkey voiced its dissatisfaction with the U.S. State Department's annual human rights report, on Wednesday. The claims in the report came from foreign and domestic nongovernmental organizations and had not been confirmed by official sources, Foreign Ministry acting spokesman Ferhat Ataman said at his weekly press conference.

"It is impossible to agree with statements in the report about incidents in southeastern Turkey. The report focused on human rights abuses due to terrorist acts," Ataman noted. "On the other hand, the PKK is declared a terrorist organization in the report. Also it is stressed that Turkey is a parliamentary democracy and human rights and freedoms exist," Ataman maintained.

Turkey has realized important developments in the field of human rights and it is continuously making progress, Ataman noted.

Ataman added that Turkey would give its response to the United States after a full examination of the report.

# Iran says Turkish planes killed Iranians in error

'It was by mistake that the Turkish missile landed in Iranian territory and 28 of our citizens were martyred or injured'

*Compiled by TDN Staff with Wire Dispatches*

NICOSIA- The killing of nine Iranians by a Turkish air raid aimed at rebel Kurds in northern Iraq was a tragic mistake, the head of Iran's air force was quoted as saying on Wednesday. "It was by mistake that the Turkish missile landed in Iranian territory and 28 of our citizens were martyred or injured," the official IRNA news agency quoted Iran's air force chief, Brig. Gen. Mansur Sattari as saying.

"No Turkish fighter plane entered Iranian territory," he added.

Iran has said 19 Iranians were also

injured in Friday's air raid, aimed at a camp on the Iraq-Iran border which Turkey said was used by Kurdistan Workers' Party (PKK) militants. The agency said Sattari was speaking in an interview with the English-language daily Tehran Times.

It was not clear from the IRNA report whether Sattari meant that only one missile had caused the Iranian casualties. Previous Iranian reports spoke of missiles in plural. "Turkish pilots were not experienced or mature enough to avoid the tragedy," IRNA quoted Sattari as saying in remarks that implied the missile or

missiles were fired by the warplanes while they were outside Iranian airspace.

Senior Turkish officials have publicly regretted the incident, for which Iran is demanding an apology and compensation. A team sent by Ankara to investigate the incident is visiting the Iranian border area and has visited hospitals to meet the wounded, IRNA reported.

The Turkish Foreign Ministry denied the day after the raid that Iranians had been killed, drawing angry and belligerent criticism of Ankara from the Iranian press. But on second thoughts, Turkish officials, in-

cluding Foreign Minister Hikmet Cetin, have said if Iranian claims of damage are indeed proven, Turkey will be willing to compensate the neighboring country. "The recent incident occurred because Iran's residential areas were too close to the borders," Sattari was quoted as saying. "The Iranian air force, in complete control and fully vigilant, will not allow any aggression on Iranian territory." Last Friday's raid by more than 50 aircraft was the latest in a series of cross-border incursions into northern Iraq by Turkish ground and air forces fighting PKK militants.

*(Reuters, Anatolia)*

turkish daily news- February 3, 1994

# United Nations envoy faces criticism in Iraq

*Ekeus' visit follows trips to Baghdad by arms experts striving to work out a baseline for the start of UN monitoring procedures*

Reuters

**BAGHDAD**- Senior U.N. envoy Rolf Ekeus arrived in Baghdad on Wednesday and said he intended to tackle political issues as well as questions related to U.N. efforts to disarm Iraq under 1991 Gulf War cease-fire terms.

"We intend to touch upon a number of political and some technical questions relating to putting in place the monitoring and verification arrangements included in Resolution 715," Ekeus told reporters on arrival.

U.N. Resolution 715 calls for control and monitoring of Baghdad's arms industry in the future. Iraq accepted it in November last year after stalling on it for two years, saying it mounted to a violation of its sovereignty.

Ekeus is head of the U.N. Special Commission (UNSCOM) disarming Iraq under terms that ended the 1991 Gulf War over Kuwait.

Ekeus' visit follows trips to Baghdad by many arms experts striving to work out a baseline for the start of U.N. monitoring and verifications procedures.

His deputy, Charles Duelfer, held preparatory talks with the Iraqis last week. A missiles team left Iraq on Saturday, a chemical weapons team arrived on Tuesday and a team from the International Atomic Energy Agency (IAEA) is due on Friday. Iraq's government newspaper al-Jumhouriyah accused Ekeus of tactics to delay granting Baghdad a certification of compliance. "Ekeus...in compliance with the wish of (U.S. President Bill) Clinton's administration is procrastinating, maneuvering and deceiving to escape setting a date for the start of the (long-term) monitoring," the newspaper said on Wednesday. Iraq faces chronic food shortages and a steep decline in the value of its currency because of the loss of oil revenues. But Ekeus said he will work with the Iraqi side for "progress and arrive at a situation as soon as possible where the Special

Commission can report to the Security Council that Iraq's obligations have been fulfilled."

He also said he would broaden the discussion to include political issues.

"If Iraq is grossly violating the cease-fire in general, I guess that the council members will take that into account..." he said.

Iraq is barred from freely exporting its oil pending U.N. certification that it has complied with cease-fire requirements. The U.N. Security Council said at the end of the Gulf War that once it agreed Iraq had complied on weapons the oil embargo would be lifted. But Ekeus, who maintained this position was accurate, indicated before arriving in Iraq that non-weapons issues could come into play.

While Iraq has already been declared to be in partial compliance on the weapons issues and appears to be making significant progress towards total compliance, leading Security Council members deplore its record on other issues. The United States has led criticism of Iraqi refusal to recognize Kuwait's borders and says it is violating Security Council decisions in its treatment of its Shiite and Kurdish population.

Ekeus plans to stay in Iraq until Sunday morning, and then goes on to Kuwait.

## Iraq to rely on Aqaba port after sanctions

In Amman, Jordan said on Wednesday Iraq would continue to rely heavily on the Red Sea port of Aqaba after sanctions end because its own ports could not handle the demand.

"Iraq's dependence on the port of Aqaba in the event of the lifting of sanctions will be primary because neither their port of Um Qasr nor even Mersin port would be enough to handle all their goods," Jordan's Transport Minister Adeeb al-Halsa told Reuters.

Jordanian fears rose last November when Iraq

began importing through Um Qasr and said whenever possible it would directly import U.N.-permitted goods — mostly food and medicine. "Whatever the size of Um Qasr, and it's a large port, the anticipated rise in Iraq's import needs would make them need not just Aqaba but other ports," he said.

Halsa said use of Um Qasr, Iraq's only port, would not affect Aqaba as "it would continue to be more economical for Iraq to import its European cargo through it." Um Qasr would be used mainly for imports from the Far East.

He expected activity in Aqaba, Jordan's lone port, to surge when sanctions end. Less than 100 trailers travel the Aqaba-Baghdad route daily against 400 before the Gulf crisis. Halsa said upgrading and modernization of Aqaba was underway to handle "the expected large volume of demand." The port has been the main port Iraq since the Iran-Iraq War in the early eighties. Sanctions were imposed because of Iraq's invasion of Kuwait in 1990. Aqaba has also suffered from the U.N. inspection of Aqaba-bound ships for goods that could violate the sanctions. Port activity has fallen from pre-Gulf War level peaks of 20 million tons annually to around 13 million tons in 1993. In an indication of confidence, Halsa said the Iraq-Jordan Land Transport Company decided in Baghdad last week to buy 100 Renault trucks worth \$8 million to modernize its 420 trailer fleet.

The firm, set up in 1981 as a 50-50 joint venture between the two states, is registered as a Jordanian company and is not subject to aspects of the U.N. embargo imposed on Iraq. The company carries nearly 35 percent of Iraq-bound goods from Aqaba and brings from Iraq a third of Jordan's nearly three million tons of annual crude oil imports.

Company officials forecast at least a 25 percent increase in Iraqi imports and better profits in 1994. Halsa estimated 1993 profits at two million Jordanian dinars (\$2.8 million).

Le Nouveau Politis — 3 février 1994

## Cibles

La Turquie a beau acheter de l'armement français, elle reste décidément moyen-âgeuse. Les frappes aériennes ressemblent à des bombardements et les « opérations chirurgicales » à des bains de sang. *Intra-muros*, passe encore. On croyait éli-

miner un groupe terroriste, on a rasé un village : de toute façon, ils sont tous kurdes. La chose est plus gênante quand les bombardements en question frappent deux villages iraniens, faisant neuf morts dans la population civile. L'Iran n'est cependant pas monté sur ses grands chevaux : les morts étaient des Kurdes...

## Kurdes

### L'exode passe par Moscou

80 % d'entre eux viennent du Caucase ou des ex-républiques soviétiques de l'Asie centrale. Les autres furent les régimes iranien et irakien. Ce sont les 400 000 Kurdes (sur 2,5 millions qui habitent l'ex-URSS) qui, selon Tariel Broev, directeur général du Centre international de la culture kurde à Moscou, transitent par la capitale russe pour émigrer en Europe ou aux Etats-Unis. Mais, affirme Tariel Broev, ni le gouvernement russe ni l'Onu ne veulent les reconnaître comme réfugiés.

# Le choix des armes

**Si la Turquie est incapable de résoudre politiquement le problème kurde, c'est qu'il remet en cause les fondements même de son État-nation. Depuis le début du siècle et le génocide arménien, la purification ethnique est une constante des gouvernements turcs successifs.**

## Les Kurdes, obstacle à l'homogénéité nationale turque

pement de leurs ressources, obligerait vraisemblablement le PKK à renoncer à la lutte armée pour choisir le terrain de l'affrontement politique légal sous peine de voir s'éroder son soutien populaire. A l'inverse, l'ultimatum d'Ankara rassemble les Kurdes derrière les rebelles.

Turgüt Özal, le prédécesseur et l'adversaire politique de Suleyman Demirel, décédé au printemps 1993, avait acquis la réputation d'être le « seul homme politique turc susceptible de résoudre politiquement la question kurde » (Frankfurter Allgemeine). Il avait certes reconnu les Kurdes en tant que peuple en 1992 (!) et autorisé l'usage en public de la langue, jusque-là interdite (sic). Dans une « lettre posthume » publiée par la presse turque en novembre 1993, Turgüt Özal insiste bien sur l'urgence de la mise en œuvre d'une solution négociée de la question kurde pour l'avenir de la Turquie. Il n'en propose pas moins sur le plan militaire des solutions identiques à celles qu'applique aujourd'hui Ankara. Voire des mesures qui ont déjà été mises en œuvre contre les Kurdes d'Irak par Saddam Hussein : la destruction des villages et le regroupement des villageois dans des camps à proximité des grandes villes. Une « ouverture » très limitée.

Mais pourquoi donc la Turquie a-t-elle été « incapable »

**Mustapha Kémal au terme de sa vie sera parvenu à son but : expulser les éléments allogènes**

**E**craser par les armes la 28<sup>e</sup> insurrection kurde depuis le début du siècle (sic!), est-ce vraiment la bonne solution ? A tout interlocuteur qui lui pose cette question, le président Suleyman Demirel a l'habitude de répondre : « Que faire d'autre ? » L'idée de choisir une solution « à l'espagnole » ne semble pas faire partie de la culture de l'establishment politique d'Ankara, 13<sup>e</sup> membre de la CEE. Attribuer aux Kurdes en Turquie une autonomie, similaire à celle qui a été accordée aux Basques en Espagne, mettrait pourtant le PKK dans la situation très délicate qu'a connu l'ETA. Satisfaire des revendications telles que le droit d'enseigner le kurde à l'école, de diffuser des émissions télévisées dans cette langue, répondrait aux vœux de la grande majorité des 16 millions de Kurdes qui vivent en Turquie. La mise en place d'une décentralisation intelligente qui permettrait aux Kurdes d'élire leur parlement régional, d'orienter et de contrôler le dévelop-

SIPA PRESS

de résoudre ce problème jusqu'à présent ? Est-elle condamnée à rester une semi-démocratie, appliquant des libertés démocratiques enviées dans les Etats voisins : l'Iran, l'Irak ou la Syrie, tout en maintenant les onze provinces turques de l'«Anatolie du Sud-Est» régies par l'état d'exception en vigueur depuis mai 1987, après dix ans de loi martiale ? C'est que la reconnaissance de l'existence du peuple kurde, si elle va de pair avec l'accès de celui-ci à l'intégralité de ses droits, met en cause les fondements même de l'Etat turc. Mustapha Kémal, s'appuyant au départ sur les Kurdes, fonde en 1920 la grande Turquie sur la notion de nation indépendante, compacte et homogène. Or, «Trois groupes ethniques menaçaient dangereusement l'unité de la nation : les Grecs, les Arméniens, les Kurdes» (Benoist-Méchin Mustapha Kémal ou la mort d'un empire, Albin Michel)

## La constitution fonctionne à partir de principes chauvins

La Turquie ayant été reconnue dans ses frontières par le traité de Lausanne en 1923, Kémal Atatürk entreprend dès 1924 une vaste politique de «purification ethnique». Les Kurdes, qui ont vu s'évanouir peu à peu les promesses qui leur avaient été faites d'être traités à l'égal des Turcs, prennent le chemin de la révolte à l'appel du Cheikh Saïd. Ils seront écrasés en 1925. Mustapha Kémal, au terme de sa vie, sera parvenu à son but : «expulser les éléments allogènes, regrouper et remembrer les populations authentiquement turques. En 1938, la nation turque avait acquis une unité raciale et psychologique incontestable» (Benoist-Méchin, id). Sans chercher à faire un catalogue des dégâts qu'ont entraînés cette politique, citons simplement ces chiffres du Rapport présenté le 12 juin 1992 par Jas Gawronski, député au Parlement européen : «En Turquie, les forces de Kémal Atatürk ont tué des dizaines, voire des centaines de milliers de Kurdes en écrasant la révolte de 1925. De 1929 à 1938, les Kurdes ont ensuite fait les frais d'une répression brutale. C'est ainsi qu'entre les 20 juin et le 10 décembre 1930, tuer un Kurde n'était officiellement pas considéré comme un crime pour un Turc. De 1925 à 1938, environ un million de Kurdes ont été, en outre, déplacés de force et la loi martiale est demeurée en vigueur jusqu'en 1946 dans les zones kurdes de l'Anatolie.» Cette politique, qui forme le socle de fondation de la république turque, n'a jamais été remise en cause. Et «son inspiration prévaut jusqu'à aujourd'hui», rappelle Kémal Burkey (avocat, secrétaire du Parti socialiste du Kurdistan de Turquie). Le préambule de la constitution de 1982 issue du coup d'état militaire de septembre 1980 précise qu'«aucune pensée», aucun agissement qui irait à l'encontre du fait turc, des intérêts nationaux et des valeurs historiques et morales turques, ne peuvent trouver de protection. Ainsi, la constitution fonctionne à partir de principes chauvins... Elle exclut d'abord le

non-turc...» (Les Kurdes, Droits de l'homme et identité culturelle, Conférence internationale de Paris, 14-15 octobre 1989, Institut kurde de Paris).

Ici s'arrête l'accès de la Turquie à la démocratie. Toute tentative d'aller plus loin butte inexorablement sur l'obstacle de la «nation homogène» et renvoie à la séparation du pays en deux, dont une partie ne connaît pas les libertés publiques attribuées à l'autre, tant que cette dernière refuse d'être considérée comme turque et revendique son identité. L'armée, fondée sur le respect intangible de l'idéologie kémaliste, reste le régulateur de l'application de cette loi, dès que le pouvoir politique civil se révèle incapable de la faire respecter.

**L**a mise en cause de ce système, qui a donné forme à la Turquie moderne, ouvrirait la porte à des solutions, telles que le fédéralisme turco-kurde ou l'autonomie régionale, proposées par les leaders du mouvement kurde ; toutes revendications qui remettent en cause les frontières et la forme des Etats de la région reposant sur l'écrasement des minorités nationales et/ou religieuses (Iran, Irak, Syrie, Liban...). La reconnaissance de l'hétérogénéité des peuples qui prédominait à la constitution de la Turquie conduirait celle-ci, à court terme, à faire un retour sur son histoire, sa constitution, sa politique à l'égard des «minorités allogènes». Elle déboucherait tôt ou tard sur la question-tabou du génocide arménien. Il ne s'agit pas de rendre Atatürk, le «Loup gris», responsable de la politique mise en œuvre par le dernier sultan Abdul Hamid, le «Renard rouge». Pas plus que d'inculper les Turcs en général ou l'Etat turc aujourd'hui en particulier de culpabilité. Mais le «Père» de la Turquie moderne n'a jamais assumé la responsabilité du massacre.

Pourtant, le génocide arménien reste officiellement une mesure logique de défense de la Turquie contre l'ennemi extérieur. Les mêmes maux engendrant les mêmes effets, cette politique d'extermination -mot utilisé par le président Demirel pour qualifier sa propre politique à l'égard du PKK !- peut s'appliquer aussi aux Kurdes qui, en revendiquant leur identité, mettent en danger l'homogénéité supposée de la nation turque. Cet engrenage infernal -ignoré ou volontairement sous-estimé en France par les partisans du laïcisme kémalien- ôte finalement une part de son attrait au modèle de la démocratie turque dans les pays voisins, et au Moyen-Orient. En effet, ces derniers connaissent parfaitement les démêlés tragiques de la Turquie et de ses «minorités».



**Les Kurdes en revendiquant leur identité mettent en danger l'homogénéité supposée de la Turquie**

Michel Verrier

TURQUIE

# Le prix d'un hélicoptère français : des milliers de vies kurdes !

La raison d'État a des raisons que la raison ignore. Il en est ainsi des ventes d'armes, secteur protégé par excellence, qui n'apparaissent dans les « comptes de la nation » — la balance commerciale — que sous un chiffre global dont on se garde bien de donner le détail. Il est pourtant des détails qui choquent, comme cette interview de PDG de la firme Eurocopter, Jean-François Bigay, donnée au quotidien turc *Milliyet* le 8 décembre dernier au lendemain de l'interdiction en France du PKK. Ainsi peut-on y lire que « M. Jean-François Bigay [...] a déclaré qu'il souhaitait vendre au total 75 hélicoptères à la Turquie [...] pour un montant de 253 millions de dollars US [soit 1,4 milliard de francs]. Au lendemain de l'interdic-

tion du PKK en France, les firmes françaises [...] veulent profiter au maximum de ce climat de confiance entre les deux pays. » En bon commerçant, M. Bigay a également précisé que « les hélicoptères Super Puma-Cougar [...] étaient utilisés, avec beaucoup d'efficacité par de nombreux pays aussi bien dans les guerres conventionnelles que dans la lutte contre les mouvements de guérilla. [...] Si nous parvenons à un accord de coproduction avec la Turquie, cela pourrait nous permettre de gagner également les marchés des républiques turques (d'ex-Urss). » Intéressante précision que celle de ce journal turc : « Tenant à préciser que la vente d'hélicoptères de combat se faisait après autorisation du gouvernement

et du parlement français, et qu'il en était de même pour cette vente à la Turquie, M. Bigay a déclaré que l'armée turque utilisait généralement du matériel américain et qu'elle avait décidé cette fois-ci d'acheter des hélicoptères français ».

Quant à savoir à quoi serviront ces hélicoptères, il affirme tout de même : « A partir du moment où ils seront livrés, ces hélicoptères appartiendront à la Turquie. Ce n'est pas à nous de nous occuper de la façon dont ils seront utilisés, ni de restreindre leur champ d'utilisation ». Evidemment non, il s'agit de les vendre prêts à l'emploi !

Cette traduction de *Milliyet* est actuellement diffusée par un collectif d'associations (1) dans le cadre d'une campagne en faveur des Kurdes. Entre autres revendications,

il exige benoîtement du gouvernement français que soit imposée à la Turquie une crosse de non-utilisation de ces hélicoptères contre des populations civiles. Comme si des armes, c'était fait pour être vendues et rester dans des placards... Non aux ventes d'armes, reconversion de l'industrie de l'armement !

**Bertrand Dekoninck,**  
(gr. Louise-Michel - Paris)

(1) Terre des Hommes, Peuples solidaires, Maison du Monde, la F.I.D.H., Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Agir ici, la Cimade, Comité national Solidarité aux Kurdes et... France-Liberté, l'association présidée par Danièle Mitterrand. Vous pouvez vous procurer un document de 8 pages avec des cartes postales pour cette campagne auprès d'Agir Ici, 14, passage Dubail, 75010 Paris.

gamk - 3 février 1994

## Des milliers de Kurdes irakiens déplacés après les bombardements turcs

Le raid aérien de grande envergure lancé vendredi par l'aviation turque contre un camp présumé du PKK dans la région de Zaleh, dans le nord de l'Irak, devait être "minutieux" selon l'état-major turc qui se félicitait après coup de la frappe quasi "chirurgicale" effectuée par son aviation. En fait de "précision", il semble plutôt que les "bavures" s'accroissent à mesure que l'on évalue les bilans de cette

opération, la plus grande menée par les forces turques en dix ans de guerre contre le PKK. Après la révélation des 9 personnes tuées et des 19 autres blessées à la suite de ce raid dans les villages iraniens frontaliers, on apprenait lundi que l'opération avait également contraint un millier de familles kurdes irakiennes à quitter leurs villages. Mohamed Zejjari, coordinateur des activités humanitaires de l'ONU à Bagdad, a en effet indiqué que "un millier de familles kurdes, soit quelque 5 000 à 6 000 personnes, ont dû abandonner les foyers et visages dans la région qui était la cible des bombardements turcs". Des représentants des Nations Unies dans le nord de l'Irak "se sont rendus sur les lieux de rassemblement des Kurdes déplacés pour s'enquérir de leurs besoins".

Quant au bilan chez les combattants kurdes il s'élèverait à

sept tués selon le Front de Libération du Kurdistan (ERNK) qui dans un communiqué publié à Athènes, précisait que 50 villages kurdes avaient été par ailleurs incendiés depuis le début de l'année.

Ironie de l'Histoire, les Kurdes d'Irak, protégés des représailles de Saddam Hussein depuis la fin de la guerre du Golfe par une "zone d'exclusion aérienne" surveillée par les forces de l'ONU, doivent redouter à présent les avions turcs, qui ne se privent pas pour violer un espace aérien nord-irakien où Bagdad n'a plus de contrôle et dont ils méprisent l'autonomie kurde. Et ce avec la bénédiction des pays occidentaux, qui n'ont pas oublié les services rendus par la Turquie dans la coalition anti-irakienne...

## Nuages sur la Turquie

LES nuages s'accumulent à l'horizon politique et économique de la Turquie et de son premier ministre, Tansu Ciller. La démission du gouverneur de la Banque centrale, Bülent Gültekin, lundi 31 janvier, a marqué la fin d'un mois, désastreux pour M<sup>me</sup> Ciller et pour le pays, au cours duquel la livre turque a perdu 20 % de sa valeur et l'indice de la Bourse chuté de moitié. Comme son prédécesseur, qu'il avait remplacé il y a moins de six mois, M. Gültekin a justifié son départ par un désaccord fondamental avec le premier ministre sur une politique monétaire jugée laxiste dans un pays où le taux d'inflation dépasse 70 %.

A moins de deux mois d'élections municipales cruciales, la situation du premier ministre semble sérieusement compromise. L'opiniâtre M<sup>me</sup> Ciller a refusé d'admettre sa part de responsabilité dans

cette dévaluation, et a préféré accuser la Banque centrale. Mais certains analystes financiers affirment que sa politique monétaire fondée sur le maintien de taux d'intérêts bas a précipité une crise qui se préparait depuis longtemps. Au cours des derniers jours, M<sup>me</sup> Ciller a perdu beaucoup de la crédibilité que son passé de professeur d'économie lui conférait.

LA dévaluation a semé la confusion sur les marchés et amoindri le pouvoir d'achat des classes moyennes qui forment la « base » sociologique du premier ministre. Le charme est rompu, le rêve Ciller s'évanouit. Son image de femme séductrice, riche de surcroît, correspondait à l'idéal de nombreux Turcs et lui donnait une place à part sur la scène politique. Elle a aujourd'hui rejoint les rangs des politiques ordinaires, et est désormais jugée comme telle.

Dans les coulisses de son Parti de la juste voie, ses rivaux mettent déjà leurs pions en place pour préparer sa succession. Dans les cercles politiques, une idée se répand : il

s'agirait de former, après les élections du 27 mars, une vaste coalition comprenant plusieurs des grands partis, sous la direction de Hüsamettin Cindoruk, l'actuel président de l'Assemblée nationale.

**MAIS** M<sup>me</sup> Ciller est loin de se déclarer vaincue. Le récent raid aérien contre un camp des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au nord de l'Irak visait à détourner l'attention de l'opinion publique ; le voyage en Bosnie avec le premier ministre pakistanais Benazir Bhutto, qu'elle entame mercredi, lui vaudra probablement de gagner quelques points dans l'opinion.

Une victoire de son candidat à la mairie d'Istanbul - le joyau de la couronne - pourrait lui sauver la mise. Mais la crise monétaire a révélé, outre les limites de M<sup>me</sup> Ciller, les failles de l'économie turque. A court ou moyen terme, les autorités seront contraintes d'introduire, dans ce pays en pleine expansion, des réformes et les mesures d'austérité que des générations de politiciens avaient choisi de retarder.

Le Monde

JEUDI 3 FÉVRIER 1994

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0559 4 PI 0228 FRA ZAFP-KQ10

France-Turquie-Kurdes

M. Mitterrand reçoit une délégation de parlementaire kurdes de Turquie

PARIS, 4 fév (AFP) - Le président François Mitterrand a reçu vendredi à l'Élysée une délégation de parlementaires kurdes de Turquie, conduite par le député Ahmet Turk et venue lui exposer les menaces qui pèsent sur les membres du Parti de la Démocratie.

A l'issue d'un entretien d'une trentaine de minutes, qualifié à l'Élysée de "rencontre de caractère privé", M. Turk a indiqué avoir sollicité auprès de M. Mitterrand "le soutien de la France et des pays européens pour amener la Turquie à rechercher une solution pacifique" à la question kurde.

"Depuis 70 ans, l'existence même du peuple kurde est niée en Turquie", a affirmé M. Turk qui a fait état d'une procédure en cours contre les membres du Parti de la Démocratie auquel il appartient, en vue de leur traduction devant la Cour de Sécurité de l'État où ils seraient passibles de la peine de mort.

M. Mitterrand, a-t-il ajouté, a estimé qu'une réponse à la question kurde était possible "dans le cadre des frontières existantes, mais en reconnaissant aux Kurdes leurs droits légitimes, en reconnaissant leur identité et leur culture".

Il a souhaité, a encore dit M. Turk, que les instances internationales soient plus sensibles au drame kurde et promis que "personnellement, il agirait dans ce sens".

jmt/ms

AFP 041932 FEV 94

Turkey

# The lady and the lira

ISTANBUL

THE prime minister got the job because she was supposed to be good at economics. Tansu Ciller had been a professor of the subject when, in 1991, she was made Turkey's economy minister. She held on to that responsibility when she became prime minister in June 1993. Now she seems to have made a hash of it, and perhaps of some other things as well. She may get away with messing the economy up. But what her True Path Party may not forgive her for—if it is asked to—is losing the local elections due on March 27th.

Mrs Ciller's problems stem from a collapse of the Turkish lira. The currency was devalued on January 26th, by 12%. Not enough, thought currency traders; a further run on the lira was stopped only by jacking interest rates up until, at one point last week, banks were paying an annual rate of 600% for overnight borrowing. On January 31st the governor of the central bank, Bulent Gultekin (who had been recently appointed by the prime minister), resigned, saying that without a stiff stabilisation package worse troubles lay ahead.

The collapse began in mid-January, when two credit-rating agencies, Standard & Poor's and Moody's, cut Turkey's rating after a row between government and central bank over how stiff an anti-inflation policy was needed (inflation is now 65%). The credit agencies were worried by the government's obvious failure to control spending (the public-sector borrowing requirement was 16% of GDP at the end of 1993), and by fears that the fighting in the Kurdish south-east of the country would grow even worse.

It is not unusual in Turkey for government spending to rise as elections approach. With local elections due next month, that has duly happened. So far, so routine. What turned things into a crisis was Mrs Ciller's failure to make the treasury and central bank work in harness. Under the lib-

eral regime that she believes in, Turkish exchange controls are weak. So, as the central bank churned out money, the people who got their hands on it promptly turned it into harder currencies. There was no avoiding a devaluation that, by one estimate, cost Turkish banks \$1.2 billion.

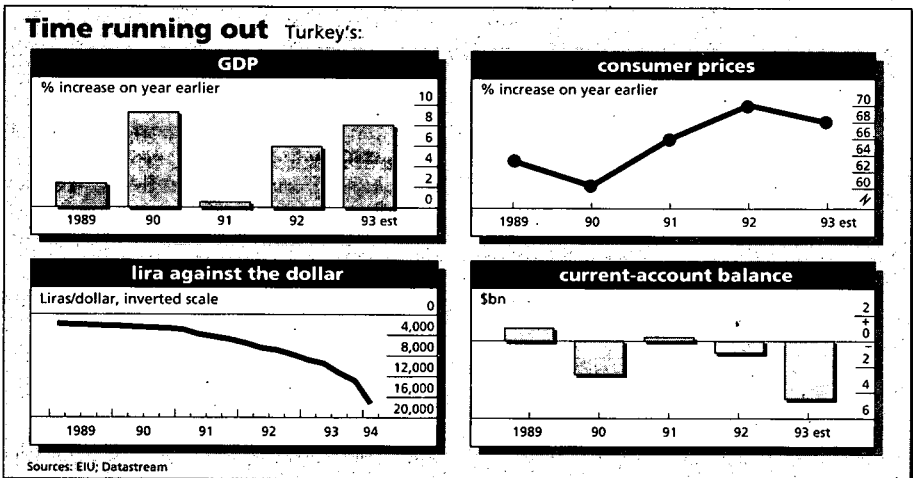
Those who vote in March may not weep at the banks' losses. But they will pay the price later, in growth deferred, and in inflation's expected leap into triple figures. Mrs Ciller, still trying to rally her once-trusted bureaucrats, may not have much time to wonder if she has lost her chance to achieve her aim—the unification of the moderate, non-Islamic right.

Mrs Ciller succeeded Suleiman Demirel as leader of True Path last June because the party thought that her energy (and, as a woman, her novelty) might win over many of the urban voters who in 1991 had supported the Motherland Party founded by Turgut Ozal. Between them, True Path and Motherland command Turkey's secular centre right, which in turn generally gets the support of most Turkish voters.

Most members of the True Path and Motherland parties could settle down into a single group. Were Turkey not a Muslim country, both might be described as Chris-

tian Democrats of the Italian sort. But in government True Path has been having a hard time not only with the economy but also in coping with the Kurdish guerrillas. A prominent former member of True Path, İlhan Kesici, is standing as the Motherland candidate for mayor in Istanbul, by far the biggest job at stake in the March elections. At the moment it looks as if his main competition will come from the Islamic conservatives of the Welfare Party. Other disappointed followers of Mrs Ciller may now be tempted to defect. The leader of the Motherland party has said that two dozen True Path members of parliament have talked to him about changing sides.

In Turkish politics, sudden reverses and recoveries are common. Mrs Ciller could bounce back. Yet March, as well as bringing the local elections, brings springtime, when the Kurdish guerrillas in south-eastern Turkey habitually break out in a fresh bout of mayhem. To that threat the prime minister's only answer so far has been to unleash the army, which often behaves brutally—and, so far, without lasting success. Apart from its other evils, this small war is costing Turkey's government a lot of money it cannot afford.



International Herald Tribune  
February 4, 1994

**Turkey Admits Iranians Died in Raid on Kurds**

*Reuters*

ANKARA — Turkey expressed "deep sorrow" on Thursday that an air raid aimed at rebel Kurds in Iraq had killed Iranians by mistake.

The Foreign Ministry said it had been established that a few cluster bombs aimed at anti-aircraft positions near the Iranian border exploded in the air, causing deaths and property damage on Iranian soil. Tehran said 9 Iranians were killed and 19 wounded in the raid.

"We are deeply sorry that Iranian citizens lost lives and property as result of such an incident," it said.

*L'Humanité* — 5 février 1994

**Délégation de députés kurdes à l'Elysée**

François Mitterrand a reçu vendredi après-midi une délégation de parlementaires kurdes de Turquie conduite par Ahmet Turk, Leyla Zana et Sirri Sakik. Cette audience fait suite à un appel adressé au président de la République par 17 députés kurdes dont la levée de l'immunité parlementaire, recommandée par la commission ad hoc de l'Assemblée nationale de Turquie, doit être prochainement votée. En cas de levée de cette immunité, ces députés seront déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat et risquent la peine de mort. Ces députés sont tous membres du Parti de la démocratie (DEP), qui prône le règlement du problème kurde par la voie pacifique.



Turkish Interior Minister Nahit Menteşe

## *Minister Menteşe warns Europe: PKK involved in drug trade*

**Interior Minister Menteşe says PKK is financing terrorist activities with drug trade in Europe. Interpol secretary confirms Menteşe's claim**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkish Interior Minister Nahit Menteşe took part in the Group Pompediu, the second Pan-European ministerial meeting held in Strasbourg a few days ago. He warned the delegates that the outlawed Kurdistan Workers' party (PKK) was very active in the drug trade in Europe. Menteşe said that the PKK was dealing in drugs in order to finance its terrorist activities against the Turkish state and its civilians.

In outlining the implications of activities such as terrorism and drug trafficking, Menteşe said that the PKK's activities were not only harmful to Turkey but posed a serious threat to the stability of Europe and threatened the lives of civilians. Menteşe reminded the delegates at the meeting that some European countries urgently needed to reform their laws, and that their cooperation with Turkey in stopping the drug trade was absolutely vital. "Drug trade in Europe," said Menteşe, "is a very serious problem and stopping such activities is in the best interest of all countries."

The PKK is taking advantage of the fact that Turkey forms a bridge between the drug producing countries in the East and the consuming countries in the West. For this reason, Europe's involvement in fighting against drug trafficking is imperative."

At the same meeting Interpol's General Secretary Raymond Kendall confirmed that, like other terrorist organizations, the PKK was involved in a very lucrative drug

trade in a number of European countries. Kendall said that there was concrete evidence of PKK involvement in drug dealing, adding that they were looking into the matter.

Kendall said that terrorist groups like the PKK usually resorted to drug trading, the best and the quickest way to finance their operations. He explained that they bought guns and logistic equipment when countries or organizations stopped supporting their activities and cut financial aid.

Kendall said that cooperation among countries was vital if drug trading was to be stopped. "The intelligence units which were set up against each other during the Cold War should be mobilized to combat the drug trade, a problem common to all European countries," Kendall said.

Kendall pointed out that the drug route in Eastern Europe had now shifted to the South because of the war in former Yugoslavia, and that the PKK was very involved in drug trading in the area. "This shift is threatening the democracy that is developing in this region," he said.

In relation to the level of cooperation between Turkey and Interpol, Kendall said that Interpol had an office in Ankara and Istanbul. He went on to say that, through these offices, Turkey's role in operations was an important one and that its contributions to Interpol had been invaluable.

The Group Pompediu was formed in 1971 under the wing of the European Council, with the aim of combatting the drug trade.



# Turkey, Switzerland aim to put ties back on course

*'We would be happy to see a Turkish ambassador in Berne in the near future'*

Compiled by TDN Staff from Wire Dispatches

ANKARA- Switzerland declared Friday that it would welcome the reappointment of an ambassador to Turkey's Berne Embassy. "We would be happy to see a Turkish ambassador in Berne in the near future," Swiss Interior Minister Ruth Dreifus told Anatolia news agency in Strasbourg. "We place great importance on our ties with Turkey."

The two countries had withdrawn their respective ambassadors after last year's crisis caused by a PKK attack on the Turkish Embassy. The Swiss government asked Turkey to lift the diplomatic immunity of its embassy staff so they could be questioned on who shot a PKK demonstrator. Turkey's refusal to do so caused both countries to withdraw their ambassadors. "Switzerland is also ready to send its ambassador to Ankara," Dreifus told Anatolia.

Dreifus' remarks followed President Süleyman Demirel's comments earlier this week when he called for Switzerland and his own country to show the goodwill necessary to resolve the bitter

diplomatic row which broke out between them last summer. Demirel, who was in Switzerland to attend the World Economic Forum in Davos said, "I very much regret the deterioration in our relations."

Demirel told a Swiss newspaper that the shooting incident was an unfortunate mishap which should not result in animosity. "Both countries must demonstrate goodwill," Demirel said. "Both Swiss public opinion and the Swiss government must examine the situation in a calmer way, and in saying that I don't mean to accuse anyone," he said, adding that the two countries' foreign ministers should hold talks on the matter. Diplomatic sources in Ankara echoed Demirel's views, saying that at a time when the European states were "extending cooperation with Turkey against PKK terrorism," Ankara did not want to continue strained ties with a European ally. "We do not rule out the possibility of appointing an ambassador with the next decree," a Turkish diplomat said. An ambassador to Berne is not mentioned in an ambassadorial decree which appoints Kaya Toperi, the last

ambassador to Switzerland, to Seoul. The decree still awaits political approval.

## We will not ban PKK

Dreifus reaffirmed his government's unwillingness to ban the Kurdistan Workers' Party (PKK), saying such a move would make it more difficult for Berne to control its activities. Around 120 Kurds shouted and waved banners in the Swiss ski resort of Davos last week in protest at the planned attendance of Turkish President Süleyman Demirel at the conference there. Police spokesman Alois Hafner said the protest had been peaceful. "As long as it stays that way, they can stay here," he added.

Switzerland said last month it would watch militant Kurdish groups more closely, but would not outlaw them as Germany and France have done. Kurdish activists face tighter bans on entering Switzerland and more police supervision. Regional authorities are stepping up monitoring of Kurdish groups disposed towards violence.

(Reuters, Anatolia)

## Iran sees regional cooperation as antidote to Western influence

By Adnan Çağlayan

Turkish Daily News

TEHRAN- Iran, worried by the rapprochement between Arab states and Israel, which it sees as "the virus in the region," regards regional cooperation as an antidote to Western infiltration into the Middle East.

Foreign diplomatic observers in the Iranian capital note that Iran is particularly worried by the rapprochement between its closest ally Syria and Israel.

The same observers note that Iran will use the tripartite summit between Syria, Turkey and Israel in Istanbul as "a platform for advocating regional cooperation instead of allowing Western powers to infiltrate the region."

Iran's fear is that it will be isolated further if Syria also enters into a period of rapprochement with Israel, and consequently with the West.

"In that case, Iran would either be isolated altogether or give the first signal of its intention to integrate into the global scene," a foreign diplomat in Tehran said.

Iran is also worried by the ties between Turkey and Israel, the same source said. Recently, Turkey hosted Israeli President

Ezer Weizman and Egypt's Hosni Mubarak, who took Turkey's pulse for the establishment of a "moderate front" in the Middle East which would include Turkey, Egypt and Saudi Arabia. These visits were reported in the Iranian media

with headlines such as "Turkey, Egypt trying to spread Zionist virus to the whole region."

Therefore, Iran's efforts to get the conference off the ground should be regarded within this framework, foreign diplomats said. Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati had applied "shuttle diplomacy" between Damascus and Ankara last month to persuade reluctant Syria to attend the Istanbul summit.

"We think regional cooperation can be used as an effective mechanism for solving regional problems without the interference of foreign powers," an Iranian diplomat told the TDN. He added that Tehran also believed that Syria and Turkey, "two of our Muslim neighbors" could solve their problems without the need for outside interference.

This was clearly a reference to U.S. President Bill Clinton mentioning illegal Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorism during his talks with Syrian counterpart Hafez al-Assad. The same Iranian official said Foreign Minister Ali Akbar Velayati would discuss the damage inflicted by Turkish jets on an Iranian village during the Zaleh operation and ask the Turks to take "necessary measures in the future to prevent such an event reoccurring."

# Turkey, Iran and Syria to discuss Iraq

**Apart from the question of northern Iraq, the PKK and regional waters are among the other topics expected to be discussed by the three countries**

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The foreign ministers of Iran, Syria and Turkey will meet in Istanbul today for talks on Iraq in general but with particular emphasis on developments in northern Iraq. The meeting comes after Turkey's Feb. 1 air raid on the Zaleh camp of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq.

The issue of the PKK is said to be one of the items on the agenda of the tripartite meeting between the three countries. Another issue, to be discussed mainly by Turkey and Syria, is said to be that of the sharing of regional waters.

Syria has long complained that Turkey is planning to cut its share of the Euphrates as a result of the massive Southeast Anatolia Project (GAP) which includes a network of dams which also hope to utilize the waters of the Tigris.

Foreign Ministry officials from the three countries met in Istanbul on Friday to prepare the groundwork for today's meeting.

This will be the fourth of such meetings held between the three nations. It was in November 1992 that they decided to meet at this level to discuss developments in northern Iraq and to signal to the outside world that developments in this region were of vital interest to them.

At the most recent meeting, Turkish Foreign Minister Hikmet Çetin, Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati and Syrian Foreign Minister Farouq al-Shara reaffirmed their support for Iraq's territorial integrity and their opposition to the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq. Turkey on Thursday

expressed "deep sorrow" for causing casualties on the Iranian side of the border as a result of its operation against Zaleh and offered to do all that was necessary to "heal the wounds" resulting from this.

"It has been established that a few cluster bombs aimed at anti-aircraft positions... close to the Iranian border exploded in the air, scattering parts to Iranian soil and causing loss of life and (damage to) property," a Foreign Ministry statement said.

Iran has said nine Iranians were killed and 19 injured in the attack, one of the biggest by the Turkish Air Force against the PKK who are fighting for a Kurdish state in southeast Turkey. It is thought that another topic of discussion between the three countries will be the PKK.

Ankara has urged Syria and Iran to deny refuge to the PKK. Accusations in the Turkish press that Damascus was providing refuge to PKK militants and an attempted linkage by Syria between the matter of border security and the sharing of regional cross border waters had prevented this tripartite meeting from being held in November. Syria has denied Turkish charges that it is sheltering PKK leader Abdullah Öcalan, who has operated out of Syria and Syrian-controlled parts of Lebanon for more than a decade. Turkey has refused any linkage between the issues of water and security, but has said it is prepared to discuss these separately.

Talking to the Turkish Daily News on Friday, Foreign Minister Hikmet Çetin said that he would also hold bilateral talks with Shara and Velayati to discuss other issues of interest to the two sides. These issues are thought to include the question of the waters of the Euphrates and that of the PKK. Foreign Ministers Shara and Velayati both arrived in Istanbul on Friday. Prime Minister Tansu Çiller met Foreign Minister Shara at her residence in Yeniköy in the afternoon. She received Foreign Minister Velayati at her Yeniköy residence later in the day.

turkish daily news • FEBRUARY 5, 1994

Libération - 5 février 1994

**FRANCE-TURQUIE. Mitterrand a reçu hier à l'Élysée trois députés kurdes de Turquie** venus lui exposer les menaces qui pèsent sur le Parti de la démocratie (proche du PKK, séparatiste interdit). Les membres de ce parti font l'objet d'une procédure en vue de leur comparution devant la Cour de sûreté de l'État où ils seront passibles de la peine de mort.

*La Marseillaise* — 5 février 1994

## **DELEGATION DE DEPUTES KURDES A L'ELYSEE**

François Mitterrand a reçu vendredi après-midi une délégation de parlementaires kurdes de Turquie conduite par Ahmet Turk, Leyla Zana et Sirri Sakik. Cette audience fait suite à un appel adressé au président de la République par des 17 députés kurdes dont la levée de l'immunité parlementaire, recommandée par la commission ad hoc de l'Assemblée nationale de Turquie, doit être prochainement votée. En cas de levée de cette immunité, ces députés seront déférés devant la Cour de sûreté de l'État et risquent la peine de mort. Ces députés sont tous membres du Parti de la démocratie (DEP) qui prône le règlement du problème kurde par la voie pacifique.

FRA0223 4 I 0281 TUR /AFP-NT25

Turquie-Iran-Syrie

Trois pays voisins réaffirment leur opposition à un démantèlement de l'Irak

ISTANBUL, 5 fév (AFP) — Ankara, Téhéran et Damas ont réaffirmé samedi leur opposition catégorique à un éventuel démantèlement de l'Irak, dans le souci de prévenir toute tentative de créer un Etat kurde indépendant dans le nord de ce pays.

La Turquie, l'Iran et la Syrie "s'opposeront à tout effort visant à désintégrer l'Irak, sous n'importe quel prétexte", ont déclaré les ministres des Affaires étrangères de ces trois pays, M. Hikmet Cetin, Ali Akbar Velayati et Farouk el-Chareh, dans un communiqué conjoint à l'issue d'une réunion à trois à Istanbul.

"L'avenir de l'Irak doit être déterminé uniquement par la volonté libre de la population entière de l'Irak", ajoute le communiqué. "Les déclarations et activités de certains groupes dans plusieurs pays occidentaux visant à encourager le séparatisme ne sont pas acceptables et doivent prendre fin", dit encore le texte, sans citer les noms de ces groupes et pays.

Au cours d'une conférence de presse conjointe à l'issue de la réunion, le ministre iranien, M. Velayati, a déclaré que les trois pays accordaient "un intérêt fondamental à la situation en Irak du nord". "Ses développements auront un impact sur la sécurité nationale des trois pays", a-t-il souligné.

Le nord de l'Irak, à majorité kurde, est depuis la fin de la guerre du Golfe sous contrôle des Kurdes qui y ont proclamé un "Etat fédéré". Cette situation inquiète la Turquie, l'Iran et la Syrie, qui ne veulent pas entendre parler de la création d'un Etat kurde indépendant en Irak du nord car ils ont eux-mêmes des populations kurdes sur leur sol.

kg/bm

AFP 051523 FEV 94

## Des parlementaires kurdes de Turquie reçus par François Mitterrand

gamk — 5-6 février 1994

Le Président de la République François Mitterrand devait recevoir vendredi 4 février à 18 heures une délégation de parlementaires kurdes de Turquie. Conduite par M. Ahmet Turk, député de Mardin, ancien président de la Commission des Droits de l'Homme du Parlement, celle-ci comprenait également Mme Leyla Zana, députée de Diyarbakir, et M. Sirri Sakik, député de Mus.

Cette audience fait suite à un appel pressant adressé récemment au Président français par les députés kurdes dont la levée de l'immunité parlementaire recommandée par la commission ad hoc de l'Assemblée nationale de Turquie doit bientôt être votée. En cas de levée de cette immunité, les parlementaires kurdes seraient déférés devant la Cour de Sécurité d'Etat, et risquent la peine de mort pour délit d'opinion, conformément à l'article 125 du Code pénal turc. Ils appartiennent tous au Parti de la

Démocratie (DEP) qui prône le règlement du problème kurde par la voie pacifique, dans le respect des frontières existantes et dans le cadre des dispositions reconnues par la Charte de Paris et l'Acte final d'Helsinki. Ce parti risque d'ailleurs lui-même d'être interdit d'ici quelques semaines par la Cour constitutionnelle turque pour "activités et propagande séparatistes" en vertu d'une législation turque qui considère toute revendication kurde, fût-ce d'ordre linguistique ou culturel, comme une atteinte criminelle à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale du pays. En dépit de certaines déclarations de ses responsables politiques, la Turquie ne reconnaît en effet toujours pas dans les faits et dans ses lois l'existence de 15 à 18 millions de Kurdes qui forment entre le quart et le tiers de la population totale de la Turquie. L'interdiction, très probable, du DEP, entraînerait la déchéance de leur mandat de ses 17 députés kurdes, leur incarcération, et fermerait du même coup la voie

à toute recherche pacifique au règlement du très meurtrier conflit qui sévit dans le Kurdistan de Turquie.

Les parlementaires kurdes avaient récemment demandé à la CSCE sa médiation et l'envoi sur place d'observateurs. Au cours de leur actuel périple européen, ils souhaitent porter le sort dramatique de la population kurde devant les instances internationales et convier les démocraties occidentales à obtenir de leur allié turc le respect de ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme ainsi que l'instauration d'un dialogue avec les représentants de la population pour trouver un règlement pacifique au problème kurde de Turquie.

Cette rencontre entre le Président François Mitterrand et des représentants de la minorité kurde de Turquie revêt une signification d'autant plus importante que c'est la première fois que le chef de l'Etat français qui, depuis mars 1992, a reçu à plusieurs reprises les leaders kurdes irakiens, accorde une audience à des personnalités kurdes de Turquie. Son épouse Danièle Mitterrand en revanche, au nom de la Fondation

France Libertés qu'elle préside, n'a jamais ménagé son soutien au peuple kurde, qu'il s'agisse des Kurdes d'Irak, d'Iran ou de Turquie, ses prises de position ayant parfois suscité certaines tensions entre Paris et Ankara.

Au moment où la Turquie se félicite de l'attitude de la France, dont le

ministère de l'Intérieur avait organisé à la fin de l'année dernière, sous les pressions d'Ankara, une vaste opération policière contre les milieux activistes kurdes en France, présumés proches du PKK, cette initiative de l'Élysée vient rappeler fort opportunément certains engagements de la France en matière de droits de l'Homme en Turquie et singulièrement

concernant le problème kurde; sur le plan intérieur aussi, elle tend à rectifier un peu le tir après l'opération policière lancée par Charles Pasqua, et qui empiétait, plus ou moins délibérément, avait-on souligné à l'époque, sur les prérogatives du ministère français des Affaires étrangères, qui, cohabitation oblige, reste un domaine partagé entre l'Élysée et le Quai d'Orsay.

# Après une longue procédure, Hasan a été renvoyé manu militari en Turquie

Durant plusieurs années, un jeune Kurde a vécu ballotté entre l'espérance de vivre en Suisse et le désarroi que provoque une expulsion. Jeudi matin pourtant, la police est venue le chercher et l'a mis dans l'avion à destination d'Istanbul.

**E** moi jeudi matin vers 7 heures au Foyer Karibu, à Vevey. En civil, deux policiers entrent discrètement dans le



PAR  
Serge MARTINELLI

bâtiment, munis d'une réquisition de la police administrative. Hasan a juste le temps de s'habiller. Il est emmené sans trop savoir ce qui lui arrive. A l'extérieur, une voiture l'attend avec d'autres policiers. Départ direction Kloten. Deux heures plus tard, il est à Istanbul. La police turque l'intercepte à la barbe du consulat suisse. Puis le relâche. Hasan se réfugie chez des amis. Fini le rêve. Lui, qui devait commencer un apprentissage de mécanicien dans une école n'a pas compris ce coup de force. Pas plus que Bruno Clément, le conseiller juridique de la Maison commune à Lausanne qui s'est occupé de lui depuis son arrivée en Suisse.

En fait, les tracasseries d'Hasan en Suisse débutent le 27 novembre 1989, date à laquelle il arrive chez son frère Ali, à Lausanne. Trois jours plus tard, il dépose une demande d'asile à la Suisse. Pour tous documents, il possède une carte d'identité où figure sa date de naissance du 10 août 1972. Visiblement son

âge ne correspond pas à cette date de naissance. Hasan fait nettement plus jeune. Une analyse médicale effectuée par l'hôpital de l'enfance le confirmera. L'adolescent n'a guère plus de 14 ans. Se basant sur le rapport des médecins et sur une pièce officielle providentiellement arrivée de Turquie entre-temps, la Justice de paix de Lausanne attribue une nouvelle date de naissance au jeune Kurde. Hasan est finalement né le 23 décembre 1976. La procédure est en route. En mai 1990, l'Office cantonal des requérants d'asile (OCRA) envoie à Berne la copie de l'acte de naissance du jeune Kurde. Hasan est définitivement né le 23 décembre 1976. Du moins le croyait-il jusqu'à jeudi dernier.

## Mobilisation générale

Parallèlement Hasan poursuit sa scolarité aux Bergières. Il est toujours dans l'attente d'un permis lui octroyant l'asile politique. Demande d'asile, rejet, recours, le parcours du jeune Kurde est semé d'embûches. Les profs et les élèves se mobilisent. En vain. Hasan reste à la merci d'un renvoi. En octobre 1993, la commission rejette un nouveau recours. A ce propos, l'Office cantonal des requérants d'asile dans une missive adressée au juge de paix avait déjà voulu mettre en doute la nouvelle date de naissance d'Hasan...

«Hasan est parti, mais nous nous efforcerons de le faire revenir.» Bruno Clément et le curateur vont entreprendre les démarches nécessaires. Pour les partisans d'Hasan, le combat est loin d'être terminé.

Pas de réaction du Conseil d'Etat en revanche. Hier soir, Claude Ruey, chef du Département de justice et police n'était pas atteignable.

S. Ma. □

13

②4 HEURES

SAMEDI-DIMANCHE  
5-6 FÉVRIER 1994

## Un acte arbitraire

**A**vocat lausannois, le curateur d'Hasan s'attendait à une décision administrative. Il a compris plus tard que l'on avait considéré que son pupille était majeur aux yeux du Département de justice et police. Hors, précise, le curateur, rien de tout cela. Devant la loi, Hasan reste mineur. Sa carte d'identité ainsi qu'une lettre de l'Office des requérants d'asile datée du 1er février 1994 l'atteste. L'homme de loi a été pris de court par

l'attitude du Conseil d'Etat autorisant le renvoi. «Une décision incompréhensible qui n'a même pas été précédée d'un préavis». Mais ce qui est plus grave selon le curateur d'Hasan, c'est la démarche du Département de justice et police décidant de redonner au garçon une date de naissance erronée. Et d'en faire un majeur, que l'on peut expulser. Selon l'avocat, il s'agit d'un acte arbitraire.

S. Ma. □

# Turquie : une diplomatie handicapée par le conflit avec les Kurdes

*Les bouleversements géopolitiques liés à l'éclatement de l'URSS avaient suscité crainte et espoir. On revient à plus de réalisme*

## ANKARA

de notre envoyé spécial

La chute du mur de Berlin, vécue avec une particulière intensité en Turquie en raison de la forte présence de travailleurs immigrés turcs dans la ville divisée, et la suite – décomposition du communisme dans les Balkans, éclatement de l'URSS – avaient provoqué des sentiments mitigés à Ankara. D'un côté, on craignait que la disparition de la menace militaro-politique constituée par l'URSS et ses satellites ne diminue l'importance accordée par l'Occident, au premier chef par les Etats-Unis, à son principal allié dans une région à hauts risques. D'un autre côté, l'accès à l'indépendance d'anciennes Républiques soviétiques turcophones comme le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan ou le Turkménistan avait suscité des rêves un peu fous chez les dirigeants turcs.

Tout en se gardant bien de donner l'impression de viser à une reconstitution de l'empire ottoman sur les ruines de l'URSS – orthodoxie kémaliste oblige –, le président Turgut Ozal, aujourd'hui décédé, affirmait haut et fort que l'influence de la Turquie devait se faire sentir désormais « de l'Adriatique à la muraille de Chine ».

La suite des événements allait bientôt démontrer que la peur d'un « abandon » par l'Occident comme l'espoir d'une *pax turca* régnant des Balkans jusqu'aux portes de Pékin n'appartenaient pas au domaine de l'inéluctable. La crise du Golfe durant l'été 1990 et ses conséquences, les opérations « Tempête du désert » contre Saddam Hussein et « Provide comfort » pour les Kurdes du nord de l'Irak, mettaient en lumière le rôle-clé d'Ankara, principale puissance de l'OTAN aux confins de l'Europe et du Moyen-Orient.

### Le retour de la Russie

Les difficultés de « sortie du communisme » des pays d'Europe centrale et orientale dissipaient bien vite les inquiétudes des dirigeants turcs de voir d'autres nations privi-

légiées par les Occidentaux dans la construction d'une nouvelle « architecture de sécurité européenne ».

L'éclatement de l'URSS avait provoqué chez Turgut Ozal une frénésie de voyages vers des destinations jusque-là inutiles pour un chef d'Etat turc : nul besoin, en effet, d'aller à Bakou, Achkhabad ou Alma-Ata à l'époque où tout se réglait depuis Moscou, y compris les relations culturelles d'Ankara avec l'espace turcophone soviétique. Après l'indépendance de ces pays, la Turquie avait cru trop vite que le retrait russe était un phénomène durable. « Le retour de la Russie politique et militaire nous a ramenés sur terre », constate Samy Kohen, éditorialiste du grand quotidien *Mil-liyet*. Son action en Géorgie et dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, au Tadjikistan, a montré

les limites de son désengagement, et le peu de capacité de la Turquie à s'opposer de front au géant russe, même affaibli. »

Les retrouvailles d'Ankara avec le monde turcophone n'ont cependant pas été totalement sans résultats : des contrats importants ont été signés entre des entreprises turques et ces pays, où elles bénéficient d'un « bonus » de sympathie par rapport à leurs concurrentes. Ainsi, la plus grande entreprise de bâtiment et de contracting de Turquie, Alarko, a été chargée par le gouvernement turkmène de construire l'aéroport international de la capitale, Achkhabad, à la suite d'une visite de Turgut Ozal dans ce pays, où le président Niazov se fait maintenant appeler « Turkmenbachi », le « chef des Turkmènes », comme jadis Mustafa Kemal avait adopté le nom

d'Ataturk, le « père des Turcs ».

Samy Kohen est cependant sceptique sur les vertus de la « solidarité ethnique » dans un contexte de concurrence mondiale sur les marchés. « Lors de la visite de Turgut Ozal au Kazakhstan, le président Nazarbaev a été très clair. Il n'y aurait pas de traitement préférentiel des entreprises turques par rapport aux Coréens ou autres... »

La volonté de ne pas s'opposer de front à la Russie a aussi un solide fondement économique : l'essentiel des échanges avec les pays de l'ex-URSS se fait avec Moscou, où les entreprises turques ont acquis des positions intéressantes. Ainsi, c'est un consortium d'Istanbul, Orkan, qui a piloté la réfection de la « Maison Blanche », le siège du Parlement dévasté par l'assaut des troupes eltsininiennes contre les partisans



Soldats turcs à la frontière irakienne lors de la guerre du Golfe.

d'Alexandre Routskoï et Rouslan Khasboulatov. Cela explique la retenue d'Ankara vis-à-vis du conflit du Haut-Karabakh, où Ankara se garde bien d'engager plus que des conseillers militaires aux côtés des «frères azéris».

La même retenue, en actes sinon en paroles, marque le comportement d'Ankara dans les conflits balkaniques, et notamment la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Si la Turquie, comme nous le confie Urstun Sanberk, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, «a retrouvé ses liens traditionnels avec les nations des Balkans, notamment la Bulgarie, où le problème de la minorité de souche turque a été dédramatisé avec le départ des communistes», il n'en reste pas moins deux problèmes qui ne peuvent laisser Ankara indifférent : la situation des Musulmans de Bosnie et le conflit historique avec la Grèce, cristallisé sur la question chypriote (lire l'article de notre envoyé spécial à Nicosie).

### L'hypothèque kurde

On ne compte plus les exhortations, mises en garde, mémorandums présentés par Ankara dans toutes les instances internationales pour soutenir les positions des Musulmans bosniaques, mais, en dehors des partis islamistes, on ne trouve personne de responsable qui prône un engagement plus direct de la Turquie dans les conflits en cours dans la région. Ankara veut avant tout «coller» à ses partenaires de l'Alliance occidentale, jouant les bons élèves, assumant les devoirs communs, dans la guerre du Golfe comme dans l'opération «Rendre l'espoir» en Somalie. Les rodomontades d'Athènes sont accueillies avec placidité à Ankara, qui tient à se présenter comme un pôle de raison et de stabilité dans une région hypersensible.

Mais la grande affaire qui mobilise toutes les énergies des responsables politiques et militaires d'Ankara, c'est le conflit, qui dure maintenant depuis près de dix ans, dans le Sud-Est anatolien, opposant les séparatistes kurdes du PKK aux forces gouvernementales. Plus de

cent cinquante mille hommes, un tiers de l'armée, sont engagés dans ce conflit qui a fait plus de dix mille morts depuis son déclenchement. Le service militaire vient d'être porté de quinze à vingt mois, et le chef d'état-major de l'armée, le général Dogan Güres, s'est juré de porter un coup fatal à la rébellion avant le printemps prochain.

L'état d'esprit qui domine, au sommet de l'Etat comme dans le pays, rappelle étrangement celui qui régnait en France à l'époque où l'on croyait que le conflit algérien, cette «rébellion» que l'on se refusait à appeler guerre, pouvait être réglé par la seule voie des armes. Le syndrome du «dernier quart d'heure» fait des ravages. Outre les raisons économiques, c'est la question kurde qui incite Ankara à plaider pour la levée des sanctions contre l'Irak, pour pouvoir, conjointement avec Bagdad, réduire les positions de repli du PKK dans le nord de l'Irak.

Damas cherche aussi à tirer profit de la situation en marchandant l'ex-

tradition du dirigeant du PKK Abdullah Ocalan, dit Abdo, contre un traité en bonne et due forme garantissant l'approvisionnement en eau de la Syrie à partir des barrages sur l'Euphrate. On a accueilli avec jubilation en Turquie les mesures prises par plusieurs gouvernements européens, notamment allemand et français, visant à mettre fin aux activités des militants du PKK sur leur territoire. Mais on a trop vite voulu y voir un aval donné à la politique du «gros bâton» de l'armée turque dans le Sud-Est anatolien.

Prisonnière de la logique d'un état-major confit dans l'orthodoxie kemalienne de négation de l'existence de toute minorité musulmane sur le territoire de la Turquie, M<sup>me</sup> Ciller, affaiblie par les échecs de sa politique économique, ne semble pas en mesure de faire ce que jadis le général de Gaulle osa pour mettre fin au conflit algérien : prendre acte qu'il ne suffit pas de nier les revendications d'un peuple pour que celui-ci renonce à son existence et à sa dignité.

LUC ROSENZWEIG

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

GLGL

FRA0426 4 I 0226 TUR /AFP-SR20

Turquie-Kurdes-Irak

Raid aérien turc contre des rebelles kurdes de Turquie en Irak du nord

ISTANBUL, 6 fév (AFP) - L'aviation turque a effectué dimanche des raids aériens contre des rebelles kurdes de Turquie dans la partie nord de l'Irak sous contrôle kurde irakien, a annoncé l'agence turque Anatolie citant des sources de la super préfecture d'état d'urgence à Diyarbakir.

Des avions de combat ainsi que des hélicoptères ont infligé de "lourdes pertes" à deux groupes de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans les régions de Mezi et Keryaderi, près de la frontière irako-turque, selon la même source.

La super préfecture d'état d'urgence à Diyarbakir coordonne la lutte contre le PKK au sud-est anatolien.

L'aviation turque avait effectué le 21 janvier dernier une opération d'envergure contre une base du PKK à Zaleh, à 110 km de la frontière irako-turque en Irak du nord.

Environ 11.000 personnes (membres des forces de l'ordre turques, rebelles et civils) ont été tuées depuis que le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée contre le pouvoir central d'Ankara dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde.

Le PKK a intensifié ses attaques à partir de ses bases situées en Irak du nord contre des cibles turques au sud-est anatolien depuis la guerre de Golfe.

KG/mfr/mfo

AFP 062001 FEV 94

Le Monde - 6 février 1994

**EN BREF**

**M. Mitterrand a reçu des parlementaires kurdes.** - François Mitterrand a reçu, vendredi 4 février, une délégation de parlementaires kurdes de Turquie venus « solliciter le soutien de la France et des pays européens pour amener la Turquie à rechercher «une solution pacifique» au problème kurde. Selon l'un de ces parlementaires, Ahmet Turk, M. Mitterrand «a affirmé que les instances internationales devraient être maintenant plus sensibles à ce drame et que personnellement il agirait en ce sens». M. Mitterrand a jugé que le problème kurde «pourrait trouver une solution dans le cadre des frontières existantes en reconnaissant aux Kurdes leurs droits légitimes, leur identité, leur culture», a ajouté le parlementaire kurde. - (Reuter.)

Libération - 7 février 1994

## Nouveau raid aérien turc contre les Kurdes en Irak du Nord

L'aviation turque a lancé un nouveau raid hier en Irak du Nord, contre des populations Kurdes, a annoncé l'agence semi-officielle turque Anatolie. Des avions et des hélicoptères d'assaut de l'armée turque ont attaqué deux zones distinctes, Mezi et Karyaderi, situées dans la région frontalière «après que deux groupes importants de séparatistes kurdes» eurent été repérés. Les «pertes» côté kurde auraient été «lourdes», selon l'agence. Le mois dernier déjà, 50 F-16 et F-4 turcs avaient largué une centaine de bombes sur la frontière entre l'Irak et l'Iran, à plusieurs centaines de kilomètres de la frontière turque, contre un camp utilisé par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à Zaleh. Neuf Iraniens avaient alors été tués par erreur par un missile turc qui s'était égaré en territoire iranien. La semaine précédente encore, 200 Kurdes avaient été tués lors d'un bombardement turc à Kharkourk, également en territoire irakien, selon Ankara.

S. Etr.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0306 4 I 0269 USA /AFP-WQ59  
USA-défense prév

Pentagone: 400 millions de dollars (2,4 milliards de F) pour l'ex-URSS et 300 millions (1,8 milliard de F) pour le maintien de la paix (encadré)

WASHINGTON, 7 fév (AFP) - Le projet de budget du Pentagone pour 1995 prévoit 400 millions de dollars (2,4 milliards de F) pour l'aide au démantèlement des armes nucléaires de l'ex-Union Soviétique et 300 millions de dollars (1,8 milliard de F) pour l'ensemble des opérations de maintien de la paix prévues durant l'année budgétaire 1995.

Quelque 30 millions de dollars (180 millions de F) doivent également être consacrés à des mesures de lutte contre la prolifération nucléaire, selon le projet présenté lundi.

Interrogé sur la modicité des sommes consacrées aux opérations de maintien de la paix, alors que ces dernières prennent chaque année de l'ampleur, un haut responsable du Pentagone, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a expliqué que cette enveloppe correspondait à une "volonté de disposer d'une certaine flexibilité", en attendant que le Congrès alloue des sommes supplémentaires si le besoin s'en faisait sentir.

Dans son projet de budget 1995, le Pentagone demande en outre le remboursement de 1,2 milliard de dollars (7,2 milliards de F) qui auront été dépensés durant l'année budgétaire 1994 en aides d'urgence et opérations de maintien de la paix. Cela représente 424 millions de dollars (2,544 milliards de F) dépensés pour la Somalie, 277 (1,662 milliards de F) pour la Bosnie, 450 (2,7 milliards de F) pour l'Asie du Sud-Est et Kurdistan, ainsi que 48 millions (288 millions de F) en Haïti.

es/jls/chr

AFP 071532 FEV 94

# Summit emphasizes Iraq's unity

*Foreign Minister stressed that the meeting was not directed against any country or nation but was motivated by concern over the developments in Iraq*

*Turkish Daily News*

ISTANBUL- The Foreign Ministers of Turkey, Iran and Syria emphasized that the preservation of the unity and territorial integrity of Iraq was essential for regional peace and stability.

In a joint communique issued after the fifth round of tripartite consultations Saturday at Swissotel The Bosphorus, the foreign ministers of the three countries -- Hikmet Çetin from Turkey, Ali Akbar Velayati from Iran and Farouk al-Shara from Syria -- said they attached great importance to this issue.

They reaffirmed the concern expressed by their respective governments, "reflected in the resolutions adopted by the U.N. Security Council following the invasion of Kuwait by Iraq."

They indicated that their countries were determined to oppose all efforts which might lead to the disintegration of Iraq. At the same time, the ministers emphasized that Iraq had to fulfill the terms under which it could rejoin the international community and they "urged Iraq to increase efforts in that direction and to cooperate fully with the United Nations."

In addition the ministers stressed that Iraq should remove all restrictions on Iraqi citizens living in northern Iraq. But they also seemed to feel that the "ways and means to normalize the situation in northern Iraq must be sought and found within Iraq, through dialogue and by creating a climate of security for its citizens."

The second issue on the agenda was terrorism. The ministers condemned terrorism directed against their countries and indicated that they would take whatever measures were necessary to put an end to terrorism and to ensure peace, stability and tranquility in the region.

## Regional developments reviewed

Çetin, at the press conference following the ministerial meeting, said that the purpose of the meeting had been to review the developments in the region and to exchange views on the negative aspects of those developments. He stressed that the meeting was not aimed against any country nor did it have a goal of interfering with the internal affairs of other countries. Since Turkey, Iran and Syria were the three countries which were most concerned with the developments

in Iraq, they had considered it appropriate to discuss ways of preventing negative influences from disturbing peace and stability in the region. "We are of the opinion that the countries in the area should review the problems in the region before anything else." Velayati said that concrete results had been reached at the meeting. He also said that it had not been aimed against any country or any nation but was an expression of concern over the situation in Iraq, because it affected the security of the three countries. He emphasized that they would not permit any country to interfere in the internal affairs of this very sensitive region.

Al-Shara also expressed concern over "the suffering that the Iraqi people have faced for the last three years, since the Iraqi invasion of Kuwait. Of course we care about the implementation of all the U.N. Security Council resolutions and we have a consensus on this. We touched on many other subjects relevant to Iraq, especially the acts of terrorism that are directed against our respective countries. We condemn such acts and we believe that our cooperation is important for the preservation of each country's sovereignty."

In response to a reporter's question on the issue of terrorism, the Syrian Foreign Minister replied, "We don't support any form of terrorism. We have made this very clear to our friends in Turkey, who are fully aware that Syria does not support the PKK (Kurdistan Workers' Party). Furthermore, the unity and territorial integrity of Turkey, our friend, is important to Syria."

Al-Shara said it was often alleged that Syria was a supporter of many terrorist groups, including the PKK. He denied these allegations, saying: "Syria differentiates between terrorism which is a crime and should be punished and eradicated... and the legitimate struggle of a people under occupation... which cannot be considered terrorism. National resistance in southern Lebanon against the Israeli military occupation cannot be regarded as terrorism... Unfortunately the press does not always differentiate between the two issues. They confuse public opinion, and the time has come to stop publishing these confusing press reports."

Following further inquiries regarding Syria's stand on terrorism, al-Shara said they believed they were entirely in line with the

U.N. Charter. But he insisted that this was totally different from what was happening in Turkey. "Turkey is a sovereign country and we are committed to the unity and territorial integrity of Turkey. We do not support any acts which violate the sovereignty of Turkey and it is up to the Turkish people to determine the future of their own country. Outside forces have no right to interfere with the future of the Turkish people. They decide freely for themselves. But the Palestinian issue is different..."

When al-Shara was asked why nothing had been accomplished concerning the water issue, in spite of the fact that the topic came up at every meeting between Syrian and Turkish representatives, he replied: "We are concerned because it is a vital issue. What concerns us is not the question of how much water passes through the Tigris and Euphrates rivers to Syria and Iraq, but the failure to reach a firm agreement on the sharing of water among the three countries -- Turkey, Syria and Iraq. It is true that the Turkish government is committed to a protocol signed in 1987. But last year when Mr. Demirel visit-

ed Syria, we agreed that the water issue would be settled before the end of 1993. Our two presidents entrusted the foreign ministers of Syria and Turkey to bring the agreement to its conclusion before the end of last year. Unfortunately this did not happen.

"Now the question of sharing the waters of international rivers is of great importance to other countries facing the same problem. What Syria is asking is perfectly legitimate. I think that if we solve this problem, regional stability and cooperation will be enhanced, but if we fail to reach an agreement it will remain a source of tension. We are not asking for any special advantages. We are asking for international laws to be applied to the situation involving the three countries. "I did discuss this on Friday with Çiller and also with Çetin. The discussions were positive and we hope that more of the same kind will follow so that we may reach an agreement on the sharing of water within the framework of international law and international loans."

The sixth tripartite ministerial meeting has been scheduled for Damascus in July this year, with the Committee of Senior Experts meeting one month earlier.



turkish daily news - February 7, 1994

# Çetin says Syria assured Turkey on PKK

## Faruk al-Shara offers increased security cooperation to Ankara Observers say Zaleh operation has delivered 'intended message'

*Turkish Daily News*

ANKARA- Syrian Foreign Minister Faruk al-Shara this weekend assured Ankara that his country has clamped down on the activities of Turkey's Kurdish separatists and will not allow any terrorist leaders to shelter in its territories, his Turkish counterpart Hikmet Çetin said on Sunday.

Çetin told the Turkish Daily News that the Syrian Foreign Minister also indicated that Damascus was in touch with Lebanon on this issue.

"Minister Al-Shara unequivocally said that they are not supporting the PKK (Kurdistan Workers' Party)," Çetin said. "He added that they would never allow their territories to be used by the separatists."

The Turkish Foreign Minister said his Syrian counterpart had even proposed to increase cooperation between the security organizations of both countries and organize more frequent meetings.

Developments in neighboring Iraq, Kurdish activities and regional waters were the highlights of a tripartite summit held in Istanbul on Saturday between the foreign ministers of Turkey, Syria and Iran.

The meeting resulted in a declaration of support for the continuation of Iraqi sovereignty, a mutual condemnation of terrorism, and a Turkish rejection of Syrian efforts for a water-use agreement for the Tigris and Euphrates rivers. Syria said a formal agreement on the rivers, which al-Shara described as "international waters," was needed to avoid escalating the dispute.

"But I explained how sensitive Turkish public opinion was with regard to terrorist activities, and the impressions that are imbedded in Turkish public opinion about Syria in this context," Çetin said.

In his talks with al-Shara, the Turkish Foreign Minister suggested that doing away with this impression was one of the conditions for a better dialogue between the two countries, including on the subject of "regional waters."

Çetin and Shara met for talks on Friday when the Syrian foreign minister arrived in Turkey. They also met immediately after Saturday's three-way talks.

The assurances Shara gave Çetin in bilateral talks were in line with remarks he made during a press conference on Saturday. He said Syria did not support "any acts which violated the sovereignty of Turkey," and strongly denied allegations that Damascus was supporting PKK terrorism.

Diplomatic sources noted that al-Shara appeared to be sincere in his remarks related

to Ocalan, the PKK and terrorism, and that Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati and his delegation had also approached Turkey in friendly fashion. Çetin said he had observed "an atmosphere of understanding" on the Iranian side and repeated that Turkey would cooperate to "heal the wounds" that had arisen from the adverse affects of a recent Turkish air operation in northern Iraq during which nine Iranians were killed.

The tripartite summit and the change in atmosphere observed in Istanbul, said one official, who asked not to be identified, indicated a change in attitude by both countries, and implied that there could be better cooperation between the three capitals in the future on the subject of combatting the PKK. Turkish officials believe al-Shara's "guarantee" to Ankara is highly significant, but added that this indicates that a change in tactics and alliances by the PKK should also be expected. Equally important is the noteworthy attitude of Iran over the Jan. 28 air raid by Turkey on a major PKK training base in northern Iraq, they say.

Although nine Iranians were killed and a further 19 were wounded in the air raids — reportedly due to shrapnel from a bomb which exploded in mid-air — the official Iranian reaction was next to nothing.

Turkey now expects both countries to give more concrete assurances to Ankara, and wants promises made concerning the fight against terrorism to be kept.

There is also awareness among Turkish officials that the recent air raid on the PKK's Zaleh camp, involving a reach of 550 kilometers and 50 aircraft flying for 110 kilometers over "hostile territory," has delivered hidden messages throughout the region.

Although the main aim of the strike was to destroy PKK logistics positions and prevent the militants from using this camp again, its value as a deterrent was of equal importance, analysts say.

Military sources have told the Turkish Daily News that this "deep penetration" strike, the first of its kind by Turkey, has shown to all countries in the region that Ankara is determined to fight terrorism and to hit terrorist bases wherever they are. "Shop talk" in military corridors these days has it that if anyone doubts what Turkey can do, they should put one end of the compass at the Diyarbakir airbase and the other on Zaleh, and draw a circle, and draw circles of the same radius with their centers at other Turkish air force bases.

Analysts say Turkish officials are increasingly aware that previously accepted concepts



Hikmet Çetin

are changing in the "new international order," and that today's concepts include "cross border strikes," and "retaliation" for the sake of the universally accepted purpose of self-defence.

Since the Zaleh raid, more and more officials have started to recall the 1982 Israeli air strike on a nuclear power plant near Baghdad, as well as the 1986 American air raid on targets in Tripoli and Benghazi in Libya. A single bomb attack on a West Berlin discotheque had prompted this "retaliation" by the United States. There has been a noticeable increase in Syria and Iran's willingness to cooperate against the PKK following Turkey's recent operation, observers now note. "Almost as if the operation has thrown the three countries closer together," they add.

But despite the promises it has received, Ankara still wants to see how sincere this "warming up of relations" with these countries will prove to be.

The word is that only time will show their sincerity. Either the three countries will draw even closer and find more common ground, or Turkish F-16's will have to take off much more frequently, analysts conjecture.

turkish daily news - February 7, 1994

## DEP official wounded in weekend attack

*Turkish Daily News*

**ANKARA**- A senior official of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) was wounded in a gun attack in Ankara on Saturday but is no longer in critical condition, party Chairman Hatip Dicle said on Sunday.

Murat Bozlak, the general secretary of the DEP, was attacked by an unidentified gunman who entered his house after midnight, the party chairman said.

Bozlak's relatives said a man had come to his door and after ringing the bell, made his son open it.

"He then entered the flat and fired four times at Bozlak, who was coming out of the bedroom," Dicle explained. "Later, he joined someone else at the main entrance of the apartment and escaped."

Dicle said Bozlak was hospitalized but "is no longer in critical condition."

The city police issued no statement with regard to the attack. DEP parliamentarians, executives and members have been constant targets of armed attacks over the past two years and party leaders claim there is a systemat-

ic campaign underway to kill them. Over 50 DEP activists have so far been killed in attacks mainly taking place in the troubled Southeast region where the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is waging an armed separatist campaign. DEP has often been accused of supporting the PKK and even being a legal extension of this Marxist movement. Last year, DEP Mardin Deputy Mehmet Sincar was killed by an unidentified gunman in Batman and there was an abortive assassination attempt on Diyarbakir Deputy Leyla Zana.

*La Croix*, 8 février 1994

### Turquie

## Ankara frappe les Kurdes en Irak

L'aviation turque a effectué dimanche des raids aériens contre des rebelles kurdes de Turquie dans la partie nord de l'Irak sous contrôle kurde irakien. Selon la superpréfecture d'état d'urgence à Diyarbakir, instance de coordination de la lutte contre les séparatistes kurdes dans la région, des avions de combat ainsi que des hélicoptères ont infligé de « lourdes pertes » à deux groupes de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie).

L'aviation turque avait effectué le 21 janvier dernier une opération d'envergure contre une base du PKK à Zaleh, à 110 km de la frontière irako-turque en Irak du Nord. Environ 11 000 personnes (membres des forces de l'ordre turques, rebelles et civils) ont été tuées depuis que le PKK a déclenché en 1984 une rébellion armée contre le pouvoir central d'Ankara.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, le PKK a intensifié ses attaques à partir de ses bases

situées en Irak du nord contre des cibles turques en Anatolie.

Au cours d'une réunion à trois samedi à Istanbul, les ministres des affaires étrangères de Turquie, d'Iran et de Syrie avaient par ailleurs réaffirmé leur opposition catégorique à un éventuel démantèlement de l'Irak. Les trois pays « s'opposent à tout effort visant à désintégrer l'Irak, sous n'importe quel prétexte », déclare le communiqué conjoint qui précise que « l'avenir de l'Irak doit être

déterminé uniquement par la volonté libre de la population entière de l'Irak ».

À majorité kurde, le nord de l'Irak est depuis la fin de la guerre du Golfe sous contrôle des Kurdes qui y ont proclamé un « État fédéré ». Cette situation inquiète la Turquie, l'Iran et la Syrie, qui ne veulent pas entendre parler de la création d'un État kurde indépendant en Irak du Nord car ils ont eux-mêmes des populations kurdes sur leur sol.

*L'Humanité*, 8 février 1994

## Bombardement turc au Kurdistan

L'aviation turque a effectué dimanche des raids aériens contre des rebelles kurdes de Turquie dans la partie nord de l'Irak sous contrôle kurde irakien, a annoncé l'agence turque Anatolie. L'agence affirme que des avions de combat ainsi que des hélicoptères ont infligé de « lourdes pertes » à deux groupes de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans les régions de Mezi et de Keryaderi, près de la frontière irako-turque.

*Le Monde*, 8 février 1994

## Nouveau raid turc à la frontière irakienne contre des séparatistes kurdes

L'aviation turque a bombardé, dimanche 6 février, des positions des séparatistes kurdes à Mezi et Kardaveri, à la frontière avec l'Irak. Selon l'agence anatolienne, les séparatistes du PKK auraient subi des pertes importantes. Il s'agit de la deuxième offensive importante de l'armée turque le

long de la frontière en deux semaines. En janvier, une cinquantaine d'avions avaient attaqué un camp kurde à l'intérieur du territoire irakien.

Samedi, les ministres des affaires étrangères turc, syrien et iranien, réunis à Ankara, ont affirmé dans un communiqué leur opposition catégorique à tout démantèlement de l'Irak et souligné qu'ils accordaient un intérêt fondamental à la situation dans le Kurdistan irakien. - (AFP,

LIBÉRATION

7 février 1994

## Guerre totale et désinformation au Kurdistan turc

PAR KENDAL NEZAN \*

**U**n voleur hardi met le propriétaire de la maison dans son tort. » Les autorités d'Ankara, qui semblent s'inspirer de ce vieil adage populaire turc ne manquent assurément ni de hardiesse ni d'habileté dans la présentation de leur politique kurde. A les en croire, il n'y a pas de problème kurde en Turquie; il n'y a qu'un problème de terrorisme, celui du PKK, organisé et soutenu par des puissances étrangères rivales. Le gouvernement turc ne ferait donc que «*défendre son intégrité territoriale, dans le respect de la démocratie et de l'Etat de droit*».

Ce discours a certes l'avantage d'être simple comme un message publicitaire qui, à force d'être conjugué et asséné sur tous les modes, finit par avoir un certain impact dans les esprits. Il évacue pourtant cavalièrement le passé. S'il n'y a pas de problème kurde, ni de Kurdes en Turquie, comment expliquer que depuis la création en 1923 de la République turque, celle-ci, selon le président Demirel lui-même, eut à affronter et à écraser dans le sang 28 insurrections kurdes? Pourquoi a-t-on dû inscrire dans les lois et la Constitution l'interdiction de la langue et la culture d'un peuple qui officiellement n'existe pas et qui forme pourtant entre le quart et le tiers de la population totale de la Turquie? La lutte armée du PKK n'ayant été déclenchée qu'en août 1984, comment expliquer l'emprisonnement et la torture de plusieurs dizaines de milliers de Kurdes (1), après le coup d'Etat militaire de septembre 1980? Pourquoi le Kurdistan turc, qui constitue 30% du territoire de la Turquie, a-t-il vécu au cours de sept dernières décennies pendant 48 ans sous les régimes d'exception de la loi martiale et de l'état de siège? Pour quelle raison, dans cette haute Mésopotamie connue depuis les temps bibliques pour sa richesse, gorgeant d'eau, de pétrole, de minerais et de ressources agricoles, la population est-elle condamnée à une existence misérable avec un revenu moyen inférieur au quart de la moyenne turque?

Ce sont là quelques vérités de base qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler dans ces temps de confusion et de mémoire courte! Et, comme le rappelait l'écrivain Yashar Kemal, dans une récente émission de *Géopolis* consacrée au problème kurde, si c'était précisément ces injustices intolérables qui poussaient les Kurdes à se révolter? Les Turcs se sont-ils demandé pourquoi un groupuscule marxisant comme le PKK, comptant en 1984 à peine une centaine de combattants, a-t-il pu devenir en moins de dix ans une force politico-militaire soutenue, d'après les estimations mêmes d'Ankara, par plusieurs centaines de milliers de sympathisants, alors que les mêmes appuis extérieurs supposés n'ont pas permis à son homologue arménien, l'Asala, de se développer? L'explication avancée dans *Foreign Affairs* (2) par un observateur aussi attentif qu'Eric Rouleau, qui fut ambassadeur de France à Ankara, a d'autant plus de poids qu'elle vient d'un turcophile: c'est la politique de négation et de répression massive du gouvernement turc qui a poussé la population dans les bras du PKK et a fait de celui-ci ce qu'il est devenu aujourd'hui.

La fable d'une «*guerre propre contre le terrorisme, menée dans le respect de la démocratie*», que la très avenante Tansu Çiller s'emploie à vendre à l'opinion occidentale, ne résiste à aucun examen sérieux. La «*guerre propre*» n'existe que dans les manuels d'histoire des vainqueurs. On ne saurait attendre de l'armée turque, qui n'a aucune tradition démocratique, d'être plus «*exemplaire*» que les armées française en Algérie ou américaine au Viêt-Nam. Cet énorme corps expéditionnaire formé de 200 000 soldats et gendarmes, de 45 000 supplétifs locaux, de plus de 50 000 policiers en civil ou en uniforme et d'unités spéciales de contre-insurrection, appuyé par l'aviation, ne mène pas de simples opérations de police. Il livre, en terrain hostile, une guerre totale où tous les Kurdes refusant de coopérer et de

prendre des armes contre leurs compatriotes sont traités en ennemis. Faute d'avoir les moyens matériels, intellectuels et moraux de convaincre la population, les troupes turques ont recours à la terreur systématique et à l'usage de techniques de «*guerre spéciale*»: évacuation et destruction de 876 villages et d'une dizaine de villes réputés favorables à l'adversaire ou difficiles à défendre; assassinat d'un millier d'intellectuels démocrates et libéraux, dont 65 dirigeants et un parlementaire d'un parti légal jugé pro-kurde, de façon à ne laisser à la population aucun choix entre la collaboration et le maquis; détention de 24 000 militants politiques kurdes, «*pour couper la guérilla de ses soutiens potentiels*», arrestation des avocats, plasticage des commerces des Kurdes jugés suspects. L'aviation bombarde quotidiennement de nombreuses régions du Kurdistan; les forêts sont brûlées, le bétail est abattu, des districts entiers sont rendus impropres à l'habitation. Parfois, comme à Bahçesaray ou Altinova, des paysans refusant de quitter leurs villages sont massacrés sur place, voire brûlés vifs. Certains commandants militaires turcs vont jusqu'à prôner le bombardement à l'arme chimique de cinq chaînes de montagne abritant des maquis (3). Au cours des dix dernières années, cinq à six millions de Kurdes ont dû fuir cet enfer vers l'Ouest turc.

Tel est, à gros traits, le tableau de la tragique réalité kurde que tout observateur soucieux de vérité et disposant de quelques jours pourrait aller vérifier sur place. Rentrant d'une telle mission, le très modéré Lord Avebury, président de l'Interparliamentary Human Rights Group britannique, n'a pu empêcher de mettre en exergue de son accablant rapport ce vers véhément de Victor Hugo: «*Les Turcs sont passés par là, tout est deuil et ruines*». C'est sans doute sur la base de témoignages similaires émanant de la population civile kurde martyrisée, que Mme Mitterrand a récemment lancé un cri d'alarme, appelant l'Union européenne à désigner d'urgence un médiateur, pour tenter d'arrêter cette

**Si, comme l'affirment les autorités d'Ankara, il n'y a pas de problème kurde en Turquie, comment expliquer que depuis la création en 1923 de la République turque, celle-ci, selon le président Demirel lui-même, eut à affronter et à écraser dans le sang 28 insurrections kurdes?**

guerre qui pourrait désormais s'étendre aux villes de l'Anatolie occidentale où Kurdes et Turcs cohabitent dans un climat de plus en plus tendu. Au péril de leur vie, des correspondants de journaux courageux, dont le quotidien *Ozgür Gundem*, ont pu établir que nombre de massacres attribués à grands renforts de publicité à «*la barbarie du PKK*» étaient en fait l'œuvre des unités spéciales de l'armée, cherchant à vider tel ou tel district de ses habitants et faisant ainsi d'une pierre deux coups. Selon ces investigations, sur 100 massacres de civils officiellement imputés au PKK, au moins 80 sont perpétrés par l'armée. Vérité intolérable pour les tenants de la thèse officielle qui refusent toutes enquêtes internationale ou nationale indépendante. Comme on l'a vu lors du siège et de la destruction de la ville de Lice (5), le 24 octobre dernier, ni les parlementaires, ni même le Premier ministre turcs ne sont autorisés par l'armée à aller s'informer sur place. Après l'assassinat, le 4 septembre 1993, à Batman par des membres d'une police parallèle de Mehmet Sincar, député de Mardin, les parlementaires kurdes ne pu-

rent pas non plus se rendre dans leur circonscription. 17 d'entre eux risquent d'ailleurs de perdre dans les semaines à venir leur mandat et de comparaître pour haute trahison devant les cours de sûreté d'Etat, pour «propagande séparatiste», c'est-à-dire pour délit d'opinion. Ils seront passibles de la peine de mort, conformément à l'article 125 du code pénal turc. Le gouvernement turc cherche ainsi à étouffer, dans l'indifférence d'une opinion publique internationale polarisée par la guerre en Bosnie, la voix des derniers tenants kurdes d'une alternative démocratique et pacifique, pour mieux réduire la question des droits nationaux de quinze à vingt millions de Kurdes de Turquie à celle du combat contre un PKK «terroriste» et diabolisé. Ce combat lui sert d'alibi pour mener à bien sa politique de dépeuplement et de destruction du Kurdistan.

Nul ne doit s'y tromper. Sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, la Turquie met à profit une conjoncture internationale particulièrement favorable pour réaliser son grand dessein de «recomposition ethnique». Après le génocide des Arméniens, perpétré en 1915, après l'expulsion de 1 200 000 Grecs d'Anatolie dans les années 20, le moment lui semble venu de forcer la dernière communauté autochtone du pays à quitter ses terres ancestrales pour aller se diluer dans la population turque d'Anatolie et s'assimiler au bout d'une ou deux générations, parachevant enfin la «turquisation» de la Turquie. Dans sa fameuse lettre à Demirel, le président Ozal affirme clairement que la poursuite de la politique actuelle d'évacuation et d'exode conduirait à ce que, dans un avenir proche, il ne reste plus que «de 2 à 3 millions de personnes dans cette région», transformée ainsi en parc naturel et en réserve d'indigènes, vidée de ses élites, de son identité, de sa substance. Dans ce contexte, le PKK, par son idéologie, ses exactions et ses méthodes brutales, est pour Ankara un alibi commode, «un ennemi en or», pour reprendre les termes d'un éditorialiste du quotidien Hürriyet. Si le PKK n'avait pas existé, les Turcs l'eussent sans doute inventé, pour mener à bien leur grand dessein de recomposition ethnique.

Reste à savoir si un pays comme la Turquie, ayant une dette extérieure parmi les plus élevées du monde (67 milliards de dollars), une économie très vulnérable avec un taux d'inflation de plus de 70%, tributaire des revenus du

tourisme et des crédits occidentaux, peut avoir les moyens d'une politique aussi ambitieuse. En 1993, la guerre aura coûté au moins 50 milliards de francs au budget turc (6). Le budget militaire de 1994 sera officiellement quatre fois plus élevé, soit environ 40% du budget de l'Etat.

L'enjeu est loin d'être local. Vivant à cheval sur quatre frontières importantes dans une région hautement stratégique, recelant les principales ressources hydrauliques et une part appréciable de gisements pétrolifères du Proche-Orient, les 30 millions de Kurdes constituent un facteur essentiel de la paix et de la stabilité en Asie occidentale. Sans un règlement honorable de leur problème, il n'y aura pas de paix ni de stabilité dans cette région. Ils ont autant, sinon plus, que n'importe quel autre peuple de la région de titres à avoir une patrie, un Etat à eux. A défaut d'un Etat, pour cause de *Realpolitik*, la communauté internationale devrait agir pour leur garantir, au moins dans un pays comme la Turquie, membre de l'Otan, du Conseil de l'Europe et aspirant à adhérer à la CE, leurs droits culturels et nationaux élémentaires, théoriquement garantis par la charte de Paris.

Le pesant silence actuel de l'Occident face à la guerre du Kurdistan, s'ajoutant aux récentes et spectaculaires opérations des polices allemande et française dans les milieux du PKK, est interprété et présenté par la Turquie comme un soutien politique, avec d'autant plus de force qu'Ankara continue de bénéficier d'une aide financière et militaire substantielle de plusieurs pays occidentaux dont les Etats-Unis et l'Allemagne, mais aussi de la France. Cela n'est hélas pas sans rappeler aux Kurdes les douloureux souvenirs d'une époque, bien récente, où leur bourreau de Bagdad jouissait de l'aide multiforme de l'Est et de l'Ouest. Fort du feu vert de ses alliés, le gouvernement turc s'engage désormais à fond dans la guerre, refusant toute réforme, tout dialogue.

#### \* Président de l'Institut kurde de Paris

(1) Sur les «plus de 100 000» arrestations recensées par le quotidien turc *Cumhuriyet* du 12 décembre 1989, plus de 85% concernent les militants kurdes. Les sources kurdes évaluent à 140 000 le nombre de Kurdes arrêtés ou gardés à vue (pendant plus de trente jours) après le coup d'Etat militaire de 1980.

(2) *Foreign Affairs*, novembre 1993.

(3) *Turkish Daily News*, 18 novembre 1993.

(4) *Turkish Daily News*, 16 novembre 1993.

(5) Voir «Lice, ville interdite», *Libération* du 7 décembre 1993.

(6) *Hürriyet* du 28 octobre 1993.

turkish daily news — February 9, 1994

## 5 PKK militants killed in clashes

*Turkish Daily News*

ANKARA- Five militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed Monday in two separate clashes in Turkey's southeast Anatolia region.

Troops clashed with militants of the separatist PKK organization in Erzurum and Mardin.

According to the statement from the office of the emergency rule governor, one of the terrorists was killed in a clash with security forces near the town of Nusaybin in the province of Mardin.

Erzurum Governor Oğuz Bereberoğlu told the Anatolia news agency that four other terrorists were killed during an operation carried out by security forces near the town of Tekman in the province of Erzurum.

Acting on a tip, troops killed four terrorists, one of whom was a Syrian national and two of whom were women, following a two-hour clash.

They also seized four Kalashnikov rifles and a large number of bullets and cartridges from the clash.

Security forces arrested one terrorist in Mus and caught 13 others in Diyarbakır. Ten of these suspects were arrested upon the order of the court.

## Newspaper owner banned from leaving Turkey

### Kaya was to travel for IPI meeting

*Turkish Daily News*

ANKARA- The State Security Court (DGM) this week banned pro-Kurdish Özgür Gündem newspaper owner Yaşar Kaya from leaving the country, just prior to his scheduled departure to Cape Town, South Africa.

Kaya, who had planned to attend the general assembly meeting of the International Press Institute (IPI), where press freedoms and state pressure on media was to be debated, will not be able to travel abroad following the ban issued by the Ankara DGM.

Özgür Gündem has been accused of supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and has frequently been the target of systematic armed attacks, including bombings, since the coalition government assumed power in 1991.

turkish daily news — February 9, 1994

# A senior Iranian official says 'Zaleh matter' closed

*Assistant undersecretary for foreign affairs, Burujerdi tells TDN claims of soured relations are unfounded*

By Adnan Çağlayan  
Turkish Daily News

TEHRAN- A senior Iranian official has said that as far as his country is concerned they consider the "Zaleh affair" with Turkey "closed."

Alaeddin Burujerdi, an assistant undersecretary at the Iranian Foreign Ministry who was answering questions for the Turkish Daily News in Tehran, was referring to the recent tension with Turkey over its air raid on the PKK's (outlawed Kurdistan Workers' Party) Zaleh camp in northern Iraq.

Ten Iranians also lost their lives in the raid as parts of cluster bombs fired by Turkish jets fell on a nearby Iranian village just across the border.

Turkey sent a delegation to Iran immediately after the raid to investigate the matter and later accepted that the villagers had died as a result of the raid on Zaleh.

Burujerdi said that Prime Minister Tansu Çiller and other Turkish officials had expressed their regret at the incident and added that work was now underway to determine the amount of compensation to be paid by Turkey.

Adding that the incident had been unintentional, Burujerdi said Turkey had also provided assurances that all necessary measures had been put in place to ensure that such an accident could not happen

again.

"Contrary to claims in certain circles, this incident has not spoiled our relations with Turkey. Our close ties with Turkey will continue.

We are expecting President Demirel and Prime Minister Çiller to visit us this year.

I would like to reemphasize that there are no problems in our relations with Turkey," Burujerdi said.

## Clashes continue in Cizre

*Tension escalates in PKK stronghold amid provocation*

Turkish Daily News

ANKARA- Security forces and militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) fought for hours in the border town of Cizre this week, as tension reached a peak during a state campaign to repopulate the settlement.

Local sources told the Turkish Daily News that two people were killed and 35 shops were destroyed in the clash, which began on Monday and continued until Tuesday morning. Sources said the fighting erupted with a PKK bomb attack on an armoured vehicle parked in the street. Witnesses noted that security forces had helped locals back to their houses before the clash began, telling them not to come out, for their own safety.

Anti-aircraft guns, RPG rocket launchers, light anti-tank weapons and machine guns were used in the clash, during which a branch office of the Ziraat bank and several PTT buildings were hit. The Cizre office of the pro-Kurdish Özgür Gündem was hit by two rockets. Witnesses said that if the security forces had not escorted residents back to their homes, there could have been many casualties.

On Tuesday the Özgür Gündem reported on its front page that a total of 16 civilians, two of them children, had been killed in Cizre over the past month.

Locals suspect that there is a systematic campaign underway to influence the results of Cizre's polls in the upcoming March 27 local elections. In the past month, dozens of families living in the Cudi neighborhood of the town have reportedly been forced out of their homes by paramilitary village guards, who moved in. Other houses were torched so that they could no longer be used. On Monday, police raided the office of the Cizre reporter of Sabah newspaper, Ramazan İmrag. They

abducted him and took him to a nearby government building, where he was beaten for hours. İmrag said he suspected that he was being punished for reporting on developments in Cizre to Sabah's private television channel, ATV. He was told that this was a "warning" and if he continued to do "what he had been doing," he would be killed. Recently, state forces in the region started a campaign along with influential tribe leaders to repopulate crucial settlements which are known to sympathize with the PKK.

In Diyarbakir, there was a "march to condemn terrorism" this weekend, during which a total of about 250 people marched through the streets, shouting slogans against the PKK and in favor of the army and police. They were protected by hundreds of policemen.

About 10 days ago, another group marched through Cizre, shouting anti-PKK slogans. Both in Diyarbakir and Cizre, those appearing in the streets were Kurdish village guards, who are paid fixed salaries by the state to combat the PKK. Sources in Cizre told the TDN on Tuesday that village guards had recently started detaining and interrogating suspects as well, and that many locals placed under custody were not taken to the police station but directly to the house of the chief village guard, Kamil Atak. At least seven of those detained in this way are now reported missing. Sources say that, because of the state's new campaign, some 3,000 voters in this town are no longer eligible to vote, and this will seriously affect the outcome of the March elections. Democracy Party (DEP) deputy Selim Sadak on Tuesday confirmed the report stating that many voters were not registered in the area, whereas village guards were. He said this was undermined the credibility of the elections.

## '1994 will see end of terrorism and economic problems'

Turkish Daily News

ANKARA- True Path Party (DYP) Chairperson and Prime Minister Tansu Çiller said that 1994 would be the year for solutions to terrorism and the problems of the economy. "I want to put out the fire in the country. For this reason, I need time and your support," Çiller said.

Çiller spoke at a meeting at a sports hall in Ankara, titled "Towards 2000 with Prime Minister Tansu Çiller," organized by DYP women's organizations. She was given a very warm welcome as she entered the hall.

She emphasized that women had played a significant role in the DYP's inheritance of the cause of democracy from the Democrat Party (DP) and the Justice Party (AP).

Pointing out that the DYP had proved to the world that a mother could rise to the leadership of a party, Çiller said that anyone who could say that he or she was a member of the DYP was fortunate indeed.

She spoke of the problem in the Southeast, and said that women could understand the pain of being a mother in that troubled region. She declared that Turkey had made considerable progress towards a solution to terrorism, and emphasized the key role of popular support, especially that of women, in the process. Her listeners chanted the slogan: "This country will become a graveyard for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK)."

*Human Rights Association :*

# 1993 witnessed more torture and deaths in Turkey

*Number of executions, murders, missing people, deaths by torture, unidentified killers and journalists in detention increased during the past year*

**135 fall victim to 'extrajudicial killings,' 21 killed under torture, 29 reported 'missing' under detention, 6 journalists and 8 newspaper distributors murdered**

By Sinan Yılmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's human rights record has suffered another blow with an increasing number of deaths and abuses occurring in the past year, according to a recently issued report by the Ankara-based Turkish Human Rights Association (IHD). In announcing these findings in its 1993 annual report, the IHD said that because of the rapid increase in human rights abuses, this year it would begin issuing reports on a monthly basis.

The association said that in 1993, attacks by security forces on groups and individuals increased as did extrajudicial deaths (killings by security forces without due legal process), especially in Istanbul. In the Southeast 3,750 civilians were killed and 1,490 wounded in ongoing clashes and there is still no solution in sight to the Kurdish problem.

The association, whose report concentrated on alleged rights violations by the security forces and state agencies, did not refer to deliberate attacks on civilian targets by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). It did, however, accuse Ankara of hiding Turkey's economic and social realities behind the excuse of terrorism.

No mention was made in the report of the PKK's systematic campaign in the

Southeast which targeted engineers, teachers, students and civil servants, but association sources said that in 1994, such activities would be closely monitored. The commentary noted that 1993 had been a nega-

tive year regarding democratization and human rights and said that "day by day Turkey is being dragged into darkness."

It continued that all criticism of current economic, political, social and cultural policies was regarded by the authorities as a criminal offense and that any struggle for rights was faced with new bans and oppression.

The report also noted that the debate on capital punishment had resurfaced in 1993 and that nothing had yet been done regarding the formation of a ministry of human rights as had been promised by the coalition government. State Minister Mehmet Kahraman has recently threatened to resign if the proposed ministry is not established.

Observers have said that in the past, governments had been very keen to declare their opposition to human rights abuses while at the same time denying that there have been any violations. The failure, however, to establish a human rights ministry, is cited as the main obstacle in proving that the coalition government is sincere on this issue.

The IHD's 1993 human rights summary listed 21 people suspected of being killed by police torture and 29 people who "disappeared" while in detention.

The report also said that in 1993, a total of 510 people had been killed in "mystery murders," a reference normally used to explain political assassinations in which the killers escape. It said six journalists, three of whom were working for the pro-Kurdish

Özgür Gündem newspaper, were killed along with eight newspaper distributors.

A total of 51 journalists were imprisoned in 1993, while in the 1992-1993 period 260 newspapers and magazines were seized. Some 33 books were banned from publication and all copies were confiscated. Journalists and authors were sentenced to a total of 231 years imprisonment and fined

TL 21,000 billion. The report noted that in 1993, four political parties had been closed down while cases were being prepared for the closure of two others. The defunct parties were identified as the Socialist Party (SP), the People's Labor Party (HEP), the Socialist Turkish Party (STP) and the Freedom and Democracy Party (ÖZDEP). The Socialist Unity Party (SBP) and the Democracy Party (DEP) now face the threat of closure. A total of 48 associations were closed down in 1993.

The report said that during security operations in southeastern Turkey, security forces had evacuated a total of 874 villages and hamlets, of which some were torched to prevent them from being used again by the villagers. It also said that the situation in the region was deteriorating.

The IHD is an independent organization whose main function is to monitor Turkish human rights violations. The Human Rights Foundation (TIHV) which is more institutionalized, concentrates mainly on the rehabilitation and treatment of torture victims and publishes its own annual reports. In 1993, a total of 323 people applied to the TIHV for medical treatment and to participate in rehabilitation programs for torture victims. Of these, 115 applied in Ankara, 107 in İzmir and 101 in Istanbul.

# 874 villages and hamlets evacuated last year

According to the Turkish Human Rights Association (IHD), the villages and hamlets listed below have been forcefully evacuated by security forces in the Southeast. Some of the listed settlements have allegedly been burned to the ground after evacuation to prevent them from being used again. The names in parentheses are the new, Turkish names which have replaced the original Kurdish names.

## SIIRT

### Eruh

Geliye Osman, Newiyan, Daran, Tarham, Milan, Garışan, Bana, Benguv, Qesra Cello, Sikefta, Ceme Gevir - Narlıdere (Bılçınlı), Mehke, Emte, Bingöl, Ceme, Gebir, Sişil, Gere, Bingof, Emte, Shextürk, Zeve, Kaniya Bxiye, Geli, Elaziz, Yusufhan, Serkari, Yanılmaz, Göründoruk, Girdaya, Fındıklı, Şehveli (Erenkaya), Heraesk (Özbenoğlu), Nivila (Çizmeli)

### Pervari

Hot, Nejec, Zoravan, Hol, Keleh, Ceman, Medrese, Axer, Kocnis, Sarı yaprak, Meseh, Inceler, Bağlıca, Hestan, Mexes, Besta, Kal, Besa, Kündeş, Omyanus, Kesrik, Kevzin, Hoje, Axiyan, Xirbike Bestan, Xware Sero

### Beytüşşebab

Zoravan, Kutnis, Gelikan, Sexbubukir, Surge, Gevok, Hevsebe, Komir, Kelehok, Suxurpaşa, Bilbesi, Setkar, Newale Genima, Pirdoda, Xira Beldas, Hacelya, Kacete, Melixa, Govike, Ceme Pire, Hewsa Bere, Bersikera, Sirke, Gurgavik, Bordikel, Pirrana, Holukar, Mehri, Dara Hine, Torane, Xenzorik, Hoz, Xuzirut, Gundike Siparkiyani, Henke, Hmoloris, Kevzanke, Gire Gabelya, Mirkitke, Pertavine, Xintorek, Gebe, Selbeke, Givijoke, Suxurpasa, Birman

### Gercüş

Gündike Kolan, Acibe, Çalan, Zivirga Abirbinya, Malmihe, Beheve, Derefe, Bakoline, Xina, Zeviya Sor

### Catak

Turanış, Kelehe, Govax Hedlan, Ferxines, Bezanis, Cican, Martenis, Kömür, Kürk, Destan, Koranan, Oriş, Konarga, Mela Keleş, Xwarg, Turbeset, Ezdinan, Enines, Xumar, Kete, Cenefe, Zeferan, Sul, Salat, Haceros, Hacibey

### Siirt center

Dergalip, Qesrik, Geravis, Dodayış, Kalender, Biloris, Gevat, Tatlık, Şemse (Güneşli), Mehina (Kayıklı), Miwele (Keleki), Bizenka

## Kurtalan

Beytil, Kendala, Kasırke, Lefe, Hüseyini, Gozik, Favlike, Cemkürük, Comaniye (Atabağ)

## BITLİS

Suwe, Gömsek, Herde, Ingol, Otlu Mezrası, Peremate, Hevene, Heveke, Miryanes

## Norduz region

Difne, Geregir, Lafena, Bergane

## Mukus region

Memode, Telefon, Kanixumar, Perz, Günde Zilan, Giyanis, Malesuwar, Zoravan

## Hizan

Serik, Pista Resan, Giradifin, Giyazirayet, Cinda, Aviyani

## HAKKARI

Beyyurd, Binevsiyan, Göksu, Dergezil, Nivaner, Geliye Suxe, Suware Xelo, Taşbaşı, Çanaklı, Su, Sulak, Yüce, Gelezo, Giri Dina, Kitina, Selmana, Yayla Deresi, Yukarı Piriçeken, Geniş Dere, Pinarlı, Sarp, Taşlık, Değirmen, Çimenli, Merkez, Han, İğdeli, Comme, Türbeli, Lata, Çeltik, Manefan, Çiçekli, Suvar, Korta Xane, Sumunan, Ördekli, Nergiz, Gümüşlü, Orta Derecik, Berus Kilisesi, Doğanlı, Gelinli, Geçimli, Serriya, Bağlıca, Kost, Rezok, Ünlüce, Kınık, Kandil, Karasu, Gülüce, Benekli, Küçük Köy, Sergeli, Tahi, Cemtog, Herge, Zerekli, Melota, Çeltepe,

## ŞIRNAK

Gündike Remo (Anılmış), Mendikeyan (Başağaç), Kendali (Çadırılı), Nerey (Dağkonak), Bina Butiyan (Güneyce), Gilindor (Kemerli), Üstüveskur (Sarıdallı), Firisan (Atbaşı), Biyasan (Gümeç), Kurum (Araköy), Spindarok (Boyunkara), Siliyan (Çakırsöğüt), Aviyani (Dereler), Mafiyan (Güneyçam), Hema, Gezerok, Dıra, Bakartalı, Geliya Kazri, Bani Cindiya, Zeytunik, Dihde, Mindikera, Mendik, Sara, Xudan, Destik, Xaribizu, Atlabil, Kani Ferske, Ziruin, Berezan, Benabya, Gire Colya, Sarbitme, Derik, Semka, Gundike Osu, Zifka, Zeriya Kera, Divin, Ziyaret, Xribalisa, Binderuk, Baska, Gire, Gerne, Basrit, Biyava, Dastel, Labmeydin, Bere Mired (Gülerli), Guvere (Kuşkonak), Avka Meziyan (Toptepe), Cinete (Balpınar), Karni (Günedönmüş), Basrete (İnceler), Spivyan (Karageçit), Serefli (Karabuyun), Bezoke (Kocagili), Gündikemitrip (Tekçinar), Kopanlı, Dostdelala (Kırkkuyu), Bane mihenda (Koçbeyi), Mistaxe, Zivingök, Zihe, Nanif, Amuryan, Girispi, Dumilya, Türkiz, Rusur, Sehraon, Buluze caniver, Ceme mezin, Ramuran, Dehrebun, Kurta xane, Grok, Bacrit, Tengi, Diryan, Kola, Cala, Mehujki, Rerenis, Bicizi, Sorgoza, Berkesir, Bekirine, Talika, Şerefi, Beşuke, Gardila, Mavyan, Avha, Masya, ax

## Uludere

Zeviyen (Tarlabaşı), Sexan

## Silopi

Deredevs, Bezgin, Besere, Dradev (Selçuk), Deresor (Derecik), Git



(Çalişkan), Hesena (Kösralı Assyrian vil-  
lage), Dene Sor, Selçuk, Bepin (Görümlü),  
Beşeri (Koyunören), Silp (Damlica),  
Girabiya

## MARDİN

Ahmetli village Kaniyesex (Kaynak)  
hamlet, Ahmetli, Yardere (partially evacuat-  
ed), Xirbe Res (Karaburun)

### Ömerli

Ovabaşı (partially evacuated), Kayabalı  
(partially evacuated), Kayagözü (partially  
evacuated), Duygulu (partially evacuated),  
Tasrica, Kömürlü, Ovabaşı, Harmankaya,  
Sulakdere, Duygulu, Fıstıklı, Kocakuyu  
(partially evacuated), Sivritepe (partially  
evacuated), Taşgedik (partially evacuated),  
Fıstıklı (partially evacuated), Kayagözü  
(partially evacuated)

### Mazidağ

Duraklı hamlet, Tavuşı (Derecik), Orunlu  
(Korca) village Hindris hamlet, Golika  
Geryayi (Yalınağaç) village, Golika  
Geryayi village Melëbik hamlet, Hesena  
(Ulutas) village Şırmak hamlet, Hasena vil-  
lage Kelek hamlet, Hasena village Yavur  
hamlet, Melebi (Meseli), Lolan (Cayonu),  
Lolan Bira hamlet, Lolan Xirbe Azim ham-  
let, Xarok (Atalar), Sebajor village Kaniye  
Alye hamlet, Sebajor, Mendep (Ikisu),  
Golagule (Arisu), Semika (Karatas),  
Kebabçı village, Sulot village

### Derik

Masmask (Incesu), Sicana (Karabayır),  
Melevi, Sisan, Seva Jorin, Meskina (Bozok)  
village Kanya Ali hamlet, Sesre Merge,  
Bozok village Girik hamlet, Xirbe Azin,  
Sadan (Cat), Mixat (Kayacık), Erbelus ham-  
let, Girxank (Bahçe) hamlet, Sexamed  
(Kuruderê) hamlet, Kubuk (Çağıl) hamlet,  
Xirbe Arye (Kültepe) hamlet, Demurlu,  
Usube Pire (Yusuf Pire), Sevteng  
(Gülçiçek)

### Dargecit

Celika Aliye Remo (Çelik), Zevika  
(Çavuşlu)

### Midyat

Nuwele, Meina, Semte, Kohere

### Kasuri region

Zavite, Sifrezan, Betkar

### Dicle

Gozel (Boğazköy), Pirijina (Kuşunlu),  
Gelincik, Pirhasan (Özbek), Gündike Hacı  
İbrahim, Kıracetepe (Mezirke), Pileka,  
Heliliye, Kelkom (Kelekçi), Xacek  
(Taşağı), Değirmenci (partially evacuated),  
Gendale Hole, Alebengi, Bawodin, Derik,  
Karamus

### Hani

Kaledibi Köyü, Commanas, Derkam,  
Bateyt (Çağıl), Kuyular (Nerib), Goma  
Bekira, Serde, Koceran (partially evacuat-  
ed), Huri

### Kulp

Eskar (Yayla), Nedera (Alaca), Bavcanka  
(Şavas), Safurnuta Ömer, Safurnuta Merga  
bota, Safurnuta Tiraka, Safurnuta Hizne,  
Nedera Hamlets (*Hiskubut, Yacuga,  
Miriska, Taxoke, Oijike, Geliya Pirise,  
Geliye Mussur, Geliye Amanka, Panax,  
Geliye Hune, Qeytera, Duderya*), Araska

(Uçköy), Medera (Alaca), Tıyaxs (Narlıca),  
Resika (Başköy), Eskere (Yayla), Kamika  
(Akbulak), Badika havre (Yayık), Dilet  
Köyleri, Uçkuyu, Yakut, Qayser (Aygün),  
Hiskabut, Xacuga, Nercik, Dimilya  
(Baloglu), Gömlekcı, Salten, Şerefka,  
Çiçek, Delit, Nercik hamlets (*Girindes,  
Hinzi, Kocka, Kupuka*), Sirnas (Güngeçti),  
Dimilya (Baloğlu), Salten, Resika, Zikte,  
Bayır (Male dinare), Yukarı Polatlı, Kocka,  
Gerendes, Kevirxan, Xwıart, Belin hamlets,  
Gawgas (Akduruk), Kuye (İslamköy)

### Ergani

Hindis, Cumat, Kavurma Kupu

### Lice

Dibek (Dexus), Savat, Durak, Bawerda  
(Uçdamlar), Pecar (Güldiken), Sexmus,  
Hesrit, Kayacık (Hezan), Piroz hamlet,  
Seren, Darlı, Mala Mihe Biro, Gözerik,  
Zikte, Baras, Henvit, Pirinsk, Feyteve, Here,  
Hesik, Pecar, Mastak, Neban, Gavnor,  
Hirboc, Herak, Darakol, Besist, Resan,  
Bamitne, Şişe, Derxust, Cemar, Kele, Ceme  
Alike, Kafirunkalesi

### Hazro

Cumat, Selima, Hendez, Halhal, Şimşin,  
Xodik, Kani, Beskel, Sageldi, Zenge,  
Licoke, Xondol, Simsin

### Kocaköy

Tepecik, Saklat village (8 houses torched)

### Silvan

Ferhand (Kayadere)

### Cizre

Hisar, Sax (Cağlayan)

## BATMAN

Sebane

### Sason

Tenze, Herende, Heribe, Cacese, Pelmisia,  
Sexika, Helis, Sexhamza, Malamer, Mala  
hacıya, Gerok, Mala Demira, Çay, Mala  
Mele hamlets, Hardaye (Güneşli), Teras  
(Ömürlü), Sebane (Karameşe)

### Özlük

Xerbeluk

### Kızılağaç

Zengök, Şenköy, Laçika, Welik, Geliye  
Aliyan, Kurt Meydan, Sexela

# Turkey's Kurdish crisis is thorn in Çiller's side

By Alistair Lyon

Reuters

DIYARBAKIR, Turkey- Prime  
Minister Tansu Çiller has vowed to end  
Turkey's decade-long war with rebel  
Kurds this year, but she can claim little  
success so far. The conflict with the sepa-  
ratist Kurdistan Workers Party (PKK),  
which cost about \$7 billion last year, has  
sapped Turkey's thinly-stretched  
resources, eroded its democratic creden-  
tials and reduced the southeast to an eco-  
nomic wasteland. "It will finish — or it  
will finish," repeats Çiller, who has given  
the armed forces a virtually free hand to  
crush the revolt while she grapples with

mounting economic problems. Çiller, in  
office only since June, can hardly be  
blamed for the failure of past govern-  
ments to redress Kurdish grievances or  
crush the rebels demanding an indepen-  
dent state.

Her government has repeatedly urged  
neighbouring Syria and Iran to deny con-  
flict to the PKK and hailed as a victory  
last year's moves by Germany and France  
to ban PKK-linked groups. But few peo-  
ple here share her apparent faith that force  
can pacify the southeast, home to several  
million of an estimated 10 million  
Turkish Kurds, most of whom now live in  
western Turkey.

"The military solution cannot work,"  
said Cemal Toptancı, an official of the  
religious-based Welfare Party's  
Diyarbakir branch, gearing up for local  
elections due on March 27. "Islam is the  
only way to solve the PKK problem."

The Welfare Party is campaigning busi-  
ly in Diyarbakir, where a climate of fear  
has dampened the activities of other  
mainstream parties and the pro-Kurdish  
Democracy Party (DEP).

Some local journalists said DEP might  
lose ground in the elections, partly due to  
disillusion with the performance of their  
17 deputies elected to parliament in  
1991.

Kurdish nationalists say the state is tak-  
ing no chances. In the pro-PKK strong-  
hold of Cizre, near the Syrian border, they  
accuse security forces of depopulating  
parts of the town and bringing in the fam-  
ilies of state-paid village guards to shift  
the electoral balance away from the  
nationalist vote. Foreign journalists who  
tried to visit Cizre last week were thwart-



## Turkey, Iran, Syria Talks: A Waste Of Time?

**T**he spice that the public had been led to expect from the meeting of the foreign ministers of Turkey, Iran and Syria in Istanbul last Saturday, especially given Ankara's perennial problems with these countries, was clearly lacking. Expectations had been raised in the first instance by the tension that existed between Turkey and Iran just prior to the talks, because of Turkey's Feb. 1 air raid against the PKK's (outlawed Kurdistan Workers' Party) Zaleh camp in northern Iraq. As a result of the raid 10 people died and many were wounded on the Iranian side of the border leading Tehran to demand a formal apology and compensation.

Turkey eventually gave both and the crisis was settled after a surprising and quite unique display of understanding by Iran which did its best not to escalate tensions unnecessarily. The matter was a non-issue by the time Foreign Minister Hikmet Çetin met with his Syrian and Iranian counterparts on Saturday. This was reflected in the fact that Iran's Foreign Minister Ali Akbar Velayeti made no reference to the matter and was not asked any questions on the subject (or any other subject for that matter) at the press conference at the end of the talks. As far as spice on the Syrian side is concerned, this was generally provided by the PKK-water equation which represents the root of all suspicions between the two countries. This is the scenario under which Damascus feels Turkey is going to decrease the flow of the Euphrates by its massive dam projects and Ankara believes Syria is harbouring PKK guerrillas in retaliation.

As far as these issues were concerned, Çetin repeated to Syria's Foreign Minister Farouk al Shara that there was "apprehension in the Turkish public regarding support by Syria for the PKK."

He suggested that this apprehension had to be dispelled for the sake of healthy relations between the two countries; relations which would also accommodate discussion about the water issue.

Shara, for his part, forcefully denied that they were helping the PKK and added that they had placed the activities of this organization firmly under control and were cooperating with Lebanon on this score.

He even offered increased contacts to investigate security matters that were of concern to Turkey.

Shara repeated his country's desire concerning the sharing of what he referred to as "international waters" even though they originated in Turkey.

The Turkish side stuck to its guns concerning the argument about the "allocation" of waters by Turkey rather than the "sharing" of the waters originating on its soil.

All this went to show that the "bilateral side" of the Istanbul gathering had produced nothing new or unexpected, in fact it was mostly old hat.

The "tripartite" aspect of the talks was even more staid and produced almost a carbon copy of what had been expected before the meeting.

This meeting was the fifth in a series which started in Ankara in November 1992 in order for the three countries to express their commitment to the territorial integrity of Iraq and to signal their opposition to the establishment of an independent Kurdish entity in the region.

Çetin told the Turkish Probe that the importance of the meeting lay in the fact that it had been held at all. It had been originally scheduled for November but was postponed because of differences between Turkey and Syria over the PKK-water issue.

Syria's efforts to establish a link between terrorism and water had been unacceptable to Ankara which was concerned Damascus might try to turn the trilateral consultative process on northern Iraq into a forum for debate on these subjects. These differences of opinion had even put Iran's Foreign Minister Velayeti in the position of hinting at mediation between Ankara and Damascus.

Given this strange situation, it was hardly surprising that the trilateral talks should have concentrated on a "straight and narrow" agenda and ended with a joint statement that merely restated what had been said after all of the previous meetings. The three sides expressed the continuing importance of Iraq's territorial integrity and said the Iraqis had to find their own solutions to normalize the situation in the country. They indicated that Iraq had to comply with U.N. resolutions and added that once this was done the embargo on Iraq should be lifted.

The one "bonus," a small one at that, for Turkey was that the statement also said that the sides condemned terrorist activities aimed at each others' countries and reiterated these countries' commitment to taking the necessary action against this activity.

The fact that there was nothing new at this gathering does not lessen the importance of keeping open channels for dialogue between the three countries. Just because there was no excitement this time does not mean that this channel will not be very useful on other occasions. ■

## Human Rights Dairy

Turkey "fervently deplored" the 16-month sentence given to Sadık Ahmet, former independent deputy of Turkish origin for Gumulcine, a town populated mainly by ethnic Turks, by a Greek court. On Feb. 1, the three-judge court of appeals upheld Sadık's conviction on charges of spreading false information and forgery but reduced his prison term from 30 months. Under Greek law the court can let him pay off the sentence. "Turkey is extremely sensitive towards the minority and human rights violations in Western Thrace, particularly this act towards Dr. Sadık Ahmet," Foreign Ministry acting spokesman Ferhat Ataman said in his weekly press conference. "We fervently deplore this event which is not reconcilable with international values adopted by civilized nations. We also invite Greece to act in a responsible way vis-a-vis the Turkish minority in Western Thrace," Ataman added.

(Turkish Daily News, Feb.3)

A criminal court in Ankara sentenced on Feb. 2 sociologist and writer Ismail Beşikçi to nine months in prison on charges of insulting the Military High Appeals Court and other military trial courts in one of his books. Apparently, the military court found Beşikçi's critical assessments of the legal system offensive.

(Turkish Daily News, Feb. 3)

Turkey on Feb. 2 reacted to U.S. criticism of human rights violations by saying its record was "improving." A day earlier, the U.S. State Department said in its annual survey of human rights worldwide that "The torture of persons in police custody during periods of incommunicado detention and interrogation" continued in 1993. "We have carried out important reforms with respect to human rights and our government views the issue as a steadily improving process," Foreign Ministry Spokesman Ferhat Ataman said. "Turkey aims to carry further all the improvements recorded so far," Ataman said.

(Turkish Daily News, Feb. 3)

Two civilians were shot dead by unidentified gunmen on Feb. 4 in Diyarbakir, the scene of a spate of mystery killings that has sown fear in this Southeastern city. Officials said assailants killed shopkeeper Ömer Güneş (29) and coffeehouse owner Faik Baran (28) in two separate attacks, but gave no motive for the murders. Some local journalists linked the killings to an ongoing feud between various factions of Hezbollah, an underground Islamic group said to have links with Iran. Kurdish militants have accused Hezbollah in the past of working directly or indirectly with state security forces to as-

sassinate pro-Kurdish politicians and people sympathetic to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The government has denied these accusations, blaming PKK-Hezbollah rivalry for many of the hundreds of mystery murders in the region.

(Turkish Daily News, Feb. 5)

Relatives of Istanbul Technical University student Ali Efeoğlu claim he is missing after people identifying themselves as policemen took him away from his home on Jan. 5. The relatives and the members of the Rights and Freedoms Platform held a joint press conference at the Social Democrat People's Party (SHP) Istanbul provincial headquarters (SHP is a junior member of the coalition government) and said there is a growing number of missing people in Turkey and the coalition government is to be blamed for this.

(Cumhuriyet, Feb. 6)

The Human Rights Association (IHD) presented a letter calling for the scrapping of the anti-terrorism law, signed by 10,000 people, to the Parliament speakers office. The letter was part of a new campaign launched by IHD for "Freedom of Expression."

(Cumhuriyet, Feb. 6)

Dr. Abdulkadir Sakar, who was arrested by the anti-terrorism squad in Adana upon the tip off of an "unidentified person," is released by police.

(Cumhuriyet, Feb. 6)

New members have been elected to the executive committee of the Turkish Human Rights Foundation, following its annual general meeting. They are Yavuz Önen, Mahmut Tali Öngören, Okan Akhan, Veli Lok, Şükran Akın, Murat Yetkin, Haldun Özen, Fevzi Argun and Mehmet Vural. It was reported at the meeting that the foundation had assisted in the treatment and rehabilitation of 323 victims whose rights had been violated.

(Turkish Daily News, Feb. 8)

The State Security Court (DGM) banned pro-Kurdish Özgür Gündem newspaper owner Yaşar Kaya from leaving the country, just prior to his scheduled departure to Cape Town, South Africa to attend the International Press Institute annual meeting where press freedom and state pressure on the media was to be debated. Özgür Gündem has been accused of supporting the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

(Newspapers, Feb. 8)

LIBÉRATION

8 février 1994

# Le juge Bruguière décrypte le meurtre de Chapour Bakhtiar

Le magistrat a transmis hier son dossier à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Il vise trois Iraniens mis en examen et écroués en France et six autres en fuite. Et accuse les services secrets de Téhéran.

JUSTICE

**P**our décrypter l'assassinat, près de Paris, de l'opposant iranien Chapour Bakhtiar, le juge Jean-Louis Bruguière a obstinément remonté le fil du téléphone... jusqu'aux services de renseignements de Téhéran. Par chance pour lui, les Iraniens impliqués dans l'opération ont abusé des télécommunications. Le magistrat a donc exploité les listings d'appels que France Télécom garde en mémoire six mois et a ainsi reconstitué les connexions « du terrorisme iranien entre quatre pôles géographiques : Téhéran, Istanbul, Genève et Paris ». Ces éléments matériels étayent le dossier d'instruction, lourd de 18 volumes, que le juge Bruguière a refermé hier en transmettant ses pièces de procédure à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

## REPERES

### Les personnes poursuivies

Chapour Bakhtiar a été découvert assassiné le 8 août 1991.

L'ordonnance du juge Bruguière vise trois Iraniens mis en examen et six autres qui font l'objet d'un mandat d'arrêt international.

● **Alli Rad Vakili**, l'un des tueurs présumés arrêté à Genève le 21 août 1991 et extradé par la Suisse, a été mis en examen et écroué à Paris six jours plus tard pour « assassinats, et association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

● **Massoud Hendi**, l'homme d'affaires interpellé à Paris et placé sous mandat de dépôt le 21 septembre 1991 pour « complicité d'assassinats et association de malfaiteurs », est soupçonné d'avoir apporté un soutien logistique aux auteurs présumés du crime.

● **Zeyal Sarhadi**, secrétaire administratif à l'ambassade d'Iran à Berne, mis en examen pour les mêmes chefs et écroué le 26 mai 1992, est accusé d'avoir organisé en Suisse en août 1991 la fuite des suspects.

● Les six mandats d'arrêt internationaux visent **Farydoun Boyerahmadi** et **Mohamad Azadi**, soupçonnés directement de l'assassinat et en fuite; **Hossein Sheikhattar**, conseiller du ministre iranien des Télécommunications présenté comme le demandeur des visas pour deux des auteurs; **Mesut Edipsoy**, commerçant turc d'origine iranienne qui aurait fourni les deux studios tête de pont à Istanbul et de faux passeports turcs à Azadi et Vakili; **Nasser Ghasmi Nejad**, soupçonné d'avoir aidé les auteurs du crime à s'échapper de Suisse, et enfin **Shoorideh Chirazi Nejad**, qui aurait procuré au précédent la recommandation d'une société helvétique pour obtenir son visa d'entrée.



Le juge Bruguière. Son dossier est lourd de 18 volumes.

Cette juridiction doit maintenant décider du renvoi devant la cour d'assises des trois Iraniens mis en examen dans cet assassinat et de six autres, en fuite ou en Iran, frappés d'un mandat d'arrêt international. Le procès Bakhtiar se déroulerait au mieux à l'automne 1994.

Le 24 janvier, la 14<sup>e</sup> section du parquet, chargée du terrorisme, a signé son réquisitoire. Celui-ci épouse la thèse du juge d'instruction et conclut, au terme d'une démonstration détaillée de 177 pages, que « les services de renseignements iraniens ont effectivement participé au fonctionnement de l'association de malfaiteurs ».

Il y a deux ans et demi, l'enquête était pourtant mal partie. Les CRS, postés à Suresnes devant la villa de l'ancien Premier ministre du shah, avaient veillé du 6 au 8 août 1991... un cadavre. Par chance, les deux émissaires de Téhéran, Azadi et Vakili, qui se sont introduits chez Bakhtiar grâce à une « taupe » infiltrée dans son mouvement de résistance (MNRI), se trompent de TGV et filent à Lyon, au lieu de Genève. Dès lors, les deux suspects, handicapés par leur mauvaise maîtrise de la langue, vont cumuler autant de bévues pour rejoindre la Suisse que la police française pour les rattraper.

Azadi et Vakili, qui « cavalent » sous de fausses identités turques, se heurtent, au poste de Thônex-Vallard, à un douanier helvétique pointilleux qui repère des anomalies sur leurs faux passeports et les refoule côté français. Là, un brave fonctionnaire de la police de l'air et des frontières (PAF) les relâche tout bonnement sur la route d'Annemasse. Le tandem iranien rate alors une correspondance SNCF après Valence, puis oublie un portefeuille bourré d'indices dans une cabine publique d'Annecy. La cavale se terminera le 21 août 1991 pour Vakili à Genève. Son complice Azadi s'est volatilisé de Suisse.

Mais, sur le listing des appels passés depuis la cabine d'Annecy, la brigade criminelle de Paris repère pour la pre-

mière fois un numéro à Istanbul. A chaque étape de leur fuite, Azadi et Vakili donnent un coup de fil au même abonné. Aux yeux du juge Bruguière, Genève et Istanbul constituent la « base arrière », le « cerveau logistique » du dispositif « d'élimination » de Bakhtiar. Mais encore faut-il le prouver. Heureuse coïncidence, la France a installé le réseau de télécommunications en Turquie. Le magistrat peut enquêter sur le même mode à Istanbul, en remontant les coups de fil.

Les appels d'Azadi et Vakili arrivaient à Istanbul dans deux studios loués par des agents iraniens à Mesut Edipsoy, un compatriote commerçant et faussaire. De là, le juge Bruguière remonte par exemple jusqu'à une taupe iranienne installée à Paris. Le 7 août 1991, elle reçoit un coup de fil de son « officier-traitant » qui cherche à savoir si Bakhtiar a bien été tué. Basé à Téhéran, il appelle cette fois d'Istanbul où est installée la structure de repli pour les exécutants.

Ainsi, le juge Bruguière démêle l'enchevêtrement des lignes téléphoniques qui partent de Turquie à destination de la Suisse, vers des hôtels où se cachent Azadi et Vakili, et de... l'Iran. Le magistrat repère notamment le numéro 98.(...)8603 à Téhéran, un numéro dont la DST, le contre-espionnage français, dit qu'il « est utilisé de façon régulière par les agents travaillant pour les services de renseignements iraniens ». L'abonné est le ministère iranien des Télécommunications.

Arrêté et interrogé en septembre 1991, Massoud Hendi, correspondant en France de la télévision iranienne (IRIB, Islamic Republic of Iran Broadcasting) de 1982 à 1986, puis reconverti dans l'import-export, est soupçonné d'avoir aidé les deux exécutants du meurtre à entrer en France. Il met lui aussi en cause un conseiller du ministre des Télécommunications de son pays: Hossein Sheikhattar. Massoud Hendi, actuellement emprisonné en France, a fourni à Azadi et Vakili un « alibi » pour obtenir des vi-

sas, à savoir une visite à la Syfax, une société de téléphonie high-tech d'Issy-les-Moulineaux créée par l'Iran.

D'après cet homme d'affaires, c'est le conseiller des Télécom Sheikhattar qui lui a demandé d'accomplir ces formalités et lui a remis les passeports avec photos des deux hommes. «*La consultation de l'agenda électronique d'Hendi, note le réquisitoire du parquet, met en évidence que celui-ci détenait les coordonnées téléphoniques privées de MM. Fallahian, à l'époque vice-ministre de la Sécurité et Taghavi, chef du ministère de l'Orientation islamique.*» Le nom d'Ali Fallahian, aujourd'hui ministre du Renseignement et de la Sécurité (la Vevak), désigné dans plusieurs éliminations d'opposants à l'étranger, est abondamment cité dans le dossier Bakhtiar. Dès 1989, il aurait joué un rôle dans un projet d'assassinat de l'ancien

Premier ministre du shah.

Outre les ministères des Télécommunications et du Renseignement, le juge Bruguière vise aussi les affaires étrangères de Téhéran, à travers l'un de leurs fonctionnaires, Zeyal Sarhadi, nommé à l'ambassade de Berne en septembre 1991 pour «*enregistrer le courrier*». Malgré ses dénégations, le juge Bruguière est persuadé que Sarhadi a effectué un premier voyage au mois d'août en Suisse pour «*exfiltrer*» les deux tueurs présumés. Sarhadi a bien accompli à Téhéran les formalités de départ pour la Suisse avec un ordre de mission des Affaires étrangères. Un certain Sarhadi a bien été enregistré sur le vol d'Iran Air Téhéran-Genève le 13 août, deux fiches ont été signées dans les hôtels Popeye et Bernina de Genève par Sarhadi, et trois coups de fil ont été passés de sa chambre le 14 août vers l'hôtel Jean-Jacques Rous-

seau, où se cachait Azadi.

Mais Zeyal Sarhadi, arrêté à Berne en décembre 1991, puis extradé, explique qu'il ne pouvait pas se trouver en Suisse ce mois d'août: «*Le jour du départ de Téhéran, Sarhadi s'est aperçu que son passeport déposé à la compagnie aérienne avait été volé à l'aéroport. Son départ a donc été différé en septembre*, explique Me Nuri Albala, son avocat, dont les honoraires sont payés par l'ambassade d'Iran à Paris. *Un agent a très bien pu usurper son identité...*» Car autant Massoud Hendi a été lâché par ses pairs, autant Sarhadi est défendu par les autorités de son pays, qui multiplient les interventions pour le sortir de la prison de Fresnes et d'un dossier miné. Mais le juge Bruguière persiste et signe. Il demande le procès d'assises à Paris de Vakili, Hendi, Sarhadi, et avec eux «*du terrorisme iranien*».

Patricia TOURANCHEAU

TAZ - 21.02.1994

TAZ - 16.02.1994

## Keine Spenden für PKK erpreßt

Die Haftbefehle gegen zwei der Erpressung von Spendengeldern für die Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) Beschuldigte sind aufgehoben worden. Der Vorsitzende der 10. Großen Strafkammer des Landgerichts Berlin teilte gestern mit, es bestehe kein dringender Tatverdacht mehr, daß die beiden 37- bzw. 38jährigen Kurden einen Landsmann in dessen Weddingener Reisebüro mit Waffen bedroht und mißhandelt hätten, um 20.000 Mark zu erhalten.

# Kurdische Flüchtlinge auf einer Fähre fast erstickt

## ■ 64 Menschen im Schiffscontainer verladen

Stockholm (taz) – Zusammengepfercht in einem zwölf mal zwei Meter großen luftdichten Thermocontainer, wurden in der Nacht zum Sonntag 64 kurdische Flüchtlinge aus dem Irak auf dem Ostsee-Fährschiff „Nord Estonia“ aufgefunden. Nur zufällig hatte ein Matrose zwei Stunden nach dem Ablegen Klopfen und Schreien aus dem als leer abgegebenen Container im Frachtraum der Fähre gehört. Daraufhin befahl der Kapitän, den Container aufzuschweißen – in letzter Minute: Bei über 40 Grad Hitze, die in dem dick isolierten Container herrschten, standen einige der Eingeschlossenen, darunter 26 Kinder, das jüngste drei Monate alt, kurz vor dem Erstickungstod. Die noch zehn Stunden dauernde Fahrt hätten sie nicht überlebt.

Der Kapitän der mit 1.000 Passagieren nahezu voll besetzten Fähre, die unter estnischer Flagge regelmäßig zwischen Schweden und der estnischen Hauptstadt Tallinn verkehrt, hatte nach Entdeckung der Flüchtlinge zunächst vorgehabt, nach

Tallinn zurückzukehren, damit seine Reederei keine Geldbuße wegen illegalen Flüchtlingstransports zahlen müßte. Telefonisch hatten sich aber die schwedischen Flüchtlingsbehörden bereit erklärt, die KurdInnen in Stockholm zunächst an Land gehen zu lassen.

Die Flüchtlinge waren nach eigenen Aussagen bei ihrem Auffinden seit mindestens acht Stunden in dem Container eingeschlossen gewesen. Für die lebensgefährliche Flucht hatten sie – nach ersten Ermittlungen der Polizei – an schwedische Fluchthelfer zwischen 2.000 und 3.000 Dollar pro Person zahlen müssen. Seit Anfang Februar ist der jetzt entdeckte Flüchtlingsschmuggel bereits der dritte größere illegale Flüchtlingstransport mit mehr als je 50 Menschen über die Ostsee nach Schweden und Dänemark. Nach der Ankunft am Sonntag morgen im Hafen von Stockholm wurden die Asylsuchenden in eine Flüchtlingsunterkunft südlich der Stadt gebracht. Reinhard Wolff

# Terror reaches the villages

## Sixteen-year-old shepherd İsa Kargılı endures torture

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- Sixteen-year-old shepherd İsa Kargılı, from the village of Yapraklı near Çankırı, suffered nine days of systematic torture inflicted by his employer Satılmış Uysal and his son Ömer Uysal because they suspected him of having stolen money. During his ordeal, Kargılı was subjected to such torture methods as having boiled eggs put under his armpits, being suspended in the air, beatings, and being dragged behind a truck. He was taken to Çankırı Hospital for treatment but his ordeal did not end there.

İsa, the son of a poor family, experienced a series of events resembling scenes from a Turkish film. The story started when İsa took over from his brother, who left to perform his military service, as a shepherd working for Satılmış Uysal. Eight days after he had started work, things began to go wrong for the new employee. Someone stole TL 70 million from Satılmış Uysal and İsa was suspected of the theft. İsa was imprisoned in his employer's barn, was threatened and beaten, hot boiled eggs were put under his arms, he was dragged behind a

horse and cart and his fingernails were pulled out. He was also immersed in cold water for three to four hours. When neighbors heard of the incident the gendarmerie were notified but the Uysal family refused to hand İsa over and fired at the gendarmerie.

Eventually İsa Kargılı was removed from the Uysal family and taken to the hospital for treatment. Satılmış Uysal and his son were taken to Çankırı prison with their accomplice, another shepherd Murat Soydaş.

İsa was safe for the time being, but the Uysal family had no intention of giving up and put a plan in motion to abduct İsa from the Çankırı hospital. A cousin of the family's, Mustafa Uysal, entered the hospital dressed in a doctor's gown but luckily İsa's mother realized what was going on and advised hospital staff who foiled the abduction attempt. İsa's doctors advised that he should be transferred to Ankara's Numune Hospital for further treatment, but the family could not pay the TL 1.5 million requested before admittance.

The Turkish Human Rights Foundation has taken up the case and is meeting the costs of İsa's treatment. A medical report issued on Jan. 17, 1993 described the injuries as follows: cuts and bruises resulting from beating, second degree burns under the arms, restriction of movement in limbs and joints and extensive swelling of the joints as well as partial loss of hearing resulting from trauma.

İsa's nine-day ordeal did not end there. Satılmış Uysal's relatives threatened his family and later offered TL 30 million to İsa in order to have the charges dropped. İsa's father refused the offer and asked the Human Rights Foundation to refer him to a lawyer which was done with the assistance of the Çankırı Human Rights Association. The Çankırı public prosecutor has initiated court proceedings against Satılmış Uysal, Ömer Uysal and Murat Soydaş on charges of life threatening assault and battery and making threats to rape. The case will be heard on Feb. 17.

Friday, February 11, 1994



TDN's Sinan Yılmaz (L) with sixteen-year-old shepherd İsa Kargılı, from the village of Yapraklı near Çankırı

Photo TDN Cengiz Uysal

## Interview with İsa Kargılı

İsa Kargılı told the Turkish Daily News about his nine-day ordeal of torture.

**TDN: İsa, would you tell us about what you have suffered?**

**İK:** On Dec. 28, I began to work for Satilmis Uysal as a shepherd for a payment of TL 1 million per month. I was grazing 400 sheep. Seven days after I started working there, Satilmis Uysal and his son came to the barn. They told me their money had been stolen and that I was the one who stole it. They had sharp tools like a reaper and an axe in their hands. The other shepherd was holding a stick.

**TDN: What did they do to you?**

**İK:** First, they forced me to the ground and began to hit me on the soles of my feet. The more I said I did not take their money, the harder they were hitting me. Then his son said, let's pull his fingernails out. Later on they tied me to a horse and as the horse was running, I was dragged behind it. They said they would hand me over to the gendarmerie but they did not. They then put fire under me. They were hitting me nonstop while they were doing all these things.

**TDN: Were you bound?**

**İK:** Yes I was. At one time I managed to cut myself loose with the axe and ran away but they captured me and continued to beat me. The son was holding me and the father was hitting me. The next day they boiled eggs and put them under my arms while hot.

They got on me and rode me like a horse. Later, his wife came and said that they should tie my hands in the back and tie me to the back of the horse from my hair. Her son said that they are going to pull out my fingernails.

**TDN: Did they pull out your fingernails?**

**İK:** Yes they did (TDN staffer observed the bandaged small finger). Following this, they tied me to the back of a truck and dragged me. On the seventh day a man came along. The man said "Have pity on him, let him go." but they threatened to kill the man. They continued to beat me up. On the night of the 8th day, they put me into cold water and kept me there for three to four hours. The father and son began to beat me with sticks again. They threatened to rape me. I was blackened all over. Later,

two men came along with Ömer Uysal claiming to be policemen. When I asked for their IDs, they began to beat me as well. On the ninth day, my family came to get me but the Uysals did not let me go. Later on the Gendarmerie came and that's when I was saved. They resisted, firing at the gendarmerie and swearing at them.

**TDN: Were you treated at the hospital?**

**İK:** I was hospitalized but a relative of theirs, Mustafa Uysal, an officer came there and tried to take me away. He had a gun. My mother tried to stop him. He threatened my mother and myself. He said he would bribe the forensic people and get a certificate stating that I am o.k. He could not take me away because doctors intervened. Later he offered me TL 30 million to forget the incident. The hospital in Ankara did not admit me. (İsa's father interrupted at this point saying that he was asked to pay TL 1.5 million up front and to pay a sum of TL 3 million later on.) Because we had no money we came back to Çankırı.

# Workers' Party chairman Perinçek shows videotape of Sivas massacre

■ *Videotape reveals that police were told not to interfere*

■ **Welfare Party is said to be the instigator**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Doğu Perinçek, the chairman of the Workers' Party (İP), showed, during a press conference yesterday, segments from a video tape of the events that took place in Sivas last year, claiming that it was taped by the police as the riots were taking place.

He claimed that the videotape, which was obtained from the police, clearly shows that they were told not to intervene in the demonstrations as the radio message "do not intervene" can be heard on the tape. Perinçek also said that the videotape is clear evidence of the True Path Party-Social Democrat People's Party (DYP-SHP) coalition government's responsibility for the massacre and that RP was the instigator.

The videotape, which runs for about two hours, has scenes from the Pir Sultan Abdal Cultural center followed by scenes showing singer Hasret Gültekin. The recording shows a crowd gathering at about 2.23 p.m., and beginning to shout: "Evil Aziz, victory is Islam's even if our blood flows" and "Sivas will be a grave for Aziz" as they march towards the cultural center. It shows the crowd attacking the cultural center with stones and sticks. The videotape, filmed by an amateur, has also the recording of a conversation between a police director and an officer on the radio. On the tape the officer can be heard saying, "They are stoning the building," to which director responds, "Understood, do not intervene."

Following this, the recording shows the time to be 13:32 p.m. and the crowd to be much larger. Scenes of Sivas RP Mayor Temel Karamolloağlı addressing the crowd follow. "First, let us pray for these people" the mayor responds to the demonstrators who praise him by saying, "Mujaheddin Temel" (holy fighter). At 8.14 p.m., the recording shows the Madimak hotel, in which 37 people died, set on fire. At this time, a number of people carrying containers thought to be full of petrol and members of the armed forces looking on can be seen on the tape. Following the press screening of the videotape, Doğu Perinçek made a statement in which he claimed that the tape was made, not with the aim of showing the failure of the government and the security forces in preventing the riot, but as a record of the events for safekeeping. Perinçek said, "Security forces are guilty, not only for failing to do anything during the demonstrations, but for hiding the evidence as well." On the day of the riots, President Demirel, Chief of Staff General Doğan Güneş, Prime Minister Çiller and the Deputy Prime Minister İnönü had met and reached an agreement that the security forces should not interfere with the demonstrators. On the day of the incident we had met Prime Minister Çiller who said, "Don't worry, we are in control of the situation." Perinçek said that the gravity of the situation was explained to the authorities but they did not take any preventive measures.

Doğu Perinçek said that after the event, the gov-

ernment was waiting for a vote of confidence and for this reason it was in need of conservative votes. This is why the government did not do anything about the riots and the security complied with this. Perinçek claimed that RP had premeditated the killings. "The mayor, Temel Karamolloağlı, said, 'let us pray for these people' when he was addressing the crowd, now, you pray for those who are about to die. This statement which was made a few hours before the riots clearly shows that they were planning to kill the participants in the celebrations." As to where RP fits in the whole picture is also very obvious from this recording, this demonstration was clearly organized by members of the RP and other supporters of Islamic Law (Shariah)."

Perinçek claimed that the Sivas riots were part of a plot developed by America to assist the formation of an Islamic government in Turkey. "This is a plot to establish, step by step, a moderate Islamic government in Turkey," said Perinçek. Perinçek claimed that CIA agent Graham Fuller says in one of his reports that a moderate Islamic government will be formed in Turkey. Saudi Arabia, a satellite of the USA, is giving the RP millions of dollars of aid for this purpose. This republican government which vigorously fought off such a prospect 60 years ago in Menemen is just watching similar events now. In this plot," Doğu Perinçek claimed, "there are pro-Shariah security personnel who have formed a junta. They

... on the side of a group of police officers who formed a pro-Islamic group during the 1974 Republican People's Party (CHP) and National Salvation Party coalition government. If the security forces simply sit and watch fundamentalists attacking the public, the public has to defend itself," Perinçek said.

He said that the videotape will be used as evidence during the hearing and the prosecution will be informed. Asked by a journalist as to how the

videotape was obtained, Perinçek responded, "On July 3, we promised that we will expose those who are responsible for the riots and we are keeping our promise." Perinçek explained that there is another video recording that singer Hasret Gültekin had made from the window of the hotel which he gave to a nurse when he was brought to hospital. He said that this tape was taken away from the nurse by members of the police and that they are trying to locate this tape as well. Author Lütfi Kaleli, who was among those caught in the

Madimak hotel fire but escaped injury, said at the press conference that the police were more the leaders of the riots than the preventers. "Forming a government is not enough to be in control. On the day of the incident, the police did not carry out the mayor's intervention orders, Shariah is spreading through Turkey at an alarming speed. Everybody, from the president to the political parties who have allowed fundamentalism to come this far are responsible for this mess," Kaleli said.

turkish daily new *Friday, February 11, 1994*

# Iran amid economic and political controversy

*Tehran looks for a way out on the 15th anniversary of the Islamic Revolution*

By Adnan Çağlayan

*Turkish Daily News*

TEHRAN-ANKARA- Iran, which is among the oil rich countries, is trapped in an economic bottleneck on the 15th anniversary of the Islamic revolution.

Diplomatic observers in Tehran cautioned that the people of Iran are daily becoming more uneasy about government policies in various fields from the economy to politics.

Due to the decline of oil prices, Iran's annual income has dropped sharply.

Last year's prices of \$18 to \$20 per barrel have become a dream in the last six months. Now, Iran is selling its crude oil at an average price of \$10.5, and this price is far from covering Iran's needs.

The decrease in Iran's hard currency income has affected the U.S. dollar rates with a dollar trading at 2,000 rials from 1,500 rials in the last three months.

Iranians who expressed their opinions to a TDN reporter in Tehran mainly complained about the economic conditions. Nearly all of them stressed their respect for and confidence in Iranian President Hashemi Rafsanjani. They said: "We believe Rafsanjani's policies will be successful, but some of the radical groups in Parliament prevent him from implementing them. We are proud of what we have done and we do not want to go back (to the Shah's time), but we have a long road which we must travel immediately."

According to diplomatic sources, Rafsanjani has been trying to increase the state's internal income through various ways such as increasing the gas prices in Iran but Parliament has vetoed his initiatives.

## Political bottleneck

Iran's problems are not limited to economics but extend to the political field. On Feb. 1, Iran was stirred by the rapidly-spreading news of the assassination attempt on Rafsanjani while he was delivering a speech in front of Ayetullah Humeyni's tomb, Behest-i Zehra.

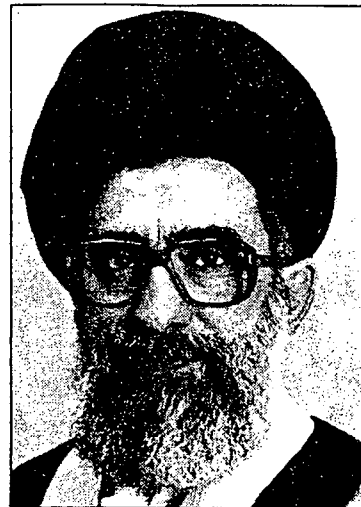
Later on, Information Minister Hoccatulislam Ali Fallahiyan announced that the assassin who was only identified as Kurusnikahtar, a youth of 26 years, pointed his gun directly at the rostrum where Rafsanjani stood. Fallahiyan also said that 20 men were arrested in connection with the assassination attempt. He said their links with some embassies in Tehran had been identified, but he gave no other details.

On Feb. 2, one more unexpected incident took place in Zahedan city, which is located on the Pakistani-Iranian border. An unknown number of people attacked shops, broke windows and burned cars, buses and even flags.

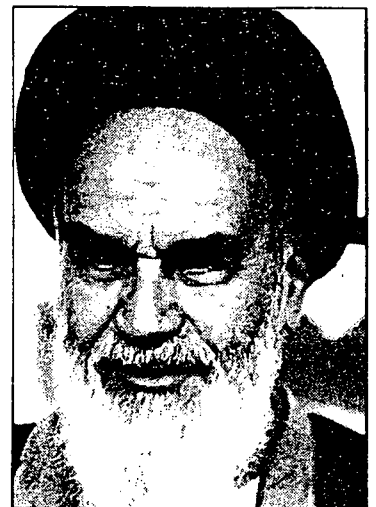
According to Iranian government sources, the rioting was suppressed by security forces with the help of the people of Zahedani. Later on, the Iranian press had different explanations for the issue.

Some newspapers claimed that anti-revolutionaries had tried to cast a shadow over the ceremonies for the 15th Islamic Revolution anniversary. Others said that Sunni sect members, who live mainly on the Pakistani-Iranian border, had been inflamed by anti-revolutionary groups saying that one of the Sunni mosques in the city of Meshed had been destroyed.

A few days later a pro-govern-



Ayatollah Khamenei



Ayatollah Humeyni, The late leader of the Islamic Revolution

ment demonstration was held in Zahedan.

## Future prospects

Diplomatic observers in Tehran claimed that the incidents showed the Iranian government's total control over the country was diminishing. Economic difficulties, which make the ordinary person's life unbearable, will serve as the main factor for the imminent collapse of the Iranian regime, they said. "Iran has been isolated since 1979, when the Islamic revolution took place. Since then, it has been trying to build up an alternative economic system, but you can do nothing if 80 percent of the econ-

omy is under state control, particularly, at a time like this. The winds of globalization and liberalization are turning into gales," observers said.

Diplomatic circles have reached a similar conclusion: "The Iranian regime has come to the point of no return.

They have to reconcile their differences with the world otherwise they will disappear in history like others have done."

But the people who are familiar with Iran and the region are more restrained than the diplomatic circles because of their knowledge of the Iranian people's ability to create miracles.

# Iran's social and economic indicators in pre-revolution and post-revolution periods

The following is a comparison of major social and economic indexes between the two pre-revolution periods in Iran. However, the following points are to be noted in advance:

1) In the period between 1974 and 1977, an upsurge in oil earnings and unrestrained lift from the country's oil reserves had provided the Shah's regime with huge sources of hard currency, the bulk of which was allocated to the import of consumption goods to provide an artificial welfare in the country. Therefore, some welfare indexes which depended on imported goods during those years do not reflect the realities of the country's economy.

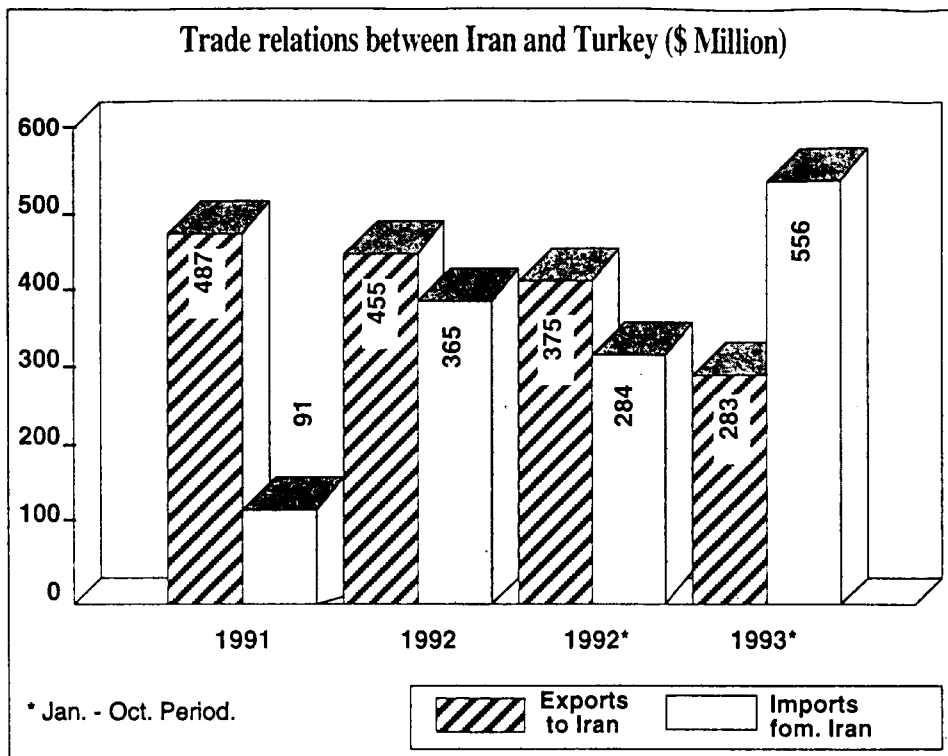
2) The policy of the Shah's regime was based on the maximum lift from the country's exhaustible oil resources, and lift from the oil reserves, during those years, amounted to 6 million barrels per day (bpd). If lift from the oil reserves had continued at the same pace and level, given the amount of the then discovered oil reserves of the country, the life of the reserves could not exceed 30 years at most. After the revolution, the amount of lift from oil reserves was reduced to less than half, and given the newly discovered oil reserves and the low rate of lift, the life of the country's oil reserves is now estimated to last for another 60 or 70 years.

3) During those years, the amount of hard currency spent on imported goods and services reached \$25 billion per annum. And, with regard to the annual inflation of imported goods, if Iran had attempted to import the same amount of goods and services in recent years, it would have had to spend over \$50 billion. 4) The population of the country, with an increase of 70 percent during the past 15 years, has risen from 35 million to around 60 million. It is inevitable that with the rapid increase of the population, the problems of meeting its needs also increase at a progressive rate and the resulting pressure on economic resources brings about substantial difficulties. In view of the population growth rate, if the annual hard currency spending had to be maintained on fixed prices, Iran would have to spend over \$80 billion on imports in recent years. With regard to the explanation given above, some major social and economic indexes between the said periods are compared as follows:

## 1) Education

One of the characteristics of the population of the country in the post-revolution area is its youth. This characteristic puts a heavier burden on the shoulders of the government in terms of health care, education and employment.

According to the existing statistics, the number of the country's students rose from 6.9 million in 1975 to 8.5 million in 1977. In order to meet the educational needs of these students,



the Ministry of Education has had to build around 270,000 new classrooms across Iran during the post-revolution years, and the number of classrooms had risen from 194,600 in 1977 to 463,000 in 1991. Likewise, the number of the country's instructors has risen from around 252,000 in 1977 to 585,000 in 1991.

The literacy figures during those years also point to a great accomplishment in this regard. According to those figures, the ratio of literacy in the entire country has increased from 49.13 percent in 1977 to 74.3 percent in 1991. This ratio has increased from 32.2 percent to 63.1 percent in the rural population, and from 67 percent to 82.5 percent in the urban population.

## 2) Agricultural products

In the post-revolution era, the agricultural sector of Iran has been granted a special status as the sector which contributes to the independence and self-sufficiency of the country. During this period, with the implementation of vast supportive policies in the sector, a majority of major items of agricultural products have enjoyed a growth rate faster than that of the population. For instance, the production of wheat, as a strategic crop, barley and cereals has increased respectively from 5.5 million, 1.2 million and 225,000 tons in 1977 to 10.3 million, 3.6 million and 650,000 tons in 1992. In other words, during this period, the production of wheat has doubled, and the production of barley and cereals has tripled. The production of rice, during the same period, has risen from 1.4 million to 2.1 million tons, showing an

increase of 50 percent.

## 3) Industrial products

In the industrial sector too, despite the problems of the war, economic blockade and hard currency shortages, accomplishments have been achieved, mostly in the postwar years.

In this sector, the manufacture of iron and steel, with the considerable investments made, increased from 2 million tons in 1977 to 4 million tons in 1991, and the production of cement also rose from 6.3 million tons to 14 million tons. During the same period, the production of vegetable oil increased from 300,000 to 620,000 tons, and the production of pasteurized milk rose from 164 million to 421 million liters.

## 4) Power generation

In the post-revolution years, special attention has been paid to the development of the country's infrastructures. Meanwhile, the country's power industry, despite the needed huge investments and the existing problems, has enjoyed a very fast growth. The country's annual power generation increased from 19 billion kilowatts in 1977 to more than 64 billion kilowatts in 1991, and this amount will further increase with new power plants to be set into operation. Therefore, in view of the fact that power generation has enjoyed a growth rate higher than that of the population, the country's per capita power generation has increased from 542 kilowatts in 1977 to 1,104 kilowatts in 1991. During these years, power supply to the rural areas has won special attention, and the number



of villages of the country linked to the electricity network has risen from 1,561 in 1975 and 3,559 in 1977 to 25,103 in 1991.

### 5) Consumption and welfare of households

In the post-revolution years, despite the rapid growth of the population, the per capita consumption of many food staples has either stayed or increased partially. This has been achieved thanks to the vast efforts of the government to provide people's essential goods.

Should the per capita consumption of an urban household in 1991 be compared to that of 1973, namely the year before the upsurge in the oil earnings, the following results would be achieved:

- Rice increased from 196 kilograms to 198.6 kilograms;

- Chicken and other birds' meat increased from 27.5 kilograms to 53.2 kilograms;

- Fish increased from 13.2 kilograms to 17.4 kilograms;

- Milk increased from 76.5 kilograms to 138.8 kilograms;

- Cheese increased from 21.8 kilograms to 25.8 kilograms.

According to the same statistics, in 1973 only 75.7 percent, and in 1977 about 84.4 percent of urban households enjoyed running water, while this ratio in 1991 has reached 95.5 percent.

Accordingly, the number of urban house-

holds linked to the electricity network increased from 88.1 percent in 1973 and 96.13 percent in 1979 to 99.7 percent in 1991.

The number of households linked to the national gas network increased from 1.6 percent in 1977 to 26.6 percent in 1991. The ratio of urban households with baths increased from 26 percent in 1973 and 37.4 percent in 1977 to 73.9 percent in 1991. Urban households with telephone lines increased from 14.9 percent in 1973 and 19.9 percent in 1977 to 28.9 percent in 1991, and the number of households using coolers increased from 13.2 percent in 1973 and 27.8 percent in 1977 to 50.5 percent in 1991.

The number of urban households owning cars increased from 12 percent in 1973 to 18.1 percent in 1991.

The number of urban households using refrigerators increased from 50.15 percent in 1973 and 80 percent in 1977 to 89.6 percent in 1991.

The ratio of urban households using vacuum cleaners and washing machines increased respectively from 10.2 percent and 23.1 percent in 1977 to 33.8 percent and 46.4 percent in 1991. Finally, the number of urban households possessing homes increased from 67.9 percent in 1973 and 71.5 percent in 1977 to 75.8 percent in 1991. It is to be noted that during the same period the population of the country has increased very rapidly.

# Iraqi paper: Ekeus is evil and wretched

*Reuters*

**BAGHDAD-** An Iraqi newspaper on Thursday denounced Rolf Ekeus, head of the U.N. Special Commission which monitoring Iraq's compliance with Gulf War cease-fire resolutions, as "evil" and "wretched."

In a front-page editorial *Babil*, the influential daily published by President Saddam Hussein's son Uday, said Ekeus had talked of "positive developments" during negotiations in Baghdad.

But then he "swallowed up this positiveness and vomited instead something else which pleases the allies and their agents."

It said: "Humanity will remember Ekeus as the damned and hypocritical Ekeus. What an evil wretch he is for the loss of his conscience." After five days of intensive talks last week with Iraq on control of Iraq's arms

industry. Ekeus told reporters in Baghdad that some progress had been made but he insisted that many important problems were unresolved.

Later, in Kuwait, he was more specific about these differences saying he was not satisfied Iraq had given him enough information on the dismantling of chemical weapons. *Babil* said: "On being received by a delegation of American slaves in the

Kuwaiti governorate Ekeus' positiveness turned into attack...trying to set fire to Iraq's steadfastness." It added: "Iraq dealt with the damned Ekeus with honesty and goodwill and stressed that Iraq has met all its obligations under the Security Council resolutions."

It called on the United Nations to "live up to its obligations and remove the unjust sanctions."

GENÈVE

LE COURRIER • LUNDI 14 FÉVRIER 1994

## FILMS DU SUD

## LONG MÉTRAGE

# Un réalisateur offre un vrai chant d'espoir au peuple kurde en exil

**«Un chant pour Beko» de Nizamettin Arîç est consacré aux enfants de la guerre. Mention spéciale du jury et Prix des jeunes au Festival de Fribourg. Superbe et désarmant.**

**F**ilm coup de poing, *Un chant pour Beko* demeure l'une des œuvres marquantes du 8<sup>e</sup> Festival de Fribourg. Personne n'est resté indifférent devant la fuite d'un paysan kurde à travers les montagnes et sa vie parmi les enfants de partisans. Si Nizamettin Arîç traite du drame du peuple kurde, son cinéma ne fait pas de propagande: son propos est universel, il montre le malheur des peuples bannis de leurs propres terres.



**Beko découvre la vie quotidienne d'une poignée de Kurdes exilés dans les montagnes. LDD**

PATRONAGE  
LE COURRIER  
CENTRE DE CONTACT  
SUISSES-IMMIGRÉS

Comme son héros, Nizamettin Arîç a dû fuir la Turquie. De la langue kurde, il ne connaissait alors qu'une chanson. L'interpréter en public lui a valu d'être arrêté par la police. Comme son héros, il a choisi de partir: «J'ai traversé un champ de mines pour gagner la Syrie. Et plus tard, en Allemagne, j'ai pensé réaliser un film sur cette expérience. D'autres éléments sont venus se greffer sur l'idée de base, et le champ de mines a finalement disparu de l'histoire», se souvient-il. Quand on lui demande comment s'est déroulé son apprentissage du métier de réalisateur, il esquive la question avec le sourire: «Ma grand-mère m'a tout appris.» A défaut d'être un «philosophe du cinéma», l'auteur a simplement des images à montrer, une histoire à raconter.

Il compense son inexpérience avec sensibilité et sagesse. Son personnage, Beko, n'est pas un guerrier et seules les circonstances feront de lui un héros. Sa fuite en Syrie, puis son passage dans les montagnes, ne donnent lieu à aucune action d'éclat. Les hommes escadent la montagne et observent, au

loin, les manœuvres des chars lors de la guerre Iran-Irak.

Parti à la recherche de son frère, qui a fui la Turquie pour éviter le service militaire, Beko devra attendre dans un campement où ne vivent qu'une trentaine de femmes, de vieillards et d'enfants. Là, en marge des combats, il découvre la vie quotidienne de ces paysans exilés. Beko s'occupe des enfants de ces Kurdes qui ont choisi de rejoindre les partisans plutôt que de

combattre dans les armées iraniennes ou irakiennes.

Les yeux étonnés de ces gamins valent tous les grands discours. Leurs jeux dans la montagne ne sont interrompus que par le passage de quelques avions de chasse en mal d'adversaires. Pour ce peuple sans territoire reconnu, le conflit Iran-Irak offre, paradoxalement, quelques garanties de sécurité. Mais les enfants sont déjà conscients de leur malheur: si personne ne leur

vient en aide, ils ne pourront échapper à la tragédie qui les menace. Beko fera un geste. Pour Nizamettin Arîç, il est l'espoir du peuple kurde.

*Un chant pour Beko* représente une occasion unique de prendre – selon l'expression consacrée – le cinéma du Sud en pleine gueule.

VINCENT BORCARD

Salle Henri-Langlois à 19 h.

**ENTRETIEN BIS**

# Tourner «Un chant pour Beko» n'a pas été une mince affaire

**La douleur du peuple kurde a imposé à Nizamettin Ariç une œuvre manifeste. Mais en Arménie, l'accouchement du film n'a pas été une partie de plaisir.**

- Comment avez-vous produit «Un chant pour Beko»?

- Ce fut une lutte terrible. Trois années de recherche d'argent et de mendicité qui m'ont épuisé. Heureusement, le temps efface les désagréments de la mémoire et on ne se souvient que des bons moments.

- Où avez-vous filmé?

- La partie centrale a été tournée en Arménie, qui est en guerre contre l'Azerbaïdjan. Mais ce pays laisse aussi ses Kurdes vivre en paix. Constaté que la cohabitation est possible nous a donné beaucoup de force.

- Comment s'est déroulé le tournage?

- Certains jours, nous ne trouvions ni pain ni benzine, malgré nos dollars. Nous étions dans le meilleur hôtel du pays, mais il était impossible de téléphoner d'un étage à l'autre. Le camion-caméra arménien que nous avions loué consommait quarante litres au cent et le camion-générateur un peu plus. On faisait le plein, une heure plus tard, les réservoirs étaient vides. Selon certaines rumeurs, les chauffeurs buvaient l'essence! Les lieux de tournage étaient très éloignés les uns des autres et, comme nous étions en

montagné, le chemin n'était pas prévu pour nos camions: on a pratiquement dû construire la route. On a tourné dans ce chaos avec une équipe technique des studios arméniens qui travaillait déjà sous l'ancien régime soviétique. Ils n'avaient pas l'habitude de tourner des longs-métrages en deux mois. Notre rythme leur posait de gros problèmes. C'est bien simple, on reconnaît tout de suite les Arméniens sur les photos de plateaux: ce sont ceux qui sont assis ou en train de dormir... Nous voulions également prendre un son direct. Mais tous les après-midi, les paysans kurdes venaient avec leur tracteur assister au tournage. Je devais toujours hurler en allemand, en russe, en arménien et en kurde pour obtenir le silence. Et puis, je n'ai pas pu visionner un seul rush de tout le tournage. Je n'avais aucun contrôle, et ce n'est qu'en Allemagne que j'ai enfin regardé notre travail.

- D'où viennent les enfants?

- Il y a 21 villages kurdes en Arménie. Je me suis rendu dans toutes les écoles, les jardins d'enfants. Je cherchais notamment un petit garçon capable d'interpréter le chant du peuple kurde qu'on entend dans le film. Je les ai tous auditionnés.

- Connaissaient-ils cette chanson?

- Oui.

- Vous avez réalisé le film, vous jouez le premier rôle et vous avez aussi imaginé les costumes... Où avez-vous appris les métiers du cinéma?

- Chez ma grand-mère!

- Mais encore...

- J'ai été acteur en Allemagne. J'ai aussi composé des musiques de films, je suis chanteur et j'ai fait du théâtre. Mais «Un chant pour Beko» est mon premier véritable travail de réalisateur.

- Avez-vous montré tout ce que vous vouliez dans «Un chant pour Beko»?

- Non, j'ai encore plein d'idées. Mes prochains films pourraient se situer à un autre niveau. Mais toujours avec des Kurdes ou en tout cas avec l'âme kurde. C'est ce que je connais le mieux.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
VINCENT BORCARD

Voir également notre édition du 14 février. Salle Michel-Simon, dimanche à 20 h.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0224 4 I 0161 TUR /AFP-EQ13

Turquie-Kurdes

19 rebelles tués dans un accrochage dans le sud-est de la Turquie

ANKARA, 12 fév (AFP) - Dix-neuf rebelles et un policier ont été tués lors d'un accrochage entre forces de l'ordre et militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) vendredi soir à Silopi (près de la frontière turco-irakienne), a-t-on appris samedi de source officielle.

Un groupe de rebelles du PKK a attaqué des immeubles administratifs au lance-roquettes mais est tombé dans une embuscade tendue par les forces de l'ordre, selon la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est), responsable des provinces sous état d'urgence de cette région à majorité kurde.

Quelque 60 personnes ont été tuées depuis le début de février dans des accrochages dans l'est et le sud-est, selon une compilation effectuée par l'AFP à partir des bilans officiels. Le bilan total de la rébellion kurde depuis août 1984 s'élève à plus de 11.000 morts, dont plus de 3.300 civils.

YM/hc/mfo

AFP 121556 FEV 94

## Iran says there is no room for a Kurdish state in the region

By Adnan Çağlayan

*Turkish Daily News*

TEHRAN/ANKARA- Iran sees no future for the independence-seeking Kurdish groups in the region. "There is no room for an independent Kurdish state in the region. Present borders are immutable," Iranian Deputy Foreign Minister Alaaddin Brujerdi said to a Turkish Daily News correspondent in Tehran.

Brujerdi stressed that it was not possible to establish a Kurdish state in the region while the regional powers clearly objected to it. "Nobody can claim that all the Kurdish groups in the region are seeking independence. We have to make this important point clear."

Brujerdi said that the Kurdish problem was decades old and nothing has changed since it began. "Kurdish culture has to be preserved. Maintaining

the present borders will help do this," he said.

Brujerdi also said that Iran attached a great importance to the tripartite meetings between Syria, Turkey and Iran, within the framework of the efforts aimed at finding solutions to the regional problems, such as the Kurdish issue.

### Iran never helped the PKK

Alaaddin Brujerdi also stressed that Iran has never helped the PKK. "Iran has announced its stance toward the PKK several times. Iran has done its best to help Turkey in its efforts to overcome this problem," said Brujerdi.

Complaining about the Turkish press reports against Iran, he said, "We are fed up with denying them but they are not fed up with writing those rumors.

Several times they have written about secret files, shocking reports,

telephone numbers, etc., which were given to Iran by Turkey according to the Turkish press. So far, nobody has seen those files. Iran is doing nothing against Turkey and everybody knows this, except the Turkish press." Moreover, Brujerdi maintained that there was no competition or power struggle between Turkey and Iran over Central Asia.

"At the end of last year our first vice president, Dr. Hasan Habibi, paid a visit to Turkey and signed several cooperation accords with Turkey, such as the agreement regarding the linkage of Iranian and Turkish railways to those of Central Asia.

We can be a partner but never a rival on this issue. Turco-Iranian relations are in good shape and we have no serious problem. Iran has the political will to improve all aspects of its relations with Turkey," Brujerdi said.

## 'Friends of Özgür Gündem' gather today in London

*Turkish Daily News*

ANKARA- A major campaign begins in London today to protest attacks on the pro-Kurdish Özgür Gündem newspaper and express solidarity for press freedoms in Turkey.

A number of individuals, including writer Harold Pinter and Lord Avebury, the chairman of the Parliamentary Human Rights Group, have arranged a "public meeting" at the University of London School of Oriental and African studies.

The slogan of the gathering is "Defend Özgür Gündem and the right to freedom of expression in Turkey."

Besides Lord Avebury and Harold Pinter, speakers in today's meeting include the European representative of the newspaper, Behçet Avsar; Frances I'Souza, Director of the Article 19 press freedoms group; Michael Ignatieff, a writer and broadcaster; Jacob Ecclestone, Deputy General Secretary of the National Union of Journalists (NUJ) and Mark Muller, a barrister.

The "Friends of Özgür Gündem" campaign aims at fighting for freedom of expression in Turkey and, in particular, for

the right of Özgür Gündem to publish without intimidation. A statement issued on behalf of the group organizing the campaign appealed for everyone to support it, noting, "We believe this campaign will help save the lives of journalists and others who dare speak out against Turkish policy in Northwest Kurdistan." Observers noted that this reference, to Southeast Turkey, reflected the nature of the campaign, which is being supervised by the Kurdistan Society and the SOAS Students Union, both suspected of being affiliated with the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK). At least 11,000 people have been killed in the PKK's violent armed campaign in Southeast Turkey, including more than 1,300 civilians — mostly of Kurdish origin — killed in PKK attacks over the past year.

## Turkey says over 250 terrorists were killed in January

*Reuters*

ANKARA- Turkish troops killed 254 separatist Kurdish militants in intensified offensives in January this year, over three times the combined total for the same month in the last four years, a government official said.

Rough terrain and harsh weather usually force a lull in winter fighting, but this year has seen a military drive heat up as fresh troops move in, backed by air strikes on bases in the mountains and in Iraq.

"The interior minister told today's cabinet meeting that 254 terrorists had been killed in

January," spokesman Yildirim Aktuna said. "The total dead for the Januarys of 1990, 91, 92 and 93 is just 78," he said.

He said the increased toll showed the government's determination in its 10-year battle against the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) in southeast Turkey.

Prime Minister Tansu Çiller has vowed to get tough against the PKK, saying the rebels will be crushed this year. Last month the Turkish air force mounted its biggest attack against the PKK when it bombed Zaleh camp 110 km (70 miles) into Iraq near the

Iran-Iraq border. A week later it launched a second major raid when it attacked two separate border regions. Taking advantage of a power vacuum in northern Iraq, the PKK has carried out cross-border raids on Turkish villages and military targets from hideouts in the region since the 1991 Gulf War. In the past Turkey has retaliated, but not initiated fighting as it has increasingly since Çiller came to power in June.

More than 10,600 militants, soldiers and civilians have been killed since the PKK launched its separatist fight in 1984.

# Ramadan, Newroz, the election triangle and Cizre in southeastern Anatolia

**T**urkey will enter into an important phase in March. The important period that begins with the Ramadan Feast of the Muslims, will continue with the Newroz Feast of the Kurds and will finally end with the March 27 local elections which will effect both the Kurds and the Turks. These three important events will take place within one week of each other. The widespread belief held by the public is that the local elections will not be held in a complete safe environment. There are reports already which predict that both the state and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) will exert pressure on each other during the elections. The first example of such pressure was experienced in Cizre. Cizre is a district that is mostly influenced by the PKK and for this reason the state is attaching special importance to this district and taking similar measures in other settlements. The most obvious element of such measures is that suburbs are being evacuated and village guards are being settled there. The communities which are forced out of their settlements during these operations are also missing out on their opportunity to vote. It is reported that about 1.5 million people in south and southeastern Anatolia are being forced to migrate.

By Sinan Yilmaz

Turkish Daily News

**ANKARA-** The excitement and the tension of the March 27 local elections have already begun. In the western part of the country, almost all parties' candidates are being announced and election campaigns have started. However, there is nobody in south and southeastern Anatolia who has announced his or her candidature for the mayoral elections as yet. With the exception of one or two, almost every candidate's name is being kept secret. Following the outlawed Kurdistan Workers' Party's boycott, the political parties are keeping the names of their candidates secret for security reasons. The pro-Kurdish Democracy Party (DEP) is also reluctant to announce its candidates for fear of reprisals.

The other common element among the parties is that they all feel that the March elections will not be held in a safe environment. The source of this suspicion is the prediction that both the government and the PKK will apply pressure on each other during the elections.

It is necessary to point out though that the communities living in this region do not want such pressure or election rigging. Both seem impossible to avoid. For one thing, the government is afraid that the PKK will support the Democracy Party's mayoral candidates and use the election as a referendum to bring them onto the international political platform to argue for the Kurdish cause.

The other worry is that the PKK will argue that the election results are invalid because of the pressure the government has exerted on the candidates of the Democracy Party and will again try to use this as ammunition against Turkey at the international level and boycott the election results.

Everybody in the region is curious about the PKK's attitude toward the local elections. The PKK has not expressed any opinions about the elections as yet. There are reports that it will make a statement on Feb. 15 about the local elections. It is feared that if the PKK calls for non-participation in the local elections, there will be a reduction in the number of votes in the region and the PKK will use this as a referendum to argue its case.

This has proven to be the least favored option so far. DEP leader Hatip Dicle's remark: "We may reach a historic decision and not take part in the elections" is one element that adds weight to this theory. One other possible outcome is that the PKK regards the results of an election which it has boycotted to be to its advantage. In short, the PKK will try in any case to use the election results as its referendum. Almost everybody seems to agree that the results of the local elections will be in the PKK's favor. The PKK is aiming to win at least 200 local government posts in the Southeast. As the PKK makes these calculations, the government is making preparations to ensure that the elections take place.

As a result of amendments made earlier, members of the Armed Forces will be able to vote at the local elections with their weapons in their hands. Certain sections of the community are critical of this decision, saying the shadow of weapons will be on the ballot boxes, but the government authorities say that this measure is necessary for security reasons. As a precautionary measure, the authorities say, the ballot boxes will be taken by helicopter to a safe place for counting. Recent newspaper reports say that some 150,000 additional soldiers have been sent to the region in preparation for the

elections. Observers point out what the PKK will do is not certain, but suspect that it will attack polling booths at which the armed forces will cast their votes in order to ensure that the government does not have the chance to change the election results. One fact is that the PKK has forbidden all political parties from taking part in the elections. All parties except the Welfare Party (RP) and the Nationalist Movement Party (MHP) have obeyed this order. For this reason parties are having difficulty in finding and endorsing mayoral candidates in the region as the candidates will be the first targets.

## Cizre is a battlefield

As the date for the local elections draws closer, the fighting in Cizre, a district of Sırnak province, between the security forces and the PKK militants intensifies. As armed conflicts are taking place almost everyday, the inhabitants of the region are being forced to flee.

There are reports which claim that up to 2,000 families have left the district as a result of pressure from the security forces. Some are going back to the villages they came from while others are going to Adana, Mardin, Iskenderun and Istanbul. Also among the reports is the claim that village guards are being settled in the dwellings vacated by the villagers. The government wants the chief village guard and RP candidate Kamil Atak to be elected as the mayor for Cizre.

The other issue is that those villagers who leave their villages will be unable to vote because they are not on the voting registers of the cities they move to. One other interesting thing is that the village guards who move into the empty houses will not be able to vote either. It would not be an exaggeration to say though that village guards who are not on the electoral roll will be made to vote. This would be regarded as an act of interference in the election process by the authorities.

The reason for the security forces labelling Cizre as a special zone is that Cizre is one of the districts in which the PKK is very effective. The number of people living in the surrounding villages, Cizre and the Sırnak province is said to be around 100,000 (including the ones who have moved out) even though the population in the area has decreased in the past one-and-a-half months due to the large numbers of people leaving the area. The fact that village guards are assisting the security forces in exerting pressure on the villages means that there is a contradiction. The village guards

can only be active in villages in accordance with the laws in place but they are now becoming active in towns and cities as can be seen from their activities in Cizre.

According to reports received from Cizre and its environs, the village guards are able to question people following the operations they carry out in cooperation with the security forces. It is claimed that some of these people who are detained have also been killed, at least 15 of them by the village guards. Eyewitnesses say that a villager named Ahmet Kutle was assassinated by the village guards in the command of Kamil Atak in front of the Kerem Hotel.

#### Events experienced in Cizre day by day

In January, security forces put up posters in Cizre which read: "Young man, you may have joined an organization or committed crimes either voluntarily or by force. Society and the state believes that one may make a mistake and also believe in the necessity of pardoning those who repent. In order to benefit from this opportunity, turn yourself into the nearest security office." Another poster read, "Flags depicting the hammer and sickle are the symbol of communism. The PKK's real flag is the red flag with the hammer and sickle which the PKK is hiding from the people. The PKK's main target is to establish a communist order."

The tension which began with the hanging of these posters has reached its peak with the operations carried out on Jan. 22 in Sur, Dağkapı, Alibey, Dicle and Meydanbasi neighborhoods where nearly 500 people were taken into custody. Those who were taken into custody were reportedly ordered to stand and hold their hands on top of their heads for three hours. Meanwhile, the town's telephone connections were cut off as well.

During the night after the day when operations were carried out in the neighborhoods, PKK militants conducted a raid on the quarters of the Security Directorate. It was claimed that four policemen were killed in the raid. The Office of the Emergency Rule Governor announced that one PKK militant and a policeman were killed and four other policemen were wounded in the attack. Following the raid, security forces were alleged to have combed the town at random and one child was allegedly wounded in the operation.

The tension continued in the following days. On Jan. 27, village guards and security forces staged a march. After police had instructed tradesmen in Cizre to hang

Turkish flags on their shops otherwise they would be asked to pay a TL 500,000 fine, there was a protest march against the PKK. The number of marchers rose to 600 with the participation of the village guards affiliated to Kamil Atak. It was claimed that certain village guards looted some shops during the march.

On Jan. 28, the Nur neighborhood was raided by the security forces and the village guards.

On Jan. 30, the body of Ibrahim Danis (19), who was alleged to have been taken into custody during the operation in Kurtulus neighborhood on Jan. 27, was found. Danis's body was alleged to have been put in a house which belonged to a village guard and the house was claimed to have been bombed later.

Persons above the age of 10 have started being taken into custody. While it is claimed that people who are taken into custody are tortured and forced to abandon the town, seven of those who were taken in custody were killed and no information about 15 others could be obtained. The names of the people who are claimed to have been killed after being taken in custody are as follows:

Ibrahim Danış, Reşit Pusal, Selim Ebubekir Duran, Ahmet Yusuf Tun and his son Isa Tun, and Selim and Ahmet whose last names cannot be determined.

A total of nine people, two of whom are children, have lost their lives since the intensive clashes broke out.

People have become accustomed to the clashes which are experienced almost every day. The clashes began on Jan. 7 with PKK militants throwing hand grenades at a panzer and continued until the next morning. Two individuals were wounded in the clashes and 35 workplaces were destroyed. The latter included buildings of the PTT, Ziraat Bank and the bureau of the daily Özgür Gündem. The fact that heavy weaponry such as antiaircraft, mortar and machine guns are used during the clashes means that serious damage has been caused. Naturally, security of life is the main problem. No one is safe. The people of Cizre have started to pay the price of the support they have given to the PKK. Ties have now been cut off completely before the elections. The most apparent outcome of this fact is that village guards have a say in all parts of the town.

#### The village guard system

The village guard system has been set up in accordance with Village Law No. 442. Guards are selected according to provisions set out in the law. Under this law, guards are

assigned only in their respective villages. However, in practice they are away from their villages for days and weeks at a time, and they even participate in cross-border operations. As is the case in the Cizre example, they can take people into custody and question them. The village guard system exceeded its legal base a long time ago and has been operating outside the law. Village guards have become people who commit crimes in the name of the state with the power they get from the state. The main characteristics of the village guards is their being selected from among the pro-state Kurdish tribes. In a way it may also be termed a paid military service. However it is also true that besides those volunteer village guards there are also those who are forced to become village guards. It is known that those who refuse to become village guards encounter dangers, including death. In their respective regions, village guards have established a system which resembles autonomous authority. For example, Chief Village Guard Alihan Tatar, who lives in a fort-like house in Şirnak, has put a Turkish flag on top of his house and declared his autonomy.

The fact that a concrete development has not yet been achieved in the solution of the Kurdish matter, which is one of Turkey's major problems, makes the local elections, which are to be held on March 27, all the more significant.

The most important expectation of the people in the region is that they will experience fair and democratic elections. However this does not seem possible. It is clearly seen that both the state and the PKK will exert pressure during the elections.

As a matter of fact, everything has now started to be treated almost in humorous terms. Fundamental terms such as legislation and law have almost lost their significance. One incident, which could become the subject of a joke, occurred in Bitlis. A total of 79 civil servants, who work at state offices such as the Turkish Electricity Authority (TEK) and the Village and Rural Affairs Authority, have been sent to provinces like Tokat, Kayseri and Çankırı on the grounds that they have provided assistance to the PKK. The Office of the Chief of General Staff reportedly wanted those people to be followed in their new areas as well. However there is one point to be made here — and this is where the humor lies — the law calls for a prison term ranging from two to five years for those who assist an illegal organization and requires trial by state security courts.

**Ankara** Première femme à diriger un gouvernement dans l'histoire de la Turquie, Tansu Ciller connaît ses premières difficultés. Sur le front économique, inflation, dévaluation et échec des privatisations ont terni son image d'économiste moderne. La manière forte utilisée contre la guérilla des séparatistes kurdes n'a guère produit de résultats. Les islamistes devraient en profiter lors des élections municipales du 27 mars prochain

# LA TURQUIE IMMOBILE

## ANKARA

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les élections donnent des couleurs aux villes de Turquie. Le 27 mars prochain, le pays élira ses maires et des banderoles et fanions rouge vif couvrent déjà les rues des emblèmes des formations rivales. Sur le terrain comme dans les programmes de la douzaine de chaînes de télévision (cinq publiques, sept privées), la campagne bat son plein, mobilisant les états-majors nationaux. La portée de ce scrutin dépasse en effet largement son niveau local. L'avenir politique du premier ministre Tansu Ciller en dépend.

Première femme à diriger un gouvernement dans toute l'histoire de la Turquie, cette économiste au profil moderne présente un sombre bilan : l'économie turque est menacée par l'hyperinflation et par un pesant endettement public. Tansu Ciller n'a en outre aucun progrès à faire valoir dans la lutte contre la guérilla sécessionniste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui sévit dans le sud-est du pays. La manière forte utilisée depuis huit mois n'a pas porté de coup décisif à la rébellion et a empêché toute ouverture politique.

Au-delà du sort du premier ministre, les élections pourraient provoquer une recombinaison de la coalition conservateurs-sociaux-démocrates au

pouvoir depuis plus de deux ans. S'il réalise un bon résultat, le Parti de la mère patrie (centre droit), aujourd'hui dans l'opposition, exigera des élections législatives anticipées.

### Les islamistes bien placés

À Istanbul, mégapole de 10 millions d'habitants et capitale économique du pays, le scrutin municipal pourrait en outre sonner le tocsin pour les partis traditionnels. Le Parti de la prospérité, islamiste, est bien placé pour emporter au moins une douzaine des 33 mairies d'arrondissement. Critiquant la corruption de la classe politique, la paralysie de l'administration, la dépendance de la Turquie à l'égard de l'Occident, son discours fait mouche auprès d'un électoral confronté en permanence aux dysfonctionnements du système.

Pour obtenir son raccordement au réseau téléphonique d'Istanbul après un déménagement de quelques centaines de mètres, Nükte, une jeune cadre, aura dû s'absenter quatre après-midi de suite pour enfin voir arriver chez elle les techniciens de la compagnie nationale. Des coupures d'eau de vingt-quatre heures affectent chaque semaine la métropole.

Les collectivités locales sont elles aussi dans l'impasse. Il n'existe pas de fiscalité locale en Turquie et les mairies dépendent donc des prébendes du pouvoir central. Décidée à me-

ner rapidement un programme de grands travaux, la mairie d'Ankara a dû emprunter sur les marchés internationaux.

« Si je veux construire un pont pour améliorer la circulation, je dois attendre le feu vert de l'administration centrale, soupire Atay Aktug, maire de Trabzon, principal port turc sur la mer Noire. La réponse peut prendre des mois. »

### Adapter le kémalisme

En course pour un second mandat, cet architecte a rejoint le Parti républicain du peuple, créé par le père de la Turquie moderne, Mustapha Kemal. Récemment réactivée après douze ans de sommeil, la formation se présente comme la véritable héritière du kémalisme (1), doctrine qui forme toujours le socle idéologique du régime. Pourtant, le maire de Trabzon admet la nécessité de changement radicaux et constitutionnels.

Administration vieillotte, omniprésence de l'armée dans la définition des grandes orientations du pays, faiblesse de la sphère politique en partie due à l'interdiction faite aux étudiants, aux professeurs, aux syndicalistes, d'adhérer à un parti... Atay Aktug, 49 ans, estime qu'il est temps d'adapter le kémalisme aux conditions de la Turquie moderne. « Il faut permettre une plus grande participation des citoyens à la vie publique », affirme-t-il, en

prônant une vigoureuse décentralisation.

Pour autant, aucun débat sur une réforme en profondeur des institutions n'anime la campagne électorale. Les turbulences créées il y a dix-huit mois par les partisans de la création de la « deuxième République » turque ont disparu. La classe politique préfère jouer sur les grandes orgues du combat armé contre le séparatisme kurde où elle se retrouve à l'unisson. La lutte contre l'inflation et la corruption constitue ses autres leitmotifs.

### La persistance du problème kurde

« La mort du président Özal (en avril 1993), qui était un véritable agitateur d'idées, et la persistance du problème kurde ont enrayé les chances d'une réforme fondamentale, explique l'un des principaux commentateurs politiques turcs. C'est grave. La question kurde, notamment, qui est le problème numéro un du pays, ne peut plus être résolue dans le cadre d'un État défini comme mono-ethnique. »

Débordé par une société dynamique et gourmande, le système se replie aujourd'hui sur ses tabous. Début février, deux journalistes d'une chaîne de télévision privée, Kanal 6, ont été convoqués par le tribunal de la Sécurité de l'État à Istanbul. Lors d'une émission où s'affrontaient des intellectuels islamis-

tes et laïcs, le débat est venu sur la question kurde et un sympathisant prokurde s'est largement exprimé. Poursuivis pour « propagande séparatiste par voie télévisée », les deux journalistes sont passibles de deux à cinq ans de prison.

« Il y a un élan vital dans ce pays, souligne Aydin Ugur, professeur à l'université Marmara. L'exode rural massif provoque

une mobilité géographique et sociale inouïe. Mais l'appareil juridico-politique ne suit pas. » L'immobilisme ne devrait qu'aggraver les tensions.

Jean-Christophe PLOQUIN

(1) Les six principes sont : républicanisme, nationalisme, laïcisme, populisme, étatismisme, réformisme.

Depuis la fin des années 80, la France s'investit donc fortement dans le pays. Les entreprises hexagonales détiennent 7 % du marché turc, soit un doublement en six ans. La France est depuis trois ans le premier investisseur étranger en Turquie. Renault, Alcatel, Carnaud, Lafarge... font de fructueuses affaires sur l'un des rares marchés européens en forte croissance.

Le commerce s'étend de plus en plus aux industries de l'armement, malgré la concurrence américaine. Quatre officiers sont en contact permanent avec les militaires turcs, depuis l'ambassade de France à Ankara. Paris entend associer la Turquie à l'industrie européenne de défense et favoriser des transferts de technologie militaire. La vente récente de vingt hélicoptères de transport par le consortium franco-allemand Eurocopter entre dans ce

cadre.

Ce contrat souligne toutefois l'ambiguïté de la France sur un dossier touchant aux droits de l'homme : la question kurde. Rien n'empêche l'armée turque d'utiliser ces hélicoptères dans sa lutte contre la guérilla du PKK qui se résume parfois à la destruction de villages entiers. Paris invite, certes, son « partenaire » à apporter « démocratiquement » une réponse à la revendication autonomiste ou indépendantiste kurde. Mais cette vigilance, récemment manifestée par François Mitterrand, reste largement subordonnée au maintien de ses excellentes relations avec Ankara. Pas question de condamner, mais d'« accompagner » la Turquie sur ce « difficile chemin », explique le diplomate. Les Kurdes n'ont qu'à bien se tenir.

Jean-Christophe PLOQUIN  
(À Ankara)

## COMMENTAIRE

# Paris, Ankara et les Kurdes

■ Les officiels des deux pays sont unanimes : le temps est au beau fixe entre Ankara et Paris. « La Turquie est le plus gros marché du sud-est de l'Europe, confie un diplomate français de haut rang. Elle est au cœur d'un

environnement profondément instable, que ce soit le Moyen-Orient ou l'ex-URSS. Elle est le partenaire qui nous permettra d'être efficacement présent dans cette zone. C'est une relation d'ordre stratégique. »

# « Concilier laïcité et démocratie »

## INTERVIEW

Nilüger Göle (1)

Sociologue  
université du Bosphore

**M**algré le dynamisme de la campagne pour les élections municipales, le débat politique en Turquie n'apporte aucune idée originale pour tenter de résoudre les grands problèmes qui affectent le pays. Comment l'expliquez-vous ?

Nilüger Göle (1) : Après l'extrême polarisation des années 70, la décennie 80 a été celle du consensus. Des sociaux-démocrates aux conservateurs, la classe politique s'est peu à peu ralliée au libéralisme économique, au pluralisme politique et à l'ouverture au monde, avec toutefois un préalable de poids : la fidélité aux principes du kémalisme (2).

Un homme cependant, a incarné une volonté de changer certaines valeurs du régime : Turgut Özal (3), qui a tenté une synthèse « libéralo-musulmane ». Héritier d'une tradition démocratique de droite, très vivante dans les années 60,



Turgut Özal, l'ancien président de la République, un homme qui a incarné une volonté de changer certaines valeurs du régime. (Photo AFP.)

il savait dédramatiser les problèmes, arrondir les angles, et finalement questionner les grands mots d'ordre idéologiques. Avec lui, on pouvait être musulman et moderne, Turc et

citoyen du monde, et une cohabitation harmonieuse des Turcs et des Kurdes redevenait évidente. Il proposait une sortie du nationalisme unitaire et des intellectuels, des politiques se sont mis à réfléchir au fédéralisme, à la décentralisation. Sa mort, en avril dernier, a été le tournant. Les partis politiques n'ont pas poursuivi sur sa lancée. Or s'il avait su faire vivre de nouvelles valeurs, il n'a pas pu changer les institutions, héritées du kémalisme. Celles-ci imposent à nouveau un cadre

strict au débat politique. La réforme de l'administration et de la gestion du pays, la question kurde, la poussée islamiste sont appréciées selon des critères forgés il y a soixante ans.

- La montée en puissance du Parti de la prospérité, islamiste, peut-elle provoquer un nouveau raidissement du pouvoir ?

- L'enjeu pour la Turquie est de concilier laïcité et démocratie. Le Parti de la prospérité s'inscrit aujourd'hui dans une stratégie classique de conquête du pouvoir par le jeu électoral. L'en empêcher pourrait pousser ses franges les plus extrêmes dans l'illégalité. Le handicap est qu'en Turquie, la laïcité a été mise en place par des élites autoritaires qui ont toujours fait passer sa sauvegarde avant la démocratie. La prise en compte de l'islamisme est sans doute, avec la question kurde, un test pour la démocratie turque.

Recueilli à Istanbul par  
Jean-Christophe PLOQUIN

(1) Auteur de *Musulmanes et modernes*, La Découverte, 110 F.

(2) Lire page 2.

(3) Premier ministre de 1983 à 1989, président de la République de 1989 à 1993.

“ Le débat politique est tenu dans un cadre strict ”



# L'amère facture de Tansu Ciller

**ISTANBUL**

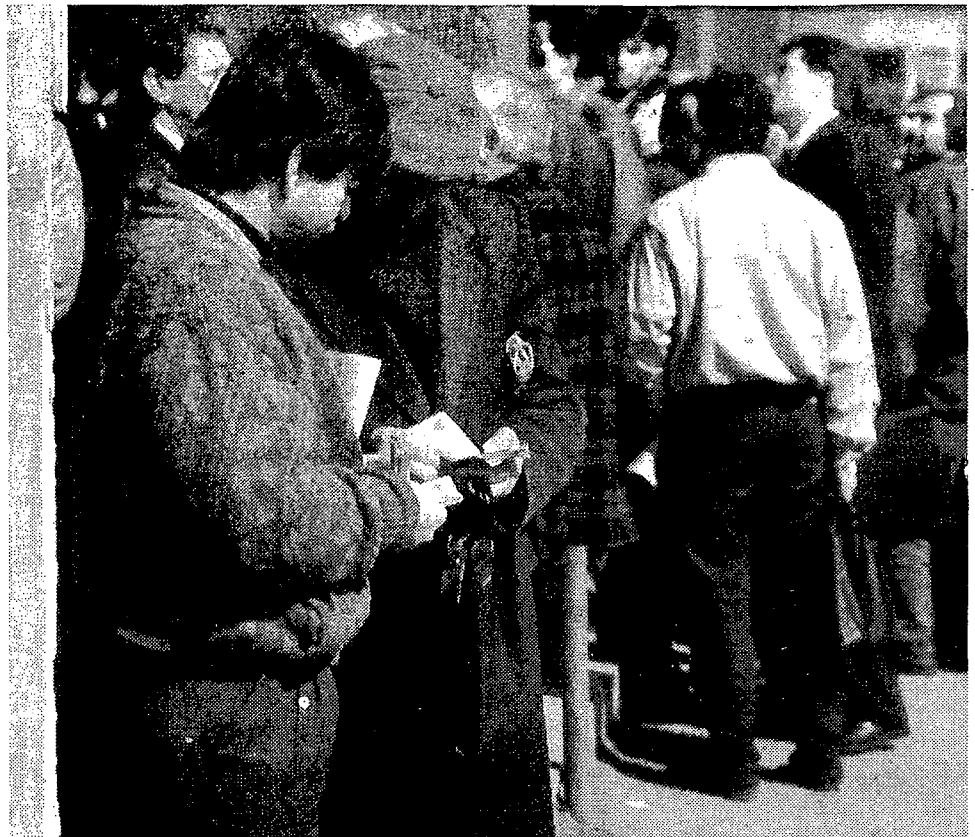
CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

Les indicateurs économiques se laissent moins facilement charmer que l'opinion publique internationale. C'est la conclusion amère que Tansu Ciller, premier ministre turc et professeur d'économie, doit tirer en constatant la dépression dans laquelle vient de plonger subitement le pays. Arrivée au pouvoir il y a huit mois, le chef de gouvernement paie la facture d'années d'euphorie marquées par une consommation débridée. La tempête n'était pourtant pas inattendue.

Le FMI avait lancé ses mises en garde dès l'an passé. En novembre, le doute commença à poindre sur les marchés avec l'annonce d'un déficit public battant tous les records des quatre-vingts ans de l'ère républicaine : 100 milliards de livres turques.

Le coup de semonce fut donné par la publication, mi-janvier, par la société financière Moody's & Standarts & Poors de la nouvelle cotation du risque d'investissements en Turquie. Le pays y perdait plusieurs échelons. Il s'ensuivit une chute rapide de la valeur de la livre turque (TL) par rapport au dollar. Le mercredi 19 janvier, le cours du billet vert passait en une seule séance boursière, de 16 à 18,650 TL. Deux semaines de crise se terminèrent par une dévaluation de 13,6 % de la livre par rapport au dollar.

Les analystes prévoient 99 % d'inflation en 1994 contre 70 % l'an passé. Une cascade d'aug-



La Bourse d'Istanbul. En deux semaines de crise, la livre turque a été dévaluée de 13,6 % par rapport au dollar. (Photo Gamma.)

mentations ont suivi la dévaluation, et la Banque centrale turque a dû abandonner sa politique de taux d'intérêt réduits. Son président, qui avait renoncé il y a quatre mois à d'importantes fonctions aux États-Unis à la demande expresse de Tansu Ciller, a démissionné en critiquant vivement la politique du premier ministre. Son prédécesseur et le sous-secrétaire au Trésor avaient fait de même il y a six mois.

La politique de privatisation est un autre échec retentissant,

de Tansu Ciller. Souhaitant financer le déficit par une vente rapide des entreprises publiques bénéficiaires, elle affronte l'opposition au sein même du gouvernement, de ses alliés sociaux-démocrates. Attendant 15 millions de dollars de la vente des activités de télécommunications des PTT, un groupe de députés a empêché la vente des activités « Télécommunications » des PTT, qui devait rapporter 90 millions, en la faisant déclarer illégale par la Cour constitutionnelle. L'espoir est

désormais tourné vers les 3,6 milliards de francs attendus de la vente des parts détenues par l'État dans la plus grosse entreprise automobile turque produisant sous licence des véhicules Fiat. 89 % des 15 milliards de francs obtenus lors de différentes privatisations entre 1986 et 1994 ont été dépensés en frais de conseil et de coordination pour... les dénationalisations suivantes. Le doute persiste toutefois sur les effets d'une telle opération.

Claude ORTACQ

RÉFORME — 12 février 1994

## ♦ Agir Ici : solidarité envers les Kurdes

L'opinion française s'était émue, en 1991, des conditions dans lesquelles la population kurde du nord de l'Irak s'était exilée en Turquie et en Iran, contrainte de fuir le régime de Saddam Hussein, puis avait été abandonnée par la communauté internationale. Aujourd'hui, l'avenir des Kurdes reste incertain, l'Iran et l'Irak

menant des offensives militaires au cœur même des zones « protégées » où ils ont trouvé refuge. C'est pourquoi le réseau Agir Ici lance sa 21<sup>e</sup> campagne d'information sur le thème de ce peuple martyr. Conçue comme une vaste opération de sensibilisation du grand public à ce problème, son principal objectif est d'exiger la mise en place d'un groupe d'études parlementaire sur cette question qui reste, hélas, encore d'actualité.

Verts Contact

Le Monde — 15 février 1994

## TURQUIE : vingt morts dans les combats au Sud-Est.

Dix-neuf rebelles kurdes et un policier turc ont été tués lors d'un accrochage entre forces de sécurité et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), vendredi 11 février, à Silopi (près de la

frontière turco-irakienne), a indiqué samedi une source officielle. D'autre part, l'attentat perpétré samedi dans la ville de Tuzla, à l'est d'Istanbul (*le Monde* daté 13-14 février), a fait quatre morts et a été revendiqué par le PKK. (AFP)

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0288 4 I 0460 TUR /AFP-ST37

Turquie-Kurdes

Le PKK accentue ses actions dans les villes

Par Yurtsay MIHCIOGLU

ANKARA, 15 fév (AFP) - La rébellion kurde de Turquie a accentué depuis début janvier ses actes de guérilla urbaine, notamment à Istanbul, après les revers essuyés sur le plan politique en Europe fin 1993 et les opérations d'envergure de l'armée turque dans son fief du sud-est anatolien.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a lancé 22 attaques à la bombe dans les villes de l'ouest, faisant six morts et une cinquantaine de blessés. Ces attaques ont été revendiquées par le parti lui-même ou par sa branche militaire, l'Armée populaire de libération du Kurdistan (ARGK).

Parmi ces attaques dirigées contre les forces de l'ordre, les militaires et les milieux ultra-nationalistes, la plus meurtrière (cinq morts et plus de vingt blessés parmi les élèves officiers d'une école militaire) a été commise vendredi dernier à Tuzla (près d'Istanbul) et revendiquée par le "groupe métropolitain de vengeance" de l'ARGK.

Pour les milieux gouvernementaux, il s'agit d'un signe "d'affaiblissement et d'agonie" de l'organisation qui rencontre des difficultés à l'extérieur et sur son propre terrain.

En novembre 1993, le PKK a été interdit en Allemagne et ses activités ont été sérieusement réduites en France, certains de ses militants ou sympathisants étant expulsés ou assignés à résidence.

#### A la faveur de l'hiver

L'armée turque multiplie à la faveur de l'hiver les opérations contre le PKK dans le sud-est anatolien. Le gouvernement turc affirme que ces opérations sont meurtrières pour le PKK et que "l'année 1994 verra la fin de l'organisation terroriste".

Mais les affirmations gouvernementales sont démenties par le PKK et la presse pro-kurde. Ainsi, alors que les autorités ont fait état de plusieurs centaines de tués dans les rangs de la rébellion lors du raid aérien turc fin janvier sur le camp de Zaleh (Irak du nord), le PKK affirme ne déplorer que 17 morts.

Selon une compilation de l'AFP à partir des derniers bilans officiels, les pertes du PKK (quelque 200 par mois depuis novembre) n'ont pas connu une "croissance considérable" comme l'affirment les autorités turques.

Le PKK affirme pour sa part que la recrudescence de ses attaques dans les "métropoles turques" n'est nullement un signe de faiblesse mais le "passage à un stade supérieur" de la rébellion qu'il mène dans le sud-est contre les forces de l'ordre et les "collaborateurs du pouvoir central" depuis août 1984.

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan alias Apo, avait appelé en 1993 ses partisans à "répandre le mouvement populaire" dans les villes de façon à devenir un "mouvement de masse destiné à toutes les classes opprimées".

YM/hc/ms

AFP 151459 FEV 94

Wednesday, February 16, 1994

turkish daily news

# Military to push for anti-terrorism bill in spite of rift between DYP-SHP coalition partners

*The issue is expected to dominate the upcoming National Security Council meeting*

*Turkish Daily News*

ANKARA- Security officials and members of the Turkish armed forces are said to be displeased at the fact that the anti-terrorism bill, drafted by the government on the recommendation of the National Security Council (NSC), has not yet been passed due to differences of opinion between the partners of the SHP-DYP coalition.

At next week's meeting of the NSC Chief of Staff Gen. Doğan Güreş and other high ranking commanders are expected to express their displeasure in the face of what they see as Prime Minister Tansu Çiller's "passive attitude" to the matter.

Çiller has pointed to her problems in overcoming the opposition within the pro-Islamic element of her True Path Party (DYP) that has in effect blocked the passing of the bill. This element has objected to the stipulation in the bill that also covers the actions of groups aiming to destroy secularism in Turkey.

The Social Democratic People's Party (SHP), the junior partner in the coalition government, has insisted for its part that this stipulation remain in the bill, making the problem even more intractable.

Many of the articles in the bill have already been weakened when compared to the original draft.

Objection by the SHP that the bill includes articles against what it says are issues concerning freedom of conscience, and placing these in the category of "crimes of terrorism," are also continuing.

But, not wishing to be seen as the side blocking the passing of the bill, the SHP is said to have accepted the diluted version of the draft.

The pro-Islamic wing of the DYP, for its part, is firmly opposed to article 8 which indicates that attempts at dismantling the secular state are crimes of terrorism. These deputies argue that this article aims at restricting freedom of worship and conscience and that it amounts to a reintroduction of article 163 of the Turkish Penal Code which was repealed three years ago.

Article 8 of the anti terrorism bill indicates that "all efforts by means of inciting fear, applying force, pressure or threats aimed at destroying the secular nature of the state" will be considered illegal.

Fifty deputies from the pro-Islamic wing of the DYP, led by Kocaeli Deputy Ismail Amasyalı, have signed a petition indicating that they are opposed to this article and handed it to Prime Minister Çiller.

Other deputies in the DYP have criticized the prime minister for not standing firm against this group in support of the country's secular regime but instead putting the ball in the SHP court in an effort to overcome the difficulty in her party. SHP deputies say that the position of the pro-Islamic DYP deputies is unacceptable because it opens a window to changing the secular regime in Turkey by means of the use of force and threats.

They accuse some DYP deputies of failing to voice concern about issues of "freedom of conscience" while objecting strongly to a stipulation designed to protect secularism.

In addition to this they also express anger at the fact that these circles in the DYP should be accusing the SHP of being an enemy of religion simply because it is taking a firm stand on this issue.

The inability of the two wings of the coalition to arrive at a common position on this issue has meant in effect that the bill has been shelved.

This in turn is said to have led to great displeasure among the military, which wants such a bill to be adopted without delay and which was instrumental in having it drafted in the first place. High ranking commanders are said to be privately accusing the government of not doing enough in this respect and helping them in their efforts to combat terrorism in the southeast by providing the necessary legal framework. In a recent magazine interview the commander of the gendarmerie forces, Gen. Aydın İler, supported the view that the judicial mechanisms did not work fast enough, that punishments were not sufficient to

act as a real deterrent, and that this situation merely served to encourage supporters of terrorist organizations.

Chief of Staff Gen. Güreş, for his part, is said to have brought the matter up at his recent weekly meeting with President Süleyman Demirel.

and Demirel is said to have agreed and said he would do what he could to expedite the passing of the anti-terrorism bill. Demirel reportedly mentioned the displeasure of military circles to Parliamentary Speaker Hüsametdin Cindoruk during their meeting on Feb. 14 and asked Cindoruk to give priority to legislation which supports the fight against terrorism. Informed sources say Prime Minister Tansu Çiller held an unscheduled summit with Murat Karayalçın, the leader of the SHP, on Monday, on learning of all the lobbying activity on behalf of the anti terrorism bill.

At their meeting Çiller reportedly asked Karayalçın for the bill to be passed without further delay, indicating that she would use her influence to get her deputies to lift their objections to article 8.

In return she is said to have asked Karayalçın to use his influence in getting SHP deputies to raise their objection to her privatization bill.

These developments have raised expectations that following next week's meeting of the NSC — where the military is expected to express its firm stand on this issue — the question of the anti-terrorism bill will be placed on Parliament's agenda once again.

Tuesday, February 15, 1994

turkish daily news

# PKK carries violence to Istanbul with 22 attacks

## Separatist 'front' ERNK participates in terrorism

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has carried out a total of 22 armed attacks in Istanbul over the past month and a half, a newspaper close to the organization reported on Monday.

The daily *Ozgur Gundem*, suspected of being affiliated with the PKK, recalled that the organization had warned it would spread violence to Turkish cities in retaliation for Turkish operations in the Southeast and said about 800 villages had recently been evacuated by troops in the region.

According to figures revealed by PKK sources, the organization's Kurdistan National Liberation Front (ERNK) and Kurdistan National Liberation Army (ARGK) have jointly killed six people and wounded 43 others in their attacks since Jan. 1. Of the dead, five were military cadets and the other was a civilian.

The wounded included 21 military cadets, five policemen, six soldiers, two officer's wives and nine other civilians. Following each of the attacks, most of which were bombings, the PKK claimed it was retaliating against developments in the Southeast where Turkish troops have stepped up their attacks on the terrorists.

According to a list published by *Ozgur Gundem* on Monday, separate ARGK units were responsible for the following attacks:

**Jan. 1:** Two "noise bombs" were placed in a pastry shop at the Istanbul Divan hotel and at the entrance of the Galata tower. The ERNK Marmara Regional Committee claimed responsibility. Another bomb was placed at the Esenyurt National Youth Foundation office and caused extensive damage.

The ERNK claimed responsibility for this attack as well.

**Jan. 5:** Homemade fire bombs were thrown at two telephone booths in Taksim and Kurtulus. The ERNK Youth Committee claimed responsibility.

**Jan. 8:** The Ismail Cem Guney Elementary School in Umraniye was bombed, causing damage but no casualties. The ERNK Marmara Regional Committee claimed responsibility for the attack.

**Jan. 13:** The Nationalist Movement Party (MHP) electoral campaign office in Maltepe was bombed by ARGK urban guerrillas.

**Jan. 22:** A cafe owned by Mustafa Yildirim was sprayed with bullets and attacked with two grenades. Five policemen and six civilians were wounded in the attack, which was carried out by the ERNK Marmara Regional Committee.

**Jan. 23:** The Sakir Koc Traffic Control Directorate on the Istanbul-Ankara autobahn was sprayed with bullets. There was a brief clash following the initial gunfire which left one driver wounded. ARGK urban guerrillas claimed responsibility for the attack. Later, a grenade was hurled at an elementary school in Cihangir. No casualties were reported. The ERNK Marmara Regional Committee claimed responsibility.

**Jan. 27:** Two cafes in the district of Tophane were bombed, along with an office of the state-run employment agency. ARGK urban guerrillas claimed responsibility for the attack.

**Jan. 28:** Two noise bombs exploded in trash cans in Taksim and at the entrance of Inonu Boulevard. The ARGK urban guerrillas claimed responsibility.

**Jan. 29:** The Mehmetcik Lycee was bombed leaving the school's library building burned to the ground. The ERNK Marmara Regional Committee claimed responsibility.

**Jan. 30:** A main highway was blocked by PKK militants for nearly 20 minutes near the Ikitelli district in Istanbul. After an identification check, a truck refusing to stop was sprayed with bullets. The ARGK urban guerrillas claimed responsibility.

**Jan. 31:** Two homemade fire bombs were thrown at a Welfare Party (RP) electoral office on Tarlabasi street. The ERNK Marmara Regional Committee claimed responsibility.

**Feb. 8:** A fire bomb was thrown into a cafe at Esenler. The ERNK Marmara Regional Committee again claimed responsibility.

**Feb. 9:** A time bomb exploded at the Bagcilar PTT office killing a cleaner. The ARGK claimed responsibility.

**Feb. 10:** Two noise bombs exploded at the Erenkoy train station. The ARGK Sehit Cafer Demirel Unit claimed responsibility. The MHP Esenyurt building was also sprayed with bullets and there was a brief clash with nearby security forces.

The ARGK Mahsum Korkmaz Urban Guerilla Unit claimed responsibility.

**Feb. 12:** A time bomb exploded in a trash can at the Tuzla train station, killing five military cadets and wounding nearly 50 people, out of which 30 were hospitalized. The ARGK Metropolitan Revenge Team claimed responsibility for the attack. A bomb also exploded at a branch of the Bagcilar Akbank, wounding one person. The ARGK Mazlum Dogan Revenge Team claimed responsibility.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

TURQUIE - Près de 500 rebelles kurdes de Turquie ont été tués lors du raid de l'aviation turque le 28 janvier sur le camp de Zaleh dans le nord de l'Irak, à la frontière avec l'Iran, a indiqué à Istanbul le chef de l'état-major général de l'armée turque, le général Dogan Gures.

FRA0279 4 6 0242 FRA /AFP-QV55

France-Kurdes

Des personnalités demandent la libération des Kurdes emprisonnés et la levée de l'interdiction de leurs associations

PARIS, 10 fév (AFP) - Plusieurs dizaine de personnalités dont Mgr Jacques Gaillot, les artistes Maurice Béjart, Jean Ferrat, Costa Gavras, les scientifiques Jacques Testard, Théodore Monod, les écrivains Gilles Perrault, Antoine Spire, demandent dans une pétition la libération des Kurdes emprisonnés à la suite de la rafle policière du 18 novembre et la levée de l'interdiction des associations culturelles kurdes, a annoncé jeudi le collectif de soutien aux prisonniers kurdes au cours d'une conférence de presse.

"Quatorze Kurdes sont toujours emprisonnés et quatre autres assignés à résidence et c'est un scandale car leurs dossiers sont totalement vides" a affirmé Me Jean-Jacques De Félice, membre de la Ligue des Droits de l'homme et défenseurs de certains de ces Kurdes.

Il a précisé que plusieurs recours avaient été déposés contre les assignations à résidence et la dissolution des associations culturelles tandis qu'un appel contre le rejet d'une demande collective de libération des 14 kurdes emprisonnés sera examiné par la Cour de cassation dans une quinzaine de jours.

Au cours de cette conférence de presse le dessinateur Siné et Christine Daure-Serfati, épouse de l'ex-prisonnier politique marocain Abraham Serfati, ont tenu à exprimer leur "soutien naturel à la cause du peuple kurde".

SZB/mc

/ Tuesday, February 15, 1994

turkish daily news

## Fear fuels Christian exodus from southeast Turkey

By Alistair Lyon

Reuters

DEIR AL-ZAFARAN- Five months ago Father Tomas Bektaş predicted that migration would empty his Christian village in southeast Turkey in one or two years.

His forecast has proved too optimistic. Turkish authorities ordered the last 200 Syrian Orthodox, Catholic and Protestant inhabitants of Hassana, or Kosrali in Turkish, to leave their ancestral homes on November 1.

Hassana lies in the foothills of the Cudi Mountains, where Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas have strongholds. "It was one of several villages we evacuated because it was under too much pressure from the PKK," said Huseyin Avni Mutlu, state-appointed administrator of the nearby town of Silopi. "The PKK kept coming and demanding food, women and recruits." Hassana people agree that nearby Kurdish Moslem villages had also been emptied, but deny that the PKK had harassed them. "We had no problems with the PKK or the government," said the head of one of six Hassana families which took refuge in Deir al-Zafaran, an ancient monastery near the city of Mardin. "It was wrong to kick us out in winter," said the old man, blind in one eye and wearing baggy peasant clothes and a red headcloth. Government compensation had been promised, but not delivered.

"We can't tell you everything," said one Hassana villager. Syrian Orthodox villagers complain of intimidation, ranging from theft to kidnapping, by Moslem neighbors, Kurdish village guards paid by

the state to fight the PKK, and the Hizbollah Moslem group, which they say works with the security forces. The government denies that accusation, which is also made by Kurdish nationalists.

Villagers say the PKK killed four Christians in Bülbül in 1990, allegedly because the village had accepted government guns. Only a dozen houses are still inhabited in Bülbül, where most of the remaining people have applied for visas to join their relatives in Germany, Belgium or Sweden.

"We can't go on living here," said one farmer. Even the aged priest, Yaacoub Güney, has stopped trying to persuade people to stay on. "I'd go too if I could," he said.

He shows the way to Bülbül's 1,300-year-old church, where he takes down a huge handwritten Bible and reads fluently in Syriac and Arabic from its yellowing pages of Syriac script. The Syrian Orthodox presence in southeast Turkey dates back to the sixth century, when the church was founded after a schism with the Orthodox church over the divine nature of Christ. The community has survived persecution by Christian Crusaders and Mongols, clinging on even after the massacres of the dying days of the Ottoman Empire.

Today, the sense of menace in an area gripped by guerrilla war has speeded up what has become an inexorable exodus. Metropolitan Bishop Samuel Aktaş, who leads his dwindling flock from Mar Gabriel monastery near the town of Midyat, says only about 1,000 Syrian Orthodox remain in the southeast. The once-flourishing community has shrunk from 70,000 in the 1930s and about 250,000

in pre-World War One Ottoman Turkey. About 12,000 still live in western Turkey, mainly in Istanbul. "Many times I tried to stop people leaving for Europe, but I couldn't," said Aktaş, a vigorous black-bearded cleric aged 49. "First they migrated for economic reasons, then the families followed the workers. Now everything is getting worse and we don't know what will happen," he said. "We live by hope." Not far from the monastery gate lies a truck blown up by a landmine a few days before Christmas. Possibly intended by the PKK for village guards, it killed a civilian driver. Last month Aktaş led efforts to win the release of a priest kidnapped near Idil town. The priest was buried up to his neck and hung upside down by chains during his four-day captivity. A year ago kidnapers abducted a Syriac language teacher on the same road where the priest was seized and held him for seven or eight months before releasing him, Aktaş said.

"We are living in fear," said villagers in a hamlet near the town of Nusaybin on the Syrian border. "Anything can happen." Most were waiting for visas to Europe, but said farmers in neighboring Moslem villages were refusing to buy their land, even though it was rich and fertile. "They know they will soon be able to get it for free," muttered one villager darkly. A dusty Christmas tree stood forlorn in the corner of the simple room where villagers squatted on mattresses around a wood-burning stove. "It's been there for two years," one joked. "Tell us one thing," he demanded. "Why is it that you Europeans have taken in 99 percent of our people, but aren't giving visas for the one percent left?"

**TURQUIE : attentat contre le Parti démocrate.** – Une personne a été tuée et onze autres blessées par l'explosion d'une bombe, vendredi 18 février, dans l'immeuble abritant le siège du Parti démocrate (DEP) à Ankara,

a annoncé le préfet de la ville. Cet attentat n'a pas été revendiqué. Il s'agit de la quatrième explosion contre les locaux du DEP, un parti pro-kurde qui dispose de dix-sept sièges au Parlement, ces derniers jours. – (AFP.)

*Le Monde*  
20 février 1994

turkish daily new — February 16, 1994

# 11 missing, 10 die under torture in January

*Human Rights Association says rights violations rapidly escalating*



*Turkish Daily News*

**ANKARA-** At least 10 people were tortured to death and 11 others were reported "missing" in January 1994, marking the negative trend in Turkey's human rights record since the coalition government took power following the 1991 general elections.

A monthly report prepared by the Turkish Human Rights Association (IHD) noted a boost in "mystery murders" in southeastern Turkey during the same month. It also said the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was continuing its attacks on civilian targets.

According to the IHD, there has been an "avalanche" of human rights violations in Turkey — which is one reason why the association has started to publish monthly reports instead of the previous annual ones.

In the words of IHD Chairman Akın Birdal, the freedom of expression and organization in Turkey "has never been put under so much pressure."

IHD figures show that six out of the 10 suspects reported "missing" had been detained in southeast Turkey and that all of those tortured to death in January had been killed in that troubled region.

It said that along with the crimes committed in central and western Turkey, a total of 55 "mystery murders" had been recorded in one month and that all of the assailants had managed to escape. A majority of the murders had been committed in the Southeast.

The worst case of civilian killings, however, was recorded on Jan. 21 with a group of PKK militants raiding a village in the province of Mardin and killing 20 people, of which nine were women and children. The remaining victims were paramilitary village guards.

The IHD report shows a serious esca-

tion in the most fundamental of human rights violations which have been systematically continuing since 1991. The principle right to live is under serious jeopardy, especially in the southeast region. Torture and killing by torture continues at Turkish police stations and military facilities. The number of suspects "missing under detention" is also increasing.

The figures announced by the association implied that if no new measures are introduced, the human rights violations on Turkey's record will top those recorded in 1993.

The IHD, in its 1993 annual report, noted that there was an increase in the number of extrajudicial executions, murders, missing people, deaths by torture, unidentified killers and journalists in detention.

It stressed that a total of 135 people had fallen victim to "extrajudicial killings," while 21 were killed under torture and 29 others were reported "missing" under detention in 1993. January 1994 figures on those missing and tortured to death have already reached up to half of the

total year-end figures for 1993.

A total of 51 journalists were imprisoned in 1993, while in the 1992-1993 period 260 newspapers and magazines were seized. Some 33 books were banned from publication and all copies were confiscated. Journalists and authors were sentenced to a total of 231 years imprisonment and fined a total of TL 21,000 billion.

The IHD said the arrests of journalists and the seizures of publications have so far continued unabated in 1994.

## Mystery murders: never solved, always growing in number

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** The Turks call them "Faili meçhul." This means something between "murder by person or persons unknown" and "unsolved murders." At the TDN, they are called "mystery murders." As far as the Kurds of the Southeast are concerned, they are not so mysterious. A large part of the population believes that the murders are the result of a gang-war between groups fighting for power and control in the region. The phenomenon was first noted in the early 1990s in the petroleum refinery city of Batman but gradually spread to other parts of the region and later spilled over to the rest of Turkey.

They first took the form of armed attacks by alleged radical Islamic activists on pro-Kurdish activists and suspected separatist sympathizers. Later, they turned into a small-scale war between groups using the name of Hezbollah or "Party of God" and the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party).

In 1993, Kurds observed a shifting of the balance, as well as a war within the Islamic movement. Today there is conflict between anti-Kurdish and pro-Kurdish radical Islamic groups, as well as a war between the anti-Kurdish Islamists and the pro-Kurdish activists of the region.

The general belief that the radical Islamists were being tolerated and even supported by state forces has, in many instances, been proved.

On television last year pictures were shown of radical Islamic training activities taking place in an army fortress. More recently, journalist Soner Yalçın published an interview with a retired senior army intelligence officer who, along with some of

his friends, was later killed in a "mystery murder" last year. Retired Maj. Ahmet Cem Ersever, the founder and former head of the Gendarmerie intelligence force, said in the interview that the killers were not only trained but also sheltered by local civilian

and military authorities. Official personnel identified the targets and facilitated the assassinations. This was a stunning confession, but neither the Interior Ministry nor the Chief of Staff's office have been willing to launch an investigation into the issue.

According to the local Kurds in Batman, radical Islamic militants with official connections are behind the murders. According to Ersever, those who pull the trigger are almost always "penitents," people who have defected from the PKK and who are now supposed to be in prison.

As far as Ankara is concerned, political ignorance of the problem has only fanned the killings. Until 1993, both the interior minister and the Emergency Law regional governor denied any knowledge whatsoever of a covert "Hezbollah" organization. However, as soon as the state forces started being accused of the murders, Ankara jumped at the opportunity to put the blame on another illegal organization.

Suddenly the organization which officially did not exist came into being and was blamed for all controversial crimes. IHD (Turkish Human Rights Association) figures for the first month of 1994 show that the killings are not only continuing this year but that there is a serious escalation in the number of murders. A total of 55 "mystery murders" were recorded in January and most of these were committed in the troubled Southeast. There, about one person is now dying each and every day — the victims of an underground war that runs parallel to the undeclared war spread throughout the region.

The bizarre cases of "mystery murders" are detailed in this month's bulletin of the Human Rights Association:

**On Jan. 2,** a coffee house in the İncecik village of Elbistan was sprayed with bullets. Bekir Semen was killed in the attack during which nine others were wounded.

**On Jan. 3,** Abdülkerim Ergün (38) was shot to death in Midyat, Mardin.

**On Jan. 3,** Sinan Karga (51) was killed in an armed attack on his house in Kavurga village, Urfa.

**On Jan. 4,** Reşat Kaya (48) was shot to death in the Karşıyaka district of Batman.

**On Jan. 9,** Cevdet Gündeş (37) was killed in the shoe repair shop where he was working in the Şehitlik area of Diyarbakır.

**On Jan. 10,** prison warder Ahmet İlyasoğlu was shot to death while he was going to work in Bataman.

**On Jan. 11,** a TPAO engineer and member of Petrol-İş, İsa Özer (37) was killed in an armed attack as he was leaving his house in the Karşıyaka area of Batman.

**On Jan. 11,** Fırat Çağlar (18) was shot to death in Dağkapı, Diyarbakır.

**On Jan. 12,** unidentified gunmen killed Selahattin Biçin in Bağlar, Diyarbakır.

**On Jan. 12,** an unidentified victim was shot to death in the Nusaybin district of Mardin.

**On Jan. 12,** Binali Peker, the head man of Kızılkaya village in Erzurum, was found dead.

**On Jan. 12,** Abdurahman Ata, Fırat Soyvural, M. Serif Çokuz, all students of Yahya Kemal high school, were killed in the cross-fire between three gunmen in Batman.

**On Jan. 13,** Azad Önen (16) was shot to death in Şehitlik, Diyarbakır.

**On Jan. 13,** Berdin Kaya (17), a student at Atatürk High School in Diyarbakır, was attacked with a meat cleaver and died instantly.

**On Jan. 13,** Şeyhmuz Rüzgar and Zeki Oğuzhan were seriously wounded in an armed attack in the 19 Mayıs area of Batman.

**On Jan. 14,** Mahmut Aslan was killed in his work place in Şehitlik, Diyarbakır.

**On Jan. 14,** Salih Turgut was shot to death in Bağlar, Diyarbakır.

**On Jan. 14,** a bomb was hurled at a house in a village in Şırnak and Abdülkerim Karatoprak, Osman İşcan and an unidenti-

fied child died, and Halime Ismail, Hatice, Fadile, Gurbet, Ömer, Ali Karatoprak and Abdullah Titan were wounded.

On Jan. 15, M. Metin Kaplan was shot to death in a shop in Şehitlik, Diyarbakır.

On Jan. 15, M. Bah Taşan (15) and Ramazan Akbulut (24) were attacked by four gunmen and died in the Hürriyet block in Batman.

On Jan. 15, Behçet Cantürk and his driver were found dead on the Istanbul Highway.

On Jan. 4, Taha Kırmanç, member of the Iran KDP central committee, was shot to death by unidentified gunmen in Çorum. On Jan. 6, Hisar Demir and Keko Gül were slain.

On Jan. 6, M. Sait Gülçer and Hamza Duran were killed in Diyarbakır.

On Jan. 23, Muzaffer and Cengiz Altun were shot to death in Diyarbakır.

On Jan. 16, Bayram Yapıcı (19) was killed in an armed attack near a flour factory in the Bağlar area of Diyarbakır.

On Jan. 17, O.K. (16) a high school girl was attacked with a cleaver and died in Diyarbakır.

On Jan. 17, Ahmet Anıç (45), who ran a coffee shop in Diyarbakır, was killed in an armed attack.

On Jan. 17, in the Nusaybin district of Mardin, Şemsettin Ural (30) died in an armed attack.

On Jan. 18, Süleyman Dün (16), who

worked in a butcher-shop, was shot to death in Göçmenler street, Diyarbakır.

On Jan. 19, Hakkı Baykız was executed after being taken from his house, and the same terrorists burnt down a primary school in the Digor district of Kars.

On Jan. 21, Şeyhmus Ay (30) was killed by unidentified gunmen while going to work in Diyarbakır.

On Jan. 21, a young girl, B.K., who was a student in a secondary school in the provincial center of Diyarbakır, was attacked at school with a cleaver and seriously wounded.

On Jan. 21, three unidentified people were seriously wounded after being attacked with a cleaver in the provincial center of Diyarbakır.

On Jan. 24, Mehmet Çelenk was attacked and was taken to hospital in Şehitlik, Diyarbakır.

On Jan. 24, Eyüp Aslan was wounded after an attack and taken to hospital in the provincial center of Diyarbakır.

On Jan. 25, Hüsnü Türk (65) and Sıtkı were killed while sitting in a coffee shop in the Silvan district of Diyarbakır.

On Jan. 26, Veysel Kırtay was killed in an armed attack in the Silvan district, Diyarbakır.

On Jan. 28, Musa Kaya was shot to death in Gazi caddesi, Diyarbakır.

On Jan. 28, merchant Hamza Yüksel was seriously wounded after an armed attack in Gazi street, Diyarbakır.

On Jan. 29, in the rural area of Kahramanmaraş, Hasan Çamkömürü and isa Mamalak died Şeref Karaardıç, and Ahmet Karaardıç were wounded in an armed attack.

On Jan. 30, Mehmet Altuntaş (30) was shot to death, and Maşruk Kaya and Bayram Ekşim (60) were wounded.

On Jan. 30, Ahmet Bayık, chairman of Yol-İş labour union, and his driver Cehver Zorba were attacked by unidentified gunmen and were seriously wounded in the provincial center of Şanlıurfa.

On Jan. 31, Şeyhmus Akın, a doctor, was shot to death while walking with his wife, in Bağlar, Diyarbakır.

On Jan. 31, Haide Kaya was seriously wounded after being shot by unidentified gunmen, and he was taken to hospital in Bağlar, Diyarbakır.

On Jan. 31, Şevket Demircan was killed, and his brother, Hamit Demircan, was wounded after being attacked with a cleaver in Fatihpaşa, Diyarbakır.

On Jan. 31, Halit Pınar was shot to death in Tourist street, Diyarbakır.

On Jan. 30, Cevdet Ceylan was killed in an armed attack.

On Jan. 6, Şirin Rüzgar, A. Halim. Kahraman and Emin Kahraman were killed in an armed attack in Batman.

On Jan. 21, Giyasettin Uğur in Batman and Abdülbake Türk in Nusaybin were shot dead.

A total of 55 people died in "Mystery Murders" in January.

## Activities against civilians

On Jan. 2, on the Diyarbakır-Maden highway, four kilometers from the town of Maden, PKK guerrillas set up a checkpoint where vehicles were stopped and travellers' identities checked. Eight people were executed at the check point: Nahit Engene (Elazığ deputy education director), Süleyman Ulusoy (retired civil servant), Necdet Dönmez (Turkish Electricity Authority (TEK) worker), Orhan Turan (a civil policeman in Şırnak), Yahya Bulut (a teacher) and Feyzi Çalış.

On Jan. 2, in the provincial capital of Diyarbakır, attacks were carried out on the Lizbon nightclub and the Söz newspaper office, in which a total of five people were injured.

On Jan. 2, PKK guerrillas attacked two armed vehicles in the village of Ergule in Lice province. Security forces responded with an attack in which a young girl and the village imam were wounded.

On Jan. 3, in Bingöl Hani, guerrillas attacked a gendarme station and 18 soldiers died. Other soldiers then sprayed civilian vehicles with machine-gun fire, killing five people and wounding 10 in a minibus. Sait Bulut, Bedriye Bulut, Nihat Günay, Fahmi Özek and one unidentified person died. At

about the same time, soldiers attacked the village of Ergule in Lice province. A 12-year-old child, B.A., died, and Mustafa Altıntop and V.F.A. (13) were injured. Nine houses were also destroyed.

On Jan. 3, Ahmet Alturk (39) and an unidentified villager were shot dead when they went to collect wood in Uludere, Şırnak.

On Jan. 5, in area of Şehitlik in Diyarbakır, Hamza Durman died, and Bayram Yeşil and M Salih Gizli were wounded in an armed attack on a shop. Three people had been injured in a previous attack on the same shop.

On Jan. 5, M.A., a little girl aged eight, was seriously wounded when the village guards fired in the air at random in Norse village, Musaybin.

On Jan. 6, a tank battalion used heavy weapon fire in the district of Cizre in Şırnak. Emin Katmış, his wife Mumine Katmış and their one-year-old child, Ali Katmış, died. Mele İsmail Tetik, Buhe Tetik (60), Yusuf Tetik, Lokman Tetik and Osman Tetik were wounded. It was reported that three houses were rendered uninhabitable.

On Jan. 6, mortar attacks were launched by the security forces in Cizre district, Şırnak in which Ramazan Bilgiç, Saliha

Bilgiç (his bride), Sanide Bilgiç, Hediye Bilgiç, Muhammed Bilgiç (5) and Ahmet Bilgiç died, and Muhayettin Bilgiç and M. Serif Bilgiç were wounded together with another five people who are yet to be identified.

On Jan. 11, two teenagers aged 15 and 16 were attacked and shot dead by contra-guerrillas while going home in Karşıyaka, Batman.

On Jan. 12, in Meydan, Batman, a photo studio, a tailor shop and a TV transmission station were sabotaged.

On Jan. 16, the workplace of Emin Avcı was burnt down by village guards in Hivan district, Urfa.

On Jan. 18, the village guards, together with police and soldiers, started shooting in the air in Cizre district, Şırnak, and a girl aged four was seriously wounded.

On Jan. 21, PKK guerrillas attacked village guards in the Savur district of Mardin, and in the resulting fire 11 village guards and 20 civilians, including nine women and children, died.

On Jan. 24, a police van knocked down and killed an eight-year-old child, in Seyrantepe, Diyarbakır.

On Jan. 28, Sıddık Cümüştas was shot dead by contra-guerrillas in Malazgıt district, Musaybin.



# Evacuated and torched villages

**O**n Jan. 1, five villages in the Kulp district of Diyarbakır were evacuated because of state pressure. Geliya Necika and Nedera (Alaca) in the district of Kulp; Girmik township; the village of Geliye Hune and Pirej township were all evacuated following pressure from security forces.

On Jan. 1, the villagers of Avetax and Unsus in Bitlis' Tatvan district evacuated their homes following the bombing of their villages and pressure by security forces.

On Jan. 2, state security forces and village guards pressured villagers of the Cudi section of Şırnak's Cizre district in an attempt to evacuate them. It was reported that the inhabitants began to settle in other sections of the village because of such pressure.

On Jan. 6, security forces raided, for the second time, the village of Girdikan (Çevrimtepe) in Siirt's Baykan district. About 200 soldiers, a special military crack team and village guards from Siirt and Baykan burned the villagers' harvest and afterward set fire to the houses in the villages of Hasan Apak, Emir Tuncay, Ahmet Parlakucep, Abdullah Tan, Salih Tuğrul and Abdurrahman Tunus.

On Jan. 6, it was reported that the villages of Kerxwar (Demirbogaz), Bane, Eziica Geliosman and Goyina Kergon in the province of Şırnak and the villages of Taşkonak (Şikeftiya), Payamlı (Deravit), Meydana Sele of the province of Siirt had been torched and more than 1,000 villagers had been evacuated. It was also revealed that Hüsnü Yılmaz from the village of Taşkonak, Mümtaz Kaçar from Bane and M. Sait Timurtaş from Sele had been killed by security forces.

On Jan. 9, three villages in Lice — Şişe (Yolçatı), Bamıne (Kutlu) and Deroxust (Dibek) — were burned

down for the third time in a raid organized by state forces.

On Jan. 9, in the villages of Bizgure (Güventepe), Talât (Değerli), Serenkaya (Pınarbaşı), Cale (Çalıköy), Cinatamaşe (Büyükkardeş), Cinathuso (Küçükkardeş) and Cabilgrave (Kuyular), all in the province of Mardin, were burned down by state forces. It was discovered that of these villages, Serenkaya and Çalıköy had been previously torched.

On Jan. 12, soldiers burned down 15 houses in the village of Atmaz in the district of Lice

On Jan. 14, security forces, from military helicopters, destroyed the village of Wank in the province of Bitlis, decimating at least 45 houses. However, because the village had been evacuated prior to the attack, there were no casualties reported.

On Jan. 16, soldiers raided the village of Ergül in the province of Diyarbakır for the third time, destroying several houses as well a nearby gasoline station.

On Jan. 16, the village of Girdikan (Çevrimtepe) in the province of Siirt was raided for the third time by state forces, this time leaving not even one building standing.

On Jan. 19, commandos carried out an operation in the village of Xirabsork in the province of Van, looting houses and taking many villagers into custody.

On Jan. 23, state forces raided the village of Qerepingal in the province of Muş (Karapınar) and burned down two nearby hamlets.

On Jan. 26, in the village of Acıklı in the province of Diyarbakır, gendarme forces burned down many houses. Reportedly, in response to villagers efforts to extinguish the flames, the state forces together with village guards, proceeded to burn down 10 more.

L'HUMANITÉ - 11 février 1994

## Des personnalités se mobilisent pour les Kurdes

**L**E collectif national de soutien aux prisonniers kurdes, qui vient de recevoir le soutien de nombreuses personnalités (1), a lancé jeudi un nouvel appel à la mobilisation pour obtenir la libération des détenus victimes de la rafle du 18 novembre dernier et injustement emprisonnés ou assignés à résidence. Étaient notamment présents, lors de la conférence de presse, des représentants de la communauté kurde, le dessinateur Siné, M<sup>me</sup> Christine Daure-Serfaty, Mouloud Aounit, président du MRAP.

Alain Calles, du MRAP, a rappelé les objectifs du collectif : libération des 14 Kurdes

encore en prison, levée des menaces d'expulsion pesant sur plusieurs autres assignés à résidence et respect du droit d'association, ce qui suppose la levée de l'interdiction des associations culturelles kurdes. Il s'est indigné du fait que la police française ait communiqué à la Turquie des informations sur des personnes bénéficiant de la protection due à tout réfugié politique.

Pour M<sup>r</sup> De Felice, qui défend les 14 prisonniers kurdes : « Cette affaire est un scandale absolu, les dossiers sont vides. C'est une manipulation et un déshonneur pour la France qui assure ainsi le service après-vente de ses contrats d'armes

avec Ankara. » Il a parlé de la grande détresse dans laquelle se trouvent les Kurdes emprisonnés, dont certains n'ont été connus que plusieurs semaines après leur arrestation, alors qu'ils avaient déjà été condamnés. Il a annoncé que l'abbé Pierre avait, le jour même, apporté son soutien au collectif.

F. G.-R.

(1) Maurice Bèjart, Francine Demichel, Jean Ferrat, M<sup>r</sup> Gaillot, Costa-Gavras, J.-C. Gawsewitch, Bernard Granjeon, Bernard Langlois, Colette Magny, Jean-Marie Muller, Didier Niels, Gilles Perrault, Jean-Claude Petit, Antoine Spire, Jean Suret-Canale, Théodore Monod, Odette Uzan, Pierre Vidal-Naquet, Anne Tristan.

# Αποκάλυψη τώρα για τις σφαγές των Κούρδων



«Δύο από τους επιζώντες από τις επιθέσεις του τράμου, αφού είδαν το χωριό και τα σπίτια τους να καίγονται και τους φίλους τους να σκοτώνονται ή να γίνονται πρόσφυγες». Αυτή είναι η λεζάντα που συνοδεύει τη φωτογραφία, στονχθεσινό «Ομπσερβερ»

ΛΟΝΔΙΝΟ

«**Ο**ι τουρκικές δυνάμεις καίνε κουρδικά χωριά αναγκάζοντας χιλιάδες ανθρώπους να τραπούν σε φυγή από τα σπίτια τους στη Νοτιοανατολική Τουρκία», γράφει σε πρωτοσέλιδο άρθρο της, με τίτλο «Αποκαλύπτεται η θιαή εκστρατεία της Τουρκίας», η βρετανική εφημερίδα «Ομπσερβερ».

Η εφημερίδα γράφει πως η έρευνα που έκανε σχετικά με τις καταγγελίες ότι η Αγκυρα εφαρμόζει πολιτική καμένης γης στις κουρδικές επαρχίες (τα αποτελέσματα της οποίας δημοσιεύει εν εκτάσει σε ε-

Συγκλονιστικό ρεπορτάζ του «**ΟΜΠΣΕΡΒΕΡ**». Οργάνωση του **PKK** ανέλαβε την ευθύνη για τη βομβιστική επίθεση στην Κωνσταντινούπολη

σωτερική σελίδα) έδωσε καταδικαστικές αποδείξεις εκτεταμένων καταστροφών και μαρτυρίες για το πώς ο άμαχος πληθυσμός εκδιώκεται ή και σκοτώνεται από τις δυνάμεις που ενεργούν για λογαριασμό του κράτους.

Ο απεσταλμένος του «Ομπσερβερ» Τζόνθαν Ράγμαν ταξίδεψε κρυφά στην περιοχή, αποφεύγοντας συναντήσεις με τις τουρκικές δυνάμεις ασφαλείας, και είδε πολλά χωριά καμένα «ως μέρος μιας εκστρατείας για την οποία ο όρος "εθνική εκκαθάριση" δεν είναι εκτός τόπου».

Για τις προχθεσινές εξελίξεις στον πόλεμο των τουρκικών αρχών με τους Κούρδους, ο ανταποκριτής μας στην Κωνσταντινούπολη **Α. Αμπάτζής** μεταδίδει.

—Η Ομάδα Εκδίκησης Μητροπόλεων, που υπάγεται στη στρατιωτική οργάνωση του εκτός νόμου Κουρδικού Εργατικού Κόμματος (PKK), ανέλαβε την ευθύνη για την προχθεσινή βομβιστική ενέργεια σε σιδηροδρομικό σταθμό της Κωνσταντινούπολης. Κατά το επεισόδιο σκοτώθηκαν επί τόπου τρεις υποψήφιοι έφεδροι αξιωματικοί και ένας στρατιώτης. Αργότερα υ-

πέκνυαν στα τραυμάτα τους άλλος ένας υποψήφιος έφεδρος και ένας πολίτης, ενώ νοσηλεύονται ακόμη στο νοσοκομείο 26 τραυματίες.

Στις εννέα και δέκα το πρωί το Σαββάτου, εξεστράγγη εκρηκτικός μηχανισμός που είχε τοποθετηθεί μέσα σε δοχείο απορριμμάτων στο σιδηροδρομικό σταθμό Τουζλα της Πόλης. Πρόκειται για την περιοχή όπου βρίσκεται και η Σχολή Εφέδρων Αξιωματικών. Κατά την έκρηξη ήταν συγκετρωμένοι στο σταθμό πολλοί στρατιώτες και υποψήφιοι έφεδροι.

Την ευθύνη για την ενέργεια ανέλαβε εκπρόσωπος της στρατιωτικής οργάνωσης του ΡΚΚ με τηλεφώνημά του στο Κουρδικό Πρακτορείο Ειδήσεων στη Γερμανία. Ο εκπρόσωπος είπε ότι την ευθύνη αναλαμβάνει η Ομάδα Εκδίκασης Μητροπόλεων και πρόσθεσε ότι οι «διενέργειες αυτές θα ενταθούν και θα έχουν στρατιωτικούς στόχους».

Το γεγονός προκάλεσε ε-

ντύπωση, αφού είναι η πρώτη φορά που το ΡΚΚ επιλέγει σημαντικό στρατιωτικό στόχο σε ένα αστικό κέντρο όπως είναι η Κωνσταντινούπολη. Αξίζει επίσης να σημειωθεί ότι μια μέρα πριν από το επεισόδιο, η πρωθυπουργός της Τουρκίας Τανσού Τσιλέρ είχε αναφερθεί στο θέμα της τρομοκρατίας, δηλώνοντας ότι στο εξής δεν πρόκειται να γίνονται τρομοκρατικές ενέργειες στην Πόλη».

Κατά άλλα, οι τουρκικές α-

στυνομικές αρχές συνεχίζουν τις έρευνές τους για να βρεθούν τα ίχνη των δράστών. Μέχρι στιγμής δεν υπάρχει κανένα αποτέλεσμα, εκτός από το γεγονός ότι ο εκρηκτικός μηχανισμός τοποθετήθηκε στο δοχείο απορριμμάτων του σιδηροδρομικού σταθμού, λίγη ώρα πριν από τη συγκέντρωση στο χώρο μεγάλου αριθμού στρατιωτών και υποψηφίων εφέδρων αξιωματικών.

Ο «πόλεμος» αυτός απ' ό,τι φαίνεται παίρνει διαστάσεις με τέτοιου είδους επεισόδια στα μεγάλα αστικά κέντρα. Όσο για τη Νοτιοανατολική Τουρκία, εκεί συνεχίζεται καθημερινά. Κατά τις συγκρούσεις που σημειώθηκαν το Σάββατο στην επαρχία Σιλόπι της πόλης Σίρνακ, σκοτώθηκαν, σύμφωνα με επίσημες πηγές, 19 αντάρτες του ΡΚΚ και σύμφωνα με κουρδικές πηγές οκτώ αστυνομικοί, πέντε στρατιώτες και τρεις αντάρτες.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0566 4 I 0325 FRA /AFP-DR26

France-Irak lead

Le Quai d'Orsay dément l'hospitalisation du gendre de Saddam Hussein à Paris

PARIS, 16 fév (AFP) — Le ministère des Affaires étrangères a démenti mercredi soir que le général irakien Hussein Kamel al-Majid, gendre de Saddam Hussein, ait été hospitalisé à Paris.

"Aucun visa n'a été délivré à M. Hussein Kamel al-Majid et il n'est pas prévu de déplacement en France à la suite de l'opération qu'il a subie à Amman", a déclaré le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay Catherine Colonna.

Un groupe d'opposition irakienne avait affirmé dans la journée que le général Hussein Kamel al-Majid, 38 ans, gendre du président irakien Saddam Hussein et l'un des hommes les plus influents du régime de Bagdad, avait été hospitalisé à Paris à la suite de l'opération d'une tumeur au cerveau.

Dans un communiqué daté de Salaheddine, dans le Kurdistan irakien, et reçu par l'AFP à Amman, le Congrès national irakien (CNI), qui regroupe plusieurs tendances de l'opposition, affirmait que le général Hussein Kamel al-Majid s'était rendu à Paris dans la journée pour poursuivre un traitement médical entamé à Amman.

Selon une source médicale dans la capitale jordanienne, M. Majid avait quitté dans la matinée l'hôpital al-Hussein à Amman, où il était hospitalisé depuis le 8 février et où il avait été opéré samedi d'une tumeur au cerveau. Selon cette source, qui a qualifié l'opération de "délicate", la tumeur retirée n'était pas cancéreuse.

Le général Majid est considéré comme le père des programmes irakiens d'armements chimiques, bactériologiques, nucléaires et balistiques, dont la destruction sous la supervision de l'ONU est en cours.

Cousin du président irakien et époux de la fille aînée de Saddam Hussein, Raghda, Conseiller spécial du président, il détenait depuis le 5 septembre dernier le portefeuille de l'Industrie et des Minéraux dans le gouvernement. Il était ministre de la Défense en 1991.

pc/mst

AFP 161956 FEV 94

L'HUMANITÉ / MERCREDI 16 FEVRIER 1994

# Au nord de l'Irak, le Kurdistan autonome lutte pour sa survie



Sortie d'école à Halabja, la ville détruite à l'arme chimique par l'aviation de Saddam Hussein en août 1988.

**D**epuis deux ans, le Kurdistan d'Irak vit dans une indépendance de fait à l'égard du gouvernement de Bagdad. Les rescapés de la tentative de génocide contre le peuple kurde tentée par

Saddam Hussein dans le dernier quart de la guerre du Golfe se sont peu à peu réinstallés dans les ruines de leurs villes et villages. Ils ont été rejoints par les réfugiés des villes kurdes restées sous l'emprise de Bagdad, comme Kirkouk, et

par ceux qui avaient fui la campagne de destruction systématique de 1988.

**Bien que** bénéficiant officiellement de la protection et de l'aide de l'ONU, ces populations, dont plusieurs dizaines de

milliers de réfugiés, vivent dans des conditions extrêmement dures. Survivre en sauvegardant leur indépendance est un combat de chaque jour dont témoigne le reportage réalisé par Frédérique Le Brun.

Suleimani, correspondance particulière.

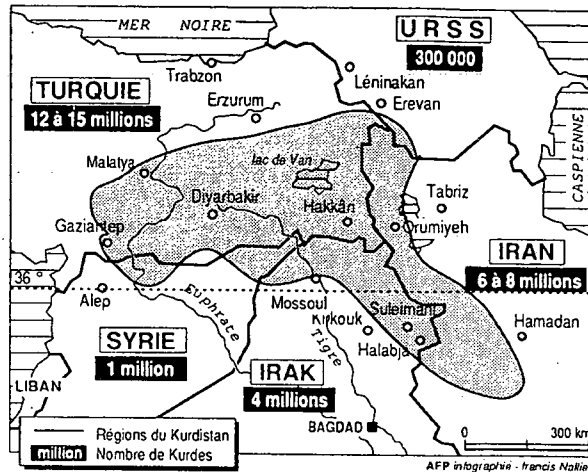
**L**ES institutrices de l'école primaire Zargata de Suleimani sont rassemblées dans la petite salle des professeurs autour du seul poêle en état de marche. L'une d'elle montre ses chaussures en plastique : « Nous sommes tous logés à la même enseigne. En plein hiver, certains enfants arrivent sans chaussettes et avec des chaussures comme les miennes. Entre décembre et mars, la température est en dessous de zéro. Il n'y a pas de chauffage dans les classes, pas d'électricité L'UNICEF a bien distribué du pétrole, mais la plupart de nos poêles ne fonctionnent plus et nous n'avons pas les moyens de les réparer. »

Dans cette école où, faute de structures d'accueil suffisantes, 350 élèves se succèdent en deux groupes, un le matin, un l'après-midi, les enseignants ont du apprendre le système D.

## Reconstruction difficile

Remeubler les bâtiments pillés pendant l'exode, trouver du matériel (papier, crayons, livres), convaincre des parents démunis d'envoyer leurs enfants en classe, faire jouer la solidarité en sollicitant des parents plus riches ou en lançant une souscription : les institutrices se sont engagées à fond dans ce qu'elles considèrent comme leur contribution à la reconstruction du Kurdistan. « On vient ici pour résister, pas pour le salaire. Notre salaire ne suffit pas pour acheter une paire de chaussures. » Un professeur de collège ou de lycée touche 300 dinars par mois (l'équivalent de 30 francs) alors qu'un kilo de viande coûte entre 70 et 100 dinars (contre 2 ou 3 dinars avant la guerre du golfe), un kilo d'huile, 40 dinars (moins d'un demi-dinar avant la guerre). C'est ainsi que l'on voit des particuliers vendre leur maison ou une partie de leur mobilier, leurs vêtements, leurs livres, les jouets des enfants, etc., pour gagner de quoi survivre quelques mois de plus. On ne cherche pas à envisager l'avenir au-delà.

Dans le Kurdistan autonome (1), protégé depuis l'exode de 1991 par la présence militaire des alliés, il a fallu renoncer à des choses dont on



pensait ne pas pouvoir se passer. Une famille de Kirkouk, réfugiée à Suleimani et vivant avec 120 autres familles depuis bientôt trois ans dans un hôtel à moitié détruit, ne se nourrit plus que de pain depuis l'automne. Un médecin de l'Association médicale internationale confirme de nombreux cas de carences, rares jusqu'à présent

au Kurdistan. Certains réfugiés ont arrêté d'envoyer leurs enfants à l'école car ils ne pouvaient plus les habiller décemment.

Même si les efforts engagés sont immenses, on ne reconstruit pas en un jour les milliers de villages détruits pendant « l'enfal » (opération de destruction systématique des villa-



Discussion dans un bureau de vote de Dohuk lors de l'élection du Parlement autonome en mai 1992.

ges kurdes lancée par le gouvernement irakien en 1988 : de 4.000 à 5.000 villages détruits et leur population déportée, 180.000 disparus). De nombreuses ONG kurdes ou occidentales s'activent sur le terrain pour reconstruire des villages entiers dont il ne restait hier que les traces des fondations. Faute de moyens financiers et de ciment — les deux usines de Suleimani, endommagées pendant la guerre, fonctionnent au ralenti — le gouvernement kurde et les ONG ont du mettre en place des camps de tentes ou de préfabriqués pour les réfugiés.

C'est le cas des villes de Saïd Saddeq, près d'Halabja, ou de Shanadari, complètement rasées pendant l'enfal. Le long de la route qui passe à travers les ruines de Shanadari, quelques boutiques en parpaings, maigrement fournies constituent la seule possibilité d'approvisionnement pour les 30.000 habitants du camp.

## Le poids de l'embargo

Anciens habitants de Shanadari ou réfugiés des zones sous domination irakienne, ceux-ci vivent depuis 1992 sous des tentes qui sont fournaies l'été et glacières l'hiver, la température variant dans cette région de - 20 °C à + 40 °C. Une femme du camp montre le dénuement dans lequel elle vit avec ses enfants depuis l'exode : une tente où s'empilent les couvertures et les matelas pour dix personnes, un réchaud dans un coin, un bidon d'huile transformé en pot à eau (que l'on va chercher à cent mètres de là) et quelques ustensiles de cuisine. Tout en faisant cuire son pain, elle raconte qu'elle préfère vivre dans cette misère, mais libre, que sous le joug de Saddam Hussein. « Je souhaite seulement que Barzani et Talabani (2) restent unis parce que c'est notre seule chance de faire face à Saddam. Je suis prête à tout supporter, le principal c'est d'être libre. Si seulement vous levez l'embargo, notre situation pourrait s'améliorer. Nous ne sommes pas responsables des crimes de Saddam. » Cette phrase revient comme un leitmotiv dans le discours des Kurdes, d'autant que le maintien de l'embargo crée une situation propice à des trafics en tous genres.



Réfugiés installés dans une ancienne prison, à Dohuk.

Un membre du conseil municipal de Suleimani déplore les attitudes engendrées par la crise économique : « Certains vont jusqu'à démonter les pylônes électriques pour vendre du fer à l'Iran, d'autres achètent du riz en gros et attendent que les prix montent pour l'écouler sur le marché, d'autres encore parviennent à détourner l'aide humanitaire et vendent au bazar des vêtements ou des denrées qui étaient destinées à être distribuées. La délinquance augmente, notamment les vols chez les particuliers. Si l'embargo était levé, nous pourrions faire la démonstration de notre capacité à gérer la région. »

Selon Kak Djabar, membre du gouvernement kurde, le plus gros problème est celui de la relance de l'agriculture : « Si les gens ne rentrent pas dans leurs villages, nous restons dépendants de la Turquie et de l'Iran pour les produits agricoles. »

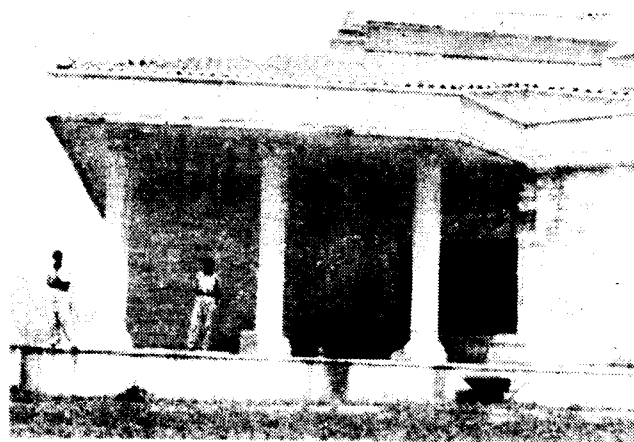
### *L'aide est encore plus urgente*

La population des grandes villes du Kurdistan a énormément augmenté depuis l'exode et nous n'avons pas les moyens d'intégrer ce surplus de population. »

Nombre de paysans se sont pourtant réinstallés dans leur village d'origine, où ils ont dû entreprendre un énorme travail de déminage avant de pouvoir reconstruire leur maison et semer à nouveau. Aux paysages de terres dévastées succèdent peu à peu champs cultivés et nouvelles constructions en parpaings.

Mais la reconstruction, qui doit se faire dans tous les domaines à la fois, exige des compétences et des moyens techniques et financiers dont ne dispose pas le Kurdistan aujourd'hui. Sans compter que les problèmes énergétiques handicapent sérieusement les efforts entrepris : le gouvernorat de Dohuk est complètement privé d'électricité depuis l'été, tandis que Suleimani vit au rythme des coupures. Le marché des lampes à pétrole est florissant.

Les échos qui parviennent du reste de l'Irak montrent que la situation y est encore plus catastrophique. Les Kurdes s'interrogent avec inquiétude sur la façon dont la situation pourrait dégénérer. Un mécanicien m'interpelle et exprime les questions qui occupent tous les esprits : « Savez-vous combien il est difficile de vivre dans l'incertitude du lendemain ? Que veulent faire les pays occidentaux avec nous ? Vont-ils nous lâcher demain,



L'un des châteaux construits par Saddam Hussein pour lui-même et ses hôtes dans la région de Sarsang.

après-demain ? Vont-ils empêcher Saddam de revenir ou le laisser ? Ils savent que l'embargo ne fera pas partir Saddam, mais ils le maintiennent quand même. Que veulent-ils ? Nous appauvrir ? » Et il ajoute : « C'est maintenant qu'il faut nous aider. »

Texte et photos de FREDERIQUE LE BRUN

(1) Depuis les élections du printemps 1992, le Kurdistan d'Irak s'est doté d'un gouvernement et d'un parlement élus.

(2) Respectivement chef du Parti démocratique du Kurdistan et de l'Union populaire du Kurdistan, principaux partis du pays.

Turkish Probe February 17, 1994

17

## Human Rights Diary

Members of the Ankara branch of the petroleum workers union, Petrol-İs, begin a two-day hunger strike to protest the 20-month sentence of Petrol-İs General Director Munir Ceylan for his article entitled "Tomorrow will be too late," published in 1991 in the now defunct pro-Kurdish daily Yeni Ülke. Petrol-İs' Ankara branch chairman, Musa Özkan, holds a press conference prior to the hunger strike and says that while the government continues giving speeches advocating democracy, it fails to actually practice it.

(Turkish Daily News, Feb. 11)

Mehmet Ali Barış Beşli, owner and editor in chief of "Ogni" magazine -- which is published in the Laz dialect -- is put on trial on charges of separatism. The Istanbul State Security Court indictment states that certain articles published in November 1993, the first issue of the magazine, referred to the existence of a Laz nation within Turkey. The article also said that this nation -- living mainly on Turkey's Black Sea coast -- had its own language, was separate from other communities in Turkey and should struggle not only to make its language official but also for its independence. Defendant Beşli denies the charges of separatism, pointing out that the Laz culture could make an important contribution to Turkey. Beşli says that the Laz and their language are mentioned in Turkish dictionaries, adding that those who tell "Laz jokes" should also be tried for separatism. The court postpones the hearing, but it is claimed that Beşli will be sentenced to between two and five years in prison and fined TL 100 million for disseminating ideas against the sovereignty of the state.

(Turkish Daily News, Feb. 16)

A former chairman of the pro-Kurdish Democracy Party went on trial on Thursday charged with spreading separatist propaganda, the Anatolian news agency says. Yasar Kaya was charged with disseminating Kurdish separatist propaganda in a book he wrote to honor Musa Anter, an elderly Kurdish author killed by an unidentified gunman last year. The prosecutor at the Ankara State Security Court demanded a jail sentence of up to five years. (Newspapers, Feb. 11)

A military court sentences two television newsmen to two-month jail terms after finding them guilty of encouraging Turks to evade compulsory military service by broadcasting subversive material on a private television channel. This is the first time since Turkey's return to democratic rule after the 1980 military coup that journalists have been tried and sentenced in a

military court. Erhan Akyıldız, 46, a news producer, and Ali Tefrik Berber, 34, a journalist, are sentenced to two months in jail and fined TL 160,000 by a military court. The two will remain free pending their appeal to a higher military court.

(Turkish Daily News, Feb. 12)

At least 100 members of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) are detained by security forces in the Southeast in an operation which the DEP claimed to be aimed at preventing it from entering the March 27 local elections. Among the arrested suspects are potential DEP mayoral candidates.

(Özgür Gündem, Feb. 15)

A court in Ankara rejects an attempt by the pro-Islamic Welfare Party (RP) to "gag" Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit to prevent him from making strong anti-RP statements. The court rules that the RP's request will constitute a violation of the freedom of speech -- a right which is guaranteed by the Turkish Constitution. (Anatolia, Feb. 15)

Turkey guarantees to the European Commission on Human Rights that it will pay a compensation of TL 900 million to the villagers of Yesilyurt in the province of Cizre who were forced by gendarmerie troops in January 1989 to eat human excrement. An agreement is reached between the victims and the state whereby a total compensation of 300,000 French francs will be paid. The complaint was made on behalf of the village by three villagers after a group of soldiers under the command of Maj. Cafer Tayyar entered the village in search of three suspected PKK militants but forced villagers to eat excrement when they failed to find the suspects.

(Hürriyet, Feb. 16)

At least 10 people were tortured to death and 11 others were reported "missing" in January 1994, a monthly report prepared by the Turkish Human Rights Association (IHD) says. The report says six out of the 10 suspects reported "missing" had been detained in southeast Turkey and that all of those tortured to death in January had been killed in that troubled region. It says that along with the crimes committed in central and western Turkey, a total of 55 "mystery murders" had been recorded in one month and that all of the assailants had managed to escape. The report also notes that there was an escalation in attacks on civilians by the PKK.

(Turkish Daily News, Feb. 16)

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0104 4 I 0208 TUR /AFP-ST21

Turquie-attentat

Attentat contre un parti pro-kurde : revendication au nom du Djihad Islamique

ANKARA, 19 fév (AFP) - Un attentat à la bombe contre le Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), vendredi soir à Ankara, a été revendiqué quelques heures plus tard par le Djihad Islamique, a-t-on annoncé de source officielle.

L'attentat a fait un mort et 16 blessés, selon un nouveau bilan établi par les autorités.

Il a été revendiqué dans la nuit de vendredi à samedi dans un appel téléphonique par un interlocuteur anonyme affirmant parler au nom de l'organisation fondamentaliste Djihad Islamique, a indiqué le préfet d'Ankara, Erdogan Sahinoglu. Il a toutefois émis des doutes sur la véracité de cette revendication, sans fournir d'autres précisions.

Une bombe placée dans l'ascenseur de l'immeuble abritant le siège du parti pro-kurde avait explosé alors que l'ascenseur se trouvait au niveau du 5ème étage. Les locaux du DEP se trouvent aux 6ème et 7ème étages.

Le Djihad Islamique avait révendiqué plusieurs attentats meurtriers à la bombe en Turquie, notamment contre un diplomate israélien en poste à Ankara, Ehud Sadan, en mars 1992, et contre la synagogue Neve Shalom à Istanbul en septembre 1986 (25 morts).

CE/bm/br

AFP 190948 FEV 94

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. —

FRA0382 4 I 0223 RFA /AFP-V695

Allemagne-Kurdes

La police intervient pour empêcher une manifestation de Kurdes à Wiesbaden

WIESBADEN (Allemagne), 19 fév (AFP) - Les forces de l'ordre allemandes ont empêché plus de 1.500 Kurdes samedi à Wiesbaden (ouest) de tenir un rassemblement interdit par la municipalité, a indiqué un porte-parole de la police locale.

Les policiers, qui avaient mobilisé des unités de plusieurs régions d'Allemagne, ont procédé à de nombreux contrôles routiers sur les voies d'accès à la ville pour faire barrage aux manifestants.

Plusieurs manifestants ont alors tenté de quitter les bus qui devaient les conduire sur place pour rejoindre à pied le centre-ville. Les policiers les ont forcés à remonter dans les véhicules et ont interpellé provisoirement 45 personnes.

Les Kurdes voulaient manifester pour "une cohabitation pacifique et communautaire avec les citoyens allemands et turcs".

L'interdiction décrétée par la ville de Wiesbaden avait été confirmée vendredi par le tribunal administratif de Cassel. Une manifestation similaire, également interdite par les autorités, avait dégénéré dans la violence le 18 décembre à Cassel.

En novembre 1993, le gouvernement allemand avait interdit le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste en rébellion contre Ankara, et ses organisations satellites.

v1/mb/mfo

AFP 192116 FEV 94



A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

FRA0279 4 GI 0268 FRA /AFP-UM50

Kurdes-police

Des Kurdes de Strasbourg dénoncent des interpellations ou interrogatoires

STRASBOURG, 19 fév (AFP) - Des membres de la communauté kurde de Strasbourg ont dénoncé samedi les interpellations et les interrogatoires policiers menés selon eux depuis une quinzaine de jours à l'encontre d'au moins une dizaine d'entre eux "dans la plus grande discrétion".

Lors d'une conférence de presse à Strasbourg à l'initiative d'anciens membres de l'ex-Association des Travailleurs du Kurdistan (dissoute), cinq hommes ont ainsi affirmé avoir été interpellés ou convoqués dans des locaux de la police afin d'y être interrogés pendant deux à 12 heures. Deux d'entre eux ont précisé que des perquisitions avaient été menées à leur domicile.

Tous ont affirmé que les policiers leur avaient fait miroiter des rémunérations ou des avantages concernant leur situation administrative en France contre des renseignements puis, devant leur refus, les avaient menacé d'une extradition vers la Turquie.

Des porte-parole de la communauté ont dénoncé la collusion qui existe, selon eux, entre le gouvernement français et les autorités turques.

La présidente nationale de l'Association des Amis du Peuple Kurde, Mme Michèle Meyer, voit dans ces activités policières une "enquête de proximité" menée dans l'attente de la prochaine création d'une nouvelle association destinée à représenter la communauté kurde après la dissolution de l'Association des Travailleurs du Kurdistan. "Cela crée un climat désagréable", a-t-elle convenu en estimant pourtant que ces investigations ne sont "pas étonnantes".

dro/mc

AFP 191717 FEV 94

A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. — Agence France Presse -A.F.P. —

ECF0025 4 F 0164 /AFP-XC26

Trsp.-mer

Suède-Estonie: 64 réfugiés kurdes découverts dans un conteneur sur un ferry

STOCKHOLM, 20 fév (AFP) - Le personnel du ferry suédo-estonien m/s Estonia a découvert pendant la nuit de samedi à dimanche 64 réfugiés d'origine kurde à l'intérieur d'un conteneur transporté de Tallinn à Stockholm, a déclaré dimanche un porte-parole de la police de Stockholm.

Selon le porte-parole, le personnel de bord du m/s Estonia a eu des soupçons sur le contenu du conteneur et un des membres de l'équipage a percé un trou à l'aide d'un chalumeau avant de découvrir 26 enfants, 14 femmes et 24 hommes kurdes originaires d'Irak.

A l'arrivée du ferry au port de Stockholm dimanche en fin de matinée, les policiers ont pris en charge les 64 réfugiés kurdes, a déclaré Mme Marlene Andersson, l'intendant du navire.

L'un des réfugiés a déclaré à son arrivée à Stockholm qu'ils avaient payé 2.500 dollars par personne pour pouvoir quitter l'Estonie pour la Suède.

PCW/php/po

AFP 201312 FEV 94

# Division in DEP gains momentum following Dicle crisis and bombing

turkish daily new  
Monday  
February 21, 1994

## Democracy Party deputies gear up against radical chairman Interior Minister Nahit Mentese brands Hatip Dicle as traitor

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

ANKARA- Friday night's bombing of Turkey's pro-Kurdish Democracy Party (DEP) headquarters in Ankara and recent statements to the press by its radical chairman have had a bombshell effect in dividing this political body into two major factions.

The resignations of several DEP deputies would have been imminent this week had the bomb blast not further strengthened DEP Chairman Hatip Dicle's hold on the party, a senior DEP parliamentarian said on Sunday.

Asking not to be identified, another DEP deputy with influence in the Southeast region accused Dicle of "betraying the Kurdish people and fanning enmity between the Turks and the Kurds." One person was killed and 11 others were wounded when an explosive, apparently placed in the elevator of the DEP building in downtown Ankara, was detonated on Friday evening. The attack was a suspected retaliation against recent urban bombings by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in which a number of people, including military cadets, have been killed. Party sources said the DEP blast occurred only minutes after Dicle and party executives had ended a meeting at the party and left. At about the same time, another meeting was being held to topple Dicle.

According to a leading DEP source, following Dicle's controversial and highly radical remarks related to Kurdish terrorism last week, a group of party activists including former supporters of the chairman had come together to plot the overthrow of their leader.

The goal was to force the party to hold an emergency convention and produce a more moderate candidate who could replace Dicle, party sources said.

Although Dicle has been known as the most controversial and radical politician within DEP, his radicalism exceeded its own limits last week when he strongly defended activities of the PKK on television and to newspaper reporters.

His statement came after the PKK openly claimed responsibility for at

least 20 armed attacks on civilian targets in the city of Istanbul alone, including the placement of a bomb in a trash can at a city train station during morning rush hour.

Dicle told the country last week that the train station was a legitimate target for the PKK. He claimed that the explosion, which claimed the lives of five military cadets and wounded 26 people, was "normal" and said the station was "a military target."

He even argued that since the DEP did not condemn Turkey's killing of PKK mountain units fighting in the Southeast, such activities by the PKK should not be condemned either. As if speaking on behalf of the organization, Dicle claimed that the PKK "does not want to shed more blood" and wanted peace.

He bluntly "congratulated" Turkey's 300,000 draft dodgers in a speech he made in Adana and admitted that he had personal contacts and talks with PKK leader Abdullah Öcalan. Following these remarks, Dicle, in a second outburst in front of television cameras, declared that the PKK was an "armed political party."

Coming at a time of increased terrorist activities by the PKK, launched in the form of serial attacks since the explosions on four passenger buses in January, Dicle's remarks only fanned popular opinion against the DEP.

"These two incidents," said DEP Mardin Deputy Ahmet Türk, referring to Dicle's public outbursts, "were very unfortunate. They have damaged the party even more."

Two other DEP deputies, Orhan Doğan and Sırrı Sakık, were equally disturbed over the Dicle crisis. "We are living through crucial days," Doğan told the Turkish Daily News in a telephone interview on Sunday. "Days in which we have to avoid tension and work on achieving unity among the people."

Sakık noted that there were "circles on both sides who wanted to increase tensions." He commented that these circles were actually strengthening each other.

Meanwhile, the DEP's moderate flank suspects that Friday's bombing may not only have occurred as a reaction against the party. There is talk now that, at a time when moderates were gathering to act against the radicals, the bombing may have been conceived of as a way to strengthen the arguments of the radical flank. Some DEP activists suspect that Turkish and Kurdish radicals are actually strengthening each other through such activities, in an attempt to bring the country to the brink of chaos and, it is hoped by them, another military coup. "We were more or less expecting such an attack. It is part of a planned, systematic campaign," Dicle told reporters outside the eight-story building over the weekend.

He argued that an official campaign of harassment and intimidation was underway targeting DEP officials and

candidates ahead of the nationwide municipal elections to be held on March 27.

"For months I have been asking for greater protection," Dicle said. "The government is responsible for not providing that." He said the building had been left unguarded in the days before the attack.

Dicle also said that the recent explosion, the fifth such attack on DEP buildings in Ankara over the past month, should prompt the European Parliament to renew a request to send election observers to southeast Turkey.

Turkey's Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk wrote to the European Parliament last week to say its request was disappointing, unacceptable and displayed a bias for the Southeast — dividing Turkey into regions.

The DEP has been subject to constant attacks over the past months and faces closure pending the verdict of Turkey's Constitutional Court. The Parliament is currently debating the lifting of parliamentary immunity for several DEP deputies so that they can be put on trial for "separatist activities." One DEP deputy, Mehmet Sincar, was fatally shot last year and another was nearly killed in a bomb explosion.

At least 10 politicians and activists related to the DEP have been killed in the past year.

But Dicle's recent statements are expected to boost attacks on the party even more in the near future.

On Saturday, in response to a verbal attack by Dicle, Interior Minister Nahit Mentese branded the DEP chairman as a traitor and said he would not respond to traitors.

President Süleyman Demirel, who condemned the attack on the DEP, also noted that "those who support the shedding of blood will drown in blood." The remark was a clear warning to Dicle. Demirel said "no one should say the killing of five youths is normal ... These people are the children of this country. Whoever supports the shedding of blood will drown in that blood. The bleeding must stop. There should not be bloodshed."

## Lalumiere visits Ankara

*Turkish Daily News*

ANKARA- Secretary-General of the Council of Europe Catherine Lalumiere arrived in Ankara yesterday, Anatolia news agency reported.

In her two day visit, Lalumiere will meet with Foreign Minister Hikmet Çetin, Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut Yılmaz, representatives of Human rights organizations and acting Parliament Speaker Vefa Tanır. She will also be received by Prime Minister Tansu Çiller and President Süleyman Demirel.

It is expected that the local elections, particularly those taking place in the Southeast, will be a subject of discussion during her meetings with Turkish officials.

## Mentese: PKK and its legal supporters in impasse over March 27 elections

*Turkish Daily News*

ANKARA- Interior Minister Nahit Mentese said Sunday that the panicked militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and their legal supporters aimed to spread terrorism to the cities and to discredit some offices of the state with unjustified and malicious claims.

He declared that they would be given the punishment they deserved, even in places which they considered very secure, as in the case of the camp at Zaleh. They had thought they were well-hidden there but had been discovered and punished. In a statement issued on Sunday, Mentese said no matter how much the PKK militants struggled, they would not save themselves from drowning in the blood they themselves shed. He said that the security forces, inspired by the government's determination and by the support of the general public, had made important progress in the struggle against the separatists.

Mentese said that — as partially revealed by some newspapers — it was known that the outlaws and their legal supporters were in an impasse due to the upcoming local elections. He noted that the security forces had

received very important and well-attested information in this regard. According to this, the political circles which expected help from the PKK militants and their supporters in eastern and southeastern Anatolia regions had learned from public opinion surveys that the people in the region hated them, and that there were only very few pro-PKK votes to be had, from people who were scared of the PKK's massacres.

Mentese said for that reason these groups were now proposing a boy-

cott of the elections. He stressed that these people had not even condemned the PKK's massacre of old people, women and children or the recent bombing at the Tuzla train station where five military cadets were killed. He went on to say that more provocative actions may well be staged by the separatist movement.

He noted that between Feb. 1 and Feb. 20 a total of 105 terrorists were killed nationwide in clashes with security forces. Sixty-five terrorists were captured in the same period. He said that among the weapons seized during the same period were 104 rifles, six machine guns, 20 pistols, 17 rocket launchers and 80 handgrenades.

Stressing that terrorism was no solution, Mentese urged the separatist terrorists to turn themselves in to the security forces and avail themselves of the Repentance Law.

## turkish daily news

Monday, February 21, 1994

## Juppe: France determined to oppose PKK terrorism

*FM tells Greek TV: Stable Turkey necessary*

*Turkish Daily News*

ANKARA- French Foreign Minister Alain Juppe has indicated that, while his government would continue to push for Kurdish human rights in Turkey, it was nevertheless determined to oppose the activities of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which it regarded as a "terrorist organization."

"French authorities have acknowledged the fact that the Kurds are a great people with a long history," Juppe told Greek TV station Antenna this weekend, according to the Anatolia news agency.

"There are over 30 million Kurds in Turkey, Iraq, Iran and Syria. The Kurds in all four regions indicate that their sovereign rights are being violated. France does not accept this situation. When it becomes necessary we will inform our EU partners of this, especially Turkey," Juppe said.

"But our position does not mean that we are prepared to condone terrorist acts. France has taken steps against the PKK because it is a terrorist organization. We do not allow the PKK to engage in activities on French soil. I do not link the Kurdish struggle for human rights with the activities of the PKK," Juppe added.

French authorities clamped down on the activities of the PKK in November, a move which triggered similar decisions in other parts of Europe and which was welcomed by Ankara.

Juppe also said that Greece must not expect members of the European Union to sever their ties with Turkey.

"Greece is our friend and ally, as well as our partner in the European Union. We want our relations with Greece to be the best possible in every field. But we also have a relationship with Turkey and we will con-

tinue to cultivate it," Juppe said. "The regional stability of Turkey, a NATO member, is necessary for all of us, and it is in fact necessary for Greece as well," Juppe said.

Indicating that he would be visiting Ankara in the coming weeks, Juppe said he hoped that the problems between Turkey and Greece would be resolved through dialogue.

Responding to a question on Cyprus, Juppe stated that his country hoped for "the unity and independence" of the island and supported the efforts of the U.N. secretary-general to this end. "Do you expect France to embark on a landing on Cyprus to impose the U.N. resolutions? Surely not. Our aim is to secure a settlement through political means," Juppe said.

## Iraqi Kurdish groups sign peace agreement

*The Associated Press*

ANKARA- The leading political movement of Iraqi Kurds and a small Islamic fundamentalist movement have signed an agreement last week to end recent fighting in northern Iraq and strengthen opposition to Baghdad.

The Patriotic Union of Kurdistan signed the accord Thursday with the Islamic Movement after fighting that left 200 people dead, an Iraqi Kurdish official said.

"The agreement proves the need for law and order in northern Iraq. If we are all united, we will overcome our difficulties rather easily," said Safeen Dizayhe.

The two sides clashed in December in a dispute of regional supremacy.

The Islamic Movement is a Sunni religious group which enjoys good relations with Iran and Saudi Arabia.

The two sides pledged full respect for the decisions of the Iraqi Kurdish government and declared their commitment to end the "dictatorship" in Iraq and establish a pluralistic democracy in their de facto ministate in the north. They also agreed to release all prisoners taken in the fighting.

# Dicle's mission: Closing down Democracy Party

*Many see him as a traitor to the Kurdish people*

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

ANKARA- Recent statements made by Kurdish-based Democracy Party (DEP) chairman Hatip Dicle and Friday's bomb attack on the party headquarters in Ankara have made it even more clear that Dicle's mission in the DEP is to have the party closed down altogether. If those within the DEP want their pro-Kurdish political party to survive and if they are sincere in their bid for unity between the Kurds and Turks, they must either topple the Dicle flank as soon as possible or resign from the party. Otherwise, they have to accept that under Dicle's management, the party is serving only to fan alienation between the people who make up modern Turkey and to take the country to the brink of civil war.

The election of Dicle as the party's chairman last December was the result of three developments known to all observers. Firstly, Turkey's military solution to the Kurdish crisis, which prevented any moderate approach or political initiative, had naturally strengthened radical trends within the Kurdish armed and political movement. Second, Dicle had maintained an upper hand in relations with the PKK leadership and had thus strengthened his own local support through their support of him. Third, the moderates were too weak seriously to challenge him during the convention.

It was evident, months before Dicle's election to the party chairmanship, that the hardline trend which has taken over the Kurdistan Workers' Party (PKK) was having its impact on this party as well.

Through reports of DEP radicals reaching the PKK chairman and his close aides, the party's moderate and peaceful

parliamentarians became targets, and were harshly criticised for the lives they lived. PKK leader Abdullah Öcalan, receiving his only information on DEP from the party's hardliners, lashed out at everyone "living in the lodgings" referring to

parliamentarians, and in a highly Marxist-Leninist tone, accused them for living in a bourgeois style.

Öcalan's European-based political advisor Kani Yılmaz issued a statement about the same time, calling for the DEP to withdraw from parliament altogether and telling its parliamentarians to return to their people.

The main motive of the PKK leadership prior to Dicle's election was for the party to be closed down, the democratic platform to be abandoned altogether and everyone to go underground.

A TDN analysis published when Dicle took power had rung the necessary alarm bells: "Perhaps the best way to explain what is going on in Turkey's Democracy Party is to define it as the Hatip Dicle Syndrome — if one wants to avoid openly to brand it the PKK takeover," it had said.

Even then it was evident that in reality: "Nothing is to be the same for the DEP any longer, and those who in the past argued that the party's policies were too radical can now parade on the streets. For, looking at what the new DEP chairman is saying and doing, the word 'radical' may indeed be too light an

expression to describe where the party is headed after this." The December DEP convention had started off spreading hope in the hearts of many Turks (even the most cynical ones) that the party had finally seen the realities and that it could pull itself together. Even columnists such as Emin Çölaşan, who have been the staunchest critics of this pro-Kurdish entity, wrote advice to the party to conclude its metamorphosis.

But many missed the irony behind the window dressing. Days in advance of the convention, a decision was made to ban any flags other than the Turkish and party flags and even slogans had been censored. It was decided that party officials would prohibit any "unwanted" demonstrations and slogans. A decision was also made not to decorate the meeting hall with the red-yellow-green colors of the Kurdish flag as in previous gatherings of similar nature.

In the words of one newspaper, it appeared that the DEP was seeking "a new and Turkish image" for itself. Television news programs even claimed that the party was to open up to Turkish candidates and accept them to run for local and general elections. The window dressing was to demonstrate that this Kurdish-based party was becoming part of the Turkish political apparatus.

But it was evident to observers that something was seriously wrong with the way things were going in the party and thus those who followed Kurdish politics closely were not surprised by the result.

On the one hand, the DEP was trying to give the impression that it was in the midst of a serious policy change and turning to moderate views. On the other, it was certain from even before the convention that Dicle, one of the most radical activists, would win.

In his first speech as chairman, which angered millions of Turks, Dicle literally praised the PKK, branded it as a political party, defined it as a counterpart and defended its position. Although he said the DEP and PKK were different entities and that the former was a legal organization, the message he gave was that nothing could be done to solve the Kurdish issue without reserving a place for the PKK at the table.

This was, as far as Turkish public opinion was concerned, a clear indication that the DEP had set its goals and priorities. It was evident from then on that as long as Dicle ran the party, the future of the DEP lay with the PKK.

Dicle's position was clear from the very beginning for the DEP moderates. According to them, he had direct links with the PKK leadership; he even reported on his own colleagues to Öcalan and he had completely taken charge of the DEP-PKK link. As for the PKK, its position is also clear. In January 1994 alone, a total of 254 militants were killed by security forces in the troubled region. The Zaleh camp was bombed and bombings of camps inside Turkey still continue.

It is thus clear that what the PKK needs at a time like this, when it is concentrating more than ever on building up its strength in the region, is to get as many people as possible up to the mountains.

A closure of the DEP, or its complete alienation with a majority of Turks, is thus crucial for the PKK's own hardline plans and will undoubtedly serve the PKK's interests in the near future for it will be used to legitimize illegal and armed struggle in the Southeast.

## ANALYSIS

This can best be seen in the PKK leadership's constant argument, supported lately by Dicle, that the doors to a legal struggle have been closed, that Turkey is preventing all democratic approaches, and that the only way to solve the Kurdish problem is through escalated guerrilla warfare. Thus the window dressing of the DEP convention — "opening up to the Turks" — fits well into the picture. Once the party is closed down, there will be even more propaganda: that it was closed despite its move to extend a hand to the Turkish people and that Ankara, by shutting down the party, closed down the only peaceful way available.

Now, the argument, however justified it may be, that the DEP may be blocked in the upcoming March 27 local elections, serves this scenario as well.

Abroad, such a development, along with a closure of the party, will undoubtedly — and quite rightly — be portrayed as more evidence against Turkish "democratization" and to justify armed activities, even those targeting civilians. Such a message can clearly be seen in Dicle's recent remarks that the PKK's attack on a train station was legitimate and directed at "a military target."

It is evident that Dicle is a disgrace not only for Turkey as a whole but more importantly for the Kurdish people. He is not working for their benefit or for any known or justified cause. A TDN analysis published on Dec. 13 had correctly concluded that: "Now, with Dicle, the DEP will undoubtedly do all it can to have itself closed down as soon as possible... If there is no surprise development in the coming months, the Dicle Syndrome will be the last that the DEP ever sees. From then on there will only be the PKK..."

For those who have not yet heard, the most recent speculation among Kurdish circles in Ankara is that closing shop for the DEP will not be an exclusive development and will actually be followed by "other withdrawals from the legal platform," or, to be quite clear, "a full withdrawal from legality."

The daily Özgür Gündem, for instance, is now preparing to close down. There are also similar rumors for other legal pro-Kurdish organizations.

More or less as if there were a concerted plan underway to pull everyone, all Kurdish institutions, underground. What cannot be missed at this point is that Turkish reaction to the DEP has been building up for some time and has reached its peak. In other words, this reaction may be the key to the overall plan and instrumental in implementing it.

Thus Dicle has a great "responsibility" here in further fanning that reaction and alienating the Turks. His only success has been in doing just this. In turn, the reaction among a majority of Turks to

armed attacks only serves to increase the strength of the radicals in the Kurdish movement. A vicious circle.

It is now up to those within the DEP who in private argue against Dicle's policies and say they sincerely support Turkey's unity, to take action to break this circle.

Either through an emergency convention which will topple Dicle and replace him with a moderate leader, or by resigning from the party altogether, such activists must immediately take action and differentiate themselves from the central ruling flank. What is equally important, for the sake of all the people of Turkey, is to be able to take a strong and determined stance against terrorism, whatever its source.

If those now gearing up to move against Dicle are sincere, they have to come out once and for all and condemn terrorism. They must condemn the use of terrorist tactics aimed at civilians for any cause and they must condemn such tactics put into force by the PKK.

Turkey today is living through a serious era of provocation and it does not matter from which side it comes. Dicle, for his part, is as dangerous as those provoking Kurdish enmity on the Turkish side. Everyone who genuinely wishes to break the vicious circle and thus to avoid a civil war or another interruption of democracy, has to come together and act against "provocateurs." For now, what is clear is that the first step has to come from the DEP side and the main culprit within it. This person, who betrays not only humanity in general but the Kurdish people he so much claims to be "fighting for," has to be either isolated with his own groups — and left in the pit he has so clumsily fallen into — or removed from the party's leadership. Even then, it is going to be a difficult task for the "moderates," since they too are now among the unwanted in Turkey. But at least they will have the chance to maintain their own dignity and perhaps, in taking the necessary action, will have the personal satisfaction of having given peace a chance.

International Herald Tribune — February 17, 1994

## Saddam Is Responsible

Iraq has been moving toward meeting United Nations terms on disarmament, and in so doing it has improved its claim to have the United Nations lift the punishing economic sanctions. The United States and other UN members have responded by adding new conditions. Not only must Iraq meet intrusive disarmament requirements. It must also recognize the border that the United Nations drew between it and Kuwait, end persecution of its Kurds and Shiites and prove its disarmament compliance over time.

The adding of new conditions when a party gets within range of meeting old ones is known as moving the goalposts. Usually it is unfair. If it became a rule, it would give target states a positive disincentive to respect UN strictures. But Iraq is different.

It is different because both the foreign and the domestic policies practiced by its leader, Saddam Hussein, have richly earned universal fear and loathing. Not to say that no crasser motives are at play, such as keeping Iraq's oil off a depressed international market. But a legitimate and shared prudence compels other nations, of various political hues, to stay united and on guard against this demonstrably unprincipled violator of peace and human rights. The break in normal UN ways is disagreeable but seems a modest price to pay to contain his real and potential danger.

The disappointing truth is that the embargo and the other punitive elements that go with it have so far failed in their inner purpose of ending Saddam Hussein's rule — although the policy has restored much regional normality

and brought a tenuous relief to northern Kurds. But the inconclusiveness of the policy is more an argument for keeping the pressure on than for taking it off. If other nations must live with Saddam Hussein indefinitely, better that he be contained.

Many people remain troubled by the suffering of the innocent and unconsulted Iraqi people. Their pain is real, and Saddam Hussein has exploited it to muster support for terminating sanctions. It needs to be underlined that UN policy permits entry of medicines and foodstuffs. But the Iraqi leader, citing violations of "sovereignty," refuses to use the privilege. UN conditions center on monitoring Iraqi purchases and distribution and, unquestionably, do trample on Iraqi sovereignty. That is Iraq's burden for having started and lost the Gulf War. Saddam Hussein is responsible for denying his people the humanitarian relief that others are eager to furnish them.

— THE WASHINGTON POST.

gamk — 21-22 février 1994

## Un attentat à la bombe contre un parti pro-kurde à Ankara

Un attentat à la bombe contre le Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde), survenu vendredi soir à Ankara, a été revendiqué quelques heures plus tard par le "Djihad islamique. L'attentat a fait un mort et 16 blessés, selon un bilan établi par les autorités.

Il a été revendiqué dans la nuit de vendredi à samedi dans un appel téléphonique par un interlocuteur anonyme affirmant parler au nom de l'organisation

fondamentaliste "Djihad Islamique", selon le préfet d'Ankara, Erdogan Sahinoglu. Ce dernier a toutefois émis des doutes quant à la véracité de cette revendication, sans fournir d'autres précisions.

Une bombe placée dans l'ascenseur de l'immeuble abritant le siège du parti pro-kurde avait explosé alors que l'ascenseur se trouvait au niveau du 5e étage. Les locaux du DEP se trouvent aux 6e et 7e étages.

Le "Djihad Islamique" avait revendiqué plusieurs attentats meurtriers à la bombe en Turquie, notamment contre un diplomate israélien en poste à Ankara, Ehud Sadan, en mars 1992, et contre la synagogue Neve Shalom à Istanbul en septembre 1986, qui avait fait 25 morts.

Midi Libre — 21 février 1994

■ CONTENEUR

Soixante-quatre réfugiés kurdes, dont 26 enfants, sont arrivés hier en Suède, dissimulés dans un conteneur de fret à bord d'un navire estonien. La Suède tente de lutter contre l'afflux par voie maritime de passagers clandestins en provenance du Proche-Orient via la Russie et les Etats baltes.

LIBÉRATION — 21 février 1994

**SUEDE. 64 réfugiés kurdes ont été découverts dans un conteneur** transporté par un ferry reliant Tallinn à Stockholm. Les membres de l'équipage ont percé un trou à l'aide d'un chalumeau avant de découvrir 26 enfants, 14 femmes et 24 hommes kurdes originaires d'Irak.

LA CROIX — 22 février 1994

PERSPECTIVES

**Turquie : la menace du PKK**

■ « Une Turquie dévastée pour un Kurdistan dévasté », a récemment promis Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en expliquant la nouvelle stratégie de sa guérilla, en lutte contre Ankara depuis 1984 : les actions seront étendues à tout le territoire turc, contrairement à la précédente tactique qui privilégiait les opérations dans le Sud-Est, à population majoritairement kurde.

Le PKK s'abstenait jusque-là de frapper dans le reste du pays, afin de ne pas exacerber le clivage Turcs-Kurdes. Mais l'explosion d'une bombe placée dans une poubelle de la gare de Tuzia, dans la banlieue d'Istanbul, le 12 février, a apporté du crédit à la menace d'Öcalan.

Cinq élèves sous-officiers ont été tués. L'attentat a été revendiqué par la branche armée du PKK.

Les médias ont publié les déclarations du chef de la sécurité menaçant les familles kurdes qui abriteraient des terroristes présumés. Mais le gouvernement s'en tient à sa thèse selon laquelle la guérilla kurde est en

grande difficulté. Le ministre de l'intérieur a affirmé que le PKK était à l'agonie. Sans aller jusque-là, l'un des meilleurs observateurs de la question kurde, Murat Belge, fondateur de la section turque de l'Assemblée des citoyens d'Helsinki, confirme que l'extension des actions à l'ouest pourrait signifier un affaiblissement de la guérilla.

Le durcissement de l'affrontement armé se répercute sur le Parti de la démocratie (DEP), parti pro-kurde accusé par les autorités d'être le porte-parole officieux du PKK. Ses candidats aux élections municipales du 27 mars prochain sont harcelés. Metin Toprak, candidat à Diyarbakir, la plus grande ville du Sud-Est turc, a disparu depuis que des policiers en uniforme sont venus l'arrêter. Une bombe a explosé dans les locaux du parti à Ankara le 18 février.

Le DEP est dès lors tenté de se retirer de la course aux élections. Une défection qui laisserait le champ libre à la violence.

Claude ORTACQ  
(À Istanbul)

turkish daily news - February 22, 1994

**PKK organizes Kurdish conference in Moscow**

*The meeting is being seen as a first step towards establishing Russian-Kurdish relations*

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is organizing a three-day "Kurdish conference" in Moscow starting today, reliable sources told the TDN on Monday. The meeting is seen as the first step towards enhancing relations and understanding between the organization and Russian officials. The conference comes after an influential Russian newspaper reported last Friday that Moscow might establish relations with the PKK in retaliation for "Ankara's use of the Chechen card" against Russia.

The Nezavisimmaya Gazeta said in its report that such an initiative on Moscow's part was natural, and argued that it was illogical that their relations with Kurds were so limited. The paper also said there were representatives of the PKK both in Russia and in Armenia, and that they had established contact with officials there.

Moscow-based sources said on Monday that the conference, called "History of Kurdistan," was organized by the Kurdistan Committee-Moscow, one of the PKK's committee offices that are widespread throughout the region.

The main participant at the conference is the PKK's so-called Kurdistan National Liberation Front (ERNK), although "other Kurdish parties" have also been invited to attend.

According to TDN sources, the Russian Ministry of Nationalist Affairs is actively involved in organizing the meeting, in which the "current developments in Turkey" will be the main topic discussed.

The nationalist Kurdish movement in general, a review of the Kurdish movement in Iran, Iraq, Syria and Turkey, as well as terrorism, were cited among the issues to be discussed. Sources close to the PKK had said earlier this year that the PKK had rented several apartment blocks in Moscow and was aiming at improving its relations with Russia.

In recent weeks, messages have been sent from the ERNK to Russian officials requesting for the establishment of relations and

cooperation.

Although Russia's policy related to Turkish Kurds has not been voiced openly, Western diplomatic sources say that Moscow seems to want to see Ankara sitting at the table and negotiating with the PKK.

On March 1, Bilgin Unan, deputy undersecretary at the Turkish Foreign Ministry, will be visiting Moscow as part of routine political consultations between the two countries. A statement released by the ministry said on Monday that Unan would visit Russia as guest of first deputy Russian Foreign Minister Anatoli Adamishin. Bilateral relations and regional and international problems are to be on the agenda of talks.

# Lalumiere asks for Ankara's support for re-election

By Nazlan Ertan  
Turkish Daily News

**ANKARA-** Council of Europe Secretary-General Catherine Lalumiere started her official talks in Ankara on Monday with the dual purpose of probing democratic development in Turkey and lobbying for Turkey's support in her bid for re-election. Lalumiere's five-year term as the secretary-general of the oldest European body ends this year, and the Council of Europe parliamentarians' assembly will hold elections for the post on April 11-15.

The other candidate is Sweden's Danielle Tarschys, who heads Parliament's liberal group.

Turkey's support for Lalumiere was expressed by Foreign Minister Hikmet Çetin during their meeting Monday morning. "She has successfully completed five years, but that does not mean it is over. I personally would be very happy to see her continue in this post," Çetin said. Turkish officials said Ankara was "warm towards" Lalumiere, rather than the Swedish candidate, pointing out that Lalumiere had "toned down her initial statements which were definitely anti-Turkish."

"Lalumiere, who annoyed Turkey at

the beginning of her term with her reckless statements, has come to understand, through experience, the importance of Turkey's role in the Council of Europe, particularly when she worked with Foreign Minister Çetin during Turkey's term-presidency," a Turkish diplomat said. "We think cooperation between Turkey and the Council of Europe will also be enhanced during her second term."

Lalumiere presented Çetin with a book entitled, "Over Europe," which led the Turkish foreign minister, a firm advocate of international action for the establishment of peace in Bosnia, to remark, "Let us also consider the on-the-ground situation." Çetin took the opportunity to mention the terrorist problems being confronted by Ankara. "Not every country has reached the ideal (in democracy and human rights)," he said, "but we have expressed our determination to overcome certain problems which arise from time to time. We do have a very grave terrorism problem which we are trying to fight within the framework of the law."

Çetin was obviously referring to the bomb attacks of Tuzla train station and the headquarters of the Democracy

Party, two events Lalumiere said had "shocked" her.

She also ruled out that the Council of Europe would send observers to the local elections of March 27.

But Lalumiere said that Turkey should break the "vicious circle" in the Southeast. "The continuation of this problem is bad for everyone, Turkey, the Kurds and regional stability," she told reporters after her talks with Çetin.

Lalumiere, who met with President Suleyman Demirel and various Turkish deputies, has scheduled to meet the representatives of human rights organizations today. She will also come together with main opposition leader Mesut Yilmaz.

## Russia's role

Lalumiere and Çetin took up international problems as well, with particular emphasis on the "Russian role" in the Caucasus and the Balkans.

"I have listened to the observations of minister Çetin, who knows the region well and is familiar with its problems," Lalumiere said.

"We have also discussed the ties between the Council and Azerbaijan and Armenia," the secretary-general said.

## Civil servants: Don't vote for government

Turkish Daily News

**ANKARA-** Civil servants have started an anti-government campaign that discourages people from supporting the ruling coalition government, the head of the Confederation of Public Sector Workers' Unions, Ali Işıklar, announced on Monday. Işıklar said that the ruling True Path Party (DYP) and the Social Democrat People's Party (SHP) coalition had failed to fulfil their pledge to make necessary changes in the laws in order to grant union rights to the civil servants allowing them the right to strike and

to collective bargaining.

At a press conference in the capital, Işıklar claimed that the government was deceiving the civil servants with mere promises. The presidents of 14 public sector workers' unions which are affiliated with the confederation and the chairmen of 392 branch offices also attended the meeting.

Işıklar said during their meeting in September that he and his colleagues had warned the government that they would launch a "don't vote for the coalition government" campaign if the ruling parties did

not grant union rights to civil servants by the end of February.

Işıklar said that the government had lost its credibility and accused them of ignoring democracy and human rights. The time had come for him and his colleagues to teach the government a lesson because of their broken promises and opposition to public employees' solidarity.

During the meeting, civil servants urged the government to resign. Banners in the conference hall, such as "Equal pay for equal work;" "We are being crushed by inflation;" and "We want our rights, not handouts," reflected some of the discontent and the demands of the civil servants.

## Iraq seeking return of planes from Iran

Reuters

**NICOSIA-** An Iranian newspaper said on Monday that Iraq sought persuade Iran in Tehran talks last week to return planes flown there secretly before and during the 1991 Gulf War. The English-language Tehran Times quoted informed sources as saying that "Baghdad's main objective in the current talks is to secure the speedy return of its fighter planes held in Iran." Iraq has often urged Iran to return the planes.

It said in 1991 that a total of 148 planes — 33 civilian and 115 military — were moved to Iran. Iran said only 22 Iraqi planes landed and it would not give them back without the approval of the U.N. Security Council.

"The Iraqi regime must realize that while it continues to arm and train anti-Iranian terrorists on its soil bordering the Islamic republic, it would be childish to believe that Iran will return the planes which can easily end up in the hands of those same terrorists to be used against its citizens," the daily said.

Iran condemned Iraq's 1990 invasion of Kuwait but remained neutral in the 1991 Gulf War when a U.S.-led multinational force drove Iraqi troops from the emirate.

Iran and Iraq, regional rivals who fought a bitter war from 1980-1988, said after talks in Tehran last week that they should work to improve relations.

The talks brought together Saad Abdul Majeed al-Faisal, undersecretary at the Iraqi Foreign Ministry, and Iranian Deputy Foreign Minister Mohammad Javad Zarif.

Faisal also discussed the fate of remaining prisoners from the Iran-Iraq war. Iran says it has documents on about 5,000 Iranian prisoners in Iraq. Baghdad denies holding any.

Iran is home to Iraq's exiled Shiite opposition movement, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), whose guerrillas attack targets in southern Iraq.

The Iranian opposition Mujahideen Khalq group has military camps in Iraq.

turkish daily news *Tuesday, February 22, 1994*

# Democracy Party moves against Dicle

*Doğan and Sakık denounce violence targeting civilians  
Party assembly meeting called for Wednesday  
Moderates attempt to remove Dicle from power*

By Ismet G. Imset

*Turkish Daily News*

ANKARA- Angered by the recent outbursts of their chairman, Hatip Dicle, moderate politicians within the Kurdish-based Democracy Party (DEP) will make efforts this week to remove him from power before the March 27 local elections, party sources said on Monday.

The sources said a party assembly meeting had been scheduled for Wednesday and that if enough support was obtained in this 40-member body an emergency convention could be called before the elections. The DEP, they said, would then enter the elections with a different chairman and with a "face-lift." Dicle's recent statements have led to serious concern within the party that the new chairman, elected last December, may actually aim at exacerbating the tension between Turks and Kurds in Turkey.

Minutes before Friday's explosion at the DEP headquarters in Ankara, which killed one and injured 22 others, Dicle had concluded a meeting with his party executives and left the building.

Unbeknown to the assailants there was another meeting taking place in a different room in the same building, where they were discussing how to topple Dicle and whether he should be forced to resign from the party altogether.

In the words of DEP Mus deputy Sırrı Sakık, "Friday's explosion has in fact limited many moves and was aimed at preventing steps being taken on some important issues. In other words, the bombing of the party headquarters had been carefully planned."

Party sources say that, had the explosion not occurred, a group of DEP deputies were expected to make a forceful move against Dicle this week. They went on to say that the attack has now strengthened radicalism within the party once more. Now the main aim seems to be seek support for a joint stance against Dicle, at the party assembly on Wednesday, in order to



**A TROUBLEMAKER?** The DEP is now asking whether its newly elected chairman Hatip Dicle, who emphasized the unity of Kurds and Turks in the December convention, is a troublemaker in disguise. Dicle, who has alienated a majority of the Turks and his own party now faces an intra-party challenge from his own colleagues.

PHOTOS: TDN Archive





**SILENCED:** Parliamentarian Leyla Zana (L) is continuously threatened and has survived an assassination attempt. Yaşar Kaya (R), former chairman of DEP and Zana have remained silent since the Dicle takeover but it is generally believed that they support the chairman.

oust him from power or to limit his political authority. Sources say the tension which has surfaced within the party is expected to reach its peak during that meeting and could even lead to the resignation of several deputies if nothing substantial is achieved.

The "moderate flank" within the DEP believes Dicle's recent statements in support of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and its recent attacks aimed at civilians, were the last straw. There is general awareness among the moderates, and even among those who elected him to power, that Dicle's behaviour is becoming increasingly harmful to the party.

Only last week, while referring to the PKK's Tuzla train station attack, in which five people were killed, Dicle said the bombing was "normal." He thus gave the green light to the organization. His reference to this explosion as "an attack of a military nature," angered millions of Turks.

The commonly-held belief now is that the bombing of the DEP was in retaliation for the Tuzla incident.

Interior Minister Nahit Mentese was at the top of the list of those angered by

Dicle. First, he branded Dicle a "traitor" and, in response to an accusation, said he would "not answer to traitors."

On Monday, newspapers quoted Mentese as saying, "The PKK equals the DEP," or rather, putting both eggs in one basket. The minister went even further and, referring to protection measures taken in front of this party's buildings, said, "Even if they are bandits we protect them. We also protect traitors."

Orhan Doğan, Şımak deputy of the DEP, is among those within the party who do not in any way share Dicle's views. Interviewed by the TDN, Doğan said he disagreed with "any activities aimed at taking human lives, regardless of who instigates these activities." He added, "It is thus not important whether the targets are military or civilian. "Military or civilian, we disagree with any activity against human lives."

We do not approve of such things. No one should imagine that we are clapping when two or three soldiers are killed. We don't applaud. We feel sorry, but we also feel the same sensitivity towards the Kurdish youth that is being killed."

*"Military or civilian, we disagree with any activity against human lives. We do not approve of these. No one should imagine that we are clapping when two or three soldiers are killed. We don't applaud. We feel sorry, but we also feel the same sensitivity towards the Kurdish youth that is being killed."*

**Orhan Doğan**

*"I must say this with certainty: The statements of the chairman of DEP naturally concern the party but do not reflect the principle views of the party. No one in this party approves of attacks aimed at innocent people. This party has no intention of dividing the country."*

**Sırrı Sakık**

Since the new year, security forces in the Southeast have reportedly killed at least 350 PKK militants. Recently, Chief of Staff Gen. Doğan Güreş claimed 500 militants were killed in the air strike on Zaleh, in northern Iraq. But, as always, the PKK is keeping a low profile during the tough winter months and getting itself organized for the spring. In the meantime, it is also trying to gather support in larger cities for terrorist activities. Activities which Dicle, as chairman of the DEP, insistently refuses to condemn. The image he is conveying is

that he actually approaches urban terrorism with understanding and sympathy.

A view which DEP Mus deputy Sırrı Sakık, who is also the brother of PKK regional commander Şemdin Sakık, certainly does not share.

"I must say this with certainty: the statements of the chairman of DEP naturally concern the party but do not reflect its principle views. No one in this party approves

## Alinak angered

**D**emocracy Party (DEP) Chairman Hatip Dicle was also accused this week by former DEP Deputy Mahmut Alinak. Currently an independent parliamentarian, Alinak said the DEP chairman was a "cartoon hero" and a "cocktail politician."

"Dicle does not have the capacity to reveal the games and plots of the state," he said in a recent statement. "If he wants, both of us could resign from Parliament and try our luck in the elections. Instead of shouting slogans at five-star hotels, he should come and take responsibility for the motions in Parliament. It is easy to be a cocktail politician at receptions given by Demirel."

of attacks aimed at innocent people. This party has no intention of dividing the country," he said in an interview with the TDN.

"But those who worship violence do not see this," he added. "We are against every kind of attack on human life. A political party certainly does not have the right to defend such attacks." It is evident that the DEP is at the crossroads as far as its overall approach to PKK violence is concerned. On the one hand, there is Dicle and his group, who approach violence with understanding, and on the other, there are those opposed to such activities. These circles believe that the DEP should soften its views and that there is no advantage in being provocative. In Doğan's words, "With both sides becoming more hardline, the problem is turning into a vicious circle. There seems to be no solution. This goes for us as much as for them. Because of this, in this historical era, we have to send much more moderate signals, steering clear of any possible provocation." Sakık argues, "We have always said that the country's problems need a peaceful solution. They never listened to us. But those who worship violence, those who always give priority to violence, always tried to stifle this voice... Because of the noise of violence and guns in this country, the voice of common sense can no longer be heard. Our main wish is for common sense to be heard more than gunshots."

Still, observers believe this is not as easy as it sounds. The DEP is only part of the problem. There is also the PKK constantly overshadowing the DEP. A PKK which often forces this political party into a political crisis. Because of the PKK, the DEP is now frequently being accused of being "an extension of terrorism in Parliament." There have been demonstrations against the DEP in various cities with the slogan: "PKK out of Parliament," reflecting national sentiments.

This situation both worries and angers DEP moderates. "The attacks are carried out by the PKK not by us," argues Doğan. "We neither control the PKK nor do we formulate their policies. In other words, if it carries out activities which cannot be approved of, we should not be the scapegoat for these." Sakık thinks along similar lines: "We always expressed our views, for example after the attack on the Çetinkaya shopping center, or when 33 soldiers were killed in Bingöl. We feel in our hearts the pain of anyone who is killed. I know what such a pain is. They killed my defenseless brother. I know how those with relatives killed in Tuzla feel. I feel the pain in my mind and in my heart."

Despite all this, it appears that those challenging violence within the DEP do not know exactly what to do. They are not sure whether they are strong enough to topple Dicle. They are not sure whether a "face-



**MODERATE OR COMMON SENSE?** DEP's two outspoken parliamentarians Orhan Doğan (L) and Ahmet Türk placing a picture of the late Mehmet Sincar at the convention in which Dicle was named chairman. It is still not clear whether the two are truly "moderates" within the party of just acting out of common sense. But both believe Dicle is making a fatal mistake.

lift" would help in any way. They are not sure whether it is worth all that trouble, when the party faces imminent closure anyway.

Most important of all, following last Friday's bombing, these circles now fear that if they take action against Dicle or appear to be falling out with those ruling the DEP, they may be accused of backing out of the struggle or "selling out." Also, Turkey's security crackdown in the Southeast, which is inflicting harm on the civilian population there, is making things difficult for all DEP executives.

"Most of the children of those who vote for us are now in the mountains (with the PKK)," explains Doğan, "Thus I cannot approve of the killing of the child on the mountain, as I cannot approve of the killing of Turkish soldiers fighting there. Neither side should have to pay anymore."

According to Sakık, the DEP has indeed had to pay much until today. "About 70 provincial and district leaders, party members and one parliamentarian have been killed so far.

These days there are concentrated attacks on the DEP. Our party buildings have fallen under attack, and even our headquarters have been bombed. Had we been given the opportunity to express ourselves to the people, perhaps the reaction would not have been at this level."

Reaction seems to be the key for the DEP for the time being, affecting also what the party does in the future. The reaction the DEP fears is a national outcry against this party, holding it responsible for PKK activities.

It appears that a similar concern is shared by leading Turkish officials as well.

The concern surfaced recently during a weekend meeting between President Süleyman Demirel and DEP Chairman

Hatip Dicle. It appears from Demirel's meeting with Dicle that the president is trying to diffuse the current tension and to avert a major social crisis in Turkey.

Demirel has told journalists that one thing he seriously fears is a reaction throughout Turkey to the spread of Kurdish terrorism.

In such a case, he says, even the state would have problems in controlling the turmoil which would hit Turkey. Reportedly, during the meeting Dicle told Demirel that the DEP was concerned for its safety and that it was continuously being harassed and attacked.

He also explained that this was why his party had applied to the European Parliament for election observers to come to Turkey and monitor the way in which local elections were held in the Southeast.

The meeting came a day after Demirel publicly said, "Those who support the shedding of blood will drown in blood." This statement had come after Dicle's controversial remarks in support of a recent PKK bombing of a train station which left behind five dead and 26 wounded.

The president's message to Dicle was clear. "This country is your country," he said. "The state is your state. There is a Parliament and you are members of this parliament. You always have the right to say what you want. And there is also a free media. You can hold press conferences and you can speak out on television. You have the right to hold demonstrations... If you are right, you must defend your cause in the proper place. In other words, Turkey's problems cannot be solved outside of Turkey. They will be solved here."

Demirel also told Dicle that he did not want any tension in Turkey and guaranteed the there would be election security in the March 27 local polls. He explained that

there was nothing for the DEP to be concerned about.

As this meeting was taking place, however, the systematic campaign launched against the DEP continued in the Southeast, with mass detentions of party supporters and activists. Last week, security forces detained more than 100 DEP members and cracked down on the party's mayoral candidates. As soon as the names of the candidates were announced, they were put in custody by the police.

On Monday, nine of DEP's mayoral candidates were still in custody. In Ankara alone, DEP buildings have been bombed four times in the last month.

Reaction to the DEP is very serious and appears to be building up throughout the country. Meanwhile, statements issued by the PKK imply that the organization shares none of the common worries but is actually pleased with the situation.

This is because it lends credibility to the argument that Turkey will never tolerate pro-Kurdish activities on the legal platform. It is as if the PKK actually wants everyone to move from this platform and into the mountains.

Under these circumstances, the DEP has only two remaining alternatives. Either the moderates and the dissatisfied will move against Dicle and achieve their change of leadership, or they will have to enter the upcoming elections under Dicle's chairmanship. If Dicle stays in power though, the indications are that the DEP will have to learn to live as a hostage of the PKK — facing more and more attacks in retaliation for the attacks made by the PKK.

This week is crucial for the fate of the DEP, and decisions to be made on Wednesday will probably have an impact on many developments in the coming month.

A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P. — A.F.P. — Agence France Presse - A.F.P.

## Kurdes-justice

Attentat contre une banque turque à Strasbourg: jugement de deux Kurdes le 23 mars prochain

STRASBOURG, 22 fév (AFP) — Deux Kurdes accusés d'avoir commis un attentat au cocktail molotov contre des intérêts turcs le 4 novembre 1993 à Strasbourg seront jugés le 23 mars prochain par le tribunal correctionnel de Strasbourg pour dégradation volontaire par substance explosive ou incendiaire, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

MM. Bayran Usta, 25 ans, et Cihan Ayik, 19 ans, avaient été arrêtés quatre jours après l'attentat, mis en examen et placés sous mandat de dépôt. Ils sont accusés d'avoir lancé un cocktail molotov contre une succursale de la Banque du Bosphore à Strasbourg, le 4 novembre 1993 vers 11' 0. Ils encourent une peine de cinq à dix années d'emprisonnement. Des documents saisis lors de l'enquête laissent à penser que les deux accusés sont membres ou proches du mouvement nationaliste kurde PKK, a-t-on indiqué de source judiciaire.

Simultanément à l'attaque contre la succursale strasbourgeoise de la Banque du Bosphore, deux agences de voyage turques de Strasbourg avaient été visées par des attentats au cocktail molotov. Leurs auteurs n'ont pas été retrouvés.

Ces trois attaques à Strasbourg avaient coïncidé avec une série d'attentats contre des intérêts turcs en France, Allemagne, Grande Bretagne, Suisse et au Danemark dont la paternité a été attribuée au PKK.

# Au Kurdistan, une sale guerre qui n'ose pas dire son nom

*Non loin de l'ex-Yougoslavie déchirée, aux portes de l'Europe, un autre conflit sanglant mériterait l'attention des Occidentaux: la guerre turco-kurde. Rappel historique d'une indifférence coupable.*

*Par Chris Kutschera\**

Longtemps considérée comme une simple opération de police, la guerre du Kurdistan est passée par plusieurs stades avant d'en arriver au conflit actuel, dont les «débordements» préoccupent aujourd'hui non seulement les défenseurs des droits de l'homme mais aussi certains dirigeants européens. Pendant plusieurs années, la guerre, qui a commencé avec le déclenchement de la lutte armée par le PKK le 15 août 1984, était restée un sujet confidentiel, auquel ne s'intéressaient, en dehors de Turquie, que quelques polémologues, de rares journalistes et quelques humanistes: de 1984 à 1990, les «troubles» du Kurdistan avaient fait 1500 victimes. Qui s'en souciait? Pendant cette période de la «guerre secrète du Kurdistan», le conflit autrement plus grave qui oppose l'Irak et l'Irak (1980-1988) menace la paix — et le confort — du monde et fait des centaines de milliers de victimes. Qui donc serait allé dénoncer la répression qui s'abat sur les Kurdes de Turquie — une répression que les autorités turques gèrent très habilement en créant, en mai 1985, les «gardiens de village», des «harkis» kurdes payés pour faire le sale boulot à la place des soldats turcs.

La «guerre ouverte» commence en 1992, elle est marquée par les affrontements de Now Rouz (Nouvel-An kurde), à Djeziré et Nusaybin, et par la bataille de Shirnak (18 août 1992). L'armée turque ne rase plus des hameaux kurdes perdus dans la montagne, elle s'en prend, carrément, aux villes kurdes. Après ces affrontements, Shirnak est une ville dévastée, et interdite.

En 1992, la Fondation des droits de l'homme d'Ankara recense 3000 victimes au Kurdistan. De nouvelles villes kurdes sont victimes du déchaînement de l'armée turque: Kulp (octobre 1992) et Licce (octobre 1993) partiellement détruites par l'armée et vidées d'une grande partie de leur population...

La troisième phase — l'internationalisation du conflit — commence en octobre 1992, quand l'armée turque lance une opération en territoire irakien, pour «nettoyer» la région frontalière. Cette internationalisation s'accélère avec le bombardement, le 28 janvier 1994, du camp PKK à Zalé, par 50 avions F-16 et F-4 turcs, qui utilisent des bombes à fragmentation. Ce camp d'entraînement du PKK, à cheval sur la frontière iranienne et irakienne, se trouve à plusieurs dizaines de kilomètres de la Turquie, dans la zone d'exclusion aérienne — une zone de l'Irak interdite à l'aviation irakienne — où les avions américains, britanniques et français protègent les Kurdes irakiens, mais manifestement pas les Kurdes turcs. C'est la première intervention de l'aviation turque aussi loin de ses frontières. Mais elle est pratiquement restée inaperçue, à part quelques courts entrefilets dans la presse internationale. Ce raid prouve en tout cas que la guerre du Kurdistan n'est plus une affaire intérieure, qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème de «terrorisme», comme s'acharnent à le dire les dirigeants turcs, ni d'une question de respect des droits de l'homme, comme le prétendent les responsables occidentaux.

On ne soulignera jamais assez l'attitude équivoque de nos gouvernants, qui ont pratiquement donné carte blanche aux dirigeants turcs depuis le début du conflit. Après avoir longtemps gardé les frontières de l'URSS, la Turquie reste, en effet, la base indispensable de l'opération «Poised Hammer» en Irak.

Et elle est un bon client pour une industrie de l'armement qui

connaît une crise très grave.

On observe cependant une très légère évolution de l'attitude des dirigeants occidentaux: Douglas Hurd et Klaus Kinkel, ministres des Affaires étrangères d'Allemagne et de Grande-Bretagne, ont notamment évoqué la question kurde lors de leurs récents entretiens avec les dirigeants turcs à Ankara. Mais ils l'ont fait à huis clos, se cantonnant au problème des droits de l'homme.

Plus récemment, François Mitterrand a accueilli à l'Élysée une délégation de parlementaires kurdes de Turquie, auxquels il aurait déclaré que «la Turquie ne respecte même pas ses propres lois». Mais cette délégation kurde n'a vu aucun membre du gouvernement français, qui a apparemment

choisi son camp... ou ses intérêts.

Les élections municipales du 27 mars prochain en Turquie désigneront des interlocuteurs kurdes démocratiquement élus, du moins on l'espère, avec lesquels Ankara pourrait enfin engager un dialogue permettant d'en finir avec la spirale de la violence; il faut que tous les gouvernements européens, quels qu'ils soient, et surtout les «amis» du pouvoir turc, envoient des observateurs à ces élections: elles sont peut-être la dernière chance d'éviter une terrible dérive à la yougoslave. □

\* Chris Kutschera, journaliste et écrivain, est un spécialiste de la question kurde. Il donne cette semaine une série de conférences en Suisse romande.

turkish daily news — February 25, 1994

## PKK attacks Iraqi oil pipeline again

Reuters

ANKARA- Separatist Kurdish militants blew up an idle crude oil pipeline in southeast Turkey in the third such attack in a month, causing a fire but no casualties, officials said on Thursday.

An official from state pipeline company Botas said members of the Kurdistan Workers Party (PKK) attacked the pipeline on Wednesday night at a station, 18 km (11 miles) east of Idil town near the Iraqi border.

"Pressure in the pipeline was so low that oil loss will be only a few hundred cubic metres and the fire is under control," a Botas official said.

The PKK rocketed three crude oil tanks belonging to Botas last week and caused an oil spill of about 700 barrels. The group, whose 10-year-old independence war for a Kurdish state has cost more than 10,800 lives, bombed and set ablaze the same pipeline near Cizre in southeast Turkey in January. The 986-km (616-mile) twin pipeline, which runs from Iraqi oilfields of Kirkuk to Turkey's southern coast, has not been used since August 1990, when Ankara shut it down after a U.N. trade embargo against Baghdad for its invasion of Kuwait. About four million barrels of crude oil is trapped in the pipeline and officials say it should be emptied to prevent corrosion by the crude.

# Çiller: DEP leader Dicle is a 'traitor'

## PM: PKK won't be granted shelter in Parliament

*Turkish Daily News*

**ANKARA-** Prime Minister Tansu Çiller on Tuesday lashed out at pro-Kurdish Democracy Party (DEP) leader Hatip Dicle and, succumbing to demands from her party, branded him as a traitor. In an unusually strong attack on the DEP, Çiller said during the True Path Party's (DYP) parliamentary group meeting that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) would not be allowed to take shelter in Parliament.

When Çiller began her response to Dicle's recent controversial statements by referring to him as "Mister Dicle," DYP deputies chanted in unison "Not mister, traitor." She then turned to the group and said, "That is correct, he is exactly that," as the hall broke into applause.

Referring to Dicle's statement following the bombing incident at the Tuzla (Istanbul) train station on Feb. 12, Çiller said that his remarks were in violation the oath he had made when he became a member of Parliament, concerning the indivisible integrity of the country. She said that Dicle had openly gone against his parliamentarian oath and that he was trying to discredit the state by taking shelter behind his legislative immunity.

Çiller continued, saying that the state would punish anyone who carried out actions designed to threaten the indivisible integrity of the country. She noted that all relevant offices had begun preparations to respond to such actions effectively. "The time has now come to remove the PKK's existence from under the roof of Parliament," Çiller said.

Pointing out that she regretted the recent bombing of the DEP headquarters, Çiller said that terrorism was never a solution. She urged everyone to act with calmness and commonsense and warned the people not to let themselves be tricked. Emphasizing that Turks and Kurds were brothers and that the Turkish state was everyone's state, Çiller said: "There is nothing that we cannot share. The purpose of terrorism is to create conflict among us. Do not let it trap you. We have to respond with commonsense against those who covet this solidarity."

Çiller mentioned that before she attended the DYP parliamentary group meeting, she had met with Council of Europe Secretary-General Catherine Lalumiere and that they had discussed Turkey's struggle against terrorism.

In response to Lalumiere's question as to whether Turkey could adopt alternative methods to combat terrorism, the prime minister said that she had asked Lalumiere whether she would allow an organization like the PKK to exist in her own country. Çiller pointed out to the visiting official that the PKK was an organization that did not allow the state to make investments, that wanted all political parties to be closed down and that explicitly advocated the division of the country.

She said she had also told Lalumiere that the coalition government was exerting all efforts to make democracy and human rights a priority throughout the country, not for any one region in particular. Çiller said further that the government was promoting these principles, not as a way of grant-

turkish daily news — February 23, 1994

ing concessions to terrorists, but with the knowledge that such policies will ultimately be in the best interest of the whole country. She emphasized that there was no cause that justified the killing of innocent people and said the state's current struggle against terrorism would continue in the southeast region.

Çiller's branding of Dicle as a "traitor" and her remarks indicating that his parliamentary immunity should be lifted, received loud applause from the DYP deputies.

Meanwhile, in reaction to Çiller's address, Social Democrat People's Party (SHP) Chairman and Deputy Prime Minister Murat Karayalçın said he and his colleagues were opposed to the removal of any deputy's immunity for political reasons. Responding to reporters' questions about Çiller's statement, Karayalçın said there would be no SHP parliamentary group decision regarding the lifting of immunity and that the party's deputies would make their own decisions, individually, concerning that issue. However, he said in principle, he and his colleagues were opposed to the removal of legislative immunity for political reasons.

The SHP leader added that he worried about the future of democracy in the country, mentioning that the frequency of certain undemocratic incidents made him wonder if they were part of a plan to interrupt democracy in Turkey.

Karayalçın also met with Lalumiere for more than an hour. He said he and Lalumiere spoke about democratization and the situation in the country's east and southeast. He said the DEP issue had not been brought up during the talks.

## DEP meets today to debate local elections and Hatip Dicle

*Turkish Daily News*

**ANKARA-**The pro-Kurdish Democracy Party (DEP) is to hold a crucial meeting today to decide whether or not to boycott the upcoming local elections. It will also hear criticism of its chairman, Hatip Dicle.

Party sources expect tensions to rise during the meeting, attended by parliamentarians and all members of the party assembly.

Apart from deciding whether to boycott the March 27 elections or not, the DEP will debate whether, if it participates, the results of the elections will truly reflect the views of the people.

The highlight of Wednesday's meeting, however, is the attitude party executives will take to Dicle. Recently, Dicle has been criticized for making radical statements which alienate the Turkish people from the DEP. There is intra-party opposition to Dicle and an effort to remove him from power before the local elections.

# Ankara probes Russia on Kurdish conference

*Russian Ambassador Albert Chernishev summoned to Foreign Ministry  
Moscow meeting opens with PKK flag, speech from PKK leader Öcalan*

*Turkish Daily News*

ANKARA. Turkey on Tuesday requested information from Russia related to reports of a rapprochement between Moscow and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as the PKK started its three-day conference in Moscow.

Russian ambassador to Ankara, Albert Chernishev, was invited to the Foreign Ministry Tuesday noon and was asked for an explanation relating to a front-page story which appeared in the Turkish Daily News the same day.

The story said the PKK, using its so-called Kurdistan National Liberation Front (ERNK), was holding a three-day Kurdish conference in Moscow as of Tuesday. It also reported that the conference was organized by the Kurdistan Committee and the Russian Ministry of Nationalities and Regional Political Affairs.

Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk asked Chernishev for an "official explanation" on the Kurdish conference and Chernishev reportedly said "as an initial response" that the Russian policy towards the "unity and territorial integrity of Ankara" and the outlawed PKK had not changed.

"Chernishev has stated that there were no ties whatsoever between the Russian Federation and the separatist terrorist organization, the PKK," Ataman said. "The Russian Federation's ambassador also said Russia opposed terrorism and condemned terrorist acts."

He added that the meeting had been held because of the TDN's report.

Chernishev, who came to the ministry visibly annoyed, left in a more cheerful mood, but refrained from making any comment except to say that the meeting had taken place at Turkey's request and concerned "bilateral issues."

"We had a good meeting," he remarked.

The conference, called "History of Kurdistan," has been organized by the Kurdistan Committee Moscow, one of the PKK's committee offices that are widespread throughout the region. Sources told the TDN on Tuesday that the conference opened with two flags flying, that of Russia and that of the PKK. Despite Chernishev's guarantees, Deputy Minister for Nationalities and Regional Political Affairs Vladimir Shimshirov attended the meeting and delivered the opening speech. After Shimshirov, a spokesman for the PKK, who identified himself as "Kamran Hasan from northern Kurdistan," opened the conference and read out a letter from PKK leader Abdullah Öcalan.

In his message, Öcalan threatened Turkey with war and said his organization's armed campaign would continue. Observers noted that there were no Iraqi Kurdish representatives among the participants. They said, however, that Ura Nebiv, chairman of the Russian Association of Kurds in the former Soviet Union, was present.

Sources reported that Armenian Kurds were represented at the conference in great number, but that some Russian and Kazakh Kurds were also present.

Among the sponsors of the conference are the PKK-published Kurdistan Report, the PKK-affiliated Kurdistan Committee and the Russian Ministry for Nationalities.

turkish daily news — February 23, 1994

## Karayalçın warns about coup threat

**Deputy PM: It is evident that somebody is again preparing to interrupt democracy in Turkey**

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's deputy prime minister Murat Karayalçın on Tuesday warned that there

were circles preparing to instigate another military coup in the country.

Karayalçın's shock statement came at his Social Democrat Peoples Party (SHP) parliamentary group meeting.

"It is evident that somebody is again preparing to interrupt democracy in Turkey," he said.

The deputy PM added, however, that the state and government were strong enough to resist such attempts.

Karayalçın, referring to recent developments, said all movements against democracy had to be stopped by the joint efforts of all parties, regardless of their political ideologies or affiliations.

He said "such ugly incidents" as the bombing of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) headquarters last Friday must be condemned.

The attack took place after a statement by DEP chairman Hatip Dicle that he saw all uniformed Turkish soldiers as targets.

Dicle was heavily criticised by the national press for allegedly supporting the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

He was also branded as "a traitor" by Interior Minister Nahit Menteşe and Prime Minister Tansu Çiller.

Karayalçın on Tuesday made reference to the Welfare Party's (RP) style of campaigning, and ridiculed RP politicians for their promises of paradise to voters who vote for their party. He said this was a direct attack on the principles of secularism.

"RP's 'adil' (just) system is designed to give people false hopes," Karayalçın said. "Such a system can only work in feudal or primitive societies."

He said he will ask all SHP mayoral candidates to uphold the principles of secularism. During the meeting, Karayalçın also called for unity among parties and their members in the struggle with those who are anti-Atatürk. He referred to the RP's election campaign and warned that in the event that RP takes office in the future, the present legal system will be thrown out of the window and people will be tried in accordance with personal values instead of legal principles.

Karayalçın also giped at the Motherland Party (ANAP) and branded its election policies "a bad copy of SHP's carefully drafted policies."

turkish daily news — February 23, 1994

## ***Military defines Southeast crisis as being 'low intensity warfare'***

*Turkish Daily News*

ANKARA- Turkey's Chief of Staff office on Tuesday dictated how Turks and the Turkish media should refer to the security crisis in Southeast Turkey, describing it as "low intensity warfare."

Chief of Staff spokesman Col. Doğu Silahçıoğlu said that there were two ways of referring to the situation in the Southeast: "low intensity warfare" and "low intensity conflict." Interviewed by the Anatolia news agency, Silahçıoğlu explained that "warfare" was different to "war," and that it amounted to the same meaning as struggle. He asked everyone to refer to the conflict as "struggle" and accused anyone using the expression "war" as "people siding with the bandits."

## ***PKK attacks three oil tanks in southeast Turkey***

*Reuters*

ANKARA- Militants of the Kurdistan Workers Party (PKK) launched a rocket attack on three crude oil tanks belonging to a state company, causing an oil spill but no fire or casualties, a company official said on Tuesday.

The official from Botas pipeline company said PKK members attacked the tanks in Batman city on Monday night. Between 600 and 700 barrels of oil spilled from two tanks.

"But the rocket damage in the third tank was above the oil level so there was no spill from it," the official, who asked not to be identified, told Reuters. Each tank con-

tained about 400 barrels.

She said there was no fire from the attack, the second by the PKK in a month on the southeastern oil facilities of Botas.

The PKK bombed and set ablaze a Botaş oil pipeline, which runs from Iraqi oilfields of Kirkuk to Turkey's Mediterranean coast, near the Iraqi border on January 23.

Batman has one of the five oil refineries in Turkey. It is in a main region of the PKK's 10-year-old campaign for an independent state in which more than 10,800 people have died.

## ***Diker: Appoint Güreş as defense minister***

***'The best way to allow civilian governments to oversee the activities of the Armed Forces is to shift responsibility for the Armed Forces to the Defense Ministry'***

*Turkish Daily News*

ANKARA- True Path Party (DYP) Deputy Tevfik Diker recommended that the Armed Forces be brought under the jurisdiction of the Defense Ministry so that civilian governments can have more say in the activities of the Armed Forces.

Deputy Diker, himself a former military officer, made this recommendation in a report to Prime Minister Çiller.

In the report entitled, "Plans for the civil authority to take control of the Armed Forces in a democratic framework," Diker argues that those who are elected to government through the democratic process do not have a say in the affairs of the Army.

He says the best way to allow civilian governments to oversee the activities of the Armed Forces is to shift responsibility for the Armed Forces to the Defense Ministry.

Diker maintains that this is also the best way to prevent negative images of and ugly rumors about the Armed Forces from circulating at home and abroad.

Diker concedes in his report that shifting the responsibility of the Armed Forces to a civilian

government is not an easy task.

He suggests that Army personnel employed by the Defense Ministry should be asked to retire and should then be reemployed as civilians.

"The most obvious obstacle to bringing the Armed Forces under the jurisdiction of the National Defense Ministry," Diker claims in his report, "is the deeply rooted fear that the Army will be embroiled in politics because the ministers responsible for defense will be civilians without any experience in defense matters, a situation which will reduce the Army's autonomy."

The best way to allay these fears, Diker says, is to reassign responsibility for the Armed Forces to the National Defense Ministry and to appoint the chief of staff to a post in the Defense Ministry, thereby ensuring an expert's input in matters of defense.

In the report, Tevfik Diker also recommends that an educational institution should be established to train staff for the Ministry of National Defense.

It is not known how Çiller responded to the report.

turkish daily news - February 25, 1994

## The Bombs which DEP Loves to Hate

**T**urkey's Kurdish-based Democracy Party (DEP) was thrust once again to the forefront of the political scene last week with a bomb explosion ripping through the party's headquarters and internal strife in this political movement reaching a peak. On Friday evening, an explosion at the DEP headquarters in downtown Ankara shattered windows and blasted through walls, killing one person and wounding 22 others. The eight storey building was ripped apart, showing that had the explosive reached its target, there would have been a massacre. Fortunately for those inside, one of the victims had opened the lift door, seen a military bag inside, spotted the smoke coming out of it, pressed the down button and shut the door with the speed of lightning. Seconds later, just when the lift was between the fifth and sixth floor, the explosion occurred. Security officials believe the DEP bombing was in retaliation both for the PKK's previous attack on the Tuzla train station which left behind five dead and 26 wounded, and recent statements made by the party's chairman Hatip Dicle. Even within the DEP, parliamentarians and party executives agreed that Dicle had gone too far and had inflicted serious damage on the party.

He had not only described the Tuzla massacre as a "normal attack" on a "military target" but had overtly supported the PKK for such activities and had thus encouraged future killings. He had quite simply stepped out of line and in such a way as to anger millions of Turks.

In the words of one DEP parliamentarian, "It is as if he wants to alienate everyone and close down the party." This is a viewpoint which the TDN and Turkish Probe have adopted since December when Dicle was elected as chairman of the party. Government reaction to Dicle was even stronger, and was clearly spelled out. For Interior Minister Nahit Menteşe, he was a "traitor." According to President Süleyman Demirel, "Those who shed blood will drown in blood." And, in the words of Prime Minister Tansu Çiller, it was "correct" to say that Dicle was betraying his country.

The most striking affect of the bomb blast at DEP, however, was seen within the party which was already witnessing an incipient split.

Hatip Dicle and his aides had just held a meeting and left the building before the explosion. But unbeknown to observers, there was another meeting the same day. In this, parliamentarians and executives had decided to take action against Dicle and try to remove him from power. Some of the deputies had even decided to resign from the party if they failed to do so.

But as the explosion drew attention to the party as a whole, according to deputy Sırrı Sakık, it also put a stop to some significant moves. He had even

told his colleagues that with the crisis at hand, he would resign on Wednesday.

"But with this explosion, it has become very difficult for us to do anything," he explained in an interview with the TP. "If we resign now or go too far in criticism, people will think that we have been scared off."

Indeed, as if an invisible hand was trying to save the DEP from the effects of a moderate splinter group, the explosion had been very timely.

Still, not even that was enough to prevent the crisis altogether. Over the weekend, DEP deputies Sakık, Orhan Doğan and Ahmet Turk told the TP that they were prepared to take action against Dicle. The master-plan, or rather preferred outcome, was for Dicle to resign on his own without creating any problems.

But even as members of the DEP "Expanded Consultative Board" gathered to meet on Wednesday, it was evident that a crisis was at hand but that Dicle had turned the circumstances to his advantage.

He accused those covering the leadership problem within DEP of "being scared off" by threats from the military and immediately made his point clear: "There are those who want to stifle the party by attacking it. This is the time to show our unity!" It was quite clear that both the bombing and the attacks from within the party had helped Dicle rather than create problems for him.

What was more important in the whole ordeal, however, was how officials in Ankara were divided over the DEP phenomenon and how this was affecting Turkish politics.

There was a sudden increase in criticism of the party after Dicle's statements but Turkish politicians did not finish there. Accusations followed one another until, on Tuesday, Çiller guaranteed to her own party group in parliament that "the PKK will be ousted from parliament." Her reference was clearly to the DEP.

Today Turkish officialdom is divided between three views which makes it rather difficult for the country to decide on what to do about the Democracy Party. The first, a creation of the military, is that the DEP in general consists of traitors and has no right to exist in Parliament. The argument here is "How can I order my soldiers to fight (in the Southeast) when those people remain in parliament?" If this view is taken as correct, the DEP should be closed down altogether, all of its parliamentarians should be stripped of their immunity, put on trial and ousted from the Grand National Assembly.

The second view is that only some of the DEP deputies should be stripped of their immunity while the Constitutional Court continues to look into the party's case and, as a result, when the party does



## Problems with Russia

**R**elations between Turkey and Russia were strained this week after the Turkish Daily News broke the story in Ankara that the PKK was holding a three-day conference in Russia. Adding to the tension was the report that this Moscow meeting was being sponsored by a Kurdish publication -- a PKK public front -- in conjunction with the Russian Ministry of Nationalities.

The meeting started several days after a Russian newspaper reported that the PKK's Kurdistan National Liberation Front (ERNK) sent messages to Moscow in an attempt to establish ties with the Russian capital. Albert Chernishov, the Russian ambassador to Ankara, was summoned to the

Foreign Ministry on Tuesday and asked to provide an explanation. But as he was meeting with Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk, the conference had already begun in Moscow with Russian and PKK flags raised on poles and a message from PKK leader Abdullah Öcalan being read to participants. A deputy minister of the Ministry of Nationalities also gave an opening address before he handed over the podium to a PKK representative. Currently, Turkey is still waiting for a Russian explanation on the issue, wondering how much of an impact this development will have on Moscow's policy. The Turkish ambassador in Moscow has also been asked to provide a report on the issue.

close down, the parliamentary status of its deputies will end automatically -- without creating too many problems for Turkey in the international arena.

The third view, unfortunately losing ground, as Dicle and radical DEP activists make blunder after blunder, is to be cautious in dealing with the party, in order not to alienate anti-PKK moderates within it, and always to keep the doors open to an alternative, and peaceful, movement to the PKK. In summary, this view is that "anything can be discussed as long as Turkey's unitarian structure is not made a matter of debate."

Currently, Prime Minister Tansu Çiller appears to share the first view and is taking a strong stance against Hatip Dicle, acting both as prosecutor and judge, having passed the verdict that he is "a traitor."

But, say observers, this is no surprise since Çiller has always acted on the Kurdish issue according to policies dictated by the military and this is their view for the time being.

Those challenging this line say, however, that an all-out campaign aiming to close down the DEP and abolish its parliamentary immunity, will only remove all possibilities of a PKK alternative and strengthen this underground movement.

In other words, through such a campaign, the DEP will be dismembered of its moderate activists, any moderate views will become marginal and the PKK will win its propaganda war by the demonstration that Turkey does not tolerate legal activities and there is no other way but an armed struggle for Kurdish rights. As if the state, with its own hands, will be forcing everyone into the arms of the PKK!

Currently, circumstances in the Southeast of Turkey imply that such a campaign is already underway and that the security forces are becoming instrumental in strengthening the PKK's local support through the systematic harassment of the DEP.

Just prior to the March 27 local elections, security forces have launched a major crackdown on the DEP -- not the PKK -- and have arrested hundreds of activists from this party.

More bizarre is that each and every mayoral candidate from the DEP, after announcing his candidacy, has then been detained by the police. There have also been statements from senior officials that Turkey regards a DEP victory in the elections as a major threat.

The other side of the coin is, obviously, that the PKK has been harassing parties other than the DEP for a longer time in the region and has even warned that it may "punish" candidates who do not have its approval.

There have been several attacks on party bureaus and many threats.

With the state and PKK fighting out an electoral war even a month before the elections, it is difficult to assume that a free election can be held in the Southeast of Turkey. Moreover, it is impossible to believe that the ballot will fully represent the public will.

Thus, among the issues which the DEP has debated this week is whether the party should participate in the elections or boycott them altogether. Another complicated issue which has strengthened the position of those like Dicle.

The DEP issue is as confusing as before and nothing is known about what should be expected and what could happen. There is, however, one thing clear:

Turkish tolerance has come to an end. In the near future, an increase in the tension and in the hostility toward the DEP must be expected along with further attacks on the party -- mainly as retaliation for PKK activities. Now with Menteşe and Çiller having branded Dicle as a "traitor," the country's prime and interior ministers have irresponsibly made an elected parliamentarian a target for future armed attacks. Even this has strengthened his position further for, whatever he has said and done, to be attacked or killed is not what Dicle deserves.

Turkey is passing through a very crucial period and it appears that forces within it, not outside, are now doing whatever is possible to turn developments into a crisis. Unfortunate as it is, many believe they are still doing so in "the best interests of the state."

**Special Report****Turkey and the Middle East:  
Hostages to the PKK?**

Ismet G. Imset

**Part 3: Meeting the Iraqi Kurds**

**T**he PKK's relations with the Iraqi Kurdish movement is quite old, starting all the way in southeastern Turkey in the 1970s but gaining momentum only after the organization's leader Abdullah Öcalan moved out to Syria and Lebanon.

When the organization launched its first activities in the Turkish Southeast as early as 1978, it also entered a competition with local Kurdish movements which had connections with those in neighboring Iraq. Many families had relatives on both sides of the border and this was a convenient way of expanding ties. By the time the PKK entered the scene of Kurdish activity, Iraqi Kurdish groups already had their own extensions in these territories and this resulted -- at times -- in armed conflict with the "Apo-cus" or followers of Abdullah. In the later years, as Öcalan directly contacted the Iraqi Kurds, relations developed. First there was contact with Patriotic Union of Kurdistan (PUK) leader Jalal Talabani. Then a protocol was signed with Masoud Barzani's Kurdistan Democrat Party (KDP). Camps were opened in Iraqi territory and, as the years went by, the PKK even established contact with Baghdad. Looking back at relations with Iraqi Kurds, what has to be emphasized is that although Talabani has always been more sympathetic and closer to the PKK, compared to Barzani he was perhaps the least affected directly by the conflict in Turkey. At least, up until 1994 when Turkish jets struck a major camp in Talabani's territory.

Areas used in northern Iraq by the PKK to shelter, train and carry out cross-border assaults into Turkey have -- since the ruthless 1975 campaign of Iraqi troops in that territory -- been under the control to a large extent of the KDP of Mullah Mustafa Barzani and after 1979, his son Masoud, who inherited the movement.

Thus, whenever Turkish forces attacked this territory or whenever the PKK had armed conflicts with the local Kurds, the KDP was directly affected whereas the PUK or Talabani's movement, which has control more to the south and southeast of the region, has always been a safe distance away.

The camps which the PKK occupied in northern Iraq have almost always been villages evacuated by Barzani's people and the villages hit by Turkish warplanes have always been those of the KDP, including Barzan, the hometown of Barzani.

**The beginning of relations**

In 1983, when the PKK was still an unprofessional organization without local support and depending much on the amount of foreign support it could get, it was Turkey -- not any other regional country -- which literally thrust this organization into the lap of Iraqi Kurds and which triggered a period in which the PKK would grow, professionalize in guerrilla warfare and use the territory of a neighboring country extensively for attacks which have claimed 5,000 lives in nine years. If a summary of the PKK's links with the Iraqi Kurdish movement needs to be given, it could be seen that this relationship began on the formal level only in July 1983 with PKK leader Abdullah Öcalan and KDP leader Masoud Barzani signing what was then called a protocol on "the solidarity principles of the KDP and PKK," which marked the beginning of an alliance. This protocol, bearing the signatures of Abdullah Öcalan and Masoud Barzani, was actually a document of understanding that the two organizations would cooperate in their struggle against the Turkish and Iraqi regimes.

The alliance would, with its ups and downs, last four and a half years without any serious problems, until 1987, when the KDP politburo published its first warning, reprimanding the PKK for not abiding by the principles of the protocol. However, relations between the PKK and KDP continued and only ended after two years when the KDP openly branded the former as an organization acting against Kurdish interests and heavily criticized it for killing Kurdish people, including civilians. In this period, though, the PKK became stronger and, from an organization depending on foreign support, it turned into an organization depending on its own people. Relations were established with various other organizations in northern Iraq, and Öcalan personally met with Talabani as well as other senior Kurdish leaders. In most talks related to the future of Kurdistan, PKK envoys were present and were also allowed to speak up their minds.

In other words, the establishment of relations with the KDP alone may have changed the whole history of the organization. How then did this relationship truly begin and how much was Ankara -- unaware of what damage it would cause -- involved in the process?

The best way to answer this question is to look at the overall situation in the early days of 1980:

The Kurds of Iraq, in the early 1980s, had their own problems without the help of Turkey. Saddam Hussein, who replaced Ahmad Hasan al-Bakr as president of that country in July 1979, had immediately become one of the most ruthless dictators in the region and, as of taking power, was very harsh to the opposition, including Kurdish, Turkish and Shi'i groups. During 1980, many Shi'is, Turkomans, Kurds, army officers and university lecturers were executed on suspicion that they were disloyal to the regime.

Aware that the Turkomans were also subject to Saddam's tyranny, even Ankara recalled its Baghdad ambassador on July 31, 1980 in protest of the killings, but common interests overcame the diplomatic crisis and relations returned to normal in a matter of weeks.

That year, the KDP was already under the control of Masoud Barzani, and the PUK was led by Jalal Talabani, who had, in 1964, severed his relations with Mullah Mustafa Barzani to form this left-wing unity. Aside from small groups of Turkish-Kurdish movements, ordinary criminals and local Kurds with kin in Iraq, there was no major presence of subversive armed groups in Iraqi territory.

Though the PKK had decided in July 1981 to establish relations with the Iraqi Kurds, aside from dozens of PKK units scattered in various areas along the Turkish border in northern Iraq, there was no major agreement between this organization and the Iraqi Kurds in the next two years either.

In fact, there was no major cooperation between the PKK and the Iraqi Kurds until 1983. Not until Turkey, at the end of May 1983, carried out a pre-emptive "limited operation" into northern Iraq with Baghdad's consent in pursuit of "bandits," which mainly meant left-wing terrorists and Kurdish separatists -- including the PKK who were known to be preparing to return to their country of origin to carry out new activities. What prompted the operation was the murder of three Turkish soldiers on May 10 in Uludere, Hakkari, by the PKK. This attack, like a few before, had shown Ankara that the PKK had started to use Iraqi territory with impunity and that Baghdad was unable to assert its control in the area, despite the resettlement of many villages from southern Iraq

in the north.

The results of this brief operation, launched perhaps with good intention but poor long-term planning (as many other cross-border operations in the 1980-90 era), are best summarized in Bolukbasi's own survey quoted from AFP and BBC reports of 1983:

"The Turkish forces consisting of two-elite brigades (ca. 7,000 troops) penetrated the Iraqi territory between Zakho and Amadiyya by three miles.

Since Baghdad knew of the operation, it also launched a similar attack simultaneously against the KDP camps from the south.

"...Since Ankara's incursion coincided with the Iraqi move from the south, and since it caused some damage to the camps of the KDP either because the PKK camps were indistinguishable from those of the KDP or because the KDP camps also housed some PKK militants, it gave the impression that Ankara was allied with Baghdad in Iraqi attempts to crush the KDP and the PUK. The KDP angrily denounced the Turkish action by saying that the aim of the Turkish forces was to 'hit the KDP bases in Badinan in Iraqi Kurdistan,' and that it was a 'plot' against the Kurdish liberation movement."

A KDP statement added: "Iraq is borrowing Turkish forces for three reasons: Its inability to militarily destroy the resistance, the weakness of its forces and the war in Iran." Whatever its reasons, the Turkish incursion only sparked off anger among the Iraqi Kurds at a time Barzani himself was considering to establish some kind of an alliance with the Turkish Kurds, even if not the PKK.

Initially, the PKK had already approached the Iranian KDP, led by Abdurrahman Kassemlu, in the first half of 1983. However, when Kassemlu appeared not to be willing to have this kind of a cooperation, the PKK then turned its attention to the Iraqi KDP.

### *Alliance with the KDP*

Detailed information on this period was provided by defectors from the organization in the early 1980s as well as by Turkish terror experts working



Masoud Barzani



Jalal Talabani

on the issue. Accordingly, newly recovering from their own defeat in the war against Iraqi troops and in need of new allies in the region, KDP leaders at that time had sent out calls for "unity" to various groups such as the Turkish-Kurdish KUK and the "Özgürlük Yolu," but these organizations had failed to reply.

The KDP's conviction following the May operation that Ankara was now part of the Iraqi war on that country's Kurds after the May operation turned Barzani's attention towards the PKK. Immediately after the operation, the KDP made a similar appeal to Öcalan. The PKK leader, who himself had already been looking for possible alliances which would increase his outside support, immediately accepted the invitation to hold a meeting with Masoud Barzani.

Both sides, ending up at the same table, were more than willing to sign the so-called "Principles of Solidarity" or rather a unified commitment against "every kind of imperialism and the struggle against the plans and plots of imperialism in the region." The protocol, signed in July that year, also expressed determination on behalf of the two organizations to boost "cooperation with other revolutionary forces in the region and to effort for the creation of new alliances."

While these issues made up the first five articles of the 11-article protocol, the sixth article stressed that the struggle "should depend on the force of the Kurdish people." Article 10 reportedly ruled that the organizations would not side with actions which could damage the unity of the parties and that they should respect the organizational and political independence of each other. In other words, they would not interfere in each others affairs but each would make sure that their actions did not endanger the other.

Article 11 of the protocol was what the KDP leadership would take up nearly five years later and use against the PKK. According to this, in case of mistakes that were to be committed in the practicing of the previous articles, those responsible for any of the parties involved had to warn the other side, and if this warning was not taken seriously, the organizations would as of then act independently..

This alliance, somewhat provoked by Turkey's cross-border operation, functioned smoothly throughout the 1983-1985 period, as Barzani, along with other Kurdish group leaders, provided vast support for the PKK in northern Iraq. In October 1984, the two sides even came together publicly in Damascus, Syria, where they reassessed their support of the protocol and issued also an Arabic communique signed on behalf of the two parties.

### ***Relations from 1984 to 1987***

The pressure of the Turkish government in 1985, however, forced the KDP leadership to restrict its

contacts with the PKK that year.

The threat of Turkish air raids on party camps in Iraqi territory, as well as Öcalan's tactics in the fields which breached Barzani's understanding of the "Kurdish struggle," finally severed relations altogether in the year 1987. Turkish officials believe, though, that through its connections with the KDP, Öcalan also managed to set up better relations with Iran in that period. These relations, under an agreement with the KDP, allowed the PKK to set up camps in Iranian territory especially in the region of Urumiye in 1986.

In 1984, the PKK established its largest camp, the Lolan camp or the so-called Central Base in the northeast corner of Iraq, bordering Turkey and Iran. This patch of land included the KDP's and the Iraqi Communist Party's (ICP) headquarters as well as the PKK's printing press. That year, the PKK also launched its first major attack in Turkey which immediately thrust Ankara into a reactive position.

Baghdad, aware that it could benefit greatly from this, signed a so-called Security Protocol with Ankara on Oct. 15, 1984, allowing forces from either country to pursue "subversive groups in the territory of the other" up to a distance of 5 kilometers. Coming a year after the Turkish assault which had made the Iraqi Kurds suffer dearly, the protocol served only to anger the Iraqi Kurds even further.

But, under constant Turkish pressure and the threat of air raids, the KDP in 1985 asked PKK militants to abandon KDP camps in the region. Though it still continued cooperation with the Turkish Kurds, the KDP leadership preferred to distance them from their own peshmergas, aware that this could decrease the damages caused by Turkish air raids.

At that time, this was regarded as a major victory for Turkey and sparked off some occasional fighting between the PKK and KDP. Unbeknownst to officials in Ankara -- who still lacked a longer term understanding of the problem -- though, it was also a development which would allow the PKK to set up its own camps in Iraq, to liberate itself from what remained in form of KDP control and to strengthen its own organizational structure. For the second time in a matter of 1.5 years, Ankara's "cross-border" victories had backfired in the long-term and had notably served the separatists' interests. In the years to come, up until the beginning of 1992, Turkish operations into northern Iraq would continue, but serve only to alienate the Iraqi Kurds even further and insure that even at lower levels, Kurdish cooperation with the PKK continued.

On Aug. 15, 1986, Turkey launched a massive air operation on alleged PKK targets in northern Iraq, bombing what Ankara said were the Kishan, Hayat and Haftanin separatist camps. The attack was in response to another PKK ambush on Aug. 12, 1986, in which 12 gendarmes were killed near Uludere.

Though branded a success by Turkish officials, among the 200 dead were Iraqi Kurdish civilians as well as KDP members. A day later, Baghdad would

bomb the KDP base of Zire, further provoking Kurdish anger at Turkey.

In this period, faced with the death of many Iraqi Kurds in subsequent Turkish operations and aware that together with Baghdad's own repression, Turkish cross-border incursions and air raids were threatening the whole of the Kurdish population, Talabani of the PUK established his own relations with the PKK. Since his territory or people were never directly attacked by Turkey, he had no personal feud with Ankara. In the late 1970s, he had even used Turkish territory -- with local Kurdish cooperation -- to stage attacks on Barzani's forces. In 1984, the PUK's negotiations with Iraq had broken down and by the year 1986, it had become member of a common front with the KDP. In other words, it then had more say on developments in the KDP-controlled territories as well. Ankara's air strikes on northern Iraq continued in 1987 and the years to come. Those in March 1987, however, caused even more damage to the KDP with 30 air force jets bombing a number of targets in KDP territory. Though Ankara said again that the operation was launched against the PKK in retaliation for new guerrilla attacks in Turkey, it came parallel to Iran's own offensive on northern Iraq and raised questions as to whether it had anything to do with Turkey's alleged plans to occupy the Iraqi oil fields. But, with the air raids and constant pressure on the Kurds, with the KDP and PUK reviving their own cooperation with Iran, and with the PKK carrying out its own massacre campaign in the Southeast of Turkey directed at civilian Kurds, Ankara managed to force the alliance between leaders of the KDP (the PUK, which was a late comer) and PKK to collapse in full that year. In 1987, the KDP adopted a very harsh anti-PKK public stance, denouncing it wherever it could.

In May that year, the Iraqi Kurdish party issued a seven-article communique as the first formal warning to the PKK, as required under the "Principles of Solidarity," before totally severing relations.

**This communique read as follows:**

"1. According to the principles stated in the protocol, our party has not been informed of the developments in the region, on strategic, political and other issues.

"2. Committees of our party have not been informed of the tactics and mutual practices that are connected with practical action.

"3. The political line of our party has not been supported and it has not been assisted, as promised, in its activities abroad.

"4. A chain of problems has been created and, specifically with the incidents in the liberated zones, problems have been created for the forces at the border, their sympathizers, armed forces, the forces of the CUD (National Democratic Front) and other Iraqi forces.

"5. The decisions of the highest level of the CUD

have been dismissed and none of them have been realized.

"6. From the past until now, it is clear that they (the PKK) have adopted an aggressive attitude toward the leadership of our party, toward its policies and the friends of our party.

"7. Both their terrorist operations within the country and their actions to liquidate human beings, the mentality behind such action is against humanity and democracy and is not in line with the national liberation struggle of Kurdistan. In every field and at every level, we call upon the party organizations and the institutions of the revolution to apply the decisions which have been taken.

"The Political Bureau of the Iraq Kurdistan Democrat Party."

In a statement he made on Aug. 27, 1987, Dr. Said Ahmad Barzani, a senior KDP official, disclosed that his party had completely severed its relations with the PKK and continued: "The PKK's operations are causing problems in our relations with Turkey. (Since) we can be active only in areas close to the Turkish border. Those who claim to be PKK members ... are our enemies."

Though these and a formal statement issued by the KDP at that time would formally mark the end of relations between the PKK and KDP, it is known that informal relations between the two organizations still continued up to the first half of 1992 at the grass-root level. Öcalan, personally, was not taken by surprise at the failing relationship with the KDP and was quick in branding Barzani and his followers "traitors of the Kurdish movement, enemies of the Kurdish people."

He was, however, careful to maintain his personal contacts with Jalal Talabani. In 1987, new Turkish air raids on northern Iraq which hit PKK camps -- but also caused a lot of damage to the local people -- were the final straw for the PUK, which, that year, even went to the extent of kidnapping Turkish engineers to force Ankara to reconsider its operations into northern Iraq.

That year, the PUK demanded the release of hundreds of PKK militants in Turkish prisons and even threatened Ankara with "reconsidering our policy to Turkey" when Prime Minister Turgut Özal visited Baghdad.

Possibly in retaliation for the Turkish raids and the rapprochement between Ankara and Baghdad, the PUK in April 1988 filled the vacuum left behind by the KDP and signed its own alliance with the PKK. It must be noted here that since 1981, the PUK was receiving Syrian aid to continue its own struggle against Saddam Hussein and the PKK's relations with Damascus were very strong despite a 1987 security protocol signed with Turkey. That year, when Turkey and Iraq continued to cooperate "against separatist terrorism," Baghdad went one step further and following the July 18, 1988 cease-fire with Tehran, launched a massive operation on its own separatist terrorists...

*(To be continued)*

Turkish Probe February 24, 1994

17

## Human Rights Diary

Turkey's Appeal Court on Feb. 17 confirmed a one-year jail sentence for a magazine editor convicted of publishing separatist propaganda, a colleague said. The court upheld the State Security Court sentence on Adnan Akfırat, news editor of the now defunct 2000'e Dogru magazine, for publishing a report on a Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist camp in southeast Turkey. Publishers of the leftist magazine, which was last year converted into the daily newspaper, *Aydınlık*. *Aydınlık's* responsible Editor Hale Soysu in a written statement said the court found the article, published in May 1991, to be propaganda for a "terror organization."

(Turkish Daily News, Feb. 18)

The Ankara Prosecutors office has launched an investigation against the executives of the Turkish Union of Doctors (TTB) and the doctors unions in 43 provinces for preparing a report "on the psychological state of Prime Minister Tansu Çiller." The doctors launched a campaign against the health policies of the Çiller government on Oct. 18, 1993 and on Jan. 7 visited State Minister Bekir Sami Daçe as part of their campaign and presented him a petition about their demands. They also gave him a doctor's robe and a psychological report about the prime minister. The police were asked to question all the doctors who signed the report. The prosecutor also launched a case against the doctors for staging an unauthorized demonstration. In the report the doctors said Çiller fails to "comprehend" realities and cannot assess situations properly. The report also said Çiller should be given a rest after the March 27 local elections.

(Cumhuriyet, Feb. 18)

Education Minister Nevzat Ayaz issued a stern warning to teachers not to beat up their students. Ayaz said in recent weeks there have been a growing number of complaints from parents that their children are being mistreated by their teachers. He said spanking or mistreating students cannot be used as a form of training. Ayaz said he had already issued a memorandum banning the mistreatment of students. He said despite this there were still complaints, and that inspectors from the Ministry of Education are probing such cases. He said beating up students is unacceptable and those who do this will be punished.

(Cumhuriyet, Feb. 20)

Mahmut Alınak, independent deputy from the Southeastern province of Şırnak, protested the parliamentary commission's proposed decision to lift his legislative immunity by presenting to Parliament and party leaders a petition written in English. Because Alınak was being charged with having committed an offense by speaking Kurdish during his election campaign, the Şırnak deputy decided to protest this action by using another language, English, in official government business. In his petition, which he had



Mahmut Alınak

translated from Turkish to English, Alınak urged the Parliament speaker and party leaders to give priority to debating the commission's proposed decision to remove his immunity. In a press conference, Alınak said that his only offense

was to speak Kurdish during his election campaign. He said that the state security court's decision to pursue his case contradicted statements made by state officials who stressed that anyone was free to express themselves using the Kurdish language. He said that speaking English, German or French or even conducting official government business with petitions written in those languages was not considered an offense. Alınak noted that since he did not speak English, he had paid TL 250,000 to an agency for the translation of his petition.

(Turkish Daily News, Feb. 22)

Kurdish terrorists kill six people from the same family and wound three others in southeastern Turkey. The villagers were killed when a group of PKK terrorists attacked Bilge village in Mardin province with machine guns and grenades. The terrorists escaped after the attack.

(Turkish Daily News, Feb. 2)

## TURQUIE

LE COURRIER

VENDREDI 25 FÉVRIER 1994

# La liberté d'expression et de la presse se paie en morts

**Le Centre Europe-tiers-monde et Reporters sans frontières dénoncent la répression contre la presse en Turquie.**

Outre ses activités d'édition de livres et brochures, le Centre Europe-tiers-monde (CETIM) est une organisation non gouvernementale (ONG) reconnue par l'ONU. A ce titre, il intervient régulièrement devant la Commission des droits de l'homme. Mardi dernier, M. Malik Ozden, représentant du CETIM à la 50<sup>e</sup> session de la commission, a surtout attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme en Turquie, en rapport avec la question kurde.

## LA PRESSE MUSELÉE

Sous le titre «La liberté d'opinion et d'expression coûte cher en Turquie», M. Ozden a brossé un tableau percutant de la situation de la presse. Il a ainsi relevé qu'entre 1992 et 1993, 260 titres de journaux et périodiques auraient été saisis, de même que 33 livres. Toutes peines confondues, les auteurs et éditeurs de ces publications se seraient vu condamner à 231 ans de prison. De son côté, la «Lettre» de février de Reporters sans frontières (RSF) signale qu'en 1993, quelque 150 journalistes et écrivains ont subi un passage en prison. Aujourd'hui, ils seraient 57 rédacteurs à y croupir encore.

Le quotidien prokurde «Özgür Gündem» a été incontestablement le plus touché par la répression si l'on en croit la communication du CETIM. En 18 mois, 16 (18 selon RSF) de ses collaborateurs, dont six journalistes et des distributeurs, auraient été tués. Entre les 9 et 11 décembre 1993, environ 200 de ses employés auraient été arrêtés et ses bureaux au Kurdistan

saccagés. Par décision d'un des cinq Tribunaux de sûreté de l'Etat, le journal aurait été totalement fermé durant 4 mois l'année dernière et frappé d'une amende de plus d'un million de dollars. D'autre part, aucun numéro du quotidien n'a pu être lu en janvier 1994 en raison de la saisie de tous les exemplaires parus. D'ailleurs, RSF ajoute que, depuis juin 1992, seules dix éditions d'«Özgür Gündem» n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires.

## NÉGATION DES DROITS

La «Lettre» révèle que deux avocats à plein-temps défendent les intérêts du journal, mais qu'il en faudrait quatre. En effet, 190 procès sont actuellement en cours contre le quotidien qui pourraient totaliser des peines de 3,6 millions de francs français et 500 ans de prison.

Mais la situation de la presse en Turquie n'est qu'une partie des violations des droits de l'homme que le CETIM a dénoncées. «3758 personnes ont été tuées en 1993 et 1490 blessées lors de combats entre l'armée turque et la guérilla kurde. 25 autres sont mortes sous la torture, 32 ont disparu durant leur garde à vue et 510 exécutions sommaires ont eu lieu» a déclaré M. Ozden. Et d'ajouter que le ministre de la Justice de Turquie lui-même avoue un nombre de 6426 prisonniers politiques actuellement en détention.

Les conditions «inhumaines» de détention et la pratique «systématique» de la torture sont également dénoncées par le document du CETIM.

Durant l'année dernière, plus de 40 grèves de la faim se sont déroulées dans 23 prisons pour protester contre les passages à tabac, les refus de soins, les confiscations de biens, la rétention du courrier, les chantages et menaces à l'encontre des détenus.

## UN EUROPÉEN TORTURÉ

Cette situation est corroborée par une interview parue dans la même «Lettre» de RSF émanant d'un journaliste allemand, M. Stefan Waldberg, qui a passé 14 mois dans les geôles turques, sur les 45 qu'il aurait dû purger. Ce dernier était en reportage dans un camp du Kurdistan irakien qui avait été attaqué par l'aviation turque avec des bombes portant la «signature» d'une entreprise allemande de Neuburg. Accusé d'être un intermédiaire du PKK, il a été arrêté le 23 octobre 1992, porteur d'interviews et d'un fragment de bombe. Le 25, il subissait déjà un simulacre d'exécution par fusillade.

Il témoigne des tortures physiques et psychologiques qu'il a endurées. «Pendant toute une nuit, j'ai entendu les cris horribles de personnes torturées. J'ai vomi plusieurs fois. Le lendemain, on m'a emmené dans une salle où il y avait de l'acide cyanhydrique sur le sol, des roues de voitures, des installations en bois au mur pour accrocher les prisonniers, des câbles électriques pour les électrochocs. Derrière une porte, il y avait une vingtaine de personnes amaigries et tremblantes, accroupies et agglutinées les unes contre les autres, les yeux bandés. Un des gardiens m'a dit qu'ils allaient tous passer à la torture le jour même. Il m'a menacé de me faire subir la même chose si je ne disais pas la vérité.»

MICHEL SCHWERI

# Le PKK chercherait l'alliance russe

**Ankara craint que Moscou ne tende la main aux indépendantistes kurdes.**

La Turquie a demandé hier des explications à la Russie après la publication par un quotidien turc d'un article sur l'organisation d'une conférence kurde à Moscou par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'ambassadeur de Russie à Anka-

ra a été convoqué au Ministère des affaires étrangères où il a été reçu par le numéro deux de la diplomatie turque.

Selon un porte-parole du ministère, l'ambassadeur russe a affirmé que Moscou «soutient totalement» l'intégrité territoriale

de la Turquie, qu'elle n'a aucune relation» avec le PKK et qu'elle en condamne les activités.

La conférence en question devait commencer hier à Moscou, selon le quotidien turc en langue anglaise *Turkish Daily News* (TDN). Elle aurait été organisée par le Comité du Kurdistan-Moscou - dépendant du PKK - et «considérée comme un premier pas» pour renforcer «les relations et la compréhension» entre les autorités russes et le PKK. Toujours selon le TDN, la tenue de cette conférence avait été annoncée vendredi par le quotidien

**LE NOUVEAU QUOTIDIEN**  
23 FÉVRIER 1994

russe *Nézavisimaya Gazeta*. Ce dernier avançait que Moscou pourrait «établir des relations avec le PKK» en réponse à la politique d'Ankara qui «joue la carte de la Tchétchénie», une petite république musulmane sécessionniste de Russie.

AFP

# Pour sortir les Kurdes d'Irak de leur désespoir, Gilberte Favre Zaza lance un appel à la solidarité

Oublié, le peuple kurde que Saddam Hussein a tenté d'exterminer panse ses plaies et survit misérablement.

« Comme Nourredine Zaza, je crois que, même si un combat est perdu d'avance, ce n'est pas une raison pour ne pas lutter. Le combat est inhérent à la condition humaine. Voilà la leçon que mon mari m'aura apprise. »

Il y a cinq ans et demi, la journaliste Gilberte Favre Zaza perdait son mari Nourredine Zaza, écrivain et leader politique kurde né dans les montagnes du Kurdistan turc, qui demanda l'asile politique en Suisse en 1970, enseigna à l'Université de Lausanne et obtint la nationalité suisse en 1988.

Gilberte Favre Zaza se rendit pour la première fois en octobre 1991 au Kurdistan irakien et découvrit la terrible réalité du peuple kurde, dont son mari, lui-même persécuté par le régime turc, lui avait si souvent parlé. « J'ai été confrontée à des cas de détresse extrême, des conditions de vie inhumaines pour un peuple que Saddam Hussein a voulu rayer de la carte, rasant 4500 villes et villages, massacrant des populations entières, allant jusqu'à lancer contre les Kurdes des attaques chimiques dès l'été 1987 pour mieux les exterminer.

» Assouffis, affamés, massacrés, les

Kurdes ont été forcés à l'exil, filant en Iran et en Turquie. Ceux qui sont restés et se trouvent désormais dans une zone libérée dans la région de Barzan, dans le nord du Kurdistan irakien, après le soulèvement qui suivit la guerre du Golfe, manquent de tout, de toit, de vivres, de terres en état d'être cultivées, de semences, de bétail. Ils sont cernés par les mines, et chaque jour des gens sautent. Sans être la passionaria de la cause kurde, je me suis sentie des responsabilités morales face à ces gens que j'ai rencontrés lors de ce premier voyage, puis du second en 1992, et j'ai commencé à solliciter mon entourage pour aider une vingtaine de familles par des parrainages à Rezan, petit village près de Barzan. Si modestes soient-ils, ils peuvent les aider à sortir du désespoir. Précisons que 50 francs suisses permettent à une famille de vivre pendant un mois. De fil en aiguille, j'ai commencé à lancer des appels au-delà de mon cercle d'amis, car je voudrais reconstruire deux villages de vingt maisons chacun dans cette région. Une maison revient à 1500 francs suisses. De son côté, dans la même région, Caritas pare au plus pressé. L'aide des bonnes volontés d'ici n'est pas de trop, tout est à reconstruire, il ne suffit plus pour ces gens de survivre mais d'arriver à avoir une vie décente. »

Lors de ses reportages, Gilberte Favre Zaza en a vu d'autres, au Vietnam, au Liban entre autres, et jamais elle ne s'est habituée à la misère et à la détresse humaines. Mais, comme elle ne peut porter toute la misère du monde sur ses épaules, elle a choisi de venir en aide aux Kurdes, dont le drame lui est particulièrement proche. « J'essaie tout simplement d'être humaine. Si, personnellement, je ne vis pas repliée sur le passé mais vais de l'avant, je reste fidèle à une cause et à un peuple auxquels mon mari m'avait sensibilisée. Je ne veux pas oublier ces gens que j'ai rencontrés, et que je compte bien aller revoir cette année. »

Ce que demande Gilberte Favre Zaza, c'est une aide substantielle de 25 francs par mois, soit le prix de dix cafés en Suisse, qui parviendra vraiment et sans intermédiaire

aux Kurdes dont elle n'oublie pas la détresse, quand bien même, chaque jour, de nouveaux drames surgissent partout dans le monde, détournant l'attention sur d'autres causes, d'autres scandales humains.

Avec elle, nous misons sur la solidarité des lectrices et des lecteurs et espérons que ce programme qu'elle a baptisé Hevi, ce qui veut dire espoir, puisse tenir ses promesses grâce à vous.

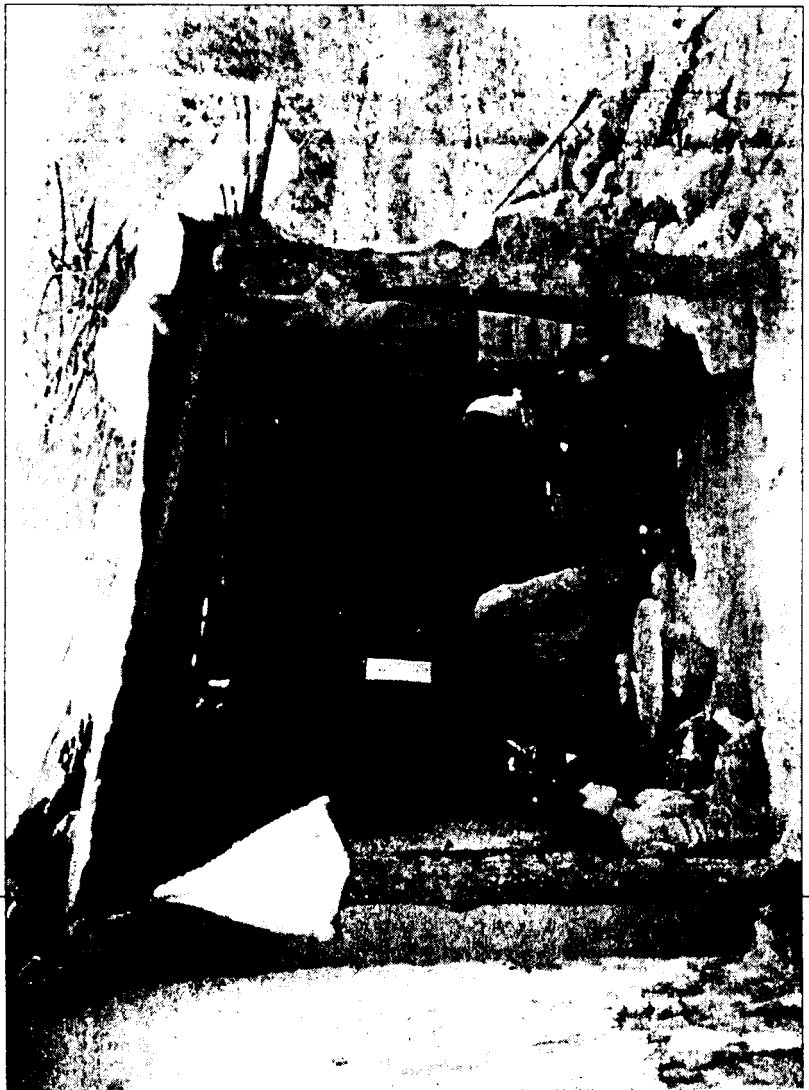
Nicole Métrol □

Hevi, P.a. Gilberte Favre Zaza, chemin de Rietz 5, 1030 Bussigny-près-Lausanne, CCP 10-93060-7.



Gilberte Favre Zaza a lancé l'action Hevi (l'espoir) pour venir en aide aux Kurdes d'Irak persécutés par Saddam Hussein, qu'elle a rencontrés par deux fois et qu'elle a trouvés dans une détresse extrême à laquelle elle ne peut rester indifférente.

Blaize Kornmann-3



L'un des abris de fortune d'une famille kurde rencontrée dans les montagnes de la région «libérée» de Barzan, après la guerre du Golfe. G. Favre

24 HEURES  
25 février 1994



## TURQUIE

## La multiplication des attentats alourdit le climat politique

Alors que s'ouvre la campagne pour les élections municipales du 27 mars, la multiplication des attentats dans les grandes villes pèse sur le climat politique de la Turquie.

## ISTANBUL

de notre correspondante

A grand renfort de fanions, les partis politiques ont entamé leur campagne à l'approche des élections municipales qui auront lieu dans toute la Turquie. Mais en marge de la campagne officielle, plusieurs organisations illégales ont choisi la violence pour se faire entendre, semant la confusion dans le pays. Des explosions ont lieu presque quotidiennement dans les grandes villes. Deux de ces attentats à la bombe ont marqué l'opinion publique par leur bilan meurtrier.

Le 12 février, l'explosion d'une bombe placée à la gare de Tuzla, dans la banlieue d'Istanbul, causait la mort de cinq soldats. Cet attentat a été revendiqué par les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui, selon le quotidien pro-kurde *Ozgür Gündem*, est l'auteur d'au moins vingt-quatre attaques à Istanbul depuis le début de l'année. Peu après l'attaque, Hatip Dicle, le dirigeant radical du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde) souvent jugé trop proche du PKK, alimentait la tension en jugeant « normal » l'attentat de Tuzla, compte tenu du conflit qui se poursuit dans le Sud-Est. Plusieurs candidats du DEP ont été arrêtés récemment et une commission parlementaire a recommandé la levée de l'immunité de trois de ses députés, ainsi que d'un député islamiste. Une semaine plus tard, une

bombe de forte puissance détruisait le quartier général du DEP, tuant une personne et blessant une vingtaine d'autres. Perçue comme une riposte sanglante à l'attaque de Tuzla, l'explosion a été revendiquée par le Jihad islamique.

### Rumeurs de coup d'Etat

Ces attentats vont cependant bien au-delà du conflit meurtrier qui oppose les séparatistes kurdes et les forces gouvernementales depuis dix ans. Pour les Turcs, qui ont vécu trois coups d'Etat depuis le début des années 60, le climat de violence, combiné avec le désarroi d'un gouvernement en pleine crise économique et politique, donne une impression de « déjà vu ». Les rumeurs sur une possible intervention de l'armée

sont d'ailleurs alimentées aux plus hauts échelons de la classe politique. « Il est clair que quelqu'un se prépare à interrompre à nouveau la démocratie en Turquie, » a déclaré mardi le vice-premier ministre, Murat Karayalçın. Le quotidien *Turkish Daily News*, de son côté, faisait part des inquiétudes du président de la République, Süleyman Demirel, renversé à deux reprises par les militaires. « Si le pays perd son calme démocratique, les gens chercheront le calme par le biais du poing », aurait déclaré le chef de l'Etat lors d'une réunion lundi.

L'évolution et l'ouverture de la société turque, au cours des dernières années, rendraient difficile une véritable intervention militaire même si, dans les faits, le Sud-Est anatolien est déjà largement tenu d'une main de fer par les forces armées. Mais ces rumeurs de coup d'Etat, qui ont causé de vives réactions dans la presse, soulignent, une fois de plus, la nécessité pour la Turquie de mettre fin démocratiquement au climat de flottement politique, qui ne bénéficie qu'aux extrémistes de tous bords

NICOLE POPE

February 24, 1994

## turkish daily news

# Turkey confronts Armenia on PKK

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has confronted Yerevan with reports and semiofficial allegations that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has ties with the Armenian government and that it was moving its bases there, a Foreign Ministry spokesman said on Wednesday.

"We have raised the issue with Armenian Deputy Foreign Minister Libaridyan, and told them that if the existence of an established relationship between Yerevan and the PKK was determined, it would be impossible to normalize bilateral ties now or in the future," Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said.

Turkey had previously maintained that ties between Turkey and Armenia could be normalized "when Armenia withdrew from Azeri territory." Ataman's remarks indicated the existence of a second precondition in view of recent allegations of a PKK-Yerevan link.

Ankara has recognized Armenia along with the other republics of the former Soviet Union, but has not yet established diplomatic ties with Yerevan.

Ataman said Libaridyan "firmly denied" that his country had established ties with "the terrorist organization whose acts of violence Yerevan had condemned."

"But no one should have any doubt that we are closely watching these developments," Ataman added.

Press reports have indicated that Abdullah Öcalan, the PKK leader, has moved to Armenia in hope of establishing PKK bases there.

Other reports, based on reliable Kurdish sources, have said that the Armenian government was supplying the PKK with arms and "urging the organization to fight on." Reports also indicated that the Armenian leadership had "direct contacts" with Öcalan.

However, these reports have been denied by Alexander Arzoumanian, the Armenian representative to the United Nations.

"Any press report that says Öcalan is in Armenia and has contact with Yerevan is false," he said.

Arzoumanian told the Anatolia news agency that "there were no PKK bases in Armenia."

He added that if Turkey had any doubts, it was welcome to send a delegation to verify its claims.

### Withdrawal from Azerbaijan

In the meantime, Ataman noted that Turkey had made it clear that Armenia should withdraw from all the territory it had occupied in Azerbaijan.

In a related development, the Armenian U.N. envoy, on Tuesday, denied his country was involved in fighting over Azerbaijan's largely Armenian-inhabited enclave of Nagorno-Karabakh and said that documents circulated by the Azeri U.N. mission proved nothing.

"There is no such thing as Armenian aggression. Armenia is not involved in this conflict ... The recently distributed documents don't prove anything about Armenia's involvement," Ambassador Alexander Arzoumanian told a news conference.

He was referring to personal documents, maps and military plans, circulated recently by Azeri U.N. envoy Yashar Aliyev, who said they were taken Jan. 22 from soldiers of the 555th Independent Motor Rifle Regiment of the Armenian Republic which had invaded the Kelbajar district of Azerbaijan.

Arzoumanian said, "There are no Armenian troops in Azerbaijan. Of course, there could be citizens of Armenia who are fighting on a voluntary basis."

He said he had documents proving the presence of

Afghani fighters on the Azeri side, but this did not mean Afghanistan was directly involved.

"There are Russian citizens fighting on both sides. There are even American citizens fighting in Nagorno-Karabakh, which does not mean that all these countries are directly involved." Arzoumanian, who also referred to reports of Turkish advisers assisting Azeri forces, charged that Azerbaijan had recently escalated the conflict over Nagorno-Karabakh.

## *DYP postpones decision on DEP immunity till after elections*

*TDN Parliamentary Bureau*

ANKARA- The statement made by Prime Minister Tansu Çiller, to the effect that the parliamentary immunity of deputies belonging to the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) should be lifted, is thought by analysts to be aimed at gaining votes by responding to the wishes of her True Path Party's (DYP) grassroots. But a sounding out of the DYP leadership, which is the senior coalition partner, indicates that the upper echelons of the party are not supportive of a lifting of the immunity of DEP deputies before the March 27 local elections.

Pointing out that Parliament will recess next week until the local elections, a leading DYP member said that the prime minister's statement was aimed at responding to reactions among the public and to the chief of staff's statement on Tuesday. Press reports on Tuesday indicated that Chief of Staff Gen. Doğan Güreş had expressed deep dissatisfaction during Monday's meeting of the National Security Council about recent public statements of DEP leader Hatip Dicle.

These reports indicated that Güreş had also expressed dissatisfaction at "the fact that the PKK was in Parliament." This was

taken generally as a reference to the DEP. It was noteworthy, after these reports, that Çiller told the DYP parliamentary group on Tuesday that "they would not allow the PKK to rest under the roof of the Parliament" and said that the immunity of the DEP deputies would be lifted.

The junior coalition partner, the Social Democrat People's Party (SHP) on the other hand, has signaled its opposition to lifting the DEP's immunity. The party's leader, Murat Karayalçın, who is also deputy prime minister, has said that they opposed the lifting of this immunity on principle and for political reasons.

The main opposition Motherland Party (ANAP), for its part, is against raising of the immunity issue before the local elections.

Eyüp Aşık, deputy chairman of ANAP's parliamentary group, has claimed that Çiller is only engaged in a "show" in an attempt to respond to public reactions in order to gain votes.

Aşık told the Turkish Daily News on Wednesday that the DEP, for its part, was trying to create excuses not to run in the elections and that this should not be prompted.

## *after elections*

"This is what the prime minister does not seem to understand," Aşık said.

Adding that the polls, in the 10 provinces where extraordinary rule was in force, indicated that the DEP was in third position after ANAP and the Welfare Party (RP),

Aşık claimed that the DEP was trying to avoid a situation which would openly demonstrate that it did not have wide support among the people. Repeating that the whole immunity question should be left until after the elections, Aşık said, "These elections must be held and the real support for DEP must be allowed to come out."

The reports of the Joint Parliamentary Constitutional and Justice Commission on the DEP are currently the 155th item on the agenda of the General Assembly.

In order for these reports to be given a higher priority, the Advisory Council of the Parliament has to make a decision. DYP members, however, have indicated that they will not be taking the matter to the Council.

## **Germany says there is no massacre in Turkey**

*Turkish Daily News*

ANKARA- A German government statement said no massacre of the Kurdish people was taking place in Turkey, Anatolia reported on Wednesday.

In the written response to a question from the Democratic Socialist Party (DSP), the government stressed that half of the 12 million Kurds in Turkey were living in the western part of the country and were not affected by the problems in the Southeast.

Regarding the governmental ban on the PKK

(outlawed Kurdistan Workers' Party) in Germany, the statement stressed it was not branches of a cultural association that had been closed down but bases for PKK terrorism.

Moreover, the response pointed out that in relation to the difference in views between Germany and Turkey about the cultural rights of the Kurds living in Turkey, the problem should be solved by democratic means and through dialogue between those involved.

# Öcalan says US and Europe party to 'Southeast war'

*Al Hayat: Russian Foreign Ministry emphasizes 'political solution'; Kurdish expert encourages better relations between the PKK and Iraqi Kurds; Ambassador Chernishev's explanation not satisfactory, says Demirel*

*Turkish Daily News*

ANKARA- In a letter he sent to a three-day Kurdish conference held in Moscow, outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan placed the United States and European countries among his organization's targets, saying they were a party to "the war" in Southeast Turkey.

The conference, sponsored by two PKK front organizations in Russia, continued on Wednesday as Ankara awaited Moscow's explanation for this controversial gathering.

The Arabic-language Al Hayat, quoting a Russian Foreign Ministry official on Thursday, said Moscow's attitude with regard to Turkey had not changed but that the Russians were calling for "a political solution" to the problems of this country.

Al Hayat said the first official response to Ankara had come from a ministry official in charge of Turkish affairs but did not name him.

The official was quoted as saying that "allowing this conference to be organized by some pro-PKK groups in Moscow does not reflect any change in Russia's position. This country denounces terror and supports the integrity of Turkey." He added that Moscow's position was based on preserving the integrity both of Iraq and Turkey. But, he said, "Russia calls for dealing with the problems politically and on the basis of respect for human rights."

He also said that the participation of Vladimir Shimshirov, Deputy Minister of Nationality Affairs, was due to "the minister's interest in listening to the views of experts and academics on how to solve national issues."

In his letter to the conference, which was read in the form of an opening speech, Öcalan was quoted saying that "Turkey is playing the role of a policeman in the region, with American and Western support, attempting to commit genocide against the Kurds."

"This is why we consider these western countries as having indirectly participated in the war, which is now impossible to stop," he added.

During Wednesday's meeting, Professor Michael Lazarof, a leading Russian expert on Kurdish affairs, delivered a paper in which he emphasized the need to maintain relations between the PKK and Iraqi Kurds.

The Russian academic called on all Turkish parties to "get rid of the old cliches and stop attacking things like imperialism and colonialism."

He called on the PKK to avoid attempts to distance them from the "Irbil authorities" in northern Iraq.

One of the interesting points of his speech was that he claimed the United States did not support Ankara's current policy towards Turkish Kurds.

On Wednesday, as Ankara waited for further news from Moscow, President Süleyman Demirel told journalists that Russian Ambassador Albert Chernishev's explanation at the Foreign Ministry on Tuesday was not satisfactory. "We are expecting a more detailed explanation from Moscow," he said. He also stressed that terrorism was a problem which greatly disturbed Turkey and recalled that, until today, Russia was very aware of the fact.

"Our people are very sensitive on this issue. An additional explanation is necessary to prevent them from getting the impression that Russia is supporting terrorism," he said.

turkish daily news

Thursday, February 24, 1994

Monday, February 28, 1994

turkish daily news

# Democracy Party withdraws from early elections, all eyes on the PKK

*DEP decision pits the PKK against the State in Southeastern Turkey*

By Sinan Yilmaz

*Turkish Daily News*

ANKARA- The decision by the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) to withdraw from the local elections on March 27 has turned public attention to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The DEP move, which amounts to a virtual boycott of the local elections, will further complicate

the situation in Southeastern Turkey where the safety of the polls are being questioned. Many of the candidates from the other parties will reportedly feel local pressure to withdraw.

The DEP decision to quit the elections did not come easy. The inner party opposition, which was expected to concentrate its efforts to oust party chairman Hatip Dicle

during three days of deliberations, in fact tried to influence the decision on whether or not the party should participate in the elections. At first the advisory council of DEP convened on Jan. 23. Then the party assembly met for two days when party officials and deputies debated the boycott decision. While some members wanted an outright boycott of the polls there were others who

wanted to participate provided certain conditions were met while there were those who wanted to enter the elections without conditions. According to insiders the deputies who wanted the party to take part in the elections were not too insistent.

The DEP officials were shaken when news reached the party assembly that the two sons of Mehmet Tekeş, a mayoral candidate of the party from Diyarbakır who was attending the Ankara meetings, had been slain.

This was nothing out of the ordinary. Especially in the past few months even potential DEP candidates had been systematically harassed. The attacks against DEP offices and buildings reached a climax with the recent bomb attack against the party headquarters in Ankara which left one person dead and several others wounded. The DEP headquarters was so badly damaged that the party had to find another hall to convene its meeting. The decision by DEP to withdraw from the local elections also includes elements of a boycott. While the party said it is not participating in the polls it did not tell its grassroots that they were free to vote for any party they wish. As a matter of fact Dicle told reporters at a press conference "our members will not vote for the parties of the system."

Dicle told a packed press conference that the State forces had pressured DEP to enter "unjust" and "unfair" elections. He recalled that while the name of the party was "People's Labor Party - HEP" and later under the banner of DEP about 70 party members had suffered armed attack. He claimed DEP was crippled because of State pressures.

He said that just because they did not approve of State policies based on violence he and other DEP members had been subjected to all kinds of accusations and they had even been branded as "traitors." Recently Prime Minister Tansu Çiller and Interior Minister Nahit Menteşe called Dicle a "traitor" after the DEP chairman claimed a

recent Kurdish terrorist bomb attack in an Istanbul train station that killed five military cadets was "part of a war" and refused to condemn the blast. Dicle claimed the party attaches great importance to the local polls but said the upcoming elections will be unfair and illegitimate.

DEP is expected to inform the Supreme Election Board (YSK) of its decision today.

#### Is it a boycott?

The decision to quit the elections caused quite a stir in the DEP. The debate centered on whether the decision was a "withdrawal" or a "boycott." The DEP officials took pains trying to explain that this was not a "boycott" but despite this the fact that they insisted that their supporters would not vote for other parties meant the party was actually walking out and asking people not to participate in the election.

The decision did not come easy. It took the DEP officials and deputies three days to debate this issue.

The public anger against the DEP because of Dicle's statements as well as the bomb attacks against the party on one hand and the general belief that the elections cannot be held in a healthy environment in Southeastern Turkey strengthened the hand of Dicle and his supporters who wanted a boycott.

However, there were quite a few people at the DEP party assembly meeting who felt Dicle had made too many mistakes, recently topped by his refusal to condemn the attack at the train station in Istanbul. The statements that he applauded military deserters and draft dodgers also caused deep concern among the DEP officials. Yet those who opposed Dicle, especially the deputies who were so critical of him, did not raise their voices too much at the latest party meetings.

Observers believe the withdrawal of DEP from the polls means the State is now left to confront the PKK in Southeastern Turkey. The local elections have a special significance for the Kurdish issue.

Both the Turkish State and the PKK will try to present the election outcome as approval for their policies by the people of the region. If the participation rate is low the PKK will claim credit and say the people showed their support for the militant group. The State on the other hand will encourage a high turnout in Southeastern Turkey at the polls.

The importance the PKK and the State attaches to the local elections in the Southeast will no doubt heighten the tensions in the region.

The PKK has already declared it is banning the political activities of parties in the area. That means the candidates of various parties are targets for the terrorists. That is one reason which will prompt many candidates to withdraw in the days to come, locals say.

Observers point out that the local officials of the True Path Party (DYP), the Social Democrat People's Party (SHP), the Republican People's Party (CHP) and other parties in the southeastern province of Siirt visited the governor and local military authorities and told them that the safety of their candidates would be jeopardized if the State pressures against the DEP people continued.

#### The PKK stand

What will the PKK do now? Observers say it is impossible to say what the PKK stand will be. The militant group has not made any statement regarding the local elections.

What is certain, however, is the fact that the terrorists have targeted all candidates in the region. That means the PKK could now try to force other parties to withdraw from the polls in the area.

According to PKK leader, Abdullah Öcalan, the PKK may approve certain candidates itself and encourage them to participate in the polls. The PKK may do this in the regions it feels it is dominant, observers say.

turkish daily news — February 26, 1994

# Democracy Party boycotts local polls

## DEP Chairman Dicle: This was not a fair race, we are withdrawing

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Kurdish-based Democracy Party (DEP) decided on Friday to withdraw from the upcoming March 27 local elections but continue its political activities under the current chairmanship of Hatip Dicle.

The withdrawal decision, taken under pressure from about 90 percent of the DEP cadres, comes during an intensified campaign by security forces to detain DEP activists and mayoral candidates in the Southeast. A total of 36 executives attended the party assembly meeting where the decision was taken. DEP chairman

Hatip Dicle told a press conference Friday afternoon that the decision was taken after a majority at the assembly agreed that if the party participated in the elections, this would only be window-dressing. He stressed that under pressure from special security teams, village guards and police, the party had been harassed and crippled.

"In order not to be party to policies aiming at destroying the free will of our people through anti-democratic practices, we have decided with a great majority to withdraw

from this unjust race," Dicle said.

He added, however, that the decision should not be regarded as a "boycott of the elections" since no such statement had been issued to the DEP electorate. "But, our electorate will not vote for establishment parties," he said. Observers said that by using the expression "withdrawal," the DEP was clearly trying to soften the impact of its "boycott."

Dicle noted that the party gave importance to the elections but did not believe its participation in the local polls would serve democracy.

"The elections have no legitimacy and we have no way out," he declared.

Over the past two years, more than 70 DEP activists, including a parliamentarian from Mardin province, were shot, and the party has claimed it is under systematic pressure to cease its activities. DEP is the only legal party in Turkey to defend Kurdish rights and freedoms. It has 17 deputies in the 450-seat Parliament.

According to political observers, although the withdrawal decision may cast a shadow on the legitimacy of the elections in southeastern Turkey, where the DEP claims to be the strongest party, the situation will only be clear when the election results are known.

If a majority of electors refuse to vote for "establishment parties," as Dicle has suggested, this could lead to a serious political crisis and be interpreted by the DEP as a vote of confidence in themselves.

The DEP has been facing serious harassment from government forces as well as armed groups over the past year, accused mainly for not condemning the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and even supporting it. DEP chairman Dicle made his party a target for new criticism last week when he went on record that PKK massacres of civilians were "natural" and the bomb attack on unarmed military cadets was "an attack on a military target."

Following these remarks, Prime Minister Tansu Çiller and Interior Minister Nahit Mentese blasted the DEP and vowed to force "the PKK out of Parliament." Both described Dicle as "a traitor."

Turkey's Chief of Staff Gen. Doğan Güreş went even further and in a speech he made on the issue, pointed to the DEP as a target for the country's security forces.

"There is no need to search for the bandits in Bekaa valley," Gen. Güreş said. "Unfortunately some of them are under the

roof of the Grand National Assembly of Turkey. They continue their existence using the shield of immunity... If these are not the traitors, who are the traitors? Of course their end will be one of sorrow."

With the "implied boycott" decision on Friday, observers believe the DEP has now invited an all-out confrontation with the system and may be in for even more difficult times. State officials have already turned the party and its leaders into targets, and the growing Turkish reaction to PKK attacks is expected to be directed against the DEP even more in the coming days.

Most important of all, since the DEP has already taken its decision, the process of lifting the immunity of its deputies is expected to be accelerated.

A case to close down the DEP is already at the Constitutional Court. If the party is closed down before the elections, its deputies will automatically lose their membership of Parliament. If the closure does not take place, their immunity may be lifted so they can be tried for capital offenses.

The State Security Court is currently waiting to file cases against all of the 17 deputies for "acting against the indivisible integrity of the State with its territory and nation." The deputies are to face trials mainly for speeches they have made in the past, and for their views.

Sources within the ruling True Path Party (DYP) told the TDN on Friday before Dicle's statement that they had decided to take action with regard to lifting the immunity of DEP deputies, depending on the outcome of the DEP party assembly. Interior Minister Nahit Mentese told journalists the same day that the PKK was "trying to sabotage the elections." Despite the recent campaign directed at the DEP, Mentese also claimed that equal rights have been accorded to all parties and that all

of them had already announced their mayoral candidates in the Southeast.

Dicle said they would immediately apply to the Supreme Election Board and withdraw all of the names of the party's candidates.

Menteşe warned earlier that if the DEP pulled out, this decision would be an admission of defeat on their part. "At all events," he said, "the DEP has never won an election and only got into Parliament on the coattails of the Social Democrat People's Party (SHP)."

DYP sources said before Friday's meeting of the DEP party assembly ended that they would wait for the decision, and if the DEP decided to boycott the elections, they would act immediately to lift the immunity of its deputies.

"If they decide to wait until March 21 to decide on the elections, then we will wait as well," a DYP deputy who asked not to be identified said. "We will wait until they take their final decision."

In a separate development, more than 100 deputies from the DYP on Friday submitted a petition to their party's group executives demanding for the immunity-lifting dossiers to be forwarded urgently to the general assembly for debate.

DYP Nevşehir deputy Osman Seyfi said they had taken this step after senior state officials including Prime Minister Tansu Çiller and Interior Minister Nahit Mentese had branded DEP deputies as "traitors" in recent speeches.

Currently the coalition parties are divided on the immunity issue with the junior partner Social Democrat People's Party (SHP) arguing there is no need to take such action. The dominant view within the ANAP was that a decision to lift the immunity of DEP deputies before the local elections would be exploited by that party as a reason to boycott the polls.

## UN hits snag destroying Iraqi chemical weapons

Reuters

**BAGHDAD-** A senior United Nations arms expert said on Friday more time was needed to finish the destruction of Iraq's stockpiles of poisonous gases.

"I regret that I cannot finish my job...The reason why it was not possible is the poor state of Iraqi equipment," Cees Wolterbeek, ending his one year term in Iraq, told Reuters. He said last November that if all went well, the U.N. might be able to declare Iraq free of all known poison gas arms by the end of 1993.

"They have a lot of breakdowns, failures and problems with equipment," Wolterbeek said.

Wolterbeek is head of the Nuclear, Bacteriological and Chemical Department at the Dutch Defense Ministry and was head of the U.N. chemical weapons destruction team

in Iraq. "It is probably wise not to mention any end date now," the Dutch expert said.

He said the Iraqis needed some material help in the form of cranes, bulldozers and protective gear. He will report to the executive chairman of the U.N. Commission on Iraq.

Iraqi officials were not available for comment.

The U.N. chemical experts travel daily to Muthana, 130 km (80 miles) northwest of Baghdad to supervise hundreds of Iraqi workers dismantling their country's chemical weapons machine under the 1991 Gulf War cease-fire terms.

Muthana, a major chemical weapons establishment, was chosen by the U.N. for the scrapping of Iraq's chemical gases. Wolterbeek said that under U.N. supervision the Iraqis have destroyed all their nerve agents, about 200 tons of mustard gas and 20,000 chemical shells, rockets and bombs.

"About 200 are still left but they are the most difficult bombs we ever had," he said without elaborating. Wolterbeek will be replaced by a U.N. expert from Germany.